



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

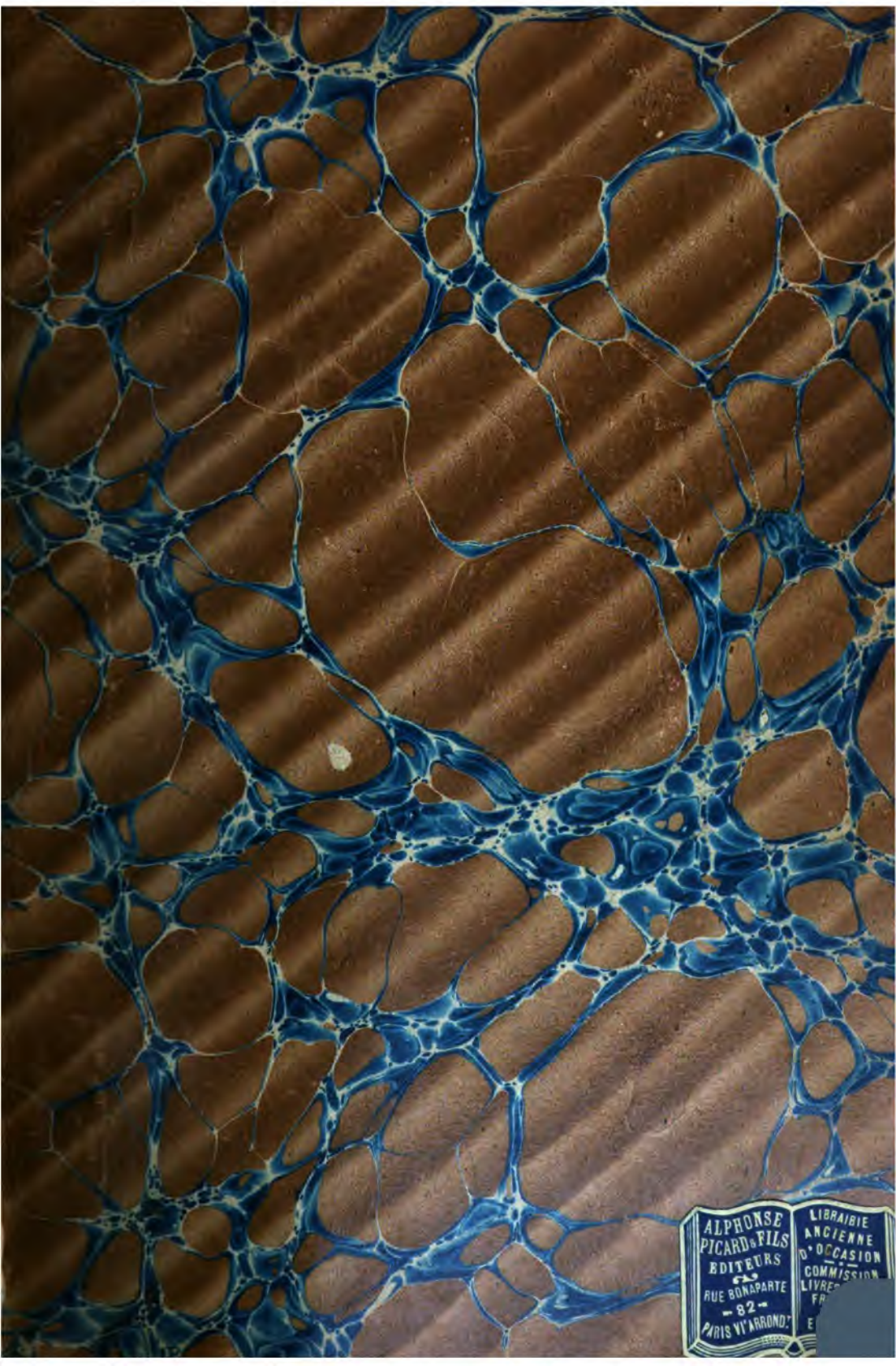
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Fr 30.10

Harvard College Library

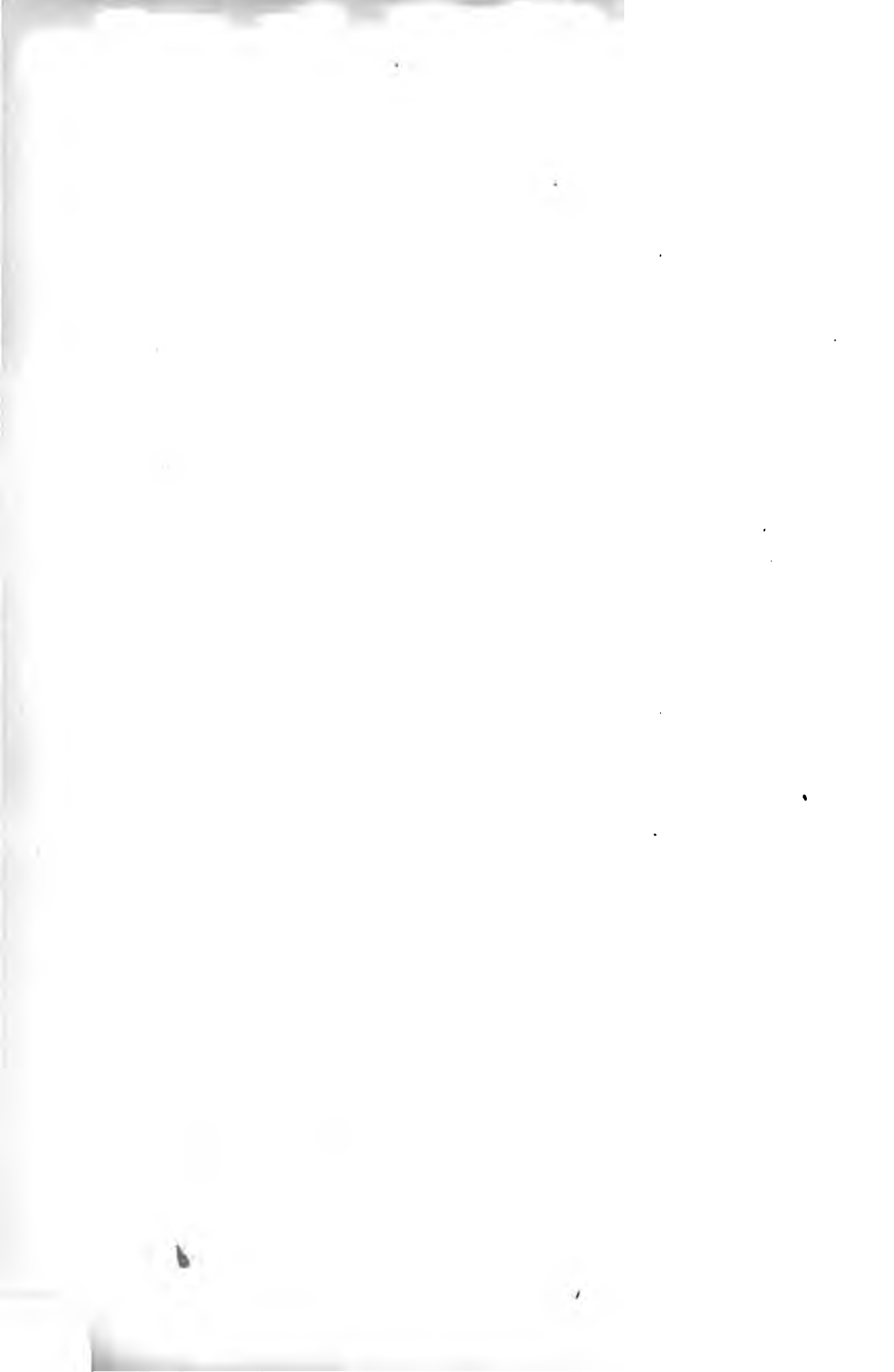


BOUGHT FROM
THE GIFT OF THE
SATURDAY CLUB
OF
BOSTON



ALPONSE
PICARD & FILS
EDITEURS
RUE BONAPARTE
- 82 -
PARIS VI^{AR}ROND.

LIBRAIRIE
ANCIENNE
D'OCCASION
COMMISSION
LIVRES
FR
E







SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE & DE STATISTIQUE

DE LA DROME

TOME TRENTE-TROISIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME



Colligite ne pereant.

TOME TRENTE-TROISIÈME

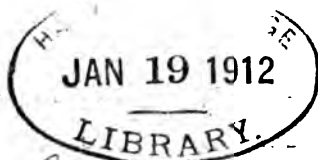
— 1899 —



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

—
M.DCCC.XCIX

Fr 30.10 (t 33-34; 1899-1900)



Saturday Club

PRESERVATION MASTER
AT HARVARD







A. DE GALLIER (1890)



Cette étude, à la fois biographique et littéraire, est destinée à faire revivre la physionomie d'un homme dont la modestie a caché la valeur, valeur réelle et qui n'a été bien connue que dans le cercle intime et restreint de la famille et de l'amitié. On peut dire qu'au dehors elle était presque ignorée. Sans doute, on savait qu'Anatole de Gallier était un fin lettré, auteur de publications nombreuses et variées, un causeur plein de charme et d'esprit, un bibliophile autorisé et très complaisant — ce qui est plus rare qu'on ne pense — et qu'enfin, pendant vingt-neuf ans (1869-1898), Président de la Société d'Archéologie de la Drôme, à chaque élection, l'unanimité des suffrages ne cessait de le maintenir dans cette charge délicate où ses lumières, sa droiture et sa bienveillance lui méritaient, à juste titre, la confiance et la satisfaction de tous.

Cependant, il y avait mieux en lui. D'une précocité étonnante, de Gallier se sentit de bonne heure en possession d'une âme très élevée, tout éprise d'idéal et de poésie, et allant à Dieu surtout par la voie des épreuves et des tristesses de la vie. Aussi, le double sentiment du devoir et de l'honneur était-il très vif dans cette nature d'élite, qui s'en inspira toujours et jusque dans les moindres

actions : C'est par là qu'il régla toute sa conduite. Son cœur, qui avait des délicatesses infinies, sut aimer avec une tendresse et une fidélité à toute épreuve, qui lui valurent des amitiés sincères autant que dévouées.

Ce n'est pas sans émotion que nous écrivons ces choses, qui nous touchent de si près ! Car nous ne saurions oublier que, jeune encore, nous reçûmes chez lui un accueil qui, avec le temps, a créé entre nous des liens affectueux, qu'achevait de resserrer une absolue conformité de principes religieux et autres. De là à l'intimité de la famille, il n'y avait qu'un pas, et le pas fut franchi !...

Aujourd'hui, ce regard vers le passé ne peut qu'accroître nos regrets pour cet ami disparu, comme aussi il ajoute singulièrement à notre affection pour les siens, qui lui survivent dans la vieille maison de Tain, si hospitalière à tous égards !

Puissent ces pages ne pas leur paraître trop indignes de celui qui fut leur père bien-aimé ! Puissent-elles trouver un sympathique écho auprès de ses nombreux amis, et de tous les membres d'une Société qu'Anatole de Gallier aima beaucoup, et dont il restera le Président modèle ! Son souvenir comme son exemple y seront fidèlement gardés !

TAIN (Drôme), le 4 novembre 1898.





ANATOLE DE GALLIER

ANCIEN PRÉSIDENT

de la Société d'Archéologie de la Drôme

NOTICE BIOGRAPHIQUE ET LITTÉRAIRE

I

SA FAMILLE. — SON ÉDUCATION. — PREMIÈRES POÉSIES (1837-1840). — VOYAGE EN ITALIE (1841). — DIVERSES PUBLICATIONS (1843-1854).

François-Joseph-Anatole de Gallier naquit à Tain le 28 mai 1821. Il appartenait à une famille dont l'existence est attestée, dans cette petite ville, dès la seconde moitié du xvii^e siècle, et ce fut au siècle suivant qu'elle obtint la noblesse, due à une charge de capitaine châtelain et de notaire royal transmise de père en fils (1).

Son grand-père paternel, Joseph-Antoine de Gallier, assista, en 1788, aux états de la province tenus à Romans, et l'année suivante il commanda la garde nationale de Tain, fonction qu'il résilia après les journées d'oc-

(1) Voir aux Pièces justificatives la généalogie de la famille de Gallier.

tobre. Il a écrit, sur ces premiers temps de la révolution dans notre pays, des notes intéressantes qui permettent, avec tant d'autres documents irrécusables, de nous fixer sur la prétendue fédération d'Etoile, en 1790, dont l'école légendaire de Michelet a fait depuis un morceau quelque peu ridicule : c'est le moins qu'on en puisse dire. Sous la Terreur, il fut arrêté comme ci-devant noble, et incarcéré à Vienne pour n'avoir pas voulu livrer sa croix de chevalier de Saint-Louis. Le 9 thermidor le sauva. Ces souvenirs de famille restèrent profondément gravés dans l'esprit de son petit-fils qui aimait à les rappeler, comme aussi à montrer l'extrait du registre d'écrou de la prison de Vienne (1).

(1) M. Chaper a publié les *Procès-verbaux du Comité de surveillance révolutionnaire de Vienne-la-Patriote*, du 31 mars 1794 au 21 mars 1895. (Grenoble, Allier, 1888.) A la date du 19 germinal an II (8 avril 1794), on lit ce qui suit (p. 19-20) :

« JOSEPH-ANTOINE GALLIER, habitant à Tain avant la Révolution, habitant à Vienne depuis environ une année et demie. Il a des possessions audit Tain, âgé de quarante-sept ans, ayant trois enfants : un fils âgé de dix-sept ans, habitant à Vienne ; deux filles, habitant à Tain avec sa femme, l'une âgée de quinze et l'autre de dix ans. Détenu en la maison d'arrêt de la commune de Vienne de Saint-Joseph, depuis le 13 brumaire (3 novembre 1793), par ordre du Comité de surveillance de Vienne ensuite d'une lettre du Comité de surveillance de Tain en réponse à celle de Vienne du 21 vendémiaire (12 octobre 1793). Il résulte de ladite lettre du 4 pluviôse que les habitants de Tain ignorent les motifs qui l'ont fait quitter Tain pour habiter Vienne ou Chalons (le Chalon-St-Michel, au bailliage de Vienne), en août 1792, où il a des possessions ; qu'il a trois frères émigrés ; qu'il n'a jamais paru dans les Assemblées primaires ni à la Société populaire de Tain ; qu'il n'est point inscrit au rôle de la garde nationale ; qu'il ne l'a montée en personne ni n'a paru aux fédérations du 14 juillet ; enfin, qu'il avait un brevet de croix de Saint-Louis et qu'il ne l'avait pas remis à la municipalité de Tain ; qu'il n'est point inscrit au rôle de la garde nationale

Son père, Philibert-Joseph-Auguste de Gallier, né à Tain le 18 juillet 1776, avait épousé, en 1817, Marianne-Delphine-Philippine de Carmes de la Bruguière. Outre

(à Vienne) et qu'il n'en fait pas le service quoique résidant depuis plus d'un an ; enfin que ledit Ginoult (lire Ginouze) Gallier ne s'est point conformé aux lois du 28 juillet et 5 août pour déposer la croix de Saint-Louis et le brevet.

« Sa profession : agriculteur de ses biens.

« Son revenu : son revenu est de 3,000 livres environ avant et après la Révolution.

« Ses relations et ses liaisons : avec des gens ex-nobles.

« Son caractère : doux et politique (lire pacifique). Le Comité ignore ses opinions politiques qu'il a pu montrer au mois de mars, juillet, octobre 1789, au 10 août, à la fuite et à la mort du tyran, au 31 mai et dans les crises de guerre. Le Comité ignore aussi s'il a signé des pétitions et arrêtés libéricides, vu qu'il n'habitait pas assiduellement cette commune, mais le plus souvent celle de Chalons où il a des possessions. »

Après le 9 thermidor, de Gallier demanda sa mise en liberté. Refusée d'abord le 15 septembre 1794 (Ut supra, p. 88-89), elle lui fut enfin accordée le 20 octobre suivant (Ibid. p. 174-75) :

Du 29 vendémiaire (20 octobre 1794).

Vu la pétition du citoyen Antoine Ginouze-Gallier, natif de Tain, tendante à obtenir sa liberté.

L'avis du Comité révolutionnaire du district de Vienne, duquel il résulte que, pendant qu'il a résidé dans la commune de Vienne, on ne lui a connu aucun fait d'incivisme.

L'avis donné par les Comités de Chalon et de Sorlin (Saint-Sorlin), dans lequel on donne la preuve du civisme de Gallier, et différents dons patriotiques qu'il a faits.

La délibération prise par la commune de Chalon et Sorlin, par laquelle elle députe le maire et l'agent national de cette commune pour réclamer la liberté du pétitionnaire.

Après avoir entendu lesdits députés qui ont déclaré qu'Antoine Gallier était reconnu pour un bon citoyen et vrai républicain, qu'on ne peut lui imputer l'émigration de deux de ses frères, puisqu'ils n'habitaient pas ensemble, qu'ils étaient éloignés de plus de cent cinquante lieues et qu'ils étaient même ennemis jurés.

Considérant, d'après tous ces faits, que Gallier n'a point pris part à

leur fils Anatole, ils eurent une fille, Delphine-Caroline-Baptista-Otilie, née en 1819, et mariée en 1837 à Jean-Charles-Philippe de Rossel, baron de Fontarèches. Remarquablement belle, Otilie de Gallier était d'une grande distinction de caractère, et son âme très élevée était parvenue à un rare degré de perfection : ce fut vraiment une sainte. Pendant près de quarante ans, la santé toujours précaire de son mari fit d'elle une véritable sœur de charité, et cela, avec un dévouement admirable. Devenue veuve sans enfants, en 1877, elle n'eut qu'un désir, quitter le monde pour achever de se donner à Dieu. Malgré son âge avancé, elle se fit religieuse, à Auch, chez les Dominicaines gardes-malades, et plusieurs années après elle mourut à Tain, entourée de la vénération publique (13 octobre 1889).

La première éducation d'Anatole de Gallier se fit à la maison paternelle. Vers l'âge de 10 ans, il fut confié, ainsi que sa sœur Otilie, aux soins dévoués d'un précepteur, l'abbé Payen, prêtre austère et d'une grande bonté. Né à Avignon en 1788, l'abbé Payen avait été, en dernier lieu, proviseur du Collège royal de Tournon. A la révolution de 1830, ne voulant pas prêter serment au nouveau gouvernement, il accepta volontiers la charge toute de confiance que lui offrait la famille de

l'émigration de ses frères ; qu'il ne l'a favorisée ni directement, ni indirectement ; conséquemment il ne peut être dans le cas de la loi du 17 septembre.

Arrête que le citoyen Gallier sera sur-le-champ mis en liberté, à la diligence de l'agent national du district de Vienne, les scellés et sequestres levés.

Fait à Vienne-la-Patriote, le 29 vendémiaire, an III, etc.

Gallier. Sous sa direction éclairée, le jeune Anatole fit de solides études classiques, terminées en 1838 par le diplôme de bachelier. Sa sœur partagea en partie ses mêmes études, et elle arriva à une connaissance remarquable de la langue latine.

Il n'avait pas attendu cette date pour se livrer à son goût déjà marqué pour les travaux littéraires, notamment pour la poésie. Dès 1834, il collabore à *La Ruche*, journal pour les enfants, édité à Paris, et qui accueillait, en les sollicitant comme moyen d'émulation, les premières productions de ses tout jeunes abonnés.

Trois ans après (1837), un pas de plus est fait, et Anatole publie, dans la *Gazette du Bas-Languedoc*, un compte-rendu sur un livre de Jules de Saint-Félix, relatif à la duchesse de Bourgogne (1). L'article est court, un simple feuilleton, mais le style est déjà formé, et les pensées ne manquent ni de justesse, ni de profondeur. L'auteur avait seize ans !

Cette même année 1837 lui valut tout un triomphe. M. Monier de la Sizeranne, alors député et président du Conseil général de la Drôme (2), était en outre poète à ses heures. Lié avec Emile Deschamps, il l'avait invité à venir passer quelques jours chez lui, à Beausemlant, puis de là chez son frère, à Tain. Là, un dîner cham-

(1) Voir aux Pièces justificatives la *Bibliographie*, n° I.

(2) Monier de la Sizeranne (Jean-Paul-Henri), né à Tain le 31 janvier 1797, sénateur en 1863, et décédé à Nice le 6 janvier 1878. On peut consulter sur cet homme de bien et de talent, la *Biographie du Dauphiné* d'A. Rochas, et le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, tomes X, p. 230 ; XI, p. 211-13 ; XII, p. 97, 201-3 ; et surtout XIX, p. 357-76.

pêtre organisé au pavillon de Chantalouette, sur le coteau de l'Hermitage, réunit autour de lui les membres de sa famille et quelques amis. Le jeune de Gallier en était. Présenté à Emile Deschamps, il lut, pâle et tremblant, une pièce de vers qui fut accueillie avec une faveur marquée.

SOUVENIR

A M. ÉMILE DESCHAMPS



§ I

Il est des noms grandis qu'on révère entre tous,
De ces esprits d'en haut, le front ceint de génie,
Qui font germer au cœur l'ardente sympathie,
Qu'on écoute à genoux.

Parmi la voix des vents, l'orage et la tempête,
Enlevés comme Elie au char sacré de feu,
Un éclair dévorant a jailli sur la tête
De ces élus de Dieu.

Il les a couronnés de l'auréole sainte ;
Anges tombés du ciel, flamboyants Séraphins,
Sur leur âme brûlante ils ont gardé l'empreinte
De leurs songes divins.

C'est en vain que la foule et dédaigneuse et folle
Se rit de l'insensé, promène ailleurs ses pas
Et jette l'ironie à sa noble parole
Qu'elle ne comprend pas.

Car l'admiration aux cœurs vierges s'allume
Dans ce monde de mal, seule goutte de miel
Dans un vase tari, terrestre encens qui fume
A l'entour de l'autel.

Ainsi dans mes pensers s'éveilla ton image,
Pour moi tu possédais un attrait inconnu.
Poète, je t'aimais de mon lointain rivage,
Tu m'es enfin venu.

§ II

C'était le soir et l'heure où la fleur embellie
Relève son calice abattu par le jour,
Où gémit tendrement une brise amollie,
Comme d'un jeune cœur une plainte d'amour.
On eût dit que pour toi la nature plus douce
De chants joyeux de fête avait rempli les airs,
Que les sylphes errants enlaçaient sur la mousse
Leurs danses de jadis, que la vague des mers
Avait donné son bruit plaintif et monotone
Qui lentement s'efface et dans le lointain fuit
Au murmure confus des calmes flots du Rhône,
A l'horizon brillait sur le front de la nuit,
Diadème de feu qui couronne une reine,
La lune dans l'éther glissant plus mollement,
Dans l'onde elle mirait une lueur sereine
Et jetait à l'eau pure une gaze d'argent.
Le long paquebot vert, gigantesque baleine,
Sur le fleuve marchait sans l'aide des zéphirs ;
Comme un sein palpitant tremblait la blanche étoile
Dans le limpide ciel coloré de saphirs.
Sous les baisers du vent avait frémi la voile
De la barque où veillait le paisible pêcheur.
A ta lèvre échappa la fleur de poésie,
Tu nous redis tes chants sortis vivants du cœur,
Célestes, embaumés comme un parfum d'Asie :
C'étaient les troubadours, les héros d'autrefois,
Et le preux chevalier aux couleurs de sa dame,
Puis le sombre Océan résonna dans ta voix,

Et tes accents vibraient jusqu'au fond de mon âme,
 C'est que, vois-tu ! pour moi le génie est sacré :
 Dans ce monde on ressent une souffrance intime.
 La poésie alors est un baume ignoré
 Où du mal d'ici-bas le cœur blessé s'abîme
 En extase de joie, en brûlants rêves d'or.....
 Ces sons purs comme ceux des cythares antiques,
 Oh ! je les garde en moi, comme un divin trésor,
 Comme un tendre soupir aux airs mélancoliques.

Emile Deschamps n'eut garde d'oublier cette belle soirée d'été, et, dans une charmante poésie adressée à son aimable hôte, M. de la Sizeranne, il eut un souvenir pour le « *pâle adolescent* » qui venait de lui offrir les prémisses de son talent naissant :

Mais le jour tombe, on s'est levé ;
 Tout le monde est debout sur la terrasse :
 D'un spectacle enivrant mon œil est abreuvé,
 Et l'admiration est prête à crier grâce !
 Car le soleil mourant sous l'or de ses réseaux
 Des monts de la Savoie enflamme au loin la neige,
 Et le Rhône, à nos pieds emporte dans ses eaux
 La lune au vol d'argent, avec tout son cortège,
 Et cependant un chœur d'invisibles oiseaux
 Prélude, saluant l'aube qui les protège ;
 Et nous tous, oublieux de l'heure qui s'enfuit,
 Nous jetons des vers à la nuit,
 Que la lyre, autre amour, comme l'amour abrège !
 C'est alors que, levant son front prédestiné,
 Un pâle adolescent (1), Mozart, Tasse ou Corrège,
 Hasarde quelques vers, non sans dire : oserai-je ?

(1) « M. Anatole de Gallier, jeune poète qui se fera connaître » (Note d'Emile Deschamps).

Et subjugué, en tremblant, l'auditoire étonné.
Noble enfant ! déjà maître, à l'âge du collège,
Dans l'art où Chapelain fut toujours écolier ;
Cet art, tout de nature, et partant le premier,
Langue sans rudiment, musique sans solfège,
Et peinture sans atelier ! (1).

Peu de jours après, Anatole, encore sous le charme, écrivit à Deschamps, lui adressant sa première œuvre poétique. Son illustre correspondant l'en remercia par une aimable lettre, où en lui donnant de sages conseils, il ne lui cache pas sa vive et sincère admiration :

Chassaignes (Côte-d'Or), 4 août 1837.

MONSIEUR,

Nous arrivons tous du Mont-Dore. Nous n'avons pas pu quitter si tôt M. et M^{me} de la Sizeranne, nous sommes plus heureux que vous ne pensiez, ou plutôt nous l'avons été, car nous voilà pleins de regrets... cette traduction si littérale et pourtant si infidèle des souvenirs !

Mais moi, je suis réellement, à mon retour, bien plus heureux que je ne l'espérais. On me remet une lettre et des vers de vous. Une preuve d'amitié, j'espère, et une grande preuve de talent et de poésie, cela est bien sûr. Je garderai ces deux papiers toute ma vie, Monsieur, et quand vous serez arrivé très haut, dans bien peu de temps si vous le voulez, en travaillant *sérieusement*, je

(1) *Poésies d'Emile Deschamps*. Paris, Deloye, 1841, p. 148.

dirai très haut aussi : « Quand je vous le disais, que M. Anatole de Gallier était un poète. » Au reste, M. de la Sizeranne, qui s'y connaît, m'avait prévenu dans cette prédiction. Les strophes de votre § I^{er} sont très belles d'images, de pensée et d'expression. Celle : *C'est en vain que la foule*, etc., et les suivantes sont surtout remarquables. — Votre § II est bien contrasté avec le premier. Il y a là un vrai talent de composition, chose rare à votre âge. Cette coupe en deux parties distinctes est fort heureuse et décèle l'esprit d'invention et d'ordre tout à la fois : deux conditions indispensables. Quant à la poésie et au style, vous les possédez naturellement, bientôt la partie artiste sera, chez vous, au niveau du reste. Occupez-vous en, Monsieur, et ne vous contentez jamais d'un à peu près. C'est le fléau de tous les arts. Vous me parlez de rimes faibles. Je ne les aime pas, quoique depuis quelque temps, de fort grands poètes se les permettent. Mais :

C'est par leurs beaux côtés qu'il leur faut ressembler.

Or, pour moi, si la rime n'est pas une parure, elle n'est qu'une chimère et les vers à peu près rimés, sont des vers qui auraient à peu près les coupes : songez-y. D'ailleurs, le travail de la rime force à retourner la pensée, à soigner l'expression, et tout y gagne. Vous avez, vers la fin, la rime, de *sacré* et de *secret*. Elle n'existe pas ; ce n'est pas une rime : le *t* comme toute autre consonne venant immédiatement après une voyelle ne rime pas avec la même consonnance qui finit sur la voyelle seule. Je lis, en disant cela : *est un baume adoré*, ou

bien : *un baume ignoré*, comme vous voudrez (1), car nous avons beaucoup lu vos vers, et les dames ainsi que M. de Croze y applaudissent de grand cœur.

Méfiez-vous aussi d'un peu d'embarras dans les périodes et de quelques *enchevêtrements* peu élégants, encore défaut de travail. Vous avez un premier jet très beau, mais il faut ensuite revenir avec patience sur l'œuvre de l'inspiration. C'est là, pour ainsi dire, la vertu du talent, car rien n'est plus ingrat.

Ces sons purs comme ceux des cythares antiques
Oh ! je les garde en moi comme un divin trésor,
Comme un tendre soupir aux airs mélancoliques.

Les deux premiers vers sont très bien, très poétiques ; le dernier me paraît vague : *Un soupir aux airs mélancoliques*, cela manque de précision et peut-être de justesse. Qu'en pensez-vous ?

Mais je vous répète en mon nom et en celui de toute la colonie de Chassaignes, que nous sommes émerveillés de votre poésie. Vous êtes poète et écrivain, et vous êtes si jeune ! Pardonnez-moi la brutalité de mes conseils, en faveur de la sincérité de mes éloges et de celle aussi de l'amitié sympathique dont je me plais à vous donner la cordiale assurance.

EMILE DESCHAMPS.

P. S. — Je ne vous ai pas dit combien vous peignez avec chaleur et charme cette délicieuse soirée à Chanta-

(1) On a vu, en lisant plus haut les vers d'Anatole de Gallier, que le conseil a été suivi, car on y trouve : *est un baume ignoré*.

louette. Vos vers atteignent tout. Ils se plongent dans le Rhône et vont frapper les astres, et ils s'arrêtent aussi dans la région du cœur que nulle poésie ne doit éviter. M^{me} de Croze veut encore me les faire répéter. Elle les sent vivement ainsi que ma femme, et elles se croient encore revenues à ce beau soir où nous avons fait de si charmantes connaissances parmi les hommes et dans la nature.

Anatole de Gallier venait de se révéler poète, et il le fut toute sa vie. En dehors du cercle étroit de la famille et de quelques rares amis, personne n'a connu, ni même soupçonné son réel et très beau talent, dans un genre qui ne souffre pas la médiocrité. Son esprit, très vif et tout prime-sautier, trouvait dans les circonstances et les impressions du moment une inspiration aussi rapide qu'heureuse, et qui s'est traduite par d'assez nombreuses compositions restées manuscrites. Rien n'y trahit l'effort, et toujours on sent vibrer une âme éprise d'idéal, mais ne voyant la vie que sous un jour douloureux, triste et même décourageant.

Enhardi par ce premier succès, Anatole se risqua encore, et, au mois de septembre suivant, il osa envoyer à Sainte-Beuve une pièce de vers, où il célébrait un Recueil de poésies du futur auteur des *Lundis*. Il en reçut la lettre suivante :

Lausanne, 25 janvier 1838.

MONSIEUR,

Les vers que vous m'écriviez, en septembre dernier, me sont arrivés après bien des détours et des retours, il

est à peine séant de venir aujourd'hui vous en remercier. Ils portent d'ailleurs sur un livre écrit il y a dix ans, et en dix ans on change si fort, que les hommages donnés à notre *moi* d'autrefois, on hésite à les recevoir et à les appliquer à son *moi* d'aujourd'hui. Permettez-moi pourtant, Monsieur, sans accepter ni m'appliquer ce trop de louanges, de vous remercier de la sympathie qui s'y est mêlée, et de vous dire que j'en demeure bien reconnaissant.

Recevez-en l'expression, Monsieur, avec celle de mes sentiments distingués.

SAINTE-BEUVE.

Ces premières productions littéraires d'Anatole coïncidaient avec l'achèvement de ses études. L'abbé Payen, sa mission terminée, se sépara, non sans peine, d'un élève qui lui faisait déjà grand honneur. Il entra dans le diocèse d'Aix, où il devint chanoine honoraire et curé de Salon ; c'est là qu'il mourut en 1870.

Entre lui et la famille de Gallier des liens étroits s'étaient formés, Anatole garda toujours le souvenir de son vieux maître, et, vers la fin de sa vie, il nous en parlait encore en des termes émus, fidèle écho de son cœur reconnaissant.

On était en 1839, et il avait dix-huit ans. Un portrait au crayon, dessiné peu auparavant, le représente dans tout l'éclat de sa jeunesse ; sa figure, très belle et très fine, accuse beaucoup de distinction, en même temps qu'il s'y reflète une mélancolique tristesse. C'est qu'il avait besoin d'expansion, et la vie retirée de Tain pesait

à sa nature généreuse ; par goût comme par tempérament, il désirait élargir son horizon, se créer des relations intellectuelles de valeur, voyager à l'étranger, et arriver enfin à une situation en relief dans le mouvement littéraire de l'époque, si remarquable à tous égards. Une autre perspective lui souriait encore, la diplomatie, car là, il pouvait donner un libre essor à sa personnalité, et il lui était permis de compter sur plus d'un aboutissant. Mais aucun de ses rêves ne devait se réaliser, et ce cruel désenchantement jeta sur toute sa vie un voile d'indéfinissable tristesse.

Sa mère était intervenue : les projets de son fils ne lui souriaient guère, elle le désirait à Tain, fixé dans la maison paternelle pour la continuer. Anatole l'aimait tant, qu'il lui fit ce sacrifice et brisa sa vie ! Cette douloureuse circonstance ajouta beaucoup à la mélancolie de son âme qui y était déjà si naturellement portée.

Comme diversion, et surtout comme récompense à la fin de ses études, il fit un voyage en Savoie et à Genève. Il en a lui-même consigné les impressions dans des notes écrites au jour le jour, et où le jeune voyageur se montre à la fois touriste, poète et philosophe, laissant son cœur s'exhaler en des réflexions pleines de tristesse. Au fond, la tristesse sera la note dominante de son âme, restée toujours chrétienne.

Parti de Tain le 6 août 1839, il ne fait qu'une halte rapide à Valence, et va droit sur Grenoble. Écoutons-le :

« Le fort de la Bastille annonce de loin la capitale du Dauphiné, et l'on voit blanchir à l'horizon les remparts

de la ville. Entrez ! c'est Grenoble, la ville qui, en 1815, salua la première Napoléon empereur. Qui est-ce qui pense maintenant à Napoléon, à l'exception de quelques vieux grognards de sa garde, qui peut-être s'en souviennent encore et refusent de croire à sa mort ! Nous sommes dans un malheureux siècle de scepticisme, où l'enthousiasme s'use vite. Le calcul et l'intérêt sont maintenant à la place du cœur, et l'on cherche avant tout la sécurité et les satisfactions de l'égoïsme.

« Je suis allé m'asseoir à la promenade du jardin de ville, qui est délicieuse ; les arbres en ont été plantés par Lesdiguières. J'ai passé ma soirée sur un banc, dans le *dolce farniente* du Napolitain, à écouter de la musique militaire. Je ne sais si tout le monde est comme moi, mais je ne trouve rien de plus doux que de m'étendre à demi et d'écouter une harmonie lointaine, ou les bruits confus de groupes qui passent devant moi. C'est comme dans un rêve une forme indécise de femme vaguement entrevue dans l'ombre et que l'on ne doit jamais retrouver, c'est enfin quelque étoile filante qui s'éteint au ciel. Alors l'âme se laisse aller tout entière à quelque rêverie, sans pensée, sans sensation arrêtée... »

Le 9 août, il quitte Grenoble pour entrer en Savoie. La magnifique vallée du Graisivaudan excite son admiration, et il sait trouver sur sa palette des couleurs aussi fraîches que vraies pour décrire ce beau paysage. Mais, la pensée qu'il traverse la frontière lui arrache un cri de douloureux contentement qu'il est impuissant à retenir :

« C'est aujourd'hui pour la première fois que je suis

sorti de France, plut à Dieu que je l'eusse quittée pour plus longtemps ! Oui, je le sens, j'ai besoin de transplanter ma vie pour plusieurs années sur quelque contrée éloignée ; j'ai besoin de me fuir, moi et les pensées qui m'accompagnent toujours..... Peut-être alors regretterai-je amèrement ma patrie. Regret, désir ! vous êtes toute la vie de l'homme ! Oh ! toujours descendre ou monter vers un but qui vous fuit sans cesse, aller, aller en avant, comme poussé par une force inconnue, sans pouvoir rien changer au dedans de soi ; jamais une heure accomplie de bonheur et de repos. Voilà le tourment de toute la vie. Mais vous, mon Dieu, vous êtes là ! »

Le 20 août, à l'abbaye de Hautecombe, au bord du lac du Bourget, ce lac que venait de chanter Lamartine, la vue des tombes royales de la maison de Savoie lui fait regarder la vie humaine sous un jour bien triste et qui serait décourageant, si la note chrétienne n'était là pour réconforter ce cœur de vingt ans à peine, et pourtant si grave et si enclin à la mélancolie :

« Les poètes de notre jeune littérature, écrit-il, ont eu raison lorsqu'ils ont proclamé la douleur la déesse de la vie. Mais selon moi ils se sont trompés en en faisant une souffrance abstraite et continue qui appartiendrait tout entière aux régions de l'idéal. Non, les blessures les plus sourdes et les plus profondes sont celles que l'âme reçoit dans sa lutte contre la réalité ; ce sont ces mille petits froissements de la vie qui vous laissent chaque jour une ride dans le cœur comme sur le front, ce désenchantement aride et amer qui finit par se poser sur tous

les sentiments et sur toutes les personnes, cette plaie que rien ne peut jamais guérir et qui va toujours s'élargissant. Ne vous est-il jamais arrivé, surtout dans des nuits d'insomnie et d'angoisse, de vous sentir sur le cœur un poids presque aussi lourd que celui d'un remords ? Alors, le passé et votre avenir vous apparaissent sous un jour néfaste et sous un prisme terne et glacé. Quelques instants séparant à peine la naissance de la mort, et dans ce temps poursuivre son intérêt et son ambition sans avoir été satisfait jamais, sans que ces inquiétudes d'un cœur rongé puissent servir à rien, puis s'abîmer dans la mort comme le moindre de tous les êtres, ne laissant rien derrière soi. Oh ! voilà la véritable douleur, la souffrance qui n'a pas encore trouvé de nom, si ce n'est dans le Christianisme qui seul nous la fait connaître et même aimer. »

On le voit, de Gallier est déjà un penseur qui observe et qui raisonne, comme le ferait un philosophe dans toute la maturité de l'âge ; sa jeunesse n'a pas eu cette gaieté joyeuse et confiante qui fait entrevoir l'avenir dans un prisme souvent trompeur sans doute, mais qui donne du ressort à la volonté et de l'enthousiasme au cœur. Pour lui, il nous l'a dit, son *prisme est terne et glacé*, et la *souffrance est la déesse de la vie !*

Une cousine de son père, M^{me} Auguste de la Farge, le connaissait bien, quand elle lui écrivait : « Mon gentil compagnon de promenade, j'aurais dû te donner des conseils qui t'auraient été utiles. Ce qui me le fait regretter, c'est la phrase mélancolique de ta lettre :

peut-être serai-je disparu de ce monde, avant de vous revoir. Pourquoi cette pensée de tristesse à ton âge ? Elle est bonne au mien, elle ne vaut rien au tien. Aussi ai-je mis toute chose au point, en la prenant pour moi seule » (1).

Notre voyageur continue sa route, Genève lui plaît assez, et il sait apprécier comme il convient la cité orgueilleuse de Calvin ; à Ferney, il a un mot, et très juste, sur Voltaire ; Coppet lui rappelle M^{me} de Staël et il s'étend volontiers sur l'auteur de *Corinne* et *De l'Allemagne* ; Lausanne et sa cathédrale attirent vivement son attention ; quant au lac de Genève, « si transparent et si bleu » d'abord, il le revoit ensuite au milieu d'une affreuse tempête, et ses vagues soulevées rappelaient l'Océan dans ses jours de colère. Annecy, Chamonix, le Mont-Blanc, enfin Aix-les-Bains forment les dernières étapes de ce voyage quelque peu philosophique. A Aix, il prend le bateau qui le ramène à Lyon, et de là à Tain, où il est de retour le 6 septembre, juste un mois après son départ. Il retrouvait au foyer paternel les personnes sur lesquelles étaient alors concentrées toutes ses affections : son père, sa mère, sa sœur, mariée depuis deux ans, et sa tante, la *bonne tante Caroline* comme on l'appelait, et qui aimait tant son neveu, qui le lui rendait bien. Par son intelligence, son esprit d'ordre et sa fermeté de caractère, M^{me} Auguste de Gallier était vraiment l'âme de toute la maison. On sait jusqu'à quel point Anatole s'inclina devant l'autorité maternelle. Il

(1) Lettre du 22 septembre 1838.

fut le meilleur des fils, et il eut pour sa mère un véritable culte, tout d'amour et de respect. Au reste, il avait une nature excellente, et il a beaucoup vécu par le cœur qui, chez lui, était d'une délicatesse et d'une sensibilité exquises. Ceux-là seuls ont pu penser autrement qui ne l'ont jugé que sur les apparences, ou d'après l'esprit si vif du lettré et du critique, qui parfois emportait pièce, et ils se sont trompés du tout au tout. Pour nous, qui avons été admis dans son intimité et dans celle des siens, nous savons quels trésors de tendresse et de dévouement il y avait dans cette âme d'élite, si empreinte de distinction et d'honneur.

En dehors de sa propre famille, il comptait encore des amis de choix, avec lesquels il entretenait soit des rapports fréquents de société, soit une correspondance assez active. D'abord, il trouvait à Tain même, dans une famille de vieille noblesse, fort liée avec la sienne, des relations élevées et qui lui plaisaient infiniment. C'était le marquis de Cordoue, homme de bien dans toute la force du mot, et dont les filles, M^{me} la marquise de Florans, M^{me} Monier de la Sizeranne, et, la plus jeune, la Révérende Mère Mathilde du Saint-Sacrement, ont laissé une grande réputation de valeur personnelle, de haute piété et de charité parfaite. M^{me} de Florans avait cinq filles, dont les aînées, très liées avec Otilie de Gallier, et à peu près de l'âge d'Anatole, avaient été leurs amies d'enfance, et cette amitié a duré autant que la vie.

Une femme de beaucoup d'esprit et de piété, sa cousine, Laure de la Farge, exerça alors sur lui

une très heureuse influence. Elle était la fille de M^{me} Auguste de la Farge, celle-là même que nous avons vue si bien relever, dans Anatole, les sentiments de tristesse et de découragement. Laure lui parle comme sa mère, mais avec la poésie en plus, et elle le fait avec d'autant plus d'à-propos que son cousin, dans une pièce de vers, avait été jusqu'à lui dire :

La souffrance pour vous toujours fut éphémère.

Qu'on lise la réponse :

La souffrance, dis-tu, pour moi fut éphémère,
Non, jeune homme, ici-bas, elle est toujours amère.
Et si je te disais qu'il n'est pas de douleur
Qui n'ait de son épine ensanglanté mon cœur !
Que des larmes de feu me brûlaient en silence
Tandis que j'étais calme et froide en apparence !
Car ma jeune âme aussi demandait des amours
Qui ne trompent jamais et qui durent toujours ! !
Anatole, je vais te traiter comme un frère,
Et pourtant, je le sens, il vaudrait mieux me taire.
Une femme devrait des secrets de son cœur
N'entretenir que Dieu, son seul consolateur.
Mais tu me fais pitié, ta jeunesse incomprise
A tant besoin d'entendre une voix qui lui dise :
J'ai pleuré de tes pleurs, j'ai souffert tes tourments,
Nos cœurs ont ressenti les mêmes battements,
Et souvent comme toi, ma voix faible et troublée
Sans écho s'est perdue au fond de la vallée,
En présence du Ciel mon regard se voilait,
Et sous la main de Dieu mon cœur aussi tremblait.
Anatole, oh ! c'est mal, car sa bonté divine
A mêlé bien des fleurs pour alléger le poids
De ce bandeau sanglant, et de sa lourde croix

Il ne nous a donné qu'une part bien légère.
Regarde autour de toi : n'as-tu pas une mère,
Une mère bien tendre et qui se sent mourir,
Comme faisait la mienne, en me voyant souffrir ?
N'as-tu pas une sœur, candide jeune fille,
Veux-tu qu'elle soit triste au sein de la famille ?
Déjà son jeune front s'est couvert de pâleur
Aux funèbres accents de ton chant de douleur,
N'auras-tu pas pitié de ces cœurs en souffrance ?

.
Tu dis qu'autour de toi toute fleur est fanée,
Que le monde a flétri ta jeune destinée !...
Aussi, pourquoi vas-tu demander le bonheur
A ce monde perfide, hypocrite et menteur ?
Qu'as-tu besoin de lui ? Pourquoi toujours te plaindre ?
Tu lui fais trop d'honneur en paraissant le craindre ;
Et méprise-le donc, laisse-le ramper bas,
Sur son chemin boueux crains de salir tes pas !
Il est de verts sentiers dans le fond des ravines
Où fleurissent encore de fraîches églantines,
Des cœurs simples et purs qui savent l'amitié
Et qui de tes chagrins porteraient la moitié.
Oh ! mon cher Anatole, une âme vive et tendre
A besoin d'un ami qui sache la comprendre ;
La solitude pèse à l'homme malheureux,
Le poids est bien moins lourd quand on le porte à deux !
Ne reste pas ainsi tout seul en ta souffrance,
Au bras de l'amitié viens chercher allégeance.
Va trouver le Seigneur, lui seul comprend la peine
Qui s'attache en ce monde à toute vie humaine ;
Lui seul, sans nous blesser, peut panser nos douleurs,
Lui seul peut adoucir l'amertume des pleurs !...
Va donc à ses genoux avouer ta faiblesse,
Comme un saint holocauste offre lui ta tristesse,
Et dans les jours de deuil, d'exil et de malheur,
Ami, tu trouveras encore quelque douceur !

Ce beau langage s'adressait à une âme capable de le comprendre, et qui en reçut une salutaire impression. Anatole l'a dit en une charmante poésie :

Echo des célestes cantiques,
Beau lys éclatant de blancheur,
Chaste fleur des jardins mystiques
Que les anges nomment leur sœur !

Tu portes une sainte auréole
Dans ta virginale beauté
Tu m'apparais comme un symbole
D'innocence et de pureté.

Dans tous les parfums de la terre,
Dans les vapeurs de l'encensoir,
Dans les rayons pleins de mystère
Qui tremblent au ciel chaque soir.

Dans tout ce que la nuit sereine
A de plus pur et de plus doux,
Oh ! jamais notre langue humaine
N'aurait trouvé de nom pour vous !

Mais celle dont le front rayonne
Au-dessus de toute splendeur
Voulut être votre patronne,
Vous donnant son nom protecteur.

Aussi de sa grâce céleste
Plus d'un beau reflet radieux
Eclaire votre front modeste
Et l'on voit le ciel dans vos yeux.

Et votre image retracée
A réveillé Dieu dans mon cœur,
Il suffit de votre pensée
Pour que je me sente meilleur !

Laure de la Farge avait un frère, Tony, jeune homme admirablement doué, et qui était alors officier de marine. Mais hélas ! il fut enlevé à la fleur de l'âge, le 28 novembre 1839, à bord du brick *La Zélée*. Il comptait parmi les meilleurs amis d'Anatole. Il faut lire ses lettres pour bien comprendre quelle profonde sympathie régnait entre ces deux natures si délicates.

Un autre ami avait alors également gagné l'affection d'Anatole, ami encore vivant aujourd'hui, après une longue et belle carrière militaire et politique, M. le général Robert, ancien député et sénateur de la Seine-Inférieure. Dans ses garnisons de France et d'Algérie, il entretenait avec de Gallier une intéressante correspondance, pleine de cœur et d'entrain, où se manifestent des qualités de style peu communes. Lui aussi connaissait Anatole et s'efforçait de le prémunir contre ses tendances pessimistes, qui le portaient à ne voir la vie que sous le côté triste et douloureux. A ses yeux, le remède est dans la douce intimité de la famille, avec ses *effusions saintes*. Il termine l'année 1839 en lui écrivant :

« Je voudrais vous dire bien des choses qui me viennent à l'esprit quand je pense à vous, mon cher Anatole. Je voudrais vous montrer combien les agitations du monde laissent d'ennui et de dégoût, et combien la vie intérieure, calme et paisible de la famille offre plus de chance de bonheur, si le bonheur existe quelque part en ce monde, il est là ; ne le cherchez jamais ailleurs, croyez-moi bien. Si vous vous lanciez jamais sur cette route rocailleuse et aride que nous autres nous parcou-

rons, vous verriez, après peu d'années, qu'on laisse chaque jour quelque lambeau de son cœur aux ronces du chemin, qu'on y sème pas à pas ses illusions, ses espérances et sa volonté de bien faire. Le torrent nous entraîne et c'est à peine si l'on rencontre sur ses bords quelques branches amies où l'on peut se reposer de la course. Restez au port, mon ami, gardez-y le calme du corps et la paix du cœur : il n'y a rien après les effusions saintes de la famille. »

Mais, celui qui, dans ces années-là (1838-1841), avait toutes les préférences d'Anatole et avec lequel il avait contracté l'intimité la plus étroite, c'était son cousin Just-François-Joseph de Tournon. Doué des mêmes goûts, ayant les mêmes aspirations, ces deux natures vraiment d'élite se comprenaient admirablement, tout en gardant chacune sa personnalité. Si Anatole, très épris d'idéal et porté à la mélancolie voyait trop la vie par son côté douloureux, Just au contraire était tout entier sous le charme de sa jeunesse, dont l'expansion n'était pas sans jeter ce vif éclat où se reflète une âme généreuse et pure. Il avait sur son ami un autre avantage, car loin d'être toujours resté renfermé dans l'horizon étroit d'un petit pays, il avait voyagé, vécu même à l'étranger, en Italie et à Rome. La perspective d'un pareil voyage souriait infiniment à de Gallier, surtout avec l'avantage inappréciable d'avoir pour compagnon de route un ami de cœur, qui, de plus, était un guide expérimenté, et dont le nom seul suffisait à donner accès dans la plus haute société. Ce voyage en Italie devint bientôt une

réalité, à la fin du mois de mai 1841, nos deux voyageurs s'embarquèrent à Marseille, et le 5 juin ils arrivaient à Rome, Rome ardent objet de leurs désirs, et qui devait laisser dans l'âme d'Anatole de si profondes impressions et de si durables souvenirs. Il les a consignés en des pages remarquables, dont quelques-unes seulement ont été publiées dans un petit journal de province (1). Après tant d'autres, il a dépeint avec talent, l'aspect de Rome et de la campagne romaine, dont, plus que pas un, il a subi le charme incomparable. Écoutons-le un instant :

« Quand on parcourt les plaines du Latium, la pensée se reporte involontairement à ce que nous racontent les voyageurs, de la désolation des campagnes de Babylone et de Ninive; ce sont des aspects graves et solennels, des lignes monotones mais d'une singulière grandeur, des mouvements de terrain ondulés comme les vagues de l'Océan. Dans ces champs muets et arides, sur lesquels on dirait que la malédiction divine a passé, des moutons noirs broutent une herbe rare et flétrie; le pâtre, vêtu de peaux de bêtes et armé d'une lance, conduit à cheval des troupes de buffles et de taureaux sauvages. De longues files d'aqueducs rompus dessinent leurs arcades dans le ciel; çà et là se dressent des tombeaux, des tours crénelées, ruines et vestiges de tous les âges. Au nord, le Soronte, visible de tous

(1) *L'Annonéen, Echo de l'Ardèche*, n° des 13 avril, 20 avril, 27 avril, 4 mai et 29 juin 1843, sous le pseudonyme d'Onuphrius. Cf. la *Bibliographie* d'A. de Gallier, n° III-VII. — Nos citations sont faites d'après le manuscrit.

les points du désert, détache son cône bleuâtre sur les pentes vaporeuses du Cimino ; à l'est, l'horizon est fermé par les deux chaînes des monts Sabins et des monts Albanes, couvertes de leurs verdoyantes parures de forêts, semées de jardins et de villas ; à l'occident et au midi, dans un lointain nébuleux, roulent les flots bleus de la mer de Toscane. Dans la même direction, quelques points blancs étincellent au soleil ; ce sont les étangs salés de Macarère et d'Ostie. Le Tibre jaune et lent, dont les rives sans verdure permettent à l'œil de suivre tous les contours, traverse en entier le paysage. La ville éternelle, avec ses monuments vieux et noirci, apparaît de loin comme une ruine gigantesque au milieu de tant d'autres ruines. »

Saint-Pierre l'a vivement ému, non par sa beauté architecturale ou par la richesse des détails, mais par l'impression profonde qui se dégage de son ensemble, si imposant dans ses grandioses proportions et dont la majesté même parle si éloquemment à toute âme humaine :

« A Saint-Pierre, toute admiration est impuissante ; ce n'est pas de ces lampes d'or sur ces autels de marbre et de pierreries, de ces splendides mausolées élevés par les premiers artistes du monde, de ces mosaïques qui promettent l'éternité aux chefs-d'œuvre des grands maîtres, ce n'est pas de cette magnificence inouïe que l'imagination est le plus vivement saisie, mais de ces proportions gigantesques et pourtant si harmonieuses qui font en quelque sorte comprendre l'infini. A mesure que l'on

étudie les détails de l'édifice, il s'agrandit et prend des proportions effrayantes : ces statues, qui vous paraissent de grandeur naturelle sont colossales ; vous croyez qu'un coup de ciseau a suffi pour creuser cette moulure dans le marbre, vous vous en approchez : elle a dix pieds de haut. Vingt mille personnes rassemblées dans la basilique, aux fêtes solennelles, noircissent seulement le pavé ; là, tout vous parle de l'éternité et d'une autre vie. Les douleurs trop poignantes doivent se calmer un moment dans cet immense repos, et il semble que l'âme soit en communication plus immédiate avec Dieu dans le plus grand de ses temples. Il est impossible qu'un peu de paix et de foi religieuse ne descende pas dans le cœur de celui qui vient s'agenouiller à Saint-Pierre. »

Enfin, il nous livre ses impressions intimes, et, dans un beau langage, il parle en poète et surtout en chrétien convaincu :

« Il y a une impression qu'ont éprouvée tous ceux qui ont passé quelque temps à Rome : cette tristesse profonde qui d'abord s'était emparée de vous au milieu de ces ruines et de cette absence de bruit, se change bientôt en une mélancolie qui n'est pas sans charme ; vous trouvez chaque jour de nouveaux attraits dans cette ville unique au monde ; vous vous habituez à prier dans ses églises, à errer dans ses débris ; toutes ses pierres prennent pour vous une voix, comme autant d'êtres animés ; vous aimez les murmures de ses fontaines et de ses jets d'eau dans le silence de ses nuits sereines

et de ses accablantes journées d'été, et lorsque vous êtes forcé de lui dire adieu, ce n'est pas sans lui laisser un souvenir éternel et une part de vous-même.

« Mais Rome excite chez les catholiques des émotions encore plus puissantes : la métropole de la Chrétienté, le siège du Pontife suprême qui a reçu le pouvoir de lier et de délier sur la terre et dans le ciel, parlent plus haut à son cœur que tous les monuments des arts, que tous les souvenirs de grandeur et de gloire humaines. Comme on l'a dit si bien, Rome est une véritable patrie pour tous ceux qui croient et qui espèrent. Noble et antique mère du catholicisme, reniée et méconnue dans nos jours d'orgueil et de doute par un si grand nombre de tes enfants, je me suis prosterné devant toi avec soumission et avec amour, car j'ai foi en la divine parole de Celui qui a promis que les portes de l'enfer ne prévaudraient jamais contre toi. Les monarchies et les républiques sont successivement emportées au vent des révolutions. Dans notre vieille Europe, tout se transforme et tout change ; les gouvernements de la veille ne sont plus ceux du lendemain : toi seule, Rome chrétienne, continues à travers les siècles ta marche triomphante et assurée, dix-huit cents ans n'ont rien pu t'enlever de ton éternelle jeunesse et de ta beauté première ! »

De Gallier nous donne-là sa profession de foi chrétienne ; il la gardera toute sa vie, et nul ne parlera du christianisme et de ses dogmes avec plus de respect et de soumission.

Un mois entier — temps bien court ! — fut consacré à la ville éternelle, dont nos voyageurs visitèrent en détail les monuments anciens et chrétiens. Plusieurs familles nobles les accueillirent avec empressement, enfin, le pape Grégoire XVI leur accorda une audience privée, où il les bénit eux et tous les leurs. Le 10 juillet, il fallut dire adieu à tant de choses, et ce ne fut pas sans un véritable serrement de cœur. Le 12, ils étaient à Florence, et, peu de jours après, ils rentraient à Tain (1). Ce voyage si rapide laissa dans l'âme d'Anatole l'amour et comme le culte de l'Italie, cette terre privilégiée, dont les arts et la littérature exercèrent depuis sur son esprit une complète fascination. Il en goûta la langue harmonieuse qu'il parlait et écrivait fort bien. Dante lui était familier ; il le citait volontiers, jusqu'à en reproduire couramment de nombreux passages. Hélas ! une terrible épreuve lui était réservée, et leur beau voyage devait se terminer bien tristement ! Just de Tournon était revenu portant en lui le germe de cette fièvre perfide qui souvent, à Rome, saisit les étrangers, et aboutit parfois à une issue fatale. A peine arrivé à Tain il dut s'aliter, et bientôt, le mal empirant, il expira entre les bras de son ami désespéré (26 juillet 1841). La douleur d'Anatole ne saurait s'exprimer, et toujours il garda au cœur cette blessure cruelle. Peu de temps

(1) De Florence, il écrit à sa tante Caroline une lettre fort intéressante, où il parle, en artiste et en poète, de la capitale de l'Ombrie. Au reste, il a toujours aimé passionnément Florence, et combien il avait raison !

après (avril 1842), écrivant ses impressions de voyage, le souvenir de Just, qu'il ne cessait de pleurer, lui arrache des accents émus et d'une touchante éloquence :

« En me reportant par la pensée à ces beaux jours qui remontent seulement à quelques mois, et dont un abîme si profond me sépare déjà, en réunissant ces notes, une préoccupation constamment douloureuse s'est emparée de moi. C'est que l'homme remarquable, le parent et l'ami dont la vie s'était tellement trouvée mêlée à la mienne pendant le cours de ce voyage, m'a été ravi, en rentrant en France et avant même d'avoir pu retrouver sa famille...

« Tous ceux qui ont connu Just de Tournon savent quelle intelligence élevée, quelle maturité de jugement, quel bel avenir de travaux et de gloire il y avait dans ce jeune homme enlevé à vingt-six ans et en quelques heures à la carrière brillante qui s'ouvrait devant lui. Mais très peu de personnes ont pu apprécier comme moi cette âme noble et toujours portée au bien, cette passibilité profonde, et cette bonté de cœur qui le faisait chaque jour aimer davantage. Hélas ! de tout cela, ainsi que de ces grâces entraînantes de l'esprit et de l'ensemble des qualités sérieuses qui font l'homme supérieur, que nous reste-t-il autre chose qu'un regret et un deuil éternel ! » (1).

(1) Manuscrit. — A. de Gallier a publié une Notice sur Just de Tournon, dans *Le Réparateur, Journal du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais*, N° du 13 août 1841. — Cf. la *Bibliographie*, N° II.

Voilà comment il aimait. *Ecce quomodo amabat eum !* (1).

Son âme de poète ne pouvait rester insensible ; sous le coup de la douleur, la vie lui sembla plus amère, et, la croyant même désormais brisée, il écrivit :

Le vent murmure aux feuilles dispersées,
Et dans mon cœur s'amassent des pensées
Pleines de deuil et de douleur ;
Sous le pressentiment d'un destin qui s'achève
Je promène mon triste rêve
Qui ne parle plus de bonheur.

Vers mon passé détruit je tourne un œil de doute
Nul astre n'a brillé pour me montrer ma route,
Je n'ai plus foi dans l'avenir ;
Tout est flétri, la vie est morne et sombre ;
Las de traîner mes pas dans l'ombre,
Je demande à Dieu de mourir !

Pourtant, il reprit courage, et divers travaux littéraires opérèrent en son esprit une heureuse diversion. Outre la publication de ses souvenirs de voyage, faite en 1843, et une nouvelle : *Le fou de San Servolo*, parue en 1846 (2), il tourna son attention vers l'Allemagne, dont l'évolution littéraire, si accusée alors et depuis, suscitait toute une pléiade de philosophes, d'historiens et de poètes, de croyances et d'inspirations très mêlées, et que de Gallier étudia avec une prédilection marquée.

(1) Joan. XI, 36.

(2) Dans *La Semaine*, à Paris, N° du 8 et du 15 mars 1846, sous le pseudonyme d'Onuphrius. Cf. la *Bibliographie* N° VIII.

Il les lut attentivement et sut très judicieusement en constater les côtés vraiment beaux ou défectueux, et cela avec un sens critique très développé. De là plusieurs articles de Revues, notamment dans *Le Correspondant*, travaux substantiels, qui témoignent d'une maturité d'esprit surprenante et d'une profondeur de vues peu commune. Nous citerons surtout : *La Réforme et la Révolution. Introduction à l'Histoire du XIX^e siècle*, par Gervinus. *Ecrivains contemporains de l'Allemagne*. Oscar de Redwitz (1). Dès 1847, il publiait, dans la *Revue indépendante*, sous le pseudonyme de Saint-Martin, une curieuse étude sur les chants et les récits populaires de l'Allemagne, et la même année, *Le Correspondant* insérait de lui un intéressant compte-rendu sur un livre de Karl Grun : *Gœthe au point de vue humanitaire* (2). Mais son travail le plus important comme le plus remarquable, dans le même ordre d'idées, fut *Le Parlement de Francfort et ses relations diplomatiques avec la République française* (3). Nulle part peut-être, chez de Gallier, le penseur n'a été plus clairvoyant, car, à cette date (1852), il entrevoyait déjà la déchéance de l'Autriche et dans un avenir peu éloigné, la prépondérance de la Prusse, et tout cela en des pages parfaitement écrites, qui valurent, à leur auteur, des éloges aussi flatteurs qu'autorisés.

(1) Dans *Le Correspondant*, N° de septembre 1853. Cf. la *Bibliographie* N° XVI

(2) N° de novembre 1847. — Cf. la *Bibliographie*, N° X.

(3) *Le Correspondant*, N° de mars et avril 1852. — Cf. la *Bibliographie* N° XV.

Emile Deschamps lui écrivit, de Versailles, le 9 mai 1852 :

« Votre publication sur le *Parlement de Francfort* restera comme un livre de politique et de philosophie transcendantes. Je l'ai lue d'abord avec ardeur, je l'ai relue ensuite avec cette attention qui savoure ce que la première impression avait dévoré. Je ne saurais vous dire à quel point vous avez éveillé mes plus profondes sympathies, par la justesse des vues, la hauteur des pensées, la grande moralité des jugements, et le charme du style : vous tenez tout ce que j'avais prévu quand vous étiez presque enfant, et mes prévisions allaient loin ! Bravo pour ce nouvel ouvrage qui classe votre nom parmi ceux des publicistes les plus éminents, et merci d'un souvenir précieux que je mérite du moins par celui dont vous ne cesserez d'être l'objet au milieu de nous. »

Mais le cours de ses idées allait le porter ailleurs. Confiné en province, dans sa petite ville natale, il y vécut sans bruit, et, bientôt, curieux du passé de son pays, il sentit le besoin de l'interroger et de le connaître, et il se laissa volontiers entraîner dans le mouvement des études historiques qui, en Dauphiné comme ailleurs, s'est dessiné et affirmé avec un succès toujours croissant. De Gallier y prit une part importante, et qui se traduisit autant par son influence personnelle que par de savantes publications. Ce sera la seconde période de sa vie, celle par laquelle il nous appartient tout entier.

II

LA VIE D'ANATOLE DE GALLIER. — LA RÉPUBLIQUE DE 1848 A TAIN. — IL EST ÉLU AU CONSEIL MUNICIPAL. — IL REFUSE DE PRÊTER SERMENT A L'EMPIRE ET DÉMISSIONNE. — SON MARIAGE. — IL JUGE AVEC CLAIRVOYANCE LA POLITIQUE NÉFASTE DU GOUVERNEMENT. — VISITE AU COMTE DE CHAMBORD. — A. DU BOYS. — L'ÉCOLE CATHOLIQUE LIBÉRALE. — PRÉFÉRENCES POUR MGR PIE, ÉVÊQUE DE POITIERS. — PARALLÈLE ENTRE MGR DUPANLOUP ET L. VEUILLOT (fragment inédit). — CHUTE DE L'EMPIRE. — IL EST DE NOUVEAU ÉLU AU CONSEIL MUNICIPAL. — FIDÉLITÉ INÉBRANLABLE A SES CONVICTIONS.

Avant de montrer toute la part prise par de Gallier au mouvement intellectuel dans notre province, il convient dès maintenant, et pour n'avoir plus à y revenir, d'exposer ce que l'on est convenu d'appeler le *curriculum vitæ*, c'est-à-dire le cadre dans lequel s'est déroulée une vie qui, par plusieurs endroits, a su s'élever bien au-dessus de la moyenne, et tracer un sillon dont la postérité gardera le souvenir.

Disons tout d'abord que, royaliste par naissance comme par conviction, il resta fidèlement attaché aux principes religieux et monarchiques, au regard desquels il ne transigea jamais, fidèle en cela à sa belle devise : *spem mutare nescio*. La franchise et l'honnêteté, dont il donna toujours l'exemple en des temps troublés comme les nôtres, où ces grandes vertus sont singulièrement discréditées et amoindries, ne cessèrent d'inspirer

toutes ses actions dans sa modeste sphère d'homme public et de citoyen, et lui valurent bien vite l'estime et la confiance de tous ses compatriotes, de ceux mêmes qui étaient loin de partager ses opinions.

La République de 1848 avait été accueillie à Tain dans un sens nettement conservateur et religieux. Les élections municipales s'y firent alors sur une question scolaire : Faut-il confier l'école communale de garçons aux Frères des Ecoles chrétiennes ? Une majorité écrasante vota pour l'affirmative : de Gallier et le marquis de Cordoue étaient élus en tête de la liste. Ce dernier, ancien pair de France, fut aussitôt nommé maire.

Au mois d'août suivant, on planta, sur la place du Taurobole, un arbre de la liberté, qui fut solennellement béni par le vénéré M. Mallent, curé de Tain. Puis, sur cette même place, un banquet populaire termina la fête, sous la présidence acclamée des deux autorités civile et religieuse, que la population entière ne cessait d'entourer d'une respectueuse sympathie.

Ajoutons que le marquis de Cordoue, par la dignité de sa vie et ses admirables qualités de cœur, avait justement gagné l'affection de tous. Aussi sa mort qui arriva l'année suivante (novembre 1849) fut-elle pour la ville de Tain un véritable deuil public, et ses funérailles donnèrent lieu à une démonstration unanime de douleur et de regrets. A. de Gallier s'en fit l'interprète autorisé, et au cimetière, devant une foule immense et recueillie, il parla avec une émouvante éloquence de ce grand chrétien, bienfaiteur insigne du pays, véritable père des pauvres, et dont le souvenir, après un demi-siècle, est resté fidèle-

lement gardé par tous les survivants de cette époque déjà lointaine (1).

Peu après, une autre épreuve était réservée à de Gallier : le 18 avril 1850, il perdit son père. Ici encore la douleur publique fit écho à la sienne, et le préfet de la Drôme, M. Ferlay, lui en écrivit dans les termes suivants :

Valence, le 23 avril 1850

MONSIEUR,

La société et la ville de Tain en particulier ont fait, en quelques mois, deux pertes qui laissent un vide immense dans les rangs des hommes de bien, car tous les deux avaient marqué leur passage sur cette terre par l'honneur et la charité. Toujours au-dessus de l'agitation qui tourmente notre pauvre pays, ils ne plongeaient leurs regards dans la foule, souvent malveillante, que pour y chercher des misères à secourir. Dieu, en les recevant dans son sein, leur a donné la véritable et éternelle récompense. Je comprends votre douleur, Monsieur ; elle est bien légitime : on ne se sépare pas d'un père si digne de respect et d'amour, sans que le cœur ne soit brisé. Mais vous avez cet avantage sur bien d'autres que, dans le livre de l'histoire de votre père, vous ne trouvez pas une page, une ligne, un mot à effacer ; vous pouvez donner sa vie en exemple aux hommes qui veulent être de

(1) Discours prononcé aux funérailles de M. le marquis de Cordoue, dans *Le Courrier de la Drôme et de l'Ardèche*, du vendredi 7 décembre 1849.

bons chrétiens et de bons citoyens ; enfin vous trouverez encore une satisfaction personnelle dans cette justice que vous pouvez vous rendre : c'est que vous avez adouci les douleurs physiques de celui qui devait être bien heureux d'avoir un fils aussi parfait que vous, permettez-moi de le dire dans toute la sincérité de mon âme.

Je vous prie, Monsieur, de faire agréer à Madame votre mère l'expression de mes hommages respectueux, et veuillez l'assurer que j'ai pris la part la plus vive à votre douleur commune.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération, Monsieur, votre très humble et très dévoué serviteur.

FERLAY.

Cependant les événements se précipitaient, et au mois de décembre de l'année suivante (1851) le coup d'Etat, puis la proclamation de l'Empire, n'étaient guère faits pour contenter, en de Gallier, le royaliste fidèle et convaincu. Ne voulant pas, comme simple conseiller municipal, prêter aucun serment au nouveau régime, il préféra se retirer. En conséquence, il donna sa démission et, pendant toute la durée de l'Empire, il se tint complètement à l'écart (1).

Ce fut alors qu'il songea à fixer sa vie en fondant son

(1) En 1867, un groupe nombreux d'hommes influents et honorables, quoique d'opinions différentes, songea à lui pour le Conseil général, afin de faire échec au candidat officiel.

Malgré les plus pressantes sollicitations et la *perspective* d'un succès très probable, il refusa, toujours pour le même motif : ne pas prêter serment à l'Empire.

foyer. Le 17 septembre 1857, il épousa Jeanne-Claire-Amélie, fille de M. Lesne de Molaing, receveur général des finances du département de l'Ain (1). Cette union fut bénie à Bourg par Mgr de Langalerie, évêque de Belley, qui prononça une délicate et touchante allocution. Madame de Gallier avait été élevée à Orléans où, comme tant d'autres femmes de distinction, elle avait reçu la haute direction spirituelle de Mgr Dupanloup, qui ne l'oublia pas dans une pareille circonstance :

Mon enfant, je ne saurais assez vous féliciter de cet heureux mariage. J'en ai fait faire aussi mes compliments à M. de Gallier. Je prierai de tout mon cœur pour cette bonne et chrétienne union. Vous savez mon profond et religieux dévouement.

† FÉLIX, *évêque d'Orléans*.

Si de Gallier n'avait aucune sympathie pour le gouvernement impérial, c'est que son affection et ses vœux allaient ailleurs, vers le représentant de la monarchie légitime, le comte de Chambord, qu'il eut l'honneur et la joie de saluer à Lucerne, pendant l'été de 1861. Il en reçut un accueil aussi flatteur que mérité, et le prince lui fit écrire pour le remercier et lui dire combien il avait en haute estime sa fidélité à toute épreuve.

En cette même année 1861, se produisit un incident politique qu'il sut apprécier mieux que personne : dans un discours au Sénat, à propos de l'Algérie, le prince Napoléon avait été maladroitement injuste pour la

(1) Voir la Généalogie, *Pièces justificatives*, N° 1.

famille d'Orléans. Le châtiment ne se fit pas attendre, et il fut sanglant. Le duc d'Aumale répondit, et, dans sa fameuse *Lettre sur l'Histoire de France*, à force d'éloquence et de vérité il accabla le *César déclassé* et tout son entourage. Le coup portait droit, et rien n'en put guérir la cruelle blessure ! La lettre, interdite et saisie par la police, eut naturellement un succès immense. De Gallier put se la procurer, et lui et ses amis s'en firent un vrai régal. Il faut voir comme ils en parlent dans leurs correspondances, et comme leur fidélité royaliste y trouve un contentement d'autant plus grand qu'il était inespéré !

Au reste, de Gallier était alors de ceux qui, avec une patriotique perspicacité, comprenaient et disaient ouvertement combien la politique extérieure du gouvernement était inhabile, imprudente, et, en définitive, très funeste aux vrais intérêts de la France. L'intervention en Italie, la destruction successive de tous les petits Etats qui se partageaient la péninsule, l'unité territoriale qui en devait résulter, tout cela, écrivait-il à ses amis, allait être gros de conséquences et se paierait cher. Hélas ! il ne pensait pas si bien prévoir, ni à si brève échéance ! Dans les années qui suivirent (1862-66), le principe des nationalités, réalisé chez nos voisins des Alpes, trouvait aussi son application chez nos voisins du Rhin, et, par une logique implacable, l'unité de l'Allemagne se formait tout comme s'était formée l'unité de l'Italie. Le danger ne pouvait plus être mis en doute, et il était dû à une étrange aberration qui avait imprudemment rompu avec les grandes traditions de la politique française, inaugurée

par Henri IV et Richelieu, et fidèlement continuée par Mazarin, l'ancien Régime et même la Révolution, et dont l'objectif essentiel était de conserver avec soin, sur nos frontières, une foule d'Etats secondaires, séparés les uns des autres, sinon toujours par le sol et la race, du moins par une complète divergence d'intérêts moraux et matériels.

Voilà ce que pensaient et écrivaient alors de Gallier et ses amis, et leur correspondance très explicite à cet égard, accuse une pénétrante clairvoyance, qu'un avenir très proche devait singulièrement justifier !

L'inique spoliation du Saint-Siège avait profondément ému tous les catholiques, et de Gallier ne laissait échapper aucune occasion, soit par lettres, soit par conversation, d'en témoigner sa vive et légitime indignation. Nous en rapporterons un exemple significatif : Au mois d'octobre 1860, assistant à Tain à un dîner où se trouvaient plusieurs personnages officiels assez en vue, la conversation ne tarda pas à se porter sur les brûlantes questions du jour, notamment sur la question romaine. Quel ne fut pas son étonnement d'entendre un grand vicaire de Valence, M. David, depuis évêque de Saint-Brieuc, prendre la défense de la politique impériale en Italie, et affirmer que l'administration des Etats de l'Eglise était tellement déplorable et livrée à tant d'abus séculaires, qu'il ne fallait pas craindre de voir, dans les événements contemporains, un juste ~~châtiment~~, ~~destiné~~, après tout, à amener des réformes très nécessaires. — Pour le coup, de Gallier n'y tint plus : « M. l'abbé, lui dit-il, vos assertions sont au moins très risquées, et,

fussent-elles exactes, le moindre sentiment des convenances aurait dû vous dire que ce n'était pas à vous à les produire en public. En tout cas, si un prêtre, et surtout un grand vicaire, peut tenir un pareil langage, comment nous, simples fidèles, pourrions-nous prendre la défense du pouvoir temporel de la papauté, indispensable à la pleine indépendance du chef de l'Eglise ? Vous me permettez de croire que l'iniquité commise contre le Saint-Siège ne saurait trouver la moindre excuse dans l'explication que vous venez de nous donner. »

On pense si l'émotion fut grande ! Mais lui, n'écoutant que la voix de sa conscience, avait passé par dessus tout, sans tenir compte de rien. Au reste, quand l'honneur et la dignité humaine étaient en jeu, aucune considération n'aurait été capable de l'arrêter pour si peu que ce soit.

Sur les hommes et les choses de ce temps, de Gallier a esquissé des portraits saisissants de vérité, sous une forme caustique, d'une fine souplesse et où l'esprit ne perd jamais ses droits. C'est ainsi qu'il flagelle l'hypocrisie gouvernementale vers 1861, et qu'il dépeint un personnage, Polydore, lequel à peine sorti de la roture fait sonner bien haut sa récente noblesse, et se courbe devant le pouvoir qu'il flatte basement pour mieux arriver.

Son attention se portait encore ailleurs, vers un ordre d'idées autrement plus élevées et plus dignes d'intérêt. Les grandes questions religieuses qui, sous le second Empire, ont si fort préoccupé les catholiques français, et les ardentes controverses qu'elles amenèrent, avaient eu à Tain même un certain écho. Là, en effet, habitait

un vieil ami de Mgr Dupanloup, Albert du Boys, qui eut l'insigne honneur d'offrir, chaque année, une respectueuse et cordiale hospitalité à l'évêque d'Orléans, dans son château de la Combe près de Grenoble. Cette hospitalité, l'évêque la retrouvait encore à Tain, au milieu de la famille de son ami. M^{me} du Boys, née de Larnage, était une femme d'une rare distinction d'esprit ; son grand air joint à une aimable simplicité, charmait tout d'abord, et, en la voyant, on se rappelait instinctivement le portrait de la femme forte tracé dans les Saints Livres. Les leçons de ce foyer si chrétien ne furent pas stériles : M^{me} Netty du Boys, à qui rien n'a manqué des vertus de sa mère, a donné la mesure de son talent dans des œuvres d'une valeur peu commune. De ses deux frères, l'un fut baptisé par le P. Lacordaire dans l'église paroissiale de Tain ; l'autre, devenu magistrat, portait le nom de l'évêque d'Orléans, qui lui apprit lui-même à servir la messe.

La plupart des catholiques en renom qui formaient l'école libérale, se sont souvent rencontrés sous le toit hospitalier d'A. du Boys, soit à Tain, soit à la Combe. On devine aisément qu'A. de Gallier était un des habitués de la maison, où il était accueilli avec un empressement marqué. Là, dans le beau et grand salon qui domine le Rhône, il trouvait les éléments d'une société de choix. Hommes et femmes du monde, savants et littérateurs, prêtres et religieux, évêques et même cardinaux, qui tour à tour ont fréquenté et aimé la demeure d'A. du Boys, n'étaient pas peu surpris de rencontrer dans ce petit coin de province, un homme qui, sous des apparences très

modestes, savait déployer, le plus simplement du monde, de merveilleux talents de causeur aimable, de lettré érudit et de penseur chrétien.

Cependant, il est juste de dire que de Gallier était loin de partager toutes les opinions de ses amis. Sans doute il admirait sincèrement le zèle et le talent de Mgr Dupanloup, non moins que la noblesse de ses sentiments et son magnanime courage à défendre les droits de l'Eglise. Mais il se rendait très bien compte que l'enthousiasme parfois excessif des amis et des disciples du prélat, l'avait un peu surfait, et que si quelqu'un avait bien les défauts de ses qualités, c'était, à coup sûr, le chef plus brillant que solide de l'école libérale. Un autre évêque lui était apparu comme réalisant l'idéal de l'autorité épiscopale et de la sûreté de doctrine, on a nommé Mgr Pie, évêque de Poitiers. A tout prendre, le cardinal Pie, restera comme la plus grande figure de l'épiscopat français au XIX^e siècle. Deux bons juges assurément, le pape Pie IX et le comte de Chambord, en ont pensé ainsi, et ils l'avaient en singulière estime. Voilà qui suffit à expliquer la préférence d'A. de Gallier.

Il a esquissé lui-même un parallèle entre Mgr Dupanloup et son principal contradicteur, L. Veuillot.

Le morceau est inédit, et mérite d'être cité :

« Dans les lacunes de la première éducation de L. Veuillot, nous retrouvons quelques-uns de ses défauts et aussi le secret de sa force. Il avait jailli du peuple à la façon des journalistes révolutionnaires et des pamphlétaires de la ligue, avec le mépris des sous-entendus

oratoires et des développements de la pensée, talent plus énergique que délicat, allant d'un bond à l'extrême, semblable à l'athlète étouffant son homme dans la première étreinte. Venu tardivement, le latin avec tout son bagage classique n'avait rien pu sur ce souffle de puissante et cruelle ironie, sur cette langue gauloise, crue et savoureuse, qui est celle des lutteurs des époques ardentes, mélange de Voltaire et de Rabelais. Veillot jetait devant lui sa parole comme une torche enflammée, sans se préoccuper de savoir jusqu'où porterait l'incendie. Avec le tempérament d'un novateur, il mit au service de Dieu son glaive de polémiste et apporta à défendre la religion la furie de ceux qui l'attaquent. Pour glorifier l'Eglise catholique, à laquelle il resta attaché du fond des entrailles, il suscita une véritable petite Eglise, et prétendant imposer une sorte de *jansénisme romain* même aux évêques, il rencontra Mgr Dupanloup. Pendant près d'un demi siècle, entre ces deux serviteurs dévoués de la même foi, adversaires irréconciliables, la catholicité se partagea, Rome même eut ses hésitations et ses retours. Mais au fond, sur le terrain essentiel de la doctrine, la cause de Veillot était la bonne, et elle triompha. Ce qui n'empêche pas de reconnaître les défauts comme les qualités de son vigoureux et redoutable défenseur, qui bataillait tout d'une pièce. L'évêque était de son temps ; il possédait, avec la science des tempéraments, l'instinct du gouvernement, bien qu'il fut très autoritaire, ce qui était un peu le fait des libéraux, et, sous un roi chrétien, il eut été peut-être un ministre de quelque valeur. Il était maître dans l'art de diriger les consciences que son

zèle ardent attirait, non sans quelque naïf engouement : enfin, il savait s'emparer du cœur de la jeunesse avec un charme incomparable. Chacun de ses écrits retentissants devenait un acte. Domptant l'énergie de sa nature, il savait, avec la dignité de son caractère et la souplesse de sa parole, parer les coups du grand écrivain son contradicteur. Imaginez le sage Fénélon aux prises avec un Joseph de Maistre démocratique, à l'accent faubourien.

« Le soldat laïque de la papauté appartenait vraiment au moyen âge, où il eut joué un rôle parmi les conjurés des communes qui, en même temps qu'ils bâtissaient des cathédrales, secouaient la domination de l'abbé du monastère voisin. Par ses thèses absolues et tranchantes il se plaisait à irriter l'opinion moyenne. Bientôt hostile au pouvoir impérial qu'il avait d'abord acclamé, et dont il bravait les rigueurs avec un désintéressement héroïque, il s'inquiétait peu de la fréquence de ses variations politiques, ne comptant, comme jadis les Florentins, que par les années du règne de Jésus-Christ. Tandis que Mgr Dupanloup ramenait à Dieu les gens du monde, c'est dans les rangs des prêtres de campagne que L. Veuillot soulevait les plus ardents enthousiasmes. Issu comme eux du peuple, ils connaissaient leurs besoins et partageaient leurs aspirations, leur montrant volontiers le pape au-dessus de leur évêque. L'âpre saveur de son beau et rude langage, qui contrastait étrangement avec la prudence un peu décolorée de la littérature ecclésiastique dans laquelle ils avaient été formés, leur fut un attrait de plus vers ce défenseur assez inattendu. Evidemment, l'avocat

du clergé inférieur, pas plus que ses honorables clients, ne se sont rendu un compte bien exact de cette véritable innovation et du danger, pour l'avenir, avec un laïque d'une orthodoxie moins sûre. Au moyen âge, les églises avaient sous le nom d'avoués et de vidames, des chevaliers qui, le casque en tête, soutenaient leurs droits ; mais on n'a jamais ouï dire qu'ils eussent commis une immixtion quelconque en matière spirituelle.

« Quelles qu'aient été les violences et les injustices dont les écrits de Veuillot sont semés, on ne peut refuser une part d'admiration et de sympathie à ce qui est fort et convaincu, à cet archevêque Turpin cognant de la massue dans l'ivresse de la bataille, à ce chrétien vraiment original, négligeant trop la charité pour mettre l'audace et le courage au premier rang des vertus.

« Au point de vue politique, on reconnaît la trace des idées modernes dans les deux courants opposés ; tandis que l'école de Lacordaire et de Montalembert s'est surtout préoccupée de la liberté, le rédacteur de l'*Univers*, en affaiblissant le pouvoir des évêques, semble avoir travaillé plutôt pour l'égalité. Mais l'Eglise ne se prête pas à ces transformations, car sa divine constitution la met à l'abri des conceptions si variables et si éphémères de l'esprit humain.

« Le rôle et l'influence de ces deux hommes ont donc été très opposés et très intenses, et si on les aborde par un autre endroit qui est le côté purement littéraire, nul doute que Veuillot ne l'emporte et de beaucoup, et qu'il ne doive figurer parmi les meilleurs prosateurs de notre temps. La publication posthume de sa correspon-

dance constitue peut-être son plus grand titre littéraire. Elle a fait entendre une autre note, dont il faut tenir compte, en montrant, non sans éclat, quels contrastes étranges il y avait dans ce chrétien, maniant la raillerie avec un art sanglant, et, en même temps, laissant déborder de son cœur des trésors de bonté et de délicatesse, que ne faisaient guère soupçonner ses autres écrits, ni surtout les luttes ardentes où il déploya tant de rudesse et de courage. »

Pendant les dernières années de l'Empire, de Gallier et ses amis ne cessaient d'échanger leurs sentiments et leurs vues sur les événements qui, en se précipitant, présageaient de plus en plus un avenir redoutable. Ils se demandaient, et non sans anxiété, où l'on allait et quelle catastrophe serait le châtiment de tant d'aveuglement et de tant de maladresse. On sait ce qui en fut et comment sombra le régime impérial au milieu de désastres militaires sans précédents, laissant la France vaincue et envahie.

Pendant la guerre, un Comité s'était formé à Tain, pour venir en aide aux enfants du pays blessés ou prisonniers. De Gallier en était l'âme, et grâce à sa charité et aussi à ses démarches personnelles en Allemagne, il réussit à faire parvenir de précieux secours en argent et en vêtements à nos malheureux captifs qui souffraient cruellement du froid et de la faim. Sa belle conduite lui valut la reconnaissance de tous les habitants, surtout des pères et des mères de famille, et M^{me} la comtesse de Flavigny, présidente de la Société de secours aux

blessés des armées de terre et de mer, lui écrivit une touchante lettre pour le remercier de son généreux dévouement.

D'autre part, certains faits de la vie locale lui permirent de constater que l'estime et la confiance de ses compatriotes lui étaient complètement acquises. Lors de la formation de la garde nationale, à l'unanimité des suffrages, il fut nommé capitaine de sa compagnie ; comme aussi, aux élections municipales de 1871, — les premières après l'Empire, — son nom sortit en tête de la liste, liste unique au reste. Ce simple détail a son éloquence.

Les nouveaux élus étaient des gens de bien et d'ordre. L'un d'eux cependant avait des idées un peu avancées, et, un jour, dans une réunion du Conseil, ce collègue assez mal embouché, parla à de Gallier sur un ton qui n'avait rien de commun avec la plus vulgaire politesse. De Gallier, qui n'avait pas à se commettre avec un tel personnage, se retira et envoya sa démission. Le maire, parfaitement bien élevé, s'efforça de le faire revenir sur sa détermination, ce fut inutile. Toutefois, il avait obligé le délinquant à écrire une lettre d'excuse, ce que celui-ci fit, en se qualifiant pompeusement de *libre-penseur*. De Gallier, qui n'était jamais en retard, lui répondit : « Vos excuses étaient au moins inutiles, car vous êtes certainement incapable de m'offenser. La raison vous en échappera sans doute, puisqu'elle découle de l'orthographe même dont vous jugez à propos de rehausser votre profession de foi, vous rendant ainsi involontairement pleine et entière justice. »

Le plus beau de l'affaire, c'est que cette réponse fut prise pour un compliment ! Depuis lors, à chaque nouvelle élection municipale où il consentit à laisser présenter son nom, la majorité lui resta fidèle, jusqu'au jour où il se retira définitivement du pays pour aller habiter Nice.

Entre temps, il avait eu l'occasion de faire entendre sa voix à ses compatriotes dans une triste circonstance. M. Mallent, curé de Tain depuis trente-quatre ans, venait de mourir, pleuré par tous ses paroissiens sans exception, et le 21 janvier 1874, ses funérailles furent un véritable triomphe.

Toute la population l'accompagna au cimetière, et lorsque furent terminées les dernières prières, de Gallier, en qualité de président de la Fabrique, prit la parole. Son langage, plein de foi et de cœur, émut profondément la foule, surtout lorsqu'il montra la charité sans bornes du saint prêtre, qui, pendant son long et laborieux ministère, avait donné peu à peu tout son patrimoine aux pauvres (1). Jamais de Gallier n'avait mieux parlé. Ainsi avait-il fait vingt-quatre ans auparavant pour M. de Cordoue. Ainsi le fera-t-on un jour pour lui-même !

(1) *Funérailles de M. Mallent, curé-archiprêtre de Tain (Drôme), 21 janvier 1874. Dans l'Ordre et la Liberté de Valence, du 23 janvier 1874. — Réimprimé à Tournon.*

Le succès d'A de Gallier avait été si complet, que pour satisfaire au désir de la population ; il dut donner une nouvelle édition de son discours, car chaque habitant en voulait un exemplaire comme souvenir du bon M. Mallent.

Quel que fût le cours des événements, rien ne put ébranler ses convictions, et, malgré tout, il resta fidèle à son drapeau ; sur ce point, il fut vraiment intransigeant. Ce n'est pas qu'il n'admît qu'on pouvait fort bien avoir des opinions opposées aux siennes, loin de là. Il les comprenait parfaitement et les respectait de même, car il était très tolérant et d'une largeur d'idées peu commune.

Dans l'écroulement de ses espérances royalistes, il ne voyait pas seulement l'avortement d'une restauration monarchique, seule capable, à son sens, de relever la France, ses vues allaient plus loin et plus haut. Pour lui, l'établissement du régime démocratique devait amener, avec la déchristianisation du pays, sa déchéance morale et, dès lors, sa désunion et son émiettement. Du moment, pensait-il, qu'on supprime les principes chrétiens et qu'on est impuissant à les remplacer, on aboutit forcément à l'anarchie dans les esprits. Les peuples civilisés comme les individus ont besoin de Christianisme, ils ne s'en passent pas impunément : tôt ou tard ils en portent la peine ! On ne voit pas bien aujourd'hui que les événements lui donnent tort.

Maintenant que l'on connaît les faits principaux qui forment, à proprement parler, la biographie d'A. de Gallier, nous allons l'étudier dans sa vie de lettré et d'érudit, et nous rendre compte des divers travaux qui en ont été la manifestation publique.

CHARLES-FÉLIX BELLET.

(*La fin prochainement*).

LE BOURG ET L'ABBAYE
DE
SAINT-ANTOINE
PENDANT LES
GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE
(1562-1597)

(SUITE. — Voir les 122° à 126° livraisons)

CHAPITRE VIII (1585)

COMMENCEMENT DE LA LIGUE. — REPRISE DES HOSTILITÉS EN DAUPHINÉ ; LA GARDE DU BOURG EST RÉORGANISÉE A SAINT-ANTOINE ; SON ATTITUDE ÉNERGIQUE VIS-A-VIS DES TROUPES DE PASSAGE. — COURSES DES HUGUENOTS DANS LA RÉGION ; SORTIES RENOUVÉLÉES DES HABITANTS DE SAINT-ANTOINE ; CURIEUSE MÉPRISE DE NOS ARQUEBUSIERS A LA BOURGEONNIÈRE. — LA CONCENTRATION DES FORCES DE L'ARMÉE ROYALE AMÈNE UN CERTAIN NOMBRE DE COMPAGNIES AU BOURG ; L'ENTRÉE EST IMPITOYABLEMENT REFUSÉE A PLUSIEURS.

La mort du duc d'Anjou, frère unique du roi et héritier présomptif de la couronne (11 juin 1584), fut pour le pays un événement gros de conséquences. La France, profondément divisée, sentait à sa tête un roi perdu de débauches, maladif, désormais sans espoir de postérité ; et l'on ne voyait personne pour recueillir directement l'héritage des Valois, qu'un prince hérétique et relaps, Henri de Navarre, chef actuel de la branche des Bourbons. D'un bout de la France à l'autre, les catholiques étaient sous le coup d'une indicible angoisse, et la Ligue, organisée avant tout

pour défendre les intérêts de la foi, apparut à un grand nombre comme l'unique moyen de préserver la France des malheurs d'une apostasie.

Les nouveaux ligueurs se réclamaient bien toujours de l'autorité du roi, mais en attendant qu'ils puissent donner à Henri III un successeur nettement catholique, leur but était de le soustraire à l'influence des protestants, et au besoin, de lui imposer des mesures efficaces de répression contre eux.

Cette dernière éventualité était même trop probable pour que les huguenots ne se mettent pas immédiatement en état de tenir tête à leurs adversaires. La guerre était donc imminente, et les catholiques devaient s'y préparer : Maugiron qui était à la cour revint en toute hâte en Dauphiné (mars 1585) et, tout en essayant encore de calmer les esprits, il prit partout ses précautions pour la défense.

Le 2 avril, il remontait de Valence et s'arrêtait pour y passer la nuit en son château du Molard, près de Saint-Marcellin. Les habitants de Saint-Antoine lui députèrent un des consuls avec plusieurs autres notables, pour « luy faire la révérence » et prendre ses instructions. Maugiron recommanda de garder le bourg et, comme on lui remontrait que les remparts en avaient été abattus (1), il voulut que du moins on se retranchât fortement dans l'enceinte du monastère, et en particulier dans la tour. Il fit rédiger à ce sujet une commission qu'il signa, avec Morard, son secrétaire. Dès le lendemain, 3 avril, du consentement et avec le concours des officiers de l'abbaye, la défense du bourg était donc réorganisée : le corps de garde était établi à la grande porte de l'hôpital, c'est-à-dire à l'entrée principale des bâtiments claustraux, et les habitants devaient s'y porter successivement, divisés en sept

(1) C'était lui-même qui en avait donné l'ordre en 1580. V. plus haut ch. VI.

escouades (1), sous la surveillance ou la haute direction de trois religieux du monastère.

On ne fut pas longtemps sans avoir à faire montre d'énergie. Un capitaine de la région, le sieur Saint-Romain, de Chatte, devait venir dresser sa compagnie de 200 hommes à Saint-Antoine. C'était là tout ce que comportait sa commission ; mais il fit savoir qu'il exigerait de plus dix écus par jour pour lui-même, autant pour son lieutenant et son enseigne, et un teston par soldat. Pour se munir contre cette exaction, le bourg eut recours au moyen qui lui avait déjà si souvent réussi : il fit appel à l'autorité supérieure et, sur une requête que le capitaine la Rüe alla présenter à Maugiron, ordre fut donné à Saint-Romain de se désister et de conduire sa troupe à Roybon.

Mais voilà que, malgré cette injonction si formelle, quarante hommes de cette compagnie arrivent à Saint-Antoine, et leur chef, le sergent la Couronne, pousse l'audace jusqu'à demander au grand prieur de l'abbaye, M. des Goys, l'autorisation de prendre ses logements « au cloître. » Le prieur ne pouvait prudemment consentir à une telle demande ; il refusa sans beaucoup de formes, et permit seulement à la troupe étrangère de se ranger, pour la nuit, au corps de garde (2), en attendant la venue de son capitaine qui était annoncé.

Saint-Romain arriva, en effet, quelques heures après, vers minuit, et, à peine descendu à l'hôtel de « *la Croix blanche*, chez Caffiot », manda incontinent les deux consuls, qui étaient alors Eymard Mignon et notre annaliste, Eustache Piémont. Cet appel nocturne et précipité supposait un grave motif : il ne s'agissait de rien moins que d'une exigence de 200 écus, dont le capitaine disait avoir besoin,

(1) « La ville étant pour lors bien peuplée, » dit Piémont (p. 156).

(2) Il leur donna, à cet effet, les mots d'ordre et de ralliement de cette nuit, comme aux autres habitants du bourg qui étaient de garde.

sur l'heure, « pour acheter des armes ! » La seule garantie qu'il apportait de cet emprunt, était l'assurance verbale que sa compagnie rembourserait cet argent « des deniers de son estape, » c'est-à-dire avec le bénéfice des assignations qu'elle prélèverait ensuite chemin faisant.

Les consuls répondirent que, n'ayant pour le moment aucun argent en main, il fallait en référer « à la ville », mais qu'on allait, sur son désir, convoquer aussitôt l'assemblée.

Cette réunion eut lieu dès le point du jour, « dans la boutique de Jehan Anisson. » La délibération ne fut probablement pas longue, car, à la question : le bourg peut-il disposer de la somme demandée ? la réponse unanime fut négative, et l'assemblée « résolut n'avoir point d'argent. » Saint-Romain, en apprenant cette décision, eut beau éclater en colère ; on ne tint aucun compte de ses menaces, et il fut obligé de se retirer comme il était venu.

Cependant les bandes protestantes continuaient à se grouper, et, tout en commençant déjà à tenir la campagne, se voyaient chaque jour fortifiées par l'arrivée de nouveaux contingents. C'est ainsi que, le 13 mai, un certain nombre de huguenots de la Valloire, conduits par Claude Odde de Triors et par Gabrielle Forest de la Jonchère, passaient non loin de Saint-Antoine, pour aller se réunir à leurs coreligionnaires du Royans. Nos habitants, de concert avec l'abbaye, dépêchèrent après eux les sieurs Eymard Mignon et Pilloton à cheval, pour se rendre exactement compte de leur dessein. Ces deux éclaireurs rapportèrent que la troupe ennemie avait traversé l'Isère à Eymeux, et que cet endroit leur semblait être le point de concentration des huguenots. Comme ce détail intéressait la défense générale, on en donna avis, la nuit même, à M. le lieutenant de la Grange, qui commandait à Saint-Marcelin, et l'on se mit, chez nous, à faire une garde encore

plus attentive qu'auparavant (1). La consigne, en cas d'alerte, était de se réfugier derrière les murs de l'abbaye, et le « caporal » recevait, chaque soir, les clefs de la porte du couvent, afin de pouvoir ouvrir aux habitants, si le cas s'en présentait.

Jusqu'ici toutefois, les hostilités n'avaient pas été franchement ouvertes en Dauphiné ; les trois armées adverses, du roi, de la Ligue et des protestants (2), se contentaient de préparer leurs forces sans en venir aux mains, et, suivant l'expression de notre annaliste « ne se courroient l'un sur l'autre, mais tous ensemble, chascun de son costé, mangeoit le poure peuple » et l'accablait sous le poids des impositions (3).

Le roi penchait visiblement vers les huguenots de Lesdiguières, partisan de Henri de Navarre, et n'omettait rien pour combattre l'influence toujours croissante de la Ligue. Il avait même à cet effet député en Dauphiné un de ses favoris, Bernard de Nogaret, seigneur de la Valette, et nous ne tarderons pas de voir cet officier investi du gouvernement de la province, à la place, ou du

(1) Maugiron, mis au courant par M. de la Grange, de l'information fournie par Saint-Antoine au sujet du groupement des huguenots à Eymeux, fit remercier par lettre (17 mai), et donna comme nouvelle instruction de ne mêler, en aucun cas, ceux du parti aux gardes des villes, et de n'utiliser leur concours qu'en les faisant contribuer aux dépenses (p. 161).

(2) Les troupes en formation en Dauphiné étaient : pour le roi, les régiments du baron de la Roche, du s^r de la Roche-Montoison, du sgr de Montlord et du s^r du Passage ; pour les princes, c'est-à-dire pour la Ligue, les régiments de M. de Gordes, fils de l'ancien lieutenant-gouverneur, du sgr de la Balme d'Hostun et du s^r de Claveyson.

(3) Eustache Piémont (p. 175) nous donne le détail instructif des charges qui pesèrent sur le bourg de Saint-Antoine en la présente année 1585, à partir du mois de mars au mois d'octobre. Le principal de ces impositions atteint, pour ces sept mois seulement, la somme de 1055 écus, 23 sols, 6 deniers ; à quoi il faut ajouter « les frais des ravages des commissaires, » estimés 600 écus.

moins aux côtés de Maugiron, qu'on trouvait, en haut lieu, trop sympathique aux ligueurs (1).

Bientôt pourtant, Henri III fut comme forcé par les circonstances à se déclarer pour la Ligue : le 7 juillet, il se résignait à accorder le traité de Nemours, qui mettait entre les mains de l'association catholique toutes les ressources et toutes les forces de la monarchie. Quelques jours après, le 18 juillet, un édit paraissait confirmant le précédent traité, et qui était, de plus, un acte formel de proscription contre les huguenots (2). Cette mesure violente, qui fut publiée à Grenoble le 3 août suivant, mit le comble à la surexcitation du parti, et détermina la reprise immédiate de la guerre.

Les premières opérations dans la province eurent lieu du côté de Montélimar, dont Lesdiguières s'empara le 23 août. Les huguenots du Royans s'ébranlèrent à leur tour et, suivant toujours la même tactique de guérillas et de pillage, reprirent leurs incursions sur la rive droite de l'Isère.

Saint-Antoine allait donc avoir à se défendre, comme précédemment, contre les bandes isolées de ces pillards ; le péril était même d'autant plus à redouter maintenant, qu'une de ces bandes avait pour chef un huguenot originaire du bourg, et, de longue date déjà, son ennemi le plus acharné. Nous avons nommé François de Frize, frère cadet de Pierre, qui avait été l'exécuteur principal des ravages de 1563. François de Frize était établi au château de Pont-en-Royans, récemment retombé au pouvoir des

(1) Maugiron était membre de la fameuse confrérie des *pénitents gris* de Grenoble, parmi lesquels la Ligue trouva toujours ses plus ardents propagateurs.

(2) L'exercice du culte protestant était interdit, les chambres triparties supprimées ; les réformés devaient se convertir ou quitter le royaume, les ministres avant un mois, les simples *fidèles* dans le délai de six mois.

huguenots ; ce qui ne l'empêchait pas de conserver la propriété d'une maison à Saint-Antoine, et d'y venir même, assez souvent, à la dérobée, pour entretenir certaines intelligences avec le bourg.

Le dimanche, 3 novembre, quarante ou cinquante soldats huguenots, parmi lesquels on sut plus tard qu'il y avait deux serviteurs de François de Frize, se dirigeaient à travers bois vers Saint-Antoine. Leur chef était un nommé Coqué, qui avait également des parents à Saint-Antoine et dont nous aurons bientôt l'occasion de parler, à propos d'une nouvelle invasion de l'abbaye. Pour cette fois, ces huguenots n'avaient comme objectif que de se rendre à la « grange du Jaz, » proche du bourg et également propriété des de Frize ; plusieurs de leurs coreligionnaires, qui ne voulaient pas « catoliser », devaient venir les y rejoindre et passer ensuite avec eux dans le Royans.

La vigilance et le sang-froid du s^r Eymard Mignon déjouèrent ce projet. Ce courageux citoyen se trouvait par hasard dans les bois de Orme, non loin de Thivollet, quand il aperçut la troupe des ennemis. Mignon les laissa passer ; mais voyant venir à leur suite un soldat isolé, il l'attaqua, lui prit son arquebuse et, aidé d'un autre homme, parvint à l'amener prisonnier à Saint-Antoine. Ce prisonnier était précisément un des deux serviteurs de François de Frize, et c'est de lui qu'on apprit le nombre des soldats de la bande ennemie, le nom de chacun et le dessein qui les amenait près du bourg.

Pour empêcher la réalisation de ce dessein, le nouveau chef de notre milice, M. de Rostaing (1), organisa aussitôt un petit corps expéditionnaire, avec neuf chevaux et quarante hommes résolus. On se dirigea droit dans la forêt

(1) Guigues-Antoine de Rostaing, marié à Claude, sœur aînée de M. de Miribel (Sébastien de Monteux), était devenu, par la mort de ce dernier, en 1584, l'héritier de sa fortune et de son nom.

de Thivollet, du côté de la Verrière, où l'on espérait trouver encore les huguenots signalés ; mais ceux-ci, dès qu'ils s'étaient vu découverts, s'étaient retirés au plus vite, « habandonnant sur la place une arquebuse, un manteau, un baston à deux bouts, qui fust recogneu d'estre d'un nommé Estoc, mercier de Saint-Antoine ».

Cette « charge », donnée aux huguenots dans les bois, bien qu'elle n'eût rien de bien héroïque, fut cependant portée à la connaissance de Maugiron, à Romans, et M. de Rostaing, qui alla lui-même en faire le rapport, n'eut garde de ne pas tirer profit pour le bourg, de la satisfaction qu'en témoigna le gouverneur. Il demanda et obtint que ses concitoyens seraient soulagés de certaines contributions onéreuses, et exemptés « de gendarmerie sans exprez commandement. » Maugiron ajouta des encouragements, pour que l'on continuât la surveillance si bien commencée, et confirma le commandement à M. de Rostaing pour donner encore la chasse aux « voleurs par les bois. »

Fiers de ces marques de confiance, les infatigables gardiens de Saint-Antoine furent impatients d'en mériter de nouvelles. Dès le lendemain matin, mardi 5 novembre, ils faisaient une sortie, au nombre de soixante, dans la direction de Roybon. Là, ils se joignirent à une troupe d'environ 240 soldats des compagnies Maubec et de la Frette, et exécutèrent avec eux plusieurs manœuvres, dans le but d'attirer les pillards. Ils simulèrent, par exemple, une débandade ; mais l'ennemi ne s'y laissa pas prendre et demeura invisible. Le soir venu, soldats et miliciens rentrèrent à Roybon, pour y passer la nuit ; ils se séparèrent le lendemain, toujours en battant le pays, et ceux de Saint-Antoine, ayant gagné et suivi les hauteurs, s'en vinrent coucher à Montmiral, avant de rentrer au bourg, dans la journée du jeudi 7 novembre.

Le résultat de cette campagne de trois jours fut d'inti-

mider un instant les coureurs des bois. On n'en fut pas moins circonspect chez nous, et prêt à faire face au premier péril. Cette activité un peu fiévreuse dans la surveillance donna même lieu à une singulière méprise.

Pendant la nuit du 12 novembre, M. de Rostaing recevait avis que vingt-cinq soldats, qu'on disait huguenots, venaient d'entrer, pour y coucher, dans le hameau de Bourgeonnière. Il prend aussitôt avec lui soixante arquebusiers, et se dirige en silence vers l'endroit indiqué. Les hommes de M. de Rostaing avaient tous eu soin de mettre leur mouchoir « en teste », afin de se reconnaître dans la nuit. Ils arrivèrent à Bourgeonnière, à deux heures du matin, par un temps bien sec et bien froid (détail à noter). Leur consigne était de ne pas charger avant le signal, ni sans être bien sûrs de la qualité des adversaires. On crut pourtant qu'il fallait brusquer l'attaque du corps de garde... Quelle ne fut pas alors la surprise des assaillants, quand ils reconnurent, dans ces prétendus huguenots, leurs alliés de la semaine précédente à Roybon, les soldats du s^r de La Frette, et tous catholiques ! L'attaque cessa aussitôt, mais l'alerte avait été trop soudaine pour ne pas provoquer une panique chez plusieurs, et une douzaine de ces prétendus ennemis, qui étaient « logez à la française », furent pris dans un si grand dépourvu qu'ils s'enfuirent « en chemise, dans le bois, par la gelée blanche ! » (p. 178).

L'attitude de Saint-Antoine, on le voit, n'était rien moins que passive ; et, pendant toute la première partie de cette guerre, nos habitants sauront ainsi tenir à distance toutes les tentatives des huguenots maraudeurs.

En même temps, le bourg se montrait toujours ferme et précautionné à l'endroit des troupes régulières, quand elles venaient se présenter pour le logement sans un mandat ou une commission régulièrement établie. Cette conduite était nécessaire à une époque où les chefs des

compagnies avaient si souvent recours à la violence pour faire subsister leurs soldats, et où ceux-ci étaient si peu en la main de leurs chefs (1). On ne faisait d'ailleurs en ceci qu'exécuter ponctuellement les ordres reçus, par deux fois déjà, du lieutenant-gouverneur. De plus, comme on parlait d'une nouvelle armée envoyée par le roi, nos citoyens tinrent une assemblée générale à Saint-Antoine, le 1^{er} décembre 1585, et se confirmèrent dans la résolution de rappeler énergiquement toutes les troupes qui pourraient se présenter au respect et à l'observation des règlements en usage.

L'application de cette mesure ne se fit pas longtemps attendre. L'armée royale était entrée en Dauphiné sous le commandement de la Valette (2), et ses nombreuses bandes de soldats commençaient à sillonner la province. Le jour de la fête de saint Etienne, 26 décembre, arrive aux portes de Saint-Antoine la compagnie du capitaine la Tour, sans commission régulière pour le logement; l'entrée lui est refusée, et elle ne peut témoigner de sa mauvaise humeur qu'en défilant « en grondant, sur les fosses ».

Dix jours après, c'est une compagnie de 200 chevaux, conduite par un commissaire de l'armée de la Valette, qui se présente dans les mêmes conditions et qui trouve

(1) C'est ainsi que la compagnie de la Frette courait à cette époque autour de St-Marcellin, « tantôt à Dyonnay, tantôt à Chepvrières, Bourjonnières ; cella dura longuement ; arrañonnant chascun son hoste, et non content de l'avoir arrañonné au premier voyage, autant de fois qu'ils alloient aud. village ils le réañonnaient. Bref, c'estoit une chose déplorable que ceste compagnie avoit hauctement faict de mal qu'un régiment. » (p. 181).

(2) Après la reprise d'Embrun (19 novem.), qui avait jeté la consternation dans tout le parti catholique. Henri III, dans la crainte d'encourir plus longtemps le reproche de favoriser les huguenots avait été contraint d'agir. La formation de quatre corps d'armée avait été ordonnée, et le commandement de celui destiné au Dauphiné avait échú à la Valette.

le même accueil. En vain veut-elle parlementer ; on lui fait voir l'ordre formel de Maugiron, ajoutant même, pour tempérer ses regrets, que ses chevaux ne trouveraient au bourg ni foin, ni avoine. La neige tombait très fort en ce moment : circonstance peu favorable pour une discussion en plein air devant une porte fermée... ; de guerre lasse, l'escadron dut passer et ne trouva un abri qu'à Chevrières.

Quand, au contraire, les troupes qui se présentaient étaient munies de commissions émanées des commandants supérieurs, le bourg ne faisait plus difficulté de leur ouvrir ses portes, et les subissait malgré ses répugnances. Dans les premiers jours du mois de janvier, le gros de l'armée de la Valette passait à Saint-Marcellin. Or, pendant que la plus grande partie de la cavalerie et de l'infanterie campait près de Chatte, un régiment entier (1), composé de 1,000 arquebusiers, vint loger à Saint-Antoine et y demeura deux jours. Une autre fois, comme la Valette se trouvait à Romans pour la concentration de son armée, les fourrageurs de la compagnie de ses gardes furent envoyés au bourg pour se fournir « de foin, avoine aux chevaux et logis ». On put à grand'peine obtenir quelque décharge de cette imposition qui menaçait de se renouveler, en allant à Romans, le 16 janvier, présenter des observations au maréchal de camp de l'armée.

A cette même date (16 janvier), les Etats qui devaient

(1) C'était le régiment de Piémont, un des quatre plus anciens de l'armée française. On sait que le *régiment* proprement dit, fut constitué sous Henri II, par la réunion de plusieurs compagnies ou enseignes des anciennes bandes, sous un seul commandement (*regimen*). Les quatre premiers régiments, créés en 1569, furent nommés régiments de Picardie, de Champagne, de Navarre et de Piémont. Plus tard, les régiments prirent, de préférence, le nom de leurs colonels. Cf. *L'armée depuis le moyen-âge jusqu'à la révolution*, p. 137.

voter les subsides nécessaires à l'armée en campagne, se tenaient à Grenoble. La communauté de Saint-Antoine s'y fit représenter par le capitaine la Rue. Ce personnage, que nous avons vu plusieurs fois déjà chargé de missions de ce genre, essaya tout pour faire valoir le cahier des « foules » dont le bourg était grevé ; mais ses réclamations furent inutiles ; et Piémont, qui manifestement n'est pas pour la Valette (1), constate ici que « c'est folie de se plaindre à ceux qui n'ont aucune pitié du peuple. »

Les préparatifs d'entrée en campagne se poursuivaient très actifs à Romans, et toutes les communautés voisines étaient mises à contribution. Le bourg de Saint-Antoine, ayant reçu le commandement de fournir deux pionniers, se prêta de bonne grâce cette fois à cette réquisition, et mit même une certaine coquetterie à équiper proprement ses deux soldats, qui furent « habillés de bleu, avec les initiales S. A. et la grande croix blanche des catholiques ».

On connaît les résultats insignifiants de l'expédition de l'armée royale, « qui était suffisante pour courir toute la montagne, » et dont le fait d'armes le plus glorieux fut la prise de la petite ville d'Eurre. Il commença dès lors à apparaître aux yeux de tous, que le roi, pas plus que son représentant la Valette, ne voulaient réellement délivrer la province, et que la crainte qu'ils avaient de la Ligue les portait avant tout à ménager les huguenots.

La Valette fit alors retirer son armée, et, suivant la coutume, en distribua provisoirement les éléments en plusieurs garnisons de la contrée. Pour Saint-Antoine, ces

(1) Quand, le 5 février suivant, la Valette revenait à Romans, de Grenoble, où il avait présidé aux Etats, et qu'il vint coucher au Molard, il imposa de nouveau à la communauté de Saint-Antoine le logement de toute sa compagnie des gardes.

passages de troupes, avec séjours plus ou moins prolongés, allaient avoir des conséquences bien cruelles, puisque c'est une de ces bandes de soldats qui allait introduire au bourg le germe de plusieurs maladies contagieuses.

CHAPITRE IX (1585-1587).

NOUVEAUX SÉJOURS DE TROUPES A SAINT-ANTOINE ; EXIGENCES DU SIEUR DE FÉTAN, MARÉCHAL DES LOGIS. LA FAMINE ; LA PESTE EN DAUPHINÉ ; MALGRÉ LES PRÉCAUTIONS DONT IL S'ENTOURE, LE BOURG EST ENVAHI PAR LE FLÉAU ; RAVAGES DE LA CONTAGION PENDANT QUATORZE MOIS ; NOMBRE DES VICTIMES. INCURSION DES HUGUENOTS A SAINT-ANTOINE, CONDUITS PAR FRANÇOIS DE FRIZE ; PLUSIEURS RELIGIEUX ET QUELQUES NOTABLES SONT EMMENÉS PRISONNIERS, PUIS DÉLIVRÉS MOYENNANT RANÇON.

Après avoir logé durant une semaine, au commencement d'avril, la compagnie de cheval-légers du capitaine Champes (Guillaume de Saint-Germain), le bourg de Saint-Antoine fut encore contraint de recevoir trois compagnies du régiment de Ramefort (1), qui demeurèrent quatre jours entiers. Quand cette troupe s'éloigna, le 14 avril, elle laissait un certain nombre de malades, et parmi eux son chef, le capitaine Malixis, qui succomba peu après. Ce n'était pas encore la peste, mais une sorte de « maladie chaude, advant coureur de la contagion », et qui emporta dores et déjà bon nombre d'habitants.

La famine, à la suite de la guerre, commençait aussi à se faire sentir cruellement à Saint-Antoine ; un incident

(1) Onuphre d'Espagne, baron de Ramefort, colonel d'un régiment d'infanterie, tué en 1590, sous les murs de Lambesc.

vint encore empirer la situation. Un détachement de cinquante cavaliers de la compagnie Maugiron avaient reçu commission, le 10 avril, pour se loger au bourg, quand un contre-ordre leur donna momentanément une autre direction. Ils ne se présentèrent que le 26 avril suivant, mais avec la prétention de faire valoir leurs droits à l'arrière de ces quinze jours de retard. Le maréchal des logis de cette troupe, François de Leusse, seigneur de Fétan, était inexorable ; il exigeait sans pitié la somme qu'il croyait due et qui se montait en obligation à 800 écus. Les habitants affirmaient ne rien devoir, et se refusaient même à un compromis. Le sieur de Fétan insista, et, comme dernier argument, fit venir de nouveaux soldats : ce surcroît de dépense étant, selon lui, un moyen infaillible pour triompher des récalcitrants. Pendant ce temps, la maladie et la famine continuaient leurs ravages : plus de quarante personnes en moururent, « et y avoit jour que l'on en enterroit sept ou huit » (p. 188). Malgré tout, nos citoyens tinrent bon, préférant mourir de faim, ainsi qu'ils le disaient, plutôt que d'obtempérer à la demande injuste de Fétan. A la fin, ce fut ce dernier qui dut céder ; il était appelé ailleurs, et il quitta le bourg pour aller rejoindre l'armée en marche du côté de la Mure (1).

Dans les derniers jours de mai, la peste ayant éclaté à Romans, on défendit tout commerce avec cette ville. Il en résulta une plus grande cherté des vivres, et la famine en augmenta d'autant. Une seule chose ne diminuait pas : c'étaient les levées de contributions sans cesse renouvelées par les hommes de guerre, qui souvent les exigeaient avec la dernière violence.

Le vendredi 13 juin 1586, le capitaine Normand, qui

(1) Le vindicatif officier n'oublia pas cet affront, et nous le verrons bientôt essayer d'en tirer vengeance, en usant cette fois de moyens moins violents.

conduisait la compagnie du seigneur de Beaulieu (Blaise de Genas), se jette par surprise dans Saint-Antoine, et ne consent d'en sortir, après trois jours, que sur un ordre formel qui lui assigne Saint-Marcellin pour logement.

Vers la fin du même mois, les régiments du sieur de Ramefort et du baron de la Roche (1) s'étant arrêtés à la Sône, au retour du siège de la Mure, envoyèrent demander des subsistances au bourg déjà si éprouvé. La réponse fut ce qu'elle pouvait être, un court et lamentable exposé de la situation : la famine est extrême et l'on n'a plus ni pain, ni vin. On s'arrangea pourtant de manière à faire preuve de bonne volonté, et un des consuls, Bermondis, fut chargé de conduire à l'armée les trois charges de vin qu'on possédait encore, deux moutons et quelques restes de pain...! Après quoi ce fut la misère noire à Saint-Antoine ; on y mourait de faim, autant et plus que de la maladie, et il fallut faire une « cullète » (une cotisation) pour payer l'enterrement des pauvres gens, qui mouraient sans même laisser de quoi couvrir les frais de leur cercueil.

Malgré cette extrémité, de nouvelles troupes se présentent sans cesse, et mettent le comble, par leurs déprédations rapaces, à la désolation générale. Le jeudi, 3 juillet, c'est une compagnie d'argoulets (arquebusiers à cheval) « conduite par Betreville, le plus malheureux et meschant de l'armée, en nombre de 80 chevaux », qui demeurent trois jours et commettent tant de violences « que le peuple estoit au désespoir... chacun soldat arrachant son hôte ». On ne put s'en délivrer que moyennant dix écus. Le 8 juillet suivant, on apprend que deux compagnies du régiment de Montbellet sont en marche pour venir loger à Saint-Antoine. Les consuls du bourg

(1) Balthazard Flotte, baron de Montmaur et seigneur de la Roche.

se portent immédiatement au devant d'eux jusqu'à la Sône et, moyennant encore dix écus, obtiennent du capitaine Gaulteron, de la Côte, qui commande ces compagnies, que l'une irait à Montagne et l'autre à Bourgeonnière.

A peine délivrés de cette charge, voici que nos habitants voient tout à coup apparaître une troisième compagnie appartenant au sieur de la Balme d'Hostun, qui s'impose pour le logement « nonobstant la pauvreté et le voisinage » de la maladie. Il faut croire que ces troupes de soldats étaient elles-mêmes bien misérables, pour venir prendre leur gîte, et se contenter des plus maigres ressources, dans un milieu encombré de malades contagieux et de gens mourant de faim !

Jusqu'ici cependant, la grande peste qui ravageait le Dauphiné n'avait pu pénétrer chez nous. On devait cette préservation à une active surveillance qui rendait le bourg inabordable à tout étranger venant des lieux contaminés : chacune des portes, à l'exception de celle de Romans, avait été fermée, et deux notables, à tour de rôle, devaient s'y trouver avec la garde ordinaire. Tous les individus isolés, dont l'état sanitaire inspirait des soupçons, étaient ainsi tenus à distance ; mais qu'aurait-on fait avec ce seul moyen, si une troupe nombreuse et armée avait voulu pénétrer dans le bourg ? Ce danger faillit pourtant se présenter une fois : deux compagnies du régiment de Ramefort étaient annoncées comme venant de Romans, foyer principal du fléau dans la région. Heureusement pour l'occurrence, les soldats du sieur de la Balme se trouvaient encore à Saint-Antoine ; on les pria de demeurer un jour de plus : nos habitants, avec ce renfort, se sentaient assez forts pour parer à toute éventualité. La précaution était bonne, mais l'application n'en fut pas nécessaire, car la troupe redoutée ne se présenta pas.

D'autres, hélas ! allaient venir, contre lesquelles on

n'était pas en défiance, et qui devaient payer l'hospitalité reçue au bourg, en y laissant les germes de la contagion. Auparavant, vingt cavaliers des gardes de la Valette, séjournent à Saint-Antoine, du mardi 13 août au 1^{er} septembre ; par exception, on n'a pas trop à s'en plaindre, et, à part les fournitures de foin et d'avoine qui demeurent à la charge des habitants, les soldats se comportent, pour le reste « en payant raisonnablement » (p. 194). Mais à partir de la mi-septembre, ce sont, coup sur coup, de nombreuses compagnies à cheval, de plus en plus dévastatrices : d'abord, deux cents cavaliers conduits par M. de Saint-Jullin qui, pendant deux jours, traite Saint-Antoine « à la forche comme bon voisin » ; aussitôt après, des compagnies de 500, puis de 300 chevaux, appartenant à divers capitaines ; enfin, c'est la compagnie du sieur de Castillon (1) qui met le comble aux épreuves de la malheureuse ville, en lui communiquant la maladie. Au départ de cette troupe, en effet, la peste se déclarait en deux maisons, chez Jean Bontemps et chez le frère de notre annaliste, Louis Piémont, qui en mourut, ainsi que sa femme et quatre de ses enfants.

De là, le fléau « pullula petit à petit tantost cy, tantost là, jusque sur les mois de juin, juillet et aoust » de l'année suivante : ce qui fait, si l'on compte à partir du moment où il apparut au mandement avant d'entrer au bourg, c'est-à-dire, dès le mois de juin 1586 (2), quatorze mois entiers, pendant lesquels il mourut » tant en ladite ville qu'au mandement... 551 personnes ». Ce chiffre exact est donné par Piémont d'après le relevé de ses registres où il

(1) Michel de Castillon, seigneur de Mauvesin, capitaine de 200 fantassins gascons.

(2) La peste avait été apportée au mandement par un maçon, nommé Charles Mathieu, qui, après avoir travaillé à Romans où il prit la maladie, s'était retiré chez son frère, « vers Bouchard, » et y mourut peu après (p. 190).

consignait les décès (3). Lui-même vit sa maison décimée : il perdit ses deux grandes filles et une chambrière, et finit par être atteint à son tour. Alors il se séquestra courageusement et demeura seul dans une maison qu'il avait à Fontbarnier, soigné par un de ses amis, pendant que sa femme et Annibal, son fils, étaient dans une autre maison. Eustache Piémont fut pris de cette maladie le 26 juin, mais la grâce de Dieu le préserva, dit-il (1), et il fut sauvé ainsi que sa belle-mère, sa femme, quatre de ses enfants (2), et sanièce, Elisabeth Fayolle.

Piémont conclut par cette effrayante statistique, où il fait le dénombrement des victimes emportées par la maladie, à Saint-Antoine, durant les trois dernières épidémies :

Contagion de 1582-1583.	140	personnes
Fièvre chaude ou famine, de mai à juillet 1586	160	—
Peste de 1586-1587.	551	—

Ce qui donne un total de . . . 851 personnes emportées par ces divers fléaux. Après quoi, le bourg de Saint-Antoine, diminué du tiers de ses habitants, n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été autrefois, et jamais depuis il ne se releva complètement (p 211).

(3) Voir la note suivante.

(1) « J'ay commencé à uzer de mon estat, par la grâce de Dieu, du dix-septiesme jour de juillet 1587 » (*Minutes d'E. Piémont, registre de l'année 1587*, p. 332.

(2) Claude, Michel, Suzanne et Annibal.

D. HIPPOLYTE DIJON,

(A continuer).

CLAUDE BROSSE

ET

LES TAILLES

(SUITE. — Voir les 121^e à 127^e livr.)

Voici le texte des dernières mesures de rigueur :

21 janvier 1631. Nouvel arrêt rendu en la cause pendante entre le procureur général du roy, demandeur, en cas de crime et excès, d'une part ;

Et Claude Brosse, *détenu prisonnier* en la conciergerie du palais, accusé et prévenu, d'autre ;

« Vu l'arrêt fait par la cour sur la requête verbalement faite par le procureur général du roy contre Claude Brosse, syndic des villages de cette province, du 7 janvier 1631, signé Maximy, portant commission à M^e Jacques Putod, conseiller du roi en ladite cour, pour informer contre ledit Brosse ; ledit arrêt portant aussi prinse de corps contre luy, le verbal fait par ledit commissaire sur la capture dudit Brosse, signé Putod, conseiller et commissaire, et Dumas, du 7 dudit mois ; acte de comparution faite par les consuls de Vienne du 9 dudit mois, portant ordonnance faite par ledit commissaire de se pourvoir par lesdits consuls par-devant ladite cour, icelui acte signé Putod et Dumas ; extrait signé par ledit Dumas ; une

lettre escripte par ledit Brosse au sieur de Murinais, procureur du pays, du 11 janvier audit an 1631; requête présentée par ledit procureur général à la cour signée Boffin contre ledit Brosse, portant commission audit M^e Jacques Putod et à M^e Gaspard Chapuis, conseillers du roi en icelle pour instruire le procès contre ledit Brosse; le décret signé Frère et Baudet, en date du 13 janvier 1630; réponses personnelles faites par ledit Brosse par-devant lesdits sieurs conseillers et commissaires du 13 janvier audit an 1631, au bas desquelles est l'arrêt fait par ladite cour du 14 dudit mois portant injonction audit Brosse de répondre pertinemment sur les interrogats qui lui seraient faits par lesdits commissaires et adjournement personnel contre M^e Ricol, avocat à Roumans, ledit arrêt signé Pourroy et Brigaudières; lettres escriptes par ledit Brosse audit sieur de Murinais, procureur du pays, par lui signées du 5 novembre 1630; extrait de ladite lettre signée Seguin, notaire; autre lettre envoyée audit sieur de Murinais par ledit Brosse, par lui signée du 20 décembre audit an 1630; autre lettre envoyée par le s^r de Murinais audit Brosse, par lui signée du 11 janvier 1631; autre lettre signée Murinais dudit jour, escripte audit sieur conseiller Putod; autres réponses personnelles faites par ledit Brosse, par-devant les sieurs conseillers et commissaires, du 14 janvier 1631, signée Putod et Brigaudières, et par Dulac, commis du greffe criminel, au bas desquelles est un arrêt fait par ladite cour portant déboutement de la déclinaire proposée par ledit Brosse et adjournement personnel contre N (1), avocat, à Crest, Serret, avocat à Valence, et Admat, ci-devant syndic des-

(1) Nom oublié par le scribe.

dits villages ; ledit arrêt du 15 dudit mois ; autres continuations de réponses faites par ledit Brosse, par-devant lesdits sieurs commissaires du 16 dudit mois de janvier 1631, signées par ledit Brosse et par lesdits sieurs commissaires, ensemble par Dulac, commis dudit greffier criminel ; extrait signé Basset des conclusions faites en l'assemblée du pays, du 24 août 1618, portant qu'il était accordé audit Brosse la somme de 10,000 livres et département fait par ledit Brosse de la pension à lui ci-devant accordée de 500 écus ; extrait non signé d'un arrêt obtenu par ledit Brosse du conseil du roy, du 18 mai 1623 ; autre extrait des conclusions du pais signé Basset, du 20 mai 1627, portant, entre autres choses, assurance et promesse faite par ledit Brosse de ne vouloir prétendre aucune chose contre les villages que ce que lui serait accordé par lesdits états ; autre extrait des conclusions faites en ladite assemblée dudit pais, icelui extrait signé Basset, portant qu'il était accordé audit Brosse la somme de 15,000 livres, comme aussi que ladite pension lui serait payée ; réponses faites par ledit Brosse, du 18 janvier 1631, dans la première chambre du conseil, ladite cour, procédant au jugement du procès contre ledit Brosse ; informations prises contre ledit Brosse, du 14 dudit mois, portant audition d'un témoin signée par lesdits sieurs commissaires et par Dulac, commis audit greffe ; les conclusions définitives prises par ledit procureur général du roy, du 20 janvier audit an 1631, signées Musi, procureur général.

« La cour, pour les causes résultant du procès, a déclaré ledit Brosse incapable d'exercer par ci-après aucunes charges publiques soit royales ou municipales et l'a banni à perpétuité de la province, lui fait défenses de rompre son ban à peine de la hart et a condamné ledit

Brosse à rendre et restituer la somme de 15,000 livres par lui indument reçue, qu'elle ordonne être employée au solagement du tiers-ordre et sera desduite sur la première imposition qui sera faite dans ladite province, et, à cet effet, remise entre les mains du receveur du pays, et en outre a condamné ledit Brosse en 6,000 livres d'amende payables avant son élargissement, savoir : le tiers au roi, l'autre tiers pour la construction du nouvel hôpital de la ville de Grenoble, et le surplus pour la réparation du palais, et aux dépens et frais de justice, le tout sans retardation de l'instruction et jugement des procès intentés contre les adjournés en personne par les arrêts de ladite cour du 14 et 15 du présent mois. Fait très expresses défenses à toute sorte de personnes de quelle condition et qualité qu'elles soient de ne s'assembler que par permission du roy ou de la cour, à peine de 10,000 livres d'amende et d'être procédé contr'eux comme perturbateurs du repos public.

« Présents MM. maîtres C. Frère et Pourroy, présidents; O. Ferrand, J. Putod et Chapuis, E. Roux et Bout et H. de Castille, tous conseillers du roi en ladite cour.

Signés FRÈRE et PUTOD, com^{re}.

« Le présent arrêt a été leu et publié audit Brosse dans la conciergerie du palais par moy, secrétaire patrimonial criminel en ladite cour, sousigné ce 21 janvier 1631.

« Ce 29^e jour de janvier 1631, je secrétaire du roy, greffier patrimonial et criminel en la cour de parlement de Dauphiné soussigné, certifie à tous qu'il appartiendra que Claude Brosse, prisonnier détenu en la conciergerie du palais audit Grenoble, a été remis par M^e Gabriel Dufour, concierge desdites prisons, entre les mains du

sieur Joly, lieutenant du s^r grand prévôt de l'hôtel du roy, après l'arrêt de la cour de parlement dudit Grenoble, du 21^e du présent mois, et exécution du bannissement porté dans icelluy de ce jour 29 dudit mois, ensuite de l'arrêt du conseil du 20 dudit mois, pour icelui conduire à la forme dudit arrêt dans la ville de Paris et aux prisons du Fort-Levesque. Fait en présence de M^e Jehan Eyraud, premier huissier en ladite cour, et François Faisant, commis audit greffe criminel de ladite cour, soussignés avec ledit Joli et moidit secrétaire ; ainsi en l'original, Joli, Eyraud, Faisant, Dufour. Ainsi signé par moidit secrétaire, greffier criminel en ladite cour, soussigné **MAXIMY.**

« Ce jourd'hui 30^e janvier 1631. Ensuite de l'arrêt du conseil de S. M. du 20^e du présent mois, tous et un chacun les papiers qui avoient esté prins et saisis à Claude Brosse, lorsqu'il a été fait prisonnier de l'autorité de la cour de parlement de ce pays de Daulphiné, ont esté mis dans une caissette fermant à clef, cachetée du sceau de ladite cour, en trois endroits, savoir : un sur le trou de la serrure et deux à côté sur l'endroit de l'ouverture de ladite caissette, dans laquelle caissette il y a un inventaire de tous lesdits papiers signé par Mons. le conseiller Putod, commissaire-député par ladite cour au procès dudit Brosse, entre les mains duquel est demeuré semblable inventaire desdits papiers, et ladite caissette en l'état ci-dessus a été remise entre les mains de s^r Nicolas Jolly, lieutenant des gardes du roi, sous la charge de Mons. le Grand, prévost de France et de l'hôtel, lequel s'en est chargé au moyen du présent qu'il a signé, de quoi ladite cour a commandé à moi, secrétaire du roy en icelle, de dresser acte ledit jour et an. »

Signés JOLLY, BAUDET.

Un arrêt du conseil du roi, du 6 mars 1631, cassa le jugement de la cour de Grenoble, ordonna la mise en liberté de Claude Brosse, décréta d'ajournement personnel le procureur général et le conseiller rapporteur et leur interdit l'exercice de leurs charges (1).

Il existe cependant un arrêt du 4 juillet 1631, par lequel la cour de Grenoble chargeait Putod, rapporteur, et Musy, procureur général, de « se retirer par devers S. M. et rendre raison de son arrest et en exposer les motifs. » (2).

(1) *Le Procès des tailles.*

(2) Archives de l'Isère, B, 2099.

A. LACROIX.

(A suivre).



MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122° à 127 livraisons.)

Un autre château du Valentinois, dont le nom a souvent figuré dans notre récit, fut encore à cette époque réuni au domaine; nous voulons parler du château de Rochefort, que Louis de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, avait occupé à la mort du dernier comte et qu'il avait ensuite donné en fief à Humbert de Beaumont, seigneur de Pélafol, pour reconnaître son dévouement. Humbert l'avait transmis, par testament du 5 novembre 1436, à Louis de Beaumont, son fils. Celui-ci testa, à son tour, le 2 octobre 1439, en faveur de Guillaume de Beaumont, son aîné, et mourut peu de temps après. Le retour au domaine de ce fief occasionna un procès entre les Saint-Vallier et la maison de Beaumont, procès qui fut terminé le 3 juin 1443, par un arrêt du conseil obligeant les Saint-Vallier à donner en dédommagement au seigneur de Pélafol la jouissance des châteaux de Laval et de Veynes (1).

Cependant, bien des événements s'étaient accomplis au dehors, depuis les fameuses conférences du Pont-de-Beauvoisin; ils ne pouvaient manquer d'exercer une influence sur les rapports politiques de la France et de la Savoie, et le

(1) BRIZARD, t. I^{er}, p. 168.

procès ou le différend entre ces deux États, au sujet du Valentinois, allait entrer dans une phase nouvelle. Amédée VIII, appelé aux honneurs de la papauté par les schismatiques de Bâle, avait quitté son ermitage de Ripailles et, dans son obéissance, d'ailleurs fort restreinte, se faisait nommer Félix V. Son fils, Louis, était maintenant duc de Savoie, comte de Valentinois et de Diois, etc. (1). Boniface de Valpergues avait le titre de gouverneur des comtés et veillait à la garde des châteaux sur lesquels flottait toujours l'étendard de Savoie. Rien ne paraissait donc encore changé ; et pourtant, on pouvait, dès lors, prévoir que devant les progrès incessants de la puissance du roi, le duc ne saurait maintenir indéfiniment ses positions. La France, en effet, avait reconquis sa liberté et son rang. Les Anglais étaient chassés du territoire ; le dauphin Louis remportait sur les Suisses, le 26 août 1444, une victoire qui causait en Italie une profonde impression ; le pape se montrait plein de bienveillance pour ce jeune prince qu'il nommait gonfalonier de l'Eglise romaine ; Milan et Gênes offraient de se donner à lui (2). La Savoie se voyait contrainte d'entrer dans ce mouvement, sous peine de demeurer isolée. La prudence lui commandait de se rapprocher de la France et de lui vendre, au plus haut prix, l'abandon de ses droits sur le Valentinois et le Diois.

Les négociations reprirent donc et furent poursuivies avec tant d'activité par les fondés de pouvoirs des deux parties qu'elles aboutirent, au mois d'octobre, à la signature d'un traité. Nous donnerons les passages essentiels de ce traité qu'aucun historien n'a encore signalé. Dans un préambule soigneusement rédigé, on s'applique à établir les raisons qui engagent les contendants à la paix : ce sont les relations de parenté et de bon voisinage des cours de France et de Savoie. Le duc Louis cède et abandonne au dauphin et à ses

(1) Sur tous ces événements, voir GUICHENON, t. II, p. 63-7.

(2) DE BEAUCOURT, *Hist. de Charles VII*, t. IV, p. 223.

successeurs tous les droits qu'il peut prétendre sur les comtés de Valentinois et de Diois, aux conditions suivantes. Le dauphin s'engage, en retour, à lui payer une somme de trente mille écus vieux, comptés à raison de soixante-quatre écus vieux pour un marc d'or fin ; il reconnaît, de plus, lui devoir huit mille écus neufs et trois mille ducats de bon or fin et de bon poids. Ces huit mille écus et ces trois mille ducats avaient été autrefois prêtés par le duc. Pour s'acquitter de ces diverses sommes, le dauphin cède et abandonne au duc de Savoie, sans réserve de suzeraineté, d'hommages et de redevance quelconque, les châteaux et villes de Baix, de Chalançon, du Pouzin, de Saint-Pierre de Barry, et généralement toutes les dépendances des comtés situés au-delà du Rhône. Le dauphin se réserve toutefois la faculté de recouvrer ces terres en donnant au duc les trente mille écus vieux, les huit mille écus neufs et les trois mille ducats dont il vient d'être question. Ce traité fut signé par le dauphin à Ensisheim, en Suisse, le 17 octobre (1) et par le duc de Savoie à Genève, le 7 novembre 1444.

Ludovicus, primogenitus Francorum regis, dalphinus Viennensis, et Ludovicus, dux Sabaudie... universis... Ecce

(1) Nous avons vu, dans une note précédente, que le dauphin, par lettres datées de Ensisheim, le 3 octobre 1444, donna à Antoine d'Hos-tun la châtellenie de Sauzet ; par autres lettres, datées du même lieu, le 18 octobre, il fit don à Gaubert des Massues des châtellenies de Châteaudouble et de Charpey (Archives de l'Isère, B, 3048). La terre de Charpey, engagée pour une somme de 1,000 florins par le comte Louis II de Poitiers à Guillaume de Roussillon, seigneur du Bouchage, le 20 novembre 1398, avait été réunie au domaine delphinal en 1435 : on rendit alors à Gabriel de Roussillon les 1,000 florins prêtés par son père. Gaubert des Massues, originaire des Baronnies, s'était établi à Châteaudouble vers 1435. Il épousa Elinode de Claveyson et en eut Philippe des Massues, marié avec Marthe de Lattier. Celui-ci fut le père de Jacques des Massues, époux de Françoise d'Urre, et de Claude des Massues, protonotaire apostolique, qui testa le 7 novembre 1555, en faveur de son frère.

quod nos dalphinus intrinseca mente volentes, quia proxima sanguinis neccessitudine sublimi et regis culmini Francie juncta sit undequaque illustris domus Sabaudie, in qua inclitissima soror nostra carissima domina Yollanda de Francia (1), ad federum uberio rem permanentiam, matrimonio data est, nosque dux Sabaudie recolentes eamdem domum nostram Sabaudie omni memorabili tempore, ultra sanguinis nexus, circumfluis honoribus sincerisque precordiis ab ipsa preclara regali excellentia amplexam fuisse, sit amoris vicissitudo..., nos nominatus dalphinus et dux... transegimus et convenimus in hunc qui sequitur modum, videlicet, quod nos, dux Sabaudie prefatus, scientes et sponte, pro nobis et nostris, quecunque jura nobis in dictis comitatibus et qualibet eorum competentia, horum serie, quitamus, cedimus et remittimus memorato inclitissimo domino dalphino, pro se et suis, jure proprio et in perpetuum, ad habendum, tenendum et possidendum et quidquid de illis eidem domino dalphino et suis placuerit faciendum, salvis tamen adjectis..., videlicet, primo et mediantibus trigenta millibus scutorum veterum, ad rationem sexaginta quatuor scutorum veterum pro qualibet marcha auri fini, per eundem dominum dalphinum nobis duci Sabaudie aut nostris solvendis, pro quibus quidem trigenta millibus scutorum veterum, et aliunde pro octo millibus novorum ac etiam pro tribus milibus ducatorum boni auri fini et boni ponderis, quos octo millia scutorum novorum et tria millia ducatorum, nos dalphinus jam a prefato consanguineo nostro carissimo duce Sabaudie habuimus et recepimus, habuisseque et realiter recepisse confitemur, damus, tradimus, cedimus, et concedimus, et nunc, jure proprio et in perpetuum, pro nobis et nostris, prefato... duci..., in solutum et pro soluto, castra, loca et villas Baini, Chalanconis, Puzeni et Sancti Petri de Barrio, ac generaliter omnia alia et singula que.... de dictis comitatibus... ultra Rodanum consistunt..., quemadmodum illa omnia et singula, ante hujusmodi contractum, per prefatum ducem Sabaudie tenebantur et tenentur ac possidentur, absque etiam cujuslibet superioritate et ressorto, necnon libere et absolute, sine onere cujuslibet impositionis..., hoc tamen pacto inter nos expresse adjecto quod liceat eidem domino dalphino et suis successoribus

(1) Yolande de France, fille de Charles VII, fut accordée en mariage, le 16 août 1436, au prince Amé de Savoie, fils du duc Louis, alors que ce prince n'était encore qu'au berceau. Yolande n'avait alors pas plus de trois ans. GUICHENON, t. II, p. 132.

dicta in solutum data a nobis... reemere pro dictis summis triginta millium scutorum veterum et octo millium scutorum novorum et trium millium ducatorum..... In quorum omnium robur et testimonium hujusmodi litteras nostras sigillorum nostrorum majorum duximus appensione muniri, datas per nos dalphinum apud Aynssen, die decima septima octobris, et per nos ducem Sabaudie, Gebennis, die vicesima septima mensis novembris, anno Domini millesimo quatercentesimo quadragesimo quarto (1).

Ce pacte entre le dauphin et le duc de Savoie ne devait point encore obtenir son accomplissement. Il fut jugé trop favorable à la Savoie, et le conseil delphinal, qui veillait avec un soin jaloux aux intérêts de la province, ne manqua pas de faire ses observations, signalant en particulier tout ce que pouvait offrir d'incommode, même de dangereux, l'établissement à demeure fixe d'une puissance étrangère sur les rives du Rhône. On reprit donc les négociations, rendues du reste faciles par la tournure des événements qui nous étaient de plus en plus favorables, et aussi par la nécessité où était la Savoie de resserrer les liens qui l'unissaient à la France. En même temps qu'on avait arrêté les bases du traité de 1444, on avait encore signé entre ces deux pays un autre traité d'alliance et de confédération (2). L'année suivante, la question de la pacification de l'Eglise amena entre le roi, le dauphin et le duc de fréquents échanges de lettres et d'ambassadeurs. Bientôt les deux cours rêvèrent une expédition en Italie : la France voulait entrer en possession de Gênes, puis, ce résultat obtenu, entreprendre la conquête du Milanais, de concert avec la Savoie. Un traité secret fut passé à Genève au mois de février 1446 (3). Ce fut au milieu de ces préoccupations que l'affaire du Valentinois reçut enfin une solution.

Le 3 avril 1446 (n. s.), les plénipotentiaires du duc Louis

(1) Archives de l'Isère, B, 3030.

(2) DE BEAUCOURT, t. IV, p. 223.

(3) DE BEAUCOURT, t. IV, p. 228.

signèrent, à Chinon, avec le dauphin un traité qui assura pour toujours à la France l'héritage du dernier comte de Valentinois. Les originaux de ce traité sont conservés dans les archives de Turin (1) et de Grenoble (2) ; le texte en a été publié par Guichenon, dans son *Histoire généalogique de la maison de Savoie* (3). Les causes du différend entre la France et la Savoie y sont longuement exposées ; puis viennent les articles du traité, au nombre de six.

1° Le duc cède et abandonne complètement au dauphin et à ses successeurs tous ses droits sur les comtés de Valentinois et de Diois, toutes les places qu'il a fait occuper par ses troupes, notamment celles situées sur la rive droite du Rhône qui avaient été exclues de la cession de 1444, Baix-sur-Baix, le Pouzin, Chalençon, etc. ; le tout sera livré au dauphin ou à ses procureurs d'ici à la fin mai.

2° Toutes les poursuites intentées par le dauphin ou ses officiers aux partisans du duc dans les comtés seront suspendues, et les amendes, confiscations ou autres peines abolies.

3° Le duc s'engage à payer au dauphin une somme de cinquante quatre mille écus d'or, de soixante-et-dix au marc, à Genève et aux termes suivants : vingt-cinq mille à Pâques, vingt mille à la foire d'août, et neuf mille à la Toussaint.

4° Le dauphin renonce à perpétuité à l'hommage du Faucigny que le duc était tenu de lui prêter (depuis le traité conclu à Paris, le 5 janvier 1355, qui avait placé cette terre sous la domination savoisienne).

5° Tous les titres et documents relatifs au Faucigny qui pourraient encore se trouver entre les mains du dauphin seront remis au duc.

(1) Archives de Turin. Casier des trésoriers généraux de Savoie. Rouleau 93. Compte des héritiers du trésorier général Jean Mareschal, du 3 novembre 1446, f^o 253, 273. — Cf. BIANCHI, *Le materie politiche all'estero degli archivi di stato Piemontesi*. Modena, 1876, in-8°, p. 102.

(2) Archives de l'Isère, B, 3030, et 2973.

(3) GUICHENON, t. IV, p. 356-8.

6° Mais, en retour, tous les titres et documents du Valentinois au pouvoir du duc, notamment ceux gardés à Chambéry, seront rendus à la France.

Charles VII ratifia par ses lettres patentes, données à Chignon en ce même mois d'avril 1446 (n. s.), le traité conclu par son fils avec le duc de Savoie (1).

L'acte qui venait de s'accomplir, donna lieu à une série de procédures, tant pour le payement des sommes promises, que pour la prise de possession des châteaux occupés encore par les troupes de Savoie. Par lettres patentes du 5 avril, le dauphin informa officiellement le gouverneur du Dauphiné et les membres du conseil résidant à Grenoble, de l'acquisition des comtés, les chargeant d'en faire prendre possession et de pourvoir à la nomination des châtelains pour la garde des places fortes et la bonne administration du pays.

« Loys, aîné fils du roy de France, dauphin de Viennois,
« à nos amés et féaulx le gouverneur, ou son lieutenant et
« gens du conseil et des comptes et trésorier de nostre Daul-
« phiné, salut et dilection. Comme par certain acort et
« traicté, présentement faict entre nous et nostre très chier et
« et très amé cousin le duc de Savoie, a esté appoincté que
« les comtés, terres et seigneuries de Valentinois et de Dyois,
« avec tel droit, action et propriété qu'il a et peut avoir, à
« quelque titre et occasion que ce soit en icelle, nous seroit
« baillé et deslivré et mis en nos mains pour en faire comme
« de nostre propre chose, ainsi que plus à plain est contenu
« audit traictié, et par ce soit besoin de commectre et ordon-
« ner de part nous pour en prendre possession et saisine per-
« sonne à nous féable, pour ce est-il que nous vous mandons
« et comectons par ces présentes et à chascun de vous, si
« comme à lui appartiendra, que ès dites comtéés, terres et
« seigneuries comectiez gens et officiers, de par nous, pour
« en répondre et rendre compte par devant vous, ainsi que

(1) GUICHENON, t. IV, p. 359.

« font les autres chastelains et officiers de nostre dit Daul-
« phiné et comtés, et icelles unissez et mettez en nostre
« domaine pour en estre fait et ordonné comme il est acous-
« tumé..... De ce faire, vous donnons pouvoir..... Donné à
« Chinon, ce 5^e jour d'avril, l'an de grâce mil quatre cent
« quarante et cinq... » (1).

Ayant reçu ces ordres, Raoul de Gaucourt, gouverneur du Dauphiné, délégua, par lettres datées de Grenoble le 18 mai, Jean d'Origny (*de Origniaco*), à l'effet de se transporter dans le Valentinois et de prendre possession des divers châteaux que devrait lui livrer le mandataire du duc de Savoie (2).

De son côté, Louis, duc de Savoie, avait écrit de Genève, le 1^{er} mai 1446, à Boniface de Valpergues, son gouverneur dans les comtés de Valentinois et de Diois ; il lui annonçait le traité conclu à Chinon, le relevait de ses fonctions de gouverneur, l'autorisait à remettre les châteaux au délégué du dauphin, mais lui recommandait d'avoir à expédier à Claude du Molard, les bombardes, les balistes, les armes et généralement tous les objets de ce genre qui n'avaient point été compris dans l'acte de cession (3).

Jean d'Origny et Boniface de Valpergues ne tardèrent pas à s'acquitter de leur mission respective. Le 30 mai, Boniface de Valpergues mit le délégué delphinal en possession *réelle* des châteaux de Montmeyran et d'Upie, et *verbalement* de toutes les autres places des comtés. Le 1^{er} juin, eut lieu la prise de possession réelle de Saou ; le 2, celle de Grane ; le 3, celle du Pouzin ; le 4, celle de Chalançon ; le 7, celle de Saint-Pierre de Barry ; le 9, celle de Baix au royaume, dans le diocèse de Viviers. Ce même jour, 9 juin, au château de Baix, Jean d'Origny demanda au commissaire de Savoie d'être mis en possession, verbalement, du château d'Egluy :

(1) Archives de l'Isère, B, 3030.

(2) Archives de l'Isère, B, 3030.

(3) Archives de l'Isère, B, 3030.

le commissaire fit observer que ce château était actuellement au pouvoir de Guillaume, bâtard de Poitiers, qui affirmait y avoir des droits, mais qu'il lui cédait volontiers tout ce que son maître, le duc, à un titre quelconque, pouvait y prétendre (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 3030. « ... Hinc est quod anno Domini millesimo cccc° quadragesimo sexto, indictione nona et die octava mensis junii, coram nobis notariis publicis infra scriptis et in presentia testium infra scriptorum, personaliter constitutus prefatus magister Johannes de Orignaco, commissarius dalphinalis, ut supra deputatus, qui sciens et spontanee confessus fuit et publice recognovit, confite-turque et publice recognoscit se habuisse et realiter recepisse habere-que a prefato domino duce Sabaudie, per manus d. dom. Bonifacii, ut supra per eum commissi, possessionem realem, actualem et corporalem villarum, castrorum, et terrarum que sequuntur, modo et forma sequentibus, que et quas prefatus d. dux tenebat et habebat de terris dictorum comitatum Valent. et Dyen., sibi traditam per dictum nobilem Bonifacium, diebus sequentibus. Et primo possessionem realem, corporalem... castrorum... Montismayrani et Upiani, necnon possessionem verbalem aliarum villarum et terrarum predictarum sibi verbo per dictum... Bonifacium, in executionem litterarum..., traditam et expeditam, die penultima mensis maii proxime preterite. — Item, possessionem realem... castri, ville et loci Saonis, sibi traditam ut supra per do. Bonifacium, die prima mensis hujus junii. — Item, possessionem realem... castri, ville et loci Grane, sibi ut supra traditam die secunda ejusdem mensis junii. Item, possessionem realem... castri... Pouzini in regno sibi traditam ut supra die tertia dicti mensis junii. — Item, possessionem castri... Chalanconis... sibi die quarta dicti mensis junii, ut supra, traditam. Item, possessionem castri et loci Sancti Petri de Barrio, sibi ut supra die hesterna septima hujus mensis junii traditam. — Item, possessionem realem... castri... Baini in regno, Vivariensis diocesis, sibi die presenti per nobilem Bonifacium... traditam. De quibus quidem plateis... dictus magister Johannes de Orignaco commissarius fuit et est contentus... Ipse vero magister Johannes de Orignaco, nomine delphinali, requisivit prefatum Bonifacium .. quatenus sibi tradat possessionem loci de Eygluno, Diensis diocesis, qui locus ad manus d. d. ducis devenit et aliarum terrarum comitatum, si que vel quos d. d. dux teneat. Qui nobilis Bonifacius respondit quod ipse tradidit eidem possessionem realem omnium

Ainsi mis en possession des comtés, Jean d'Origny adressa au conseil et à la chambre des comptes un rapport, d'où nous avons tiré les détails qu'on vient de lire.

Quant au cinquante quatre mille écus d'or promis par le duc, ce fut Gabriel de Bernes qui eut commission du dauphin, par lettres données à Chinon, le 5 avril, d'aller les recevoir des mains du trésorier du duc Louis (1). Gabriel de Bernes, toucha à Genève, le 7 mai, les 25,000 écus formant le premier acompte (2). Le reste de la somme fut un peu long à venir. Au mois de février de l'année suivante, la dette n'était point encore complètement liquidée. Jean Maréchal, trésorier de Savoie, fit à son maître une avance de 22,900 écus pour lui permettre de se libérer. Un acte de 1450, nous apprend que ses héritiers étaient encore créanciers du duc pour cette même somme de 22,900 écus (3).

De part et d'autre, on montra peu d'empressement à remplir cet article du traité qui obligeait à la remise des titres du Faucigny et du Valentinois aux intéressés. Le 8 février 1447, le dauphin donnait des ordres pour que les documents du Faucigny fussent, sans retard, expédiés au duc (4) ; il écrivait encore le 24 mai 1452 aux gens de la Chambre des comptes pour le même objet (5). Quant aux archives de la maison de Poitiers, qui sont d'une si grande importance pour

horum que dictus d. dux tenebat de terris dictorum comitatum. Et quoad dictum locum de Eygluno, dixit quod illum tenet nobilis Guillelmus bastardus de Pictavia, pretendens in eodem jus habere, cui d. d. dux ipsum locum, visis titulo et documentis ipsius Guillelmi, tradidit. Actamen idem Bonifacius, vigore dicte sue commissionis, omnia jura que dux habet... remisit... Acta fuerunt hec in dicto castro Bainsi, videlicet in curte ipsius castri...

(1) CHARAVAY, *Lettres de Louis XI*. Paris, in-8°, t. I^{er} (1883), p. 205.

(2) CHARAVAY, *Op. cit.*, p. 206.

(3) CHARAVAY, *Op. cit.*, p. 207-212.

(4) Archives de l'Isère, B, 3156.

(5) CHARAVAY, *Op. cit.*, p. 212.

l'histoire du Valentinois et du Diois, nous l'avons fait remarquer plus haut, elles n'ont été rendues à la France qu'en 1714 (1).

Mais ces questions étaient d'un ordre secondaire ; l'affaire principale était conclue ; la domination de la Savoie, après s'être maintenue pendant vingt-quatre ans sur une partie considérable de nos pays, avait maintenant cessé, et la diplomatie française, admirablement secondée par l'habileté et les persévérants efforts du conseil delphinal (il n'est que justice de le proclamer bien haut), avait fait un pas de plus vers le but qu'elle poursuivait depuis tant d'années, constituer l'unité politique de la province. Ce but allait bientôt être atteint par le jeune prince qui venait de signer avec la Savoie le traité de Chinon ; l'année suivante, 1447, les événements de la cour amenèrent le dauphin Louis dans les terres de son apanage, qu'il gouverna pendant dix ans comme si elles fussent séparées du reste de la France. Il y fit son apprentissage de la royauté. Avec lui, commença pour le Dauphiné, pour le Valentinois et le Diois, une ère nouvelle.

(1) Voir plus haut, p. 39. — Le dauphin récompensa toutes les personnes qui s'étaient employées à faire réussir les négociations avec la Savoie pour l'acquisition des comtés. Pierre de Brezé, seigneur de Varennes, reçut à cette occasion le comté de Maulevrier. (DE BRAUCOURT, t. IV, p. 189.)

(A continuer).

JULES CHEVALIER.



NOTES HISTORIQUES

SUR

BARNAVE

(SUITE. — Voir les 126^e et 127^e livraisons)

Louis Blanc s'appuie sur les témoignages de trois conseillers municipaux : Le Roux, Regnault et Nardy et surtout sur le récit publié dans les *Révolutions de Paris*, par Fabre d'Eglantine.

D'après lui, l'attitude des personnes qui se trouvaient au Champ-de-Mars était celle de la joie, on se livrait aux danses. Il s'agissait de déposer une pétition. Arrive la garde nationale et les bataillons avec de la cavalerie. Des gens sur les glacis jetaient des pierres à la garde nationale. Un coup de pistolet est tiré sur un dragon qui est blessé. Il n'y a eu aucune enquête sur la présence de ces individus sur les glacis. Une première décharge en l'air a lieu, un individu tire un coup de fusil à Lafayette et le manque. Il n'est pas arrêté. Le matin, deux invalides cachés sous l'autel de la patrie avaient été égorgés et leurs têtes placées sur des piques. Après la première décharge en l'air on jeta de nouveau des pierres, alors une décharge mortelle eut lieu et la cavalerie chargea.

Triste journée, prélude de celles du 20 juin et du 10 août. Il y avait évidemment une émeute préparée. Quant au témoignage de Fabre d'Eglantine, il importe de rappé-

ler que, secrétaire de Danton, il fut soupçonné d'avoir pris part aux massacres de septembre. Faible avec les forts, il fut le flatteur du parti triomphant, cruel par légèreté, furieux par orgueil, son activité effraya Robespierre. On peut apprécier la valeur de ce témoignage.

Comme il sera de nouveau question de cette affaire dans la suite de cette étude, je crois devoir reproduire le récit que je trouve dans *La jeunesse de la Fayette*, par M. Bardoux (1) :

« Le vote de l'Assemblée fut le signal d'une fermentation croissante. On était au 14 juillet; l'autel de la patrie au Champ-de-Mars était resté debout pour une nouvelle fédération; une pétition (2) fut répandue à des milliers d'exemplaires. Elle protestait contre le rétablissement de Louis XVI et demandait la déchéance. Le premier exemplaire présenté à l'Assemblée, et escorté par quatre mille individus, était signé : « *Le Peuple* ». L'Assemblée calme et impassible passa à l'ordre du jour. Mais, le 17 juillet, la foule se porta au Champ-de-Mars pour signer en plus grand nombre la pétition amendée par Brissot, en termes plus impératifs.

« Deux invalides s'étaient cachés sous l'autel de la patrie; la foule, les prenant pour des conspirateurs, les saisit et les égorge, leurs têtes placées sur des piques, sont promenées jusqu'aux environs du Palais-Royal.

« L'agitation s'accrut de l'indignation des uns et des soupçons des autres. L'attroupement conduit par quelques meneurs se barricada avec des charrettes. Ce fut

(1) Pages 337 et suivantes.

(2) M. Bardoux l'attribue à Choderlos de Laclos.

« derrière ces charrettes qu'on tira sur le général un
« coup de fusil qui rata. Quelques miliciens, sautant
« par-dessus la barricade saisirent le coupable et le
« conduisirent à la Fayette qui le fit relâcher. Marat
« désigna lui-même, comme auteur de cette tentative
« d'assassinat, Fournier dit l'Américain.

« Cependant, on vint dénoncer à l'Assemblée les pro-
« jets réels des émeutiers. Elle mande à sa barre le
« maire de Paris, décrète qu'il pourvoira à sa sûreté, à
« celle des Tuileries et de la Capitale et lui enjoint, de
« publier la loi martiale. Le Conseil de la Commune
« prit cette résolution et arbora le drapeau rouge.

« Bailly et le Corps municipal, suivi de grenadiers
« se mit en route. La Fayette le rejoignit avec un déta-
« chement nombreux de gardes nationaux à pied et à
« cheval et deux pièces de canon.

« On arriva au Champ-de-Mars, à huit heures du soir,
« les factieux s'étaient placés sur les glacis ; dès que la
« municipalité parut, les invectives éclatèrent : Honte à
« Bailly ! Mort à Lafayette ! Des mottes de terre dé-
« trempées par la pluie, des pierres volèrent de toutes
« parts sur Bailly et sur la garde nationale. Un coup de
« pistolet blessa un dragon qui s'était joint aux volon-
« taires. Bailly fit faire les sommations légales, on ré-
« pondit par des huées ; alors, avec la douleur grave de
« son caractère, il donna l'ordre de dissiper l'attrou-
« pement par la force. La Fayette fit d'abord tirer en
« l'air, mais la populace, se reformant derrière la garde
« nationale, l'accabla de nouveau de pierres. Alors, une
« décharge mortelle éclata sur toute la ligne. La cavalerie
« chargea ; les canonniers se préparaient à faire feu. La
« Fayette poussa son cheval à la gueule du canon et, par

« ce mouvement hardi, préserva un grand nombre de
« victimes. Si l'on en croit Bailly, il y eut dix à douze
« tués. L'Assemblée vota, à peu près à l'unanimité, des
« félicitations à Bailly et à la garde nationale ».

Je ferai observer que, dans ce récit, le nom de Barnave n'est pas prononcé.

A la suite de ces événements, il présente une motion tendant à ce que les tribunaux recherchent les auteurs des émeutes, remettant à des temps plus calmes, le soin de s'occuper de ceux qui sont morts pour la patrie.

Dans la séance du 24 juillet, les comités ayant proposé l'adoption de trois articles permettant aux soldats de porter des dénonciations contre leurs chefs, Barnave fit rejeter cette proposition comme pouvant propager l'indiscipline dans l'armée.

Le 9 août 1791, pendant la discussion de la Constitution, Rœderer demande le vote d'un amendement ainsi conçu : « La nation ne peut exercer elle-même la souveraineté ; elle institue, à cet effet, un pouvoir représentatif et un pouvoir commis, qui seront pour la plupart élus. Le pouvoir législatif est délégué à des représentants temporaires *librement élus*.

« Le pouvoir exécutif est essentiellement commis. La partie éminente et suprême du pouvoir exécutif sera exercée par le roi ».

Barnave répond : « Le roi est le représentant constitutionnel en ce qu'il veut et stipule pour la nation en suspendant l'exécution d'une loi. Il faut que celui qui veut pour la nation soit inviolable, sans cela son vœu ne serait pas libre. Si l'on accordait au Corps législatif le droit exclusif de représenter la nation, il en résulterait qu'il serait seul chargé de vouloir pour elle ; alors ses

« pouvoirs n'auraient plus de limites et deviendraient
« Corps constituant. Ce qui est, ce qu'on veut, et dé-
« sire ».

Il prend de nouveau la parole (13 août 1791) : « Pour
« être éligible, dit-il, on paiera une imposition d'une va-
« leur de quarante jours de travail, et il convient d'exiger
« la même condition pour être électeur ».

Il s'élève avec force contre les auteurs des libelles, déclara-
rant que « c'étaient surtout les journalistes qui compo-
saient les corps électoraux ».

« Ce n'est pas l'artisan, dit-il, l'homme sans crédit, qui
« réunit les suffrages : ce sont quelques hommes, animés
« par l'intrigue, *qui vont colportant dans les assemblées*
« *primaires, les principes de turbulence dont ils sont*
« *possédés, qui ne s'occupent qu'à chercher, à créer un*
« *nouvel état de choses, qui mettent sans cesse l'intrigue*
« *à la place de la probité, un peu d'esprit à la place du*
« *bon sens, et de la turbulence d'idées à la place de l'in-*
« *térêt général de la société.* »

« Si je voulais chercher des exemples, c'est très près
de nous que je voudrais les prendre. Sont-ce des ar-
tistes qu'on a vus dans les corps électoraux ? Des arti-
sans ? Des agriculteurs ? non. Des libellistes, des journa-
listes ? oui ».

La presse, de nos jours, a une importance que l'on
ne saurait nier. Un noble rôle lui est assigné ; malheu-
reusement elle est trop souvent aveuglée par l'esprit de
parti.

Dans la séance du 15 août, Barnave demande que les
ministres assistent à toutes les séances de l'Assemblée ;
d'après lui, le peuple ne pouvait agir que par ses repré-
sentants dans le cas de revision de la Constitution. Il

soutint l'inutilité d'un Corps constituant et proposa d'interdire aux deux premières législatures tout travail de revision. Par ses diverses motions, Barnave perdit la faveur populaire et ne gagna pas la confiance de la Cour.

Dans la séance du 5 septembre, Robespierre attaqua violemment Alexandre Lameth (1) et Barnave. Deux citoyens de la ville de Brest furent admis à la barre de l'Assemblée et se livrèrent à de nombreuses critiques à propos du décret rendu le 15 mai 1791, sur les colonies. Ils dirent que les ennemis de la Constitution commandaient aux colonies et que le Comité avait omis d'examiner de nombreuses pièces, mises à sa disposition.

Alexandre Lameth leur répond : « Les nouvelles reçues de St-Domingue sont trop récentes, elles ont suivi de trop près l'exécution du décret, pour que l'on puisse juger de l'effet produit ».

Robespierre déclara que Barnave et Alexandre Lameth voulaient faire révoquer le décret et qu'ils étaient traîtres à la patrie.

Barnave répliqua : « La question n'est pas de présenter un vœu sur les colonies, mais de savoir si Brissot a contribué aux fâcheux événements qui s'y sont passés. Les instructions qui sont arrivées aux colonies ont été encouragées par les clubs de Brest ».

Les lettres et autres ouvrages incendiaires étaient une

(1) Beaucoup plus intelligent que ses frères, Charles et Théodore, il fut un des chefs des constitutionnels, parti qui paraissait à beaucoup d'honnêtes gens le dernier mot de la vérité politique. Il chercha à renfermer le roi dans le régime constitutionnel, mais il ne tarda pas à s'apercevoir que le boucher Legendre, employé par lui pour réduire la cour, le remplaçait dans les faveurs populaires, Il quitta la France, et ne rentra qu'en 1802. Il fut préfet de 1802 à 1815.

conséquence de la licence de la presse. Avec la liberté illimitée de la presse et le droit de réunion sans freins il n'est pas possible d'avoir un gouvernement stable. Barnave oubliait qu'il avait été un des membres les plus influents du club des Jacobins.

L'Assemblée passa à l'ordre du jour.

En parlant des ouvrages incendiaires et des excitations qui portaient de la mère-patrie et des clubs, Barnave faisait allusion au *Patriote Français*, feuille dirigée en collaboration par Brissot et Carrat.

Dans la séance du 21 septembre 1791, il présenta un rapport sur les colonies. C'est une œuvre remarquable. A cause de sa longueur, je ne reproduirai que la fin et le décret qui en est le résumé.

L'Assemblée avait nommé quatre commissions chargées de centraliser les dossiers et de désigner les rapporteurs des diverses affaires qui lui étaient soumises. Dans certaines circonstances et quand il s'agissait de questions importantes, de projets de loi comportant de longues discussions, les quatre commissions se réunissaient et désignaient le rapporteur. C'est ainsi que Barnave, qui avait étudié la question des colonies, fut appelé à faire le rapport à l'Assemblée nationale. En voici une partie importante ?

« On a souvent présenté dans cette Assemblée la masse
« d'intérêts nationaux attachés à la question actuelle ; on
« vous a présenté l'existence de votre commerce, de vos
« manufactures, d'une partie de l'agriculture intéressés à
« cette question ; on vous a prouvé que la perte des colo-
« nies entraînerait des maux plus grands encore que le
« désastre qui en proviendrait directement ; que du mo-
« ment où vous n'auriez pas de colonies, presque toute

« votre navigation commerciale tomberait, que dès lors
« vous n'auriez plus de moyens de former des matelots
« pour la marine militaire, et que n'ayant plus de marine
« militaire vous n'auriez plus de commerce extérieur, de
« commerce maritime, parce que vous n'auriez plus de
« moyens pour le protéger et le défendre. S'il arrivait,
« soit par la perte absolue, soit par la perte partielle, soit
« par une longue suspension des bénéfices que nous reti-
« rons des colonies, que tous les ports se trouvassent
« dans l'état le plus désastreux, que les travaux cessent
« subitement ; qu'à l'instant les manufactures s'en res-
« sentissent. Croît-on alors que l'impôt pourrait aisément
« se percevoir ; croît-on que le papier qui repose sur la
« confiance ne tomberait pas à l'instant dans le plus grand
« discrédit. Je demande si l'on croit qu'alors le change,
« vis-à-vis les nations étrangères, ne deviendrait pas
« effrayant pour les bons citoyens. Je demande enfin si
« plus d'un million d'hommes, sans travail, sans pain,
« sans espérance, au milieu de la détresse publique, ne
« deviendrait pas le germe de tous les troubles ?

« S'il est possible de prévoir quel usage on pourrait
« en faire, à quels excès on pourrait les porter ; si alors
« le peuple se plaignant et demandant des changements
« (car le peuple ne sait qu'une chose, c'est qu'il est bien
» ou qu'il souffre ; s'il souffre, il veut changer le régime
« établi) ; si, dis-je, le peuple agité par ses douleurs, se
« plaignant des changements ; si des millions d'hommes
« désœuvrés présentent des armes et des instruments à
« quiconque voudrait les employer, il ne serait pas facile
« de changer la Constitution établie, d'abattre le système
« monarchique ou de lui donner une extension illimitée ;
« et remarquez bien que, tandis qu'une poignée d'hom-

« mes de couleur, réunis à Paris, je ne sais par quel
 « ressort, couvrent les rues de la capitale de leurs affi-
 « ches, ils ne cessent d'agiter cette Assemblée pour avoir
 « non des droits civils que tout le monde leur reconnaît,
 « mais des droits politiques dont trois millions de Fran-
 « çais sont privés dans la métropole, je demande si de
 « pareils intérêts sur lesquels les hommes de couleur sont
 « si froids dans les colonies peuvent résister à l'inté-
 « rêt immense de la patrie ?

« Depuis que les nouvelles de l'effet du décret sont
 « arrivés dans les ports, il n'en est aucun qui ne vous eût
 « fait parvenir les plus pressantes pétitions. Les mêmes
 « places de commerce qui étaient restées muettes lorsque
 « le décret a été rendu, éclairées par les événements
 « viennent vous supplier de changer une résolution qui
 « les met au désespoir.

« Il est, sans doute, des questions où l'intérêt des
 « commerçants est différent de l'intérêt du commerce et
 « de l'intérêt de la nation. Mais ici se rencontrent les
 « intérêts de l'armateur qui transporte la marchandise,
 « du manufacturier qui la prépare, du cultivateur qui
 « l'extrait de la terre. Ces intérêts sont-ils comparables à
 « ceux de quelques individus, jouissant des droits civils,
 « qui désirent des droits dont tant de Français sont
 « privés. Ces hommes n'ont pas l'esprit de retour, tandis
 « que les colons ont presque tous leurs familles dans la
 « mère-patrie. Il importe donc que cette question soit
 « tranchée dès à présent (1) ».

Voici le projet de décret :

ARTICLE 1^{er}. — L'Assemblée nationale législative sta-

(1) Note du *Moniteur* : L'opinion de M. Barnave a été plusieurs fois interrompue par les applaudissements.

tuera exclusivement avec la sanction du roi sur le régime extérieur des colonies.

En conséquence, elle fera : 1° les lois qui règlent les relations commerciales des colonies, celles qui en assurent le maintien par l'établissement des moyens de surveillance, la poursuite, le jugement, la punition des contraventions, et celles qui garantissent l'exécution des engagements entre le commerce et les habitants des colonies ; 2° les lois qui concernent la défense des colonies, les parties militaire et administrative de la guerre et de la marine.

ARTICLE II. — Les assemblées coloniales pourront faire, sur les mêmes objets, toutes demandes et observations ; mais elles ne seront considérées que comme de simples pétitions, et ne pourront être converties dans les colonies en règlements provisoires, sauf néanmoins, les exceptions extraordinaires et momentanées, relatives à l'introduction des subsistances, lesquelles, pourront avoir lieu à raison d'un besoin pressant, légalement constaté, d'après un arrêté des assemblées coloniales, approuvé par le gouverneur.

ARTICLE III. — Les lois concernant l'état des personnes non libres, et l'état politique des hommes de couleur et nègres libres, ainsi que les règlements relatifs à l'exécution de ces mêmes lois, seront faites par les assemblées coloniales, s'exécuteront provisoirement avec l'approbation des gouverneurs des colonies et seront portées directement à la sanction du roi sans qu'aucun décret antérieur puisse porter obstacle au plein exercice du droit conféré par le présent article aux assemblées coloniales.

ARTICLE IV. — Quant aux formes à suivre pour la confection des lois du régime intérieur, qui ne concernent

pas l'état des personnes désignées dans l'article ci-dessus, elles seront déterminées par le pouvoir législatif, ainsi que le surplus de l'organisation des colonies, après avoir reçu le vœu qu'elles ont été autorisées à exprimer sur leur Constitution.

M. de Tracy parla contre l'avis des comités. Plusieurs membres demandèrent l'ajournement à la prochaine législature, de tout ce qui concerne les colonies. La question préalable fut réclamée sur l'ajournement. Le président mit aux voix l'ajournement ; l'épreuve ayant paru douteuse, on procéda à l'appel nominal. L'Assemblée rejeta l'ajournement par 307 voix contre 191 et décréta qu'elle statuerait sur le régime extérieur des colonies.

Le 30 septembre 1791, eut lieu la dernière séance de l'Assemblée nationale. Barnave fit allouer à Beaudouin, qui était l'imprimeur de l'Assemblée, une gratification de 40,000 livres et se retira à Grenoble. De cette ville, il adressa, le 2 avril 1792, au rédacteur de la *Gazette nationale*, une lettre que nous reproduisons, en réponse aux attaques de Guadet (1), dans le discours que celui-ci avait prononcé sur l'état des colonies.

« M. Guadet a dit, dans l'Assemblée nationale, qu'en
« faisant imprimer mon rapport du 24 septembre, je
« l'avais autorisé à tout dire contre moi ; je puis dire

(1) Guadet, avocat à Bordeaux, embrassa toutes les idées révolutionnaires, fit décréter la déportation contre les prêtres réfractaires et la peine de mort contre les émigrés, pris les armes à la main. Ennemi particulier de Marat et de Robespierre, il finit par succomber sous les coups de ce dernier. Mis hors la loi, il parvint à gagner son pays. Découvert chez son père, à Libourne, il fut conduit à Bordeaux et exécuté le 19 juin 1794, à l'âge de 35 ans. Au pied de l'échafaud il dit : « Peuple, voilà la dernière ressource des tyrans, ils étouffent la voix des hommes libres pour accomplir leurs attentats »,

« avec plus de justice, qu'en m'attaquant nominativement
« au milieu des représentants de la nation, il me force
« lui-même à rompre le silence. Je n'ai jamais aimé à
« mêler à la discussion des intérêts généraux, des discus-
« sions personnelles : si aujourd'hui pour la première fois
« je prends la plume pour cet objet, je le ferai du moins,
« sans manquer à ce que je dois à mes lecteurs.

« Je n'ai point fait imprimer ni distribuer mon rapport
« du 24 septembre dernier. Si j'avais voulu influencer
« l'Assemblée, ce n'aurait pas été par ce rapport, fondé
« en partie sur des raisons de circonstances qui ont
« changé depuis, tandis que les raisons générales sont
« toujours les mêmes. Je n'ai jamais pris part à l'exécu-
« tion du décret du 15 mai pour la diriger ou l'entraver
« d'aucune manière ; dans le cours des discussions sur
« les colonies, je me suis toujours rigoureusement borné
« à l'exercice de mes fonctions dans le comité colonial
« et dans l'Assemblée nationale. Je défie qui que ce soit
« de prouver le contraire. J'ai soutenu avec constance et
« sans calculer les désagréments personnels, ce que j'ai
« cru l'intérêt de ma patrie et celui de l'humanité.

« Dans un pays où il existe 450,000 esclaves et où la
« population libre n'arrive pas à un sixième de ce nom-
« bre ; dans un pays où toutes les passions sont exces-
« sives, et où les lumières, même les plus communes,
« sont concentrées dans un petit nombre d'individus, une
« révolution heureuse et paisible ne pouvait s'opérer
« aussi rapidement que parmi nous. Il fallait tenter la ré-
« forme du régime colonial par une marche brusque et
« violente, dont les effets désastreux effrayaient l'hu-
« manité, ou graduellement, par l'influence des lumières
« et de la persuasion. Ce dernier système est toujours
« celui que j'ai professé.

« J'ai dû l'appliquer à la question des droits politiques
 « des nègres libres et des hommes de couleur, parce que
 « toutes les questions du régime colonial sont indivisibles
 « et l'on s'apercevra bientôt que la résolution de celle-là
 « conduit à traiter toutes les autres. J'ai dit que la ré-
 « forme de cet objet devait être préparée dans les colo-
 « nies; j'ai proposé, au 15 mai, avec le comité des colonies,
 « qu'il fut formé un comité de toutes les îles françaises
 « d'Amérique, pour délibérer sur cet objet. Cette propo-
 « sition fût rejetée. Elle vient d'être exécutée spontanée-
 « ment pour les îles du Vent, et les castes s'y réunissent
 « sans qu'il ait été versé une goutte de sang. Le préjugé
 « de la couleur était, je l'avoue, moins exalté dans ces
 « îles, mais il n'était pas invincible à St-Domingue, en
 « rassurant les esprits, en adoptant les tempéraments.
 « Dans le congrès proposé, les îles du Vent formaient les
 « trois cinquièmes des noirs et tout devait s'y décider à la
 « simple majorité.

« Cette proposition fut rejetée.

« Le décret du 15 mai fut rendu. Il a été suivi d'une
 « violente fermentation et six semaines après des plus
 « horribles désastres (1). Parmi les causes multiples qui
 « ont concouru à ce malheur, il en est d'étrangères à ce
 « décret. Jamais on ne persuadera à des juges non pré-
 « venus, que celui du 24 septembre arrivé dans les colo-
 « nies lorsque le brigandage et la guerre civile y ré-
 « gnaient sans interruption depuis près de trois mois,
 « ait été cause de ces fléaux.

« J'ai pour moi les exemples des Etats-Unis d'Amé-

(1) Lire dans *Bug-Jargal*, de Victor Hugo, des détails fort intéres-
 sants sur le soulèvement des nègres.

« riche qui ont fondé, sous les auspices d'une sage philo-
« sophie, la Constitution la plus libre qui soit sur le
« globe et celui des colonies anglaises et de toutes les
« colonies où il existe un système représentatif, et l'opi-
« nion des hommes sans préjugés et sans intérêt, ayant
« la connaissance locale de nos îles, si l'on n'eût employé
« tous les moyens pour bannir la paix de ces malheu-
« reuses contrées, pour alarmer les blancs, exciter les
« hommes de couleur, pour exciter une haine indélébile
« entre ces deux races d'hommes, destinés à vivre sous
« le même ciel.

« Le parti qu'on vient de prendre entraîne d'immenses
« conséquences, il échauffe, il hâte et précipite une
« grande crise de la nature ; au point où nous sommes
« arrivés la plus funeste erreur serait d'imaginer qu'on a
« fondé un ordre durable et de fermer les yeux sur l'ave-
« nir, soit qu'on veuille favoriser ou ralentir l'effet de
« cette grande impulsion, il est également nécessaire de
« le prévoir : car si l'on prenait à temps des mesures
« puissantes pour prévenir ou pour diriger les mouve-
« ments qu'elle imprime, les choses livrées à elles-mêmes
« arriveraient en peu d'années à des résultats plus terri-
« bles encore que ceux qu'on avait ; et tous les systèmes
« et tous les intérêts seraient confondus dans une cala-
« mité commune. »

Bien que Barnave ne se fût pas présenté comme candi-
dat à l'Assemblée législative, il obtint un grand nombre
de suffrages ; il continua à demeurer à Grenoble.

(A continuer).

LÉON EMBLARD.

ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e à 127^e livraisons).

b). *Contre le Chapitre, pour la commensalité.*

Le chanoine Delacour, recteur de l'hôpital Ste-Foy, où il recevait un honnête entretien, réclamait en outre la commensalité au Chapitre, en qualité de prêtre habitué de St-Barnard. Le Chapitre refusait de lui reconnaître ce droit, disant que son titre n'impliquait nullement la commensalité, mais seulement la participation aux distributions de la chapelle St-Maurice, auxquelles le demandeur avait part, ainsi qu'à celles qui se faisaient au chœur pour les grand'messes et les vêpres.

Le Statut du Chapitre réglait l'admission des petits clercs ou esclafards incorporés au Chapitre. C'était la voie ordinaire et canonique pour devenir prêtre incorporé de l'Eglise, et ces clercs, une fois reçus, ne pouvaient plus être renvoyés sans cause légitime. La commensalité avait été établie pour subvenir à l'entretien de ces prêtres incorporés, qui servaient sans titre bénéficiaire dans l'église St-Barnard. Les chanoines leur donnaient la table, ou, si leur client le préférait, une somme de six

florins d'or, ou bien encore cinq sétiers de blé et cinq charges de vin, au choix. Si l'incorporé refusait de partager la table du chanoine, c'était celui-ci qui avait l'option entre la rétribution en argent et celle en nature. Cette rétribution se percevait à chaque fin d'année. Le Statut spécifiait formellement que si un incorporé était nommé Recteur de l'hôpital Ste-Foy, il n'avait plus droit à la commensalité du Chapitre, étant entretenu par l'établissement dont il devenait l'administrateur. C'était le cas du chanoine Delacour, esprit brouillon et inquiet, qui n'avait songé à susciter cette querelle au Chapitre qu'après neuf ans d'exercice de sa rectorerie.

290. — *Précis pour M^e Pierre-Joseph de la Court, prêtre incorporé, hebdomadier dans l'église collégiale Saint-Barnard de la ville de Romans, demandeur. — Servant de réponse aux écritures du sieur Syndic, du Chapitre de ladite église, défendeur, signifiées le 16 avril 1734* (Dans un bandeau, au haut du titre : *De l'imprimerie d'André Faure*).

Petit in-fol. de 30 pp., signé : Bernon ; Monsieur de Corbeau, rapporteur ; Brochier, procureur.

Note manuscrite : Communiqué le 5 juin 1734.

L'art. 139 du Statut du 12 mai 1472 porte que, chaque année, le Chapitre nommera le recteur de l'hôpital Ste-Foy, et que celui-ci, pendant le temps de son administration, ne pourra être commensal d'aucun chanoine. Le sieur Delacour prétend que cet article n'exclut point le droit de commensalité, et que, du reste, il y aurait lieu de le réformer ; que « les chanoines ayant trouvé ce droit de commensalité trop à charge, ils s'en sont libérés au moyen de certaines distributions qu'ils ont faites aux habitués, en grains et en vain (*sic*) ; et comme, dans la suite, les chanoines, pour la plupart, ne donnoient aux

habitué que de mauvaises denrées, il y eut entre eux des contestations, sur lesquelles le susdit droit fut évalué et réglé à la somme de 100 liv., ainsi qu'il se voit par le jugement de M. l'intendant de Chazay, commissaire en cette partie, du 28 décembre 1641 ».

C'est cette indemnité en argent que réclame le chanoine de la Cour, pour les neuf années qu'il a été recteur de l'hôpital Ste-Foy, prétendant que le Statut ne lui interdisait que la commensalité effective, et nullement cette redevance pécuniaire. Dans la *Proposition unique* qui fait le fond de son plaidoyer, il affirme « que le Statut ne prive pas le recteur de l'hôpital Sainte-Foy du droit de commensalité; et quand il l'en priverait, il y aurait lieu de déroger à cet égard au Statut, si l'arrêt de la Cour n'y avoit déjà dérogé ». Il veut parler du décret de M. de Chazay, cité plus haut.

Les préliminaires renferment quelques renseignements intéressants sur les anciens recteurs de l'hôpital Ste-Foy et sur leurs rapports avec le Chapitre; mais sont-ils bien exacts? L'exemplaire que nous avons sous les yeux est tout annoté, et presque à chaque alinéa, on lit en marge des commentaires comme ceux-ci : « Faux raisonnement, ignorance du Statut, mauvais discours, absurde imagination, » etc.

291 — *Réponse pour le sieur Syndic du Chapitre de Saint-Barnard. — Au précis du sieur de Lacour, prêtre incorporé et hedomadier* (sic). — (Dans un bandeau : *Ex officinâ Petri Faure*).

In-fol. de 36 pp., s. d., *signé* : Piémont de Frize; Monsieur de Corbeau, *rapporteur*; Armand, *procureur*.

Pour bien établir l'état de la question, le syndic expose d'abord les origines de la commensalité, dont se réclame son collègue, et les motifs de son institution, d'après le

Statut du Chapitre, qui faisait loi en cette matière, et qu'invoquait aussi le turbulent adversaire. Comme ce document le condamnait, le demandeur recourait à un argument spécieux : Il y avait, disait-il, autant de collégiés que de chanoines en titre, c'est-à-dire quinze, y compris le curé de St-Romain, afin que chaque chanoine eût un commensal. Si le recteur de l'hôpital Ste-Foy n'avait pas eu la commensalité, il se serait trouvé un chanoine n'ayant pas de commensal, et chacun d'eux aurait intrigué pour faire nommer son commensal recteur, afin d'en être déchargé. On lui répond que le nombre des collégiés n'a pas toujours été rempli. « Les jeunes clercs qui sont élevés et préparés, suivant l'esprit du Statut, à devenir bons serviteurs de l'Eglise, quittent et prennent d'autres partis, comme il est arrivé depuis quinze ans en ça. Les sieurs Trollier, Argoud, Paquet, Marchand, Escoffier et Dochier ont quittés ; les sieurs Ruel, Lacour et Sablière ont été faits chanoines depuis deux ans ; les sieurs Paquet et Escoffier sont morts l'année passée : ce qui fait qu'à présent, le nombre des collégiés n'est pas complet ; il n'est pas même possible qu'il puisse l'être dans tous les temps ». Par contre, ce nombre de quatorze a souvent été dépassé.

Le chanoine Delacour avait passé quittance, le 29 juin 1723, pour les distributions au Chapitre pendant les six années qui avaient précédé sa promotion, et depuis lors, il n'avait rien demandé. Ces quittances ne contiennent aucune protestation, jusqu'à celle qu'il passa sur le rôle de 1734. La scission de la première année de sa nomination était bien un aveu implicite qu'il reconnaissait n'avoir plus droit à la commensalité, dès le jour où il avait été nommé recteur. — De nombreux exemples, tirés de la pratique de ses prédécesseurs, sont apportés à l'appui de cette observation.

Suivent quelques arguments *ad hominem*. Le suivant est reproduit dans la réplique de l'adversaire (*Mémoire* ci-après, p. 34).

« Si le sieur Delacourt se peut flatter d'avoir bien fait les affaires de l'hôpital, il doit aussi être content des siennes, puisque pendant sa rectorerie, il s'est acquis trois maisons ou jardin, et il en a fait réparer une depuis la fondation jusqu'au toit, sans ébercher son bien de famille en un petit terrier. Il n'est rien de plus aisé à comprendre que cette augmentation de bien est sans crime : le demandeur, comme administrateur de l'hôpital, étoit bien logé et bien entretenu. Il a soutenu différens procès, fait des affirmations et des séjours assez longs. Dans les procès qu'il a gagné avec dépens, il a compté à l'hôpital le principal et les intérêts et a gardé le surplus des adjudications, en quoy il a trouvé un bénéfice. Quant aux procès qui n'ont pas eu le même sort, ou dont il y a eu quelques compensations de dépens, ou impuissance de les retirer, le demandeur n'a pas fait son compte de la même façon. Il y a bien apparence que quand on examinera ce compte, le bureau n'applaudira pas à cette bigarrure et différente forme de compter ».

292. — *Mémoire pour le sieur Delacourt contre le sieur Syndic, du Chapitre Saint-Barnard.*

Petit in-fol. de 40 pp., *signé* : Bernon ; Monsieur de Corbeau, *rapporteur* ; Brochier, *procureur*.

(Dans un bandeau sur le titre : *De l'imprimerie d'André Faure*).

Note manuscrite : Communiqué le 19 juillet 1734.

C'est une réplique à la *Réponse* ci-dessus. Le syndic y fait observer au demandeur : 1° que le texte du Statut exclut formellement de la commensalité le recteur de l'hôpital Ste-Foy pendant toute la durée de sa charge ;

2° que l'usage en confirme l'interprétation dans le même sens, en supposant qu'il fût obscur. — Le chanoine Delacour répond au premier chef par trois moyens qu'il serait superflu d'analyser ici ; ils ont déjà été ressassés dans ses précédents mémoires ; et au second par des suppositions absolument gratuites au sujet de documents favorables à sa thèse, qu'il prétend exister dans les archives du Chapitre, mais qu'il se garde bien de communiquer. Il passe en revue les recteurs de l'hôpital Ste-Foy, depuis le sieur Pariset, nommé en juin 1573, jusqu'au sieur Escoffier, son prédécesseur immédiat, « qui, était impotent et perclus de ses membres. — Une place à l'hôpital, ajoute méchamment le réclamant, devoit lui être précieuse ». Il observe que le Chapitre a eu soin d'exiger des renonciations en règle du sieur Parizet, en 1573, et du sieur de Maisonblanche, en 1687 ; que si celui-ci a pu rester 42 ans à la tête de l'hôpital, c'est qu'il était un sujet étranger, à la dévotion du puissant abbé de Leyssins, qui l'avait amené de Paris et fait recevoir par grâce parmi les habitués ; que le sieur Vinson, dans l'acte de sa nomination en 1637, proteste de tous ses droits, et présente requête à l'intendant de Chazay en 1642, pour se les faire reconnaître ; que le sieur Syndic refuse de communiquer les comptes des années de son rectorat, où doivent figurer les annuités payées audit, etc.

Quant au grief qui lui est fait d'avoir acheté des maisons pendant qu'il était à la tête de l'hôpital Ste-Foy, l'abbé Delacour répond que ces maisons, sur lesquelles des lods lui étaient dus, lui avaient été abandonnées par les débiteurs ; qu'il en a revendu une au prix de 540 livres ; que la seule qui lui reste a 16 pieds de longueur sur 14 de largeur, et n'a qu'une chambre et un seul étage. — Ceux qui savent, ajoute-t-il, combien les maisons

sont à vil prix dans Romans pourront estimer ce que vaut celle-là. »

L'impétrant reconnaît avoir soutenu d'autres procès : « Quant aux procès que le sieur Delacourt a soutenus pour l'hôpital, dit-il, il les a tous gagnés avec dépens, excepté le procès qu'il a soutenu contre le sieur médecin Jassoud, au profit de qui les députés du Chapitre avoient obligé l'hôpital pour la somme de 344 livres. Le sieur Delacourt a fait casser et décharger l'hôpital de cette obligation par arrêt, et les dépens ayant été compensés, il n'a demandé en dépense que la somme de 60 livr., à laquelle montoit son déboursé, y compris les frais de l'expédition de l'arrêt ». (p. 36).

Dans la récapitulation, qui occupe les quatre dernières pages, le demandeur exprime le vœu que, parmi les conclusions qui seront prises, on ne manque pas de « faire déclarer nulles toutes les renonciations que le Chapitre pourroit, à l'avenir, exiger des recteurs de l'hôpital ».

293. — *Réponse du sieur Syndic du Chapitre St-Barnard au Mémoire du sieur de Lacour, habitué et hebdomadier.* (Dans un bandeau : *Ex officina Petri Faure*).

Petit in-fol. de 9 pp., s. d., signé : Monsieur de Corbeau, *rapporteur* ; Armand, *procureur*.

Le syndic suit pas à pas l'adversaire dans son argumentation boîteuse et en réfute toutes les allégations. Dans la réponse au second moyen du demandeur, tiré de l'art. 139 du Statut, où il est parlé d'un salaire qui devait être attribué par le Chapitre au recteur de Ste-Foy, nous relevons les détails suivants : « Il ne paroît pas que, depuis un temps immémorial, le Chapitre ait assigné un salaire aux recteurs ; il n'en doit être assigné aucun à présent avec plus de raison, parce que le recteur est déchargé du service qu'il devoit à l'église, et ses distributions ordi-

naires lui sont conservées sans diminution, et il jouit encore de 15 à 16 livres de pension et des offrandes des services qui se font dans la chapelle de Ste-Foy, sans parler de la fin de non recevoir résultante de l'arrêt de 1565 ».

Un peu plus loin, il fait observer encore, au sujet du recteur : « Il est surprenant que le demandeur désavoue d'avoir eu un homme d'affaire à l'hôpital, qui y est depuis plus de 30 ans, qui tient tous les états de dépense, fait les levées des grains, a soin de faire faire les fonds, de payer les manœuvres, reçoit les rentes, fait les vérifications pour contraindre les refusans, fait toutes les provisions, et généralement tout ce que peut faire un agent vigilant dans la maison, de sorte que le recteur n'est presque que surveillant ».

Cette pièce porte au dos la note manuscrite suivante :

« 29 juillet 1734. Dernière réponse du sieur Syndic aux communications du sieur de Lacour ».

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir la 127^e livraison.)

II

PLASTIQUE DU DIOIS. SA CARACTÉRISTIQUE. LE CHEMIN D'HANNIBAL. ANCIENNES FORÊTS. EFFETS DE LA DÉFORESTATION.
LA DRÔME NAVIGABLE. LE CHEMIN DE FER DE LIVRON A VEYNES. CLIMAT.

Le Diois est rude. Une houle tumultueuse de cimes fières, de cirques déchirés, de plateaux sauvages, de roches bizarres, d'escarpements inouïs, de chaînons enchevêtrés, entrechoqués, souvent sans direction apparente, sans soudure appréciable et sans une plaine vraiment digne de ce nom ; houle crispée surtout vers le Levant, et encore assez moutonnante au Couchant pour soulever en regard du Rhône l'admirable vague de Rochecolombe, haute de neuf cents mètres, voilà sa plastique. C'est le calcaire des monts de Grenoble, si fiers de tournure et proches parents du Jura par la constitution. Et le Diois présente d'ailleurs la plupart des accidents jurassiques : gouffres, cassures vives, forteresses saisissantes portant créneaux et redans, fontaines de cristal, pertes de rivières, châteaux d'eau charmants. Mais le Jura, de toute grâce, de toute fraîcheur, est dans l'ensemble trop uniforme. Ses ballons, ses plateaux les plus élevés ont même caractère, mêmes lignes onduleuses et molles. Ici, toutes les

formes, toutes les postures — et elles sont infinies — de la montagne, et déjà l'ardent midi les dore, les étiquette de noms d'une sonorité particulière. Nombre de hautes croupes s'appellent *serres*, et c'est le nom des chaînes espagnoles (1). Pour d'autres, la gaillardise dauphinoise se donne librement carrière. C'est ainsi qu'un passage curieux et peu fréquenté, où prend sa source le ruisseau de Grimone, en vue de la Croix-Haute, se baptise col de Vente-Cul. Et ces désignations pittoresques du populaire ne s'en tiennent pas à la montagne. Elles caractérisent tout aussi bien la forêt, le pré, le champ, la fontaine, le ruisseau, le torrent, la ferme, le hameau, le village. D'instinct, l'homme d'autrefois donnait signification réelle aux choses de la nature. L'*Emboni*, c'est le nombril, le village situé de telle façon qu'il fait cicatrice dans le paysage. La *Bégude*, l'endroit où l'on s'arrête pour boire. La *Besantie*, un pays gris ayant la forme ou la couleur du gâteau de maïs dauphinois. Le *Merdari*, c'est le ruisseau brenneux où chacun se soulage et que les orages nettoient. Tandis que les pierrailles du *Rieusec* et de *Brame-Vache* hurlent la soif.

Le Diois, dans les plis de ses monts, cache des merveilles. Il n'a pas, il est vrai, les neiges éternelles et c'est grand dommage pour la constance de ses rivières aussi bien que pour la majesté de ses panoramas. Mais si ses roches s'effacent devant les gloires étincelantes du Pelvoux et de Belledonne, on les sent aussi plus près de soi, et disons le mot, plus humaines. De plus, on les contemple avec fruit, chose rare et dangereuse sur les géants alpestres. Quelques-uns des défilés drômois comptent parmi les plus admirables de France, s'ils n'en sont pas les plus célèbres, et ses portes, arcs de triomphe naturels, s'ouvrant tout-à-coup sur la féerie verte de vallées idylliques, n'ont de rivales dans aucune Alpe.

(1) Les sierras.

Point de lac. Ces nappes transparentes que l'on rencontre parfois dans l'Isère et dans les Hautes-Alpes à plus de six mille pieds ne pourraient tenir ici. Le sol criblé de trous, fêlé, fissuré, prodigieusement perméable, et qui a dû l'être beaucoup moins jadis, n'assemble aucun de ces miroirs si chers aux touristes et qui doublent tout aussitôt la beauté d'un site. Par contre, des grottes profondes, dont quelques-unes très imparfaitement explorées, recèlent stalactites et stalagmites. Il en est maintenant qui approvisionnent de glace certaines localités, d'autres qui vomissent subitement le flot de toute une rivière.

Le Diois enfonce une sorte de coin entre l'Isère et les Hautes-Alpes, et par là vient battre contre l'escarpe haillonneuse et hautaine du Dévoluy. C'est son dernier bouillonnement, et il y met toute sa fougue. Là, des montagnes, dévêtues par l'homme et rudoyées par les vents et les averses, lèvent leurs têtes chauves entre deux mille et deux mille cinq cents mètres. A leurs pieds s'étale le ravissant paysage de Lus-la-Croix-Haute qu'on n'oublie jamais une fois qu'on l'a vu. Des villages tout luisants de bonheur et de santé, des ruisseaux d'argent, des rocs feutrés de mousse, d'ondoyantes prairies, et comme fond de tableau le vert grave des sapins et des mélèzes escaladant le lilas gris du Lauzon, de Costebelle, de l'Aiglière, du Rama et des Aiguilles, cette heureuse et salubre nature non seulement vous réjouit les yeux, mais vous prend aussi l'âme par la magnificence de son repos, par l'impression forte de sa vie simple et comblée. Le col de la Croix-Haute (1,163 mètres) est le plus haut point de la ligne ferrée de Grenoble à Marseille. Par son maître courant le Trabuëch, plus tard grand Buëch, cette région s'égoutte tout entière dans la Durance. De même, la Vèbre, l'Oule, rivières dioises pour tout ou partie, ne s'épanchent pas dans la Drôme et travaillent pour le compte d'autres affluents ou sous-affluents du Rhône.

Notons en passant que la commune de Lus-la-Croix-Haute, plus vaste que Paris, est avec ses neuf mille hectares (1), l'une des plus amples de France et, avec ses quinze hameaux, l'une des plus sporadiques.

Nous l'avons vu, la civilisation gagna de bonne heure le pays. C'est que l'entaille de la vallée de la Drôme, malgré ses clus, ses étranglements, séparant la bousculade des monts en deux parties franches, forme en réalité un sillon de pénétration remarquable. Par cet escalier facile, ouvert largement sur la rive gauche du grand fleuve, *chemin du pain* et aussi des guerres, on pouvait gagner le cœur même de la région alpestre.

Du Rhône au pied du col de Cabre, en effet, sur une distance de près de vingt-cinq lieues, c'est à peine si l'on s'élève de six cents mètres, soit un peu plus de la moitié de l'altitude totale de ce col au-dessus des mers. Montée fort douce en somme et que dépassent de beaucoup les routes du plateau central, des dômes et des puys.

Frappés de ces avantages, certains historiens n'ont pas hésité. Ils ont fait à notre vallée l'honneur de la visite du grand Hannibal marchant sur Rome. Ils ont supputé ses étapes, l'imagination montée en croupe et galopant avec les brillants cavaliers numides. Ainsi, des Africains véhéments, des éléphants, tours ambulantes et offensives auraient bu à notre Drôme, plus de deux siècles avant Jésus-Christ ! Version plus vraisemblable dans tous les cas que celle du passage par la vallée de l'Isère. Mais il nous en faut rabattre, dût notre amour-propre en subir quelque atteinte. M. Louis Montlahuc (2) a consacré vingt ans de sa vie à étudier la question, il connaît toutes les vallées et tous les cols de nos petites Alpes, et fort de son expérience autant que d'un examen scientifique appro-

(1) Exactement 8,820 hectares.

(2) *Le vrai chemin d'Hannibal à travers les Alpes*, 1 vol. broché : 2 fr. 50, rue d'Ulm, 12.

fondi, il affirme : *Hannibal est passé par là, il n'a pu passer autre part*. Avec un flair tout dauphinois, l'auteur évalue les traces carthagoises et nous mène à la suite du guerrier dans les plaines du Pô.

« Il est probable, dit M. Montlahuc, que le Carthaginois
 « eut d'abord l'intention de passer par Dea Augusta, où
 « la voie était plus battue, où la vallée est plus large. ..
 « mais en général habile, avant de se mettre en marche
 « d'Espagne, il voulut s'allier tous les petits chefs gau-
 « lois, sur les terres desquels il devait passer. Dans ce
 « but, et celui aussi de reconnaître la route, il avait dé-
 « pêché des courriers à tous ces petits rois. A l'exception
 « des Voconces du Nord qui occupaient la vallée de la
 « Drôme et avaient Dea Augusta (1) pour capitale, tous
 « promirent leur concours et le passage. »

L'auteur dénonce plaisamment le cas de ces historiens qui, mettant en pratique le proverbe : Tout chemin mène à Rome, ont eux-mêmes, de leur cabinet de travail et sans jamais avoir foulé un pays d'Alpe, tracé sentencieusement son chemin à Hannibal. N'ayant pas réussi à retrouver la rivière appelée *σχωρα* par Polybe, ils en imputent la faute au texte même : Scoras, c'est une erreur, écrivent-ils, c'est Isaras (l'Isère) que Polybe aura voulu mettre.

Or, la grande affaire était surtout de retrouver ce Scoras, mais de façon honnête et sans accuser les textes. Et ce Scoras, si déconcertant, M. Louis Montlahuc a fini par le découvrir. Fils des monts de la Drôme, c'est l'Aygues, dont la dénomination ancienne transparaît clairement dans l'*Esclate* (*σχωρα* lata), une des branches mères de la rivière de Nyons. Et voilà fixé pour toujours, ce semble, un des points de l'histoire les plus débattus, les plus décourageants. Mais on en glosera encore....

(1) Au temps d'Annibal, cette capitale était plutôt Luc.



BIBLIOGRAPHIE

La Vie et le Culte de Saint Clair, abbé de Saint-Marcel de Vienne en Dauphiné, par l'abbé M. BLANC. T. 1^{er}, Toulon, Imp. catholique, 1898, in-8° de xviii-354 p. avec pl. et fig.

Saint Clair est un saint dauphinois. Il naquit à Vienne ou au village qui porte son nom, Saint-Clair-sur-Rhône. Il est le patron des tailleurs d'habits et des couturières. Dans plusieurs pays des Alpes, il est encore le patron des quincailliers et des verriers. En beaucoup de contrées, sa fête, le 2 janvier, est chômée. Il fut abbé du monastère de Saint-Marcel de Vienne qu'il illustra de ses vertus et de ses miracles. On l'invoque aussi contre les maladies d'yeux et en faveur des jeunes enfants malades. Dans la première partie de ce tome 1^{er} est étudiée la vie du Saint et, à cette occasion, l'auteur fait l'historique informé des monastères de Vienne, à partir du vii^e siècle jusqu'à notre époque; il reconstitue la série des évêques de Vienne, du vii^e au x^e siècle. Il s'est aussi occupé de plusieurs autres saints portant le nom de Clair « Clarus », notamment de S. Clair, évêque de Grenoble, et de S. Clair, évêque et martyr, vénéré dans le diocèse d'Avignon. Puis, est établie la liste des évêques de Grenoble, de la fin du iv^e siècle à l'an 800. Ainsi donc, cette vie de S. Clair touche à des points fort intéressants de l'histoire dauphinoise, surtout dans la deuxième partie : *Le Culte de S. Clair*. Là, à l'aide

d'une énorme accumulation de documents souvent inédits, sont examinés l'ancienneté du culte rendu à S. Clair dans différents diocèses de France, — les missels et bréviaires contenant les offices du Saint viennois, — les litanies, invocations, les antiphonaires en l'honneur de S. Clair, — sa fête et la date de cette fête qui a varié.

On y dresse la liste des paroisses et des chapelles sous le patronage de S. Clair, — les coutumes et pratiques pieuses particulières, la bénédiction et la vénération d'yeux artificiels, — des églises qui possèdent des reliques, — des pèlerinages et indulgences; des panégyriques et chants latins, français ou provençaux qui le glorifient, — des confréries et associations sous son vocable, — des autels, statues, tableaux et vitraux. Puis, un chapitre sur la confiance en S. Clair invoqué pour la conservation de la foi, la lumière de l'âme. Le chapitre XI est consacré aux pays, quartiers ou hameaux, châteaux, chemins, rues et places, montagnes, sources et quais du nom de S. Clair; le chap. XII aux fêtes civiles, foires, vogues, marchés, associations civiles, cercles portant le nom du saint Abbé.

Le tome II aura semblablement deux parties : la première renfermera un supplément spécial pour chacun des diocèses de Lyon, Annecy, St-Jean-de-Maurienne; la seconde, les documents inédits et les pièces justificatives.

Cet ouvrage est remarquable par la masse des matériaux rassemblés et mis en œuvre par l'infatigable auteur qui a parcouru les diocèses, les paroisses où saint Clair est vénéré; il s'est adressé à ses confrères de tous ces pays et d'autres encore, qui lui ont fourni un certain nombre de détails inédits précieux. Il faut l'en féliciter. M. l'abbé Blanc a laissé « à chaque auteur cité son style particulier, aussi bien à ceux du xvi^e siècle qu'à ceux du xix^e siècle. » Il redoute de blesser quelques amis des belles-lettres,

mais les érudits lui sauront gré d'avoir conservé cette physionomie originale à la vérité historique.

Peut-être pourrait-on remarquer quelques longueurs, quelques considérations hors d'œuvre, un peu de confusion dans la distribution de ces matériaux innombrables et de caractères si divers parfois. Cependant, il faut entièrement louer l'auteur de sa rigoureuse conscience bibliographique, de l'étendue de ses patientes recherches. Son livre aura sa place marquée dans toute bibliothèque sérieuse d'histoire religieuse du Dauphiné.

Notes d'histoire contemporaine, par Louis TESTE. Paris, Champion, 1898, in-8° de 430 p.

M. Louis Teste, un écrivain aussi fécond que délicatement original, est un dauphinois qui a gardé du sol natal la finesse humoristique, l'acuité d'esprit, la netteté logique. Toutes ces remarquables qualités, il les a instillées dans des œuvres de littérature périodique, feuilles, hélas ! fragiles, toutes débordantes du plus beau talent, emportées par les vents du siècle.

M. H. Champion, le libraire érudit que tout le monde connaît, a pris à tâche, et il faut l'en complimenter vivement, de réunir en volume quelques-uns des articles de M. Teste, « qui ne sont pas de pure politique subjective » et ont paru sous les quatre dernières présidences. Ces articles « abondent en observations objectives sur nos institutions, sur nos hommes politiques, sur nos écrivains, sur une foule de choses et de personnes ; ils abondent aussi en souvenirs personnels et en anecdotes. »

Avec quelle malicieuse bonhomie il crayonne ses portraits ! N'examinons que le Dauphiné. Voici, au même rang que le P. Monsabré, le P. Didon, « celui qui pique

le plus la curiosité » parmi les grands orateurs dominicains. Sa visite à la Grande-Chartreuse, en compagnie de Magnard du *Figaro*, est exquise.

Il converse avec le général russe Nicolaï, devenu chartreux ; il l'entretient de ses victoires ; il découvre que l'œil gauche, particulièrement, lance des flammes ; il apprend que l'œil est de verre et que le cuisinier du couvent qui confectionne les maigres repas maigres est un ancien gendarme.

Romans, la ville que sa chaussure et Gambetta, non moins que son Jacquemart, ont rendue illustre, l'arrête. Il y relève surtout la promenade sur l'âne dont le mari battu est le héros. Celui-ci était représenté par un voisin habillé en femme, campé à reculons sur le roussin, tenant la queue de l'animal en guise de bride dans la main gauche et une quenouille de la droite — avec accompagnements de charivaris retentissants où tous les ustensiles de cuisine servaient d'instrument de musique plutôt hétéroclite.

Avec ces mœurs d'une primitive candeur, il nous présente les célébrités de la vieille cité gothique ; entre autres, les deux abbés Chevalier, dont l'un d'eux, pour ne pas se laisser distraire par la vue du paysage qui est fort belle, a fait dépolir les vitres de ses fenêtres.

Que M. Teste ne laisse point s'envoler tant d'esprit à toutes les feuilles errantes de la presse et nous donne bientôt un second volume pour le plus grand régal des délicats.

LOUIS ROBERT, *du Clergé de Paris.*

BIO-BIBLIOGRAPHIE

Il a paru à Marseille une notice sur une de nos compatriotes qui portait un nom appartenant à l'histoire. C'est une brochure de 45 pp., in-8°, élégamment imprimée sous ce titre :

La T. R. Mère Marie du St-Sacrement, née Mathilde de Cordoue, religieuse sacramentine. — Monastère de Marseille, 1822-1897. (Paris, imprimerie française, 52, rue des Archives.)

Titre intérieur : *A la mémoire de la vénérée Mère Marie du St-Sacrement. Souvenirs filials.*

En annonçant, dans son numéro du 28 novembre 1897, cette publication qui venait de paraître, *l'Echo de Notre-Dame de la Garde* la résume et l'apprécie en ces termes : « C'est une attachante brochure, bien écrite, où une nature d'élite, ornée de la culture intellectuelle et des dons surnaturels, revit dans une douce et bienfaisante lumière. Nous avons vu dans ces pages l'heureuse harmonie de la vie active et de la vie contemplative. La Mère de Cordoue était la fille d'un pair de France; aux jours de sa jeunesse, on doit intervenir pour l'obliger à modifier un peu l'extrême modestie de ses vêtements. Au moment d'entrer en religion, elle emploie une bonne partie de sa fortune considérable à doter plusieurs œuvres de charité; elle fonde une école libre de filles, écrit des manuels, donne un véritable élan à l'instruction. En même temps, elle offre l'une des propriétés paternelles aux Salésiens : c'est S. Pierre

de Canon. Auparavant, pendant l'année terrible, elle avait installé une ambulance de cent lits dans son cloître : ce qui n'est pas chose ordinaire. — Elle ne peut donner ses soins à nos soldats blessés ; mais elle leur a fourni un toit et une installation confortable, et une nouvelle clôture est établie provisoirement. Puis, elle restaure et embellit la chapelle publique du monastère. Et tous ces travaux ne nuisent en rien à la vie religieuse, à la pratique des vertus cachées. Puis, elle voit arriver la mort et la reçoit simplement, mais courageusement. A la suite d'une crise, elle dit : « Tout le monde s'est effrayé, mais pas moi. »

« On lira ces trop courtes pages avec intérêt et profit. La brochure est en vente aux maisons Verdot (rue de l'Académie, 34) et Jouve-Brive (rue Moustier, 21, et rue de Rome, 49).

Née à Tain le 21 juin 1822, Mathilde de Cordoue est décédée, le 11 février 1897, au couvent des Sacramentines de Marseille (Prado), dont elle était supérieure.

C. P.



NÉCROLOGIE

M. DUMONTEL (EMILE-JULIEN-JOSEPH)

Né à Montelieu le 29 septembre 1833, le regretté défunt, au sortir de ses études, devint professeur au Petit-Séminaire de Valence : c'était en 1856. L'année suivante, la direction du collège ecclésiastique du Buis lui était offerte ; mais sa modestie ne lui permit pas de l'accepter et il alla professer à Montélimar et à Crest pendant une dizaine d'années. Comme des raisons de santé l'éloignèrent de l'enseignement vers 1872, l'autorité diocésaine lui confia la paroisse d'Upie et ensuite celle plus importante du Buis. En 1885, il était nommé chanoine de la cathédrale et secrétaire général de l'évêché.

Dans tous ces postes, il se fit remarquer par sa courtoisie, ses connaissances variées, sa bonté, sa douceur et sa conduite exemplaire.

Il est décédé à Valence le 24 novembre 1898 et ses funérailles ont été célébrées à Montelieu au milieu d'un grand concours de prêtres et de fidèles, tous heureux de rendre un dernier hommage à ses vertus et à sa mémoire.

Un littérateur distingué de la Drôme, M. Louis Gallet, décédé pendant le dernier trimestre, mériterait une notice complète ; mais des renseignements exacts sur sa vie et ses ouvrages nous manquent encore.

A. LACROIX.

SÉANCE DU 14 NOVEMBRE 1898

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

Lecture est donnée des circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique relatives à la réunion annuelle des Sociétés savantes à Toulouse, en 1899, aux fêtes de Pâques, et du programme des questions qui y seront traitées.

Il est ensuite procédé à l'élection de deux vice-présidents. Dix membres sont présents et quatorze ont envoyé leur procuration.

MM. Nugues et Mossant obtiennent vingt-trois voix et sont proclamés vice-présidents.

M. Nugues remercie ses électeurs de leur témoignage de sympathie et promet tout son concours à l'œuvre commune. M. Mossant n'a pu assister à la réunion, mais chacun est assuré de sa bonne volonté et de son dévouement.

Le secrétaire signale dans les *Annales du Midi*, livraison d'octobre 1898, l'analyse d'un ouvrage allemand sur les liens d'étroite parenté entre la sculpture du nord et celle du midi de la France. L'auteur décrit d'abord la porte occidentale de la cathédrale de Chartres et y trouve sa source inspiratrice dans le porche de St-Trophime d'Arles. Nous ne le suivrons pas dans sa démonstration, nous contentant de lui voir comparer les figures de Chartres et d'Etampes aux statues des apôtres du porche occidental de l'église de St-Barnard de Romans, statues qui, à ses yeux, appartiennent à l'école d'Arles et se rattachent directement aux statues de la galerie nord du cloître de St-Trophime.

Les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* renferment une savante étude de notre collègue M. Sagnier sur les épées de bronze du Musée Calvet, dont l'une a été trouvée entre Mirabel et Châteauneuf-de-Bordette et l'autre à Mirabel même.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

La Société a reçu du Ministère de l'Instruction publique :

1° *Le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1897, 3^e livraison.*

2° *Comité des travaux historiques et scientifiques. Missions, Bibliothèques, Archives, Bibliographie de leurs publications au 31 décembre 1897.* Paris, Imprimerie nationale.

3° *Les Annales du Musée Guimet, tome XXVIII. — Histoire de la sépulture et des funérailles dans l'ancienne Egypte avec nombreuses vignettes et 112 planches hors texte,* par E. Amélineau, deux vol. in-4° de 673 p.

D'autre part, les auteurs ont donné à sa bibliothèque les ouvrages suivants :

— *Science et religion. Etudes pour le temps présent. La religion spirite, son dogme, sa morale et ses pratiques,* par J. Bertrand. (Paris, Bloud et Barral, broch. in-16, 61 pp.). Etude critique, historique et philosophique due à la plume alerte, vive et spirituelle d'un auteur connaissant à fond son sujet.

Monographie agricole du département de la Drôme, par M. Bréheret, professeur départemental d'agriculture. (Paris, Imprimerie nationale, 1898, broch. in-8°, 57 pp.). On ne possédait pas de résumé sur l'agriculture locale aussi complet et aussi exact que celui de l'auteur.

Pèlerinage de pénitence à Jérusalem : 17 décembre 1897-22 janvier 1898. — Lettres d'une pèlerine. (Valence, 1898, imprimerie Valentinoise, br. in-16, 128 pp.). Un style clair, sobre et élégant caractérise cette narration du plus vif intérêt.

Jacques-Jules Grisard, membre du Vieux-Lyon. Notice nécrologique, par Henry Morin-Pons. Lyon, veuve Mougins-Rusand, 1898, brochure in-8°, 14 pp.

L'auteur y étudie en fin lettré les œuvres d'un ingénieur habile, d'un archéologue consciencieux et instruit et d'un écrivain de talent, qui aima passionnément sa ville natale.

— Georges de Manteyer, *L'Inscription du « Lanuvium » à Rome*. Six mandements de Calixte II renouvelant la légation de Girard, évêque d'Angoulême (1123). — Les légendes saintes de Provence et le martyrologe d'Arles-Toulon (vers 1120). — Extrait des *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'Ecole française de Rome.

Dans les publications reçues en échange, il convient de signaler :

1^o *Bulletin et mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France* (1896-97) avec une étude de M. Roman sur le Briançonnais, sa formation et son rattachement à l'archevêché d'Embrun et deux mémoires sur les piles de la Saintonge et de la Gascogne, qui sont des tours souvent quadrangulaires composées d'un épais blocage avec un simple parement en appareil ou en briques. Quelle était la destination de ces tours ? Les avis étaient partagés ; mais des fouilles récentes ont permis d'y voir des tombeaux ayant servi de limites à des comtés et à des pagi. Cela étant, l'étymologie du village des Piles ne viendrait plus du grec, mais d'un tombeau de délimitation ; ce qui est très vraisemblable.

2^o *L'Académie de Vaucluse*, après une étude savante sur le monastère de St-André de Villeneuve-lès-Avignon, nous fait connaître les prieurés qui en dépendaient, comme Aulan, Barret-de-Lioure, Beauvoisin, Ferrassières, Roche-sur-Buis, Mévouillon, Mollans, Montbrun, Pierrelongue et la Penne, Proyas, Reilhanette, Séderon, etc.

3^o *La Revue des Langues romanes* donne un coup d'œil humoristique en vers, par M. Rivière, sur le Péage (de Rousillon).

Qué plito vuela que vuellajou,
Dsan quel andruet tout e charman,
Chacun a lou cœur si la man.

A. LACROIX.



ANATOLE DE GALLIER

ANCIEN PRÉSIDENT

de la Société d'Archéologie de la Drôme

NOTICE BIOGRAPHIQUE ET LITTÉRAIRE

(SUITE. — Voir la 128^e livraison)

III

LE MOUVEMENT DES SCIENCES HISTORIQUES EN DAUPHINÉ PENDANT
LE XIX^e SIÈCLE. — LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE LA DRÔME.
— SON HEUREUSE INFLUENCE. — DE GALLIER EN EST LE
PRÉSIDENT. — CONCOURS DE 1869. — SES PUBLICATIONS SUR
L'HISTOIRE LOCALE. — SES TRAVANX DE CRITIQUE LITTÉRAIRE.

Si l'on met à part les premières productions d'A. de Gallier, ses *Juvenilia* comme il les appelait, on constate que sa vie intellectuelle a formé deux courants assez nettement tranchés : son attention s'est d'abord portée sur l'histoire provinciale, puis, elle est allée ailleurs, s'ouvrant un horizon plus vaste et plus intéressant, l'histoire même de la Révolution. Entre temps, il a abordé certains sujets de critique littéraire assez variés,

inspirés par les circonstances. Je voudrais dire ici tout ce que fut exactement cette œuvre de lettré et d'érudit.

De Gallier estimait, et non sans raison, que le Dauphiné, quoiqu'on en ait pu prétendre, n'avait guère été, dans le passé, un pays bien remarquable sous le rapport des lettres et des arts ; aussi, à ce double point de vue, n'a-t-il occupé qu'une situation notoirement inférieure. C'est ainsi que l'architecture religieuse du moyen âge, qui a peuplé la France de tant de chefs-d'œuvres incomparables, n'est représentée chez nous que par quatre monuments de quelque importance, à Vienne, à Valence, à Romans et à Saint-Antoine, et encore sont-ils, l'un de second, et les autres de troisième ordre. Quant à l'ancienne capitale de la province, sa pauvreté à cet égard est trop évidente, pour pouvoir être contestée. Enfin, pendant que le génie français, au xvii^e siècle, jetait un si vif éclat dans le plus grand âge de notre langue, chez nous aucun nom n'est à citer qui ait su s'élever au-dessus d'une déplorable médiocrité. L'isolement dans les montagnes, la difficulté des communications et, dès lors, la pénurie des ressources, pourraient peut-être expliquer un tel état de choses, surtout si l'on remarque que la vallée du Rhône, dans de tout autres conditions, étant plus en contact avec le dehors, en recevait mieux les inspirations.

Mais les qualités comme les défauts de la race, le courage, la finesse, l'astuce et l'amour de l'indépendance se retrouvaient ailleurs, en des hommes de guerre, de diplomatie et, plus tard, de négoce, voire même de révolution.

Ce ne fut qu'au XIX^e siècle et après 1830 que commença à se dessiner un sérieux mouvement intellectuel, qui depuis est toujours allé grandissant. Dans les arts, la peinture notamment a trouvé des interprètes dont quelques-uns de grande valeur, en même temps qu'un essor non moins accentué et plus généralisé a été imprimé aux études historiques, les seules en cause ici.

Jusqu'à cette dernière date, on ne trouve qu'un érudit dauphinois, Valbonnais, dont l'œuvre mérite d'être retenue (1). Quant à l'historien Chorier (2) et à son contemporain Guy-Allard (3), leurs indigestes compilations peuvent bien encore figurer dans nos bibliothèques, mais à titre simplement de curiosités plus ou moins rares, car le progrès constant de la critique, par l'application exacte et rigoureuse de la méthode scientifique, ne permet plus de leur accorder aujourd'hui la moindre autorité.

(1) Moret de Bourchenu (Jean-Pierre), marquis de Valbonnais, né à Grenoble en 1651, mort en 1730, Parmi ses publications il convient de citer ses *Mémoires pour servir à l'histoire du Dauphiné sous les Dauphins de la maison de La Tour du Pin*. Paris, 1711, in-fol.

L'auteur reprit ce premier travail, et lui donna plus d'ampleur, sous le titre de *Histoire du Dauphiné et des princes qui ont porté le nom de Dauphins, particulièrement ceux de La Tour du Pin*, etc. Genève, 1722, 2 in-fol. — Cf. A. Rochas, *Biographie du Dauphiné*.

(2) Nicolas Chorier, né à Vienne en 1612, mort en 1692, a composé de nombreux ouvrages, notamment : *Histoire générale du Dauphiné* en 2 in-fol. — Cf. A. Rochas, *Biographie du Dauphiné*.

(3) Guy-Allard, né à Grenoble en 1635, mort en 1716, s'est beaucoup occupé de généalogies et a laissé de nombreux manuscrits conservés aujourd'hui à la Bibl. de Grenoble. De notre temps, on a publié son *Dictionnaire historique, chronologique, géographique*, etc., du Dauphiné, 2 in-8° Il faut avoir bien du temps à perdre pour lire un pareil fatras. — Cf. A. Rochas, *Biog. du Dauph.*

Ce fut un Valentinois, Jules Ollivier (1), qui le premier entra résolument dans la voie en fondant la *Revue du Dauphiné* (2). Son goût pour la science de l'histoire s'était déjà manifesté (1831) par des *Essais historiques sur la ville de Valence* (3). Il convient de dire que trois ans auparavant, Alfred de Terrebasse (4) avait publié une *Histoire du chevalier Bayart*, justement remarquée. Grâce à l'heureuse influence exercée par cet érudit de bon aloi, Vienne n'avait pas tardé à devenir un centre intellectuel qui ne fut pas sans se traduire par des travaux archéologiques appréciés. Les lettres n'y furent pas non plus négligées, et la *Revue de Vienne* en témoigne suffisamment.

Grenoble suivit de près, et certaines publications, telles que la *Vie de saint Hugues*, par A. du Boys et l'*Album du Dauphiné*, furent autant de symptômes qui marquaient le goût et les efforts des esprits cultivés pour l'étude et la connaissance du passé. L'organisation, dans cette ville, d'une Société savante qui prit le nom d'*Académie delphinale* (5), groupa un certain nombre

(1) Né à Valence en 1804, mort en 1841, à la Tronche près Grenoble, Cf. A. Rochas. — M. le chanoine Auvergne, qui l'a connu sur la fin, nous a raconté qu'il fit une mort chrétienne très édifiante, et voulut mourir sur la cendre.

(2) Valence, Borel, 1837-39, 6 vol. in-8°.

(3) Une nouvelle édition, avec des notes très importantes, a été donnée par M. A. Lacroix, en 1885. — Valence, Chenevier et Pessieux.

(4) Terrebasse (Louis-Alfred-Jacques de), né à Lyon en 1801, mort en 1871. Cf. A. Rochas, et surtout, Fabre, *Alfred de Terrebasse, sa vie et ses œuvres*. Vienne, Savigné, in-8°.

(5) L'*Académie Delphinale* avait été fondée sous Louis XVI, peu avant la Révolution. Elle disparut pour être ensuite reconstituée sous le gouvernement de juillet.

d'hommes de lettres, qui furent véritablement les ouvriers de la première heure.

Cependant, la création, à Valence, d'une Société d'Archéologie devait plus que compléter ce mouvement, car, au lieu d'étendre son cercle d'action jusqu'aux choses les plus étrangères à notre pays, comme on le faisait souvent ailleurs, en prenant la forme solennelle des discours académiques, la nouvelle Société, au contraire, fixa nettement son programme, dont l'unique objet était l'histoire locale dans le département, puis dans la province, et cela à tous les points de vue. Vaste champ à défricher et qui apporte à l'histoire de la patrie une contribution modeste, mais nécessaire, tout comme dans les grands édifices les petites pierres ont leur emploi et leur importance. On a dit justement : « Chez les anciens, la conservation du feu sacré appartenait à des personnes d'élite ; or, le feu sacré, c'est pour nous l'amour de la patrie commençant à la famille pour arriver, du village natal et de la province, à la France, chaîne indissoluble dont la perte d'un seul anneau entraîne la chute de tout l'édifice social (1). »

Ce programme ainsi délimité a été laborieusement poursuivi et pleinement réalisé : Les trente-deux volumes actuellement parus du *Bulletin* de la Société attestent éloquentement quels grands profits en a retirés l'histoire de la province toute entière.

Ce fut le 2 janvier 1866 qu'un arrêté du baron de

(1) A. Lacroix, Discours prononcé aux funérailles d'A. de Gallier, dans *Bull. de la Soc. d'Archéologie*, t. XXXII, p. 198.

Montour, préfet de la Drôme, institua la *Société départementale d'Archéologie et de Statistique*. M. Flour de Saint-Genis, directeur des domaines, fut élu président ; les vice-présidents étaient : M. le D^r Bonnet et M. le chanoine Jouve. De Gallier figurait parmi les membres titulaires. M. de Saint-Genis ne resta pas longtemps en fonction, car il mourut le 15 mars 1869. Le 29 avril suivant, la Société procéda à la nomination de son successeur : sur 58 suffrages exprimés, 52 se portèrent sur A. de Gallier qui fut très surpris d'un pareil résultat auquel il était loin de s'attendre. La majorité était telle qu'il ne pouvait songer à se soustraire à cette haute marque d'estime et de sympathie. L'avenir devait prouver que telle était bien l'indication du vote, et combien, en l'émettant, les électeurs avaient été heureusement inspirés. Depuis lors, en effet, de Gallier sut si parfaitement remplir cette charge délicate que, jusqu'à sa mort, à chaque nouvelle élection, l'unanimité des suffrages ne cessa de se reporter sur son nom.

Au reste, il avait, dès le début, très bien compris tout le côté élevé de la mission qu'on lui confiait avec un si chaleureux empressement, et il le dit dans un beau langage où, faisant à chacun, avec un tact parfait, la part qui lui revenait dans l'œuvre commune, il montra ce qu'était cette œuvre, quel en était le but et comment il fallait le comprendre et l'atteindre (1). Tout le morceau est remarquable, et après trente ans, il n'a rien perdu de

(1) *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. IV (1869), p. 471-73.

sa justesse et de sa portée ; il reste ce qu'il était alors un exposé fidèle et très sûr de ce que doit être et de ce que doit faire une Société savante de province.

Ce langage élevé fut écouté avec la plus grande attention et vivement applaudi ; il le méritait à tous égards.

Ce n'était pas en vain que de Gallier se rassurait en songeant qu'il pouvait absolument compter sur le concours empressé de tous les membres de la Société, parmi lesquels se trouvaient alors et se trouvent encore tant d'hommes de mérite et de talent : M. A. Lacroix, archiviste de la Drôme, savant intègre et autorisé, dont la carrière scientifique suffit à montrer qu'il y a, dans la science de l'histoire, une véritable magistrature destinée, elle aussi, à rendre des arrêts, par la scrupuleuse et impartiale recherche de la vérité ; — M. Brun-Durand, qui a si bien fouillé et éclairci le passé de notre pays à ses époques principales, notamment le xvi^e siècle et l'ancien Régime ; — M. Giraud et M. le D^r Chevalier, pour qui les Annales de Romans n'avaient pas de secret, et dont le meilleur titre peut-être est d'avoir suscité celui qui, à lui seul, a su reconstituer, sur une base scientifique, les sources de notre histoire médiévale ; — MM. les abbés Nadal, Vincent, Jouve, Didelot, Chevalier, Fillet, Isnard et Perrossier, laborieux ecclésiastiques, qui ont fait leurs preuves à des titres divers ; — M. Ludovic Vallentin et M. Morin-Pons, qui ont vraiment créé la numismatique féodale du Dauphiné ; — MM. Florian et Roger Vallentin, qui ont si bien continué en la développant l'œuvre de leur père ; — M. de Coston, historien de

la ville de Montélimar ; — M. de Bouffier, bibliophile aussi obligeant qu'érudit ; — M. Victor Colomb, bibliophile également et littérateur plein de goût ; — M. Nugues et M. de Rostaing, archéologues exercés ; — M. Allmer, un des maîtres de la science épigraphique ; — M. A. Rochas, auteur de la *Biographie du Dauphiné*, livre qui restera. Combien d'autres encore mériteraient d'être cités. Tous furent pour de Gallier des collègues parfaits, et plusieurs devinrent des amis intimes, dont la fidélité n'eut d'égale que le dévouement.

Un de ceux qu'il affectionna le plus fut l'excellent M. Giraud. Dès 1860, nous les trouvons en correspondance suivie, et cette correspondance devait durer jusqu'à la mort du consciencieux auteur de l'*Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard et sur la ville de Romans* (oct. 1883).

La perte de cet homme de bien fut vivement sentie de tous, et de Gallier, parlant au nom de la Société, lui rendit un éloquent hommage (1).

Peu de temps après sa nomination, il dut représenter, avec M. Brun-Durand, la Société d'Archéologie dans une commission chargée de récompenser le meilleur travail sur l'histoire locale, et ce, en vertu d'un décret du Ministère de l'Instruction publique qui instituait, dans chaque ressort académique, un prix de mille francs en faveur de l'ouvrage ou mémoire, imprimé ou manuscrit, jugé le mieux fait sur un point d'histoire ou d'ar-

(1) *Bull. de la Soc. d'Arch. de la Drôme*, t. XVIII, p. 118-19. — Cf. la *Bibliographie*.

chéologie intéressant les départements compris dans le ressort. A Grenoble, le jury se réunit pour la première fois — et ce devait être la dernière ! — à l'automne de 1869, sous la présidence du recteur, M. Courtade. Outre MM. Brun-Durand et de Gallier, il comprenait MM. Burdet, Caillemer, Chaper, Gariel, Gueymard, Macé, de Saint-Andéol et Rouchier chanoine de Viviers. Il élimina sans peine tous les concurrents autres que ceux de la Drôme, qui seuls étaient représentés par des publications de valeur, et finalement il décerna le prix à M. l'abbé U. Chevalier, de Romans, jeune prêtre, qui venait de débiter avec un succès marqué dans le domaine de l'érudition au regard de l'histoire du Dauphiné pendant le moyen âge, où depuis il s'est acquis une autorité aussi grande que méritée.

Si, en tant que président d'une Société savante, de Gallier se devait à lui-même de faire honneur à sa situation par des travaux sérieux, son goût personnel l'inclinait dans le même sens, et ses aptitudes comme sa tournure d'esprit lui en facilitaient singulièrement la tâche. Dès le premier numéro du *Bulletin*, il était à l'œuvre en publiant un bon article sur un personnage du xvi^e siècle, Hector de Maniquet, seigneur du Fayet en Dauphiné (1). Grâce à des documents inédits, il put re-

(1) Château situé sur la commune de Barraux (Isère) et possédé aujourd'hui par M. Gustave Rivet, député de l'Isère. Ce dernier, désireux de recueillir tout ce qui se rattache au passé de sa demeure, écrivit à A. de Gallier, le 21 octobre 1897, lui demandant communication des documents relatifs à Maniquet et à la maison-forte du Fayet. La réponse fut ce que l'on devine de la part d'un homme complaisant et courtois, et M. Rivet l'en remercia par une lettre fort aimable.

tracer la biographie, jusqu'alors très peu connue, de ce gentilhomme dauphinois qui, maître d'hôtel de Marguerite de Navarre, la première femme de Henri IV, était au mieux dans l'esprit de Charles IX. Ce prince, qui l'affectionnait beaucoup, le chargea d'une mission diplomatique en Allemagne, qui fut menée à bon terme. Une autre marque de confiance et d'une nature très délicate lui fut encore accordée : Marie Touchet, maîtresse de Charles IX, étant devenue enceinte, fut éloignée de la Cour et envoyée au Fayet où, le 28 avril 1573, elle accoucha d'un fils, Charles de Valois, appelé plus tard comte d'Auvergne et duc d'Angoulême. De Gallier, qui avait particulièrement étudié l'époque des Valois, a su faire, de cette simple biographie, un morceau intéressant qui lui a permis, selon sa juste expression, « de reconstituer une page inédite de l'histoire de France au xvi^e siècle. » Son appréciation des personnes et des événements, notamment des guerres de religion et de la Saint-Barthélemy, est d'une justesse et d'une équité absolues, et il y met les choses au point, à l'encontre des écrivains passionnés et légendaires que la haine et l'ignorance ont amenés trop souvent à dénaturer les faits et à les mal interpréter.

Mais une étude, autrement plus étendue et plus importante, ne tarda pas à le captiver. Très versé dans la science du blason et très au courant des nobiliaires et des armoriaux, il s'était décidé à écrire l'histoire d'une des baronnies du Dauphiné, celle de Clérieu et de ses fiefs. Ce travail, d'une assez longue haleine et inséré dans le *Bulletin*, a formé tout un volume. Même dans

un sujet tout local et sans grand horizon, il sut atteindre à des considérations élevées, où le penseur s'affirme qui sait tirer de l'histoire plus d'un grave enseignement (1).

Qu'on lise cette page :

« Malgré son apparente grandeur, l'Empire romain fut peut-être l'époque la plus funeste des annales de l'humanité : en même temps qu'il tarissait les sources de la liberté, il abaissait la conscience à un niveau jusque-là inconnu. Chez ce peuple, dont les ressorts sont tendus vers la conquête et la domination, il n'y eut jamais place pour le libre arbitre, pour la personnalité. C'est au milieu de l'éclat menteur d'une civilisation corruptrice, dominée par la lamentable figure de l'esclave enchaîné au foyer, projetant son ombre sinistre sur le monde antique tout entier, que germèrent naturellement ces odieuses doctrines reprises par le despotisme de tous les temps, sacrifiant systématiquement l'individu à l'abstraction impitoyable de l'Etat.

« Le sentiment de l'indépendance, la fierté innée de l'homme, qui ne relève que de sa conscience, nous sont venus de ces barbares, auxquels Dieu livra l'Europe pour la renouveler. A l'heure où Rome finissait au banquet de Trimalcion, la grande forêt germanique abritait de sauvages agrégations d'hommes, peuplades errantes, fédérations nouées ou rompues, selon l'intérêt ou les passions de chaque tribu, devant nous apporter des

(1) *Essai historique sur la baronnie de Clérieu en Dauphiné et sur les fiefs qui en ont dépendu*, in-8° de 274 p. avec planches. — Cf. la *Bibliographie*.

instincts tout à fait opposés à la monstrueuse centralisation, qui, en s'étendant, avait fini par tout frapper de stérilité et de mort. Au sein de cette société primitive, à la fois pastorale et guerrière, dont les arabes du désert peuvent nous donner une idée, la servitude ne présentait pas le caractère dégradant, inhérent aux périodes de décadence et de raffinement, et se prêta facilement à la transformation opérée par la féodalité. Cette race chaste, indomptable, farouche et généreuse, qui étouffait les lâches dans la boue, respectait un ennemi demandant merci, élisait ses chefs et rendait la justice en assemblée générale, constituera, quand elle aura reçu le christianisme, un des agents les plus actifs de la formation moderne.

« Fidèle à ses origines, le moyen âge offrit, comme caractères persistants, l'affirmation de la personnalité et l'éparpillement des forces. Si le génie de Charlemagne parvint à plier cent nations diverses sous le joug de l'ancienne hiérarchie, cette restauration d'un passé connu seulement des lettrés, cette brillante et fugitive œuvre d'art s'écroula d'elle-même entre les mains de ses faibles successeurs. Un siècle et demi plus tard, Boson fondait un royaume national du Sud-Est, plus restreint et plus homogène, auquel les affinités de ses populations semblaient promettre de longues destinées. Cette nouvelle tentative d'organisation devait échouer devant la fusion encore incomplète d'éléments trop résistants, et le mouvement historique se continua dans une direction opposée.

« Pendant l'anarchie qui prépara et suivit la disso-

lution du royaume de Bourgogne, la région dont s'est formé plus tard le Dauphiné se fractionna en une infinité de petites souverainetés. »

On le voit, l'historien, ici, procède du philosophe, et c'est en partant de haut et par des vues d'ensemble d'une profonde justesse, que de Gallier arrive à son sujet, l'une de ces « petites souverainetés » issues du démembrement du royaume de Bourgogne, la baronnie même de Clérieu.

Ce livre lui demanda une somme énorme de travail, surtout pour la partie du moyen âge, où la connaissance des sources était rare, obscure et d'une interprétation difficile. Chacun des fiefs qui ont composé la baronnie, est étudié avec soin ; les descendances généalogiques sont conduites jusqu'à leur extinction, parfois même jusqu'à nous, le tout entremêlé d'anecdotes curieuses et de détails de mœurs qui font bien revivre le passé, surtout l'ancien Régime. Bref, l'*Essai historique sur la baronnie de Clérieu* est une œuvre de réelle valeur et qui compte parmi les meilleures de notre histoire locale. C'est ce qu'écrivait à de Gallier un juge compétent, M. l'abbé U. Chevalier (1), et un autre, non moins autorisé, Tamizey de Larroque, l'a appréciée en ces termes : « L'histoire de la baronnie de Clérieu commence au x^e siècle et finit à la Révolution. Non seulement tous les livres, grands ou petits, qui pouvaient fournir quelque utile renseignement, ont été consultés,

(1) Lettre du 3 mars 1873.

mais encore d'innombrables manuscrits, parmi lesquels il faut citer en première ligne les documents conservés aux archives départementales de la Drôme et ceux que possède M. le marquis de Chabrillan dans les archives du château de Saint-Vallier.

« Peu d'ouvrages sont aussi instructifs que celui de M. de Gallier. Au récit des événements, à la biographie des personnages, à la généalogie des familles, à la description des monuments, se mêlent de fines considérations sur les caractères et les mœurs d'une société si différente de la nôtre. Partout l'auteur, dont le style est excellent, se montre penseur aussi judicieux que consciencieux érudit (1). »

Poursuivant ses investigations sur la féodalité, de Gallier élucida l'histoire et la généalogie de deux anciennes familles du Forez et du Vivarais, les Pagan et les Retourtour qui, vassaux des dauphins de Viennois, figuraient parmi les grands seigneurs terriens et s'étaient créé, dans le démembrement du royaume de Bourgogne, une situation quelque peu en relief (2). De longues et patientes recherches lui permirent de faire, sur ce sujet, un travail excellent de tout point, complété surtout par des documents inédits. Ces documents provenaient d'un gentilhomme érudit, le marquis de Satalieu (1755-1818), qui avait formé une belle collection sur l'histoire du Vivarais ; ils sont aujourd'hui conservés au château de

(1) *Revue des questions historiques*, t. XV (1874), p. 320-22.

(2) Une page de l'histoire du Viennois à la part du royaume. *Les Pagan et les Retourtour*, in-8° de 95 p. avec gravure. Vienne, Savigné, 1875. — Cf. la *Bibliographie*.

Montmelas (Rhône), chez M. le comte Philippe de Tournon, cousin et fidèle ami d'A. de Gallier. Comme pour les Clérieu, il sut, dans cette monographie, reconstituer tout un coin d'un passé très peu connu, et c'était bien là, comme il l'appela, *une page de l'histoire du Viennois à la part du royaume*. Le tout parut dans le *Recueil* de documents publié par la *Diana*, à Montbrison, dont le président, le comte de Poncins, comptait aussi parmi ses plus chers amis.

Ajoutons que Tamizey de Larroque en fit un compte-rendu où il a pu dire justement : « M. de Gallier a beau s'excuser de l'insuffisance de ses recherches et regretter de n'être pas aussi familier avec les annales du Forez qu'avec celles du Dauphiné ; personne ne sera dupe de son excessive modestie. Son récit et ses notes sont d'une parfaite exactitude, et la quantité des renseignements historiques, généalogiques, archéologiques, bibliographiques, etc., qu'il a su réunir va de pair avec leur qualité (1). »

Étudier et connaître les caractères et les mœurs d'autrefois fut toujours, pour de Gallier, un des côtés les plus attrayants de l'histoire locale. Cette pensée, qu'il chercha à réaliser, lui inspira un de ses meilleurs travaux, celui où il a peut-être le mieux déployé toutes les ressources de son esprit ; nous voulons parler de la *Vie de province au XVIII^e siècle* (2), livre d'un très vif intérêt,

(1) *Revue des questions histor.*, t. XVIII (1875), p. 680-81.

(2) *La vie de province au XVIII^e siècle. Les femmes, les mœurs, les usages*, in-8° de 128 p. Paris, Rouquette, 1877. — Cf. la *Bibliographie*.

que l'on relit toujours avec plaisir et où l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, de l'heureuse condensation des lectures, de l'à-propos des citations et de la finesse des portraits, le tout dans un style soigné, clair et plein de charmes. En Dauphiné, comme ailleurs, les familles parlementaires, au XVIII^e siècle, avaient constamment occupé la scène publique, où elles s'étaient extrêmement mêlées aux graves et irritantes questions alors si agitées en matière de religion, de justice, de finances et d'administration. A Grenoble, les Aymon de Franquières, en possession de charges de conseillers au parlement, étaient, par leurs relations et leur influence, très répandus dans la noblesse de province et aussi dans la haute bourgeoisie. Une partie de leurs papiers, infimes épaves échappées à la destruction, a été heureusement recueillie par un bibliophile dauphinois, aussi aimable qu'intelligent, M. Victor Colomb. Celui-ci s'empessa de communiquer à de Gallier « le volumineux dossier de lettres adressées à M^{me} de Franquières et à ses deux filles.... Renfermant, avec quelques lacunes, il est vrai, toute la seconde moitié de ce XVIII^e siècle qui a préparé et vu éclore toutes les catastrophes, ces lettres nous font assister à la vie et à la conversation de la société parlementaire qui, par l'influence, les richesses, le nombre et quelquefois les lumières, l'emportent souvent même sur la vieille noblesse d'épée, plus illustre par les souvenirs qu'elle rappelait. »

De Gallier avait encore à sa disposition, grâce à M. Brun-Durand, une autre source d'information, les *Miscellanea*, manuscrit en trois volumes in-4°, d'un

ancien secrétaire de l'Intendance à Grenoble, nommé Létourneau, et contenant une foule de renseignements, dont il a su titer un excellent parti.

« Hâtons-nous de dire, ajoute-t-il, que nous ne sommes exposés à entendre rien qui ne soit scrupuleusement honnête. Les sujets sont triés et les propos toujours décents, ainsi qu'il convient à l'entourage d'une fille de bonne maison, vieillie dans un célibat volontaire, aussi digne qu'intelligente, demeurée fidèle à la foi et aux sévères traditions de ses ancêtres. On ne soupçonne guère que l'on touche à ce terrible monde de Grenoble, en train de fournir, dit-on, les tristes types du roman des *Liaisons dangereuses*. Nous saisissons bien au vol quelques-uns des noms que la malignité publique se plaisait à reconnaître sous leurs déguisements dans le livre cynique de Choderlos de Laclos, mais aucun n'est de l'intimité, et si nous assistons à la punition d'égarements, sans doute pas plus fréquents alors qu'à tout autre époque, nous manquons de renseignements bien précis sur les scandales qui attirèrent ces châtiments.

« Quoique aux familles ennoblies depuis un siècle ou deux par les charges judiciaires, se mêlassent des races d'une ancienneté incontestable, on retrouvait généralement dans la noblesse de robe certains traits caractéristiques : l'attachement aux antiques mœurs, proverbial dans la vieille bourgeoisie dont on tirait le plus ordinairement son origine ; une piété sincère, souvent rigide, s'alliant avec des préjugés contre les Jésuites et qu'explique l'esprit de gallicanisme fortement

prononcé dans cette classe; enfin, une sourde opposition, instinctive plus que raisonnée, aux mesures prises par le Gouvernement. De là une popularité que la Révolution entraîna avec tant d'autres choses. »

Cette étude restera, car nulle part la société parlementaire à Grenoble et en Dauphiné, à la fin du XVIII^e siècle, n'a été mieux dépeinte et sous un jour à la fois plus complet et plus vrai. Dans la province et au dehors, tous ceux qui ont lu ces pages y ont trouvé un grand charme, et Tamizey de Larroque en a dit : « M. Anatole de Gallier a traité avec beaucoup d'habileté et de délicatesse un sujet intéressant : *La vie de province au XVIII^e siècle*. Cet érudit nous a déjà donné beaucoup d'instructives et agréables études : aucune ne l'est plus que celle qu'il vient de consacrer aux mœurs et aux usages de l'ancienne société en Dauphiné. M. de Gallier, tirant le plus heureux parti des correspondances inédites qui ont été mises entre ses mains, nous fait connaître, dans un récit aussi fidèle qu'animé, le château et l'hôtel de Franquières, les divers personnages du Dauphiné et du Lyonnais que l'on y rencontrait, les événements auxquels tout ce beau monde fut mêlé. Les plus curieux renseignements sur les femmes et le jeu, la table, l'ameublement, les jardins, les livres, le théâtre, la musique, la médecine, la comédie de société, le parlement de Grenoble, les débuts de la Révolution en Dauphiné, abondent dans ces pages où il est question un peu de tout, de Voltaire comme des salons de Grenoble après la Terreur, de la duchesse de Phalaris comme de M^{me} du Châtelet, des

tantes de Casimir-Périer comme de la famille de Barnave le constituant, de la bête du Gévaudan comme de Mandrin, etc.

« Hâtons-nous d'ajouter que personne ne doit craindre de lire ces souvenirs du bon vieux temps, car, comme l'aimable écrivain nous en avertit, on n'y trouve rien qui ne soit scrupuleusement honnête (1). »

En adressant ce compte-rendu à de Gallier, Tamizey de Larroque ajoutait : « Puissiez-vous, Monsieur et très honoré Confrère, être content de votre juge, qui, lui, a été, comme vous le voyez, si content de vous ! (2) »

Si cette intéressante étude méritait ainsi les suffrages des juges compétents, l'auteur, dans un sentiment de modestie excessive, en pensait tout autrement, et il écrivait à un ami intime, M. Brun-Durand : « Je viens de vous envoyer *La vie de province au XVIII^e siècle*. Ce sera probablement mon dernier tirage à part. A quoi bon là où il n'y a pas de public. Il faudrait tirer à cinq ou six exemplaires ; ce serait évidemment assez. N'ayant jamais été porté aux illusions, je n'éprouve aucun découragement, car je n'ai eu d'autre but en écrivant que le plaisir d'écrire (3). »

Son ami lui répondit que son appréciation n'était pas juste, bien au contraire, et que les esprits cultivés, au courant des choses de l'ancienne société, goûtaient singulièrement cette étude de mœurs si fouillée et si

(1) *Le Polybiblion*, livr. d'août 1877.

(2) Lettre du 22 août 1877.

(3) Lettre du 7 juin 1877.

pleine d'intérêt. Il finit par en convenir; aussi prépara-t-il une nouvelle édition, qui lui était demandée de divers côtés :

« Comme *La vie de province* est épuisée, écrivait-il, dans le cas peu probable d'une seconde édition, j'ai fait interfolier un exemplaire, et j'y ajoute beaucoup de détails. On m'a promis plusieurs mémoires inédits sur l'émigration dauphinoise. Ce serait une suite à mon premier travail. Je me recommande à vous, si vous avez quelque chose sur ce sujet. Enfin, pour plus tard, je voudrais réaliser, si je trouve des matériaux suffisants, une étude sur la société et la littérature en Dauphiné au xvii^e siècle (1). »

Si l'histoire locale le sollicitait de la sorte, celle de la Provence et du Languedoc ne l'attirait pas moins, et il s'y sentait porté par des relations de parenté avec de vieilles familles de ces deux provinces.

Un érudit languedocien de valeur et qu'il goûtait beaucoup, était le marquis d'Aubais, dont les *Pièces fugitives pour servir à l'histoire de France* lui étaient connues par le menu. Il lui a consacré toute une notice fort intéressante, grâce à une correspondance inédite de lui ou à lui, et qu'il a utilisée dans ses parties essentielles (2). — Il ne pouvait rester indifférent à l'histoire de la petite ville de Tournon qui, célèbre autrefois par un collège de Jésuites, compta des imprimeurs assez

(1) Lettre du 17 mars 1878.

(2) *Le marquis d'Aubais*, in-8° de 20 p. Marseille, Marius Olive, 1870.
— Cf. la *Bibliographie*.

lettrés pour pouvoir éditer jusqu'à des auteurs grecs. Pareille constatation n'est plus à faire aujourd'hui.

De Gallier s'occupa donc de l'*Imprimerie à Tournon* et donna la nomenclature des livres sortis des presses Tournonaises (1). Il publia ensuite des notices sur les *Tournonais dignes de mémoire* (2); une autre fut consacrée à Jean de Serres, historiographe de France sous Henri IV et frère du célèbre Olivier de Serres (3); enfin, il élucida la généalogie des Tournon (4), celle des Bermond d'Anduze en Vivarais (5), en même temps qu'il formula de justes remarques sur la valeur de l'*Histoire de la noblesse de Provence* (6), et qu'il entretenait toute une correspondance avec le généalogiste Louis de Larroque, pour son *Nobiliaire du Languedoc*.

Tout cela ne le détournait pas du Dauphiné. Là encore il s'occupait activement de généalogies, témoin son autre correspondance avec l'auteur de l'*Armorial du Dauphiné*, Rivoire de La Bâtie. Il lui fournit de nombreux renseignements et des indications d'autant plus précieuses, qu'en matière de nobiliaire il était d'une compétence rare et d'une scrupuleuse véracité. Mais il exigea que son nom ne fût pas cité dans la préface, parmi ceux qui avaient aidé à la composition de l'*Armorial*, car il ne voulait pas paraître en quoi-

(1) *L'Imprimerie à Tournon*. — Cf. la *Bibliographie*.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

(5) Ibid.

(6) Ibid.

que ce soit dans un livre touchant à bien des points délicats, et où la complaisance a parfois peut-être suppléé la *vérité vraie*, comme aussi cette vérité a été impartialement dite à l'endroit de certaines prétentions peu justifiées (1). — En même temps, il publiait de curieuses notes sur deux voyageurs dauphinois, Barbier de Mercuriol et Henry Magnard, sur Pierre Moysson, méchant poète né à Alixan, sur Phélice Regnard, maîtresse de Louis XI, et sur deux lettres du maréchal de Tallard (2).

Enfin, touché plus que personne des bons et loyaux services rendus à la Société d'Archéologie de la Drôme et à son *Bulletin* par celui qui en était vraiment l'âme et l'inspirateur, il se fit l'interprète de tous, et, sous le

(1) A cet égard, voici une *curieuse* lettre de Rivoire de la Bâtie à de Gallier :

« MONSIEUR,

« Il m'est pénible de ne pouvoir, dans ma préface, vous témoigner toute ma gratitude pour les communications si intéressantes et si nombreuses que vous avez bien voulu me faire ; mais je dois m'incliner devant votre désir, surtout dans le cas où cet hommage de reconnaissance pourrait vous attirer des ennuis.

« Pour moi, je le sais d'avance, ma part sera large de ce côté. On ne dit pas impunément la vérité, bien qu'elle appartienne au domaine de l'histoire, trop souvent altérée aux dépens de la vanité individuelle.

« Je m'en consolerais avec cette satisfaction que tout en m'écartant des errements de la plupart des généalogistes, j'aurai agi consciencieusement et que si j'ai commis des erreurs elles n'auront été qu'involontaires.

« Veuillez, Monsieur, agréer l'expression de toute ma reconnaissance en même temps que celle des sentiments les plus distingués de

Votre très obéissant serviteur,

RIVOIRE DE LA BATIE.

Vannes, 7 février 1867. »

(2) Cf. la *Bibliographie*.

titre : *Ecrivains dauphinois*. M. A. Lacroix, archiviste de la Drôme (1), il apprécia, avec un grand sens et une haute raison, l'œuvre si méritoire du savant modeste, de l'homme de bien et de l'ami toujours fidèle. Il signa ces pages : *Un membre de la Société d'Archéologie de la Drôme*. De Gallier y donnait un heureux démenti à la maxime du moraliste : souvent l'esprit est la dupe du cœur. Ici, des deux côtés, l'esprit et le cœur gardaient leurs droits et pourtant marchaient bien d'accord.

Si les caractères et les mœurs du temps passé avaient pour lui plus d'un attrait, les choses de l'esprit ne le tentaient pas moins, et tout ce qui tenait par un côté quelconque à l'histoire littéraire captivait son attention. C'est ainsi qu'ayant trouvé à Tain, dans une ancienne famille d'avocats au Parlement, une assez grande quantité de vieux papiers, il eut bien vite reconnu, dans le nombre, quelques documents non dépourvus d'intérêt à l'endroit d'une femme bel esprit, qui eut son moment de célébrité, M^{me} de Villedieu (1640-1683 ?). Elle est en effet l'auteur de nombreux romans qui eurent alors beaucoup de vogue, mais qui aujourd'hui n'en auraient probablement plus autant : c'est un genre qui a fait du chemin depuis.

Quoi qu'il en soit, aidé de ces documents, de Gallier put retracer la biographie de la romancière, la compléter et la rectifier sur plus d'un point où elle avait été

(1) Cf. la *Bibliographie*.

assez dénaturée, sans compter qu'il y traita supérieure-
ment une question de critique littéraire, le roman dans
la seconde moitié du xvii^e siècle. Travail substantiel,
très documenté, et, ce qui ne gâte rien, écrit avec
verve, dans un style excellent (1). Il a donné du roman
une appréciation qui montre que chez lui le penseur et
le moraliste marchaient de pair. « Les peuples, dit-il,
commencent par les poèmes et les chants historiques,
et finissent par le roman. Cette œuvre compliquée, dont
le but est d'ébranler l'âme à l'aide d'une série de chocs
 Brusques, de sensations rapides et changeantes, amollit
et énerve toutes les fois qu'elle ne corrompt pas ; pour
arriver à son complet développement, ce fruit de saison
tardive doit appartenir à la caducité de l'arbre du bien
et du mal. Sonder les replis secrets du cœur humain,
donner aux caractères leur progrès logique, choisir de
préférence l'exception, imprimer aux événements dont
se compose l'action une tournure de vraisemblance, en
les reliant par une chaîne à la fois souple et forte, telle
est la tâche qui s'impose aux époques blasées, portées

(1) Voir la *Bibliographie*.

Dans l'*Histoire de la langue et de la littérature française*, publiée
sous la direction de M. Petit de Julleville, l'auteur du chapitre : *Le
roman de 1660 à 1700* (t. V, p. 550-99), M. Paul Morillot, d'ailleurs
très compétent, s'est occupé de M^{me} de Villedieu, il a même donné sa
bibliographie, qui se réduit à Tallemant des Réaux et à B. Hauréau,
mais il n'a pas connu le travail d'A. de Gallier, et c'est vraiment dom-
mage, car ce travail lui aurait permis d'être plus complet et même plus
exact. Hauréau, pris en faute, n'inspira à de Gallier qu'une médiocre
confiance, et il en écrivait : « Décidément, Hauréau ne se pique pas
d'exactitude. » (Lettre à M. Brun-Durand, du 23 nov. 1877). Nous avons
nous-même, par ailleurs, fait la même constatation.

naturellement à l'interrogation, à l'analyse, à l'abus du raisonnement, étudiant avec complaisance les dispositions morbides, d'où se détachent des phénomènes spécialement curieux. » Puis, dans une vue rétrospective, de Gallier montre ce genre de littérature à travers les âges, pour arriver aux xvii^e siècle et à son héroïne. Là, sa grande connaissance des sources, notamment des Mémoires et des Correspondances, l'amène à l'étude que nous savons, dans un cadre bien ordonné. Il termine par ces réflexions :

« Elle (M^{me} de Villedieu) et son groupe ne formèrent qu'une étape bientôt dépassée par le mouvement littéraire. Ce n'est qu'au xviii^e siècle que l'éclosion du roman devint complète en tous les genres, avec *Gil Blas*, *Manon Lescaut*, *Candide*, *La nouvelle Héloïse*, *Marianne*, *Paul et Virginie*, abordant successivement les conditions, les situations, les dispositions les plus diverses, au milieu du jeu des intrigues, des passions, des intérêts d'une société déjà profondément remuée, et finissant par atteindre les plus tristes replis du cœur humain dans *Jacques le fataliste*, *le Sopha*, *le Paysan pervers* et les *Liaisons dangereuses*, toute la hiérarchie de la corruption, depuis la canaille jusqu'au grand monde.

« Hormis Georges Sand, reprenant les sophismes de Jean-Jacques, avec plus de variété dans les caractères et surtout dans les paysages, notre littérature romanesque est loin d'avoir renouvelé la veine, là où nos pères semblent l'avoir épuisée. Nous avons beau chercher à reculer la limite du cynisme portée si loin par

les Crébillon fils et les Diderot, rien de réellement nouveau, de franchement original, ne parvient à sortir de ces efforts impuissants.

« En dépit de notre apparente démocratie et des folles prétentions d'un monde improvisé, non sans analogie avec la société du Directoire, où l'idéal est raillé comme une maladresse, presque comme un crime, les grandes dames du siècle de Louis XIV, par le charme de la conversation, la variété, souvent même l'élévation des idées, par cette élégance de l'esprit à laquelle l'argent ne saurait conduire, sont bien supérieures aux femmes de notre temps, qu'une éducation vaine et frivole rend d'ordinaire hostiles à toute idée sérieuse, n'acceptant d'autre genre de littérature que les romans de MM. Belot et Zola. Que dirait M^{me} de la Fayette, par exemple, d'écrivains allant chercher leur sujets d'étude dans l'égoût et leur inspiration dans le gros vin du cabaret ? »

Voilà qui est aussi bien pensé que bien dit, et il y a lieu de croire que cette appréciation n'est pas près d'être démentie (1).

(1) L'étude sur M^{me} de Villegieu donna lieu à un incident qu'il est bon de signaler : M. Gazier, professeur à la Sorbonne, et qui, paraît-il, connaît le xviii^e siècle mieux que personne, mit en doute l'authenticité d'une lettre de M^{me} de Villegieu publiée par de Gallier. Ce dernier, comme de juste, ne trouva pas la chose de son goût, et il releva « ce digne professeur » avec autant d'esprit que de raison, sous ce titre : *Madame de Villegieu et M. Gazier*. « Dans l'intérêt de l'Université ajoutait-il, il faut espérer que les conférences de M. Gazier ne s'étendent pas à la géographie de la France, sur laquelle il ne paraît posséder que des notions assez confuses, puisque du village de Bressieux, dans l'Isère, il réussit à faire la petite ville de Bressuire, des Deux-

Dans une autre étude, de Gallier s'est plu à peindre un de nos grands critiques littéraires, l'auteur même des *Lundis*, qu'il connaissait à fond pour l'avoir beaucoup pratiqué. Voici à quelle occasion. Peu d'années après la mort de Sainte-Beuve, son secrétaire, M. Jules Troubat, publia une œuvre inédite de son maître, sous ce titre : *Cahiers de Sainte-Beuve*, où, avec une malveillance à peine déguisée, pas mal de personnages sont assez peu ménagés. Après avoir lu le volume avec autant d'attention que d'empressement, de Gallier résuma ses impressions dans une fine et spirituelle analyse qu'il intitula : *Sainte-Beuve posthume* (1). « Dans ses dernières années, dit-il, Sainte-Beuve semait à travers ses causeries quelques-unes des vivacités amassées depuis longtemps. Garanti par la tombe, il lui a plu de laisser répandre en une seule fois toute la poche au fiel. En nous donnant les *Cahiers de Sainte-Beuve*, M. Jules Troubat, son secrétaire, qui paraît être un homme d'esprit, entend bien dégager sa responsabilité (2), et s'abriter derrière la volonté expresse du maître, qui avait lui-même préparé cette singulière et compromettante publication, où parmi les intimes et les gens un

Sèvres. On affirme que M. Gazier se réclame volontiers des solitaires de Port-Royal. Ses illustres maîtres faisaient preuve de moins de légèreté et d'une science moins *fantaisiste*. » De Gallier fit savoir que le document si injustement incriminé serait déposé aux Archives départementales de la Drôme, où chacun pourrait s'assurer de sa parfaite authenticité.

(1) Dans le *Correspondant* du 10 mars 1877. — Cf. la *Bibliographie*.

(2) « Sainte-Beuve a usé presque autant de secrétaires que Voltaire lui-même. » (Note d'A. de Gallier).

peu en vue, personne n'échappe à une véritable ivresse de dénigrement. C'est triste à dire pour nous qui ne pouvons nous empêcher de rester les admirateurs de cet incomparable talent, le réel fond de Sainte-Beuve est là dans cette noirceur préméditée. Entrons donc dans cette exposition ouverte au public, sans aucun scrupule de respect pour l'écrivain éminent qui a entendu se livrer ainsi. »

Là-dessus, de Gallier, en des pages pleines de verve, voire même d'ironie, montre combien le caractère vindicatif et orgueilleux de Sainte-Beuve apparaît là sous des côtés fâcheux et parfois misérable, et qu'à tout prendre, cette publication, loin de servir sa mémoire ne peut que lui être fort préjudiciable. Le portrait de Sainte-Beuve est à retenir :

« Dans son *Analyse de la beauté*, Hogarth préconise la ligne *serpentine*. Cette sorte d'esthétique est particulièrement goûtée, non seulement en politique, où elle est devenue aujourd'hui la loi dominante, mais encore en littérature, et l'illustre critique dont nous allons un moment entretenir le lecteur en a fait une application aussi adroite que profitable. Interprète fidèle d'une période de doute, dont l'enthousiasme s'est retiré et qui substitue à l'admiration pour les gloires traditionnelles, la critique et l'examen soupçonneux, il a voyagé à travers toutes les doctrines, parfois peut-être un peu convaincu, mais surtout curieux, en faisant scrupuleusement le tour sans jamais s'y asseoir. Lui-même aussi intéressant à étudier que ses modèles les plus compliqués, il n'a reculé devant aucun moyen d'information

et d'analyse. D'abord doctrinaire au *Globe*, Saint-Simonien ensuite, puis mystique et presque croyant, passant par la porte étroite du jansénisme pour aboutir à la libre-pensée, mené du romantisme qui lui confère sa première renommée, à l'âcreté corrosive de Chamfort, le dernier type dans lequel il a essayé de s'incarner, il a abordé chaque école dans sa ferveur et sa nouveauté, et, l'expérience une fois terminée, s'est hâté de l'abandonner.

« Sainte-Beuve fut du groupe de ceux que, sans détriment pour soi, la médecine a abandonnés aux lettres. Interne d'hôpital, il se prépare par la table de dissection aux autopsies savantes qu'il avait pratiquées avec tant d'éclat pendant quarante ans, où son scapel impitoyable autant qu'habile a fouillé jusqu'au plus profond les personnalités littéraires. Si la nature ne l'avait pas créé pour être un de ces écrivains de premier jet qui éclatent et bouillonnent sans effort comme les geysers d'Irlande ; si elle ne l'avait pas destiné aux vastes horizons où planent les orateurs puissants, les grands historiens, les poètes sublimes, il suppléait à l'absence des dons spontanés et primordiaux par une sagacité merveilleuse, par une patiente analyse, qui ne s'est jamais ralentie. Ainsi, il sut refaire et refondre son style rétif, obscur et embarrassé, où le travail se trahissait et la recherche aussi. Doué de la faculté d'assimilation et préparé, comme Courier, par de fortes études classiques, il est arrivé, ainsi que lui, mais dans un goût moins archaïque, à se construire une langue technique avec ses propres formes, ses idiotismes, élargissant le

cadre en multipliant les effets. Mais, forcé d'écrire au courant du jour et cédant aux exigences du labeur incessant du journaliste, peut-être creusait-il moins que dans les premières études. Ses défauts mêmes l'ont servi : sa perspicacité à démêler les travers et les faiblesses des illustres, en aiguisant la finesse de son observation, lui fait reconnaître et attaquer les points vulnérables. L'helléniste, l'humaniste, l'érudit, le sophiste parfois s'enveloppent et se dérobent avec un art infini sous les nuances perpétuellement variées du causeur souple, incisif, entraînant, n'oubliant jamais de décocher à propos, au milieu de ses admirations apparentes, la flèche barbelée qui déchire. »

Tels furent le penseur et l'écrivain en Sainte-Beuve. Quant à son caractère, il était loin d'être à la hauteur de son talent, et de Gallier, qui l'a observé de près et en bon connaisseur, en a fait une étude psychologique saisissante de vérité, où apparaissent dans ce viveur sceptique les marques non douteuses d'un cynisme éhonté. Toutefois, au milieu de tant de petitesse, un bon côté se montre : « Il ne thésaurisait pas, dit de Gallier, et sa main s'ouvrit maintes fois aux misérables.... A tort ou à raison, il sut se refuser ou se défendre en certaines occurrences, et l'argent ne fut pas tout pour lui. L'hermine et le porc-épique n'entendent peut-être pas la dignité absolument de la même façon, mais c'est quelque chose que de se garder et de conserver un idéal tel quel en pareille question. Arrêtons-nous sur cette note consolante, espérant que Celui qui ne laisse pas sans récompense un simple verre d'eau donné au

pauvre, aura trouvé, dans les replis de ce cœur, obstinément fermé en apparence, des motifs suffisants de pardonner bien des injustices volontaires et le cynique étalage de pernicieuses doctrines. »

Toute cette étude sur Sainte-Beuve serait à citer ou au moins à lire, tant elle est fouillée et d'un piquant intérêt ; aussi bien ménage-t-elle plus d'une agréable surprise par des aperçus vraiment neufs, par la justesse du coup d'œil, l'à-propos des citations, l'exactitude et la finesse des traits les plus caractéristiques, mis en relief avec un art prodigieux et une logique implacable.

Mais l'œuvre littéraire la plus intéressante d'A. de Gallier, ce fut la part considérable prise par lui à la publication des lettres de M^{me} de Simiane, la petite-fille de M^{me} de Sévigné.

On sait que la maison Hachette a élevé un véritable monument à la gloire de notre littérature nationale, en éditant, sous la direction de critiques autorisés, la belle collection : *Les grands Écrivains de la France*, éditions excellentes, où les textes sont remarquablement établis. Une des meilleures est incontestablement celle des *Lettres de Madame de Sévigné, de sa famille et de ses amis*. Préparée d'abord par M. Monmerqué, elle fut, à la mort de ce savant, reprise et définitivement terminée par M. Ad. Régnier, membre de l'Institut, sous le nom duquel au reste toute la collection est justement restée.

Après avoir donné la correspondance de la célèbre marquise, Ad. Régnier entreprit celle de sa famille, notamment de sa fille, M^{me} de Grignan, de M^{me} de Simiane, fille de la précédente, de son frère, Charles

de Sévigné, et de son cousin, le fameux Bussy-Rabutin. Pour cette partie de sa tâche, Ad. Régnier fut avantageusement secondé par divers collaborateurs, mais aucun ne lui fut d'un plus grand secours qu'A. de Gallier, qui avait eu à sa disposition les lettres mêmes de M^{me} de Simiane. La famille de Simiane était une des plus anciennes de Provence, et un marquis de Simiane avait épousé Pauline Adhémar de Monteil de Grignan. Ils n'eurent que deux filles qui s'allièrent aux Vence et aux Caumont. Ces derniers étaient apparentés avec la famille de Gallier, et M^{me} la comtesse de Laborde-Caumont communiqua gracieusement à son cousin les lettres en question.

Le premier soin d'A. de Gallier fut de prendre lui-même une copie scrupuleusement exacte de cette correspondance, de l'annoter de façon à bien faire connaître les personnages mis en scène et les divers événements auxquels ils se trouvent mêlés, et enfin de consacrer à M^{me} de Simiane une notice biographique définitive. Sa profonde connaissance de la haute société provençale, au xvii^e et au xviii^e siècle, se révèle ici d'une manière surprenante. Ce travail l'avait naturellement mis en rapport avec M. Monmerqué d'abord, puis avec son successeur, Ad. Régnier. Ce dernier fut enchanté de rencontrer un collaborateur qui lui offrait avec une extrême complaisance une besogne toute faite et si bien mise au point (1). Une active correspondance

(1) Depuis la publication (1865) des lettres de M^{me} de Simiane, annotées par de Gallier, dans la Collection des Grands Ecrivains de la France, il a été publié un livre intéressant et bien documenté, qui complète la

s'établit entre eux, et ils se comprirent d'autant mieux qu'en dehors de toute question littéraire, ils se trouvèrent être en parfaite communauté de principes religieux et politiques. Inutile d'ajouter que les lettres du savant membre de l'Institut sont toutes à l'éloge de son correspondant. On en jugera par quelques citations qui ont ici leur place :

Paris, le 19 octobre 1863.

MONSIEUR,

Votre lettre m'a été envoyée d'ici à Blois, où j'étais allé passer la fin de mes vacances. J'ai attendu pour y répondre que je fusse de retour à Paris. Je voulais vous envoyer un billet de Mgr le duc d'Aumale, que je n'avais pas emporté avec moi ; puis, deux de vos questions demandaient des recherches que je ne pouvais faire à Blois.

Laissez-moi d'abord vous remercier de l'intérêt et du soin consciencieux que vous apportez à cette tâche dont vous vous êtes chargé si obligeamment. Comme l'exactitude du texte est, dans notre collection, le point capital, je vous suis on ne peut plus reconnaissant de la révision nouvelle dont vous me parlez. Vos copies étaient déjà dignes, j'en suis sûr, d'une très grande confiance ; cette dernière collation augmentera encore votre sécurité et la nôtre.

biographie des Grignan et des Simiane : *La famille de Sévigné en Provence, d'après des documents inédits*, par le marquis de Saporta. Paris, Plon, 1889, in-8° de 402 p., avec deux portraits.

Pour les notes, je m'en rapporte entièrement à vous. Vous comprenez aussi bien que moi que les lettres de M^{me} de Simiane offrant beaucoup moins d'intérêt à tous égards que celles de sa grand'mère, il convient que le commentaire tienne un peu moins de place, si faire se peut, et soit aussi sobre qu'il est possible. Mais il importe toutefois que les faits et les noms soient éclaircis, autant que vous le permettront les documents que vous avez à votre disposition. Je vois, d'après ce que vous voulez bien me dire, que vous vous acquittez de cette partie du travail beaucoup mieux que nous ne pourrions le faire ici. Une notice de quatre ou cinq pages sur M^{me} de Simiane pourrait être intéressante, et j'espère que nous trouverons moyen de la placer en tête de sa correspondance. Je vous remercie bien sincèrement de l'offre que vous me faites de la rédiger.

.

Si jamais je passais par votre ville, je m'arrêteraï bien certainement pour revoir le collège de Tournon, où j'ai professé pendant un an la seconde il y a bien longtemps déjà, et surtout pour avoir l'honneur de faire votre connaissance et pour pouvoir vous offrir de vive voix mes remerciements, dont je vous prie, Monsieur, d'agréer ici l'expression avec l'assurance de tous mes sentiments les plus distingués.

Ad. REGNIER.

P. S. — Le billet de Mgr le duc d'Aumale m'a été donné par M. Cuvillier-Fleury, son ancien précepteur. J'ai moi-même plusieurs lettres du prince, mais que

je ne pourrais convenablement vous envoyer. *Le petit bonhomme* dont il est question à la seconde ligne est M. le duc de Guise, le second fils du duc d'Aumale (1).

Dans une autre lettre, Ad. Regnier, après avoir parlé de l'édition alors en voie d'exécution et de l'utile concours qu'y apportait de Gallier, lui fait part d'un curieux incident de sa carrière scientifique qui mérite d'être connu ;

Paris, le 9 juillet 1864.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre lettre du 2 juillet et les utiles et intéressantes additions que vous avez eu la bonté d'y joindre pour le commentaire des lettres de M^{me} de Simiane. Ces lettres figureront dans notre tome XI. Nous imprimons en ce moment le X^e, qui contiendra le reste de la correspondance de M^{me} de Sévigné et de plus un petit appendice de lettres sans date ou de date incertaine.

(1) Ce billet du duc d'Aumale à Cuvillier-Fleury, est encore aujourd'hui dans la collection d'autographes d'A. de Gallier. Le voici :

« Twick, 23 janvier 62.

« Un mot seulement, mon cher ami, pour vous annoncer que mon petit bonhomme est décidément en convalescence, ce sera long et ennuyeux ; mais si nous n'avons pas de rechute tout ira bien ; du moins je l'espère.

« Merci de votre lettre du 21. Je me réjouis de la nouvelle qu'elle contient. Souscrivez pour moi à deux exempl. de l'*Histoire de la ville d'Aumale*, par M. Lemichon.

« Quelqu'un que je préfère ne pas nommer ici vous a chargé de me transmettre ses vœux de nouvel an, remerciez-le de ma part.

« Bonne santé, bonne chance et mille amitiés.

« H. O. »

Comme je vous l'ai dit, ce sera surtout, quand je m'occuperai des lettres mêmes que vous avez si obligeamment annotées, que je pourrai vous dire, en connaissance de cause, toute ma gratitude. Mais le premier et rapide examen que j'ai fait de votre travail a suffi pour me montrer ce que vous devra cette partie de notre édition.

.

Je suis très reconnaissant des gracieuses félicitations que vous voulez bien m'adresser. C'est à mon insu que MM. les professeurs du Collège de France ont inscrit mon nom en tête de leur liste pour la chaire de grammaire comparée. Je n'avais nullement ambitionné cet honneur; j'en ai été, je l'avoue, d'autant plus touché. Mais tout se bornera, comme il y a deux ans pour la chaire de sanscrit, à ce témoignage d'estime. M. le Ministre de l'Instruction publique m'a fait dire que si je prétendais à la chaire, il demanderait pour moi à l'Empereur l'exemption notoire du serment. J'ai été reconnaissant, comme je devais l'être, d'une telle proposition, mais j'ai fait répondre à M. le Ministre que si, par impossible, on m'accordait un tel privilège, je ne pourrais l'accepter. Se laisser ainsi excepter du droit commun, c'est se regarder comme un homme nécessaire, et pour la chaire dont il s'agit, je suis loin de me faire une telle illusion.

Agréez, etc.

Ad. REGNIER.

Enfin, l'édition si laborieusement préparée fut menée

à bon terme et parut en 1865. Le 17 mai de cette année-là, Ad. Regnier écrivait à de Gallier :

Je garderai le meilleur souvenir de cette trop courte collaboration. Vos notes ont fort éclairci cette annexe de la correspondance de M^{me} de Sévigné, et notablement amélioré l'édition de 1818. Sans l'assistance d'un auxiliaire aussi versé que vous l'êtes dans l'histoire particulière de la Provence, nous aurions laissé certainement plus d'une lacune regrettable. Vous avez pu voir que de mon côté, je n'ai rien négligé, pour que le reste de l'annotation ne fût pas indigne de la partie dont vous aviez eu la bonté de vous charger. Je ne vous parle pas de nouveau des lettres nombreuses, au moins aussi intéressantes que les anciennes, que votre obligeante entremise nous a procurées. Comme je vous l'ai dit déjà, je placerai en tête du tome XI un avertissement où je serai heureux d'apprendre au lecteur ce que nous vous devons, ce que lui-même vous devra.

Vous avez raison, Monsieur; j'aurais grand plaisir à revoir cette paisible petite ville (Tournon), ce collège où j'ai été autrefois professeur, et un plaisir non moins grand à faire votre connaissance; si jamais je retourne dans le midi, je profiterai bien certainement de la permission que vous me donnez si gracieusement de me présenter chez vous et de vous exprimer de vive voix mes sentiments de gratitude et, permettez-moi d'ajouter, de haute estime et de sincère dévouement.

Ad. REGNIER.

Le savant autorisé et modeste qui parlait de la sorte rendit publique toute sa reconnaissance, dans l'*Avertissement* qui ouvre le tome XI des *Lettres de Madame de Sévigné* : « Si cette partie, dit-il, a été, comme le reste de la collection, très notablement améliorée, c'est à M. Anatole de Gallier, de Tain, que nos lecteurs le doivent. C'est par son entremise et grâce à lui que M. Monmerqué a eu communication de cinquante-six lettres inédites qui ôtent au moins à la correspondance de M^{me} de Simiane quelque peu de sa monotonie. A part quelques billets insignifiants, nous n'avions d'elle que ses lettres à d'Héricourt, à qui souvent elle ne parle qu'en solliciteuse. Les lettres nouvelles sont adressées à M. le marquis de Seytres-Caumont; elles ont été mises à la disposition de M. de Gallier, et par lui de M. Monmerqué, par M^{me} la comtesse de Laborde-Caumont, une des dernières descendantes de cette antique maison. M. de Gallier a fait lui-même avec le plus grand soin la copie des autographes, et non content de cela, il a consenti de très bonne grâce à devenir notre collaborateur. Il a rédigé un très grand nombre de notes de ces lettres nouvelles et a pris la peine de revoir les notes des anciennes et de nous aider à les rectifier et compléter. Très versé dans l'histoire du Dauphiné et de la Provence, il nous a fourni particulièrement la plupart des éclaircissements et informations empruntés à l'histoire locale, à l'histoire des familles. Enfin, il a écrit une élégante et sobre notice sur M^{me} de Simiane, que nous sommes heureux de pouvoir placer en tête de ses lettres. Pendant qu'il s'asso-

ciait fort obligeamment à notre travail, nous avons eu plus d'une fois l'occasion de lui témoigner notre gratitude et de lui promettre celle des lecteurs. Nous sommes assuré qu'ils ne nous démentiront pas. »

Une telle appréciation, venant d'un si bon juge et en une si bonne place, n'a pas besoin de commentaire et suffit, à elle seule, à mettre en toute évidence la valeur de celui qui l'a méritée (1).

(1) L'éditeur, M. Hachette, voulut aussi exprimer toute sa gratitude à de Gallier, il lui offrit gracieusement un exemplaire des lettres de M^{me} de Sévigné, comprenant 12 vol. avec un album de portraits et de fac-simile d'écritures. En outre, il lui avait auparavant écrit en ces termes :

Paris, le 14 mars 1862.

« MONSIEUR,

« Permettez-moi de vous offrir un exemplaire de la 2^e édition des Lettres de M^{me} de Sévigné comme léger témoignage de ma reconnaissance pour les communications de lettres autographes que vous avez bien voulu faire à M. Monmerqué d'abord, puis à M. Ad. Regnier, membres de l'Institut, qui s'est chargé de continuer et d'achever son travail interrompu par la mort.

« Les tomes I et II, qui ont seuls paru jusqu'ici, ont été remis aujourd'hui à la poste, et les volumes suivants vous parviendront au fur et à mesure qu'ils seront publiés.

« J'ai entrepris une grande affaire, celle de publier une belle édition de nos grands écrivains, d'après les manuscrits ou éditions originales imprimées sous les yeux des auteurs, et j'ai la satisfaction de voir qu'on me facilite ma tâche par les communications les plus obligeantes.

« Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien agréer avec mes remerciements, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« L. HACHETTE. »

IV

TRAVAUX HISTORIQUES SUR LA RÉVOLUTION. —

ETUDE SUR CÉSAR BORGIA (1877-1896).

Un esprit aussi ouvert que celui d'A. de Gallier ne devait pas rester indifférent aux grands événements qui ont marqué la fin du XVIII^e siècle, d'autant plus que la connaissance approfondie qu'il avait de l'ancien Régime le préparait merveilleusement à les bien apprécier. Nous résumerons fidèlement sa pensée en disant que cette époque de bouleversements et de ruines fut aussi une ère de redoutables innovations, alors que la Constituante, faisant table rase du passé, édifiait, tout d'une pièce, un nouvel édifice social, et cela, non par des réformes prudentes et mûrement réfléchies, mais par des destructions brutales et souvent imméritées, inspirées par les conceptions philosophiques qui avaient prévalu depuis cinquante ans, véritables utopies, aussi fausses que dangereuses, et dont le *Contrat Social* de Rousseau avait été l'expression paradoxale et décisive sous une forme séduisante, bien que presque toujours déclamatoire.

Voilà cent ans que de tels événements se sont accomplis, et après cent ans, leur véridique et impartiale histoire vient à peine d'être fixée dans ses grandes lignes. Ce n'est que de notre temps, en effet, que l'impitoyable critique a porté son effort sur cette radi-

cale transformation de la société française si passionnément discutée, où, jusqu'ici, l'école révolutionnaire avait réussi à créer en sa faveur plus d'une légende, à embellir passablement les hommes et les choses, et à donner le change sur la valeur réelle de l'ère d'affranchissement acclamée en 1789, avec plus d'illusion et de générosité que de sagesse et de justice.

Mais, à y regarder de près, tous ces travestissements à la Tite-Live n'ont pu résister au regard scrutateur de la critique mise ici en œuvre par des juges équitables et remarquablement bien informés, lesquels n'ont pas craint de faire brèche à la forteresse révolutionnaire, d'en jeter bas les idoles vermoulues, et enfin de dénoncer et de démolir à la fois beaucoup d'idées préconçues, perfidement exploitées et restées l'apanage exclusif des sectaires et des ignorants.

Le premier qui ouvrit cette voie réparatrice fut un homme d'une trempe d'esprit peu commune, Hippolyte Taine (1). Matérialiste d'abord, positiviste ensuite, Taine, comme philosophe et historien de la littérature anglaise, s'était prévalu de l'argument des milieux, du climat et de la race, non moins que de la méthode expérimentale. Abordant l'histoire des hommes de la Révolution, il leur fit une application rigoureuse de la méthode, en l'appuyant, non sur des théories, toujours discutables, mais sur des faits certains établis à l'aide de documents authentiques et de témoignages peu sus-

(1) *Les origines de la France contemporaine. — L'Ancien Régime*, un in-8°. — *La Révolution*, trois in-8°.

pects, mettant ainsi en pleine lumière toute l'œuvre des nouveaux réformateurs. Il fit d'eux une dissection psychologique savante, et, comme résultats indéniables, il trouva, à la Constituante, des esprits faux, superficiels, suffisants, naïfs même, facilement enthousiastes et très peu pondérés ; à la Convention, comme on avait marché, il mit froidement à nu l'homme devenu tyran, c'est-à-dire le jacobin haineux, défiant, vindicatif et cruel. Tous, par leurs tendances, par leur langage et par leurs actes, vérifiaient cette parole profonde et si vraie de leur juge : « *Avant tout, la Révolution est une translation de la propriété.* »

On devine aisément ce qu'avaient pu faire de pareils législateurs. Après avoir détruit le principe d'autorité — qu'on n'a jamais pu reconstituer depuis ! — après avoir fait dévier et avorter le généreux mouvement de 89 dans ses aspirations si légitimes et ses demandes si justes de réformes assurément nécessaires (1), ils avaient, sous prétexte de la régénérer, livré la France à l'anarchie et, par une progression logique, qui est la loi même de la Révolution, le pays avait glissé dans le sang et la boue : désormais, il était mûr pour le despotisme et César pouvait venir !

(1) Une de ces réformes, et la plus désirée, était l'égale répartition de l'impôt. On a beaucoup déclamé contre cet abus de l'ancien Régime, sans l'avoir bien connu et il était moins grand qu'on ne pense communément. Or, il est à remarquer qu'aujourd'hui (1899), en France, rien n'est plus *arbitraire* que la répartition de l'impôt.

Sur combien d'autres points on pourrait faire la même constatation ! A tout prendre, l'histoire de l'humanité n'est-elle pas un éternel recommencement ?

En définitive, la France avait beaucoup plus perdu que gagné à cette prétendue régénération qui aboutit à l'omnipotence de l'Etat, la pire des oppressions, renouvelée du Césarisme païen, qui tue l'initiative privée, qui a peur de la liberté aux mains des particuliers désireux de s'en servir pour s'associer volontairement, qui, de force, façonne les individus dans un moule unique, pesant même sur les consciences jusqu'à imposer un enseignement et une morale d'Etat, sous peine d'ostracisme ; implacable tyrannie qui ramène directement à cet ancien Régime si abhorré, lequel certainement valait au moins autant que ce qui a été mis à sa place. Démontrant rigoureusement ces choses, Taine ajoutait : « Votre édifice est d'apparence magnifique, mais il a un terrible inconvénient : on y manque d'air et on y étouffe ! »

Ce qu'il importe encore de remarquer, c'est que le grand critique qui arrivait à formuler cette appréciation d'ensemble, n'était, auparavant, rien moins qu'hostile à la Révolution : son premier volume sur l'*Ancien Régime* accuse assez nettement cette disposition d'esprit. Ce fut peu à peu que, loyalement, par la connaissance même des sources, cet esprit si honnête dut reconnaître toute la vérité historique, et, quoi qu'on en ait dit, son jugement restera : c'est un bloc qu'on ne remuera pas !

Cette nouvelle école, inaugurée avec tant d'éclat et de succès, répondait trop bien aux sentiments d'A. de Gallier pour ne pas entraîner son adhésion, en y apportant toutefois plus d'une réserve.

A ses yeux, l'ancien Régime avait été jugé par Taine avec une trop grande sévérité, et il le démontra dans une substantielle étude, puisée aux sources mêmes, et d'un vif intérêt (1). Il débute par un portrait de Taine qui n'est point banal :

« M. Taine est un des élèves les plus considérables de deux maîtres de valeur bien inégale, Beyle de Stendhal et Sainte-Beuve. Si, comme le second, il se distingue par cet instinct patient qui fait pénétrer l'homme dans toutes les directions, isolant, pour les éclairer d'une vive analyse, les passions, les aptitudes, les mouvements dont se compose le cercle d'action de chaque individu, excellant à greffer de gros paradoxes sur une vérité incontestable, il se laisse aller comme le premier à la recherche de l'ingénieux et du systématique, qui répugne à la juste mesure et à la limite exacte. Toutefois, par son habileté à grouper les faits, par sa logique en apparence irrésistible, acquise au contact de Spinoza, par son style puissant, quoique tourmenté et d'un ressort un peu dur, il nous paraît infiniment supérieur à l'écrivain dauphinois trop vanté depuis quelques années. Dans sa vie d'étudiant, il a dû hanter les carabins, et, comme à Michelet, quoique

(1) *Etude sur les origines contemporaines*, par M. Taine, dans *La Décentralisation* des 7, 8, 9, 21 et 22 septembre, et des 11 et 12 octobre 1876.

Ces articles mériteraient d'être réédités en un volume, peut-être le ferons-nous un jour. Il y a là des vues aussi justes qu'intéressantes sur l'ancien Régime, dont un personnage, Turgot, a été également étudié par de Gallier, sous ce titre: *Les récentes publications sur Turgot*, dans la *Revue des questions hist.* t. XXIII (1878) p. 588-94.

à un point de vue moins anacréontique, il lui en reste l'abus de la physiologie aboutissant chez lui à un matérialisme assez peu déguisé. Il n'a pu échapper à la maladie, si commune aujourd'hui, de la généralisation, enfermant volontiers l'univers entier dans une formule étroite. On se souvient que feu Cousin traînait partout dans sa philosophie la fameuse trilogie du fini, de l'infini et de leur rapport. M. Taine, qui ne se contente pas d'un spiritualisme à la Jean-Jacques, soutient à son tour que la manière de penser et d'agir de l'homme dépend uniquement de sa race, du climat et du milieu dans lequel il vit.....

« *Les origines de la France contemporaine*, dont le premier volume vient de paraître, témoignent d'un progrès incontestable dans le talent de l'auteur, et d'un esprit qui cherche à se dégager des théories trop ingénieuses pour aborder un terrain plus pratique. Avec la clarté dans les idées, le style lui-même a gagné. Se distinguant de ces démocrates ignorants et passionnés, auxquels le glorieux passé de la France ne parvient à inspirer que des sentiments étroits d'hostilité et une horreur malade, la supériorité de son intelligence a suffi pour le préserver de cette jalousie inquiète et mesquine, si répandue de nos jours, qui porte à envisager les hiérarchies sociales consacrées par le temps, comme autant d'injures et de préjudices personnels. Mais il a besoin de plus d'efforts pour résister au paradoxe qu'aux partis pris d'injustice. Si, chez lui, l'élévation du penseur et la délicatesse du lettré ressentent une profonde répulsion pour le règne aveugle de la

multitude et les violences de la populace déchaînée, s'il laisse tomber de sa plume quelques pages sur la part de l'Eglise, de la noblesse et de la royauté dans la formation de la France, où se trahit cependant une certaine ignorance du moyen âge, l'époque qu'il a évidemment le moins étudiée, il n'en reste pas moins comme Renan — un bien autre démolisseur — un ouvrier inconscient de la Révolution, de cette force destructive, ennemie de la civilisation, justement stigmatisée en tant de passages de son livre. »

Dans les volumes suivants, Taine, abordant enfin l'histoire même de la Révolution, traite successivement de la Constituante, de la conquête jacobine et du gouvernement révolutionnaire.

De Gallier ne le perd pas de vue, et, tout en rendant compte de ce beau travail, il en profite pour examiner à son tour les débuts mêmes de la Révolution, c'est ainsi qu'il consacre une étude approfondie à la *Révolution de M. Taine* (1), à l'*Assemblée constituante de 1789* (2) et aux *Emeutiers* de la même époque (3).

« M. Taine, nous dit-il, est en train, grâce à la force des choses et à la croissance continue de son talent, de briser le moule étroit où sont coulées ses premières œuvres. A mesure qu'il étudie les hommes, il échappe au domaine de l'abstraction qui l'avait autre-

(1) *Revue des questions hist.* t. xxiv (1878) p. 254-66.

(2) *Ibid.* t. xxix (1881) p. 120-85.

(3) *Ibid.* t. xxxiv (1883) p. 115-47.

fois possédé. On dirait que ses idées se précisent et s'épurent dans cette familiarité de l'histoire, si salulaire aux âmes honnêtes. »

De Gallier étudie ensuite l'œuvre de la Constituante, et, finalement, il en porte ce jugement d'une sévérité absolument justifiée :

« La nation, dit-il, solennellement consultée, témoigne, à toutes les lignes de ses cahiers, qu'elle ne veut pas de révolution; elle pose les limites dont ses mandataires ne doivent pas s'écarter.... Personne ne met en doute la royauté, objet de tous les respects; on n'entend que des paroles de gratitude et d'amour pour le généreux prince restaurateur de la liberté. Là éclatent les principes du droit moderne, l'égalité devant l'impôt et devant la loi, la liberté de conscience, l'admission de tous les anciens roturiers à tous les emplois, etc. On est d'accord sur la suppression des droits féodaux, avec indemnité pour la plupart d'entre eux. Les trois ordres reconnaissent la nécessité d'une représentation nationale, à laquelle doit appartenir le vote de l'impôt. »

Ce fut la Constituante elle-même qui, méconnaissant un tel programme, expression authentique des vœux de la nation, fit dévier ce légitime mouvement et en empêcha la sage réalisation, malheur d'autant plus grand que ces justes revendications étaient consenties par le roi et par les deux classes privilégiées. Écoutons de Gallier :

« Au lendemain des cahiers des trois ordres, magnifique monument de concorde rejetant en arrière pour toujours les anciens abus, la Constituante a créé ou réveillé l'antagonisme des classes, fait entrer l'émeute dans la pratique de la vie politique avec le mépris permanent de l'autorité et de la loi. Mère funeste de toutes les folies et de toutes les fureurs, trempant dans le sang du 14 juillet et du 6 octobre, coupable des incendies, des pillages, des meurtres impunis ou encouragés sous son règne, souillant d'attentats et d'excès sans nom l'étendard et l'ombre de la liberté, elle va céder la place à la Législative qui accroît encore le désordre et prononce la déchéance du Roi ; elle ouvre la voie à la Convention qui mettra la France en coupe réglée.

« Après tant d'apothéoses imprudentes, à travers les mensonges des héritiers intéressés, l'histoire a le devoir de rompre le silence, adoptant les conclusions des plus sages parmi les contemporains de cette époque néfaste. Comme les amputés ne cessant de souffrir des membres qu'ils ont perdus, la patrie sent encore, sentira peut-être toujours les irrémédiables blessures qu'elle a reçues de la Constituante. C'est elle, en effet, qu'il faut accuser de nos divisions ; elle a traité la religion en étrangère et en suspecte, préparant l'installation de l'athéisme dans les doctrines modernes ; elle a semé, parmi les classes laborieuses que le christianisme élevait et ennoblissait par la résignation, les troubles corrupteurs, les ferments terribles qui, flétrissant l'âme dans la haine, aboutissent aux tortures de la faim. Elle a ébranlé et discrédité les sources de l'autorité ; en s'ap-

pliquant à détruire le pouvoir ancien, elle a porté une atteinte ineffaçable à toute espèce de pouvoir ; elle a inauguré dans le gouvernement l'ostracisme de l'éducation et de l'intelligence. Selon l'expression de Sybel, elle s'est laissée entraîner « aux préliminaires de la république sociale ». Par le morcellement indéfini, elle a détruit tout centre de résistance, tout germe d'indépendance, livrant périodiquement la France effrayée aux caprices d'un dictateur. »

De Gallier montre ensuite que toutes les réformes nécessaires pouvaient être amenées sans secousses, sans bouleversements, sans injustice, et surtout sans ruines. Cette étude de la Constituante est remarquable et procède de Taine qu'elle résume fidèlement, et qu'elle complète même sur plus d'un point, notamment sur les fédérations. On sait que la première fut celle d'Etoile, près de Valence, décrite par Michelet dans un style lyrique dont on ne peut que sourire. Tout s'y passa modestement, malgré les intrigues de Faujas de Saint-Fond, esprit creux et savant justement oublié aujourd'hui : au lieu de douze mille hommes qui s'y seraient réunis, il n'y en eut en réalité que cent dix-huit ! Ce fut tout, la légende a fabriqué le reste.

De Gallier s'est également essayé à « portraicturer » plusieurs des personnages les plus en vue de l'époque, et Mirabeau ne lui a pas échappé : « Au début, écrit-il, un homme domine l'Assemblée, sans la résumer. On a déjà nommé Mirabeau, aventurier, pamphlétaire, jadis pornographe aux gages des libraires, toujours insa-

tiable de plaisir et d'or, n'ayant vu la société que par le mauvais bout de la lunette et connu que les côtés suspects de la politique ; agent subalterne inavoué, il a brassé de petites intrigues à l'étranger. Qu'il descendît d'une antique maison de Provence ainsi qu'il le prétendait, ou d'un maître d'écriture comme l'avance l'auteur de la *Critique du Nobiliaire de Provence*, on trouve en lui l'audace et l'absence de tout scrupule d'un condottiere du moyen âge. Après avoir séduit autrefois par ses vices, la fougue et l'exagération de son langage entraîne ses auditeurs inexpérimentés ; il puise au gré de sa passion du moment, dans l'amas confus de notions ramassées au courant de sa vie errante, laissant parfois éclater, avec une sauvage grandeur, les illuminations soudaines du véritable homme d'Etat. Toujours forcé d'être en scène, il est souvent contraint d'entrer dans des rôles qui ne lui vont pas.

« Sa prétendue universalité s'explique par le choix et le nombre de ses préparateurs. Grâce à cette merveilleuse puissance d'assimilation dont Thiers, de nos jours, nous a donné une idée, souvent au dernier moment il s'approprie les éléments d'une question recueillis par Pellenc, Clavière, Dumont, Duroverai, et tant d'autres collaborateurs. Né orateur et s'échauffant progressivement, il faisait quelquefois jaillir, des matériaux qu'il venait d'effleurer, les éclairs de la plus sublime éloquence. Ses répliques l'emportent de beaucoup sur ses discours, la passion étant plus forte chez lui que l'étude. »

Ce fut alors que de Gallier eut la pensée de consacrer

aux hommes les plus en relief de la Révolution, une biographie à la fois historique et psychologique, de prendre à part chacun d'eux, pour l'étudier dans son caractère, son intelligence et ses actes publics, et en fixer par là toute la valeur morale, si minime qu'elle fût. Sous ce titre : *Les hommes de la Constituante*, il étudia successivement Barnave, La Fayette et Grégoire, mais le temps lui manqua pour achever cette galerie de portraits révolutionnaires.

La biographie de Barnave (1), substantielle et bien documentée, causa quelque surprise aux admirateurs irréductibles du célèbre orateur. De Gallier la soumit à Taine en même temps qu'il lui signala, dans la *Revue des questions historiques*, son autre article sur : *La Révolution de M. Taine*. Celui-ci lui répondit aussitôt :

Paris, 7 février 1880.

MONSIEUR,

J'habite la plus grande partie de l'année en Savoie, et beaucoup d'articles très dignes d'être lus m'échappent à mon grand regret. C'est vous dire mon excuse ; car, après avoir lu votre Barnave, je ne doute pas que vos articles n'aient été bienveillants pour moi. Je rechercherai la *Revue des questions historiques*, qu'on peut facilement se procurer, et j'aurai le plaisir de vous lire.

(1) *Les hommes de la Constituante*. — Barnave, pet. in-8° de 54 p. — Cf. la Bibliogr.

Mon livre n'est qu'un cadre, il a besoin d'être rempli par des biographies comme celle que vous m'envoyez ; je me permets d'y ajouter un mot. Dans la correspondance inédite de M. de Staël avec son souverain, le roi de Suède, vers septembre 1791, l'ambassadeur dit que Barnave a changé du tout au tout, qu'à son avis l'Assemblée Nationale doit être ramenée au rôle et aux attributs de l'ancienne assemblée des notables.

Les monographies me semblent si importantes qu'en ce moment, pour mon instruction personnelle, je suis obligé de refaire celle des membres de la commune de Paris. Leurs antécédents sont singuliers ; la plupart sont des aventuriers tarés et plusieurs ont un dossier judiciaire.

Agréez, je vous prie, Monsieur, avec mes vifs remerciements, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

H. TAINE.

Dans son étude sur La Fayette, de Gallier a fait preuve d'une remarquable connaissance des sources et d'un réel talent d'observateur et de peintre ; il est sûr que ce portrait accuse une analyse approfondie avec une finesse de touche qui plaît et charme infiniment (1). Par exemple, il ne reste presque rien du personnage d'ailleurs très surfait, et peut-être l'abus de la méthode qui retient volontiers l'envers des hommes est-il ici, dans les détails, un peu trop accentué. Quoiqu'il en soit, le juge-

(1) *Les hommes de la Constituante. — Le Général La Fayette dans Le Contemporain* du 1^{er} juillet 1882. — Cf. la *Bibliogr.*

ment d'ensemble est vrai, et de Gallier a pu dire avec raison : « Sa sympathie était peut-être plus redoutable encore que son hostilité : la nouvelle monarchie issue de 1830 en fit bientôt l'expérience. Ayant traversé les révolutions sans en soupçonner le mécanisme, La Fayette fut avec Jacques Lafitte, dont la vanité et l'incapacité populaire ne lui cédaient en rien, avec Dupont de l'Eure, Mauguin, etc., du parti incorrigible et funeste, qui de nouveau devait précipiter la France dans l'anarchie, si Casimir Périer n'eût saisi les rênes d'une main ferme. Louis-Philippe fut contraint de se priver des services du héros des deux mondes, qui ne lui pardonna jamais et retomba dans sa vieille habitude de conspirer ; les aventuriers abusaient effrontément de sa crédulité sénile. Comme ces médailles altérées et rendues frustes par les années, il avait, dans un siècle railleur, perdu son importance primitive : celui qui tint jadis les rois en échec, passait à l'état d'une sorte de dieu des bonnes gens de Béranger, d'un maître des cérémonies de la Révolution, familier avec son étiquette et ses rites ; le drapeau s'était transformé en jouet.

« La Fayette avait accepté, sans se faire prier, sa part d'action et de responsabilité dans la terrible émeute du 5 juin 1832, d'où la République devait sortir. L'imprudence du malencontreux général l'exposa à des inconvénients qui menacèrent de devenir très graves.

« Ce fut alors, raconte M. Paul Lacroix, que huit ou dix mauvais garçons en guenilles, à moitié ivres, armés de longues bâches qu'ils avaient prises dans les chantiers et qu'ils brandissaient comme des massues,

forcèrent le malheureux La Fayette à monter dans un fiacre, dont ils détêlèrent les chevaux, et ils le promenèrent le long des boulevards, en hurlant : *Vive la République ! vive La Fayette !* Quand le général présentait la tête à la portière, en les suppliant de mettre fin à son supplice, ils le menaçaient de leurs bâches, en lui disant : « *Cache ta tête, vieille bête.* » Puis, riant aux éclats, ils répétaient à grands cris : « *Place au héros des deux mondes ! vive La Fayette !* »

« Personne n'a été plus populaire, ni plus discuté que lui. On composerait une bibliothèque avec les écrits innombrables qui le prônent ou l'insultent, avec les biographies, les portraits, les caricatures et les apothéoses. Dans les caprices fugitifs de la mode, rien n'a manqué à sa gloire : il a tenu sa place parmi les petits fours sur l'étalage du pâtissier, figuré comme brelogue ou porte-allumettes ; enfin, de son vivant, il a été représenté sur le théâtre.

« Ce fut sans contredit un des hommes qui ont fait à leur pays le plus de mal et de mal durable. Cependant, il n'était pas méchant, nous dit Bouillé, qui le connaissait bien. Grâce, au contraire, à sa bienveillance naturelle, il eut des amis même en dehors de son parti, et il s'est honoré en rendant justice, en plusieurs endroits de sa correspondance, à la loyauté et au caractère du comte de La Ferronnays. Au point de vue religieux, ce n'était pas un sectaire, comme les autres révolutionnaires.

« Ses idées peu nombreuses, jetées dans un moule

uniforme, ne se redressent pas avec l'expérience : l'armement de la garde nationale, la déclaration des droits, le programme de l'hôtel-de-ville, l'alliance avec les révoltés de tous les pays, au risque de provoquer contre nous la coalition européenne, reparaissent sans cesse dans ses divagations oratoires, écoutées avec le respect dû à son âge. Quand ces moyens ne réussissent pas, il est quitte pour attribuer l'insuccès aux manœuvres de l'aristocratie. Si ce célèbre déclassé n'avait pas été servi par la naissance et la fortune, qui, de bonne heure, le mirent en évidence, à une époque où, à défaut de grands hommes alors nécessaires, l'audace et la ruse ouvraient la voie aux médiocrités, il fût resté à sa vraie place dans les rangs inférieurs de la société. J'aime à me le représenter sous les traits d'un bon maire de village, infatué de son écharpe, tel que celui devant lequel il se plaisait à se courber en 1791, fermant les yeux sur les délits ruraux et faisant travailler toute l'étendue de son intelligence et sa finesse de montagnard au triomphe de sa liste municipale. »

Avec l'abbé Grégoire, de Gallier aborde la plus grande faute de la Révolution, celle où elle s'est attaquée, non plus seulement aux choses matérielles, mais à la conscience humaine, par la rupture violente avec l'Eglise et l'établissement de la constitution civile du clergé. Cette constitution était une œuvre de lettrés et de jurisconsultes, mais non d'apôtres, tant s'en faut, et, loin de répondre aux besoins et aux tendances de la nation, elle inaugura une religion sans fidèles, une

théorie de sophistes, plutôt qu'un culte. Elle fut une mesure absolument injuste et le point de départ de la persécution consentie par une coalition, où l'on trouve pêle-mêle, jansénistes, philosophes, protestants, juifs et incrédules.

Un des principaux auteurs de cette œuvre si impolitique fut l'abbé Grégoire, et c'est à étudier cette œuvre et ce personnage que de Gallier s'est scrupuleusement appliqué. Dans un travail qui n'est pourtant pas très étendu (87 pages), il a réussi à condenser une quantité considérable de faits, à les mettre en pleine lumière à l'aide d'éléments d'information aussi nombreux qu'autorisés, enfin à faire, sur un sujet de cette grave importance, une étude qui mérite d'être rangée parmi les meilleures et dont il faut tenir compte. Quant à Grégoire, il est démasqué avec une pénétrante analyse qui montre bien tout ce que fut cet homme froide-ment mauvais, dont l'orgueilleuse vanité pouvait aller de pair avec une hypocrite ambition (1).

Un personnage d'une tout autre importance attira bientôt l'attention d'A. de Gallier, on a nommé Robespierre, dont le rôle, assez effacé à la Constituante, de-

(1) *Les hommes de la Constituante.* — L'abbé Grégoire et le Schisme constitutionnel, dans *Le Contemporain* de février et mars 1883. On sait que Grégoire, en 1819, fut élu député de l'Isère, par hostilité contre la Restauration, mais cette élection, qui fut justement invalidée, ne faisait guère honneur au bon sens des électeurs, dont le représentant était, à tout prendre, un intrigant suranné et un misanthrope orgueilleux qui se drapait adroitement dans une dignité amère autant que fausse. De Gallier a donné sur cet incident des détails inédits fort intéressants.

vait ensuite devenir ce que l'on sait. Là encore, la méthode de l'analyse psychologique est savamment appliquée, et les idées neuves n'y manquent pas, surtout quand on nous montre, à n'en pouvoir douter, que chez Maximilien, le scélérat se doublait d'un monomane et d'un déséquilibré (1).

Pour avoir une idée exacte du procédé critique ici employé, nous citerons d'abord le portrait de Robespierre orateur, viendra ensuite celui de l'ordonnateur de la fête de l'Etre Suprême; ce sont là deux côtés caractéristiques de ce prétendu homme d'Etat, de cette physionomie monstrueuse descendue jusqu'à la brute et qui, dans sa fièvre d'hallucination produite par l'ivresse du sang, ne voit partout que des traîtres et des scélérats :

« Après l'utopiste, voyons l'orateur, aussi bien ils ne peuvent se séparer. La langue obscure et tourmentée, qui lui sert à rendre des idées fausses et absolues, témoigne du chaos d'un esprit à la fois obstiné et médiocre. Comme journaliste, il compte peu; malgré sa grande popularité, il n'arrivera jamais à la vogue du *Père Duchêne* et de l'*Ami du Peuple*... C'est dans ses discours aux deux Assemblées nationales et aux Jacobins qu'il faut le chercher. Une vanité grotesque le domine toujours. Ses procédés oratoires peuvent se classer en deux ou trois époques distinctes et présen-

(1) Robespierre, ses principes, son système politique, dans la *Revue des questions histor.* t. LVI (1896).

tent des différences très sensibles. A la Constituante, la source, encore pauvre, qui alimente ses idées, ne laisse couler qu'un petit nombre de sophismes souvent repris. Celui qui reparaît le plus souvent consiste dans la supposition de l'égalité des intelligences. Le peuple est trop bon, les masses trop éclairées, pour n'avoir pas toutes les aptitudes.....

« C'est le ton du pédant de collègue, bourrant de phrases creuses, son amplification de distribution de prix. Cette vulgarité déclamatoire, que les gens sensés accueillent par un sourire, est un élément de succès auprès du public des tribunes, flatté dans ses passions démagogiques. Le style est lourd, verbeux, plein de banalités, le classique de mauvais aloi d'un lauréat de province.

« Aux Jacobins, de tout temps le terrain le plus solide de Robespierre, sa nature haineuse, gonflée de soupçons, s'épanche plus librement. Loin de procéder désormais par insinuation, la calomnie acquiert dans sa bouche de redoutables proportions. Après avoir dénoncé ses collègues de la Constituante, il poursuit contre les membres de la seconde Assemblée cette tâche d'inquisiteur. Il commence à regarder autour de lui pour marquer ses victimes, et entreprend contre les Girondins une lutte mortelle ; après le 10 août, il provoque directement au massacre. Sur ce fond sombre, sans que le discours ait rien perdu de son emphase, les niaiseries sentimentales disparaissent. La phrase se fait plus courte et comme haletante. C'est la période de transition entre l'avocat discoureur et le pontife qui vaticine.

« Devenu l'instigateur et le maître de la Terreur, le véritable Robespierre se révèle dans toute l'étendue de son curieux cas pathologique ; les objets extérieurs, dont il a perdu la notion exacte, revêtent à ses yeux un caractère uniforme de criminalité. Il est parvenu à communiquer à ses adeptes la fièvre d'hallucination dont il est lui-même atteint. Resté lucide par son esprit d'intrigue et de mensonge, par les moyens d'assouvir sa prodigieuse vanité, ses tenaces ressentiments et ses instincts tyranniques, ce prêtre d'une religion sanglante est au fond un agité de la plus dangereuse espèce. Son regard vigilant discerne partout la trahison s'agitant parmi les aristocrates, dans le sein du peuple, dans les rangs de l'armée, jusque dans les conseils du gouvernement. Réprimée sans cesse, elle renaît chaque fois plus active de ses cendres. La fantasmagorie de cadavres et de poignards, usitée dans les parades de la franc-maçonnerie, revêt ici une réalité terrible.

« On comprend qu'à de telles conditions mentales, il ne faut rien demander qui rappelle les règles ordinaires de l'éloquence. D'ailleurs, à l'incohérence issue des idées vient s'ajouter un désordre calculé. Il s'agit d'entraîner par la passion ou par la crainte, bien plus que d'arriver à la persuasion. Les anciens défauts se sont accrus. On retrouve jusqu'à la satiété les réminiscences pédagogiques des Grecs et des Romains, l'abus perpétuel de la figure de rhétorique connue sous le nom d'apostrophe, le décousu des images, l'impropriété des termes. Les premiers discours étaient divisés comme des sermons. Ici, il n'y a plus trace de plan.

Çà et là sont appendus les mots sonores de vertu, de liberté, de justice, clinquant, brillant, dissimulant mal la nudité de la trame. Mais le crime revient plus souvent encore : à travers les divagations et les digressions domine le sombre mysticisme du prophète exterminateur ; parlant un langage sybillin, qui pénètre les plus inoffensifs jusque dans la moelle des os, des menaces mystérieuses ouvrant des horizons toujours plus larges de proscription, un système indéfini de complicités, de vagues catégories d'inculpés, auxquelles nul ne peut se flatter de se dérober. Amené au point voulu de prostration morale, l'auditeur respire avec peine sous ce ciel noir, d'où incessamment la foudre s'échappe pour aller frapper au hasard.

« Robespierre n'était pas né orateur. Ce n'est qu'à l'aide d'un travail acharné qu'il parvient à dégager sa pensée, conservant toujours quelque chose de troublé et d'excessif. Ses débuts à la tribune n'avaient pas été heureux ; sa suffisance, alors si peu justifiée, son emphase d'avocat de province ne soulevaient que des railleries. »

A côté de ce portrait d'une touche si vraie, qu'on lise maintenant cette autre page où de Gallier, en des termes éloquents et d'une haute raison, a décrit l'organisation du déisme officiel de la Révolution, conception insensée, sortie du cerveau mal équilibré de Robespierre :

« La fête de l'Etre Suprême fut, à ce qu'il semble,

l'apogée de la doctrine, le champ du cygne du terrible mystagogue. Mais il est difficile de faire sortir des deux discours prononcés à cette occasion autre chose que des phrases déclamatoires, on est cruellement dé-sappointé en lisant ces morceaux oratoires qui ont eu tant de retentissement.

« Robespierre prétendait, comme plus tard Napoléon, faire de la religion un instrument de règne. Mais les conceptions d'un homme de génie ne ressemblent guère aux plans confus d'un monomane. Tandis que la raison du Premier Consul se pénétrait de ce principe qu'il n'y avait d'autre issue que le retour au catholicisme par l'accord avec le pape, le créateur du tribunal révolutionnaire entrevoyait à son profit une résurrection du pontificat des empereurs romains, un culte fait de pompes mythologiques, dénué de sanction et de dogmes, réunissant, au lieu de fidèles, des comparses tremblants. Dieu toléré sous le pseudonyme d'Etre Suprême en qualité de fonctionnaire nominal de la République, associé par un exécrationnel calcul, à la boucherie humaine, descendu, en vertu d'une horrible fiction que la bouche se refuse à prononcer, au rôle de *valet du bourreau*, apparaît comme un outrage à la Majesté divine plus direct et plus ignoble que le triomphe des prostituées à travers les temples profanés, et que les orgies du matérialisme en délire. Il y a une plus grande perversion à oser se servir ainsi de Dieu qu'à le blasphémer et à nier son existence. Au milieu des ténèbres toujours plus épaisses, la plainte des opprimés semble monter vers des cieux vides, sourds au blasphème, inaccessibles à la prière, et cependant la

foi des martyrs n'a pas un instant défailli ; les jours faits pour la glorification des erreurs les plus monstrueuses ont ramené à la vérité des philosophes et des hommes frivoles de ce XVIII^e siècle si justement puni ; ils rendaient à l'Eglise légitime des milliers de prêtres constitutionnels.

« Ce déisme gouvernemental, dont les terroristes pensaient être quittes et qui ne pouvait satisfaire la masse du peuple demeuré fidèle au catholicisme, ces protestations de fraternité entre deux hécatombes de sacrifices humains, cette marche du bœuf gras accompagnée de grossières allégories en carton peint, conduite par le despote, dont l'arrogance insulte au principe de l'égalité devant la Convention domestiquée, ces prétentions et cette indigence de pensée eurent le sort de toutes les impostures, et n'éveillèrent que des railleries qui presque ouvertement se firent jour, malgré le danger. Comme si ce dernier crime dépassait en énormité tous ceux commis jusque-là, Robespierre tomba foudroyé en touchant à l'Arche sainte. La Providence, qui semblait dormir, suscita parmi les complices des vengeurs inconscients.

« Celui qui jusqu'ici avait tout osé, avec succès, contre la lâcheté des hommes, rencontre enfin la borne où stupidement il va se briser. Il a eu l'art d'amasser tout contre lui ; il a déçu l'espérance de ce peuple qui voyait, dans le nom de Dieu invoqué, la cessation des massacres ; par son indolence, il est en train de devenir suspect à ses propres partisans ; sa vie est de plus en plus une menace qui frappe au hasard dans les rangs. Le salut exige qu'on le tue.

« Bientôt ses protestations de dévouement au bien public, ses lamentations accoutumées, seront étouffées par les clameurs des révoltés. Proscrit, fugitif, mis hors la loi, il subit dans toute sa rigueur la peine du talion ; le droit de défense, dont il a privé les accusés lui est à son tour refusé ; des mains brutales le livrent sanglant et déjà presque cadavre au couperet de la guillotine, au milieu des malédictions et des trépignements de joie de Paris tout entier debout. »

Ces quelques citations suffisent à montrer avec quelle pénétrante critique de Gallier a su analyser les principes et le système politique de Robespierre, aussi bien cette étude, comme toutes les autres, témoigne-t-elle de sa profonde connaissance de l'histoire de la Révolution, qu'il avait patiemment fouillée dans tous les sens et avec une scrupuleuse attention. Cette partie de son œuvre littéraire n'est ni la moins importante, ni la moins intéressante, et, à voir le réel talent avec lequel il a su la comprendre, on éprouve le regret qu'il n'ait pu achever cette galerie de portraits, ces biographies des personnages révolutionnaires, où il se proposait de faire entrer Siéyès, Mirabeau, Maury (1), d'autres encore,

(1) Le marquis de Billiotti, à Orange, petit-neveu de Maury, avait communiqué à de Gallier, tous les papiers avec la correspondance de son grand-oncle. Mais, après examen, de Gallier ne voulut pas se résoudre à en entreprendre la publication. Depuis, un ecclésiastique d'une fécondité aussi grande que superficielle, Mgr Ricard, s'en est fait l'éditeur. Cette publication est-elle bien sincère et sans suppressions volontaires ? Nous n'oserions l'affirmer. Il est sûr que plusieurs de ces documents ne sont guère favorables à Maury qui, sous l'Empire, a joué un rôle peu brillant. Restons sur cet euphémisme.

et dont Taine lui disait justement qu'elles étaient nécessaires pour bien remplir le cadre de son livre, ce livre de haute justice et de légitime réparation. Tout ce grand côté avait fortement saisi de Gallier qui, un des premiers, marcha sur les traces du maître dont l'influence sur lui n'est pas douteuse, et se traduit par l'application rigoureuse de la même méthode d'analyse. Au reste, sur ce terrain-là, ces deux hommes s'étaient bien compris, et ils échangeaient leurs vues dans une correspondance qui montre bien quelle entière approbation Taine donnait aux travaux d'A. de Gallier ; mieux que personne il était à même d'en connaître la valeur, et il sut le lui dire (1).

En même temps que l'histoire de la Révolution le captivait au point que l'on sait, son attention s'était portée ailleurs, vers une époque et une société bien différentes de sentiments, de passions et de tendances, c'était l'Italie du xv^e siècle, dans cette fin du moyen âge, où les contrastes les plus violents se firent jour avec une intensité inouïe. Ayant eu communication de quelques documents inédits relatifs à César Borgia, duc de Valentinois, il en profita pour élargir le cadre qui entoure la figure sinistre du célèbre condottiere (2). Il mit à contri-

(1) Les lettres de Taine, que de Gallier nous avait montrées ainsi qu'à d'autres amis, notamment M. Brun-Durand, n'ont pu être retrouvées, et c'est vraiment dommage, car elles sont toutes à son éloge et leur place était naturellement marquée ici.

(2) *César Borgia, duc de Valentinois et Documents inédits sur son séjour en France*, dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XXVIII et t. XXIX. Tirage à part, Paris, Picard, in-8° 1895.

bution toutes les sources imprimées un peu importantes depuis le xvi^e siècle jusqu'à nos jours, et, à l'aide de tous ces matériaux, il reconstitua le milieu social où avait vécu ce prince cruel, et qui l'explique sans toutefois le justifier. Même après des historiens de valeur, comme Gregorovius et Yriarte, de Gallier sut être neuf sur plus d'un point, complétant et rectifiant au besoin tous ses devanciers. Il a dit sur les Borgia, sur Alexandre VI notamment, la vérité tout entière dans un jugement équitable qui condamne à la fois les panégyristes à outrance et mal informés, et les détracteurs de parti pris qui, altérant les faits, n'ont pas reculé devant la calomnie la plus odieuse.

Aussi son étude a-t-elle mérité d'être signalée par le savant auteur de l'*Histoire des Papes*, M. le D^r Louis Pastor, professeur d'histoire à l'Université d'Innsbrück (1).

De Gallier a très bien compris la société et les mœurs italiennes du xv^e siècle, et la peinture qu'il en a tracée, semble la faire revivre sous nos yeux, dans une saisissante réalité.

Dans les derniers temps de sa vie, il y revint encore, envisageant son premier travail sous un horizon beaucoup plus vaste, de façon à former tout un volume sous ce titre : *Mœurs italiennes du moyen âge et de la Renaissance*. Il en avait esquissé l'ébauche, qu'il fouillait avec soin, réunissant des livres et prenant des notes, lorsqu'il mourut sans avoir pu achever cette

(1) *Histoire des Papes depuis la fin du moyen âge*, t. VI, p. 62.

œuvre. Nous en avons retrouvé un canevas indiquant les divers points qu'il se proposait de traiter, et dont l'énoncé seul nous montre assez combien ce livre aurait présenté un puissant intérêt (1). Ce travail sur César

(1) Voici le canevas retrouvé dans ses papiers :

MŒURS ITALIENNES DU MOYEN AGE ET DE LA RENAISSANCE

Introduction

La condition troublée de l'Italie. Manque de sécurité.

Livre 1^{er}, l'Eglise

Ch. I. — Influence de la Papauté sur l'Italie et principalement sur les Etats Pontificaux. Le séjour à Avignon et le grand schisme d'Occident ont rompu la tradition et affaibli le prestige.

Ch. II. — Les moines et les saints.

Ch. III. — Les abus ecclésiastiques.

Ch. IV. — Les hérésies.

Ch. V. — Le sentiment religieux dans le peuple. Les légendes et superstitions.

Livre II, les Gouvernements

Ch. I. — Les Républiques.

Ch. II. — Les tyrans. Opposition avec le sentiment chevaleresque français.

Ch. III. — Les barons romains.

Ch. IV. — Les meurtres politiques.

Livre III, le Peuple

Ch. I. — Condition et éducation du peuple.

Ch. II. — La Vendetta.

Ch. III. — L'armée et le brigandage.

Livre IV, la Femme

Ch. I. — La femme selon l'Evangile.

Ch. II. — L'héroïne ou la virago.

Ch. III. — La lettrée.

Ch. IV. — L'amoureuse.

Ch. V. — La criminelle.

Ch. VI. — La courtisane.

Nous ferons observer que le savant livre du Dr Pastor, indiqué plus

Borgia (1894) précéda l'étude consacrée à Robespierre (1896). Ce furent les dernières publications d'A. de Gallier, celles qui terminent toute sa carrière de lettré et d'érudit, et dont les pages qui précèdent ont pu donner au lecteur une appréciation suffisamment motivée.

haut, a remarquablement traité le même sujet, dans une étude des mœurs italiennes, (t. V, Introduction, p. 1-225), que de Gallier n'a pas connue, car la traduction française n'en a paru qu'après sa mort (mars 1898). Par les quelques fragments qu'il a pu rédiger, et par ce qu'il nous en a souvent dit en conversation, nous avons été frappé de voir combien l'accord aurait été complet entre ces deux esprits si perspicaces. Cependant, il était plus favorable à Savonarole que le savant Allemand. On sait que ce dernier vient de répondre à ses contradicteurs par une nouvelle étude de la question. Pour être vraiment équitable, il conviendrait de juger Savonarole, non d'après nos idées modernes, mais d'après celles du xv^e siècle, et ce point de vue semble avoir été négligé par le Dr Pastor.



BIBLIOGRAPHIE

classée par ordre chronologique



1. — MADAME LA DUCHESSE DE BOURGOGNE, par M. Jules de Saint-Félix. — Compte rendu dans la *Gazette du Bas-Languedoc*, n° du jeudi 21 décembre 1837. — Signé : Anatole de Gallier.

2. — NÉCROLOGIE. — JUST DE TOURNON. — Dans *Le Réparateur, journal du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais*, n° du 13 août 1841. — Signé : Anatole de Gallier.

3. — SOUVENIRS DE ROME (1). — SS. GRÉGOIRE XVI (juillet 1841). — Dans *L'Annonéen, Echo de l'Ardèche*, n° du jeudi 13 avril 1843. — Signé : Onuphrius.

4. — SOUVENIRS DE ROME. — ASPECT DE ROME ET DE LA CAMPAGNE ROMAINE. — Feuilleton dans *L'Annonéen, Echo de l'Ardèche*, n° du jeudi 20 avril 1843. — Signé : Onuphrius.

5. — SOUVENIRS DE ROME (suite). — CLERGÉ ROMAIN. — Dans *L'Annonéen, Echo de l'Ardèche*, n° du jeudi 27 avril 1843. — Signé : Onuphrius.

6. — SOUVENIRS DE ROME. — L'INFIORATA DE GENZANO OU LA FÊTE DES FLEURS. — Feuilleton dans *L'Annonéen, Echo de l'Ardèche*, n° du jeudi 4 mai 1843. — Signé : Onuphrius.

(1) Comme il est facile de le voir, ces souvenirs ne sont que des pages sans suite arrachées à des notes de voyage, et n'ont jamais la prétention d'offrir quelque chose de complet. (Note de l'auteur.)

7. — WALTHER. — Feuilleton de *L'Annonéen, Echo de l'Ardèche*, n° du jeudi 29 juin 1843. — Signé : Onuphrius.

8. — LE FOU DE SAN-SERVOLO. — Dans *La Semaine, deuxième partie. — Huit journaux de littérature, d'illustrations et de publicité.* — (Paris, Bureaux Saint-Marc Feydau, 6), n° du 8 mars 1846, p. 565-567, et du 15 mars 1846, p. 598-599. — Signé : Onuphrius.

9. — CHANTS ET RÉCITS POPULAIRES DE L'ALLEMAGNE. — DES KNABEN WUNDERHORN, ALTE DEUTSCHE LIEDER GESAMMELT VON ACHIN VON ARNIM UND CLEMENS BRENTANO. — Dans la *Revue Indépendante* de mai 1847. — Signé : Saint-Martin.

10. — GOËTHE AU POINT DE VUE HUMANITAIRE, par Karl Grun. — Compte-rendu dans *Le Correspondant* de novembre 1847. — Signé : Anatole de Gallier.

11. — *Société de Saint-Vincent-de-Paul.* — CONFÉRENCE DE TAIN ET TOURNON-SUR-RHÔNE. — RÉUNION GÉNÉRALE DU 20 DÉCEMBRE 1847. — Lyon, Imprimerie de Barret, 1848, in-8° de 10 p.

(Le Rapport est d'Anatole de Gallier l'un des secrétaires de la Conférence).

12. — DU PROJET DE DÉCRET RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UN IMPÔT PROGRESSIF SUR LES SUCCESSIONS ET DONATIONS ENTRE VIFS. — Signé : X... — Dans le *Courrier de la Drôme et de l'Ardèche*, n° du jeudi 24 août 1848.

13. — DE LA DÉMOCRATIE EN FRANCE, PAR M. GUIZOT. — Compte-rendu dans la *Gazette de Lyon, Union nationale*, n° du lundi 19 février 1849. — Signé : A. G.

14. — NÉCROLOGIE. — DISCOURS PRONONCÉ AUX FUNÉRAILLES DE M. LE MARQUIS DE CORDOUE. — Dans le *Courrier de la Drôme et de l'Ardèche* du vendredi 7 décembre 1849.

15. — LE PARLEMENT DE FRANCFORT ET SES RELATIONS

DIPLOMATIQUES AVEC LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — Dans *Le Correspondant* de mars et avril 1852. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 100 exemplaires, Paris, Douniol, 1852, in-8° de 52 p.

16. — LA RÉFORME ET LA RÉVOLUTION. — EEGINLEITUNG IN DIE GESCHICHTE DES NEUNZEHNTEIN JARHRHUNDERTS. (Introduction à l'histoire du XIX^e siècle, par Gervinus.) — Dans *Le Correspondant* de septembre 1853. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 25 exemplaires, Paris, Douniol, 1853, in-8° de 36 p.

17. — DE L'IDÉAL DANS LA LITTÉRATURE MODERNE, PARTICULIÈREMENT CHEZ LES FEMMES, par M^{me} la Comtesse Hahn-Hahn. — Dans *Le Correspondant* de septembre 1854, p. 855-87. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 25 exemplaires, Paris, Douniol, 1854, in-8° de 33 p.

18. — OUVERTURE DU CHEMIN DE FER DE LYON A VALENCE. — Dans *L'Illustration* du 4 avril 1855. — Dessins de M. Max Monier de la Sizeranne. — Reproduit dans le *Courrier de la Drôme* du 21 avril 1855.

19. — ECRIVAINS CONTEMPORAINS DE L'ALLEMAGNE. — OSCAR DE REDWITZ, AMARANTE, 16^e édition, Mayence, 1853. GEDICHTE (poésies), 3^e édition, Mayence, 1852. EIN MÆRCHEN (un conte), 5^e édition, Mayence, 1853. SIEGELINDE (eine tragedie), Mayence, 1854. — Dans *Le Correspondant* de janvier 1856, p. 516-46. — Signé : Anatole de Gallier.

20. — ETUDES STATISTIQUES SUR ROME, par le comte de Tournon. — Compte-rendu dans *Le Correspondant* d'octobre 1857. — Signé : Anatole de Gallier.

21. — NÉCROLOGIE. — LA COMTESSE DE REVOL, NÉE D'URRE. — Dans *L'Union* du 5 mai 1858. — Signé : Mac-Sheehy.

22. — LES LÉGENDES DORÉES, par Charles Fournél. Paris, Durand et Aubry, 1862, in-12. — Compte-rendu dans le *Courrier de la Drôme et de l'Ardèche* du 15 août 1862. — Signé : A. de G.

23. — PUBLICISTES CONTEMPORAINS. — M. LE BARON DE FONTARÈCHES. — Dans la *Gazette du Midi*, n° du lundi 23, mardi 24 et mercredi 25 novembre 1863. — Signé : Anatole de Gallier.

24. — Dans le journal *L'Union*, du 23 septembre et du 2 octobre 1864, deux articles relatifs au marquis Costa de Beauregard, sous le pseudonyme de Mac-Sheehy.

25. — HISTOIRE DE LA NOBLESSE DE PROVENCE. — Article dans *L'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, n° du 25 janvier 1865, col. 58-60. — Signé : (Tain) A. de Gallier.

26. — L'ARQUEBUSE DE CHARLES IX. — Article dans *L'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, n° du 10 février 1865, col. 88. — Signé : A. de Gallier.

27. — NOTICE SUR MADAME DE SIMIANE, dans *Les Grands Écrivains de la France*, collection éditée par Hachette, sous la direction d'Ad. Regnier, LETTRES DE MADAME DE SÉVIGNÉ, DE SA FAMILLE ET DE SES AMIS, t. XI (1865), p. 3-12. — Signé : Anatole de Gallier.

28. — LETTRES DE MADAME DE SIMIANE, *ibid.* p. 15-288.

L'édition et l'annotation de ces *Lettres* sont l'œuvre d'A. de Gallier.

29. — GÉNÉALOGIE DES TOURNON. — Article dans *L'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, n° du 10 mars 1866. — Signé : François de B.

30. — LES CAHIERS DE 89 OU LES VRAIS PRINCIPES LIBÉRAUX, par Léon de Poncins. — Compte-rendu dans la *Gazette du Midi*, n° du lundi 23 et mardi 24 avril 1866. — Signé : A. de Gallier.

31. — NOTICE SUR HECTOR DE MANIQUET, SEIGNEUR DU FAYET EN DAUPHINÉ, SUIVIE DE DOCUMENTS INÉDITS RELATIFS A SA MISSION EN ALLEMAGNE. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. I, p. 57. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part, Valence, Chenevier et Chavet, 1866, in-8° de 31 p.

32. — Note sur de FAUX AUTOGRAPHES ATTRIBUÉS A SAINT FRANÇOIS DE SALES. — Dans *L'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, 1867.

33. — ORIGINE, ÉTYMOLOGIE ET SIGNIFICATION DES NOMS PROPRES ET DES ARMOIRIES, par le baron de Coston. Paris, A^a. Aubry, 1867, in-8°. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. II, (1867), p. 707-708. — Signé : A. de G.

34. — OBITUARIUM LUGDUNENSIS ECCLESIAE, NÉCROLOGE DES PERSONNAGES ILLUSTRES ET DES BIENFAITEURS DE L'ÉGLISE MÉTROPOLITAINE DE LYON DU IX^e AU XV^e SIÈCLES, PUBLIÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS AVEC NOTES ET DOCUMENTS INÉDITS, par M. G. Guigues, ancien élève de l'Ecole des Chartes. Lyon, N. Scheuring, 1867, in-4°. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. III, (1867), p. 636-36. — Signé : A. de G.

35. — NÉCROLOGIE. — M^{me} LA COMTESSE DE FLORANS — Dans *La Gazette de France* du 6 septembre 1867. — Signé : Anatole de Gallier.

36. — L'ÉGLISE DE BROU ET SES TOMBEAUX, par C. J. Dufay. Lyon, Scheuring, 1867, in-12 de 174 p., av. fig. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. IV (1868), p. 372-73. — Signé : A. de G.

37. — APRÈS LA MORT. — Poésie dans *Le Dauphiné* (Grenoble, Drevet), n° du 2 novembre 1868. — Signé : François Bagulli.

38. — DISCOURS POUR LA PRÉSIDENTE DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE LA DROME, (26 août 1869). — Dans le *Bulletin* de cette Société, t. IV, p. 471-73.

39. — JEAN DE MORVILLIER ÉVÊQUE D'ORLÉANS, par Baguenault de Puchesse, — Compte-rendu dans le *Polybiblion* de 1869. — Signé : Anatole de Gallier.

40. — LE MARQUIS D'AUBAIS. — Dans la *Revue de Marseille et de Provence* de mai 1870. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 100 exemplaires, Marseille, Marius Olive, in-8° de 20 p.

41. — ESSAI HISTORIQUE SUR LA BARONNIE DE CLÉRIEU EN DAUPHINÉ ET SUR LES FIEFS QUI EN ONT DÉPENDU. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. I, 373-89 ; t. II, 16-28 ; t. III, 56-68, 405-29 ; t. IV, 39-58, 127-38, 269-76, 360-71 ; t. V, 59-83, 306-24, 410-28 ; t. VI, 217-54, 337-53, (1866-1872). — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 180 exemplaires, Lyon, Auguste Brun, 1873, in-8° de 274 p. avec planches.

Tirage à part, à 25 exemplaires, du premier chapitre sous ce titre : HISTOIRE GÉNÉALOGIQUE DE LA MAISON DE CLÉRIEU EN DAUPHINÉ. Valence, Chenevier et Chavet, 1868, in-8° de 84 p.

42. — PHÉLISE REGNARD. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. VII, (1872), p. 47-51.

43. — LA CORRESPONDANCE DE M. PAUL-ÉMILE GIRAUD AVEC DIVERS HOMMES DE LETTRES. Lyon, imp. Perrin, 1872, in-8°. — Lettres d'A. de Gallier et réponses de P.-E. Giraud, p. 173-242.

44. — LES PÈLERINS. — Poésie dans *La Décentralisation* du lundi 14 octobre 1872. — Signé : Nicolas Monteux.

45. — COMITÉ LOCAL DE TAIN. — SECOURS AUX BLESSÉS, AUX FAMILLES DE MILITAIRES ET AUX DIVERSES VICTIMES DE LA GUERRE. Juillet 1870. Décembre 1872. Tournon, typ. et lith. J. Parnin, in-8° de 8 p.

46. — LA PRESQU'ÎLE DE GIENS. Poésie dans la *Revue de Marseille et de Provence* de février 1873. — Signé : Nicolas Monteux.

47. — JEAN DE SERRES. — *Historiographe de France sous Henri IV, (d'après des documents inédits)*. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. VII, (1883), p. 225-42. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part.

48. — FUNÉRAILLES DE M. MALLENT, CURÉ-ARCHIPRÊTRE DE TAIN (DRÔME), 21 janvier 1874. — Dans *L'Ordre et la Liberté* de Valence, du 23 janvier 1874. — Réimpression, Tournon, typ. J. Parnin, in-8° de 4 p.

49. — NÉCROLOGIE. — LE D^r JANOYER DE TAIN. — Dans *L'Ordre et la Liberté* de Valence du mercredi 18 février 1874.

50. — ESSAI HISTORIQUE SUR LA CHAMBRE DE L'EDIT DE GRENOBLE, par J. Brun-Durand. Valence, Chenevier et Chavet, 1873. in-8° de 108 p. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. XV, (1374), p. 322-23. — Signé : A. de G.

51. — NÉCROLOGIE. — *Lettres sur M. Dupré de Loire*. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. VIII, (1874), p. 378-79.

52. — VOYAGEURS DAUPHINOIS. — BARBIER DE MERCUROL ET HENRY MAGNARD. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. VIII, (1874), p. 410-27. — Signé : Anatole de Gallier.

53. — MÉMOIRES HISTORIQUES SUR LE VIVARAIS, par J. A. Poncer. Tomes I, II et III. — Annonay, imprimerie de Ranchon, trois in-8°. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. XV, (1874), p. 683-84. — Signé : A. de G.

54. — HISTORIENS DAUPHINOIS. — M. ANDRÉ LACROIX, AR-

CHIVISTE DE LA DRÔME. — Dans *L'Ordre et la Liberté, Journal de la Drôme et de l'Ardèche*, n° du 29 et du 3 avril 1875. — Signé : Un Membre de la Société d'Archéologie de la Drôme.

55. — UNE PAGE DE L'HISTOIRE DU VIENNOIS A LA PART DU ROYAUME. LES PAGAN ET LES RETOURTOUR. — Dans le *Recueil des Mémoires et documents sur le Forez publiés par la Diana*, t. II, (1875). — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 100 exemplaires, Vienne, Savigné, in-8° de 99 p. avec gravures.

56. — TOURNON, LE 20 MAI 1876. — DISCOURS PRONONCÉ AUX FUNÉRAILLES DE M. GUILLAUME D'ARNAUD, BARON DE VITROLLES, ANCIEN OFFICIER DE LA MARINE ROYALE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ARDÈCHE, par Anatole de Gallier. — Dans le *Patriote de l'Ardèche* du 25 mai 1876.

Tirage à part à 200 exemplaires, Valence, imp. J. Céas, in-8° de 4 p.

57. — ETUDES SUR LES ORIGINES DE LA FRANCE CONTEMPORAINE, par M. Taine. — Dans *La Décentralisation* des 7, 8, 9, 21, 22 sept. et des 11 et 12 octobre 1876. — Signé : Anatole de Gallier.

58. — LE 16 OCTOBRE, MARIE-ANTOINETTE. — Dans *La Décentralisation* du lundi 16 octobre 1876. — Signé : Anatole de Gallier.

59. — LA VIE DE PROVINCE AU XVIII^e SIÈCLE. LES FEMMES, LES MŒURS, LES USAGES. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. IX, 355-77 ; t. X, 5-17, 142-64, 270-91, 369-86 ; t. XI, 5-21, 137-48 ; t. XII 235-47, (1874-1877). — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 200 exemplaires, Paris, Rouquette, 1877, in-8° de 128 p.

60. — NOTES SUR LES BERMOND D'ANDUZE, SEIGNEURS DE LA VOULTE EN VIVARAIS. — Dans la *Revue du Dauphiné et du Vivarais* (Vienne, Savigné), de janvier et de février 1877. — Signé : Anatole de Gallier.

61. — LES BÉVUES DE LA REVUE DES DEUX-MONDES. — Dans *La Décentralisation* du 29 janvier 1877. — Signé : Aga.

62. — SAINTE-BEUVE POSTHUME. — Dans *Le Correspondant* du 10 mars 1877, p. 901-912. — Signé : Anatole de Gallier.

63. — NÉCROLOGIE. — LE MARQUIS DE GODEFROY-MENILGLAISE. — Dans *La Défense religieuse et sociale* du vendredi 10 août 1877. — Signé : Anatole de Gallier.

64. — LE CYNISME DANS LE ROMAN CONTEMPORAIN. — Dans *La Défense sociale et religieuse* du 14 novembre 1877. — Signé : A. de Gallier.

65. — L'IMPRIMERIE A TOURNON. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XI, 233-40, 332-47, 369-8; t. XII, 42-55, 158-72 (1877-1878). — Signé : Anatole de Gallier.

Sans tirage à part. Exemplaire de l'auteur, extrait du *Bulletin*, relié, interfolié et annoté.

66. — LES RÉCENTES PUBLICATIONS SUR TURGOT. — Dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXIII (1878), p. 588-94. — Signé : Anatole de Gallier.

67. — LES TOURNONNAIS DIGNES DE MÉMOIRES. — LETTRES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DU JOURNAL DE TOURNON, par Anatole de Gallier, président de la Société d'Archéologie de la Drôme. — (Le peintre Pierre-Paul Sevin, Bon de Broé, Jean Capassin, Achille Gamon, Pierre Davity, Tournon). — Dans le *Journal de Tournon*, année 1878.

Tirage à part, Paris, Rouquette, 1878, in-8° de 54 p.

68. — LA RÉVOLUTION DE M. TAINE. — Dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXIV, (1878), p. 254-66. — Signé : Anatole de Gallier.

69. — ETUDE SUR L'ALLODIALITÉ DANS LA DRÔME, DE 1000 A 1400, PAR G. DE P[ISANÇON]. — Valence, imp. de Chenevier (1874-1877, in-8° de VII et 409 p. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXIV (1878), p. 695-96. — Signé : A. de G.

70. — NOTICE HISTORIQUE SUR LE CHATEAU DE FEUGEROLLES ET SUR LES FAMILLES QUI L'ONT POSSÉDÉ, par M^{me} la Comtesse de Charpin-Feugerolles. Lyon, imp. Louis Perrin, 1878, in-8° de 158 p. av. fig. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXIV (1878), p. 696-97. — Signé : A. de G.

71. — LES LOIS FERRY. — Dans *La Décentralisation* du 6 mai 1879. — Signé : A. de G.

72. — LA MORALE INDÉPENDANTE. — Dans *La Décentralisation* du mardi 29 juillet 1879. — Signé : A. de G.

73. — LA LOI PLESSIER SUR LE RENOUVELLEMENT DES BUREAUX DE BIENFAISANCE. — Dans *La Décentralisation* du 11 août 1879.

74. — RÉFLEXIONS SUR L'ÉLECTION DE LA 2^{me} CIRCONSCRIPTION DE LA DROME. — Dans *La Décentralisation* du mardi 1^{er} septembre 1879.

75. — L'ÉLECTION DE LA CIRCONSCRIPTION DE ROMANS. — Dans *La Décentralisation* du jeudi 11 septembre 1879. — Signé : de G.

76. — LA DÉSORGANISATION DE LA MAGISTRATURE. — Dans *La Décentralisation* du 21 septembre 1879. — Signé : A. de G.

77. — LES NOUVEAUX SCANDALES DU CRÉDIT FONCIER. — Dans *La Décentralisation* du 6 octobre 1879. — Signé ; Un porteur d'obligations du Crédit Foncier.

78. — M. LÉON SAY. — Dans *La Décentralisation* du 11 octobre 1879. — Signé : AGA.

79. — LA REVANCHE DES COMMUNARDS. — Dans *La Décentralisation* du 18 octobre 1879.

80. — LE PROGRÈS EN ARRIÈRE. — Dans *La Décentralisation* du 5 nov. 1879.

81. — LES SUCCESSEURS DE LA RIVAUDIÈRE. — Dans *La Décentralisation* du 13 novembre 1879.

82. — LA DERNIÈRE SÉANCE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE. (Thiers et Henri Martin). — Dans *La Décentralisation* du 18 nov. 1879. — Signé : Anatole de Gallier.

83. — LE PROJET DE LOI LABUZE. — Dans *La Décentralisation* du 8 décembre 1879.

84. — LE RADEAU DE LA MÉDUSE. — Dans *La Décentralisation* du 28 décembre 1879.

85. — LA TRIBU DE JUDAS. — Dans *La Décentralisation* du 10 février 1880.

86. — LE CANTON. — Article littéraire dans *La Décentralisation* du 27 février 1880.

87. — LE 2 DÉCEMBRE RÉPUBLICAIN. — Dans *La Décentralisation* du 3 avril 1880.

88. — M. DE FREYCINET. — Dans *La Décentralisation* du 7 avril 1880.

89. — LES STATUES DE PLÂTRE DE LA RÉPUBLIQUE. — Dans *La Décentralisation* du 11 avril 1880.

90. — CAZOT. — Dans *La Décentralisation* du 9 mai 1880.

91. — LE MINISTÈRE FRONTIN. — Dans *La Décentralisation* du 24 mai 1880.

92. — LÉON SAY. — Dans *La Décentralisation* du 28 mai 1880.

93. — VIE D'ARTUS PRUNIER DE SAINT-ANDRÉ, CONSEILLER DU ROY EN SES CONSEILS D'ÉTAT ET PRIVÉ, PREMIER PRÉSIDENT AUX PARLEMENTS DE PROVENCE ET DE DAUPHINÉ (1548-1616), d'après un manuscrit inédit de Nicolas Chorier, publié avec introduction, notes, appendices et la correspondance inédite de de Saint-André, par Alfred Vellot, avocat. Paris, Alphonse Picard, 1880, gr. in-8° de LXV-390 p. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXIX, p. 695-96. — Signé : A. de G.

94. — LES HOMMES DE LA CONSTITUANTE. — BARNAVE, par Anatole de Gallier. — Dans *La Décentralisation* du...

Tirage à part. Paris, Rouquette, Lyon, Brun, 1880, petit in-8° de 54 p.

95. — NÉCROLOGIE. — PAUL ALLUT. — Dans *La Décentralisation* du jeudi 29 juillet 1880. — Signé : Anatole de Gallier.

96. — LA DICTATURE DE BARRAS. — Dans *La Décentralisation* du 27 août 1880. — Signé : A. de G.

97. — LES DERNIÈRES LIMITES DU SERVILISME. — Dans *La Décentralisation* du mardi 30 mars 1881. — Signé : A. de G.

98. — UNE RÉPUBLIQUE QUI DURE, par M. le comte Bernard d'Harcourt, ancien ambassadeur. — Compte-rendu dans *La Décentralisation* du 22 mai 1881. — Signé : Anatole de Gallier.

99. — NÉCROLOGIE. — LA MARQUISE DE LA TOURETTE. — Dans *La Décentralisation* du mardi 20 septembre 1881.

100. — L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DE 1789. — Dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXIX (1881), p. 120-85. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part de 50 exemplaires, Paris, Palmé, in-8° de 70 p.

101. — CARTULAIRE DU PRIEURÉ DE SAINT-SAUVEUR-EN-RUE, FOREZ, DÉPENDANT DE L'ABBAYE DE LA CHAISE-DIEU (1062-1401), PUBLIÉ AVEC UNE NOTICE HISTORIQUE ET DES TABLES, par le comte Charpin-Feugerolle, ancien député de la Loire, et M. C. Guigue, ancien élève de l'Ecole des Chartes. Lyon, imprimerie Al. Louis Perrin, 1881, in-4°, xxvi-377 p. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXX (1881), p. 311-12. — Signé : A. de G.

102. — PIERRE MOYSSON. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XVI (1881), p. 282-91. — Signé : Anatole de Gallier.

103. — NÉCROLOGIE. — LE BARON GUSTAVE DE CROZE. — Dans le *Messager de Valence* du 1^{er} juin 1882. — Reproduit dans *La Gazette de France* du 6 juin 1882, et dans *L'Echo du Velay* du 1^{er} août 1882. — Signé : Anatole de Gallier.

104. — LES HOMMES DE LA CONSTITUANTE. — LE GÉNÉRAL LA FAYETTE. — Dans *Le Contemporain* du 1^{er} juillet 1882. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 150 exemplaires, Paris, imprimerie Levé, 1882, in-8° de 40 p.

105. — NÉCROLOGIE. — CHARLES DE ROSTAING. — Dans le *Messager de Valence* du samedi 22 juillet 1882.

106. — [Note relative à un acte de vandalisme commis au château de Tournon]. Dans *Le Nouvelliste* de Lyon du 23 janvier 1883. — s. n.

107. — LES HOMMES DE LA CONSTITUANTE. — L'ABBÉ GRÉGOIRE ET LE SCHISME CONSTITUTIONNEL. — Dans *Le Contemporain* de février et mars 1883. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 200 exemplaires, Paris, imprimerie Levé, 1883, in-8° de 87 p.

108. — LE ROMAN DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE.

— MADAME DE VILLEDIEU. — Dans le *Bulletin de la Société de Statistique de la Drôme*, t. XVI, 337-58, t. XVII, 1-23, 117-30.

— Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part à 300 ex., Paris, Rouquette, 1883, in-8° de 58 pages.

109. — MADAME DE VILLEDIEU ET M. GAZIER. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XVIII (1883), p. 224-26. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part. Plaq. in-8° de 3 p., s. l. n. d.

110. — LES ÉMEUTIERS DE 1789. — Dans la *Revue des questions historiques*, t. XXXIV (1883), p. 115-147. — Signé : Anatole de Gallier.

111. — NÉCROLOGIE. — *Discours prononcé aux funérailles de M. Emile Giraud.* — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XVIII, p. 118-19. — Reproduit in extenso dans l'*Impartial de Romans* (supplément) du jeudi 11 octobre 1883.

112. — DOM BOSCO ET LA SOCIÉTÉ SALÉSIENNE, par Albert du Boys. — Compte-rendu dans l'*Association Catholique* du 15 janvier 1884. — Signé : Anatole de Gallier.

113. — TRENTE-DEUX ANS A TRAVERS L'ISLAM (1832-1864), par Léon Roches, ministre plénipotentiaire en retraite, ancien secrétaire intime de l'émir Abd-El-Kader, ancien interprète en chef de l'armée d'Afrique, t. I^{er}. Paris, Firmin-Didot, 1884, in-8° de 508 pages. — Compte-rendu dans la *Revue des Questions historiques*, t. XXXV (1884), p. 635-36. — Signé : A. de G.

114. — TRENTE-DEUX ANS A TRAVERS L'ISLAM, par Léon Roches, ministre plénipotentiaire en retraite, t. II. Paris, Didot, (1885), in-8° de 503 p. — Compte-rendu dans la *Revue des questions historiques*, t. XXXVIII (1885), p. 327-30. — Signé : A. de G.

115. — NÉCROLOGIE. — LE MARQUIS DE LA TOURRETTE. — Dans *Le Messager de Valence* du lundi 21-mardi 22 juin 1886. — Signé : Anatole de Gallier.

116. — DEUX LETTRES INÉDITES DU MARÉCHAL DE TALLARD. — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XXVII (1893), p. 5-24. — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part, Valence, imp. Jules Céas, 1893, in-8° de 20 p.

117. — NÉCROLOGIE. — *Discours prononcé aux funérailles de M. le D^r Chevalier*. — Dans l'*Impartial de Romans*, du 15 avril 1893.

118. — CÉSAR BORGIA, DUC DE VALENTINOIS, ET DOCUMENTS INÉDITS SUR SON SÉJOUR EN FRANCE, par Anatole de Gallier, avec le concours de M. William Poidebard, — Dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XXVIII, 199-237, 313-43 ; t. XXXIX, 5-49, 121-45, 248-76 (1894-1895).

Tirage à part à 310 exemplaires. Paris, Alphonse Picard, 1895, in-8° de 172 p. (avec sceau et fac-simile).

119. — ROBESPIERRE, SES PRINCIPES, SON SYSTÈME POLITIQUE. — Dans la *Revue des questions historiques*, t. LVI (1896). — Signé : Anatole de Gallier.

Tirage à part, Paris, Bureau de la Revue, 1896, in-8° de 74 pages.

120. — SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE DE LA DROME. — [Circularie relative à la décoration de M. Lacroix, archiviste de la Drôme et secrétaire de la Société] — Signé : Le Président, A. de Gallier. — Valence, impr. Jules Céas, pet. in-8° de 2 p., s. d. (septembre 1897).

121. — Dans la *Nouvelle Biographie générale* de Didot, les articles suivants :

FLEURY-TERNAL, (t. XVII, 1856. Col. 928-29).

FOUQUET DE LA VARENNE, (t. XVIII, 1856. Col. 310-11).

HAHN-HAHN (LA COMTESSE), (t. XXIII, 1858. Col. 113-15).

JEAN-CASIMIR, (t. XXVI, 1858. Col. 525-30).

MOUVANS, (t. XXXVI, 1861. Col. 814-15).

NOVALIS, (t. XXXVIII, 1862. Col. 331-36).

PANZER (FRÉDÉRIC), (t. XXXIX, 1862. Col. 148-49).

PONTEVÈS, (t. XL, 1862. Col. 783-84).

RAGUENEAU, (t. XLI, 1862. Col. 473-74).

REMERVILLE, (t. XLI, 1862. Col. 955-56) (1855-66).

CHARLES-FÉLIX BELLET.



LE BOURG ET L'ABBAYE
DE
SAINT-ANTOINE
PENDANT LES
GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE
(1562-1597)

(SUITE. — Voir les 122^e à 128^e livraisons)

Nous venons d'anticiper sur la marche des événements, afin de donner une vue d'ensemble sur cette calamité, et n'avoir plus à revenir sur ses détails. Pendant ce temps, les armées ennemies continuaient d'aller et de venir, « sans se mordre », continue Piémont, car leurs chefs, la Valette et Lesdiguières s'entendaient secrètement, et Maugiron ne pouvait rien sans la Valette. Les troupes royales ne s'occupaient pas même de maintenir l'ordre dans les pays qu'elles sillonnaient sans cesse, et où elles ne faisaient que propager la contagion. L'anarchie la plus complète, unie à la plus effroyable mortalité, régnait donc en maîtresse dans toute la région viennoise, et les pillards huguenots du Royans avaient beau jeu pour de nouvelles courses de brigandage.

Ce fut le moment choisi par François de Frize. Le souvenir de la *camisade*, donnée l'année précédente à ses

soldats, dans les bois de la Verrière, lui était resté sur le cœur ; il avait de plus à assouvir des rancunes personnelles et une haine toute spéciale contre l'abbaye. A l'approche de Noël 1586, les hérétiques du bourg lui ayant fait savoir que la peste y avait désorganisé les services de garde, il résolut d'exécuter son dessein durant la nuit même de la fête.

Le 24 décembre, au soir, de Frize prend avec lui cinquante soldats de la garnison du Pont, et gagne rapidement Saint-Antoine. Les portes du bourg ne sont pas gardées, il les franchit sans être vu et dirige sa troupe vers la halle du marché : maintenant qu'il est dans la place, son intention est de s'y tenir caché jusqu'au matin ; n'a-t-il pas d'ailleurs intérêt à attendre que la solennité du jour, en provoquant un concours de personnalités choisies, lui permette de s'assurer un « arrañonnement » plus lucratif ?

Le lendemain, en effet, il y avait à l'église grande affluence : même ceux qui, comme notre annaliste, résidaient volontiers à la campagne, étaient revenus au bourg, et toutes les notabilités, le châtelain, le capitaine-commandant, etc., assistaient à la grand'messe. Personne ne soupçonnait donc encore la présence des ennemis, quand soudain, vers le milieu de l'office, une vague rumeur parcourut l'assemblée : on voyait MM. du Chapitre donner des ordres pour la fermeture des portes du cloître, et chacun pouvait en conclure à l'imminence d'un danger (1).

Piémont ne put alors dominer le trouble de son âme, c'est lui-même qui l'avoue (2) ; il prit aussitôt congé de

(1) Au moment où « vers la minuict » les cinquante huguenots pénétraient dans la halle du marché, ils avaient été aperçus par un habitant nommé Claude Dubois ; mais celui-ci « noza sortir » pour jeter l'alarme, et ce n'est qu'au matin, probablement assez tard, qu'il fit avvertir le couvent.

(2) « Ayant entendu la nouvelle de ce, je ne pus prendre assurance ».

M. le capitaine de Rostaing, et sortit de l'église, avec sa femme et sa belle-mère, sans attendre la fin de la messe. Ils venaient à peine de franchir l'enceinte de l'abbaye, que la troupe de Frize débouchait devant eux par le « goullet de Bourchenu » (1), poussant des hurlements féroces et des cris de mort : « tues, tues ». S'enfuir et se mettre en lieu sûr fut pour Piémont l'affaire d'un instant ; mais sa belle-mère ayant voulu s'attarder pour avertir le portier du cloître et crier : « sarre, sarre », le huguenot Coquet lui donna dans les reins un coup de manche de hallebarde « dont elle se ressentit longuement » (2).

Les envahisseurs marchèrent ensuite droit sur l'hôpital, dont on se rappelle que la principale entrée donnait accès dans le cloître ; ils trouvèrent la première porte déjà ouverte, et n'eurent besoin, pour entrer dans l'abbaye, que de fracasser à coups de marteau, la serrure de la deuxième porte. On se figure aisément quel effroi et quelle panique l'apparition soudaine de ces bandits produisit dans l'église. M. le grand prieur, Gratian des Goys, achevait heureusement le saint sacrifice ; il eut le temps de se réfugier au revestiaire et de s'y cacher. La plupart des autres religieux purent également se sauver par le clocher ; mais quatre d'entre eux, avec un certain nombre de laïques de marque, tombèrent entre les mains des assaillants. Ce furent MM. le sous-prieur de Reveylrolles, le

(1) Le *goullet de Bourchenu* était une de ces ruelles couvertes qui, aujourd'hui encore, relie entre elles plusieurs rues de Saint-Antoine.

(2) La belle-mère de Piémont était pourtant cousine du sieur de Frize (p. 197). Plus tard, une des petites-filles de François de Frize et héritière de son nom, épousa le petit-fils d'Eustache Piémont, dont les descendants prendront, à la suite de cette alliance, le nom annobli de Piémont de Frize. — Le huguenot Coquet fut tué deux ans après, dans une rencontre « d'où ma belle-mère, dit Piémont (p. 215) fust guarie du coup d'allebarde qu'il luy avoit baillé, estant avec Frize, le jour de Noël 1586 ».

commandeur de Charny, le Père André du Teyt, curé de Roybon, frère Pierre Aubajoux, avec MM. de Rostaing, le châtelain Claude Anisson, Claude Dubois, Pilloton, le Bret, Vinot et Jean Billon ou Villon.

Cette capture, on le voit, était des plus importantes, tant par le nombre que par la qualité de plusieurs des personnes saisies ; et les pillards pouvaient se promettre d'en tirer une grasse rançon. Aussi, sans tarder davantage « soudain s'en allèrent » et rentrèrent au plus vite avec leurs prisonniers à Pont-en-Royans. Le sieur de Cugy, commandant de cette place, commença par s'approprier un des deux chevaux de M. de Rostaing (1) ; puis, par une considération qui nous échappe, il fit relâcher ce gentilhomme lui-même. Quant aux autres personnes, à l'exception encore de Villon et du Bret, qui parurent peut-être de trop maigre butin, et qu'on laissa libres (2), on les jeta dans la prison du château, en attendant que leurs amis veuillent bien se résoudre à payer le prix de leur délivrance.

Le P. Dassy, dans les quelques lignes qu'il a consacrées au récit de cette incursion des hérétiques à Saint-Antoine, y commit encore une assez grosse inexactitude ; il dit qu'en cette année, 1586 « les bandits (pillèrent) durant deux jours le monastère et les propriétés de l'abbaye » (3). Or, nous venons d'entendre Piémont affirmer que « *soudain ils s'en allèrent* ». Et en effet, c'était prudent à eux de ne

(1) C'était probablement l'équipage qui avait amené M. de Rostaing à l'église, et qui l'attendait à la sortie. Le sieur de Cugy eut bien soin de garder le meilleur des chevaux, « mais luy cousta (à M. de Rostaing) son grand cheval » (p. 197).

(2) Détail curieux : en laissant partir ces deux prisonniers, de Frize leur recommanda de retirer neuf manteaux que ses compagnons avaient laissés dans sa maison à Saint-Antoine. Espéraient-ils que ces manteaux leur seraient restitués ?

(3) *L'abbaye*, etc., p. 266.

pas s'attarder, s'ils voulaient éviter les poursuites des officiers de la région, et ne pas voir, comme leurs congénères de 1580, leur retraite victorieuse changée subitement en un désastre complet.

Ajoutons toutefois que l'heure de la justice, ou, si l'on veut, des représailles, ne fut pas longue à sonner pour les soldats de Frize. A quelques jours de là, ils venaient encore de ravager le château de Saint-Paul-lès-Romans. Un seigneur catholique voisin, M. de la Balme d'Hostun, résolut de mettre un terme à ces exploits réitérés de brigandage ; il prit avec lui 300 arquebusiers de la garnison de Valence et, le dimanche 11 janvier 1587, à l'aube du jour, il se jeta sur Pont-en-Royans qui fut emporté et livré aux flammes.

Malheureusement pour les prisonniers de Saint-Antoine, le château où ils étaient enfermés ne put être forcé ; il fallut, pour les arracher à leurs ravisseurs, que le bourg et l'abbaye se résignent à payer la rançon exigée par de Frize : 120 écus pour le commandeur de Charny ; 600 écus pour les trois autres religieux ensemble⁽¹⁾ ; 60 écus seulement pour le châtelain Anisson et le sieur Dubois. Ce dénouement était, en somme, tout ce qu'avait désiré de Frize ; c'était même un encouragement à sa troupe pour de nouvelles entreprises du même genre, et nous allons les voir en tenter de nouveau la réussite du côté de notre abbaye.

Dans l'intervalle, le bruit s'étant un jour répandu qu'une troupe considérable de huguenots, venant de Gre-

(1) Pour parfaire la somme de sa quote-part le sous-prieur de Reveyrolles emprunta à Lyon 50 écus, qui furent cautionnés au nom du Chapitre par « fr. Romanet Bernard, curé de la ville ». Le sous-prieur étant mort peu après sans avoir réglé toutes ses affaires, il s'en suivit des difficultés et des plaintes réciproques entre le curé et les représentants de l'abbaye. (Cf. *Minutes d'Eust. Piémont*. Reg. de 1589, fol. 79).

ble, allait fondre sur Saint-Marcellin, les habitants de Saint-Antoine envoyèrent au secours de la ville menacée dix de leurs soldats, sous la conduite de M. de Rostaing. Mais ce n'était qu'une fausse alerte : les huguenots dont on redoutait la venue s'arrêtèrent dans leurs garnisons du Royans, préférant la guerre d'escarmouches et de rapines qui, avec moins de danger pour eux, leur était tout aussi profitable en butin et richesses de tout genre.

D. HIPPOLYTE DIJON,

(A continuer).



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e à 128^e livraisons).

294. — *Réplique du sieur Delacour, incorporé et hebdomadier de l'église de St-Barnard, à la Réponse imprimée du sieur syndic du Chapitre de ladite église, signifiée le 29 juillet 1734.* (Bandeau : *De l'Imprimerie d'André Faure*).

Petit in-fol. de 24 pp., *signé* : Bernon ; Monsieur de Corbeau, *rapporteur* ; Brochier, *procureur*.

« Le droit de commensalité, réglé à la somme de 100 livres par le jugement de M. de Chazay, est dû à tous les prêtres incorporés de l'église St-Barnard, de sorte que, pour établir la demande que le sieur Delacourt a faite de neuf annualités du susdit droit, il ne faut que sa qualité de prêtre incorporé, qui ne lui est pas contestée ». Le syndic lui oppose l'art. 169 du Statut, qui exclut le recteur de l'hôpital Ste-Foy de la commensalité : *Durante tempore suæ administrationis non teneat mensam, nec sit commensalis alicujus canonici* ; et jamais le Chapitre n'a payé ce droit aux recteurs susdits. Le sieur Delacour se rabat sur ce que la commensalité se payait de deux manières : soit en fournissant la table à l'incorporé, depuis la St-Luc

jusqu'à la St-Pierre, soit en lui donnant 5 charges de vin et 5 sétiers de blé, ou bien six florins d'or. Il convient qu'il n'a pas droit à la table ; mais il prétend que le second mode de paiement lui est dû, le premier seul étant exclu par le Statut pour le recteur de Ste-Foy. Du reste, l'arrêt de 1565 déroge à cet article du Statut en réglant que ledit recteur sera déchargé du service ordinaire qu'il doit faire en l'église St-Barnard, *sans qu'on puisse lui diminuer les distributions ordinaires*. En nommant recteur le sieur Parizet, en juin 1573, le Chapitre exigea de lui qu'il renonçât à son droit de commensalité ; ce qui n'eût pas été nécessaire si l'arrêt de 1565 le lui avait enlevé. Même précaution fut observée, en 1687, à l'égard du sieur Maisonblanche, qui fut recteur pendant 42 ans. Renseignements intéressants sur les usages du Chapitre.

295. — *Réponse à la réplique du sieur de Lacour, communiquée le 3 août 1734.*

Petit in-fol. de 7 pp., s. l. n. d., Signé : Piémont De-frize. — *Date manuscrite* : 6 août 1734.

Le sieur Delacour établit ses prétentions sur une mulcte ou amende dont seraient frappés les habitués qui n'assistent point au chœur ; mais, dans un décret porté en 1641 par M. de Chazay, réglant les questions de commensalité et établissant cette mulcte, le recteur de l'hôpital est formellement déclaré exempt de toute mulcte, quoiqu'il n'assiste pas au chœur, parce que ses fonctions ne le lui permettent pas.

Les rétributions ordinaires conservées au recteur sont : 1^o la sixième partie du revenu de la chapelle Saint-Maurice, qui est divisé entre les habitués, par rapport aux services qu'ils rendent au chœur ; 2^o les anniversaires, qui sont un revenu d'environ 1800 liv. par an,

et qui se distribuent aux grands offices, c'est-à-dire à la grand'messe et aux vêpres.

« L'arrêt conventionnel de 1565 n'a pas dérogé, ni pu déroger au Statut de l'Eglise ; ces deux points ont été établis dans le Mémoire imprimé ; on n'en dira pas davantage à cet égard ».

296. — *Récapitulation pour le sieur Delacourt contre le sieur Syndic du Chapitre de St-Barnard.* (Dans un bandeau : *De l'imprimerie d'André Faure*).

Petit in-fol. de 11 pp., s. l. ni d., signé : Bernon ; Monsieur de Corbeau, *rapporteur* ; Brochier, *procureur*. Signifié le 9 août 1734.

« La précipitation avec laquelle le sieur Delacourt a fait ses dernières écritures l'oblige d'en rappeler la teneur. Il est constant que l'art. 139 du Statut n'est pas assez clair pour exclure le recteur de l'hôpital de sa commensalité... »

Quand les termes du Statut emporteraient une privation absolue du droit de commensalité, l'arrêt de 1565, que la ville fit rendre contre le Chapitre, y aurait dérogé, en ce qu'il décharge le recteur de Ste-Foy du service ordinaire qu'il doit faire dans l'église de St-Barnard, *sans qu'on puisse lui diminuer ses attributions ordinaires...., lui demeurant sa distribution entière sans diminution.*

Le service dont le recteur de Ste-Foy est déchargé consiste surtout dans les matines, la grand'messe et les vêpres du jour. Or, la commensalité est précisément la rétribution de l'assistance à ces différents offices ; et la preuve en est que le prêtre incorporé qui, par sa faute, n'y assistait pas, était mulcté sur ladite commensalité. Une autre preuve se tire de ce qu'il n'y avait pas dans l'église d'autre distribution assignée pour l'assistance à ces offices.

297. — « *Le sieur Pierre-Joseph Lacour, prêtre habitué et hebdomadier de l'église St-Barnard...* »

Petit in-fol. de 7 p., sans titre et s. l. n. d., *signé*: Delacour, *maître de chœur et syndic*; Monsieur de Courbeau, *rapporteur*; Armand, *procureur*.

Note manuscrite : signifié le 11 août 1734.

La guerre ne chômaît pas entre les deux parties adverses, et les factums se multipliaient avec rapidité; ceux du bouillant chanoine se succédaient sans intervalle. Ce document a pour objet de répondre aux deux derniers. Le syndic du Chapitre oppose à son adversaire le plus formel démenti. « Il a cru, dit-il, pouvoir user de surprise dans ses écritures multipliées, et les faux faits et négatives qu'elles contiennent, principalement par ses écritures signifiées samedi dernier, 7 de ce mois, pendant qu'il crut que la Cour était aux opinions, et par son nouveau imprimé du 9 de ce même mois, intitulé *Récapitulation*. »

Les arguments du réclamant sont démolis pièce à pièce par la production de plusieurs documents nouveaux. Le rapporteur rappelle l'article 115 du Statut, d'après lequel « celui qui sortait de l'office avant la septième leçon de la fête d'un jour de neuf leçons, et avant la troisième de l'office d'un jour de trois leçons, perdoit la rétribution de sa messe et la livre de la chapelle St-Maurice. »

« Cet article de le (*sic*) Statut, conclut-il, p(r)ouve encore la supposition du fait hasardé par le sieur de Lacour, qu'il ne s'est jamais point fait de distribution sur le revenu de la chapelle St-Maurice, qui est administré seul par les prêtres incorporé(s). Ce ne peut être que par le fait desdits habitués, si il (*sic*) ne se fait point de distribution de la chapelle St-Maurice; c'est sans doute parce qu'il leur convient mieux de se le distribuer entreux (*sic*)

par égale part et portion, dont il leur revient au chacun le moins 75 liv., et quelque fois davantage, par raport aux lods provenant du terrier qui forme le revenus de ladite chapelle St-Maurice ; sur laquelle somme lesdits habitués sont chargés de trois messes par semaine, lesquelles ils célèbrent chacun à leur tour. Ce revenu n'est pas moins une ancienne distribution, quoi qu'elle se fasse par les bénéficiers.... »

On voit que ce mémoire a été composé en toute hâte et imprimé à la vapeur. Il est émaillé de fautes, sans parler de la négligence absolue du style, comme on peut en juger par le spécimen ci-dessus. On n'a pas même pris la peine ou le temps d'en corriger les épreuves. Il y avait urgence à répondre aux arguties du sieur Delacour.

298. — *Observations pour le sieur Delacourt sur l'Imprimé à lui communiqué par le sieur Syndic, le 11 août 1734.*

(Dans un bandeau : *De l'imprimerie d'André Faure*).

Petit in-fol. de 4 pp., *signé* : Bernon ; Monsieur de Corbeau, *rapporteur* ; Brochier, *procureur*.

Note manuscrite : signifié le 13 août 1734. .

Ce nouveau factum tient tout entier dans le raisonnement suivant : « L'arrêt de 1565, en dispensant le recteur de l'hôpital d'assister à matines, à la grand'messe et aux vêpres du jour, lui conserve les distributions attachées à cette assistance ; or est-il que la commensalité est la distribution attachée à ladite assistance ; donc l'arrêt la lui a conservé, et cela d'autant mieux que, suivant l'article 70 et 130 du Statut, le terme de *distribution* employé dans ledit arrêt désigne tous les revenus des prêtres incorporés. »

Il est fait mention, dans les développements qui suivent,

de distribution *ad petram et ad manum*. Cette expression n'est pas définie.

La conclusion repose sur une assertion purement hypothétique : « Il ne faut pas douter, y est-il dit, que lors de l'arrêt de 1565, il n'y eut quelque distribution attachée à l'assistance aux offices du jour, dont le recteur de l'hôpital devoit jouir ; cependant il ne jouiroit plus d'aucune distribution à cet égard si on le privoit de la commensalité : d'où il faut conclure nécessairement, ou que la commensalité étoit la distribution attachée ausdits offices, ou qu'elle a été subrogée à d'anciennes distributions qui concernoient ladite assistance. » Donc, etc.

Cette pièce est la dernière que nous trouvons dans le dossier, et probablement une sentence définitive vint mettre un terme aux interminables arguties de notre chicaneur émérite, en le déboutant de ses prétentions. Nous ne connaissons toutefois aucun document positif sur l'issue de ce procès.

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



NOTES HISTORIQUES

SUR

BARNAVE

(SUITE. — Voir les 126^e à 128^e livraisons)

De graves événements avaient eu lieu, assiégé dans son palais, le 10 août, le roi n'avait dû son salut qu'au dévouement des Suisses. Il était venu, avec sa famille, demander la protection de l'Assemblée. Pendant le pillage du château, on avait trouvé une armoire de fer dans laquelle le roi enfermait, disait-on, ses papiers personnels et secrets. Cette armoire avait été ouverte par des députés, délégués par l'Assemblée, et on y avait trouvé des notes et des papiers compromettants pour Barnave et divers autres personnages.

Voici de quelle manière ces faits furent portés à la connaissance de l'Assemblée législative (séance du 15 août 1792 — soir).

M. Gohier : « Si Louis XVI vient encore d'apprendre
« combien peu il devait compter sur les hommes vils qui
« rampaient au pied du trône; la nation vient de se
« convaincre combien peu elle devait se confier à une
« royauté même constitutionnelle. Il semble pourtant
« par toutes les prérogatives dont elle était entourée que
« l'Assemblée constituante eût voulu faire envier ce trône

« à tous les potentats de l'Europe. La liste civile est
« devenue, dans les mains de ses agents, une source de
« la corruption et du crime. »

Voici les états des fournisseurs avec le prix des libelles contre révolutionnaires.

M. Larivière : « La pièce que je vais lire est de la main
« de M. Delessart. Le titre qui s'y trouve est écrit en
« marge de l'original de la propre main du roi :

« Projet du comité des ministres concerté avec
« MM. Alexandre Lameth et Barnave.

« 1° Refuser la sanction du projet de loi relatif au
« veto ; 2° écrire une nouvelle lettre aux princes français
« d'un ton fraternel et royal ; 3° nouvelle proclamation
« aux émigrants d'un style ferme et marquant bien l'in-
« tention de maintenir la constitution ; 4° réquisition
« motivée aux puissances de ne souffrir sur leur terri-
« toire aucun rassemblement de troupes ; 5° établir des
« cours martiales et faire, s'il est nécessaire, de nouvelles
« dispositions relativement aux démissions, désertions,
« remplacements, etc... Le ministre de la justice portera
« lui-même à l'Assemblée le décret revêtu de la formule :
« le roi examinera. Il dira que le roi n'a jamais perdu
« de vue la loi sur le *veto* et rappellera d'une manière
« générale la proclamation sur les émigrants, la lettre
« écrite aux princes français ; il lira la nouvelle lettre et
« annoncera les dispositions anciennes et nouvelles dont
« chaque ministre rendra compte.

« Le ministre des affaires étrangères rappellera les
« précédentes dispositions et fera valoir le bon effet
« qu'elles ont produit auprès de l'empereur en faisant
« connaître les ordres qu'il a donnés dans les Pays-Bas
« et fera part de la nouvelle réquisition.

« Le ministre de la guerre rendra compte de ce qui le
« concerne.

« Le ministre de l'intérieur dira que les décrets rendus
« sur le paiement des pensions et traitements sera exé-
« cuté. Le roi ferait une chose utile en demandant à
« chaque département un nombre d'hommes pour être
« placés dans sa garde (1). »

Cambon : « Cette pièce convaincra les plus incrédules
« de l'existence du foyer de conspiration qu'on vous a
« déjà dénoncé sous le nom de comité autrichien. La
« Cour croyait que le jour de la vengeance était arrivé
« pour elle. Ce jour devient celui de la justice du peuple.
« Je demande que les deux ex-constituants soient dé-
« crétés d'accusation. »

Le 26 août 1792, l'acte d'accusation fut présenté par
Baignoux.

M. Larivière prend la parole : « Je ne m'oppose point,
« dit-il, au projet de décret, mais je demande à rectifier
« un fait que quelques journalistes n'ont pas rapporté
« avec assez d'exactitude. Lorsque j'eus l'honneur de
« vous donner lecture de la pièce qui sert de base à
« l'accusation sur laquelle vous allez prononcer et que
« j'avais trouvée dans l'armoire de fer qui servait de
« secrétaire à Louis XVI aux Tuileries, je vous observai
« qu'après avoir confronté avec l'écriture, la note portant
« ces mots : Projet du comité des ministres concerté avec
« MM. Barnave et Alexandre Lameth, je vous observai,
« dis-je, *que cette note m'avait paru écrite de la main*
« *du roi*, mais je ne l'affirmai point n'étant pas assez
« expert en écritures et connaissant d'ailleurs jusqu'à

(1) Voir *France révolutionnaire*, par Ch. d'HÉRICAULT, p. 305.

« quel point cette sorte de vraisemblance peut être défectueuse.

« Je demande que l'Assemblée veuille peser dans sa sagesse l'observation que j'ai l'honneur de lui présenter et que je devais à la vérité, à la justice, à ma conscience. »

M. Goupilleau : « J'adhère à cette déclaration et j'en ajoute une autre : nous avons dit, en vous présentant la pièce, que nous croyions qu'elle était toute entière de la main de M. Delessart, mais nous ne l'avons point assuré. »

Ainsi, il y a doute sur l'authenticité de la pièce. De qui émane-t-elle ? Du roi ? de M. Delessart ? On ne peut l'affirmer. Néanmoins, on ne cherche pas à éclaircir ce point essentiel. Aucun député n'a demandé qu'il fût procédé à une vérification indispensable, puisque cette pièce servait de base à la demande de mise en accusation. Barnave a toujours affirmé qu'il n'avait assisté à aucune séance du comité des ministres.

Cependant, l'Assemblée déclara qu'il y avait lieu à accusation contre Barnave, Alexandre Lameth, Duport-Dutertre et tous les ministres.

En exécution de cette décision, Barnave fut arrêté à Grenoble. Il subit une longue détention. Transféré à Dijon, prévoyant le terme prochain, il écrivit à une de ses sœurs une lettre qui est comme le testament « de cette âme stoïquement tendre (1) » : « Je suis encore dans ma jeunesse, et cependant, j'ai déjà connu tous les biens et tous les maux dont se forme la vie humaine ; doué d'une imagination vive, j'ai cru longtemps aux chi-

(1) SAINTE-BEUVE, *Causeries du lundi*, t. II, pp. 40 et 41.

« mères, mais je m'en suis désabusé; et au moment où
 « je me vois près de quitter la vie, les seuls biens que je
 « regrette sont l'amitié (personne plus que moi ne pou-
 « vait se flatter d'en goûter les douceurs) et la culture de
 « l'esprit dont l'habitude a souvent rempli ma journée
 « d'une manière délicieuse. »

Mais il reconnaît en même temps que cette jouissance modérée, tout en le consolant, ne suffisait pas pour le bonheur.

S'occupant alors de ceux qui vont survivre, de sa mère, de ses sœurs, de ses amis, qu'il n'ose nommer, il parle avec un accent qui dénote l'intégrité morale conservée toute entière. L'honneur domestique et la religion de la famille respirent dans ces recommandations affectueuses à sa sœur : « Avant tout, n'épousez que des hommes dont
 « la conduite et les sentiments puissent aller avec les
 « vôtres; eussent-ils peu de fortune, pourvu qu'ils y
 « suppléent par un état ou une capacité de travail. Ne
 « vous arrêtez pas à cet obstacle. Il faut pouvoir sentir
 « et penser ensemble et ne former entre tous qu'une
 « famille comme nous étions. C'est la base du bonheur. »

En arrivant à Paris, Barnave fut conduit à la conciergerie. C'était l'antichambre du Tribunal révolutionnaire (1).

(1) Lire, dans la *France révolutionnaire*, par Ch. d'HÉRICAULT, pp. 382 et suivantes, une étude complète et intéressante sur la justice et son organisation à cette époque.

(A continuer).

LÉON EMBLARD.

UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127^e et 128^e livr.)

L'œuvre de civilisation dans la montagne fut hélas souvent, trop souvent, l'œuvre de destruction. Qui croirait à voir le Diois si nu, si pierreux, si ardent, si fauve, qu'il fut jadis noir de forêts ? Presque partout le bois y effaçait la roche, noyant d'un vert implacable plis, replis et vallons. Des cimes que nous voyons chauves, aucune qui ne fût magnifiquement encapuchonnée. D'ailleurs, à tout prendre, la Gaule n'était-elle pas, comme sont encore des parties de l'Afrique et de l'Amérique, une mer d'ombre épaisse et sauvage, une mer dans laquelle l'étranger ne se risquait qu'en tremblant et cuirassé du triple airain du poète ? A l'imitation de leur sol, les gaulois étaient chevelus comme aucuns barbares. Mais si les cheveux repoussent, les forêts ne reviennent pas, et il semble que ce siècle ait entrepris de pousser à bout hommes, animaux et choses.

Seul alors peut-être parmi les fleuves de notre patrie, le Rhône présentait une voie commerciale, active, battue de Phéniciens ou de Massiliotes, et les *emporium* du Rhône dataient-ils même de toute antiquité. Partout ailleurs, les vieux, les durs légionnaires sentaient leur cœur

chavirer à pénétrer dans cette Hercynie. Les Voconces, sans grands besoins, ayant herbages dans les bas-fonds et glandage sur les côteaux, menant une vie simple et de tout point conforme à la nature du lieu, firent peu de mal à la forêt, protégée d'ailleurs par une multitude de divinités topiques, par les croyances touchantes aux esprits de l'arbre et de la source. Ils étaient surtout pasteurs, chasseurs et pêcheurs, et s'ils se livraient à des échanges avec les trafiquants du Rhône ou avec leurs voisins de la haute montagne, c'était occasionnellement et relativement à un petit nombre d'objets. Les mœurs d'un peuple, sans commerce et sans relations extérieures, ne s'altèrent pas. Elles restent à peu près immuables.

Un fait digne de remarque dans l'antiquité, c'est l'amélioration sociale résultant de leurs défaites chez la plupart des nations vaincues. Avec les Romains, maîtres de la Gaule, les conditions de la vie devaient changer fatalement dans cette vaste contrée. Nos ancêtres, vaincus des premiers, furent des premiers aussi à recueillir ces avantages moraux. Sans perdre leur originalité, leur vieux fond celto-ligurien, ni cette humeur grivoise dont nos Diois actuels semblent avoir hérité, ils subirent l'impulsion latine, ils adoucirent leurs façons barbares, prirent goût au bien-être et aux choses de la civilisation. Une grande route établie le long de la vallée unit les villes principales d'Augusta (Aouste), Darentiaca (Sail-lans), Dea (Die) et Luco (Luc) avec Valentia et Vienna d'une part, et de l'autre avec Milan et les Alpes par le col de Cabre (Gaura Mons) et le mont Genève (Matrona Mons). En peu de temps, la population doubla, et alors commencèrent, contre ces drus ombrages dont les légions s'effrayaient jadis, des violences constantes, terribles,

administratives en quelque sorte. Sur ces terres nouvelles où les émigrants succédaient aux émigrants, il fallait s'établir et vivre, et on ne le pouvait qu'en repoussant au fur et à mesure la forêt partout maîtresse. Bientôt, l'on vit les cultures assiéger les côteaux et verdoyer la vigne sur toute pente bien orientée. Le blé et le seigle frissonnaient autour des villes et des villages.

Pourtant, la part de l'ombre était encore belle au moyen âge. Elle couvrait toute cime un peu fière, elle cernait d'une solitude immense l'abbaye, parfois aussi le château fort et le village. Cela gênait. Pour faciliter leurs opérations, catholiques et protestants, durant les guerres religieuses, brûlèrent des milliers et des milliers d'hectares. De nos jours, par leurs chèvres impatientes, à la dent jamais lasse, par leurs troupeaux bêlants, par la mise en coupe réglée du noyer et du chêne, les paysans ont consommé la ruine de l'arbre. Et la ruine de l'arbre, c'est la ruine de la montagne, c'est la mort de l'oiseau, c'est le soleil qui fâne toute culture, c'est la font qui se ferme, c'est la désolation, c'est l'exode de la vie.

Sur certains points, le Diois, fait de schistes sans consistance, qui n'ont, pour les retenir, ni gazon, ni plantes, ni arbres, se disloque tout-à-coup sous les orages diluviens, et dégringole et saute pêle-mêle avec le flot gris de ses torrents, jusqu'au Rhône, jusqu'à la mer. Sur d'autres points, ce sont des *canonnades* ou avalanches de pierres : un bloc roule qui en entraîne un autre, et les rocs, comme mûs par une puissance diabolique, bondissent et pétaradent avec un bruit terrible, arrachant avec eux et entraînant dans la plaine une bande de l'épiderme du mont.

Qui ne voit dans ces phénomènes, les représailles de

•

la nature ? Qui ne sent, dans le précaire équilibre de certaines roches, le châtimement des méfaits humains ? Le berger qui passe au pied de ces escarpements branlants, arrête sa chanson et se hâte. Quand il est hors d'atteinte, il se retourne et jette une injure à l'impassible mont qui l'a épargné. Les Italiens ont un joli mot pour peindre ce sentiment-là : « Le péril passé, disent-ils, on se moque du saint. »

Qu'était la Drôme de l'ancien Diois magnifiquement vêtu de forêts ? On la suscite sans peine. Quoique capricieuse déjà et sujette à des colères, elle versait au Rhône un flot plus abondant et surtout plus égal qu'aujourd'hui. Elle avait un lit moins large et mieux rempli et elle ne se traînait pas, comme nous la voyons les étés, parmi des blancheurs reverbérantes de grèves, maigre, usée, folle, esquivant à grand'peine la trahison des graviers. C'était une assez gaillarde commère ayant ses lunes certes, mais serviable et d'humeur suffisamment égale. Sa vivacité même tournait au profit de son entourage.

Lâchons le mot : la Drôme portait bateau au temps des Voconces et bien avant dans le moyen âge. Et tant pis pour l'épigraphie qui n'a point encore exhumé la bienheureuse pierre probante. C'est assez de son affirmation catégorique en ce qui concerne les deux cours d'eau voisins de l'Ardèche et de l'Ouvèze (1) pour nous permettre d'affirmer aussi par simple comparaison. Attribuer le caractère de navigabilité à ces deux rivières, et le refuser à la Drôme, cela ne paraît pas possible et la plus superficielle observation s'y refuse. En effet, le superbe torrent *Gavoit*, à peine aussi long que le nôtre, dans une

(1) Inscriptions lapidaires du musée de Nîmes.

conque à peine supérieure, offre une pente autrement considérable, ce qui n'est pas pour faciliter la batellerie ; de plus, cette pente tortueuse à l'extrême se répartit de façon fort inégale. Quant au rieu des Baronnie, qui ne draine qu'un fort étroit bassin, ce serait un très pauvre sire, s'il n'avait le bon esprit de tomber à point dans la Sorgues, attachant ainsi sa maigre fortune à l'urne immortelle de Vaucluse. Enfin, dans un acte de 1450, le Dauphin Louis (depuis Louis XI) dit que *la Drôme étant navigable*, lui appartient comme seigneur supérieur et comte de Valentinois et de Diois et nullement à autre part, ce qui est un droit de *régalle*.

Ainsi, nos ancêtres descendaient la Drôme dans des barques plates à faible tirant d'eau, de Die au moins jusqu'au Rhône. Les routes, avant la grande voie romaine de Valence au col de Cabre, n'existaient pas, à peine des sentiers ou mieux des frayés, c'est-à-dire de dangereux chemins créés seulement par l'habitude qu'on avait d'y passer, et non par le travail de l'homme. De tels chemins sont fréquents encore dans nos montagnes où l'on utilise même, pour se rendre d'un village à un autre, le lit desséché d'un torrent, le fond d'un ravin. Les raccourcis, les *accronches*, joignant les lacets des grandes routes, ne sont autres le plus souvent que des voies anciennes.

Par exemple, quand ils voulaient revenir chez eux, les bateliers de la Drôme devaient sans doute se transformer en muletiers, la rivière étant trop rapide pour pouvoir être utilisée à la remonte.

(A continuer.)

FÉLIX GRÉGOIRE.

CLAUDE BROSSE

ET

LES TAILLES

(SUITE. — Voir les 121^e à 128^e livr.)

VIII. — Le Triomphe.

Selon Chorier, peu favorable à la cause populaire, l'arrêt de 1631 qui « foudroyoit contre l'honneur de « Claude Brosse, le réveilla de l'assoupissement où il « sembloit estre, lui donna de nouvelles forces pour tout « oser et le rendit plus puissant dans l'esprit du tiers « ordre, à qui il persuada qu'il avoit esté sa victime » (1). « Sa victime, non, s'écrit M. Charles Laurens, mais son « sauveur et le précurseur de toutes ses destinées » (2).

Le 21 décembre 1632, notre syndic des villages présentait au roi un cahier de nouvelles plaintes, accompagnées d'une requête où il dépeignait avec art les misères de la province et demandait l'encadrement de tous les biens possédés en 1461 par le tiers état, et la contribution des privilégiés à toutes les charges communes et extraordinaires, ainsi qu'au taillon ancien et au don gratuit. Un arrêt du Conseil d'Etat du même jour ordonna la communication de cette requête aux deux premiers ordres, qui furent autorisés à s'assembler à Grenoble devant le

(1) *Etat politique*, t. III.(2) *Le procès des tailles*. p. 673.

lieutenant général ou le premier président du Parlement (1).

Le 22 février 1633, d'après les délibérations consulaires de Valence, il écrivit aux consuls de cette ville une lettre, dont le texte n'est pas connu, mais dans laquelle il accusait d'oppression les deux premiers ordres et se plaignait d'avoir été volé lors de son emprisonnement (2).

Un nouvel arrêt du Conseil, du 4 août 1633, obligea les privilégiés à produire dans huit jours, devant M. Talon, leur réponse à la requête de Brosse et des autres députés à la cour (3).

Vers cette époque, François Guerin, avocat de Vienne, et non de Romans (4), corroborait les doléances populaires dans un mémoire intitulé : *Très humbles remontrances au Roy*, et y révélait des faits curieux, comme l'exemption des tailles de 105 officiers et l'anoblissement depuis 40 ans de 187 familles des plus riches du tiers état.

Il ajoutait que des enquêtes prouvaient l'acquisition par les exempts de tous les fonds taillables de Chalonnès, Malleville, St-Bodile, etc., la cession à S. M. pour la même cause de tous les biens du comté d'Albon, composé de 31 feux et la réduction des feux de la ville de Valence de 39 à 13 (5).

Ce plaidoyer calme et constamment appuyé sur des raisons solides et sur des faits évidents ne pouvait manquer de soulever des contradictions et de provoquer des réponses. Georges de Musy, conseiller d'Etat et procu-

(1) *Etat politique* et arrêt de 1634.

(2) Valence, BB, 17.

(3) Arrêt de 1634.

(4) François Guerin, de Romans, avocat et ensuite conseiller au Parlement, vivait alors et fut la tige des seigneurs de Tencin (*Armorial de Romans*) ; de là l'erreur.

(5) *Très humbles remontrances au Roy*, par Guerin, député. Broch in-8° de 47 pages.

reur général au Parlement, qualifia la réalité des tailles « d'idole plastrée », nia le chiffre de 24 millions de livres de biens aliénés, produit par Guerin, et s'efforça de démontrer qu'elle était contraire au bien de l'Etat, à l'intérêt de ses finances et même au soulagement du peuple (1).

Les trésoriers de France intervinrent à leur tour dans la lutte, et au dire de l'un et des autres, tout était perdu si leurs privilèges anciens étaient abolis.

Ces arguments ne touchèrent ni Louis XIII, ni Richelieu, ni le Conseil d'Etat, et le 31 mai 1634, un arrêt rendu à Fontainebleau, sur le rapport de Jacques Talon, déclara les tailles réelles et prédiales en Dauphiné, soumis à perpétuité tous les fonds roturiers aux impôts levés au nom du roi ou pour les affaires communes et les charges extraordinaires du pays, et ordonna qu'il serait dressé un cadastre de tous les biens, sans nul égard à la qualité des personnes, et que le roi pour ses biens serait le premier inscrit à la taille. Il n'y avait d'exceptions que pour les dotations et fondations anciennes de l'Eglise faites avant 1556 ; pour les héritages possédés avant le 1^{er} mars 1628 par les nobles qui justifiaient de leur qualité vingt ans avant 1579 ; pour les héritages roturiers possédés avant 1602 par des anoblis ou par des présidents, conseillers, avocats et procureurs du roi au Parlement, les présidents, maîtres, correcteurs, auditeurs et procureurs généraux en la Chambre des Comptes, et par les anciens trésoriers de France en la généralité de Grenoble.

Le même arrêt révoquait tous les anoblissements postérieurs à 1602 et prescrivait la recherche de tous les

(1) *Très humbles remontrances faites au Roy, sur le sujet des procès intentés par Claude Brosse, commis des villages, contre les officiers du Parlement et la noblesse dudit pays*, par M^{re} Georges Musy. Paris, de Sommaille, 1634. Broch. in-8° communiqué par M. Brun-Durand).

usurpateurs de la noblesse depuis 40 ans et des fonds roturiers aliénés en fraude de la taille. Enfin l'évocation au Conseil de S. M. de tous les procès relatifs aux tailles complétait le triomphe du tiers état (1).

M. Ch. Laurens termine là son intéressante étude sur Claude Brosse, bien que le rôle du courageux défenseur de l'égalité devant l'impôt foncier se soit prolongé encore, non sans éclat, pendant près de dix ans.

Afin de ne pas interrompre le récit de ses démarches pour l'exécution de l'arrêt de 1634, nous grouperons ici quelques améliorations obtenues à la province par son zèle infatigable. Ainsi, des arrêts du Conseil d'Etat accordaient une surséance aux étapes, aux dettes contractées pour elles (15 décembre 1632) et aux demandes pour fournitures faites aux troupes du roi (2 mars 1633) ; la faculté de racheter toutes les rentes en grains, sauf celles dues à S. M. ou aux seigneurs haut-justiciers, en payant la somme stipulée (25 juin 1636) ; l'attribution aux Elections de la juridiction des étapes et de la surséance des frais occasionnés à leur sujet par le passé (28 juin même année) ; la continuation de la surséance pendant deux ans à toutes les dettes des communautés en principal et intérêts (31 mars 1637) ; la cassation des arrêts du Parlement qui réduisaient à 150 livres la portion congrue des curés des paroisses, fixée à 200 par M. Talon, le 9 mars 1635, (28 juin 1636) et qui s'opposaient à l'établissement de la cour des aides de Vienne (2 septembre 1638) (2).

(1) Cet arrêt, souvent imprimé, énumère toutes les pièces produites de part et d'autre.

(2) Archives de la Drôme ; Collection d'imprimés.

(A continuer.)

A. LACROIX.

CHRONIQUE

La Société ayant décidé de publier une biographie complète de M. de Gallier, Mgr Bellet s'est chargé de ce soin pieux ; telle est l'explication de l'espace restreint consacré dans cette livraison aux articles commencés. — Elle félicite M. Villard de sa promotion au grade d'officier de l'Instruction Publique.

OUVRAGES REÇUS :

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

- Le *Journal des Savants*, de septembre 1898 à avril 1899.
- Le *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques* ; *Section des sciences économiques et sociales, Congrès des Sociétés savantes en 1898*.
- Le *Bulletin historique et philologique* du même Comité, année 1897, n^{os} 3 et 4.
- *Romania*, octobre 1898 et janvier 1899.

DONS DES AUTEURS :

- *L'occultisme ancien et moderne. Les mystères religieux de l'antiquité païenne. La Kabbale maçonnique. Magie et magiciens fin de siècle*, par I. Bertrand. Paris, 1899, Bloud et Barral, broch. in-16, 64 pp.
- *Retour des Indes, comédie en un acte, en vers*, par le colonel E. Perrossier, mainteneur de l'Académie des Jeux floraux, représentée pour la première fois à Toulouse, sur le Théâtre français, le 11 février 1899. Toulouse, 1899, imprimerie du Centre, broch. in-12, 29 pp.
- *Gallia christiana novissima*, par M. le chanoine Perrossier. Compte-rendu sommaire, exact d'un nouvel ouvrage sur l'église de Marseille, publié par M. le chanoine Ulysse Chevalier. Marseille, 1899, Dupeyrac, 8 pp. in-8°.
- Une savante étude de M. Prudhomme, archiviste de l'Isère sur le commencement de l'année en Dauphiné. Paris, 1899, Imp. nationale, broch. in-8°.
- *Monseigneur Colomb. Notice biographique*, par l'abbé Hector Reynaud, docteur ès lettres. Grenoble, 1899, Falque et Perrin, broch. in-8°, 25 pp.
- *De l'ancienneté de l'usage des mœurs aux chapitres de St-Barnard de Romans et de St-Maurice de Vienne*, par R. Vallentin du Cheylard. Paris, 1899, Raymond Serrure, broch. in-8°, 13 pp.
- *De l'état actuel de la numismatique des comtes de Valentinois et de Diois*. Valence, 1899, J. Céas, in-8°, 78 pp.



SÉANCE DU 16 JANVIER 1899

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

Après la lecture des circulaires ministérielles sur le Congrès des Sociétés savantes à Toulouse aux fêtes de Pâques et sur l'Exposition universelle de 1900, la Société reçoit à l'unanimité comme membres titulaires :

M. AURIC, ingénieur des ponts et chaussées, présenté par M. Peloux, vice-président, et par M. Villard, architecte-voyer de la ville de Valence ;

M. CHATENIER, directeur de l'Ecole supérieure du Bourg-de-Péage, présenté par MM. Mossant, vice-président, et M. Lacroix, secrétaire ;

M. CUOC, professeur à l'Ecole supérieure de Valence, présenté par MM. Lacroix et Colomb, secrétaire-adjoint.

M. le Président communique une lettre de M. Favier, pharmacien de 1^{re} classe à Pierrelatte, sur la découverte de quelques tombes au domaine de la Cloche, et exprime le vœu que notre dévoué collègue réunisse tous les renseignements possibles à ce sujet.

De son côté, M. Nugues, vice-président, présente un manuscrit de M. Giraud contenant des extraits des archives de St-Barnard, et lit un passage relatif aux cérémonies des feux de joie à Romans. M. le Président estime que ce curieux récit mérite d'être publié dans le *Bulletin*. Un exposé sommaire de quelques articles remarquables dans les publications reçues termine la séance. Le calendrier de Coligny (Ain) excite la curiosité des archéologues. Il a été reproduit dans la savante *Revue épigraphique du Midi de la France*. Il faut en dire autant des études sur les Piles de la Saintonge dont s'occupent les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*. « Ce sont, dit M. le Président, des tours pleines, généralement quadrangulaires, composées d'un épais blocage avec un simple pare-

ment en appareil ou en briques, regardées par les uns comme des tombeaux de l'époque romaine ayant servi à délimiter des divisions territoriales, et par les autres comme des monuments religieux. » Il appartient aux membres de la Société de rechercher ceux du département, s'il en a.

La *Société de Statistique de l'Isère* a reçu communication, d'après le journal *le Dauphiné*, d'un travail de M. Blanchet sur la papeterie française. M. le Secrétaire signale à ce propos, d'après l'ancien état-civil, des papetiers à St-Donat, St-Vallier, St-Jean-en-Royans et Chabeuil, sans parler des papeteries de Romans et Valence, plus anciennes.

Une étude dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de la Morénie* pourrait servir de modèle à un travail semblable sur un ancien tribunal de la Drôme.

Enfin, la *Revue Savoisienne*, en publiant les anciennes chansons populaires de la Haute-Savoie, semble indiquer l'urgence d'une étude sur celles de la Drôme, et M. Mossant, dont le zèle et le dévouement nous sont connus, promet d'aborder ce sujet.

NÉCROLOGIE

M. BOTU DE VERCHÈRE

Nous avons la douleur d'annoncer le décès, à St-Jean-de-Muzols, d'un collègue, entièrement dévoué à notre œuvre. Descendant d'une ancienne famille de Crémieu, qui posséda divers droits seigneuriaux dans les environs de cette localité, acquis des de Vaux de Palagnin, il avait gardé la bienveillance et les manières courtoises des siècles passés. S'occupant d'archéologie et de numismatique, il avait recueilli de nombreuses notes sur les Romains, établis de bonne heure dans la vallée du Rhône. Nous nous associons de grand cœur au deuil des proches et des amis de cet homme de bien.

A. LACROIX.

TABLEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE

de la Drôme en 1899

Président d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire :

Mgr l'Evêque de Valence.

Membres titulaires :

MESSIEURS,

ARCES (le marquis d'), à Mercurol.

AURIC, ingénieur des ponts et chaussées, à Valence.

BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.

BELLET (Mgr), à Tain.

BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat, à Valence.

BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.

BONY (Louis), à Tain.

BOREL DE SOUBEYRAN (Louis), à Crest.

BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.

BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.

BRUN-DURAND (Justin), ancien magistrat, à Crest.

CÉAS (Jules), imprimeur, à Valence.

CHABRIÈRES-ARLÈS (Auguste), à Lyon.

- CHABRILLAN (le comte Fortuné DE), à Paris.
 CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.
 CHATENIER, directeur de l'Ecole supérieure, à Bourg-de-Péage.
 CHEVALIER (le chanoine C.-U.-J.), membre non résidant du
 Comité des travaux historiques, à Romans.
 CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire,
 à Romans.
 CLÉMENT (Emile), à Romans.
 COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance la *France*, secrétaire
 adjoint de la société, à Valence.
 CUOC, professeur à l'Ecole supérieure, à Valence.
 DIDELOT (le chanoine), curé de la cathédrale, à Valence.
 DU PORT-ROUX, à Romans.
 EMBLARD, ancien magistrat, à Valence.
 FAURE-BIGUET, conseiller à la Cour de Cassation, à Paris.
 FAURE, ancien président du tribunal, à Valence.
 FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Pierrelatte.
 FILET (l'abbé), curé d'Allex.
 FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.
 FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.
 FORCHERON (Paul), ancien conseiller de préfecture, à Valence.
 FORQUET DE DORNE, premier président de la Cour d'appel
 d'Angers.
 FRANCK (Maurice), conseiller de préfecture, à Angers.
 FRANÇOIS (Eugène), avocat, à Valence.
 FROMENT (l'abbé), pro-curé de Mercurol.
 GAILLARD, avoué, à Valence.
 GAILLARD-BANCEL (DE), avocat, à Allex.
 GALLE, agent-voyer d'arrondissement, trésorier de la Société.
 à Valence,
 GALLIER (Humbert DE), à Paris.
 GIRARDON, avocat, à Divajeu
 GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.
 ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.
 LA BAUME (DE) marquis du Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.
 LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la
 Société, à Valence.
 LATUNE (Gustave), à Crest.

- MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.
MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.
MEAUDRE (Lodoïs), ancien magistrat, à Paris.
MELLIER, propriétaire, à Valence.
MESSIÉ, avocat, à Montélimar.
MEYNOT (Adolphe), à Donzère.
MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausemblant.
MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.
MONTLUISANT (DE), capitaine d'infanterie, attaché à l'Etat-Major général du XV^e corps d'armée, à Avignon.
MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.
MORIN (Henri), à Dieulefit.
MOSSANT (Charles), conseiller général, vice-président de la Société, à Bourg-de-Péage.
NOYER (Charles), conseiller général, à Dieulefit.
NUGUES (Alphonse), vice-président de la Société, à Romans.
PELOUX (Jules), inspecteur général honoraire des ponts et chaussées, à Valence, vice-président de la Société.
PERROSSIER (le chanoine Cyprien), archiviste diocésain, à Bayanne, par Alixan.
PERROT (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire de Valence.
PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble.
REBOUL DE LA JUILLÈRE, ancien auditeur au Conseil d'Etat, au château de Vaire, par Roche-les-Beaupié.
REY, architecte, à Valence.
REYNAUD, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, maire de Die, à Paris.
REYNAUD (l'abbé), curé de Loriol.
SABATIER (Paul), à Crest.
SAYN (Gustave), à Montvendre.
SOUBEYRAN DE SAINT-PRIX, juge à Marseille.
THOMÉ, ancien notaire, à Lyon.
TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.
URTIN (Marc), avocat, maire du Bourg-lès-Valence, à Valence.
VALLÉNTIN, ancien magistrat, président de la Société, à Montélimar.
VILLARD (Marius), architecte-voyer de la ville, à Valence.

Membres correspondants :

MESSIEURS,

- ADHÉMAR (le comte Victor d'), à Toulouse.
 ALLMER, ancien conservateur du Musée d'épigraphie de Lyon.
 AUTANE (le comte d'), au prieuré d'Ardènes, à Mane (Basses-Alpes).
 BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine Religieuse*, à Viviers.
 BAUME-PLUVINEL (M^{lle} la marquise DE LA), à Paris.
 BELMONT, à Lyon.
 BENOIT D'ENTREVAUX, à Lyon.
 BENOIT D'ENTREVAUX, au château d'Entrevaux, près Privas.
 BERNARD, conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.
 BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).
 BERTRAND l'abbé Isidore), à Bar-le-Duc.
 BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).
 BEYLIÉ (Jules DE), ancien magistrat, à Grenoble.
 BLANCHARD (le chanoine), archiprêtre, à Saint-Péray.
 BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.
 BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.
 BLANCHET (Victor), à la papeterie, à Rives.
 BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).
 BOISSIEUX (Maurice DE), à Lyon.
 BOURG (Gontrand DU), au château de l'Ile-Vieille, près Mont-dragon.
 BRÔSSET-HECKEL (Edward), à Lyon.
 BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Paris.
 CAIZE (Albert), à Blida.
 CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.
 CHAPER, à Grenoble.
 CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.
 CHAPON (Jules), à Paris, (agence Parisienne de la *Gironde* et la *Petite Gironde*).
 CHENAVAS, député, conseiller général de l'Isère, à Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs.
 COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.

COURCIVAL (DE), à Paris.

DUPRÉ-LATOIR, ancien magistrat, avocat, à Paris

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.

FAYARD, ancien conseiller à la Cour d'appel de Lyon, à Lyon.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra-sur-Saint-Geoirs.

FUZIER (Louis), à Lavoulte.

GAP (Lucien), instituteur, à Mérindol (Vaucluse).

GAUDUEL, ancien greffier de la Cour de Grenoble, à Grenoble.

GRÉA (R. P.), supérieur des chanoines réguliers, à St-Antoine.

GRÉGOIRE (Félix), rédacteur au cabinet du Préfet de Police, à Paris.

GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

GUILLEMEN (Paul), inspecteur de la navigation et des ports de la Seine, à Paris.

JOUFFRAY (A.), chef d'escadron d'artillerie, sous-directeur de la manufacture d'armes, à Saint-Etienne.

JUIGNÉ DE LASSIGNY (DE), à Lyon.

LAGIER (l'abbé), curé de Saint-Antoine (Isère).

LALANDE, ancien avoué, à Lyon.

LAVAUDEN, ancien préfet, avocat, à Grenoble.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.

MANTEYER (Georges DE), membre de l'Ecole française, à Rome.

MARBEL DE GOOMENS, pasteur, à St-Fortunat (Ardèche).

MASIMBERT, avocat, à Grenoble.

MAZON, publiciste, à Paris.

MIRIBEL (comte DE), à Villard-Bonnot (Isère).

MONTCLAR (le marquis DE), consul général, à Caracas.

MONTALIVET (Georges DE), à Paris.

MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.

MONTs (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.

MOREL (Louis), à Chazay-d'Azergues (Rhône).

MOULIN (Martial), à Paris.

ORIOLE (l'abbé), à Annonay.

- PALLIAS (Mme Honoré), à Lyon.
 PARISOT DE LA BOISSE (Jules DE), à Montpellier.
 PERROSSIER (Ernest), colonel en retraite, à Toulouse.
 PETIT (l'abbé), curé à Bourgoin.
 PERROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère,
 à Grenoble.
 POIDEBARD (William), à Lyon.
 PONCINS (le comte DE), à Feurs.
 PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins,
 près Grenoble.
 REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat à Lyon.
 ROBERT (l'abbé Louis), à Paris.
 ROMAN (Joseph), avocat, à Gap.
 SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.
 SAINT-GENIS (Victor DE), ancien conservateur des hypothèques,
 délégué cantonal du 2^e arrondissement, à Paris.
 SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.
 SAUREL (le chanoine), trésorier de l'Académie de Montpellier,
 à Montpellier.
 SOLLIER (Léon), à Saint-Georges-d'Espéranche.
 TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.
 TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (marquis DE LA), au château d'Arrençy,
 par Festieu.
 TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert, comte DE LA), au château
 de Bezonville, par Sermaize.
 TOUR-DU-VILLARD (marquis DE LA), à Nîmes.
 TRUCHET (l'abbé), curé de Four (Isère).
 VACHEZ, secrétaire de l'Académie de Lyon.
 VALLENTIN DU CHEYLARD (Roger), receveur de l'enregistrement,
 à St-Péray.
 VASCHALDE, directeur de l'établissement de Vals.
 VELLOTT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnées :

ANNONAY (Bibliothèque). — AOSTE. — BARBIÈRES. — BOURG-
 DE-PÉAGE. — CREST. — GRENOBLE (Bibliothèque). MONTÉ-
 LIMAR. — MONTRIGAUD. — ROMANS (Bibliothèque).
 ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE.

LE BOURG ET L'ABBAYE
DE
SAINT-ANTOINE
PENDANT LES
GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE
(1562-1597)

(SUITE. — Voir les 122^e à 129^e livraisons)

CHAPITRE X (1587-1588)

FRANÇOIS DE FRIZE CONTINUE SES RAVAGES AUTOUR DE SAINT-ANTOINE ; SES EMBUSCADES A LA CROIX DE LA CAVE ET AUX CARRIÈRES DE PEREY ; SORTIE DES HABITANTS ; RAZZIA DES ENNEMIS DANS LA CAMPAGNE. UNE AUTRE FOIS DE FRIZE TRAVERSE LES RUES DU BOURG AVEC CINQUANTE CAVALIERS. LENTEURS CALCULÉES DE LA VALETTE CONTRE LES HUGUENOTS ; SA DÉFECTION ; DANGERS COURUS PAR L'ABBAYE DANS LE NOUVEL ÉTAT DE CHOSSES. LE SIEUR DE FÉTAN REVIENT FAIRE VALOIR SON ANCIENNE CRÉANCE. SÉJOUR PROLONGÉ D'UN RÉGIMENT ENTIER ; DÉVASTATION DE SAINT-ANTOINE.

Le féroce de Frize, dans sa soif de vengeance et de pillage, ne laissa guère à notre bourg le temps de se remettre de la surprise du mois de décembre. Dès que la saison, exceptionnellement rigoureuse au début de cette année

1587 (1), lui eut permis d'entrer en campagne, c'est-à-dire vers le mois de mars, il était déjà à épier une occasion favorable. Un jour ses soldats vinrent s'embusquer entre Montagne et Saint-Bonnet, à l'endroit dit la Croix de la Cave, « espérant d'attraper M. de Saint-Laurent (2), ou Eymar Mignon, ou aultres de Saint-Antoine, pour la malveillance que le sieur de Frize nous portait à tous ». Mais après avoir eu la patience d'attendre en vain, pendant deux jours entiers, qu'une bonne proie se présentât, force leur fut de se contenter d'une plus modeste capture : ils se saisirent d'un pauvre villageois de Saint-Etienne, Antoine Villard, et l'emmenèrent à Pont-en-Royans, d'où il ne put recouvrer sa liberté que moyennant la rançon énorme pour lui de quarante écus.

Cet insuccès partiel ne découragea pas l'ardeur des pillards soudoyés par de Frize ; leur principal objectif demeura toujours le bourg et l'abbaye de Saint-Antoine, sans cesse à l'affût d'une circonstance qui leur permît, soit un nouveau pillage, soit une nouvelle prise de personnes à rançonner. Ils crurent avoir trouvé enfin cette occasion le dimanche 3 mai.

Au nombre d'environ 140, et commandés par de Frize en personne, les huguenots du Pont avaient pu s'avancer pendant la nuit jusqu'à une petite distance de Saint-Antoine « pourtant des pétards (et) trois sacs (de poudre) sur un mulet. On tient qu'ils vouloient pétarder le clois-

(1) « Depuis le 22 décembre 1586 que l'hyver est entré, n'a jamais cessé de faire mauvais tems de froid, orages, abondance de neige... par tout pais jusque au 12^m de mars, le tems fust mallin en froidure, telle qu'en lad. sepmaine de mars, l'eau du puy de la basse rue de Saint-Antoine fust gellée contre nature, et fallut rompre la glasse pour puiser l'eau, chose qui ne s'estoit jamais veue aud. lieu, de la mémoire des vivans » (p. 201).

(2) M. de Saint-Laurent, c'est-à-dire le P. François Roy, recteur de la chapelle de Saint-Laurent et, comme nous l'avons dit, originaire de Saint-Antoine.

tre » (1). Le jour interrompit leur entreprise et, en attendant que les ténèbres vissent de nouveau la favoriser, ils cherchèrent à abriter leurs engins, et à se dissimuler eux-mêmes jusqu'au soir. Chemin faisant ils s'emparèrent d'un habitant nommé Blanc Hérail, qui chassait dans la campagne, et, pour gagner les combes cachées du voisinage, s'en vinrent passer auprès de la Maladière (2). Le lépreux de cet asile les aperçut à ce moment, et n'eut rien de plus pressé que de faire savoir au bourg qu'une bande d'ennemis s'étaient montrés, non loin de son ermitage, et avaient pris ensuite la direction du hameau de Vourier.

A cette nouvelle, une sortie est immédiatement décidée. Une quarantaine d'hommes, sous les ordres de M. de Rostaing et du commandeur de Charny, se dirigent, en longeant les ravins, vers les carrières de Perey ; puis, appuyant à droite, par le chemin qu'ils croient être celui des ennemis, ils arrivent au sommet des coteaux, et reviennent à Saint-Antoine par la Croix de la Cave, mais sans avoir rien découvert. Ils avaient pourtant passé à deux pas de la troupe des pillards qui, à leur approche, s'étaient blottis en toute hâte dans les *balmes* ou cavernes des carrières de Perey (3).

(1) Le pétard, très usité autrefois dans les travaux de siège, consistait essentiellement en une sorte de mortier, chargé de poudre fine, non battue ; un simple feutre recouvrait la poudre, puis un tranchoir de bois, de la cire jaune ou de la poix grecque, enfin une toile cirée. Le pétard, attaché sur un madrier doublé de lames de fer, on attachait ce madrier avec des tire-fonds, à la porte qu'il s'agissait de faire sauter ; l'effet était d'autant plus terrible que la jonction était parfaite. Le maniement du pétard exigeait des qualités spéciales, et l'office de *pétardier* était très en honneur.

(2) Hospice ou asile établi à 2 kilom. environ de Saint-Antoine, en faveur des malades contagieux. L'hospice de la Maladière était pourvu d'une petite chapelle de secours, dont il reste encore aujourd'hui de très intéressants vestiges du *xiv^e* siècle.

(3) La tradition du pays est que ces carrières, situées entre Saint-Bonnet-de-Chavagne et Montagne, ont autrefois fourni la plus grande partie des matériaux pour la construction de l'église et de l'abbaye de Saint-Antoine.

Toutefois, les bandits (1), voyant que leur présence était signalée, n'en étaient pas moins obligés de remettre le coup de main prémédité contre l'abbaye, et tout ce qu'ils purent faire durant la nuit et le jour suivant, fut d'exécuter une sorte de razzia dans les environs. « Comme fust sur le soleil couché, dit Piémont, ils se levèrent et vindrent par la Berruyère (2), droict à la Jayere et de là vers Jean Clot (3), s'en allèrent passer par Chepvrieres. Ils prindrent tous les paisans qu'ils trouverent sur leur chemin, Rochonat, Nerpolat, Pierre Carra, Pierre du Ray; à jour failly ils repasserent chez Charionnard et, bas jour à la Magdelaine et passant prindrent Jean Clot. »

Mais que faire de tous ces prisonniers villageois, dont la pauvreté évidente ne laissait guère en perspective à leurs ravisseurs, que l'embarras de les emmener et de les retenir ? Ne valait-il pas mieux, en les relâchant aussitôt, leur créer par là comme une obligation de reconnaissance dont on pourrait ensuite tirer utilement profit ? Ce fut le parti auquel s'arrêta de Frize : il représenta à ses prisonniers, que, seuls les habitants de Saint-Antoine étaient l'objet de son animosité et de ses justes représailles, puisqu'il ne faisait que se tenir sur la défensive (2) à leur égard ; que pour eux, paysans, ils n'avaient rien à craindre et que, à la seule condition de favoriser ses soldats dans leurs courses, en leur préparant à manger, ils pouvaient se retirer libres et en toute sécurité pour l'avenir.

En définitive, cette deuxième tentative des coureurs du

(1) Lorsque l'entraînement de notre récit amène sous notre plume des épithètes de cette nature, il est bien entendu que nous n'entendons nullement généraliser et qualifier de la sorte tout un parti, quel qu'il soit. C'est l'acte commis qui est seul intentionné, et nous appelons, sans plus de forme, pillards ou assassins ceux qui pillent ou qui assassinent, fussent-ils ligueurs, catholiques, voire même protestants.

(2) La Bruyère, près de Montagne.

(3) Jeanclos est aujourd'hui le nom d'une ferme, près de la Croix des Rameaux, à Saint-Jean-le-Fromental.

Pont n'avait guère été pour eux qu'un échec. Ils la reprirent, quelques mois plus tard (17 octobre), et cette fois avec succès, contre la maison de M. de la Saulne (1), à Lens-Lestang, où de Frize se porta une nuit avec cinquante cavaliers. La maison du gentilhomme fut *pétardée*, son fils enlevé sous ses yeux, et lui-même ne se maintint qu'à grand peine, et par une héroïque défense, qui empêcha les envahisseurs « de le forcer » complètement (2).

C'est au retour de cette expédition, que de Frize voulut se donner le plaisir de braver Saint-Antoine. Fut-on surpris au bourg, ou bien voulait-on user d'une tactique vraiment trop extraordinaire pour ne pas être taxée d'imprudence..... ? toujours est-il qu'à leur arrivée, les ennemis trouvèrent les portes ouvertes devant eux, et les rues abandonnées par les habitants. Les cinquante cavaliers se partagèrent en deux bandes et, tandis que les uns défilaient par la rue basse, les autres remontaient la grande rue, pour aller sortir tous ensemble par la porte de Chatte. De Frize dut singulièrement regretter, en passant sous les murs de l'abbaye, que l'insuffisance de sa troupe ne lui permît pas d'en forcer l'enceinte, ni même de s'attarder dans les rues du bourg pour en faire le pillage. Mais comment expliquer aussi que les défenseurs de Saint-Antoine, retranchés probablement au cloître, n'aient pas profité de cette occasion unique, pour prendre ces rôdeurs comme dans une souricière et leur faire expier d'un seul coup leurs trop nombreux méfaits ? Ils n'auraient pas eu à regretter, quelques jours plus tard, et

(1) Jacques de Murat de Lestang, seigneur de Lentiol et de la Saulne. Il ne faudrait pas confondre ce gentilhomme avec le capitaine la Saulne, qui avait autrefois commandé la milice de Saint-Antoine.

(2) De Frize retint, pendant trois mois, le fils du seigneur de la Saulne « en une cave, dessous sa chambre, au château du Pont », et ne le relâcha que moyennant la somme de 4000 francs, (p. 209).

longtemps encore, les cruelles déprédations par lesquelles ces ennemis semblèrent vouloir payer la longanimité dont on avait fait preuve à leur endroit.

La série des exploits de brigandages allait donc toujours croissant dans la région ; le vol à main armée, passé en habitude, était devenu l'unique occupation de cette poignée d'adversaires qui, de leur citadelle du Pont, comme autrefois du château de Beauvoir, terrorisaient impunément les campagnes voisines (1). Que faisaient donc pendant ce temps les chefs de l'armée royale chargés de rétablir la paix ?

Pendant ce temps, la Valette, auquel sa mission spéciale et son titre de gouverneur semblaient dicter le devoir d'agir avec vigueur, s'éternisait en demi-mesures. Et ce n'était pas là, de sa part, incapacité ni surtout manque de décision ; il était, au contraire, dans le secret des intentions d'Henri III, et savait que, pour être agréable à ce prince, il fallait, avant tout, éviter d'affaiblir le parti huguenot au profit des ligueurs.

La conséquence de cette tactique à double face fut que Lesdiguières, représentant d'Henri de Navarre en Dauphiné, progressait de jour en jour, et que les conquêtes de ce capitaine, en enflammant les courages, développaient pareillement les convoitises de ses coreligionnaires. Nous n'avons pas à suivre ici le chef huguenot dans ses marches victorieuses à travers les montagnes du Champsaur

(1) Il y eut pourtant d'heureuses exceptions de détail à ce manque de répression de la part des catholiques. Un jour, « huit soldats de la garnison de St-Marcellin, étant allés à la guerre... du costé d'Armieu, sur le poinct du jour, descouvrirent unze soldats du Pont qui menoient chacun un païsan prisonnier... Estant chargés des huit, ils se mirent en telle fuite, qu'ils habandonnerent leurs prisonniers, se jettant dans l'eau et s'en noya quatre..... Voillà une belle religion, faire la guerre de nuit a prendre le pource peuple en leurs maisons, et que cella soit tolléré par ceux qui leur commandent ; malheur leur en prendra » (p. 219).

et du Diois ; il est intéressant, toutefois, de constater sa présence avec 2000 hommes sur les bords de l'Isère, dans les premiers jours du mois d'août 1587. Il remontait cette rivière par la rive gauche, en même temps que, sur la rive opposée, les troupes de la Valette, augmentées des milices municipales, le suivaient parallèlement et se contentaient de l'observer à distance.

Avec de tels procédés de guerre, pouvait-on espérer de longtemps la fin des hostilités ? Les catholiques en étaient exaspérés et, quand ils virent leurs maux s'accroître encore par la ruine et la désolation de toutes les campagnes, poussés à bout, ils s'adressèrent directement au roi, dans le but de négocier une suspension d'armes. Mais cette démarche, entamée dès le mois d'avril, échoua devant le mauvais vouloir des conseillers du monarque (1), et la Valette, sous prétexte de frais de guerre, se mit à accabler de plus en plus les populations, par des demandes de subsides. Pour la seule petite ville de Saint-Antoine, où la peste et les autres malheurs n'avaient pourtant laissé qu'« un quart » des habitants, nous relevons dans Piémont, un total de 1253 écus exigés « seulement de la Saint Jean-Baptiste 1587 finissant, à la Saint-Antoine 1588, en sept mois (2)... O misérable guerre, continue notre annaliste (durant laquelle) M. de la Valette a ruyné le pais sans rien faire ! »

Et c'était là le grief qui volait de bouche en bouche en Dauphiné, tant il était visible que le gouverneur-général n'avait pas sérieusement à cœur les intérêts catholiques. Bientôt on l'accusa hautement de connivence avec l'ennemi, et lui-même ne tarda pas à en donner la preuve, en se rapprochant ouvertement de Lesdiguières, par une alliance offensive et défensive « contre quiconque entreiroit en armes, en Dauphiné » (14 août 1588).

(1) Cf. J. CHEVALIER, *Mémoires des Frères Gay*, p. 217.

(2) PIÉMONT, p. 214.

Ce changement de front, désormais bien dessiné, était une suite de la fameuse journée des Barricades (12 mai), où Henri III avait été contraint de s'incliner une deuxième fois devant la Ligue. Par le traité de Rouen (15 juillet) le prince avait renouvelé ses promesses d'en finir au plus tôt avec le parti huguenot, et il dirigeait maintenant contre eux deux armées, dont l'une, sous le commandement de Mayenne, était en marche vers le Dauphiné.

Il n'en avait pas fallu davantage pour lever les hésitations de certains chefs, soi-disant catholiques, mais partisans secrets de Henri de Navarre. Avant même que la Valette eût publiquement donné le signal de la défection, le baron de la Roche, qui commandait l'importante place de Romans, avait démasqué son jeu et s'était déclaré indépendant du roi aussi bien que de la Ligue.

La ville de Grenoble, de plus en plus et invinciblement attachée au parti des « catholiques avant tout, » avait alors pour gouverneur l'oncle du baron révolté de Romans, le commandeur de la Roche (1). Les habitants s'inquiétèrent de cette parenté, et, dans la crainte qu'il ne fût bientôt de connivence avec son neveu pour trahir leur ville, ils l'obligèrent à donner sa démission et à se retirer. Ils expulsèrent en même temps la compagnie de ses gardes, et Maugiron assigna aux fugitifs, comme résidence provisoire, « le fort du couvent, » c'est-à-dire la grande tour de l'abbaye de Saint-Antoine.

Cette troupe arriva chez nous, le 6 août, conduite par le capitaine Bursin, et prit aussitôt possession de l'ouvrage si vaillamment défendu jusque-là par les religieux et les habitants. Il est permis de douter que cette occupation, pour le moins suspecte, ait été regardée par la com-

(1) Jean-Antoine Flotte, appartenait à l'ordre de Malte et, avant de servir la France, s'était distingué contre les Turcs à Malte, lors du siège de cette île en 1565.

munauté et l'abbaye comme un plus sûr garant de leur sécurité; elle devait être, en tout cas, une charge bien lourde et une cause de dérangements sans nombre pour les religieux (1); aussi durent-ils accueillir avec joie un nouvel ordre du gouverneur qui, dix jours après, licenciait la compagnie étrangère, et restituait la garde de la tour à la vigilance de ses défenseurs attitrés.

Pour si peu sérieuse que fût la guerre effective, les passages de troupes ne cessaient pas dans la région; on les voyait se succéder à des intervalles plus ou moins rapprochés, il est vrai, mais toujours avec leurs inconvénients ordinaires de malentendus et de rapines. Bornons-nous à mentionner ici l'incident soulevé au mois de mai par le retour de la compagnie du sieur de Fétan (2). On se souvient comment cet officier, qui se croyait créancier d'une forte somme vis-à-vis de Saint-Antoine (3), s'était heurté à un refus catégorique de nos concitoyens. Il avait alors eu recours à la violence; il crut mieux faire d'essayer maintenant d'un compromis. Il s'abouche donc secrètement avec le châtelain Anisson et le greffier M^e Poudrel, et convient avec eux que les subsides en question seront portés à la charge des villages voisins qu'on voudrait bien lui désigner pour *aides* (4), sauf à

(1) Cette tour, par sa disposition légèrement en dehors de l'enceinte, se prêtait mieux, qu'aucun autre endroit de l'abbaye, à une occupation de ce genre; mais combien les religieux ne devaient-ils pas avoir à souffrir de ce voisinage!

(2) Pour être complet, il faudrait signaler les passages, ou séjours, « de la compagnie du capitaine Bonnet, conduite par le sergent la Forge », à la fin de mars; « les compagnies de Montrassis et du capitaine Mesplex, du régiment de Champagne », le 30 mai; « la compagnie de M. de Mandelot... en laquelle il y avoit 120 chevaux, » le 2 juin; « la compagnie du sieur de Crottes, » le 2 août.

(3) V. plus haut, chap. IX.

(4) Quand un pays, ou une communauté, recevait à sa charge les frais considérables, nécessités par la subvention d'un corps de troupes, sou-

prendre lui-même le soin d'en procurer le paiement. Quand la nouvelle de cet arrangement se répandit dans le bourg, ce fut une protestation générale, dictée par un sentiment d'honneur et de justice ; et, nos habitants déclarèrent tous, d'un commun accord, qu'ils préféreraient souffrir eux-mêmes, plutôt que renvoyer ainsi frauduleusement la souffrance à autrui. Piémont ne dit pas ce qu'il advint des exigences de Fétan, mais son contexte semble indiquer que le bourg se résigna à payer de son argent, pour se débarrasser d'un aussi dangereux solliciteur (1).

Les derniers événements politiques survenus, en créant trois partis en Dauphiné, mettaient le bourg de Saint-Antoine dans une situation extrêmement difficile. Exposé d'une part aux réquisitions du baron de la Roche, qui levait des tailles et réclamait des pionniers pour ses travaux de forification à Romans (2) ; tracassé sans merci par les huguenots du Royans, qui prétendaient maintenant avoir droit, eux aussi, aux levées régulières des subsides (3), il fallait de plus se maintenir, à tout prix, dans

vent l'autorité lui assignait les villages ou hameaux voisins, pour l'aider à parfaire la somme exigée, ou même, à son défaut, pour la fournir intégralement.

(1) « La ville (Saint-Antoine)...aimant mieux estre mangée que manger les villages. Voilà la rongerie de ceux qui ont quelques auctorités sur le peuple » (p. 218).

(2) Il avait entrepris, entre autres, la construction d'une citadelle, aux travaux de laquelle il employa pendant deux mois, sans interruption, 200 ouvriers hommes et femmes. (*Archives départementales de la Drôme*, E. 3749.) Saint-Antoine avait été contraint de fournir d'abord six pionniers ; et, comme on refusait ensuite de payer une taille de 10 écus 20 sols par feu, à la même intention, le capitaine Mesplex, chargé de recouvrer cette taille, « nous envoya trente arquebuziers qui prirent les consuls et les menèrent à Romans » jusqu'au paiement de la somme exigée (p. 227).

(3) « M. de Cugy, commandant aux Roïannais pour les huguenots, nous envoya lettre de luy fornir 8 escus pour feu, aultrement il nous feroit courir dessus avec telle vigueur qu'il nous feroit ressentir du refus » (p. 227).

les bonnes grâces du lieutenant-gouverneur, Maugiron, représentant officiel du roi.

Nos habitants essayèrent bien de représenter à ce dernier « les grands frais que ceux de Romans leur faisoient, et les huguenots qui estoient journellement à leurs portes » ; Maugiron répondit qu'on n'avait à obéir qu'à lui seul, et que pour écarter les autres, il fallait augmenter les fortifications du bourg. Cette recommandation n'eut d'autre effet qu'un surcroît de dépenses, et Saint-Antoine n'en fut pas moins « arrançonné » comme auparavant.

Cependant le duc de Mayenne s'occupait à Lyon de la formation de son armée ; les passages de troupes en devenaient plus fréquents dans le pays, et ne pouvaient manquer d'avoir un douloureux contre-coup à Saint-Antoine. Tout d'abord, le bourg parvint à s'affranchir des logements de soldats : la raison principale mise en avant était qu'il possédait déjà à demeure une garnison régulière, et qu'il reconnaissait un chef militaire immédiat dans la personne du capitaine de Rostaing. Mayenne, auquel à plusieurs reprises on porta ces réclamations, les accueillait avec faveur et accordait l'objet de la requête. Mais cela ne put toujours se faire sans mécontenter les autres chefs : Maugiron en particulier, qui était sur les lieux, et pouvait mieux juger de la situation, avait aussi des motifs spéciaux pour garnir Saint-Antoine de troupes (1), et une fois entre autres, qu'on eut recours à lui pour obtenir une décharge de logement, il refusa net et répondit « qu'il le falloir ». Piémont (p. 231) donne même à entendre que ce mécontentement de Maugiron fut cause du malheur qui éprouva si cruellement Saint-Antoine, au mois de novembre de cette année 1588.

(1) La révolte de Romans obligeait alors Maugiron à prendre toutes mesures d'attaque et de défense contre cette ville.

Au retour d'une course militaire dans le Bourg-d'Oisans, Maugiron, dans la distribution de ses troupes, assigna Saint-Antoine au régiment de la Balme d'Hostun, composé de 1200 arquebusiers, sous neuf enseignes. C'était le 20 novembre, et il était nuit close quand la troupe annoncée se présenta. Un instant, l'idée de nos citoyens fut de leur refuser la porte ; dût-on pour cela risquer une lutte inégale et « hazarder la vie des habitants » ; mais à la suite de pourparlers, « prières et remontrances, » et, en particulier, sur la belle promesse que toute la troupe « deslogeroit en bref », on se laissa fléchir, et les portes furent abandonnées libres aux arrivants.

Entrée malheureuse, s'il en fut : les nouveaux venus s'installèrent au bourg, à peu près comme en pays conquis, et se mirent à y commettre, durant 39 jours, les plus horribles dégâts. Ces soldats dévastateurs, bien qu'appartenant à l'armée royale, ne se contentaient pas de faire main basse sur toutes les subsistances à leur portée ; ils s'attaquaient aux meubles pour en brûler le bois. Ensuite ce furent les édifices eux-mêmes qui tombèrent sous leurs coups, et « trente-cinq maisons, » de celles que la contagion avait laissées désertes, furent impitoyablement livrées aux flammes. La désolation atteignit bientôt les villages voisins ; partout, dans les environs, ce n'étaient que ruines, la misère de tous était au comble.

Par trois fois, le bourg fit porter ses plaintes à Mayenne qui, à chaque instance, donnait des ordres pour que le régiment se portât ailleurs ; mais chaque fois aussi, le commandant s'obstinait à rester, et répondait toujours qu'il ne délogerait pas avant d'avoir reçu directement les instructions du prince. Le désespoir de la malheureuse population s'accrut tellement, qu'on y parlait de rien moins, que d'incendier le reste du bourg et de s'enfuir ensuite à travers le pays...

La nouvelle du double assassinat des Guise, à Blois

(28 et 29 décembre 1588), vint heureusement changer la face des choses, en reportant momentanément loin du Dauphiné, les opérations de la guerre. Mayenne, en effet, après le meurtre commis sur ses deux frères avec la connivence du roi, n'avait plus qu'à songer à sa propre sécurité. Il se retira dans la direction de la Bourgogne, accompagné d'une grande partie de ses troupes, et le régiment de la Balme, entre autres, le suivit dans ce mouvement. Saint-Antoine était donc enfin délivré ; mais que de ruines accumulées pendant ces 39 jours d'occupation violente : ruines et dévastations telles, que « jamais, dit Piémont (p. 233), la ville ne se verra remettre en état. »

CHAPITRE XI (1589)

TENTATIVE AVORTÉE DE LESDIGUIÈRES CONTRE SAINT-MARCELLIN.

— MAUGIRON MET UNE GARNISON A SAINT-ANTOINE ; SA MORT ; IL A POUR SUCCESEUR ALPHONSE D'ORNANO. — LES HABITANTS, POUR SE CONCILIER LES FAVEURS DE D'ORNANO, EXPULSENT VIOLEMMENT LEUR GARNISON QUI TIENT POUR LE FILS DE L'ANCIEN GOUVERNEUR. — NOUVELLE SITUATION DES PARTIS APRÈS L'ASSASSINAT D'HENRI III ; SAINT-ANTOINE EST A LA MERCI DES SOLDATS PROTESTANTS RÉUNIS MAINTENANT AUX TROUPES ROYALES. — LA COMPAGNIE DU S^r DE VERDUN REPOUSSÉE UNE PREMIÈRE FOIS ESSAIE D'EMPORTER LE BOURG D'ASSAUT ; VIOLENT COMBAT A LA PORTE DE CHATTE.

Lesdiguières ne fut pas long à profiter du retrait des troupes de Mayenne. Dès les premiers jours de janvier il était dans le Royans, d'où il organisait aussitôt une attaque contre Saint-Marcellin. Quatre cents arquebusiers, de la compagnie Cugie, s'approchèrent de la ville durant la

nuît (16 janvier); ils étaient conduits par le « pétardier » Bidat, par de Frize et plusieurs autres originaires du pays. Par deux fois Bidat fit jouer le pétard contre une des portes de la ville, et il serait infailliblement entré, sans la précaution qu'on avait eu d'ajouter par derrière, à l'ouverture de la porte, un fort « clédât » de fer (1). Pendant que Bidat s'efforçait de renverser cet obstacle, le gouverneur M. de Goutteffrey, organisa promptement la résistance, et n'eut pas de peine ensuite à repousser les assaillants.

Retiré sur la rive gauche de l'Isère, le gros des forces ennemies demeura en observation durant quarante ou cinquante jours, dans l'espoir d'une occasion favorable. Ils se contentaient d'envoyer, de temps en temps, des bandes détachées, patrouiller sur l'autre rive. Un de ces détachements, composé d'une douzaine de huguenots, s'aventura un jour (31 janvier), tout le long des fossés de Saint-Antoine; « quelques arquebusades » opportunément dirigées contre eux, du haut des remparts, « leur fit avancer le pas ». On apprit, le lendemain, que cette troupe se rendait à Serre, où elle s'empara de plusieurs personnes, et qu'en passant à Montfalcon elle avait enlevé quinze bœufs aux paysans. Les hommes armés de Saint-Antoine eussent volontiers donné la chasse à ces pillards, mais ceux-ci, à leur retour, avaient eu la précaution de prendre un chemin détourné, par la Croix de Cauche (2) et Saint-Appolinard.

De leur côté, les révoltés de Romans continuaient de parcourir les environs : ils vinrent, une fois, surprendre et piller l'église de Montmiral, où les habitants avaient cru mettre en sûreté une partie de leurs richesses. Un

(1) Le *clédât* était une sorte de herse ou grille en fer qui servait ordinairement à protéger les issues d'égouts, mais qu'on employait aussi comme fermeture supplémentaire et indépendante derrière les portes de villes.

(2) Près de Saint-Jean-le-Fromental.

sort semblable pouvait être, d'un jour à l'autre, celui de notre abbaye ; et c'était pour parer à cette éventualité, que Maugiron avait si opiniâtrément maintenu des forces étrangères dans le bourg. Son but principal était de s'opposer, par tous les moyens possibles, aux agissements des romains ; et, quand le départ du régiment de la Balme eut dégarni Saint-Antoine, il s'empressa, malgré les protestations des habitants, qui criaient à la tyrannie, de leur envoyer une nouvelle troupe de soldats. Ce fut la compagnie du capitaine Trymollet qui, à partir du 2 janvier, séjourna plus de trois mois, et ne se résigna à quitter le bourg que sous le coup de menaces, au milieu de circonstances que nous allons dire.

Maugiron mourut le 5 février 1589 et, contrairement aux espérances d'un certain nombre de catholiques ardents, qui s'attendaient à le voir remplacé par son fils Timoléon (1), il eut pour successeur un des favoris du roi, le colonel corse Alphonse d'Ornano, déjà investi, d'ailleurs, des fonctions de gouverneur général, à la place de Mayenne. L'attitude molle et de plus en plus conciliante pour les huguenots, que d'Ornano prit dès le début de son gouvernement, ne fit qu'aigrir encore davantage les esprits mécontents, et un assez fort parti s'était déclaré pour Timoléon. Ce dernier comptait surtout des amis dans la région de Saint-Marcellin ; toutefois, quand il voulut se présenter devant cette ville, il trouva que les ordres de d'Ornano l'avaient déjà prévenu : un régiment était venu expulser l'ancien gouverneur, M. de Gouteffrey, qui était son parent (2), et lui-même ne put qu'aller se cantonner dans le château voisin du Mollard.

(1) Cette espérance était d'autant plus fondée, que Timoléon avait été nommée dès l'année précédente (29 mars 1588), pour faire l'intérim de la lieutenance-générale pendant la maladie de son père.

(2) M. de Gouteffrey était le beau-frère de Maugiron depuis son mariage avec Sylvie, deuxième fille de l'ancien gouverneur.

Ce voisinage n'était pas pour plaire à Saint-Antoine, où l'on avait, par-dessus tout, le désir de se conserver dans l'obéissance du lieutenant-gouverneur officiel. De plus, la présence de la compagnie Trymollet, tout entière dévouée au prétendant, était une perpétuelle menace, et l'on craignait même au bourg que Timoléon vînt y rejoindre cette troupe, et faire peut-être de cette place un boulevard de sa cause.

Afin de prévenir cette complication, en obtenant le départ immédiat de la compagnie suspecte, le bourg envoya à Grenoble solliciter des ordres du gouverneur. La réponse donnée par lettre, fut aussi formelle que possible : les consuls devaient intimer l'ordre de départ à la dite compagnie, la contraindre même au cas où elle refuserait ; et, si l'on ne se sentait pas en état d'employer la force, cinquante arquebusiers de la garnison de Saint-Marcellin (1) étaient mis à la disposition des autorités du bourg.

Mais nos habitants étaient bien résolus de ne recourir qu'à la dernière extrémité, à un secours venu du dehors. En l'absence du capitaine Trymollet, ils portent leur sommation pacifique à son lieutenant Trinconnières. Celui-ci prétextait naturellement de son incompétence, et prétendit qu'il ne pouvait rien décider à l'insu de son capitaine.

C'était un refus mal déguisé, contre lequel nos consuls eurent alors recours à un singulier moyen d'intimidation. Pendant la nuit du 12 avril, ils donnent l'ordre d'occuper divers points du bourg, à proximité des logements des soldats, et entre autres, « la maison de Beauchastel » vis-à-vis leur corps de garde ; et cela, dit Piémont, « pour les incommoder » ; ce qui doit signifier qu'on leur fit une

(1) C'était le régiment de « M. Doria », c'est-à-dire Etienne de Bonne, seigneur d'Auriac et cousin de Lesdiguières.

sorte de *charivari* nocturne, plus capable, assurément, de les irriter que de les mettre en fuite. Trinconnières protesta ; et, pour montrer sa résolution, affirma qu'il se défendrait jusqu'au bout, et se ferait même plutôt tuer, s'il le fallait, « sur le portail de la porte de Chatte. »

A l'aube du jour, pourtant, M. de Rostaing parvint à se faire écouter de Trinconnières, et lui fit comprendre que, sous peine de s'attirer les plus graves désagréments, il ne pouvait raisonnablement s'obstiner davantage. Le rétif lieutenant céda, quoique à contre-cœur : « il fit battre aux champs » pour rassembler ses hommes, et même en s'éloignant, il proférait encore des paroles de menaces.

L'énergie déployée par le bourg en cette conjoncture, est d'autant plus digne de remarque, qu'elle était, en définitive, au profit du plus impopulaire des gouverneurs du Dauphiné. D'Ornano était devenu, non seulement un objet de réprobation de la part des catholiques, mais la plupart des villes avaient fini par se déclarer contre lui (1) : il avait lui-même, au mois de juin, qu'il ne possédait plus dans la province « que Saint-Marcellin, Saint-Antoine et Tullins » (2).

Une situation aussi anormale n'était déjà que trop féconde, par elle-même, en conséquences désastreuses ;

(1) Grenoble l'avait expulsé à deux reprises, notamment dans la nuit du 4 au 5 mai, où les ligueurs avaient été l'assiéger à la trésorerie, aujourd'hui l'hôtel-de-ville.

(2) A la question qu'on lui posait, « pour savoir où il vouloit tenir les Estats ; fust conclud qu'ils se tiendroient à St-Marcellin, parce que Romans n'estoit point à sa dévotion, qu'il ne tenoit pour lors, bien qu'il fust gouverneur pour le roy, aulcune place en la province que St-Marcellin, St-Antoine avec Tullins. Les gouverneurs des aultres places luy obéissoient à luy fornir quelques gens, mais à lui rendre les places, non, et ne luy eussent fornî gens, n'eust esté qu'il leur faisoit encore bailler assignation et lors estoit appelé gouverneur de nom et non d'effect. » (P. 242.)

l'assassinat du roi Henri III, le 1^{er} août, vint encore l'aggraver par une nouvelle évolution des partis en présence. Il ne pouvait plus y avoir, désormais, que deux camps : celui de Henri de Navarre avec les protestants, fortifiés maintenant par la masse flottante des *politiques*, pour lesquels la différence de religion n'était qu'une nuance, et qui accordaient avant tout leurs préférences aux vieux souvenirs de la légitimité héréditaire ; et en face, le camp des ligueurs, aux yeux de qui la question religieuse primait toute autre considération, et qui, plutôt que de se résigner à voir la France catholique aux mains d'un chef huguenot, n'hésitaient pas à mettre en avant un prince de leur choix.

En Dauphiné, le nouvel état de choses eut ses grandes lignes nettement dessinées dès le début : les ligueurs se groupaient à Grenoble et à Vienne autour du nom d'Albigny, qui représentait Mayenne ; le colonel d'Ornano, libre désormais de tout scrupule pour suivre la cause d'Henri IV, se rapprochait ouvertement de Lesdiguières, et venait même signer avec lui un traité d'alliance, à la Grange près de Saint-Marcellin (1).

A partir de ce moment, les troupes protestantes étaient donc comme chez elles, dans tous les pays occupés jusque là par l'armée royale ; elles « commencèrent (aussitôt) à prendre pié en Viennois et passer la rivière » ; et nous allons voir quelle source de malheurs, quelle affreuse confusion, allaient en résulter pour les populations catholiques.

Le premier chef huguenot qui se présenta devant Saint-Antoine, fut le fameux gouverneur d'Orange, Hector de Forez, seigneur de Blacons, qui arriva le 29 septembre, avec quatre-vingts chevaux. Les habitants, toujours intrai-

(1) La conférence qui aboutit à ce traité eut lieu les 16, 17 et 18 septembre. Le texte de ce traité est dans Vidal (1, 187-188) ; seulement il y est par erreur daté du 13. (Note de M. B.-D.)

tables sur la question de leur immunité vis-à-vis des logements des hommes de guerre, avaient cette fois bien des raisons de s'en prévaloir (1); de plus la troupe qui se présentait n'avait pas de commission en règle : l'entrée lui fut refusée. Blacons essaya de se pourvoir aussitôt, en faisant courir à Saint-Marcellin, où il présumait que d'Ornano, qu'il venait de quitter, se trouvait encore ; mais celui-ci en était déjà parti dans la direction de Moirans.

Pendant ce temps, les cavaliers de Blacons étaient demeurés campés à nos portes, à l'endroit dit « la Butte. » Allaient-ils se résigner à passer ainsi la nuit dehors ? Leur chef voulut essayer auparavant du moyen suprême de l'intimidation. Sur son ordre, deux de ses hommes s'avancent au pied des remparts, font mine de reconnaître le fossé, comme pour préparer un assaut, et protestent bien haut, de manière à être entendus, que par force ou par amitié, ils entreront.

Rien n'y fit : nos superbes assiégés comprirent que ces menaces n'étaient qu'un jeu impuissant ; ils répondirent avec dédain, en désignant à leurs adversaires, les maisons abandonnées du faubourg, pour s'y loger s'ils voulaient. Les soldats durent s'en contenter ; et, alors seulement, les habitants de Saint-Antoine eurent la complaisance de leur faire passer, « par dessus les murailles », quelques provisions de pain blanc, du vin, de la viande pour eux, et de l'avoine pour leurs chevaux. Malgré cette bonne volonté, un peu tardive, et dont les effets était probablement destinés à tempérer le ressentiment du chef huguenot, Blacons s'éloigna le lendemain avec la menace

(1) Cette immunité venait de leur être renouvelée tout récemment par d'Ornano (15 septembre) : « Sçachant que mond. seigneur le colonel estoit de retour de Crest à St-Marcellin..., nous luy allasmes faire la révérence et le prier de rafraischir nostre saulve garde, et sur ce nous baille sa commission de ne recepvoir aulcune troupe sans son exprès commandement. » (P. 247.)

qu'à son retour il aurait son quartier au bourg et n'omettrait rien pour le ruiner.

La perspective d'être prochainement l'objet de représailles, de la part d'une troupe soi-disant amie, mais dont on ne connaissait que trop les habitudes de violence et de cruauté, ne laissa pas que de troubler les esprits à Saint-Antoine. Seule la parole du lieutenant-gouverneur était capable de prévenir efficacement le malheur qu'on redoutait, et les habitants, « après en avoir conféré avec MM. du Chapitre » députèrent deux notables (1), vers d'Ornano, au camp de Moirans, pour solliciter la confirmation de l'ancienne immunité du bourg. La requête était appuyée d'un cadeau de six perdrix. D'Ornano accorda tout ce qu'on voulut, en exigeant toutefois la promesse que le bourg continuerait à se garder lui-même et saurait se maintenir à l'abri de toute surprise ennemie.

La garde dont il est ici question n'était réorganisée à Saint-Antoine que depuis le mois précédent (2); elle consistait essentiellement à ce qu'il ne devait y avoir qu'une seule porte ouverte à la fois, « aujourd'hui l'une et demain l'autre »; la surveillance de cette porte était confiée à un habitant nommé Ennemond Allard, assisté chaque jour par un des notables, à tour de rôle.

Cependant, la guerre était devenue très active entre les partisans de Mayenne et les troupes royales, et, bien que les hostilités fussent plus particulièrement concentrées autour de Vienne et dans la vallée du Rhône, il en résultait

(1) Ce furent « M. le commandeur de Chambery (Antoine Anisson) pour la part du chapitre, (et pour) la ville... M. le chastelain (Claude) Anisson, son frère. » (P. 248.)

(2) Cette décision avait été prise dans une assemblée tenue le 31 août, dans laquelle les deux consuls « Jean Clerc Pilloton et Pierre Ageron, l'un huguenot et l'autre catholique », furent d'un avis contraire à celui de la majorité. Piémont fait remarquer à propos que cette mésintelligence occasionna bien des désagréments au bourg. (P. 247.)

pour toutes les communautés indistinctement, de lourdes impositions de tailles. Dans l'espace de neuf mois seulement, Saint-Antoine fut imposé pour une somme de 78 écus, 30 sols, par feu, et il lui arriva d'avoir à payer deux fois la même imposition (1).

La levée de ces tailles n'était pas, non plus, toujours chose facile, et, devant la résistance opposée par les principaux intéressés, les receveurs civils préféraient souvent passer une procuration à un corps de troupes, pour qu'il en poursuivît lui-même, et à son profit, le paiement. On comprend de quels abus énormes ce nouveau procédé devait être la source : bien loin de faciliter le recouvrement des impositions, il accoutumait, au contraire, le peuple à les redouter, à l'égal d'un brigandage, contre lequel le refus absolu de payer paraissait le premier et le plus légitime moyen de défense. Mais que pouvait, en dernière analyse, cette résolution, cette *attitude passive*, comme on dirait aujourd'hui (1898), devant les vexations, les violences, et parfois les pillages ? Le résultat tournait ordinairement à la ruine des communautés, et Saint-Antoine ne tardera pas de nous en fournir une nouvelle et bien lamentable preuve.

Très en retard pour le paiement de ses tailles, Saint-Antoine s'était vu assigné pour cinq cents écus, à la compagnie d'un sieur de Verdun, Jean de Gilbert, catholique, mais que des liens de parenté rattachaient au protestant Cugie (2). Cette compagnie se présenta le 3 janvier 1590, et fut accueillie par un refus d'entrée si catégorique que ses

(1) « La ville de St-Antoine avoit payé la première imposition de 24 escus pour feu à ceux de M. Desdiguières, M. le colonel nous commande luy payer la seconde, ce que nous fismes, et l'ayant payée, les commissaires dud. s^r Desdiguières nous la firent repayer....., ceux du party des catholiques nous demandoient mesmes levées. Dieu apaise son ire ! » (P. 250.)

(2) Il avait épousé la fille de ce chef huguenot.

soldats se virent contraints d'aller chercher logement dans les deux hameaux voisins des Hennequins et du Vourier (1). Mais le soir venu, quelques-uns d'entre eux ne purent résister au désir de tirer vengeance de l'affront reçu ; peut-être aussi étaient-ils séduits par l'espérance d'obtenir pour eux un gîte meilleur ; c'étaient neuf argoulets, commandés par un sergent nommé Pierre. Ils revinrent à la faveur des ténèbres jusqu'à la porte de Chatte ; et, trouvant cette porte mal gardée, ils furent assez heureux pour s'en rendre maîtres. Déjà ces soldats commençaient à parcourir le bourg « l'épée au poing, criant : Ville gagnée », quand la milice de garde arrive et, beaucoup plus nombreuse, rejette facilement les intrus dehors. Malgré cette reconduite violente, les hardis soudards n'en furent pas plus pressés de rejoindre le gros de leur troupe : ils s'installèrent tranquillement dans les maisons du faubourg, et y passèrent le reste de la nuit ; il fallut, le lendemain, un nouvel effort de la garde pour s'en débarrasser.

A deux semaines de là, le lundi 15 janvier, un cousin du sieur de Verdun et en même temps son lieutenant, Gillibert, surnommé « la grande barbe », voulut essayer d'un autre moyen auprès du bourg, pour se faire payer différentes sommes d'argent. Il laissa toute sa troupe à Chevières, et vint se présenter avec une escorte de quatre argoulets seulement. L'entrée fut laissée libre à ces parlementaires, et ils reçurent un accueil d'abord courtois. Mais voici que Gillibert se met tout à coup à déclarer avec menaces qu'il réclamait pour une nouvelle assignation de cinquante écus, et que, si l'on ne faisait pas immédiatement droit à sa demande, il allait établir sa compagnie par les granges, aux environs du bourg, d'où ils ne « bougeroit qu'il ne fust payé. » La réponse fut aussi ferme que

(1) Non loin de l'ermitage de la Maladière.

modérée dans la forme, toute empreinte d'un certain bon sens mêlé d'ironie, auquel notre annaliste Piémont nous a depuis longtemps habitués, et qui nous laisse entrevoir, ici en particulier, son influence directe. Le procédé de sommation dont usaient les plaignants pour réclamer leur créance, fut-il répondu, n'est pas, dans la conjoncture, le plus court moyen d'en obtenir le paiement ; il n'était pas nécessaire d'amener pour cela toute une compagnie ; et, en agissant de la sorte, on fait une chose, à laquelle ne s'abaisserait même pas « le grand Turcq ! » (p. 256).

Malgré ces représentations si raisonnables, et qui lui laissaient de plus l'espérance d'une solution pacifique, Gillibert partit pour exécuter sa menace, et donna ordre à ses soldats de venir s'installer à Dionay. Ils y commettent toutes sortes de ravages, incendient les provisions de fourrages, rompent les couverts de plusieurs maisons, etc., persuadés qu'ils atteignaient, du même coup, les habitants de Saint-Antoine. Mais comme cela ne suffisait pas encore, pour triompher des résistances et obtenir le paiement désiré, tout le reste de la compagnie du sieur de Verdun, renforcée d'une partie de la compagnie de son beau-père, Cugie, vint rejoindre à Dionay la troupe de Gillibert (mercredi 17 janvier).

A Saint-Antoine, on croyait si bien à une attaque imminente que tout s'y préparait pour une défense acharnée ; aussi la troupe ennemie, nonobstant sa supériorité numérique, vit bientôt qu'elle ne pourrait forcer le bourg que par surprise, et voulut essayer d'un stratagème. Tout à coup, à la fin de la semaine, on la vit prendre la direction de Bressieu, comme si elle s'éloignait définitivement du pays ; en réalité, c'était pour donner le change sur leur intention véritable, afin que les habitants de Saint-Antoine, rassurés par ce départ, se ralentissent dans leur surveillance, et que, le jour du dimanche, en particulier, ils croient pouvoir abandonner leurs remparts.

Peu s'en fallut que ce plan n'eût un plein succès : le 21 janvier, pendant qu'à l'église on célébrait la messe solennelle du dimanche, et que la plupart de nos défenseurs s'y trouvaient sans défiance, les soldats des sieurs de Verdun et de Cugie revenaient en toute hâte ; ils descendaient par Dionay, prenaient ensuite par Saint-Jean-le-Fromental et arrivaient, sans coup férir, par le chemin de Villeneuve, jusqu'à la porte de Chatte. Malheureusement pour eux, ils avaient été aperçus, au moment où ils passaient à la croix de Villeneuve. Nos habitants avertis quittaient précipitamment l'église et, sans même prendre le temps d'aller chercher leurs armes, se portaient déjà au devant des agresseurs, pour les repousser à coup de pierres. La lutte fut des plus vives, de part et d'autre : le tambour animait ceux qui montaient à l'assaut, mais le nombre des combattants du bourg se multipliait sur le rempart, et l'avantage de la position finit par décider la victoire en leur faveur. Les ennemis venaient se heurter à la porte « si mal à propos », dit Piémont (p. 257), que si les défenseurs eussent eu d'autres armes que des pierres, « on les eust tuez quasi tous à la bresche. » Ils en furent quittes pour un certain nombre de blessés qu'ils emmenèrent en s'enfuyant.

Du côté du bourg, il n'y eut d'atteint que le consul Pilloton qui, ayant voulu s'avancer à découvert, pour parler aux assaillants, reçut une légère blessure à la joue. Cet accident, d'ailleurs, ne servit qu'à accroître l'ardeur de nos soldats improvisés, qui, de ce moment jusqu'à la fin de l'attaque, ne se firent pas scrupule de donner à la « charge » qu'ils infligeaient toute l'importance d'une leçon bien méritée.

D. HIPPOLYTE DIJON,

(A continuer).

UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127^e et 129^e livr.)

Tout usé qu'il est, le Diois donne encore refuge à l'ours. Là, parmi les vestiges superbes de forêts millénaires, bois inaccessibles, brousses inconnues, rocs hirsutes, Martin vit son roman d'ermite. Le mal léché vaut mieux, cent fois, que sa réputation. L'homme, pour excuser son plaisir de détruire, à toujours dit du mal des bêtes, et dans les histoires d'ours on peut toujours être certain que c'est l'homme qui a le mauvais rôle. Il est des soirs où le bon lourdaud s'ennuie dans sa solitude. Que se passe-t-il alors dans son âme naïve et peu complexe ? Songe-t-il que l'homme, qu'il sait d'ailleurs méchant, pourrait se raccommoder avec lui, devenir son ami ? On le croirait. Martin, tout en flairant longuement sur l'opportunité de sa démarche, s'en vient parfois tout près d'un jasse (1) ou d'une grange et quête en se dandinant une démonstration amicale. Souvent c'est un coup de fusil qui répond... Et nous voulons que les bêtes nous aiment, qu'elles ne montrent jamais la griffe, leur naturel ! Une, deux, rarement trois peaux d'ours vendues chaque année, tel est le bilan de ces chasses absurdes. Et l'on pourrait prévoir le moment où

(1) Gîte de la montagne, bergerie.

le dernier représentant de la race plantigrade, où le dernier de ces bons ours aux rêves pacifiques, aux plaisirs simples, aux dandinements si expressifs, viendrait à disparaître, si l'administration forestière, avec une ténacité admirable et insuffisamment encouragée, ne s'apprêtait à rendre peu à peu notre Diois à son ancienne nature. Et ainsi les terres se recollent, les rochers se remettent, et la Drôme déjà quelque peu améliorée, n'a plus tant de délires et ne demande qu'à redevenir navigable. Nous ne voyons pas cela, mais *nos arrières-neveux nous devront cet ombrage*. . et le reste.

De part en part, on peut traverser le Diois en chemin de fer, la Drôme prêtant son val à la ligne de Livron à Briançon. La gare de Livron, mère d'un autre embranchement qu'elle envoie incontinent chercher sa vie dans l'Ardèche, au cœur du pays des châtaignes, à Privas, a ainsi son importance. De la sorte, Loriol, malgré l'avantage moderne de sa situation en plaine, n'a pu détrôner sa rivale, la petite cité huguenote, le cauchemar de Henri III.

La ligne de Livron à Briançon semble étroitement unie à notre torrent. Elle le remonte presque jusqu'à l'origine. elle en épouse tous les caprices est c'est à peine si elle consent à le perdre de vue dans les passages les plus difficiles. Sur le territoire de Beaurières, on pourrait croire que le double ruban d'acier, fidèle jusqu'au bout au ruban d'onde, va s'insinuer dans la gorge natale et transperser l'Aup-Duffre afin de voir venir au monde la première font drômoise. Il n'en est rien pourtant. Les ingénieurs — à tort peut-être — préoccupés par la tradition, préférèrent le col de Cabre. C'est par là que la voie romaine descendait au pays des Tricoriens. Et la grande route actuelle suit dans ses grandes lignes le frayé romain.

Lentement, prudemment, dévotement, ce train d'alpe égrène ses stations, à raison d'une par vingt minutes. Vieux wagons courts et bas, qui geignent et qui tanguent à tout propos, vieille locomotive mastoque et asthmatique, c'est un matériel à la retraite, une théorie d'éclopés que l'on mène — tant qu'ils durent — à la promenade sur les voies peu battues des lignes stratégiques. Toutes les gares-bifurcation abritent de cette antiquaille. C'est sous les vastes toits en auvent de cambuses lépreuses et fugilieuses, de pauvres diables d'hospitalisés à l'air frileux et morne, à la robe passée et ridicule, qui essaient d'échapper aux regards aussi bien qu'à la corvée. Car si elle leur donne asile, la compagnie ne les menage guère ces roulettes antiques, aïeules toussottantes de nos sleeping-cars. A elles, comme par une sorte de dérision, l'étréne des voies nouvelles, les rampes dures, les chocs imprévus qui les font tressauter jusqu'au tréfond de leur vieille âme de bois. Leur sort rappelle assez bien celui de ces lamentables mulets qu'on *finit* en montagne. Après vingt-cinq ou trente ans de bons et loyaux services, ils avaient bien acheté, ce semble, le droit aux travaux faciles, aux courtes besognes coupées de longs repos. Eh bien ! non, les pauvres bêtes, haut bâties, — je l'ai vu au Glandaz — vont chercher tous les jours jusqu'à deux mille mètres et plus le fumier des transhumants pour le descendre dans les hameaux ou dans les fermes des bas-fonds. Pas de chemins, à peine des sentiers de chèvre, et des pentes terribles, hachées de ravins vertigineux. Que l'animal se brise, le paysan songe : petite perte. A la foire prochaine pour cinq ou six écus, il aura un autre mulet, une autre vieillesse à crucifier.

Foin des rapides de la grande ligne de Marseille, ces

ouragans de fer lâchés à l'esbrouffe dans l'allongement infini des paysages, et qui donne au voyageur la sensation d'une nature en démente furieuse, de sites pleins de rage qui vous sautent aux yeux ! Notre train est raisonnable, lui. Ces emballements ne sont plus de son âge, Aussi la garde-barrière l'espère tout bonnement sur sa chaise en tricotant ses bas. Puis elle rit et fait des signes quand il passe, car, toujours, quelque connaissance apparaît aux portières.

O ces stations du chemin de fer de Die — grains d'humanité poussés à l'aventure dans des lieux négligés et quasi sans âmes — stations seulettes et blanches qui étiquettent tel village introuvable, perdu à travers monts dans son innocence et sa sérénité ! On s'arrête. Une casquette impérative, brodée d'un P.L.M. d'or souligné par des feuilles de chêne, frémit, s'agite, va, vient le long du quai, tente de faire croire à l'assaut des voitures par une foule débordée. Un nom qu'on entend mal est jeté cinq ou six fois aux portières indifférentes. Et, si par hasard on se penche, on s'aperçoit qu'on vient de s'arrêter pour rien, si, pour cette casquette ! De foule point. La gare est vide. Hors les jours de foire, ou encore les jours de vogue, le train de Die ne chauffe guère que pour quelques voyageurs. Nos montagnards, tous assez drus pour rouler char ou charrette, boudent au chemin de fer. Ce luxe ne semble pas fait pour eux.

La région industrielle et commerçante de Crest mise à part, le Diois est par excellence la contrée des petites gens, des petits moyens. Il y a bien trace d'industrie ici et là, et la population largement dosée de protestants, est loin d'être inactive (elle est même fort ingénieuse), mais il n'y a nulle part l'un de ces ateliers, l'une de ces mines qui chiffrent par millions leurs affaires, qui drainent jusqu'à

eux le sang jeune et la vie des campagnes. Au vestibule des monts, la vigne, qui sert à la fabrication d'une pétillante clairette et le mûrier qui, pendant quelques semaines, s'effeuillant jusqu'à sembler mort, vient compliquer la ferme d'une magnanerie, c'est-à-dire d'un atelier où l'on éduque le ver à soie, mais le pays n'en demeure pas moins pastoral dans la montagne et agricole dans la plaine.

Tous propriétaires ! N'est-ce pas l'idéal merveilleux à quoi tend l'effort humain dans ses manifestations multiples ? Eh bien, ce rêve, il est bien peu de Diois qui ne le réalisent. La terre est morcelée à l'infini. A chacun sa parcelle. A chacun l'âne ou le mulet pour le transport, le cochon noir et agile, vivant dehors et qu'on saigne à la Noël, la chèvre pour la tome ou le fromage, le mouton pour le commerce, et souvent la ruche d'abeilles. De tels pays sont-ils pauvres ? Oui, si l'on considère l'argent, le capital dans les applications effrénées de la vie courante. Non, si l'on s'arrête à l'idée simple du travail commandé par les milieux, par la nature. Les grandes villes, les villes riches, brassant l'or, fourmillent de sans-asile, de loqueteux, de faméliques, de gens qui braiment leur misère et leur haine jusqu'à la mort. Au lieu que le pauvre est ici une très rare exception, s'il existe même. Si l'impôt n'était pas si dur, si la terre ne glissait pas trop souvent dans le torrent, si le fonctionnarisme n'était pas le prurit que chacun, complaisamment avive, le Diois, avec son existence peu chargée, n'abandonnerait point sa patrie. La restauration de la montagne fera-t-elle un jour ce miracle de retenir les populations chez elles ? ou bien, si elles s'essaient, ne pourront-elles, par le souvenir, doux au cœur, des beautés abondantes de la terre natale, venir s'y reposer et mourir ?

A Gumiane, commune très reculée, au pied du mont

Angèle, le paysan est comme partout dans le Diois sans grandes ressources, mais si la récolte est mauvaise, il trouve toujours de quoi se suffire avec son troupeau et ses noyers. A-t-il besoin de deux cents francs ? Il abat aussitôt un de ces arbres merveilleux, dont les dômes servaient autrefois de temples. Un gros propriétaire du pays s'étant avisé de laisser après lui une certaine rente pour les habitants les plus nécessiteux, jamais personne ne daigna se présenter à la Maison Commune pour faire l'office de pauvre. En désespoir de cause, le maire, afin d'employer la somme, dut imaginer des travaux locaux de terrassement et de canalisation. C'est là, si je ne me trompe, un trait bien vivant de la race dauphinoise, qui allie si bien la fierté et l'indépendance à toutes les vertus domestiques.

Pourquoi cette ligne ferrée à travers un pays si patriarcal ? Le paysan ne peut ou ne veut la faire vivre, et les *beilles* elles-mêmes, qui vont estiver sur les hauts plateaux du Grand-Veymont, du Glandaz et du Devoluy, trouvent avantage à économiser le transport, à faire bravement leurs étapes pulvérulentes par la grande route. Tout simplement pour une abstraction, la stratégie. Briançon, poste avancé vers l'Italie, se trouve de la sorte relié avec la vallée du Rhône. Et la ligne est si résolument stratégique, elle est si négligente de la moindre affaire qu'elle n'a même pas songé à exploiter les beautés naturelles, en grand nombre, dont s'adorne la région. Une Drôme illimitée et torride en amont de Livron, une Drôme modeste, mais d'onde certaine devant Die, une Drôme toute frétilante et menue, avec ici et là un joli village étranglé dans des gorges, des ruines fières, des schistes et des marnes

inertes, et la vision rapide de deux ou trois belles cimes, c'est tout ce que le train de Die sait nous montrer. Les gorges, les cascades, les forêts, les portes naturelles, les gouffres, les falaises, ni le chemin de fer, ni personne n'y songe. En revanche, les salles d'attente des gares de Livron, de Crest et de Die affichent des Veniseries glauques, des sites algériens d'un rugissant vermillon, des thermes omnicolores. Comme si les braves gens de la montagne songeaient à ces douceurs si compliquées, si loin, si chères !

A rebours de l'Isère et des Hautes-Alpes, que déjà de grands hôtels outragent et avec eux les indicateurs de panoramas, et toutes les tolérances intolérables du snobisme voyageur et gourmé, le Diois demeure passablement farouche et fermé. C'est un pays qui n'est pas dans le mouvement. Il garde et gardera sans doute longtemps encore la sincérité de ses horizons et la probité de ses auberges.

L'arrondissement de Die, tel que l'ont taillé les hommes de 1790, représente aujourd'hui plus et moins que l'ancien Diois. Plus, puisqu'il a gagné la région qui s'étend de Saillans à Loriol et à Livron, moins, puisqu'il a perdu le Trièves, portion de l'Isère actuelle. L'ancien Diois des évêques, fort de deux cent dix paroisses, était donc moins accessible, mieux clos, plus entièrement montagneux que de nos jours. Il ne voyait pas finir sa rivière. Il est vrai que la perte de la rivière dans le Rhône ne lui appartient pas non plus aujourd'hui, mais des collines d'Allex ou de Grane on voit cette fin peu glorieuse parmi les grèves de la plaine ensoleillée. A Livron et à Loriol, l'olivier, troupeau gris et charmant, escaladait, avant le funeste hiver

de 1709, les collines tournées au midi. C'est dire combien la température est magnifique à ce point de jonction de la Drôme. Sans le mistral, il n'y aurait pas d'hiver. Le mûrier a remplacé l'olivier presque partout et il monte facilement jusqu'à Luc. Les deux tiers de la vallée appartiennent donc encore à un climat fort tempéré. Mais le déboisement d'une part, d'une autre la situation particulière des lieux, déterminent au sein de la montagne parfois des chaleurs excessives, inconnues même à la claire plaine du Rhône. Le val de Die, notamment, encaisse si bien les rayons solaires, qu'on a vu souvent le thermomètre y dépasser 40°, jours torrides, suivis d'ailleurs par la trahison des nuits fraîches, et quasiment froides. Lus-la-Croix-Haute est un sanatorium d'air pur, d'air balsamique, à deux pas des neiges persistantes, tandis que Glandage, Grimone, Toussières, Ambel, le col du Rousset sont des Sibéries. Le vent lombard amène dans le pays les pluies aveuglantes qui en un quart d'heure font d'un ravin une avalanche d'eau et du torrent un déluge. A peu près partout, le ciel est d'une sérénité toute méridionale.

III

LA DRÔME DANS SA ZÔNE DE FORMATION. LA BATIE-DES-FONTS.

LES FONTS DE LA DRÔME. LES PREMIERS AFFLUENTS.

« La Drôme prend sa source dans la cave d'un curé. » C'est ce qu'on vous dira partout, à Valence, à Livron, à Crest, à Die, à Luc, à Beaurières. Mais bien peu de gens ont songé jusqu'ici à aller vérifier sur place cette origine édifiante.

A la vérité, peu de paysages ont l'air aussi bibliques, aussi austères, que ce cirque de l'Aup-Duffre où notre rivière voit le jour. On dirait un coin de ces déserts où la foi protestante persécutée aimait à s'exalter, où les ministres hâves et meurtris rassemblaient les ouailles échappées aux dragonnades. L'Aup-Duffre et non pas le Laup-Duffre comme on a l'habitude de l'écrire, (Aup étant la forme patoise du mot Alpe), décrit un vaste arc de cercle tourné vers la Drôme et dont les crêtes servent de limites entre notre département et celui des Hautes-Alpes. La plus haute côte dans la Drôme est de 1759 mètres, la montagne d'où sortent les sources n'en compte que 1646.

Il faut, si l'on veut de Beaurières gagner les sources de la Drôme, deux heures de voiture environ. J'ai accompli ce voyage et j'oserai en raconter tout bonnement les péripéties. Si des souvenirs trop personnels — pour lesquels je m'excuse d'avance — viennent à se glisser sous ma plume, le lecteur n'y voudra voir que l'intention de paraître moins affecté, et partant plus fidèle et plus sincère.

Partis de Beaurières une après-midi de septembre, dans une jardinière attelée d'un bon cheval, nous avons gagné Valdrôme en une heure à peine. Dix kilomètres environ séparent ces deux localités.

Cette gorge natale de la Drôme, qui s'ouvre en face de la grande route de Die à Sisteron, au confluent du Maravel, est tantôt pressée d'âpres falaises d'où sautent parfois, après les orages, des cascades tonnantes, tantôt bordée de hautes montagnes auxquelles le reboisement récent prête l'allure d'un vignoble prodigieux. Point d'habitations sur ce chemin, mais nous passons non loin des *Prés*, assis, en effet, sur le velours d'un herbage, et l'on nous montre, hissés sur d'effroyables rochers, des hameaux : *Artamare*,

Chouet, Prachatton. Mais notre œil s'ingénie vainement à découvrir comment ces nids d'aigle peuvent communiquer avec leurs chefs-lieux. A un endroit, des treuils à demi ensevelis, des échafaudages brisés, des monte-charges brisés, des wagonnets fracassés, abandonnés, les roues en l'air. C'est, nous dit le conducteur, une mine de calamine qui a mal tourné. Déjà ce gigantesque appareil de travail n'est plus qu'un squelette et la forêt l'attaque. Si l'homme ne revient bien vite, la nature effacera tout.

Enfin nous abordons le frais bassin de Valdrôme où s'épanouissent en une sorte d'éventail sept vallons animés chacun de l'ondulation souple d'un rieu murmurant. Nous constatons que le plus vif de ces rieux n'est pas la Drôme, ni le plus joli, c'est le ruisseau du col de Rossas.

Valdrôme n'est en somme qu'un site. Rien à y voir que des ruisseaux bordés de peupliers et de saules. Le château de Vaugelas, qu'on nous signale en passant, n'est lui-même qu'une jolie maison de campagne au milieu des prairies.

Aussi nous repartons. C'est un bien mauvais chemin que celui de la Bâtie-des-Fonts, où nous devons nous rendre. Il est presque neuf pourtant, mais les ravins raturent tout ici. Avec une malignité désespérante ils défont, ils détruisent. Ça et là des noyers, des brousses essaient de rendre notre ascension moins dure, moins maussade. Combien dans cet accul de monts, j'y songe, ces bonnes divinités qui prirent jadis soin du vieux Vocontium et dont le brillant épigraphiste Florian Valentin nous restitua quelques unes des figures galantes, devaient être heureuses ! Longtemps elles durent échapper au christianisme. A l'abri de leurs montagnes, drapées d'impénétrables sylves, qui aurait découvert de la grande route de Vienne à Milan par le mont Gaura ces génies

élémentaires, si paisibles, attachés suivant leur nature à un arbre ou à une fontaine ? Les premiers évêques de Die eurent sans doute beaucoup de mal pour arracher du cœur de ces montagnards leurs croyances ingénues.

La Bâtie-des-Fonts ! Une quinzaine de bâtisses cousues à la montagne. Nous descendons de voiture sur une sorte de placette qui doit servir d'aire banale. Je m'adresse, ne voyant nulle enseigne, nulle branche de pin, à la première maison venue.

— Où est l'auberge ?

Je vois venir un long et robuste prêtre.

— Monsieur, c'est chez moi Je passe premier, et si vous voulez bien me suivre.....

Je pourrais bien vivre cent ans que jamais je n'oublierais cet homme, ni son mot. L'auberge, c'est chez moi ! parole patriarcale dont l'Orient seul est encore capable aujourd'hui.

Nous suivons le prêtre, et entrons derrière lui dans le presbytère. Mais à peine sommes-nous assis que la moitié du village, capable de boire, entre aussi à son tour et sans façon tous ces gens-là prennent des chaises et s'installent autour d'une vaste table. Alors je compris mieux encore la phrase touchante du prêtre. Il était le seul homme de la commune à avoir du vin blanc, et naturellement, en bon pasteur, il le versait à ses ouailles !

— Il y a longtemps que vous êtes curé de la Bâtie ?

— Quatre ans. La commune était sans desservant depuis deux années. Aucun prêtre ne voulait y venir. Moi, j'ai accepté. On est aussi bien ici qu'ailleurs. Puis les protestants, — quel dommage ! tous de braves gens, ma foi. — grouillent dans cette haute Drôme, et la commune de la Bâtie ainsi abandonnée à elle-même courait grande chance de devenir huguenote. On a vu maint villages

gagnés de la sorte à la confession de Genève. Et ici cela se serait passé comme ailleurs, sans bruit. Un beau jour Monseigneur aurait appris la chose, mais trop tard. Mais, j'y pense, ce n'est sans doute pas pour un aussi pauvre bonhomme que moi que vous êtes monté jusqu'à la Bâtie, et si je connaissais le but de votre visite, peut-être pourrais-je vous être utile.....

— Nous sommes venus voir les sources de la Drôme.

— Je m'en doutais un peu. Et naturellement on vous a dit que la Drôme sortait de ma cave. Hélas, je n'ai même pas de cave, et au surplus une telle source me serait bien utile pour allonger mon vin.

Et mon interlocuteur achève sa phrase par un gros rire et porte notre santé.

— Sortons, voulez-vous, nous visiterons l'église, et je vous montrerai la véritable font drômoise.

Ce disant nous traversons une venelle et nous pénétrons dans une grange qui, à l'extérieur ne diffère nullement des autres, mais qui à l'intérieur soigneusement blanchi à la chaux, représente de son mieux la paroisse de la Bâtie. La porte à peine poussée, un reptile court à travers bancs, puis s'élance vers le maître-autel. Mais d'un bond extravagant le prêtre atteint la bête et l'écrase net d'un coup de talon.

— Du serpent (1), voyez-vous, dit-il, en l'examinant.

— Une couleuvre, rectifie un paysan qui nous a accompagnés.

— En tout cas, c'est un fidèle que je ne saurais tolérer dans mon église.

Pauvre église ! sans clocher, sans vitraux, où l'hiver la

(1) On désigne plus particulièrement dans la Drôme sous le nom de serpent le reptile venimeux.

neige entre, et aussi parfois les oiseaux du ciel chassés par les autans, où pénètre le démon lui-même sous la forme rampante et hideuse du serpent ! Pauvre paroisse de primitifs sans autres ressources que leur foi, et dont le casuel de toute l'année ne pourrait payer une soutane neuve !

M. l'abbé Nicolas, en sortant, nous montre l'endroit où était l'ancien presbytère de la Bâtie. C'est à côté de ce presbytère sous un jardinet que la Drôme prend sa source et se divise en trois branches. Il y a environ quarante ans on tenta de faire fluer une fontaine, mais on ne le put à cause du niveau trop bas, et l'on se contenta de creuser un canal qui contourne la cure actuelle et une maison voisine. C'est tout près de ce dernier bâtiment (je reproduis les indications du prêtre) que flue la première branche de la source drômoise. Là on avait placé vers 1859, des pierres avec cette inscription :

M. L. P.

FERLAY

N. D. L.

S. DROME.

ce qui veut dire : *M. le Préfet Ferlay. Nom de la source : Drôme.* Mais ces pierres ont été enlevées et placées maladroitement au-dessus d'une fontaine voisine qui n'a rien de commun avec la Drôme.

La seconde branche sort d'une vieille muraille contre laquelle l'ancienne cure était adossée. Elle va bientôt rejoindre l'autre et les deux réunies vont se jeter dans l'écluse de l'ancien moulin.

La troisième branche coule non loin de là, traverse des jardins par un conduit et gagne le torrent de Fontsole au N.-O. du village, près de la route de Valdrôme. Cette source qui fournit la meilleure eau du pays a été baptisée

la *Misère*. De nombreux torrents d'occasion, dont deux descendus du hameau de *Chamel* (1259 m.) [Commune de la Bâtie] sous les noms de Fontsole et de des Préaux grossissent la Drôme en temps de pluie. Le Freyssinet, le Villard et le Clos-long sont les trois principaux ruisseaux dont elle s'alimente avant de se doubler à Valdrôme par la jonction du courant venu du col de Rossas.

— En somme, dit gaiement le prêtre, nous sommes ici au biberon de la Drôme. L'altitude est 1023 mètres, notre rivière sur un parcours de 111 kilomètres descend donc une pente totale de 925 mètres quand elle atteint le Rhône.

N'ayant plus rien à faire à la Bâtie-des-Fonts, la bien nommée, nous remercions chaleureusement le digne abbé Nicolas et nous regagnons Beaurières. La nuit est complète quand la jardinière nous dépose à notre auberge et la course a été longue. Mais du moins nous voilà un peu mieux renseignés que cet excellent La Vallée, un géographe du XIX^e siècle, qui place les sources de notre rivière dans les montagnes de Gap et dit que comme ses voisines, l'Isère et la Durance, elle est fort dangereuse lors de la fonte des neiges ! L'Aup-Duffre cuirassé de glaciers ! C'est cela qui nous rendrait fiers nous autres Drômois. Pardonnons à La Vallée Il n'écrit guère que cent ans après Boileau, l'homme qui fait « naître le Rhin au pied du mont Adule entre mille roseaux, » et admirons l'impudence superbe de la Géographie au Grand Siècle.

FÉLIX GRÉGOIRE.

(A continuer.)

NOTES HISTORIQUES

SUR

BARNAVE

(SUITE. — Voir les 126^e à 129^e livraisons)

Barnave eut une attitude digne et courageuse. Sa défense (1) fut entièrement improvisée. M. Lepidor (voir sa vie et ses plaidoyers, dans les *Annales du barreau français*, tome IX), assistait Barnave en qualité de conseil et prenait des notes. Il recueillit sa plaidoirie et la transmitt à sa famille.

La voici :

« Personne, peut-être plus que moi, n'a été l'objet de la faveur, je dirai presque de l'idolâtrie du public. Ce sentiment de mes concitoyens s'était prononcé dans un temps où les passions n'avaient pas été mises en jeu par les agitations révolutionnaires. L'un des premiers objet des suffrages, j'ai depuis été noirci le plus cruellement par la plus absurde mais la plus active calomnie. Je vais vous apprendre que je n'ai pas démérité.

« Le citoyen accusateur public, remontant jusqu'à l'origine de la révolution française, a cherché à insinuer

(1) Barnave comparut devant le Tribunal révolutionnaire le 27 novembre 1793.

« que dès le commencement même des grands mou-
« vements populaires, j'étais lié secrètement avec le parti
« que j'attaquais en public.

« Ce concert liberticide n'a commencé à paraître, a-t-il
« dit, que lors de la fuite du roi, mais dès le principe,
« l'accusé était d'intelligence avec les fédéralistes, leur
« division n'était qu'un jeu perfide. C'est à ce sujet que le
« citoyen accusateur public, tire parti de ce que mes
« ennemis (aujourd'hui reconnus pour les ennemis de la
« nation), ont imaginé de plus infâme et rappeler la dégoû-
« tante caricature dont on salit les murs de la capitale (1).

« Je ne répondrai pas, citoyens, à cette supposition
« évidemment contradictoire avec tous les faits. En effet,
« qui de vous ne se souvient qu'à l'époque dont il est
« question, le nom de Barnave était un objet d'espérance
« et d'amour pour les uns, et qu'en butte à tous les traits
« des autres, c'était contre lui qu'ils avaient dirigé toutes
« leurs attaques ; où en serions-nous donc, si j'étais
« obligé de démontrer que ceux qui se sont en tout et
« partout hautement prononcés contre moi ; que ceux qui
« ont réuni contre moi tout ce qu'ils pouvaient avoir de
« puissance, tout ce qu'ils pouvaient recueillir d'opinion,
« que ceux enfin qui m'ont conduit à la nécessité de me
« justifier ici n'étaient pas mes intimes amis ? Citoyens, si
« de semblables hypothèses, pouvaient être admises, si
« la conduite publique d'un représentant du peuple ne
« suffit pas à l'idée qu'on doit se faire de lui ; si la per-

(1) Cette caricature est reproduite dans la *France Révolutionnaire*, par
CH. D'HÉRICAULT — l'homme de la cour et l'homme du peuple avec cette
légende : « Tantôt froid, tantôt chaud, tantôt blanc, tantôt noir, à droite
« maintenant, comme autrefois à gauche, je vous disais bonjour, et je vous
« dis bonsoir. »

« sécution même éprouvée de la part d'une faction ne
« démontre pas clairement que les projets de cette faction
« sont étrangers à celui qu'elle a voulu perdre, qui peut
« se flatter de passer pour pur et demeurer intact ? C'est
« l'affaire des gens de couleur qui fut le prétexte des
« libelles qui ont altéré à mon égard l'opinion publique,
« c'est au sujet de cette affaire que l'estampe en question
« fut répandue.

« Voici la véritable cause de mon discrédit. Presque
« dès l'origine, les assemblées qui avaient contribué aux
« premiers mouvements de la révolution, se divisèrent.
« Les uns par ambition, d'autres par des motifs plus
« basement personnels, d'autres enfin, presque évidem-
« ment conduits par nos plus ardents ennemis, étrangers
« les uns aux autres, mais également haineux, se réunis-
« rent contre les députés les plus sincèrement attachés
« au pays et à l'unité de la France.

« Cette scission donna naissance au trop fameux club
« de 1789. Les hommes qui composèrent ce club sont
« aujourd'hui bien connus. Ils réunissaient alors une plus
« grande force d'opinion que l'on ne pense communément ;
« et ce fut pour contrebalancer cette dangereuse puis-
« sance que nous fondâmes le club des Jacobins. Un peu
« déconcertés, mais non pas vaincus par cette mesure,
« ces hommes actifs réunirent tous leurs efforts pour
« désorganiser et détruire cette nouvelle institution.

« L'affaire des colonies, dont les rapports avec la révo-
« lution française étaient si peu connus à Paris, vint
« donner à mes ennemis un moyen sûr et facile de m'at-
« taquer avec quelque espoir de réussir.

« Il existait alors en France deux partis qui, avec des
« intentions différentes, se réunissaient dans le même but,
« celui d'étendre aux colonies la révolution du continent.

« Les philanthropes ayant à leur tête Condorcet (1), ne
 « prévoyant pas les maux qui devaient naître et pour
 « les colons, et pour la métropole, de l'effet d'une huma-
 « nité mal entendue. Les anarchistes ayant à leur tête
 « Brissot (2), ne les savaient que trop, aussi voulaient-ils
 « les livrer aux Anglais.

« A St-Domingue deux partis se divisaient la colonie :
 « aussi le sang était prêt à couler : pour prévenir ce malheur
 « l'Assemblée constituante cassa l'assemblée de St-Marc,
 « et ordonna une convocation générale des paroisses qui
 « devait opérer une représentation complète. Les deux
 « provinces de l'Ouest et du Sud confirmèrent en masse
 « celle de St-Marc contre l'esprit du décret. Elle envoya
 « une délégation en France, convint de ses erreurs et
 « l'Assemblée nationale, usant d'indulgence, lui rendit la
 « liberté.

« Le 15 mai je fis mon rapport dont le but était d'ac-
 « corder aux colons l'initiative pour leur administration
 « intérieure. L'Assemblée ne le suivit pas et rendit un
 « décret qui accordait à tous les gens de couleur libres la
 « jouissance des droits politiques, en même temps qu'il
 « maintenait l'esclavage. Ce décret impolitique produisit
 « les plus déplorables résultats. Je réussis à le faire rap-
 « porter, mais trop tard. On attribua à mon rapport des
 « malheurs qui l'avaient précédé.

« Je passe maintenant à la note trouvée dans le cabinet
 « du roi.

(1) *Dictionnaire historique*, Chaudon et Delandine, tome V, p. 29.

(2) Fils d'un pâtissier, clerc de procureur, espion de police, doué d'un esprit hardi, essaya de persuader aux démocrates que Brissot étant arrivé la révolution était finie. Les démocrates n'en crurent rien. Il fut aussi conspué qu'il avait été acclamé. Un nouveau mot de la langue courante brissoter, synonyme de voler. Il fut exécuté le 23 octobre 1793.

« Je n'ai eu aucune connaissance matérielle de la note
« elle-même, on en a tiré la conséquence que j'avais
« assisté à un conseil secret des ministres, où le projet en
« question avait été adopté. Je n'ai jamais assisté à aucune
« séance d'un semblable comité, à cette époque seulement
« je pensais que puisque le roi se déterminait à apposer
« son veto à la loi sur les émigrés, il devait au moins faire
« des démarches solennelles qui remplaçassent autant
« que possible l'effet de cette loi. Je voyais même dans le
« *veto* un effet avantageux en ce qu'il prouvait la liberté
« du pouvoir exécutif.

« On m'a présenté comme complice de la fuite du roi,
« tout démontre l'absurdité de cette proposition. Ma
« justification est écrite dans les démarches de la Cour à
« cette époque. Le Mémoire du roi est tout entier dirigé
« contre moi.

« Il y est dit : « Qu'il veut fuir une ville où les factieux
« refusaient à ses parents le droit de voyager ; une ville
« où l'on portait en triomphe ceux qui l'insultaient avec le
« plus d'audace. » En voulant sa fuite j'aurais voulu ma
« propre perte car l'un de ses projets était de me sacrifier.

« Mes accusateurs déclarent que si l'on *ne veut pas*
« croire à ma complicité dans la fuite du roi, ils soutien-
« nent que le voyage de Varennes a été funeste à ma
« pureté. Ils allèguent de prétendues conversations avec la
« reine en l'absence de Pétion ; absence transformée en
« sommeil quand elle a été reconnue fausse. On n'a pas
« craint d'avancer que cette fable était une vérité notoire.
« Notoire ! Citoyen accusateur public ! C'est-à-dire qu'il
« n'en existe pas le plus léger indice.

« Lorsque l'Assemblée fut déterminée à me nommer
« l'un des commissaires pour aller au devant du roi, je

« sentis tout l'inconvénient de cette mission : je ne me
 « dissimulai pas qu'elle allait donner lieu à une foule de
 « conjectures ; mais il était dans mon caractère de ne
 « refuser aucun poste dangereux : j'acceptai en prenant
 « toutefois le plus de précautions possibles pour n'être
 « pas calomnié. Je me promis en partant de ne pas quitter
 « d'une semelle Pétion envoyé avec moi ; Pétion alors
 « connu comme mon ennemi, depuis jugé traître à la
 « patrie ; mais alors en grande faveur. Je ne quittai pas
 « Pétion une seule minute. Il ne s'est point absenté et
 « n'a point dormi. Et lorsque de retour je fus chargé de
 « rendre compte à l'Assemblée du détail du voyage,
 « j'articulai ce fait qui ne fut aucunement démenti par
 « Pétion présent.

« En sortant de l'Assemblée nous allâmes aux Jacobins,
 « je répétais mon rapport. Pétion se tenait près de la
 « tribune. Il me pria de ne pas oublier d'attester à la
 « société que je ne l'avais pas perdu de vue un seul
 « instant, qu'il m'avait constamment accompagné.

« On m'accuse d'avoir conspiré contre la constitution
 « de 1789. Il est évident, au contraire, que j'ai soutenu
 « de toutes mes forces cette constitution. L'accusation
 « aurait plus de fondement si elle m'imputait d'avoir
 « retardé l'établissement de la république.

« Voici quelles seraient mes réponses :

« D'abord jamais sous l'Assemblée nationale la forme
 « du gouvernement ne fut mise en question. Brissot et
 « Condorcet étaient les seuls qui parlassent de la répu-
 « blique et l'on sait quelle république ils nous préparaient.
 « Les Jacobins eux-mêmes à l'époque fameuse de leur
 « division, proclamèrent dans leurs écrits l'obéissance
 « à la Constitution. Robespierre se déclara formellement
 « pour ce parti.

Avant de terminer ce travail, quelques mots du talent de Barnave comme orateur :

Pline parlant de l'éloquence dit qu'elle est surtout dans l'improvisation « *multo magis afficit viva vox.* » L'improvisation naît dans l'éloquence judiciaire avec Gerbier ; à la tribune nationale avec Barnave. Plus constamment improvisateur que Mirabeau, qui lisait parfois des discours entiers, Barnave le fut dès le début de sa vie politique. Sa manière était grave, très lucide un peu froide. Il eut une autre qualité qui manquait à son rival (1). Mirabeau, qui souvent ne savait rien au-delà de son discours, n'avait nullement le talent de la réplique, indispensable à l'avocat, si nécessaire à l'orateur politique. Nous savons sur ce point ce que disait Dumont au sujet de la première lutte entre Barnave et Mirabeau : un témoignage qui ne peut être suspect émanant d'un ami de ce dernier.

Le 10 décembre 1789 l'Assemblée discutait la question des élections ; Mirabeau vint proposer un système électoral comportant des élections graduelles qui exigent du candidat aux fonctions électives un temps de service, de stage pour ainsi dire dans les fonctions d'un ordre inférieur.

Barnave examine en détail le plan de Mirabeau et prouve d'une manière décisive qu'il aura pour effet de concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de riches ; Mirabeau répond à peine. Ce fut, dit Charles Dumont, une des occasions où je regrettai que Mirabeau, qui saisissait tout superficiellement, eut si peu le talent du débat parlementaire. Il ne sut rien répondre à Barnave, et ne reproduisit pas même, sous forme de réplique, les arguments de son discours.

(1) *Notice sur Barnave*, par Henri GARIOD (1860).

Redoutant l'impression profonde causée par la défense de Barnave, il s'abandonna à toute ses haines. Il rendit au jury ces sentiments qui excluent toute justice et toute pitié. Le Tribunal prononça contre l'illustre proscrit la fatale sentence (1). Il rencontra Camille Desmoulins en sortant de l'enceinte du Tribunal.

« Camille, lui dit-il, tu ne m'en veux pas ; nous avons
« dès le commencement défendu la même cause. Je fais
« des vœux sincères pour que tu n'en sois pas la victime
« comme moi. »

Camille pleurait, Barnave était calme, Arrivé sur l'échafaud, il s'écria : « Voilà donc le prix de ce que j'ai fait pour la liberté ! »

La prédiction de Barnave allait bientôt s'accomplir : le 1^{er} avril de l'année suivante Camille Desmoulins était traduit devant le même Tribunal, et le 5 avril en montant sur l'échafaud il s'écria : « voilà donc la récompense réservée au premier apôtre de la liberté ! »

Barnave fut exécuté le 29 novembre 1793, le même jour que Duport-Dutertre.

Il périt victime du torrent qu'il avait déchaîné, et de son retour à la modération. Il fut l'un des plus sincères amis de la patrie et de l'humanité. Certains de ses biographes se sont montrés d'une sévérité excessive à son égard. Les événements, il n'était pas en son pouvoir d'en triompher, quand il fut sorti des voies dans lesquelles un patriotisme éclairé autant que sincère lui ordonnait de se renfermer, on le vit y rentrer avec un courage prêt à tout braver.

(1) Lire dans le II^e volume de Barnave, par Béranger de la Drôme, le procès-verbal complet de la séance du Tribunal Révolutionnaire, p. 347. J'en ai donné la plus grande partie.

« doute leur intégrité (1). Je serai sacrifié peut-être ; mais
« j'aime mieux devoir ma perte à des hommes que d'avoir
« prononcé mon propre jugement. Je monterai sur
« l'échafaud avec le calme que vous m'avez vu dans ce
« débat et jusqu'au dernier moment je ferai des vœux
« pour le bonheur de mon pays. »

Le tribunal était présidé par le trop célèbre Hermann, un des fougueux partisans de Robespierre (2). Fouquier-Tinville ne prit la parole que le second jour. Il s'arrêta peu aux motifs qui avaient fait mettre Barnave en accusation. Ils étaient si frivoles qu'ils ne pouvaient servir de base à une condamnation capitale ; car, s'il était vrai qu'il eut conseillé au roi de refuser la sanction aux décrets portés contre les prêtres et contre les émigrés, quel reproche avait-il encouru puisque ce refus était au nombre des droits garantis au monarque par la constitution ? Mais Fouquier-Tinville comme le président l'avait fait dans le courant des débats, rechercha scrupuleusement les opinions de Barnave à l'Assemblée, lui fit un crime de ses rapports sur les colonies ; et ce qu'il y eut d'étrange c'est qu'après avoir fait déposer contre lui des colons réfugiés en France, sur l'effet des mouvements que Barnave avait proposé de réprimer à St-Domingue, Fouquier argumenta des mêmes témoignages qui avaient servi quelques jours auparavant pour faire condamner Brissot. La violence du réquisitoire indisposa le public ordinaire, aguerri à ces sortes de spectacles. Mais le président, dans son résumé dépassa la violence de l'accusation.

(1) Mounier n'avait pas, et avec raison, grande confiance dans cette intégrité. Il passa en Suisse. La Fayette, Alexandre Lameth et beaucoup d'autres allèrent à l'étranger.

(2) *France révolutionnaire*, p. 601.

« seul qui osa élever la voix et manifester, au milieu des
 « improbations, son opposition à un décret que nous
 « considérions, l'un et l'autre, comme profondément
 « immoral. Puisque j'ai parlé d'Alexandre Lameth, voici
 « le moment de m'expliquer sur mes liaisons.

« L'accusateur public a employé beaucoup de temps à
 « prouver que les Lameth et Adrien Duport ont été liés
 « d'amitié avec moi. Jamais je n'aurai la faiblesse de
 « désavouer mes amis. Certes ils avaient des défauts et je
 « n'ai pas été le dernier à les leur reprocher. *Incapables*
 « *de ménager la médiocrité dont la haine est si dange-*
 « *reuse*, ils versaient à pleines mains le ridicule sur cette
 « foule de petits êtres qui se croyaient quelque chose, au
 « milieu des grands mouvements politiques. J'ai toujours
 « conservé l'indépendance de mes fonctions.

« Du reste au moment de la découverte des papiers
 « j'étais à quelques heures de la frontière. Deux heures
 « de marche auraient assuré ma tranquillité. Je reste
 « tranquille au sein de ma famille aussi calme que ma
 « conscience. Je fut transféré dans plusieurs prisons,
 « quarante personnes se sont échappées de l'une. Il m'eut
 « été facile de me soustraire à votre jugement. »

Voici la péroraison de cette défense :

« En peu de mots on m'accuse d'avoir intrigué, d'avoir
 « favorisé un parti ; j'ai été au contraire essentiellement
 « indépendant ;

« Je n'ai jamais participé aux intrigues de la Cour.

« Enfin, j'ai pu sortir de France en toute sûreté. Peut-
 « être ceux qui m'aiment encore auront à gémir de ce que
 « je n'ai pas exécuté ce qui m'aurait été si facile ; mais
 « quel que soit l'évènement, je n'aurai pas à me reprocher
 « d'avoir récusé les juges de mon pays, d'avoir mis en

« Je passe à l'affaire du Champ-de-Mars. On a dit que
« j'avais assisté à des conciliabules, où il avait été décidé
« qu'on déploierait le drapeau rouge. Aucun, absolument
« aucun témoin, ne m'a inculpé dans cette affaire. Et je
« déclare n'avoir assisté à aucun conciliabule de ce genre.
« Je n'ai peut-être pas dans tout le cours de la révolution,
« parlé deux fois à Bailly avec lequel on me prétend des
« intimités. Il n'y a donc pas le plus léger indice contre
« moi. Mais voici les preuves évidentes de ma non-parti-
« cipation aux mesures que prirent les autorités cons-
« tituées (1). Après l'affaire du Champ-de-Mars, les
« principaux auteurs furent recherchés, arrêtés, pour-
« suivis. Cependant Brissot, rédacteur de la pétition,
« Brissot dont vous avez vous-mêmes jugé les intentions
« perfides dans cet acte, Brissot resta presque seul de
« tous paisible à Paris. Depuis longtemps Brissot m'avait
« choisi pour l'objet journalier des explosions de sa haine.
« Je vous le demande, citoyens, est-il vraisemblable que
« j'eusse été pour quelque chose dans la direction des
« mouvements alors que mon plus cruel ennemi eut
« échappé aux poursuites ? La sécurité de Brissot à cette
« époque attestera donc à jamais que l'affaire du Champ-
« de-Mars et ses suites m'étaient étrangères.

« Un citoyen juré m'a demandé si je n'avais pas con-
« tribué à faire rendre le décret qui votait des remercie-
« ments à Bouillé, pour sa sanglante expédition de Nancy ?
« Dans cette affaire, au contraire, j'ai fait tous mes efforts
« aux Jacobins pour que le décret ne fut pas rendu ; et
« dans l'Assemblée, Alexandre Lameth, mon ami, fut le

(1) J'ai eu occasion de citer un extrait de l'ouvrage de M. Bardoux sur la jeunesse de La Fayette, à propos de l'affaire dite du Champ-de-Mars.

Or, Barnave possédait ce talent au suprême degré. Il aimait à intervenir à la fin du débat. Il joignait à une argumentation serrée, une grande facilité d'improvisation. Il fut souvent éloquent. Lisez son discours sur l'inviolabilité royale et sa défense. Il ne perdait jamais de vue l'objet principal du débat et savait y ramener son adversaire. Et devant le tribunal révolutionnaire, quelle noblesse ! quelle simplicité et quelle force ! Cette défense produisit un tel effet que le féroce président du Tribunal l'interrompit plusieurs fois et dépassa en violence le réquisitoire haineux et perfide de Fouquier-Tinville (1).

(1) Cette étude sera complétée par deux chapitres consacrés aux documents, à la bibliographie et à l'iconographie.

LÉON EMBLARD.

(A continuer).



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102° à 129° livraisons).

V. — Procès des Prêtres habitués et des Co-curés.

Le Chapitre de St-Barnard employait comme auxiliaires un certain nombre de prêtres pour les fonctions secondaires du chœur ou pour le service des paroisses. Ces *Prêtres habitués*, comme on les appelait, ne faisaient point partie du Chapitre ; mais ils en étaient comme les vicaires. Quatre d'entre eux étaient chargés de la paroisse de Saint-Barnard, et portaient le titre de *Co-curés* ou *Vicaires perpétuels*. Comme les simples habitués, ils recevaient du Chapitre une modique rétribution, qu'ils jugèrent insuffisante et que, à différentes reprises, ils essayèrent de faire augmenter. Il y eut, de leur part, trois levées de boucliers principales, du commencement du xvii^e siècle à la fin du xviii^e. Les mémoires publiés de part et d'autre à ces trois différentes époques forment trois dossiers distincts, correspondant à trois affaires, qui, au fond, ne sont que la suite l'une de l'autre. C'est pourquoi nous les réunissons ici sous un même paragraphe.

a) *Réclamation des Habitués en 1633.*

Nous n'avons aucun des mémoires publiés par les Habitués contre le Chapitre de St-Barnard. Il est probable que ce furent eux qui ouvrirent le feu. Nous sommes donc réduit aux dires d'une seule des parties

299. — *Advertissement pour les Chanoines et Chapitre de l'Eglise Collégiale S. Bernard de Romant* (sic), Con-

seigneurs avec Sa Majesté de ladite ville, demandeurs en cassation d'Arrest du 3 d'avril 1637.— Contre les Prestres habituez d'icelle, deffendeurs.

In-4° de 4 pp. s. l. n. d., *signé* : Monsieur Ollier, rapporteur.

Les habitués avaient, dès 1633, présenté requête au parlement pour réclamer au Chapitre une augmentation de pension alimentaire, et, dans leur instance, « ils déguisèrent les statuts, firent les pauvres, exagérèrent les prétendues richesses du Chappitre. Et au contraire, les Chanoines opposèrent fins de non recevoir, fondées sur la paisible possession de 200 ans, la disposition de leurs statuts, le suffisant revenu desd. habituez et la pauvreté dudit Chappitre. » Sur cette opposition, la souveraine Cour les renvoya à leurs juges ecclésiastiques, et en attendant, par arrêt du 20 juin 1633, elle prononça que le Chapitre aurait à leur payer annuellement, comme par le passé, cinq sétiers de blé froment et cinq charges de vin; et qu'en outre, les réclamants jouiraient des droits de distribution et autres, et « mesme » du revenu de la chapelle St-Maurice. Ceux-ci obtinrent une bulle du vice-légat d'Avignon, le 17 juin 1634, qui commettait le jugement de cette affaire à l'évêque de Valence. Mais les Habitués, pour se soustraire à cette juridiction de leur juge naturel, s'adressèrent au conseiller Talon, qui venait d'arriver en Dauphiné avec la qualité d'intendant de la justice. Celui-ci les renvoya devant le Conseil, qui condamna de nouveau les demandeurs à payer à chacun des Habitués la somme annuelle de 150 liv. de pension.

Le Chapitre en ayant appelé de cette sentence, elle fut révoquée, et les parties furent de nouveau renvoyées devant l'évêque de Valence. Le prélat jugea contre le Chapitre, et, par arrêt du 3 avril 1637, le condamna à payer à chacun des impétrants annuellement 120 livres pour leurs gros fruits, outre les revenus de la chapelle St-Mau-

rice et ceux de l'Eglise. C'est de cette sentence que les demandeurs réclament l'abrogation, disant qu'elle est nulle et dans le fond, et dans la forme. Les motifs de leur appel et leurs moyens de défense sont développés dans la suite du factum, et ils l'appuyent sur cinq raisons. Nous ne nous arrêterons pas à les analyser.

300. — *Advertissement pour les Sacristain, Chanoines et Chappitre de la vénérable Eglise Saint-Barnard de Romans, conseigneurs avec Sa Majesté de laditte ville. — Contre leurs Prestres habituez.*

In-4° de 14 pp. s. l. n. d. ni signature.

Dernière date exprimée : 12 mars 1641.

Le légat d'Avignon avait chargé, ainsi que nous l'avons dit, l'évêque de Valence d'examiner la requête des Habituez. Celui-ci porte un jugement (le 15 décembre 1639) qui ne satisfait ni les demandeurs, ni le Chapitre. Le rapporteur expose successivement : 1° Ce que sont les Habituez, et quel entretien ils doivent avoir ; 2° ce qu'ils ont en réalité ; 3° la pauvreté et l'impuissance du Chapitre. Détails très curieux sur ces auxiliaires du Chapitre, qui étaient admis en pure grâce avant l'âge de dix ans et sur leurs émoluments et revenus. Le représentant du Chapitre s'attache à prouver que les exigences des Habituez sont injustes et déraisonnables ; et pour ramener ceux-ci à la modestie qui convient à leur condition et au rang inférieur qu'ils occupent dans l'église de St-Barnard, il rappelle leurs humbles origines en ces termes : « Premièrement, en l'article 88, ils sont receux et créez enfans de chœur en bas aage, non excédans dix ans, sans autre droit ny tiltre que la pure grace du Chapitre, qui prend ceux qu'il veut, quand il veut et au nombre qu'il veut ; estant expédient de ramener lesdits habituez à leur commencement et comme à leur naissance, pour voir comme ils tireront par là le fondement de tant de bruict et de prétentions imaginaires... »

301. — *Deffences du Chapitre de l'Eglise Saint-Bernard (sic) de Romans, contre les Prestres habituez de ladite Eglise.*

In-4° de 4 pp. s. l. n. d., *signé* : Monsieur Delaporte, *rapporteur.*

Cette pièce, qui est peut-être une réponse à un second mémoire des Prêtres Habituez, qui nous manque, vient à l'appui de la précédente ; elle renferme des détails intéressants et demanderait à être reproduite tout entière. Nous nous bornerons à y relever les renseignements suivants, sur la situation matérielle du Chapitre et de ses employés :

« Le Chapitre de Romans est en pariage avec le Roy et y exerce toute iurisdiction par ses officiers, alternativement avec Sa Majesté. Les prébendes sont remplies de personnes remarquables dans la province, par leur naissance et par leur mérite particulier.

« Il est sy pauvre que tout son revenu, pour prébender quinze chanoines, dont le sacristain prend le double, consiste en 6,393 livres, que s'arrentent les dismes qui luy sont annexez ; et d'autant que, par l'ordonnance du Roy de l'année 1629..., les portions congrues des curez et vicaires perpetuels ont esté augmentez de cent vingt livres, à quoy elles estoient auparavant à 200 liv., ladite somme de 6,393 liv. est réduite à 4,533 liv., sur laquelle quinze prestres habituez prétendans percevoir le chacun 110 liv., suivant l'arrest du mois d'avril 1637, et neuf enfans de chœur pour leur cinq sestiers de bled froment et cinq charges de vin, qui leur sont deubs, 160 liv., ne restera de la somme de 4,533, pour prébender lesdits quinze chanoines et pour le double du sacristain que 2,373 liv. deux sols, six den., qui rendront au chacun 148 liv. 6 s. 6 den., et avec les distributions, pour le tout, 188 liv. 6 s. 6 d. » Le mémoire conclut que si l'arrêt qui adjuge aux Habituez une augmentation de 82 livres était exécuté, les chanoines deviendraient, non pas leurs égaux, mais de

pire condition qu'eux, attendu que chaque Habitué jouirait de 220 liv., savoir : 50 de distributions et autant de la chapelle St-Maurice, plus de 120 liv. que lui attribuerait l'arrêt en question; en tout, 32 liv. de plus que les chanoines; « outre le casuel, qui est considérable, parce que toutes les cures de la ville, qui sont en nombre de quatre, leur sont affectées, et qu'estant maistres des paroisses, ils n'y reçoivent point d'autres prestres qu'eux, si bien qu'ils sont seuls qui perçoivent les émolumens des messes de dévotion, des services funèbres et pour les convois, les offrandes, les mariages et baptêmes qui se font dans la ville, outre les trois couvents des religieuses et hospital, qu'ils desservent dans ladite ville avec salaire. »

De nouveau, l'avocat du Chapitre rappelle les Habitués à leurs humbles origines et les exhorte à la modestie : « Pour les convaincre de l'ingratitude qu'ils rendent au Chapitre, auquel ils doivent, plus qu'à leurs pères, leur nourriture, leur éducation et leur instruction, il est à noter que lesdits habituez, suivant les statuts, ont esté tous pris petits garçons de la ville au-dessous de dix ans, moyennant bonne et suffisante caution, pour leur entretien et vestement, au cas que l'Eglise vint à s'appauvrir... »

b) *Requêtes des Co-curés en 1723 et en 1745.*

Dans l'*Avertissement* des cocurés contre le chanoine Delacour, du 1^{er} avril 1724 (ci-devant, p. 287), il est fait mention (p. 29) du procès qu'ils ont intenté au Chapitre « pour payement de leur portion congrue dont il n'ont rien retiré depuis. » Ils signifièrent leurs réclamations au syndic par exploit du 15 janvier 1723. Elles furent appuyées sans doute d'un premier Mémoire, qui nous manque, et il y eut peut-être un échange de plusieurs factums avant celui par lequel nous ouvrons ce second dossier, ce *Précis* étant de plus d'un an postérieur à la *signification* sus-mentionnée.

302. — *Précis en forme d'extrait pour le sieur Syndic du Chapitre de l'insigne église collégiale Saint-Barnard de la Ville de Romans, défendeur. — Contre les sieurs Paquet, Escoffier, Ruel et le Gentil, prêtres habitués dans ladite Eglise et Chapitre Saint-Barnard et cocurés de la paroisse de Saint-Barnard, demandeurs.*

In-fol. de 34 pp. s. l. n. d., signé : Armand, procureur. Date manuscrite : 5 juillet 1724.

Ce mémoire tend à établir : Que le Chapitre de Saint-Barnard, comme curé primitif des trois cures de Romans, en fait faire le service par des bénéficiers ; que d'après le statut, quatre de ces bénéficiers doivent faire le service de la cure de Saint-Barnard à tour de rôle, en se divisant les fonctions par semaine ; que ces quatre bénéficiers, appelés cocurés ou concurés, et deux autres chargés de desservir les paroisses de St-Romain et de St-Nicolas, ont été de tout temps portionnés sur le revenu de l'Eglise de Saint-Barnard ; qu'ils sont nommés et pourvus par le Chapitre, curé primitif de toutes les paroisses de la ville ; qu'ils ne peuvent être cocurés ni curés sans être habitués ; qu'ils ne peuvent résigner leurs fonctions comme les curés ordinaires, mais seulement les remettre au Chapitre pour en pourvoir d'autres ; qu'ils sont soumis, comme les autres bénéficiers, à l'observance du statut et à la juridiction du Chapitre, suivant les transactions passés avec les archevêques de Vienne ; qu'ils sont sujets aux multes ou amendes pour leurs absences du service divin ; que le décret royal, de 1632 portant règlement des portions congrues dont se prévalent les cocurés pour réclamer une augmentation de la leur, exclut formellement des dispositions qui y sont édictées les curés des paroisses dont un chapitre ou une collégiale est curé primitif.

Suit une longue série de décrets, par ordre chronologique, disposés en deux colonnes, la première contenant les décrets généraux du Roi ou du Parlement, régissant la

matière, et la seconde, leur application particulière au Chapitre de Saint-Barnard, par décisions ou jugements spéciaux.

On reprend ensuite en sous-œuvre les points suivants, qui sont appuyés par une nouvelle nomenclature d'actes et de pièces y ayant trait : 1^o les quatre cocurés de Saint-Barnard ne peuvent être cocurés sans être habitués ou bénéficiers, quoique tous les bénéficiers ne soient pas cocurés ou curés ; 2^o Ils ont de tout temps desservi la cure à tour de rôle, par semaine ; 3^o Les dits cocurés et les curés de St-Romain et de St-Nicolas sont, comme les autres bénéficiers, sous la juridiction immédiate du Chapitre. Deux autres paragraphes ont trait aux revenus, droits et distributions des curés et cocurés et aux multes qu'ils peuvent encourir.

303. — *Avertissement pour les sieurs cocurés de la paroisse Saint-Barnard de Romans, demandeurs. — Contre le sieur Syndic du Chapitre de l'Eglise Saint-Barnard, défendeur.*

Petit in-fol. de 11 pp. s. l. n. d., *signé* : Pujol, M. du Pilhon d'Angelles, *rapporteur* ; Farconet, *procureur*.

Dernière date exprimée : 27 juillet 1724.

Le sujet du litige est rappelé en ces termes, dans le préambule du factum : « Les demandeurs prétendent avoir une portion congrue de la somme de 300 livres pour chacun d'eux, à la forme des Edits et Déclarations de Sa Majesté ; et le défendeur prétend les réduire à la somme de 175 livres, et de rendre même cette modique somme sujette à la multe ou pointe, quoique la portion congrue soit uniquement attachée aux fonctions curiales, non pas aux offices du chœur.

Le statut de l'église Saint-Barnard porte qu'il y aura quatre bénéficiers qui seront cocurés, sur lesquels résidera le soin des âmes. Quand un bénéficié devient cocuré, il est nommé et présenté par le Chapitre et institué par

l'Archevêque de Vienne, qui lui donne des provisions en la forme des autres bénéfices... »

Les demandeurs protestent ne dépendre plus que de l'Archevêque de Vienne pour ce qui touche à leur juridiction et à leurs fonctions, dès qu'il ont été institués par lui. Dès lors, ils prétendent avoir les mêmes droits que les curés ordinaires, en particulier pour ce qui touche à la portion congrue.

304. — *Précis pour les sieurs prêtres Collégiés en l'église de Saint-Barnard de Romans, contre le sieur Syndic du Chapitre de la même église, (Dans un bandeau : De l'imprimerie d'André Giroud au Palais).*

In-fol. de 12 pp. s. d., signé : Lemaistre, Barnave, procureur.

Dernière date exprimée : 6 mars 1745.

Malgré une solution de continuité de plus de vingt ans, ce procès se rattache au précédent. Quoiqu'il soit poursuivi à la requête et au nom des collégiés, les cocurés y interviennent comme faisant partie eux aussi du corps des auxiliaires du Chapitre. Il s'agit toujours de la question de leur traitement. Nous nous bornerons à relever dans cette pièce le renseignement suivant : Le revenu de chaque collégié sur les fonds des chapelles qu'ils ont à desservir, ou pour les honoraires de leurs assistances et services, est de 202 livres, 11 sols, 6 deniers, absolument insuffisant pour leur entretien.

Peut-être faut-il rattacher à cette affaire le document suivant, qui, pour avoir un caractère d'intérêt général, paraît concerner plus spécialement le Chapitre de Saint-Barnard : *Observations pour les Chapitres de la province du Dauphiné sur le Mémoire des curés à portion congrue de la même province.* (In-4° de 16 pp., s. l. n. d. Dernière date exprimée, 1747.

c.) *Nouvelles réclamations des cocurés en 1769.*

Cette affaire, interrompue une seconde fois, et demeurée assoupie pendant près d'un quart de siècle, est reprise à l'occasion d'un nouveau décret royal relatif aux portions congrues. Nous n'avons trouvé qu'une seule pièce se rapportant à cette nouvelle phase du procès. Il y en a certainement d'autres.

305. — *Mémoire pour les sieurs Etienne Jobert, Joseph Gay, Louis Suel et Jean-Antoine-Arnoux Péronnier, tous quatre cocurés, vicaires perpétuels et in solidum de la paroisse de Saint-Barnard de la ville de Romans, demandeurs en payement d'une portion congrue de 500 livres au chacun, suivant les fins de leur demande, exploitée le 2 janvier 1769. — Contre le sieur Syndic, du Chapitre de Saint-Barnard de ladite ville, défendeur.* (A Lyon, de l'imprimerie de Périsset, 1769).

In-fol. de 38 pp. *signé*: Delacour d'Ambésieux, Thomé, *procureur*.

Les demandeurs somment le Chapitre de les faire bénéficier du nouveau décret qui porte à 500 livres la portion congrue de tous les curés et vicaires perpétuels du Royaume. Le Chapitre prétend qu'il ne doit la portion congrue pour la cure de Saint-Barnard qu'à raison d'un seul prêtre, attendu qu'il n'y a qu'une paroisse; « comme si, observent les demandeurs, une loi qui n'a pour objet que la subsistance des personnes pouvait recevoir quelque modification d'une circonstance si étrangère à ses vues. » D'ailleurs en faisant cette demande, les cocurés estiment qu'ils se tiennent bien en-deçà de leurs droits stricts. « On sait, disent-ils, que les grands biens qui ont été donnés à l'Eglise, et les dîmes entre autres, étaient originellement destinées à l'entretien des pasteurs du premier et du second ordre... » Or, le chapitre s'en est emparé.

Ce factum contient, au milieu de beaucoup d'exagé-

rations, quelques renseignements intéressants, notamment sur le casuel de la paroisse de Saint-Barnard, lequel n'excédait pas 100 ou 120 livres par an pour chaque cocuré. Avec certains autres revenus, la portion totale de chacun arrivait à la somme de 148 livres 10 sols.

L'auteur du mémoire explique comment, dans une ville aussi considérable que Romans, le casuel de cocurés de Saint-Barnard était si minime. En effet, dit-il, les cocurés n'ont point de cloches, de sorte que ceux qui veulent faire sonner pour les défunts sont obligés de s'adresser au Chapitre, qui en accorde la permission sous une rétribution considérable ; et quand il s'agit de l'enterrement d'un ecclésiastique, d'un noble, d'un gradué, de la femme d'un noble, d'un gradué ou d'un capitaine de quartier, le Chapitre fait faire la levée de corps par les habitués hebdomadiers, qui sont ses Vicaires, lesquels se prévalent des offrandes des oblations, et célèbrent, quand ils en sont requis, les messes du trentième jour et de l'anniversaire. Quant à la cire, le Chapitre la retient toute. — D'autre part, les Cordeliers ont dans leur église, quarante tombeaux et un tiers-ordre de la pénitence : ce qui leur procure beaucoup d'enterrements, dont ils ont toute la cire, et à raison desquels ils font les services du trentième jour et de l'anniversaire, au détriment des cocurés. » (p. 27).

A la fin, on lit cette note : « La cause est à l'audience de M. le Juge royal de Romans. »

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



CLAUDE BROSSE

ET

LES TAILLES

(SUITE. — Voir les 121° à 129° livr.)

Toutefois, la question des tailles le préoccupa surtout après l'arrêt de 1634. Le 28 juillet de cette année-là, il écrivait aux châtelains, consuls et notables de la province que les privilégiés avaient fait « grand vacalme » dans leurs dernières assemblées « de l'altération de l'arrêt du « 31 may et du recours qu'ils prétendoient faire de leur « condamnation, » ainsi que de leurs « mémoires et « griefs, » mis en avant pour la retardation de l'exécution dudit arrêt, lesquels, après examen au Conseil, avaient été trouvés « sans apparence de raison ». Sa lettre rend justice au zèle des députés, ses collègues, et déclare que les transactions et arrêts invoqués par les privilégiés avaient été les meilleures pièces du tiers état, S. M. ayant établi une loi suivant la nécessité du temps, ou plutôt rétabli l'ancienne, « où tous les ordres contribuoient aux « charges afin d'assurer le fonds de ses finances et deffandre à l'avenir l'oppression que le fort faisoit aux faibles « pour s'en exempter. » Elle ajoute que la province verra bientôt M. Talon, chargé de l'exécution de l'arrêt de 1634, et demande la préparation de mémoires à ce sujet

et la continuation de prières publiques et privées pour la conservation du roi et des membres de son Conseil. Par une dernière recommandation, Brosse invite les officiers des communautés « à contenir les habitants en leur joye « sans offenser de faict ou de parolle le moindre des con- « damnés, » par la raison, dit-il, que les discours d'un pauvre villageois font passer « tous ceux de nostre ordre pour des insolans. »

Le 1^{er} octobre il envoyait un formulaire pour l'exécution de l'ordonnance de M. Talon, donnée à Valence le 27 septembre 1634, relative à la déclaration par les ecclésiastiques, nobles, officiers de justice ou de finance et par les roturiers de tous leurs biens immeubles (1).

Peu après la promulgation de l'arrêt du 31 mai, la noblesse avait envoyé une députation à Paris, présidée par le vicomte de Paquier, à laquelle le roi avait répondu qu'il désirait voir le différend des trois ordres se régler à l'amiable et n'entendait vexer en rien les privilégiés (2).

L'ordonnance de Talon et le formulaire de Brosse les irritèrent vivement, et du Four de la Répara eut mission de protester contre l'arrêt de 1634 « rendu, à son dire, « sur pièces fausses, de nouveau fabriquées », et contre le formulaire du syndic des villages. Après diverses observations, il déclare que « les gentilshommes de l'une et l'autre robbe, officiers du Parlement, Cour des aydes et « finances, Chambre des Comptes et bureau des trésoriers de France ne peuvent satisfaire à l'ordonnance « (de M. Talon), ny consentir qu'aucunes déclarations « et parcelles soient faites de leurs biens par les chaste- « lains, consuls, syndics des forains et greffiers des com-

(1) Archives de la Drôme ; Collection d'imprimés.

(2) Inventaire des archives communales de Grenoble, t. I, p. 140.

« munautez, protestant qu'ils seront tousjours prests
« d'obéir aux intentions de S. M., et à tous ceux qui
« leur porteront ses véritables commandemens, au péril
« de leurs vies et de leurs biens, comme ils ont tousjours
« fait à l'exemple de leurs majeurs ; et qu'au retour du
« sieur Talon (alors en Provence) ils contribueront tout
« ce qui leur sera possible pour faciliter les moyens et
« expédiens qui seront trouvez raisonnables pour la seurté
« des tailles de S. M., au soulagement du peuple et con-
« servation de l'honneur et des droits de la noblesse, et,
« au cas qu'au préjudice du présent acte il seroit procédé
« auxdictes déclarations, ils protestent de la nullité et
« d'en poursuivre la cassation et révocation, soit par-
« devant le sieur Talon ou, si besoin est, d'en recourir à
« Sa Majesté » (1).

Brosse répondit le 10 novembre à cet imprimé qu'il appelle : « un libelle diffamatoire contre la personne et
« l'obéissance due à S. M., à nos seigneurs du Conseil et
« particulièrement contre Mgr de Talon. » Il y engage
les députés des bailliages, les châtelains et les consuls à
continuer le travail prescrit par l'ordonnance du commis-
saire royal, dont le retour était prochain. « Les discours
« insérés dans l'imprimé, qui méritent chastiment, et qui
« ne contient une seule vérité, ajoute-t-il, ne peuvent
« avoir esté résolus ni fabriqués que par le conseil de
« MM. de la noblesse résidants à Grenoble, composés de
« cinq advocats, à qui ceux de nostre ordre ont une
« grande obligation, pour les advis qu'ils ont donnés cy-
« devant à ceux qui les payent, qu'ils ont si bien conduits,
« que nous en avons tiré l'avantage de s'estre procuré

(1) Drôme. Collection d'imprimés. In-4° de 7 p.

« eux mesmes de revenir parmy nous, dont leurs pères
 « et eux estoient sortis, et attiré avec eux grand nombre
 « de gens d'honneur et de mérite pour fortifier nostre
 « corps, et nous ayder à supporter les charges qu'ils nous
 « faisoient injustement payer pour les biens que nous ne
 « possédions pas... » Il les raille ensuite d'avoir empêché
 naguères la solution amiable du différend et de confesser
 et déplorer maintenant la misère de nos villages, imitant
 de la sorte « le crocodil qui a coustume de pleurer les os
 « de ceux qu'il a mangés. » Quant à l'accusation portée
 contre lui de favoriser les villes par l'exemption des facultés
 mobilières, c'est là, dit-il, une pure calomnie avancée
 pour semer la discorde, et il prie ses commettans « de fermer
 « l'oreille à ces sirettes, » et de faire constater toutes
 les violences qu'ils souffriront sous prétexte de la défense
 de la chasse, « n'estant pas croyable que, contre le droict
 « des gens, contre la coustume et les privilèges généraux
 « et particuliers de tous les habitans de la province, qui
 « ont droict de chasse, la cour (de Grenoble) aye entendu
 « par ses arrests, mesme par celui du 8 avril 1634, que
 « ceux du tiers état soient déclarez prévostables et des-
 « armez comme criminels de lèze-majesté, au cas qu'ils
 « se trouvent avoir pris un moineau ou une alouette à
 « l'arquebuse ou au filet. »

Le 15 janvier 1635, notre syndic annonce le retour de
 Provence de M. Talon pour le 20 du même mois, et engage
 les officiers des communautés à lui remettre les états
 des fonds ruraux et à tenir pour apocryphes tous les
 bruits, discours et imprimés faits pour les intimider.

Sur l'exposé que la crainte des trésoriers de France
 pourrait empêcher « les châtelains, consuls et asséeurs »
 d'imposer les biens nouvellement déclaré taillables, le
 Conseil d'Etat, par un arrêt du 31 mars 1635, chargea

pour cette fois, sans conséquence, les élections d'asseoir et répartir l'impôt foncier de l'année (1).

Guy Allard cite un autre arrêt du 25 août suivant qui oblige les officiers des Cours supérieures à payer la taille et les receveurs des Elections à l'exiger d'eux (2).

Malgré ces mesures, l'opposition continuait dans la province contre les concessions de 1634 et un nouvel arrêt du 9 janvier 1636 octroya diverses faveurs aux privilégiés, tout en déclarant que celui de 1634 et les ordonnances de M. Talon seraient exécutés selon leur forme et teneur.

D'autres décisions pour le cadastre et les tailles des 1^{er} avril, 18 et 26 juin sont mentionnées dans les archives de Grenoble et de la Garde-Adhémar. Toutefois elles n'arrêtaient pas les démarches des privilégiés, et Salvaing de Boissieu nous apprend qu'il fut député vers le roi en 1637, avec le comte de Suze et M. de Paris-Montanègre, pour défendre les intérêts de l'ancienne noblesse, et que d'autres les suivirent ensuite. Aussi un arrêt du 23 mai de cette année-là, exempta-t-il des tailles les fonds et héritages roturiers des nobles reconnus en titre 20 ans avant 1579 ou issus de nobles compris dans la dernière revision des feux de la province (3).

Malgré cela, il parut alors une requête au roi et à son Conseil, au nom de la noblesse de l'une et l'autre robe, signée par Colombié et Monjardin, du Faure, de la Serre et Michel, députés des privilégiés, où M. Talon, « partisan déclaré du tiers ordre », était accusé de prévarications, de concussions et d'autres méfaits le rendant inca-

(1) Archives de la Drôme ; Collection d'imprimés.

(2) *Dictionnaire historique*, au mot Tailles.

(3) *Usage des fiefs*.

pable de prendre connaissance du différend des trois ordres (1).

M. Dochier nous apprend que ce mémoire, répandu dans Paris avec profusion, fut suivi d'une réponse de l'intendant où la calomnie était démasquée, sa justification clairement établie, et qu'un arrêt du Conseil du 21 février 1637 ordonna la lacération du libelle diffamatoire, l'arrestation de l'imprimeur et son renvoi devant le lieutenant criminel de Lyon, « pour son procès lui être fait à l'extraordinaire ».

Au mois de juillet 1638, M. Lainé, conseiller d'Etat, vint remplacer M. Talon et suivit la ligne de conduite de son prédécesseur, au grand contentement de la province.

M. Dochier qui rend justice à la fermeté des habitants de Romans, surnommé « la citadelle du cadastre », mal malgré les vexations du Parlement, de la Chambre des Comptes et de l'autorité militaire, a ignoré ou passé sous silence une accusation portée alors contre Claude Brosse et ses collègues d'avoir pactisé avec les deux premiers ordres pour empêcher l'exécution des arrêts de 1634, 1636 et 9 avril 1639 (2).

Il ne manquait à la gloire de notre vaillant syndic des villages que cette épreuve nouvelle, après sa condamnation de 1631.

Voici comment il se justifia :

« Appelé à Grenoble par ordre du roi, pour instruire M. le cardinal-duc de quelques affaires concernant le bien de la province, il y auroit trouvé M. Bernard, avocat de Romans, qui avoit reçu pareille invitation, M. d'Hémery,

(1) Archives de la Drôme ; Collection d'imprimés.

(2) *Recherches sur l'Impôt foncier en Dauphiné*. 1817. Broch. in-12 de 40 pages.

conseiller d'Etat, intendant et contrôleur général de finances, lui ayant demandé le sujet du différend des trois ordres, il répondit n'avoir aucune pièce du procès, d'autant qu'il ne restait plus rien à décider après les derniers arrêts, et qu'il n'avait aucune charge des villes et des communautés sur ce point. Toutefois il parla au profit du tiers état le plus utilement et avantageusement qu'il lui fut possible.

Comme le voyage à Lyon du roi et du cardinal l'avait appelé dans cette ville, il « usa des mêmes remontrances. »

A l'appui de sa déclaration il produisit la lettre de M. d'Hémery, datée du 21 septembre 1639.

De leur côté, Jacques Amat, gouverneur de Châteaудаuphin, Bernard, docteur en droit et François Guerin, conseiller en la cour des aides de Vienne, ancien député en cour, justifèrent de la même manière leur voyage à Grenoble et à Lyon (1).

Ainsi, la manœuvre qui avait ému les consuls de Grenoble, de Vienne, de Romans, de Montélimar, Valence, Die, Crest, etc., échoua misérablement, et l'arrêt du 24 octobre 1639 vengea Brosse et les autres accusés d'une manière éclatante. « C'est, dit Salvaing de Boissieu, le plus notable changement qui soit arrivé en cette province depuis qu'elle a été soumise à nos rois, mais comme ils ne font jamais » de nouveaux établissements sans avoir « pour objet le bien général de leur état et de celui de leur « couronne », l'auteur ne cherche pas à en pénétrer les raisons (2). Pourquoi pareil aveu n'avait-il pas été produit plutôt ?

(1) Archives de la ville de Romans, BB, 29.

(2) *De l'usage des fiefs.*

Cet arrêt fut rendu sur le rapport de M. d'Hémery, assisté de l'archevêque d'Embrun, de plusieurs prélats et députés des chapitres, des marquis de Bressieux, Moncha, St-Julien, Aiguebonne, Boffin, de Gresse, de La Coste, président au Parlement, Du Faure et Gallien, conseillers, de Lionne, maître auditeur en la Chambre des Comptes, de l'Auberivière, avocat général, de Chaulnes, président, trésorier général de France, Guerin, Amat, Brosse, syndic du tiers état, Bernard et autres.

En voici l'analyse, d'autant plus nécessaire que celles des arrêts antérieurs n'a pas été donnée encore.

1. Les tailles en Dauphiné sont déclarées, comme en 1634, « purement réelles et prédiales, » et tous les héritages roturiers y seront à perpétuité soumis aux impôts ordinaires et extraordinaires de la province.

2. Sont exceptés les héritages roturiers des ecclésiastiques, bénéficiers, chapitres, hôpitaux, collèges et communautés provenant de dotations antérieures au 1^{er} mai 1635, date des articles signés et proposés par le sieur Murinais, procureur des trois ordres.

3 et 4. Sont aussi exempts les héritages roturiers possédés avant le 1^{er} mai 1635 par les nobles en titre avant l'arrêt du 15 avril 1602 et par ceux qui ont été réhabilités après la révocation du même arrêt, et même avant et après.

5. Même exemption pour les biens roturiers acquis et possédés avant le 1^{er} mai 1635 par les présidents, conseillers, avocats et procureurs généraux du Parlement, les présidents, maîtres, correcteurs, auditeurs, avocat et procureur généraux du roi en la Chambre des Comptes, par l'ancien trésorier de France en la généralité de Grenoble, pourvus et reçus avant le 15 avril 1602, et par leurs enfants qui n'auront pas dérogé.

6, 7 et 8. Les héritages roturiers des ecclésiastiques, nobles rétablis et officiers, acquis du tiers état ou déclarés taillables depuis le 1^{er} mai 1635 seront cadastrés au lieu de leur situation et soumis à perpétuité aux impôts, tout comme les héritages roturiers acquis et possédés par les anoblis depuis le 15 avril 1602 et par les officiers du Parlement, de la Chambre des Comptes et ancien trésorier de France, s'ils ont été acquis d'autres personnes que des nobles et exempts désignés par le présent arrêt ou acquis depuis le 15 avril 1602.

9. Une indemnité, sous forme de pension, s'élevant à 6,400 livres au total, et variant de 100 à 200 livres, est accordée aux officiers du Parlement, de la Chambre des Comptes et plus ancien des trésoriers de France.

10. Les anoblis depuis 1602 pourront prendre la qualité de nobles comme avant l'arrêt et jouir des privilèges de la noblesse, sans prétendre à l'exemption de leurs héritages roturiers.

11. Les facultés mobilières, industries, obligations, rentes constituées et moyens secrets des ecclésiastiques, nobles et officiers du Parlement, de la Chambre des Comptes, cour des aides et finances, présidents et trésoriers de France, avocat et procureur du roi au même bureau et vibailli du Graisivaudan, seront francs et exempts de tailles, comme aussi les facultés mobilières des premiers secrétaires et premiers huissiers desdites compagnies.

12. La noblesse est acquise aux officiers de justice et de finances qui auront eu un père ou un aïeul exerçant les dits offices ou ayant servi vingt ans, mais non l'exemption des tailles de leurs héritages roturiers.

13. Ne seront pas taxés pour leurs industries les docteurs, avocats ; les secrétaires et huissiers des cours sou-

veraines ne le seront que pour leurs offices. Quant aux gens du tiers état, ils ne paieront rien pour leurs meubles meublants et leurs bêtes de labour, mais seulement pour leurs obligations, rentes constituées, et autres moyens secrets et leurs bestiaux. La cotisation des facultés mobilières, trafic et industrie n'excèdera pas dans les villes le 8^e de la somme imposée, le 10^e dans les gros bourgs et villages ayant foires et marchés, le 12^e dans les autres paroisses.

14. Les fermiers du clergé, de la noblesse et des officiers de justice et de finance ne seront cotisés que pour leurs biens propres.

15. Les veuves des nobles et des roturiers suivront la condition de leurs maris.

16. La faculté de rachat, à moins de stipulation formelle, des biens possédés par les nobles et officiers est formellement révoquée.

17. Sont exempts des logements militaires les ecclésiastiques, nobles et officiers, à la charge de contribuer pour leurs héritages roturiers aux frais des logements, étapes et levées.

18. Les héritages roturiers faisant cense, rente ou tâche aux nobles hauts justiciers ne pourront être déguerpis (abandonnés) pour quelque cause et occasion que ce soit.

19. Dans les assemblées faites au sujet des tailles les nobles auront entrée et voix délibérative.

20. Les seuls nobles hauts justiciers, ayant acquis un héritage roturier pour construction, basse-cour, jardin, verger ou parc clos de murs, pourront les affranchir s'ils n'ont pas plus de cinq sétérées, mesure de Grenoble, ou s'ils les ont acquis avant le 1^{er} mai 1635, avec plus grande étendue.

21. Recherche sera faite des usurpateurs du titre de noblesse depuis 40 ans.

22. Seront reconnus nobles ceux qui rapporteront des extraits des revisions de feux ou lettres d'anoblissement vérifiées avant 1602, ou arrêts contradictoires sur titres légitimes, ou auront joui paisiblement de la noblesse avant le règlement de 1602 : mais les rôles ou quittances d'arrière-ban ne pourront leur servir.

23. Cet article regarde les bâtards des nobles et leurs descendants,

24. Les privilégiés sont déchargés des arrérages pour les héritages roturiers nouvellement déclarés exempts.

25. Les indemnités payées par les anoblis après 1602 aux communautés leur seront rendues déduction faite des sommes dues avant 1635.

26. Les fiefs déclarés dans les anciens actes de foi et hommage ou dans les anciens aveux et dénombrements en bonne forme seront exempts de tous impôts.

27. Les héritages roturiers vendus aux nobles et officiers en fraude des tailles devront être déclarés dans trois mois et encadrés ; passé ce temps ils seront réunis au domaine du roi.

28. Les tailles seront payées de préférence à toutes dettes et hypothèques.

29. Les bailliages d'Embrun, Briançon, Gap, et Oisans demeurent dans leur ancien état ; à l'avenir, nul ne sera anobli ou réhabilité, ni créé officier sans voir ses héritages roturiers encadrés et soumis aux tailles.

30. Une revision générale des tailles sera faite par un commissaire royal.

31. Décharge de 50,000 livres par an sur le brevet de la taille est octroyée à la province (1).

Telle est en substance le célèbre arrêt de 1639, qui tout

(1) Drôme. Collection d'imprimés et Guy Basset.

en maintenant en certains cas l'inégalité de l'impôt foncier, apportait cependant de notables améliorations à la condition du tiers état.

Une lettre de Lesdiguières, lieutenant général, du 15 avril 1640, nous apprend qu'un arrêt du Conseil du roi cassa alors tous les arrêts du Parlement relatifs aux tailles et autre matière en dehors de sa juridiction. Elle ajoute que « cela pourra causer quelque altération dans les esprits, mais qu'il n'en a point d'inquiétude. ».

Toutefois, la vie de Claude Brosse, troublée par des démarches et des luttes durant près de 37 ans, ne fut pas assez longue pour jouir du triomphe obtenu. Une délibération consulaire de Montélimar du 31 octobre 1643 nous apprend que Reclus, avocat de Crest, venait d'annoncer la mort à Paris du vaillant syndic des villages et la résignation de sa charge en faveur de Bernard, de Romans.

D'après les notes dues à l'obligeante érudition de M. de Terrebasse, Claude Brosse laissa deux fils : Louis, décédé le 23 décembre 1677 et Jean-François, président de l'Election de Vienne, de 1637 à 1649 : du mariage du premier avec Louise de Bouvier de Portes naquit une fille, Claudine, unie à Joseph de Bectoz de Vaubonne, de Grenoble.

Parmi les hommes qui ont défendu la cause populaire, il n'est peut-être aucun d'eux dont les services égalent ceux de Claude Brosse ; cependant à l'exception de M. Ch. Laurens et de M. Rochas, aucun biographe n'a encore fait connaître ses travaux, ses tribulations et ses souffrances, avec de suffisants détails. Pareille étude mérite de nouvelles recherches pour les retrouver et les réunir, et lorsque tant d'autres obtiennent des statues et des monuments, il ne sera pas dit qu'en Dauphiné, on oublie plus longtemps l'héroïque défenseur du tiers état au XVII^e siècle.

Notre étude devrait naturellement s'arrêter à la mort du vaillant syndic des villages ; mais son œuvre n'avait pas encore atteint le but désiré, car plusieurs communes manquaient de cadastres à cette date, témoin l'ordonnance de l'intendant de Laguette du 14 décembre 1643, qui en prescrivait la prompte exécution. D'autre part, la liquidation des dettes communales n'était pas terminée, ni la questions des logements militaires réglée définitivement. Il existe à cet égard de nombreuses mesures prises par le parlement jusqu'à la fin du xvii^e siècle (1). Il fut même décidé en 1651, de convoquer les Etats Généraux de la province suspendus en 1628 ; projet abandonné peu après, à cause des difficultés que l'élection des députés suscita. Les haines enfantés par la victoire du tiers état n'étaient pas encore suffisamment éteintes. On trouve aussi en 1657, une assemblée du pays recherchant les moyens d'empêcher le détournement des deniers royaux et, l'année suivante des lettres patentes du roi pour la révision des feux. Elles chargeaient de ce grand travail MM. de la Berchère, de La Coste et Pourroy, présidents au parlement, de La Rochette, de Sautereau, Francon, de Belmont, de Char-mes, de Ponnat, Roux, Tonnard, de St-Germain, Baudet de Beauregard, de Claveyson, de Bardonnenche, de Chabrières, de Chapponay-Feyzin, conseillers et de Chabons, procureur général en la même cour ; MM. de Boissieu, de Portes et de Buffevent, présidents en la Chambre des Comptes, de Lyonne, de l'Auberivière, maîtres ordinaires, et de Flandy, procureur général en la même cour, ainsi que de Franc, trésorier général de France. Louis XIV,

(1) Jean-Guy Basset, dans ses *Plaidoyers* en reproduit quelques-unes.
— Voir aussi la collection d'imprimés aux archives de la Drôme.

après avoir rappelé le règlement du 24 octobre 1639, qui prescrivait cette opération, ajoutait que les désordres de la guerre, en l'obligeant continuellement d'envoyer des troupes en Italie et en Catalogne l'avait retardée, que « l'inégalité et la confusion des feux était si grande et invétérée » que si les commissaires désignés n'y travaillaient avec zèle « l'issue ne s'en verrait de longtemps. » Il leur était enjoint « de se séparer et de se répartir en divers lieux de la province, pour vaquer séparément ou conjointement au nombre de deux au moins. »

Une lettre de Desjacques aux consuls de Livron, en juillet 1660, donne une idée de la façon d'agir des premiers commissaires ; mais on manque de détails sur celle des seconds :

« A Vienne, le vieux cadastre est tout biffé et on ne se
 « sert pas encore du nouveau... Les communautés voisines
 « ont réunis les leurs ; nous en trouvons beaucoup d'assez
 « mal faits. Nous devons nous rendre à St-Saffourin et
 « de là à la Guilliotière et après aux Terres Froides et en
 « Valloyre. Ainsi nous prenons les extrémités du cercle
 « pour nous loger plus commodément, par ce que nous
 « composons une petite compagnie de cavalerie, y ayant
 « trois de MM. les commissaires et leurs trois hommes,
 « le procureur du roy, Baudet, greffier, son commis, six
 « experts et Vacher, huissier, et après cela les officiers des
 « communautés, y ayant le plus souvent cinq ou six....
 « Les plus grandes communautés de 15 ou 20 feux, aussi
 « bien que les petites, sont par petits hameaux et granges
 « écartées... ce qui rend les personnes plus riches, plus
 « vaillantes, et plus adroites pour se garantir de payer.
 « On parle, après avoir achevé l'élection de Vienne de
 « nous séparer par Elections pour faire la vérification

« des cadastres et les remarques et observations nécessaires. » (1).

D'après le texte de l'édit de 1706, le travail ordonné en 1658 « fut interrompu presque aussitôt que commencé » et de là naissaient de grandes inégalités dans les impositions. Malgré les nécessités du temps, le roi pourvut à la dépense de la revision et ne demanda à la province que 16,000 livres en 1698, 1699, 1700, 1701 et 1702, 8,000 en 1703 et 12,000 en 1705. Bouchu, intendant, fut chargé de l'œuvre avec MM. Canel et Pelisson (remplacé à sa mort par Pourroy de la Mérie), de la Colombière, Basset, de Bonnaire et Guérignon, par lettres patentes du 27 août 1697.

« Ces sept commissaires, l'élite des cours souveraines probes, riches, éclairés... partirent de Grenoble au mois d'octobre. Une ordonnance indiquait le jour de leur arrivée dans chaque commune ; elle était signifiée aux officiers municipaux. En arrivant, les cadastres, les registres, les rôles étaient remis entre leurs mains ; ils les examinaient. Tous les intéressés étaient admis à présenter des mémoires. Les commissaires faisaient des questions, recevaient les réponses, établissaient des débats. Un arpenteur de leur choix arpentait devant eux. Des prud'hommes indiqués par la commune, renommés gens instruits et de probité, prêtaient serment, estimaient les fonds, calculaient le revenu imposable. S'il s'élevaient des contestations, les plus légères étaient terminées sur le champ, les plus graves par des arrêts du Conseil. » (2).

M. Dochier, auquel nous empruntons ces détails, ajoute

(1) *Inventaire des Archives de la Drôme*. VI, 190.

(2) Dochier, *Recherches sur l'impôt foncier en Dauphiné*, Valence, 1817. et *Recherches historiques sur la taille en Dauphiné*. Grenoble, 1783.

que 47 communes seulement s'opposèrent au cadastre, à la révision des feux et à l'imposition de la taille et que 24 arrêts rejetèrent leurs demandes.

Après avoir parcouru les 1015 communautés du Dauphiné les commissaires assirent sur chaque taillabilité un certain nombre de feux représentant chacun, dit-on, le produit net des fonds, soit 2,400 livres.

L'édit de 1706 nous apprend que la province entière en comprenait 3,500, dont 1,500 sur les fonds nobles soumis aux cas de droit, 3,220 sur les fonds roturiers, avec addition des feux de Tulette, St-Pierre-d'Avez, Baume-Rizon, Rochebrune, etc., lorsque leurs cadastres seraient achevés et 279 sur les fonds affranchis. (1)

En voici la répartition en chiffres ronds :

	Fonds nobles		Fonds roturiers		Fonds affranchis
Election de Grenoble. .	329 feux		696 feux		74 feux
— de Vienne . . .	530 —		683 —		52 —
— de Romans . .	267 —		435 —		52 —
— de Valence . .	164 —		313 —		38 —
— de Montélimar.	131 —		454 —		45 —
Recette de Gap. . . .	74 —		357 —		16 —
— de Briançon . .	4 —		279 —		1/24 —

Il convient d'ajouter que, indépendamment de la taille, une déclaration de janvier 1695 créa un impôt personnel et mobilier, pour subvenir aux frais de la guerre, appelé *capitation*, devenu synonyme de charge exorbitante et extraordinaire, témoin l'expression ; « cela passe la capi-

(1) Il faut rappeler ici que le roi en 1658, avait affranchi de toutes tailles jusqu'à 90,000 livres et, en 1693, jusqu'à 30,000 livres les biens et héritages roturiers et ceux qui avaient été déclarés nobles en 1639, moyennant une somme déterminée et pour une époque fixe.

tation. » Princes, magistrats, seigneurs, officiers et simples domestiques la payaient, divisés en 22 classes, dont la première était cotisée 2,000 livres et la dernière 1 livre. Elle disparut en 1697 pour renaître en 1701 et durer jusqu'à la Révolution, époque où elle devint la cote personnelle et mobilière.

Le *dixième*, véritable impôt sur le revenu, créé en 1710, supprimé en 1717, rétabli en 1733 et converti en *vingtième* en 1739, grevait le revenu cadastral et les autres revenus des trois ordres.

Malgré cet acheminement vers l'égalité de l'impôt, les 1500 feux nobles, constatés par la revision de 1706, constituaient encore un privilège appelé nobilité des fonds ; aussi aux Etats généraux de 1789, fut-il décidé que les rôles de 1790 comprendraient dans un premier chapitre les contributions ordinaires et, dans un second, les privilégiés dans la même forme et la même proportion, à cause de leurs facultés (1). La loi du 1^{er} novembre 1790 ordonna la création de matrice de rôles et celle du 21 août 1791 un cadastre général.

Claude Brosse n'était pas allé jusque-là, cependant ses démarches, ses écrits, son zèle, avaient réparé une première inégalité, en obtenant la réalité des tailles, la Révolution en complétant son œuvre n'en a pas diminué le mérite, et il est juste de rendre hommage à ce courageux défenseur de la cause populaire, beaucoup trop oublié.

(1) *Moniteur universel*, 1789, p. 256.

PRIX D'OBJETS DIVERS

de 1587 à 1592

Un compte rendu par le tuteur de Charles Orlandin, fils de feu Bernard Orlandin et de Catherine Rispe (1), donné aux archives de la Drôme par un de nos bienveillants collègues, donne les détails suivants :

La recette se compose de diverses obligations, vente de meubles, d'argent cassé, fruits, cédules, etc., se montant ensemble à 731 écus 10 sols 3 deniers ; dans la dépense nous trouvons outre des frais de notaire, juge, huissier, et procédures, l'entretien et l'éducation du jeune Orlandin, entre autres pour des souliers 15 sous, le maître d'école 6 sous pour un mois d'instruction, 20 sous pour un pourpoint en toile, et 3 sous pour le raccoustrage de ses chausses. Le jeune homme devenant plus grand, il change de maître d'école et paye maintenant 12 sous par mois. Un écu pour du drap acheté pour faire deux paires haut de chausses et des bas dont la façon à coûté en outre 25

(1) La famille Orlandin qui posséda le château de Fontlozier, aux Baumes-lès-Valence, sortait de Florence. Louis, colonel de milice à Valence, fut confirmé dans la possession de son ancienne noblesse par Louis XIV, en janvier 1697 et d'Hozier lui donna pour armoiries, *un écu tranché, orlé d'or et de sable à un lambel de quatre pendants de gueules et une bordure en grêlée de même*. Marie-Anne-Virginie, la dernière de la famille, épousa André-Xavier de Meyras de Saunier, marquis de la Roquette, lieutenant-colonel de grenadiers royaux, le 3 novembre 1763.

sous. Le jeune Orlandin commençant à écrire, il lui faut une main de papier fin et des plumes, dont le coût est 3 sous. Le tailleur demande 6 sous pour le raccoustrage des hauts et bas de chausses. Un chapeau gris bigarré coûte 15 sous. Un sayon cannelle vaut 30 sous et 2 paires de bas 12 sous. Le tailleur exige 12 sous pour la façon d'une chausses fauve, et pour le raccoustrage d'une autre chausses ainsi que 6 sous pour la façon de deux paires bas. Un chapeau noir 15 sous. Un pourpoint futaine, couleur de cheveux et deux paires bas de chausses, le tout acheté à l'encan pour 50 sous. Vu la cherté de toutes choses on demande 4 écus le mois pour la nourriture du jeune Orlandin, mais la cour n'alloue que 2 écus 30 sols le mois. Le tailleur demande encore 34 sous pour la façon de deux paires bas, la façon d'un pourpoint et le raccoustrage d'une paire haut de chausses. Le drap pour faire un casaquin 1 écu 40 sous. En 1590 les souliers deviennent plus chers et se payent 18 sous. Le drap acheté 2 écus 17 sous et 30 sous pour la façon des habits. En même temps Orlandin est mis à l'école d'écriture et il lui faut une main papier fin et 2 plumes pour 3 sous, qu'on renouvelle tous les mois. Son éducation coûte maintenant 1 écu pour 3 mois. Il lui faut un manteau serge noire tout doublé pour 4 livres ou 1 écu et 20 sous. Le tailleur veut encore 1 écu pour la façon d'un casaquin et d'une paire haut de chausses. En 1592, il fut payé 1 écu 26 sous pour estamet de couleur de cheveux et 16 sous pour la façon de cet habit, 24 sous pour les souliers. Deux aunes toile pour faire un pourpoint 30 sous, dont la façon coûta 15 sous. Une aune cadis blanc pour faire une chemizolle 1 écu 12 sous, et 3 chemises 1 écu. L'apprentissage dudit Orlandin, chez Jehan Michaille, marchand de Tournon,

coûte 32 écus, 35 sous pour une paire de pantoufles doublées de drap.

Le tuteur demande à être déchargé d'une liasse noire destinée à tenir les papiers du jeune homme, et de bijoux que le conseil de famille pourra vendre avantageusement maintenant que les choses ont repris de la valeur ; parmi ces bijoux se trouvent :

Un chazerand d'or ; 30 chapelets d'ambre ; 13 jaspes ; 18 bagues d'or ; un pendant d'or ; un pendant avec perles ; une autre avec agathe ; une chaîne de corail ; une dent de loup, jaspé et corail attachée à une chaîne d'argent et 150 grains d'or et d'argent.





FÊTES PUBLIQUES



Quelques notes extraites des registres de délibérations du Chapitre de Saint-Barnard de Romans déposés aux archives de la Préfecture de la Drôme par M. Emile Giraud.

14 février 1730. — Lorsque le Roi ordonnait un *Te Deum* avec feu de joie, le gouverneur de la ville et les consuls y assistaient dans l'église, et ils devaient ensuite se rendre sur la place du marché en sortant de Saint-Barnard par la porte du St-Esprit, et, arrivés auprès du feu de joie dressé sur cette place, en faire trois fois le tour ; le Chapitre de son côté s'y rendait processionnellement, précédé de la croix, en passant par la grande porte de l'église, et tous ensemble, le chef du Chapitre, le gouverneur et les consuls devaient mettre le feu. — Cette cérémonie donnait lieu quelques fois à des discussions de préséance ; le gouverneur comme représentant le Roi prétendait avoir le droit d'allumer le bucher au préjudice du Chapitre. Le Chapitre comme coseigneur de la ville avec le Roi réclamait le partage de cette prérogative. Un jour, le 28 octobre 1729, à un *te Deum* chanté à l'occasion de la naissance du Dauphin, M. de Saint-Germain de Meyrieu, gouverneur de Romans, qui y avait assisté, sort rapidement de l'église par la porte du St-Esprit accompagné des consuls et arrive auprès du bucher avant que le Chapitre dans sa marche lente et solennelle, eût dépassé la principale porte de Saint-Barnard. M. de Meyrieu y

met le feu, et lorsque la procession des chanoines s'en fut approchée le bucher était presque à moitié consumé.

Le Chapitre se plaignit vivement de cet attentat à son privilège ; il adressa un placet au Roi et au cardinal de Fleury. M. de Meyrieu fut désavoué, et par la médiation de l'archevêque de Vienne, un traité intervint, le 14 février 1730, qui régla pour l'avenir les droits des parties ; en voici les principales dispositions :

« Lorsque le Roi aura ordonné un *te Deum* avec feu de
« joie, le gouverneur de Romans assistera au *te Deum* à
« la manière accoutumée, il se rendra ensuite au feu de
« joie par la porte du St-Esprit ; il fera trois tours autour
« du feu.

« Le chapitre se rendra pareillement au feu de joie en
« procession précédé de sa croix, par la grande porte et
« arrivera auprès du feu de joie durant le second tour
« que M le gouverneur en fera ; le Chapitre continuera
« de chanter les répons de la procession jusqu'à la fin
« du troisième tour après lequel le gouverneur et le
« président du Chapitre mettront le feu en même temps,
« chacun de son côté, au feu de joie ; sans que le présent
« accord puisse servir à nul autre qu'à la personne du
« gouverneur, ni être tiré à conséquence pour aucune
« autre personne. »

Cet accord fut approuvé et sanctionné par le Roi d'après la lettre du 16 mars 1730, de d'Angervilliers, son ministre ; il est enregistré à la suite d'une délibération du 21 novembre 1746.

Pour extrait :

ALPHONSE NUGUES.

NÉCROLOGIE

M. GALLET (Louis)

Au mois de septembre dernier, se terminait presque subitement une existence toute de travail et de dévouement aux belles-lettres et aux fonctions d'administrateur d'un hôpital parisien.

Le *Soleil* a raconté du cher défunt le trait suivant : « Pendant tout le temps que Mac-Nab resta à Lariboisière, il fut l'objet des soins particuliers de Louis Gallet. Peu de temps avant sa mort, le poète du Chat-Noir lui prit la main et lui dit, n'ayant plus guères de forces : Merci, vous êtes un *brave homme*. » Cette qualification qui sert de titre à l'article du journal équivalait à un panégyrique et prouve la vérité de l'ancien adage que le cœur fait les écrivains.

Si, en effet, notre compatriote, librettiste de premier ordre, n'a pas eu toute la latitude du dramaturge pour émouvoir la foule, il a peint dans un volume des plus intéressants sur la guerre de 1870, « les angoisses du patriote, les émotions de l'artiste que le pittoresque du siège empoigne et qui les traduit avec un talent fort rare. »

Son triomphe, avec Saint-Saëns, à la solennité musicale de Béziers, lors de la représentation de *Déjanire*, précéda seulement sa mort de quelques jours ; mais son œuvre restera, car, après Jules Barbier, il a été le librettiste le plus fécond et le plus original de ces vingt dernières années. Elle comprend 36 pièces de théâtre, 11 romans, 6 volumes ou brochures de poésies et de variétés et 4 sur les hôpitaux.

M. Colomb, notre aimable confrère, lui a consacré, dans la *Revue dauphinoise*, une biographie pleine de détails intimes, et la ville de Valence, où il est né en 1835, se dispose à consacrer la mémoire de cet écrivain de mérite.

A. L.



SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

au 17 mai 1899

1° RECETTES

Solde en caisse au 1 ^{er} octobre 1890, suivant état approuvé dans la séance du octobre 1896	957 45
Encaissements; cotisations de membres titulaires et honoraires, abonnements, vente de bulletins	4,094 »
Intérêts d'un titre de rente (12 trimestres de 45 fr.).	540 »
Intérêts du compte courant	26 25
Legs de M. Pallias, de Lyon	1,905 »
Total des recettes.	<u>7,522 70</u>

2° DÉPENSES

Impression du bulletin (livr. 119 à 128 inclus), envoi du bulletin et imprimés divers	4,811 »
Location du bureau de la Société (du 1 ^{er} février 1897 au 1 ^{er} août 1899)	250 »
Assurance du mobilier (années 1897, 1898, 1899).	34 80
Abonnement au bulletin d'histoire et d'archéologie du diocèse de Valence, année 1898.	5 40
Frais d'encaissement et autres.	42 »
Total des dépenses.	<u>5,143 20</u>
Report des recettes	7,522 70
Reliquat en caisse	<u>2,379 50</u>

A cette somme, il conviendrait d'ajouter celle de 2,100 fr. (environ) représentant les cotisations et les autres ressources de 1899 non encaissées.

Les dépenses annuelles s'élèvent à :

Bulletin et frais d'impression . . .	1,920 »	} 2,100 »
Location et assurance	111 60	
Frais de correspondance, abonnements, etc.	68 40	

Les recettes, à :

Cotisations des membres titulaires .	1,400 »	} 2,200 »
Cotisations des membres correspondants	500 »	
Abonnements, etc.	80 »	
Intérêts, etc.	220 »	

Il résulte un reliquat annuel de 100 »

La Société a donc les moyens financiers de faire face à ses dépenses, ces dernières étant limitées au maximum de 2,100 fr.

Le reliquat en caisse pourrait être placé au nom de la Société, par l'achat d'un coupon de rente 3 p. % de 60 fr., d'une valeur nominale de 2,040 fr. environ.

Le Trésorier,
GALLE.

Valence, le 17 mai 1899.

SÉANCE DU 18 MAI 1899

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

Lecture est donnée d'une lettre de M. Beudant, président de la Société de Statistique de l'Isère dans laquelle il propose « aux Sociétés savantes du Dauphiné, de la Savoie et du Vivarais de se grouper autour de l'Université de Grenoble pour en être comme la couronne. » Il ne leur serait demandé qu'un peu de sympathie et nulle subvention pécuniaire; chacune d'elles conserverait son indépendance et la faculté de dénoncer le pacte fédéral. Il ajoute « que des congrès régionaux pourraient être « tenus alternativement dans les diverses villes de la région et seraient comme des visites que les Sociétés se « rendraient tour à tour. »

M. le Président est d'avis d'accepter en principe la proposition de M. Beudant et de réclamer quelques exemplaires des statuts de la fédération scientifique projetée avant de prendre une décision définitive.

M. le chanoine Didelot ayant communiqué l'ouvrage de Scipion Maffei, intitulé *Gallix Antiquitates*, où sont reproduites plusieurs inscriptions attribuées à Aouste en Dauphiné, M. le Président signale la confusion faite par cet auteur d'Aouste près de Crest avec Aoste, du canton de Bourgoin (Isère). On peut voir, dans le bel ouvrage de M. Allmer sur les *Antiquités de Vienne*, les monuments épigraphiques de cette localité qui a eu le bon esprit de les réunir et d'en faire un musée.

M. Long, dans ses *Mémoires sur les antiquités* du pays des Vocontiens, cite seulement deux fragments d'inscriptions chrétiennes se rapportant à Aouste près de Crest.

Les anciens recueils épigraphiques se bornent trop souvent à reproduire des textes non vérifiés sur la pierre, sans indiquer leur destination actuelle. M. Le Blant, dans ses *Inscriptions chrétiennes*, n'a pas suivi ces errements.

Trois photographies d'une tapisserie de la maison Nugues (Félix) à Valence et des notes communiquées par M. Marius Villard permettent de se rendre compte du mérite de ce travail et de l'histoire de la maison. Elle a appartenu à Viret (Jean), négociant, en 1809, à Made-moiselle Adèle Laurier en 1865, indivise avec Madame Sophie Viret, veuve Nugues, à Romans; enfin, en 1896, elle est portée au nom de la veuve de M. Félix Nugues.

Jean-Jacques Viret, né à Valence le 2 février 1724, après ses études au collège, entra dans l'imprimerie Gilibert et travailla ensuite à Grenoble et à Paris. Le 15 juillet 1765, la veuve Gilibert, née Viret, se démit de son droit d'exercer l'imprimerie, et le 25 septembre, même année, le roi, en son conseil privé, reçut Viret comme imprimeur libraire.

Nous croyons qu'Anne-Julie Viret, mariée le 30 septembre 1805 avec Jacques-Charles Cuisin de Montal, ancien secrétaire de légation, alors secrétaire particulier de M. le Préfet de la Drôme, et que Marie-Françoise Viret, épouse de Nicolas Delacroix, par acte du 25 janvier 1813, étaient filles de cet imprimeur et de Jeanne Champs.

Il a existé un autre Jean-Jacques Viret, négociant à Valence, décédé le 8 septembre 1815, à 72 ans, qui s'unit avec Louise Bellon, de Peyrus, et eut Louise-Sophie Viret, épouse de Laurent-Prosper Nugues, de Romans, en 1816.

Après lecture du compte-rendu de M. le Trésorier, la Société décide que 2,000 fr. seront placés en rente sur l'Etat et le surplus en comptes courants.

Deux libraires ont demandé le chiffre de la remise qui leur serait faite pour un ou plusieurs abonnements, il est décidé que sur six fr., ils auraient un fr.

Un de nos collègues, archéologue zélé, réclame l'intervention de la Société auprès des entrepreneurs pour empêcher la destruction de toute œuvre d'art, inscription, sculpture, etc. existante dans les maisons qu'ils réparent ou démolissent.

M. le Président, tout en s'associant au vœu, déclare que la Société n'a aucune action en ce sens et que chaque membre usera de son influence personnelle en pareil cas.

M. Cuoc expose ensuite la nécessité de refaire la *Statistique de la Drôme* et de la corriger et améliorer, d'après la science actuelle. Comme les voies et moyens d'exécution d'un travail semblable n'ont pas été étudiés encore suffisamment, l'auteur de la proposition est invité à les faire connaître à la prochaine séance.

A. LACROIX.





CHRONIQUE

La Société a reçu le *Journal des Savants* des cinq premiers mois de 1899 et un numéro de *Romania*.

— De M. Morin-Pons une brochure intitulée : *Monnaie d'or de Guillaume I^{er} Paléologue, marquis de Montferrat*, où le savant numismatiste n'a pas de la peine pour rallier le lecteur à son opinion (Bruxelles, Goemaere, 1899, in-8°, 7 pages).

— De M. A. Vachez, avocat, docteur en droit, membre de l'Académie et de la Société littéraire de Lyon :

Thibaud de Vassalieu et les peintures murales de l'ancienne Chartreuse de Ste-Croix en Jarey (Loire). (Lyon, Mougin-Rusand, 1898, broch. in-8°, 36 p.). C'est là une étude artistique habilement traitée.

Conclusions d'une étude sur le suffrage universel et sur les lois constitutionnelles, par un vieux républicain. Sans nom d'auteur (Lille, Le Bigot, 1899, broch. in-8°, 16 p.). Travail écrit avec clarté et talent.

— Il existe sur la route de Châtillon à Grenoble, avant d'arriver à Glandage, un fort curieux défilé où la nature a sculpté différents monuments; il est connu sous le nom de *Gaz*. Comme il n'y a pas de gaz en cet endroit et que l'eau descend le long des parois des deux grandes murailles de droite et de gauche, il semble qu'on devrait écrire l'*eiguat*.

— Les archives de la Roche-de-Glun renferment l'affiche manuscrite suivante, copiée exactement :

« On fait a sçavoir à Messieurs les habitants de cette paroisse qu'il y a vn precepteur qui est Establie a Mauves depuis une anne et qui enseigne a bien lire, a escrires la belle lettre et a chiffre et prend des pensionnaires a Toutes sortes de prix le tout pour facilliter le public Den profiter et surtout a leurs Enfens. »

Cette affiche écrite en bonne bâtarde ne parle pas de l'orthographe, que le précepteur ignorait un peu.

Aucune découverte archéologique n'a été signalée dans la région pendant ce trimestre.

Le journal le *Dauphiné* annonce pour le 15 juillet courant l'ouverture à Grenoble d'une Exposition des Beaux-arts, préparée et dirigée par M. Beylié, notre distingué confrère. Déjà les grands maîtres de la peinture lui ont promis leurs concours et très certainement son œuvre obtiendra le plus légitime succès.

A. LACROIX.



LE BOURG ET L'ABBAYE

DE

SAINT-ANTOINE

PENDANT LES

GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE

(1562-1597)

(SUITE. — Voir les 122^e à 130^e livraisons)

CHAPITRE XII (1590)

CRAINTES FONDÉES D'UN RETOUR OFFENSIF DES COMPAGNIES MÉCONTENTES ; LE CAPITAINE LA VIOLETTE FAIT FORCER LE FAUBOURG ET S'APPRÊTE A LIVRER ASSAUT A LA PORTE DE CHATTE. RAVAGES DU S^r DE VERDUN DANS LES ENVIRONS ; VIOLENCES DU S^r DE VERDET QUI ENTRE PAR SURPRISE ET S'EMPAIRE DE PLUSIEURS OTAGES ; ERREUR DU P. DASSY A CE PROPOS. AUTRES SÉJOURS ET RAVAGES DES COMPAGNIES DANS LE BOURG ABANDONNÉ DE SES HABITANTS. LE COMMANDEUR DE CHARNY PRISONNIER POUR LA DEUXIÈME FOIS. RÉCLAMATIONS INUTILES DE LA COMMUNAUTÉ CONTRE SES PERSÉCUTEURS : LE S^r DE VERDUN ET LE CAPITAINE TRYMOLLET.

L'énergie déployée par le bourg de Saint-Antoine contre des troupes qui, malgré leurs procédés ennemis, représentaient, après tout, le pouvoir régulièrement établi, n'allait-elle pas lui attirer des désagréments plus fâcheux encore que ceux dont il avait voulu s'affranchir ? N'était-il pas à craindre que les nombreuses troupes de soldats qui

couraient toujours la région, ne prennent, comme fait à elles-mêmes, l'accueil infligé à leurs compagnons, et ne se donnent la main pour en tirer vengeance ?

Cette éventualité parut si probable à nos habitants, que même avant la fin de la journée du 21 janvier, le bruit circulait déjà qu'on allait avoir à essuyer un assaut beaucoup plus redoutable. On ne parlait de rien moins que de sept ou huit compagnies qui se préparaient à tomber, de concert sur le malheureux bourg.

Pour prévenir ce danger, le plus sûr aurait été d'en appeler à l'autorité du lieutenant-gouverneur officiel, mais d'Ornano était en ce moment éloigné de la province (1); et, en son absence, on ne put que recourir à l'un de ses lieutenants, M. Doumergue, qui résidait à Saint-Marcellin. La requête, d'ailleurs, fut aussi favorablement accueillie, et le lieutenant accorda au bourg « demy douzaine de gens d'armes (corses) de sa compagnie, pour maintenir et faire observer l'exemption. » Ces soldats furent logés, à Saint-Antoine, à l'hôtel du « *Chapeau rouge* », qui était la demeure particulière du frère de notre annaliste, Jean Piémont.

C'eût été là un secours bien faible et presque illusoire, en regard de la grandeur du péril attendu, si l'on en avait espéré autre chose qu'un appui d'influence, pour le soutien des courages à l'intérieur. L'événement allait pourtant montrer que la présence de ce petit renfort pouvait avoir une tout autre efficacité.

Les compagnies dont on avait tant redouté l'approche étaient annoncées dans les villages voisins. Elles formaient un effectif de 400 hommes, sous les ordres du capitaine la Violette, et « s'en vindrent donner à Saint-Antoine, » dès le surlendemain de la précédente affaire, 23 janvier.

(1) Il faisait activer les travaux de construction d'une citadelle à Pont-Saint-Esprit.

Les soldats de l'avant-garde pénétrèrent sans difficulté, par la *porte neuve*, dans le faubourg inhabité ; et, se croyant peut-être, dorés et déjà les maîtres, se mirent à remonter la grande rue, avec des cris de victoire, jusqu'à la porte du *Martel* contre laquelle ils vinrent se heurter.

Mais, pendant ce temps, un certain nombre de défenseurs étaient accouru sur le *gros mur*, c'est-à-dire sur la terrasse de l'église, qui domine la rue et la porte du Martel à une grande hauteur. En un instant, une grêle de pierres tombent sur la tête des assaillants et les « forcent à reculer, dit Piémont, plus vite qu'ils n'avaient avancé. » Ils ne se retirèrent malheureusement pas loin et, contournant aussitôt les remparts, ils vinrent se poster à quelque distance de la *porte de Chatte*.

Ces ennemis savaient qu'une brèche récente rendait cette porte plus facilement abordable, et le gros de leur troupe qui arriva bientôt après, y rejoignit l'avant-garde, munis de nombreuses échelles d'assaut. Un troisième groupe d'ennemis s'était arrêté en bas du bourg, sur le « petit pont » de Romans, comme pour empêcher une sortie ou se maintenir en réserve de secours.

L'attaque était donc imminente, et nos habitants s'apprêtaient à la soutenir avec la dernière vigueur, quand les six soldats corses qui renforçaient la garnison offrirent de s'interposer pour une solution pacifique : ils demandaient à être envoyés en parlementaires vers le chef des assaillants. La porte s'entr'ouvrit pour les laisser sortir, et on attendit non sans anxiété le résultat de leur négociation.

Une fois en présence de la Violette, les soldats corses prennent un accent d'autorité et représentent que « la ville » étant sous la sauvegarde de M. le gouverneur leur maître, celui-ci ne manquera pas de regarder comme faite à lui-même toute violence dirigée contre elle ; qu'en conséquence, ils le prient et au besoin le somment de ne point se hasarder dans une entreprise dont il aurait certainement à se repentir.

La Violette ne s'attendait pas à se voir le chemin barré par une intervention aussi directe; il n'osa pas affronter les conséquences dont on le menaçait; et, contremandant l'ordre d'attaque, il renvoya brusquement ses troupes dans leurs cantonnements respectifs, à Montmiral, à Montagne et à Montrigaud. Pour lui, mais lui seul, il fut autorisé à pénétrer dans le bourg et, comme marque de bonne amitié, il accepta de venir « faire collection » en la maison du capitaine Rostaing. Piémont s'applaudit de cette issue pacifique; « car, dit-il, bien que nous feussions deslibérés de les bien repousser et que les eussions repoussez, peut-estre que nous eussions perdus quelques-uns de nos habitants »; tandis qu'on en fut quitte pour une dépense de 36 écus que coûtèrent la solde, le logement et l'entretien des soldats corses.

Mais cela ne faisait pas l'affaire du s^r de Verdun qui avait compté sur ce moyen de contrainte pour entrer en jouissance de ses assignations. Il ne put que redoubler de fureur, par des ravages réitérés, dans les environs de Saint-Antoine; encore ne le pouvait-il pas toujours, sans risquer d'attirer sur lui les justes colères du colonel-gouverneur. Ajoutons cependant, que cette dernière considération ne semble pas l'avoir intimidé beaucoup. Une fois entre autres (3 février), que ses soldats avaient dévasté les celliers de Pierre Arthaud à Chevières, plainte en fut porté à d'Ornano. Arthaud n'eut pas de peine à démontrer l'injustice dont il était victime, et il obtint même une lettre judiciaire, pour signifier au s^r de Verdun, d'avoir à cesser, sinon à réparer ses violences. Mais quand le capitaine reçut cette lettre, il montra le cas qu'il en faisait, en la mettant en pièces; puis, s'emparant du sergent royal, Jean de la Pelisse, qui la lui avait présentée (1),

(1) Le *Sergent* était autrefois un officier de justice chargé des poursuites judiciaires, et dont les fonctions correspondaient assez exactement à celles de nos huissiers.

il le livra à trois de ses soldats « pour luy bailler les estrivières. » Peut-être même aurait-il poussé plus loin le mépris de la justice et de l'autorité du gouverneur, et exercé des sévices plus graves sur la personne du sergent qui n'en pouvait mais, si les habitants de Saint-Marcellin n'étaient intervenus pour obtenir sa délivrance. Et ce fut là tout le résultat de la requête de Pierre Arthaud ; d'Ornano n'insista pas pour se faire obéir, et de Verdun continua, ni plus ni moins qu'auparavant, la série de ses courses et de ses dévastations autour de Saint-Antoine. Par exemple, le mois suivant (7 mars), il faisait enlever les bœufs de notre annaliste E. Piémont, ainsi que le bétail de plusieurs autres habitants, « Jean Vatileux, le gros Pierre, Fayne et Noël Gonot » (p. 261). Deux jours après, ses soldats, avec la compagnie du sieur de Cugy, s'avancèrent jusqu'aux portes de Saint-Antoine, « criant : sortez canailles ». On se garda bien de leur répondre et « ils passèrent oultre, allant en Valloire » ; ils reparurent le 23 suivant et prirent encore les bœufs de « Martefond et de Jean Piémont. »

Et indépendamment de ces alertes, il fallait toujours faire face aux exigences des exacteurs réguliers des tailles, qui, tantôt pour un capitaine, tantôt pour un autre, envoyaient de nouvelles assignations. Les tailles imposées pour les travaux de fortifications entrepris à Moirans (1) furent, entre toutes, un sujet d'ennuis prolongés pour le bourg : les commissaires de cet impôt adoptèrent même, à la fin, la méthode du s^r de Verdun et se mirent à ravager les environs ; si bien qu'après eux, dit Piémont, on ne pouvait plus trouver, dans tout le mandement, « aucun bétail de labourage. »

(1) Cette ville avait été reprise sur la ligue le 11 sept. précédent ; d'Ornano en fit aussitôt réparer les fortifications, avec construction de plusieurs nouvelles, entre autres, quatre bastions dont la dépense avait été répartie en tailles sur les communautés.

Un moment, on put croire qu'on allait jouir enfin de quelque sécurité : le colonel-gouverneur était de retour en Dauphiné, et il envoyait à Saint-Antoine son enseigne, M. de la Laupie, « avec vingt-huit chevaux et deux mulets à coffres. » La présence de cette petite troupe parut une sauvegarde suffisante, et il fut décidé, dans une assemblée tenue le 4 avril, que la *garde de nuit* serait supprimée et que l'on maintiendrait seulement la *garde de jour*, c'est-à-dire pendant le temps où les portes demeureraient ouvertes.

Cette espérance de tranquillité ne fut, hélas ! qu'un rayon de soleil entre deux tempêtes et dut céder, presque aussitôt, devant les plus sombres prévisions d'un nouvel avenir gros de menaces.

La ligue venait de remporter le plus signalé succès aux portes de Vienne (19 avril) : d'Ornano était prisonnier, et son armée, désormais sans chef supérieur, se débandait dans la province, « mangeant et pillant les villes et villages du pays. » Que n'allaient pas tenter les capitaines de compagnies, libres maintenant de tout contrôle, pour se faire payer avec la dernière exigence les arriérés de leurs assignations ?

Parmi ses nombreuses dettes, le bourg de Saint-Antoine en avait une de près de 1,000 écus envers le seigneur protestant de Morges, neveu de Lesdiguières. Or, le 25 avril, M. de Morges, revenant de Vienne, passait à la Côte Saint-André ; il voulut profiter de la proximité de Saint-Antoine pour y faire réclamer le reliquat de son assignation, et envoya à cette intention son lieutenant, le s^r du Verdet, avec une escorte de 120 cavaliers.

A la *porte de Chatte*, du Verdet se présenta comme s'il ne s'agissait que d'une demande de logement. On ne lui répondit d'abord qu'en abaissant le clédât devant lui ; mais les hommes de garde eurent ensuite l'imprudence de le laisser parlementer, et ce fut là, pour le bourg, le

commencement d'un malheur. Du Verdet, en effet, abusant de la simplicité de ses interlocuteurs, eut l'habileté de les convaincre par ce raisonnement : maintenant que M. le colonel d'Ornano est prisonnier, sa succession au gouvernement du Dauphiné revient de droit et sans conteste aucune à Lesdiguières; or, M. de Morges, dont lui, du Verdet, est le lieutenant, est le proche parent de ce dernier; il serait donc bien mal à propos, pour ne pas dire, dangereux, de refuser la porte à des gens qui se présentent au nom du nouveau gouverneur. — Ce discours spécieux fit littéralement perdre la tête à nos gardiens de la *porte de Chatte* : Comment se mettre, dès le début de son gouvernement, en opposition ouverte avec un chef qui, d'un mot, peut les punir? Comment, d'autre part, ne pas trembler à la pensée qu'ils vont se trouver en contact avec une troupe de huguenots peut-être fanatiques? Une véritable panique s'empare d'eux : ils ne savent que s'enfuir en donnant l'alarme, et presque tous les habitants du bourg prirent la fuite à leur exemple (p. 266).

Du Verdet demeuré ainsi maître de la position s'y logea tout à son aise; mais il ne put obtenir la somme d'argent qu'il était venu percevoir; et c'est sans doute, comme caution de ce paiement, qu'après dix-sept jours d'attente infructueuse, il emmena, à sa suite, jusqu'à Die, sept habitants prisonniers, « de quoy, il y en avoit dud. party prétendu. »

Piémont, qui nous donne ce dernier détail, ne dit pas qu'il y eût parmi ces prisonniers aucun religieux de l'abbaye; et, en mentionnant un peu plus loin qu'une partie de ces prisonniers étaient de retour dans les premiers jours de juin, il ne donne pas même à entendre que les autres aient été autrement victimes de la cruauté des hérétiques.

Aussi pouvons-nous nous demander une dernière fois où le P. Dassý a pris ses documents, pour détailler l'histoire des quatre antonins, que « Duverdet » (*sic*) traînait

« dans les prisons de la ville de Die », et qu'il précipita, avant d'arriver, dans les eaux d'un torrent. « Au passage de l'Isère, dit cet auteur (1), il leur montra l'eau de la rivière d'un geste significatif, mais arrivé sur le pont d'une autre rivière, celle de la Bourne, dans le Royannais, choisissant un abîme rapproché, il y précipita ses prisonniers, au milieu d'imprécations furibondes. » C'est toujours, on le voit, la même facilité fantaisiste dans la peinture de ses tableaux d'histoire; on dirait qu'il croit pouvoir suppléer par le coloris et les teintes brillantes de l'imagination, à la solidité, à l'exactitude du tracé historique.

Le bourg de Saint-Antoine n'était pas encore débarrassé des cavaliers du s^r du Verdet, qu'un des fils du s^r de Cugy, Daniel de Glâne, venait y dresser sa compagnie « de gens de cheval » dont les soldats « firent du pire qu'ils peurent durant seize jours qu'elle y demoura. » On eût dit que ces troupes protestantes, qui agissaient, disaient-elles, avec commission immédiate de Lesdiguières, voulaient, en prolongeant leur séjour dans notre ville, tirer vengeance de ce que les exemptions d'Ornano les en avaient si souvent écartés. C'est la remarque de Piémont. Rien, d'ailleurs, ne leur était plus facile, en l'absence des habitants qui n'osaient rentrer chez eux, par crainte « de la prison et d'estre arrañonnés. » Les religieux avaient pareillement pris la fuite, et cinq compagnies d'un régiment (2) vinrent s'installer durant cinq jours jusque dans les bâtiments du cloître.

(1) *L'abbaye de Saint-Antoine*, p. 266. *L'Histoire de l'établissement de l'Ordre* (ms xviii s. déjà cité, voir plus haut, chap. III), mentionne bien sans autre détail cet assassinat commis par du Verdet; mais nous savons combien il faut être en garde contre l'autorité de cette histoire quand elle n'est pas corroborée par d'autres textes.

(2) Le régiment du s^r de Mollières, frère puîné du baron de la Roche dont il a été parlé plus haut.

La compagnie du s^r de Verdun ne pouvait pas laisser échapper l'occasion de pénétrer, elle aussi, dans ce bourg qui avait su la tenir à distance si longtemps et avec une si persévérante opiniâtreté. Elle y revint même à deux reprises et, la dernière fois, séjourna une semaine, du 24 mai au 1^{er} juin. L'idée fixe de ce capitaine était toujours la perception des restes de ses tailles ; à la fin, pour s'en assurer le paiement, il ne trouva rien de mieux que d'imiter le s^r du Verdet, en s'emparant de riches ôtages. Or, un seul notable avait eu le courage de rester au bourg, au milieu de ces bouleversements : c'était l'intrépide P. Michel de Saint-Jullien, commandeur de Charny qui, une fois déjà, en 1586, avait été le captif des huguenots à Pont-en-Royans. Il fut de nouveau saisi et entraîné par le s^r de Verdun, jusqu'à Morges, dans les montagnes du Diois.

Maintes fois, déjà, dans le cours de ces récits de guerre, nous avons eu à constater l'attitude courageuse de M. de Charny, qui fut constamment au bourg l'âme de la résistance contre les factieux et les huguenots. Dès 1575, il dirigeait les habitants dans leurs sorties contre ces hérétiques ; il veillait aussi spécialement à la défense de l'abbaye ; et l'on se rappelle comment, lors de l'incursion de 1580, retranché avec un seul compagnon dans la tour du couvent, il avait tenu en échec tous les pillards du capitaine Muguet. Ce gentilhomme religieux était donc tout spécialement désigné, depuis longtemps, à la haine vindicative des huguenots ; et l'on ne saurait trop admirer la hardiesse qu'il montre en cette année 1590, quand il demeure presque seul à l'abbaye, le bourg abandonné de ses habitants, et au milieu des nombreuses compagnies protestantes qui y ont élu domicile.

Cependant, cette fois encore, la captivité de M. de Charny n'eut pas pour lui une issue fatale, comme on était trop en droit de le redouter : dès les premiers jours de paix qui suivirent la tourmente actuelle, le grand prieur,

M. des Goys, faisait tant par ses instances auprès de Henri de Montmorency, connétable de France, que l'illustre captif pouvait revenir sain et sauf à l'abbaye.

Dans l'intervalle, le colonel d'Ornano, qui était toujours prisonnier, avait reçu un successeur officiel, ou du moins un remplaçant provisoire, en la personne de M. le président Artus Prunier de Saint-André. Un des premiers actes du nouveau surintendant fut de délivrer Saint-Antoine de ses barbares garnisaires; ce qui fut exécuté au commencement de juin. Quelles tristes constatations purent alors faire les habitants et les religieux fugitifs, en reprenant possession de leurs habitations dévastées ! Que de ruines accumulées, dont la réparation immédiate s'imposait et pour laquelle la communauté se trouvait sans argent. Pour parer aux nécessités les plus urgentes, les particuliers s'assemblèrent (3 juin) « en la grande sale de l'abbaye » et, d'un commun accord, s'imposèrent une taille de 33 écus 20 sols par feu, soit « 1,123 escus 42 sols ». Vingt jours après, la fête de saint Jean-Baptiste (24 juin) amenait le renouvellement annuel des consuls (1) : les sieurs Jean Piémont et Bon Jassod furent élus, et cette élection confirma les espérances de plusieurs.

Mais les capitaines des compagnies créancières, pour être maintenant empêchés de tenir garnison au bourg, n'avaient pas renoncé à leurs exigences, et ils reprirent bientôt, en les modifiant à peine, leurs anciennes méthodes de contrainte. Le sr de Verdun, entre autres, malgré un accord récemment survenu entre le bourg et lui pour la conversion de sa créance en obligations, préféra recourir de nouveau aux procédés violents. Vers le milieu

(1) Le renouvellement des consuls avait lieu chaque année dans une assemblée tenue pour la fête de saint Jean-Baptiste. Piémont nous a conservé la liste de ces élections à partir de l'année 1584. Voir aux *Pièces justificatives*. Cette liste reconstitue presque toute la période des guerres de religion.

de juillet, il fait ravager les environs par « dix-huit diables d'argollets » qui prennent « le gros Pierre avec ses bœufs, les brebis et les chèvres de Gérenton et de Pierre Bernard » et s'en vont les vendre au Pont.

Puis, c'est le lieutenant Trinconnières, toujours au nom du capitaine Trymollet, qui, le 6 août, arrive avec dix-sept soldats et, nonobstant la défense du président de Saint-André, pénètre « par la brèche » pour se loger au bourg. Les notables n'avaient pas même tenté d'opposer résistance et dans la crainte d'être enlevés et emmenés comme otages, ils avaient seulement jugé prudent de mettre leurs personnes en lieu sûr, en se réfugiant dans l'enceinte de l'abbaye. Là ils préparèrent une requête au président-gouverneur, pour lui demander justice des vexations toujours croissantes dont ils étaient victimes. Cette requête fut présentée par un des notables à M. de Saint-André, et ils eurent un instant de satisfaction en obtenant une double sentence d'assignation contre Trymollet et contre le s^r de Verdun.

On fut moins heureux quand il fallut décider les coupables à comparaître : d'abord les sergents royaux refusèrent de faire les notifications (1), et le président dut confier cet office à un archer (2) du prévôt ; ensuite, quand arriva le jour fixé pour la comparution du s^r de Verdun (14 août), deux députés du bourg, le consul Jean Piémont et Colligny-Beauchastel, se rendirent bien à Romans ; mais de Verdun ne parut pas et pour toute réponse il envoya, quatre jours après, son lieutenant, le capitaine Monduisant, avec dix-huit argollets, jusqu'aux portes de Saint-Antoine, ravager et prendre tout le bétail qu'ils purent trouver.

(1) Ils craignaient sans doute, et non sans motifs, d'avoir à subir les mêmes traitements que leurs collègues de l'année précédente.

(2) On donnait encore à cette époque le nom d'archer aux officiers subalternes de justice et de police.

Le président de Saint-André renouvelle alors par lettre l'ordre exprès de ne pas molester ainsi les habitants de Saint-Antoine; mais de Verdun ne daigne pas même répondre et se contente d'écrire au dos d'une autre lettre que lui avait adressée, dans le même sens, le s^r de Saint-Ferréol (1), le billet d'incroyable impudence que voici : « Monsieur, ceux qui vous ont fait entendre que mes soldats les ont ravagés ont menti; et s'ils sont de ma qualité, je les ferai mourir pour revanche, sinon cent coups d'estrivières; je commande au Roians en l'absence de M. de Cugy, je permets bien lever des assignations qui ne sont pas plus ny si liquides que celles que je demande aux habitants de Saint-Antoine; ils se sont bien gardés d'en présenter requête à M. Desdiguières (Lesdiguières) auquel je suis serviteur, à M. le baron de la Roche et à vous, si vous le voulez pour votre particulier » (2).

Cette fin de non recevoir accompagnée de menaces se passe de tout commentaire; elle montre en quel état de confusion se trouvaient alors les divers commandements, puisque, pour se soustraire à l'autorité d'un chef, il suffisait de se réclamer de l'autorité d'un autre. Les habitants de Saint-Antoine pouvaient en conclure de plus, qu'ils n'en avaient pas fini avec les vexations d'un homme dont les violences n'étaient égalées que par sa mauvaise foi, et qui, pour se justifier, ne reculait pas devant le plus impudent des mensonges.

Quant à la solution de l'affaire Trymollet, le bourg n'en tira qu'une satisfaction d'amour-propre. Un des griefs porté contre cet officier était qu'il s'était emparé de bétail et surtout d'une magnifique jument appartenant à

(1) Hercule de Sibeut, seigneur de St-Ferréol, était lieutenant de la compagnie d'hommes d'armes du comte de la Roche; il fut depuis gouverneur de Romans, de 1597 à 1617.

(2) Citée par E. PIÉMONT, *Mémoires*, p. 270.

M. l'aumônier Charréard (1); or, pendant l'instruction du procès, il se trouva que Trymollet, voulant éprouver sa monture, alla faire des « bravades » du côté de Miribel-les-Echelles, et il y reçut un coup d'arquebusade « d'où il quitta la prinse de la jument. » Le texte de Piémont, assez peu clair à cet endroit, donne même à entendre que cet accident coûta la vie à Trymollet, car il ajoute : « Dieu luy fasse miséricorde; » mais il ne semble pas que les poursuites dirigées contre lui aient eu un autre résultat de réelle compensation pour le bourg.

CHAPITRE XIII (1590-1592)

NOUVELLES LEVÉES D'IMPOSITIONS ; DÉMARCHES DES CONSULS DE SAINT-ANTOINE POUR OBTENIR UNE DÉCHARGE DES FEUX ; DES COMMISSAIRES VIENNENT CONSTATER LA DÉVASTATION ET LES RUINES DU BOURG ; LA SOLUTION DE L'AFFAIRE EST RENVOYÉE A PLUS TARD. EN ATTENDANT, LES COMPAGNIES DE GUERRE MAINTIENNENT LEURS EXIGENCES ; INSISTANCES ET VIOLENCES DU S^r DE BRIQUEMAUD, NEVEU DE L'ABBÉ RÉGNANT. TRANSACTION DU BOURG AVEC FRANÇOIS DE FRIZE. SAINT-MARCELLIN TOMBE AU POUVOIR DES LIGUEURS ; IL EST REPRIS PAR D'ORNANO ET LESDIGUIÈRES ; CONTRIBUTIONS IMPOSÉES A SAINT-ANTOINE.

Les courses des exacteurs de tailles semblèrent redoubler encore de fréquence et d'intensité durant l'automne

(1) Cet aumônier, maintenant âgé de 51 ans, n'était autre que l'ancien « esclaffar ou jouvenceau » de 1562, qui se compromit si malheureusement alors avec les tenants de l'hérésie protestante. (V. plus haut, chap. II). On voit ici par l'importante charge que remplit François Charréard, que si son repentir fut sincère, sa réhabilitation à l'abbaye ne fut pas moins complète. Il mourut le 8 juin 1607.

de cette année 1590 déjà si éprouvée. Le jeudi 23 août, le commandant des fortifications de Moirans envoyait trente de ses soldats prélever chez nous l'assignation d'une taille de 29 écus par feu, dont avait été chargé l'ancien consul Pilloton. Ces soldats entrèrent au bourg et le parcoururent « l'épée au poingt comme s'ils deussent tout tuer » ; ils « ravagèrent ensuite tout le bestail à pourceau », et ne se retirèrent, après deux jours, que grâce à un compromis que le consul parvint à leur faire accepter.

La semaine suivante, le 29 août, qui était un jour de foire à Saint-Antoine, arrivait un « recepveur » spécialement chargé de demander encore à « Pilloton (1) 150 escus ; cella effraya presque toute la foire » ; puis, sur le soir du même jour, une troupe de vingt argollets appartenant à M. de la Baume s'emparaient d'une porte par surprise, afin qu'on ne pût pas leur refuser le logement.

Un autre receveur, nommé Reynard, se présentait à son tour, le mois suivant, au nom de M. de Morges, avec vingt argollets, et venait réclamer 500 écus ; la ville ne put en donner que 200, et obtint, pour le reste, un sursis jusqu'à la Saint-André suivante (30 novembre).

Nos habitants n'étaient pas seulement à bout de ressources ; leur patience se refusait à de plus longues épreuves, et, dès la fin d'août, ils avaient fait dresser une requête à M. le président-gouverneur, à l'effet d'obtenir que des commissaires délégués vinssent constater « la pourceure de la ville, démolition de maisons et surcharge des feux » (p. 272).

La requête rédigée par Piémont fut d'abord renvoyée

(1) C'est presque toujours à l'ancien consul Pilloton que l'on vient réclamer maintenant les arriérés d'impositions ; quelque temps auparavant (juin 1590) il avait même été emmené prisonnier à Vienne, pour un motif de cette nature ; ce qui donne à entendre que l'administration de cet officier municipal était loin d'avoir été irréprochable.

par le président de Saint-André à une assemblée générale qui devait se tenir le 6 ou le 7 septembre; mais cette assemblée s'en déchargea à son tour sur la cour du parlement; celle-ci accorda enfin le commissaire demandé. Ce fut M. le conseiller Soffrey de Boczosel, s^r du Chastellard, qui arriva le 3 janvier et qui fut logé à la maison de « l'œuvre (1); la ville, consuls, chastelain et aultres notables, luy allerent faire la révérence le même jour. Le lendemain, au matin, continue Piémont (p. 277), je luy presente comme le secretaire de la ville, un cayer tirant quarante feuillets contenant nos griefs, la diminution du peuple, la perte et ruyne des maisons, les biens alienez à main exemte et privilejiée..., les habitans qui avaient deshabité et allés ailleurs, pour estre libres des tourments que les habitans recevoient aud. lieu par les gens de guerre et commissaires. Nous luy produimes aussy l'acte et enqueste de la derniere revision des feux de lad. ville faicte en l'an 1450, par les discours de laquelle nous n'estions qu'à 15 feux $\frac{2}{3}$; neantmoins..., on nous tiroit à 25 feux sans raison ny cause, chose qui a rendu nostre ville deserte. »

M. le conseiller de Boczosel employa six jours à l'enquête qu'on lui demandait, et il entendit plusieurs témoins de marque, tant de l'abbaye que du bourg et des lieux circonvoisins : « noble frère Michel de Saint-Jullien, commandeur de Charny et recteur de Boutiers, ... frère François Roy, recteur de Saint-Laurent et commandeur de Nîmes, André Buisson, grand secrestain, et André du Teyt, chambrier..., personnes qui ont demeuré par

(1) C'est-à-dire à la maison spécialement attribuée au titulaire de la charge importante d'Ouvrier de l'abbaye. On sait que depuis l'année 1363 la commanderie de Gap était annexée à cette charge. Le titulaire actuel était le Père Antoine Anisson; son frère, Charles Anisson, avait résigné cet office en sa faveur en 1572.

longues années aud. monastère; noble Guillaume du Sollier, s^r du Chatelard; honorable Gilles Fayolle, dict la Tourne, de Saint-Estienne; M^e Gaspard Vincent, notaire à Chevrieres » dont le père et l'oncle « ont esté rentiers de l'abbaye, etc. »

On eut bien soin de faire constater au commissaire « les ruynes de la ville » et d'en demander l'insertion au procès-verbal de son rapport. Il se retira ensuite, après avoir reçu vingt et un écus pour ses vacations, deux écus pour son clerc; ce qui, joint aux vingt-sept écus que coûta l'entretien de ces deux personnes pendant leur séjour, élève la dépense totale de cette affaire à cinquante écus. Le bourg n'avait plus, maintenant, qu'à attendre le résultat de l'enquête; il s'étudia de plus à en favoriser l'heureux aboutissement par des instances discrètement réitérées; mais près de cinq années devaient s'écouler de la sorte, avant qu'il pût voir ses efforts couronnés par une « sursoyance de la moitié des feux. »

Durant ce long intervalle, combien d'exactions nouvelles n'allaient pas fondre encore sur la communauté? Le rôle des assignations, pour les seuls trois premiers mois de l'année 1591, peut en donner une idée : le montant en a été consigné par Piémont, et s'élève au chiffre à peine croyable de 1,580 écus 20 sols (1).

De plus, les compagnies continuent, comme précédemment, à tenir la campagne, et leur passage est ordinairement marqué par des dévastations sans nombre. Le dimanche 22 février, 220 hommes du régiment de Montbellet (2) arrivaient à Saint-Antoine avec commission du baron de la Roche, gouverneur de Romans. Ces soldats

(1) P. 373. Pendant ces trois mois, il fut levé en Dauphiné pour frais de guerre, 58,092 écus 8 sols 10 deniers. (Note de M. B.-D.)

(2) Scipion de Maugiron, baron de Montbellet, était le troisième et dernier fils de l'ancien lieutenant-gouverneur Laurent de Maugiron.

étaient animés des intentions les plus hostiles, parce qu'une bande de leurs argollets avait été précédemment repoussée du bourg, et que nos habitants en avaient même tué un sur la brèche (1). Ils montrèrent leur fureur en brisant portes et fenêtre, et se préparaient à demeurer une semaine entière, quand on put obtenir leur départ, moyennant 41 écus

Parmi les nombreuses courses et violences exercées à cette époque par d'autres capitaines, mentionnons seulement, avec le regret de ne pouvoir être plus explicite que Piémont, « plus de trente ravages de (François) de Frize », dans le but d'arracher le consentement du bourg pour une affaire qui l'intéressait personnellement et dont nous aurons à parler bientôt.

La mise en liberté et le retour dans la province du colonel-gouverneur d'Ornano, au mois de mai, vint redonner quelque espérance de jours meilleurs. Le 10 mai, il était à Saint-Marcellin, et les religieux de l'abbaye, à la suite de leur grand prieur, M. des Goys, et plusieurs autres notables allèrent le saluer. Le grand prieur lui fit hommage des insignes de l'ordre, composés d'une « *potence* », c'est-à-dire d'un *tau*, en or « avec le gros cordon qui avoit coûté 20 escus. » D'Ornano parut très satisfait et déplora les malheurs auxquels Saint-Antoine avait été exposé durant son absence forcée. Il eût fallu autre chose que ces belles paroles, pour mettre le bourg à l'abri de nouvelles et imminentes calamités.

Le principal créancier de Saint-Antoine se trouvait être alors le capitaine de Briquemaud, neveu par alliance de l'abbé Louis de Langeac (2). On lui devait la somme énorme de 2,262 écus 30 sols; mais la parenté qui le rat-

(1) Cette affaire avait eu lieu le 22 novembre dernier.

(2) Gaspard de Beauvais, s^r de Briquemaud, dit le boiteux, avait épousé Françoise de Langeac, nièce de Louis, abbé de Saint-Antoine.

tachait, pour ainsi dire, au bourg, permettait d'espérer de sa part quelque ménagement dans l'exigence de son assignation. Ce fut tout le contraire qui arriva : de Briquemaud avait un différend avec son oncle, et c'était même sur sa demande que les assignations auxquelles il avait droit, avaient été portées sur Saint-Antoine. Il fit savoir d'abord qu'il exigerait jusqu'au dernier sol ; puis, « pour nous ayder à payer, dit Piémont, et nonobstant nostre misere nous envoya toute sa compagnie en nombre de 66 chevaux, conduicts par un Latour (1), avec desliberation de prindre les hommes prisonniers et ne partir qu'ils ne feussent payés. »

La nouvelle de ces projets de contrainte parvint heureusement au bourg, avant ceux qui devaient les exécuter. Aussitôt « la plus part » des habitants s'enfuirent et évitèrent ainsi les violences dont furent victimes ceux qui avaient cru pouvoir demeurer dans leurs maisons. Pendant six jours, du samedi 14 décembre au 20 suivant, les soldats du s^r de Briquemaud furent les maîtres absolus de Saint-Antoine, et nul doute que cette occupation violente ne se fût prolongée davantage, sans une intervention à laquelle on n'était plus guère en droit de s'attendre : le concours intéressé, il est vrai, mais pourtant précieux, de François de Frize, allait pour une fois procurer au bourg la délivrance de ses oppresseurs.

L'ambition de beaucoup de bourgeois roturiers, à cette époque où un privilège déjà ancien exemptait les nobles et le clergé des tailles et des contributions, était d'obtenir, par des lettres de noblesse, les droits aux mêmes privilèges. Mais l'immunité, ainsi obtenue par quelques-uns, était en réalité un surcroît de charges pour leurs concitoyens qui n'en devaient pas moins parfaire, comme

(1) Le capitaine la Tour (Hector Belle), s^r de la maison forte de la Tour, à la Bâtie de Cognin.

auparavant, le total des impôts exigés, et payer ainsi la quote-part des nouveaux annoblis. Aussi, les communautés ne manquaient-elles jamais de s'opposer à l'enregistrement des nouvelles lettres de noblesse; et c'était un litige de cette nature qui, depuis longtemps déjà, mettait tant d'animosité entre la famille de Frize et les bourgeois de Saint-Antoine. Peut-être même les violences dont nous avons vu ces derniers si souvent victimes, n'avaient-elles d'autre but que de leur arracher par la force le consentement désiré.

Quoi qu'il en soit, François de Frize était maintenant résolu à un compromis; et voyant que Saint-Antoine avait besoin d'argent, il lui fit proposer d'un seul coup 1,000 écus, pour payer le s^r de Briquemaud. La seule condition était « que l'on consentiroit à l'enterinement des lettres royaux pour jouir de l'exemption des tailles. » Dans la conjoncture critique où ils se trouvaient, les habitants furent tout heureux d'accepter : l'accord fut conclu par M. de Lambert, avocat, et passé devant le notaire Poudrel.

On put recueillir encore de diverses sources 658 écus lesquels, joints à ceux fournis par de Frize, réduisirent à 604 écus 30 sols la somme dont on était redevable à Briquemaud. Celui-ci voulut bien s'en contenter pour le moment, et fit retirer sa troupe à Serre, puis à Moras. Mais un mois ne s'était pas écoulé que la même compagnie revenait loger à Saint-Antoine, pour essayer de nouvelles instances de payement. Quand elle partit après trois jours, on ne lui devait plus que 80 écus; son capitaine ne voulut faire grâce de rien, et il renvoya un peu plus tard quatre gens d'armes qui « ne bougerent qu'ils ne feussent payez, de façon qu'ils dépensèrent plus que ne montoit leur dette. »

Ajoutons avec Piémont que ces exactions sans pitié ne portèrent pas bonheur au « boîteux de Briquemaud : car

estant allé, en Languedoc, aux bains, avec l'argent indeument pris sur nous, aussitost qu'il y fust, il y print le mal aux bras et le feu... d'où il mourust, qui fust une pugnition divine » (p. 287).

Tous les passages ou logements de troupes n'étaient pas, à beaucoup près, aussi à redouter que ceux dont nous venons de parler, et, quand ils se faisaient dans les conditions de justes dédommagements de la part de ces troupes, les populations en prenaient assez facilement leur parti. C'est ainsi que deux compagnies de gens de pied, commandées par les capitaines Tite et Manuel, séjournèrent à Saint-Antoine du 24 décembre 1591 au samedi 11 janvier suivant, avec la commission de payer « raisonnablement. » Toutefois, Eustache Piémont trouve encore ici le moyen de se plaindre, et remarque que ces compagnies, sans tenir compte de la cherté extraordinaire des vivres à ce moment (1), « ne vouleurent accorder que six sols par jour pour soldat, qui en despensoient bien quinze, parce que le vin valoit cinq sols le pot, la livre de miche deux sols » (p. 288).

Cependant, la communauté de Saint-Antoine ne perdait pas de vue sa précédente requête pour le rabais du nombre de ses feux, et épiait les occasions d'en rappeler le souvenir au colonel-gouverneur. Le samedi 25 janvier 1592, d'Ornano se trouvant de passage à Saint-Marcellin, le bourg lui députa le P. François Roy, le consul Lavis et le s^r Antoine Mignon. Ces notables firent valoir auprès du colonel les dépenses excessives que leur avaient occasionnées les compagnies de soldats; ils lui remontrèrent en particulier la surcharge des feux, et comment leur ville, cotée à vingt-cinq, en tenait tout au plus dix; cette constatation avait d'ailleurs été reconnue déjà par

(1) « Pour lors le populat estoit en grande disette de vivres, plusieurs faisoient du pain de gland en ce païs » (p. 288).

l'ancien lieutenant-gouverneur, et Maugiron, à la poursuite des consuls en 1585, les avait déchargés de dix feux; or, concluaient-ils, depuis cette époque, « la ville s'estoit diminuée des deux tiers et d'avantage. »

D'Ornano répondit par des paroles de commisération, et finit en invitant nos envoyés à revenir lui présenter leur requête aux Etats de la province qui allaient s'ouvrir à Grenoble (1). « Ce qui fust faict; mais l'Estat n'y vouleut rien toucher » et renvoya les suppliants au roi. En vain eut-on de nouveau recours à d'Ornano par l'intermédiaire de M. le conseiller de Chevrières, maître des requêtes (2); la réponse fut encore dilatoire, et la supplique remise à une assemblée de « MM. du païs » à Vienne.

Le P. Roy, recteur de Saint-Laurent, fut une seconde fois choisi pour aller plaider à cette assemblée les intérêts de Saint-Antoine, et on lui adjoignit, en sa qualité de « secrestaire de la ville », notre annaliste Eustache Piémont. « Nous demourames treize jours, dit-il, (et) enfin, nous obtinmes rabais de feux de la moitié. » Mais, pour entrer en jouissance de cette faveur, une dernière formalité restait à remplir : il fallait attendre le consentement du roi. Ce fut cette condition qui arrêta encore en si bonne voie la réussite complète de l'affaire. Henri IV avait bien d'autres soucis en ce moment (3), et Saint-Antoine dut se résigner à attendre des jours meilleurs.

Depuis que la ville de Grenoble, demeurée jusque-là le

(1) Ces Etats s'ouvrirent deux jours après, 27 janvier, et durèrent jusqu'au 12 février.

(2) Jean de la Croix, seigneur de Chevrières, après avoir été conseiller au parlement de Dauphiné, avocat général, président et de plus conseiller d'Etat, entra dans les ordres après la mort de sa femme, Barbe d'Arzag, et devint évêque de Grenoble en 1607; mort en 1619.

(3) Il était occupé, depuis le 13 novembre 1591, au siège de Rouen, qu'il fut obligé de lever sans succès le 20 avril 1592.

rempart du parti des ligueurs en Dauphiné, avait ouvert ses portes (novembre 1590) à l'armée de Lesdiguières, commandant au nom du roi, le théâtre principal des opérations s'était trouvé transporté autour de Lyon, où était retranché d'Albigny (1), aux ordres de Charles-Emmanuel de Savoie, duc de Nemours. On regardait donc la guerre comme virtuellement terminée dans la province, et d'Ornano avait reporté ses forces au midi, du côté de la Provence.

Tout à coup (juillet 1592), on apprend que Vienne vient d'être rendu aux ligueurs, et que le duc de Nemours s'avance dans le Dauphiné à la tête d'une armée considérable. Charles-Emmanuel venait, en effet, de passer à la Côte Saint-André; il arrivait bientôt après à l'Albenc, et de là faisait « sommer ceux de Saint-Marcellin de lui rendre obeysance, autrement qu'il les mettroit à feu et à sang. » La terreur fut grande dans toute la région, d'autant plus qu'on disait cette armée composée en grande partie d'étrangers, de savoyards et d'italiens; beaucoup prenaient la fuite, et de Saint-Antoine, plusieurs se retirèrent à Romans et ailleurs (p. 297).

Aussi bien, les habitants de Saint-Marcellin, sous le coup de la même crainte et redoutant de plus des représailles contre leur ville, se montraient disposés à ouvrir leurs portes; ils se seraient même rendus immédiatement à la sommation du duc de Nemours, sans la tenacité du commandant de la place au nom d'Ornano, le capitaine corse Lucquet. Celui-ci ne voulut même rien entendre à une seconde sommation présentée le 15 juillet; et, comme

(1) Charles-Emmanuel-Philibert de Simiane, seigneur d'Albigny, troisième fils de l'ancien lieutenant-gouverneur de Gordes, avait été un des plus ardents champions de la ligue à Grenoble, contre d'Ornano; il s'était mis depuis, sous prétexte de servir la même cause, au service du duc de Savoie.

la population manifestait de plus en plus son désir de capituler, il se retrancha sur la *porte de Chevrières*, déclarant qu'il finirait là sa vie plutôt que de se retirer sans un ordre exprès de son maître le colonel. Mais deux jours après, le duc de Nemours arrivait en personne avec 1,000 ou 1,200 chevaux, pour faire la dernière sommation. Lucquet vit bien que c'était folie de s'obstiner davantage ; et sur la promesse qu'il aurait la vie sauve, ainsi que les hommes de sa suite, il consentit à se retirer de la ville.

Le voisinage d'aussi graves événements pouvait avoir un violent contre-coup à Saint-Antoine ; on n'en ressentit pas d'autre que celui de quelques contributions à fournir aux troupes d'investissement. Maugiron (Timoléon) qui faisait partie de cette armée, et qui était venu s'installer en son château du Molard pendant les pourparlers, « nous avoit demandé luy fournir pain et vin, une charge de chacun, autrement qu'il nous courroit dessus. » Quelques jours après, la ville de Saint-Marcellin étant déjà au pouvoir des ennemis, le duc de Nemours envoya demander à Saint-Antoine « 6,000 pains entre blanc et gris (pesant) 30 onces pièce » ; et ses commissaires en emportèrent « par force 2,724 livres... sans en donner acquit. »

L'armée des ligueurs se retira bientôt presque toute entière dans la direction de Miribel-les-Echelles, et ne laissa à Saint-Marcellin que 200 fantassins et 40 cavaliers avec le s^r de Murinais (Jean Balthazard) pour gouverneur. Mais déjà d'Ornano, accouru à Romans, se disposait à reprendre l'offensive : ses préparatifs furent achevés dans le courant d'août ; et le 26 de ce mois, 6,000 hommes de pied, 1,000 chevaux et six pièces de canon arrivaient devant Saint-Marcellin, commandés par d'Ornano et Lesdiguières en personne (1).

(1) « L'armée estoit rangée en quatre bataillons, l'infanterie et la cavalerie en quatre et bien armées ; c'estoit la plus belle armée qu'on eust encore veu en Dauphiné pour le Roy » (p. 300).

En présence de forces aussi considérables, le s^r de Murinais offrit de rendre la ville par capitulation; ce qu'on lui accorda, malgré les protestations de Lesdiguières qui « vouloit foudroyer Saint-Marcellin et mestre au fil de l'espée la garnison, pour monstrier que puisque telles bicoques permettent qu'on menne le canon, il est besoin de leur (en) faire (supporter) la despense. » Cette capitulation eût lieu le samedi 30 août 1592; quant au château du Molard, les ligueurs l'avaient évacué le jeudi précédent.

Pendant les quatre jours que l'armée royale demeura autour de Saint-Marcellin (2), « ses coureurs et picou-reurs » firent de grands ravages dans les environs; mais Saint-Antoine en fut préservé, grâce à la bienveillante et prévoyante attention du colonel-gouverneur qui, « pour l'amitié qu'il portoit aud. lieu, envoya 25 argoullets de ses gardes pour nous conserver », ayant de plus soin de fournir à la dépense de ses hommes.

(2) « L'armée descampa le dimanche 30 aoust, à l'aube du jour, et alla à la boste espérant d'attirer l'ennemi »; mais le duc de Nemours se retira du côté de la Savoie; « ce que voyant, du dimanche 6 septembre, l'armée du roy se desbanda » (p. 301).

D. HIPPOLYTE DIJON,

(A continuer).



UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° et 130° livr.)

IV

LE CIRQUE DE BEAURIÈRES ET LE COL DE CABRES. — LE TORRENT DE MARAVEL ET LE VAL-THORANNE. — LE NOM DE LA DRÔME. — LES LACS ET LE CLAPS DE LUC. — LE BOURG DE LUC-EN-DIOIS.

En ce cirque de Beaurières, tout comme dans la cachette de l'Aup-Duffre que nous venons d'explorer, et où, pouponne, vagit la Drôme, on peut se croire au bout du monde. Il semble qu'il n'y ait rien au-delà de cet horizon louche de schistes, de cette nature dévastée, glissante et comme en dissolution. Mais, au lieu que l'Aup-Duffre, rapiécé çà et là de jaune et de vert, et çà et là ombré du duvet des pacages, ne déplaisait point trop, les monts qui étreignent Beaurières ne sont qu'une plaie. Ils évoquent pour l'imagination ces contrées vacantes de l'Afrique, où les dunes souveraines défient l'aventure des hommes.

Eh quoi, c'est là ce fameux *mont Gaura* des vieux itinéraires ? — Oui. Mais ce mont Gaura, les anciens ne le reconnaîtraient plus aujourd'hui. Il est débaptisé d'ailleurs. Il s'appelle tout bonnement le mont des chèvres (1),

(1) C'est ce que signifie le col de Cabres. — Cabre, chèvre en patois.

ne justifiant que trop sa dépréciation morale et sa ruine physique. Bientôt, les chèvres elles-mêmes, lasses d'y user leurs lèvres sur des schistes inertes, n'en voudront plus.

Donc, tout l'intérêt du paysage consiste, si j'ose le dire, dans sa désolation. Elle est surprenante, infinie. Sur ces masses noirâtres, sur ces résidus d'enfer que ne perce même pas le squelette de la montagne, ni herbe, ni mousse, ni buisson, ni arbre, ni champ, ni grange. Avec la personnalité du val drômois, qui, sinon géographique, du moins conventionnellement s'abolit au sein de cette sinistre nature, la vie semble aussi vouloir renoncer. Au bas, pourtant, le village se défend de toutes ses cultures, comme de griffes, contre le schiste, contre la mort. Il est même quasiment gai avec ses jardinets, ses lambeaux de prairie, ses deux ruisseaux vifs, le Maravel et la Choranne, ses quelques noyers, ses peupliers. Il a du reste, par tradition, son importance. C'est sur son territoire, au quartier dit des *Tours*, que se trouvait le chef-lieu du mandement féodal du Val-Thoranne, dont les Isoard d'Aix — un nom qui revient souvent dans les chroniques du vieux Diois — furent peut-être les premiers seigneurs. En outre, Beaurières a toujours été un relai, un gîte d'étapes. Naguère encore, le village était animé par le va et vient des rouliers et des courriers de poste. L'auberge était pleine de bruit et sous ses hangars se pressait le peloton fringant des bêtes de renfort : chevaux à forte encolure et à queue en chignon, mulets aux jambes lisses et à panse blanche. Tout cela est changé. Ce sont les locomotives qui s'arrêtent pour boire à Beaurières. Les mulets de fer, malgré leur prestance monstrueuse et leurs poumons ronflants, ont besoin de se reprendre ; ils ne pourraient sans cela se mesurer avec le géant de schiste. Cette ligne, dans sa structure saisissante, est

toute la vie de cet humble village, sa distraction, son diorama éternel.

— Que de mal, me dit un pauvre fabricant de lavande, installé pittoresquement auprès de son alambic dans le lit du Maravel dont il parfume l'onde vive, que de mal, Monsieur, et que de *sous* ! et d'un geste peureux il me désigne la terrible montagne toute couturée, toute trouée, Pendant des années, plus de deux mille ouvriers ont trimé dans ces terres qui ne tiennent pas, et qui parfois glissaient tout à coup, brisaient les galeries et s'effondraient avec le bruit du tonnerre dans la vallée. Tous ces gens logeaient dans le village où nous ne sommes pas deux cents aujourd'hui. On commençait des tunnels qu'on laissait ensuite ; on déplaçait des plans entiers de montagne, et cela ne servait à rien. Puis, le poison des souterrains — le grisou — comme vous dites, s'en est mêlé ; il est mort toute une équipe. A ce qu'on dit, il y aurait la dedans du pétrole et du pétrole, mais cela ne profitera guère à nous autres.

Mon interlocuteur parle encore, qu'un sifflet pique l'air sec. C'est un train qui monte, et je m'amuse de voir peiner la longue bête noire sur cette pente redoutable, tant de fois consolidée et à peine sûre encore.

— Ah ! vous en avez pour un moment avant de le voir disparaître, reprend mon brave parfumeur.

Et en effet, une fois sur les flancs incertains de la montagne, le train n'avance qu'à regret. On dirait que les ponts, les encorbellements, les galeries sont pour lui des sujets de réflexions. Par moment, les souterrains sont si rapprochés que la tête et la queue du convoi semblent prises et qu'elles ne pourront plus se dégager. Enfin, à un dernier coup de sifflet qui traîne et désespérément se lamente, j'augure que le grand tunnel de Cabres ouvre

sa gueule béante. Ayant engoulé mon train, il ne le rejettera plus que dans le bassin de la Durance, à la Baume-des-Arnauds, première station des Hautes-Alpes.

M. Ardouin-Dumazet, épris surtout de technique, et qui, dans les pages substantielles de son *Voyage en France*, paraît diriger l'effort de sa pensée dans le sens d'une colossale enquête industrielle et commerciale, a consacré un de ses chapitres au chemin de fer du col de Cabres. Les schistes l'ont fort impressionné lui aussi, et il nous donne, tout en notant complaisamment les acrobaties vertigineuses de cette partie de la ligne de Livron à Briançon, un aperçu curieux sur la région si tourmentée de Beaurières. On lira cette relation avec plaisir. Si M. Ardouin-Dumazet est renseigné comme un rapport d'ingénieur, cela ne l'empêche pas d'être pittoresque et descriptif. Il a fort bien vécu ses trop rapides voyages.

Quelques chiffres. Le col de Cabres s'entaille à 1180 mètres. Le plus haut point de la ligne est à 890 mètres, soit environ 280 mètres au-dessous du col de la Croix-Haute, sur la ligne de Grenoble à Marseille. De Luc à la Baume-des-Arnauds, soit l'espace de 24 kilomètres, les tunnels, au nombre de dix-huit, représenteraient, mis bout à bout 8279 mètres. Le grand tunnel de Cabres à lui seul ravit à la lumière 3800 mètres de voie.

Le Maravel, qui symbolise aujourd'hui pour nous ce *Val-Thoranne*, dont il arrosait jadis le mandement, fort de quatre paroisses, peut être considéré comme la seconde branche mère de la Drôme. Avant d'atteindre Beaurières, il court, formé de trois ruisseaux : les Ayes, le Pontilier et les Ruis, dans une région agreste, dont les pics lèvent des têtes, trop souvent chenues, entre seize et dix-huit cents mètres. Il faut voir cette jolie combe. Elle semble

faite pour reposer de Beaurières, pour dédommager la vue de ce paysage de cendres. En haut, le Pilhon ; à mi-côte, la Bâtie-Cremezin ; en bas, Fourcinet, et les trois villages fermés au reste de la terre par une de ces portes naturelles comme on n'en voit que dans la Drôme. Entre les blocs énormes que coiffent des chevelures éplorées de plantes grimpantes, le Maravel, fuyant rapide et clair, a peine à se livrer passage. Il y a quelques années, il fallait le sauter à *la sauvage* sur de grosses pierres roulées dans l'eau par les paysans. Maintenant, un arc très fruste, taillé dans le roc de gauche, permet l'accès du haut *Val-Thoranne*. Les ingénieurs, bien avisés, n'ont point gâté l'œuvre pittoresque de la nature.

La Bâtie-Cremezin, ce village fameux, parce que, depuis qu'il est érigé en commune, ses dix électeurs deviennent d'emblée conseillers municipaux, est à une demi-heure des *Portes de Fourcinet*. Mais que son chef-lieu cantonal, Luc, et que sa capitale, Die, se taisent. Au dernier recensement, la Bâtie leur a fait honte en gagnant quinze âmes et neuf électeurs. La commune compte dès lors 57 habitants, y compris la garnison d'un garde-champêtre.

Laissons le Maravel, qui avait si bien commencé, finir tristement en reflétant les schistes. Nous voilà revenus sur les bords de la Drôme. Mais, avant de reprendre le voyage en sa compagnie, je crois nécessaire d'ouvrir une parenthèse. Nous ne nous sommes pas inquiétés jusqu'ici du nom de notre rivière. Les savants épris de grec ont naturellement vu dans ce vocable sonore, qui tombe, semble-t-il, comme une masse, le qualificatif *δρομα*, qui a fourni, suivant la remarque de M. de Coston, *Dromo* et *Dromon* ; mais il convient d'attribuer à cette eau bavarde une origine plus conforme à son caractère et à son milieu,

et nous avons, pour nous la fournir, comme le veulent la plupart des érudits dauphinois, le très noble et très vénérable radical celtique *dur* ou *dour*. Près de quinze pour cent, des rivières françaises viennent de là. Cela étant, pourquoi la Drôme et non la Drome ? Pourquoi cet accent circonflexe sur une voyelle devenue longue par la grâce des bureaux parisiens ? Ausone, au iv^e siècle, dit *Druna* ; le cartulaire de Cluny, au x^e, dit *Droma* ; aux siècles suivants, *Droma* encore et *Aqua Drome* ; au xvi^e siècle, *Deroume* et *Dromme*. Enfin, nos paysans prononcent d'instinct et sans aucune gêne *Dromme* et même *Dramme*. Cela est bien fâcheux pour l'accent circonflexe, et certes, M. l'abbé Moutier a raison cent fois, qui propose d'en débâter notre rivière. Hélas ! contre l'étymologie, contre la prononciation traditionnelle, contre mes propres convictions, je le sens, je vais continuer lâchement à écrire Drôme.

On s'éloigne de Beaurières sans regret. A la longue, ce village, enseveli dans les plis de son linceul de cendre, désole le cœur, et son atmosphère oppressante vous communique le froid d'un tombeau. Pourtant, le Maravel bu, la Drôme n'en a pas fini avec les schistes, mais déjà les monts, mieux endentés de cols, mieux dessinés, offrent quelques perspectives riantes. Quant au fond même du val, il a totalement changé. Une vaste nappe d'eau miroitait ici, il y a à peine cent ans. Les géographies l'évaluent à environ trois cents hectares, mais en réalité elle était bien plus considérable. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer les terrains avoisinant la jonction du Maravel. Là, nous l'avons constaté, le roseau, comme au-dessus de Luc, prospère dans des creux et lève une moisson de glaives et de sceptres. Cette végétation, parmi les mar-

nes détritiques, les schistes pulvérulents, peut sembler étrange, impossible même. Elle ne l'est plus en admettant l'hypothèse lacustre. On peut donc, sans exagération, doubler l'amplitude de ce lac, qui, depuis le confluent du Rif de Miscon jusqu'à celui du Maravel, couvrirait près de deux lieues de longueur et dont la largeur, très variable, allait de 3 ou 400 mètres jusqu'à une demi-lieue. Il n'en reste plus aujourd'hui que le souvenir, mais le sol, imparfaitement desséché, tout gonflé de sucres palustres, superbement dru d'ajoncs, de graminées dures, de fourrages dangereux, exhale la fièvre. Les campagnards ne l'habitent guère. Ils y viennent pour faucher le roseau, don éternel du marécage, et le travail fait, regagnent les hauts villages salubres de Charens, de Beaumont, de Lesches, de Miscon. De Beaurières à Luc, deux hameaux seulement coupent la solitude de la grande route : les Bouligons et les Côtes. Lesches-Beaumont est la seule gare qui dessert ce fond de lac.

Naturellement, l'immense conque ne s'est pas vidée toute seule. En écrivant ces lignes, j'ai précisément sous les yeux une estampe allemande de la fin du XVIII^e siècle représentant le grand lac de Luc (*Ansicht des grossen Sees von Luc in der Dauphiné*). On y découvre un charmant panorama d'eau et de montagne. Que pensez-vous de ces Allemands ainsi familiarisés avec notre Diois, et prenant la peine d'en dessiner les curiosités, à l'heure où les voyages constituaient une entreprise méritoire ? Songez en outre que le Diois, sans grande ville et sans grand commerce, et défendu par ses monts, ne sollicitait guère l'aventure. N'est-ce pas un sujet digne de réflexion, et n'y a-t-il pas là une preuve manifeste de cette soif de connaître, de se répandre, de vulgariser, de ce besoin d'expansion.

sion qui caractérisent la race ? L'image a dû être détachée d'un ouvrage sur le midi de la France. Elle est un peu naïve, sans doute fidèle, et, si l'on observe les détails, relevée d'une certaine grâce. Au premier plan, sur les vagues linéaments de la vallée commençante, des chevaux broutent une herbe fine; en face d'eux, des chasseurs, à l'affût dans les oseraies, tirent un gibier d'eau; au loin, sur la partie libre du lac, une grande barque paresse, portant deux personnages, enfin, comme horizon, une ceinture de croupes nues où trône la majesté d'un pic dans un collier de nuages.

« Ils avaient un volcan, et ils l'ont laissé s'éteindre ! » Si jamais cette boutade m'a semblé, par analogie, véridique et incisive, si jamais j'ai éprouvé le besoin cruel de la rajeunir, c'est bien en face de la pauvre conque vide où, au lieu de s'amortir dans son lac, la Drôme serpente aujourd'hui sans beauté et sans profit. « Ils avaient un lac, et ils l'ont vidé dans la campagne ! »

A l'aide de l'estampe allemande, c'est un plaisir pour moi que de susciter la vision ancienne, de faire revivre ce paysage aboli et d'en goûter la grâce rétrospective. Et cela me fait oublier les maudits chartreux de Durbon, par qui cette mauvaise action fut commise il y a quelque cent ans. Afin d'augmenter leur domaine (une grande partie de ce territoire leur appartenait), ils brisèrent le seul miroir de l'Alpe dioise. Quand il n'aurait servi qu'à régulariser, qu'à décanter la Drôme, le lac de Luc méritait d'être. Mais il était une harmonie et une beauté au sein de ces montagnes âpres. De plus, avec la science moderne qui multiplie, partout où elle le peut, les barrages, les réserves d'eau, il rendrait peut-être, à l'heure où nous écrivons, des services incalculables.

Voilà comment notre rivière a perdu son Léman. Chose étrange, c'est un cataclysme assez récent qui lui en avait fait don. En 1442, la montagne du Puey ou Pic de Luc, haute de plus de onze cents mètres, se fendit soudain, oscilla, et toute son immense couronne de rochers bondit dans la Drôme, s'y écrasant en deux masses distinctes, séparées entre elles par l'accident appelé Petit Lac. Ce fut si subit et si terrible qu'on n'entendit plus jamais parler de l'ancien Luc dont la forteresse féodale commandait ce point de la gorge. Même, certains auteurs, à peine convaincus de sa perte irrémédiable, s'attardent à chercher encore le vieux bourg. Sans doute, jamais pierre ne s'en dégagera. L'éboulement pèse de tout son poids formidable sur ce passé.

La Drôme, on le conçoit, irrésistiblement barrée dans sa course, affolée, et cherchant vainement à fuir, remonta vers sa source comme la rivière de l'Ecriture. En deux ou trois jours, elle fit un lac immense de la plaine supérieure; dans l'abîme, sans compter nombre de granges des mandements de Beaumont, de Lesches, de Miscon, disparut la paroisse de Rochebrienne. Heureusement, la plupart des habitants avaient pu fuir. S'étant adressés dans leur malheur au Dauphin (depuis Louis XI), le prince prescrivit au gouverneur de détaxer ces pauvres gens. La lettre de Louis que possèdent les Archives de l'Isère, a déjà été reproduite plusieurs fois, notamment par le chanoine Jules Chevalier, dans son très savant ouvrage sur l'Eglise et la ville de Die. J'en détache néanmoins le passage suivant pour donner une idée du style et des formes naïves de l'époque :

« L'umble suplication des manans et habitans des lieux de Luc, Miscon, St-Gasian, Lesches, Alpilon, For-

net, Montlor et Burières, avons reçue, contenant que huit ans a ou environ, il tumba une montagne auprès et au-dessoubs du chastel et ville dudit lieu de Luc, laquelle montagne a escouppé, retranché et empesché le cours de la rivière de Droume, que a présent y a ung grant lac qui contient plus d'une lieue de pays et dure depuis ledit lieu de Luc jusques au lieu de Rochebriane, lequel lac a noyé et déperî les lieux, villages et habitations, terroirs, possessions, vignes et héritaiges desdits supplians..... tellement qu'ils n'ont à présent où ils puissent recueillir blé, vin, ne aultres choses de quoy ils puissent substanter leurs vies, ne de leurs mesnaiges..... et combien que pour la cause dessus dite, lesdits supplians soient tellement appauvris et diminués de leurs chevances que à peine ont-ils de quoy vivre et que grande partie d'entre eulx s'en sont allés demeurer aultre part et en aultres seigneuries..... »

Le site créé par le Claps (c'est le nom de l'écroulement) est inimaginable. Les montagnes, dans un recul semi-circulaire, ont pris la forme saisissante d'un théâtre antique. Et devant ces gradins vides, éternellement un drame se joue, qui a pour personnages les blocs, mis en scène par la catastrophe. Cela est risible et terrible. Ces blocs s'agitent, se traînent, courent, prennent toutes les attitudes du geste. Il en est de quatre-vingts pieds de haut qui s'apprêtent à maudire une foule prosternée, d'autres qui semblent pris de folie, d'autres ivres, qui titubent. Et l'œil, en présence de cette scène lunaire, dantesque, innommable, peut se croire mené par le cauchemar. Quand la Drôme est en belles eaux, quand, d'un bond, elle saute du plan du lac supérieur dans celui du petit lac, on a une fontaine de Vaucluse, et on croit entendre gronder et mugir ces fantômes de pierre.

Le Claps de Luc m'a laissé ainsi, outre le charme grandiose du site, l'impression poignante d'une fantastique, d'une irréelle féerie. Quel dommage — je ne saurais assez le dire — qu'à côté de cette merveille, le grand lac n'étale plus son azur !

Le chemin de fer et la route — c'est fort heureux — ont respecté le Claps. La route s'inscrit harmonieusement dans la courbe immense de la scène et de son large ruban blanc éployé, lui fait comme un couloir de dégagement. Quant au chemin de fer, il s'illustre, en vue de cette arène grandiose, d'un pont magnifique, fruste à souhait, et avec cela, élancé, aérien. Ce pont domine de près de cinquante mètres les bouilles tumultueuses et les oules effervescentes de la rivière courroucée. Le pont franchi, la voie glisse aussitôt dans le four d'un tunnel. Que les ingénieurs soient loués !

Le bourg de Luc-en-Diois, qui a ces belles choses à sa portée, n'en est pas plus fier. Il est calme, paisible, et ses habitants paraissent y vivre dans une atmosphère de non-chaloir. C'est le village agricole par excellence, mollement couché le long de la grande route, l'espace d'un bon demi-kilomètre. Peu ou pas de venelles latérales. Tout le monde a vue sur la voie romaine. Il faut un peu de gloire à ces vies simples, peu chargées. Jadis, le roulage empêchait la bourgade de sommeiller tout à fait. Aujourd'hui, elle sommeille tout de bon, n'ayant pas d'ouvrage à donner au chemin de fer.

A Luc, les gens sont aisés, les maisons propres, l'auberge excellente, les jeux de boules très en honneur. A ce prix, la commune consent à perdre quelques âmes à chaque recensement.

Le bourg du moyen âge, comme il a été dit plus haut,

dressait ses défenses à deux kilomètres en amont, en pleine gorge du Claps. Il y périt de male mort en 1442. Le Luc celtique et le Luc romain, au contraire, s'étaient contentés fort bien de l'emplacement heureux et régulier sur lequel nous voyons le village actuel. Il y eut là, même avant Die, la capitale des Voconces du nord, la rivale de Vaison. Lors de la conquête romaine, Luc, bien loin de perdre avec ses vainqueurs, couronna son nom du titre de ville augustale, titre évident de la suprématie : *Lucus colonia Augusta Vocontiorum*. Cette belle fortune sombra tout à coup. En l'an 69, Vitellius, chef des armées de Germanie, trouvant le moment favorable pour renverser Othon, son compétiteur, envoya deux de ses lieutenants en Italie, l'un, Fabius Valens, par les Alpes Cottiennes, l'autre, Cécina, par les Alpes Pennines. Tacite nous a laissé une relation de cette marche de Valens à travers le pays des Voconces. Il nous raconte que, sous la rouge menace des torches crépitantes, chaque maison de Luc dut fournir au général une somme d'argent. Quand il n'estimait pas la rançon suffisante, il jetait ses soldats sur les femmes et les filles des habitants. Une grande partie de la population, quittant le municipe, témoin de tant de hontes, alla, dit-on, s'établir à Die et contribua ainsi à la prospérité grandissante de la ville. Luc, réduit en peu de temps au titre de simple *mansio*, c'est-à-dire de gîte d'étapes, ne devait jamais complètement réparer ses désastres, ni se refaire de grandes annales.

Les gens de Luc savent-ils qu'ils boivent l'eau d'une fontaine singulière, dont un sarcophage, contemporain des divins empereurs, forme le bassin ? Quelles amères réflexions pour le passant, et quel torrent d'ironie pour un parisien, que ce sépulcre dont, parfois, des fillettes, juchées sur de grosses pierres, boivent à même l'eau par-

faitement limpide et assurément délicieuse ! Voilà une destination que les Romains n'avaient pas prévue ! Ce monument funéraire, vénérable de dix-huit siècles, peut-être aussi vieux que le brillant Trogue-Pompée dont la famille était originaire de Luc, a sans doute, employé de la sorte, évité de périr. Il est, pour la jolie bourgade, un brevet d'innocence et d'esprit pratique charmants.

De nombreux débris anciens doivent joncher le sous-sol de Luc. Jusqu'à ce jour, on y a fait assez peu de découvertes, mais elles sont capitales. M. Camille Jullian n'hésite pas à faire figurer dans son ouvrage *Gallia* ce fameux tombeau représentant un cavalier armé, et dont une épitaphe souligne l'image de pierre. Il s'agit du légionnaire Caius Marius, de la tribu Voltinia, natif de Luc. Enfin, je ne puis passer sous silence l'admirable mosaïque, œuvre de l'architecte romain Quintus Amiteius, découverte par M. Nal, et offerte en 1892 au musée de Valence, où elle est en bonne place, pour l'honneur de notre Drôme.

(A suivre.)

FÉLIX GRÉGOIRE.





L'ÉCOLE CENTRALE DE LA DROME

Par une loi du 7 ventôse an III (25 février 1795) et un décret du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), la Convention nationale organisait l'instruction publique en France et créait les écoles centrales de chaque département avec un professeur de dessin, un d'histoire naturelle, un de langues anciennes et un de langues vivantes, dans la première section ; un professeur d'éléments de mathématiques et un de physique et de chimie expérimentales, dans la deuxième ; un professeur de grammaire générale, un de belles-lettres, un d'histoire et un de législation, dans la troisième.

L'âge d'admission des élèves, selon les sections, était de 12, 14 et 16 ans. Chaque école devait avoir une bibliothèque publique, un jardin de botanique, un cabinet d'histoire naturelle et un cabinet de physique et de chimie expérimentales.

L'école de la Drôme fut placée à Montélimar par un décret du 18 germinal an III (7 avril 1795).

D'après une lettre du député Marbos, du 2 messidor an III (20 juin 1795), le représentant Dupuis, chargé de l'organisation de ces écoles, devait passer à Valence et examiner sur place les raisons du mémoire de Sucy, favorable à cette ville. « Dans le moment que le comité prit son arrêté pour Montélimar, il ne fut pas possible d'en-

« tendre parler de Valence, sous le prétexte que cette ville
« a déjà tous les établissements et veut avoir ceux de
« l'avenir; les collègues Fayolle et Jullien demandaient
« pour Romans et avaient donné un mémoire en consé-
« quence; Boisset demandait pour Montélimar; il avait
« pour lui le rapporteur Lakanal et d'autres membres
« montagnards. »

Dans le mémoire favorable à Valence, l'auteur déclarait que la création d'une école centrale n'avait pas pour but l'avantage d'une commune en particulier, mais l'intérêt général. « Destinée à former des républicains, elle doit « être fixée dans le lieu qui réunit le plus de ressources « pour faciliter leur instruction. » Or, ce lieu ne peut être que Valence, où l'administration centrale surveillera les professeurs, les élèves, les principes, les mœurs, l'ordre intérieur de l'école et le mode d'instruction, encouragera par des prix l'émulation des élèves et excitera la confiance des parents, en recueillant, à son tour, de ses rapports avec les professeurs, d'utiles renseignements sur toutes les branches de la prospérité publique. La présence des administrations judiciaires peut aussi permettre aux élèves de réunir la pratique à la théorie, en écoutant les discussions, devant les tribunaux, des grands principes de la législation, du droit public, de la morale et de la justice.

Comme le génie de l'homme s'accroît de tout ce qui frappe ses sens, de tout ce qui parle à son imagination et de tout ce qui excite sa curiosité, Valence peut seul offrir l'appareil imposant qui accompagne les autorités constituées et les fêtes nationales.

En outre, le chef-lieu a créé avec tout le département une multitude de rapports qui n'existent pas ailleurs; les vivres sont plus abondants et moins chers à Valence qu'à Montélimar et il s'y trouve de nombreux pensionnats qui

fourniront à l'école centrale de nombreux élèves, et un local agréable et vaste tout prêt à être utilisé. Tous ces avantages manquent à Montélimar, et plusieurs professeurs ont formellement déclaré qu'ils donneraient leur démission, si l'école y était fixée.

- Si le mémoire ne parle pas de Romans, cette ville ne demeura pas sans défenseurs. Une lettre des représentants Fayolle, Jullien et Quiot, du 30 ventôse an III (20 mars 1795), lui attribuait une population égale à celle de Valence, un commerce étendu et des couvents spacieux pour établir l'école; elle rappelait en même temps les faveurs octroyées à Valence, alors que Romans, « berceau de la liberté, » n'avait rien obtenu.

Cette compétition nuisit évidemment à l'établissement de l'école de la Drôme, et le 24 frimaire an IV (15 décembre 1795), Valence, dans l'espoir de le posséder, réclamait encore les bâtiments de l'ancien séminaire, avec l'appui du directoire du département.

De son côté, Montélimar ne demeurait pas inactif et, le 19 nivôse an V (8 janvier 1797), se faisait octroyer par le Conseil des Anciens le couvent des Récollets et ses dépendances pour l'école nouvelle.

Le 6 vendémiaire an VI (27 septembre 1797), les réparations nécessaires à cet édifice étaient évaluées à 2,000 livres, dont 800 pour la bibliothèque et 1,200 pour l'ameublement des salles de physique, de chimie, d'histoire naturelle et de dessin. Il paraît que la ville dut elle-même acquitter cette dépense et inviter plusieurs fois les professeurs nommés à se rendre à leur poste.

Pendant ce temps, Valence protestait, le 18 fructidor an VI (4 septembre 1798), contre le retard apporté à l'exécution de la loi et offrait un local propice, une bibliothèque nombreuse et un cabinet de physique assez riche.

Cette fois, Montélimar s'exécuta et fit annoncer, le 21 frimaire an VII (11 décembre 1798), par une affiche imprimée le commencement des leçons.

L'ouverture de son école eut lieu le 1^{er} nivôse suivant (21 décembre 1798), en présence de Biscarrat et Deydier, administrateurs du département, délégués à cet effet, de Curnier, commissaire du Directoire exécutif, et de Gaud-Roussillac, membre du jury central. Voici quelques extraits du procès-verbal de la fête.

« A 10 heures du matin, le cortège, escorté par une garde nationale nombreuse et toutes les troupes de la garnison, tant en infanterie qu'en cavalerie, au son des tambours et d'une musique harmonieuse, jouant les airs chéris de la liberté, s'est mis en marche pour se rendre dans une des salles destinées aux exercices de l'école, dirigeant ses pas par les rues où les couleurs nationales flottaient aux fenêtres de chaque habitant, toutes les boutiques fermées, au milieu d'un concours immense de citoyens de tout âge et de tout sexe, manifestant ses sentiments de l'allégresse la plus vive... La vaste salle de l'école était ornée de colonnes et de guirlandes en verdure, entrelacées de rubans tricolores et les interstices garnis d'inscriptions rappelant les bienfaits de l'instruction publique; dans le fond un autel de la patrie supportait la déesse de la liberté; l'on apercevait à ses côtés celles de la sagesse et de l'égalité. »

Là, des discours développent les avantages du nouvel établissement et sont accueillis avec une vive satisfaction. Ensuite, le président de l'administration municipale annonce que la liste des inscriptions reçues comprend 36 élèves pour le dessin, 2 pour l'histoire naturelle, un pour les langues anciennes, 15 pour les mathématiques, 4 pour la physique et la chimie, 48 pour la grammaire générale,

un pour les belles-lettres, 14 pour l'histoire et la géographie, 2 pour la législation, et donne lecture des lettres des professeurs Wilkin de Lisle (histoire naturelle), Guibert (physique et chimie), Lagier-Vaugelas (législation), justifiant leur absence et promettant de se mettre en route, dès que le temps le permettrait.

Par suite de la démission de Cœuret (mathématiques) et de Geoffroi (belles-lettres), Vidal (grammaire générale) et Toutel (histoire) sont installés et invités à entrer sans délai en fonctions, après avoir prêté le serment prescrit par la loi du 19 fructidor an V.

Le procès-verbal ajoute que l'administration municipale ferait « toutes les diligences » nécessaires pour presser l'arrivée des professeurs absents et que l'administration centrale la seconderait.

Des hymnes à la liberté, accompagnés de la musique, un repas civique et un bal terminèrent la cérémonie.

Des distributions de prix aux élèves de l'école centrale eurent lieu le 30 fructidor an VII, le 29 thermidor an VIII et les 28 et 29 thermidor an IX. Le procès-verbal de la dernière a été imprimé avec le discours de Toutel, professeur d'histoire.

La même année, une circulaire ministérielle reconnaissait l'insuffisance d'une école centrale par département pour l'instruction publique et demandait des renseignements sur les établissements qui existaient dans l'arrondissement avant la révolution, sur le nombre de maîtres et d'élèves de chacun d'eux, sur leurs ressources, sur l'état actuel des anciens professeurs et sur les avantages du rétablissement de ces maisons d'éducation.

A leur tour, les élèves se plaignaient du manque de professeurs et la municipalité de Montélimar, de l'inexécution de la loi, à cause des démarches de la ville de Valence.

En l'an X, par suite du peu d'application des élèves, il n'y eut aucune distribution de prix. Enfin, un arrêté du gouvernement du 16 floréal an XI (6 mai 1803) qui établissait un lycée à Grenoble supprima l'école centrale de Montélimar où professaient Joseph Toutel, Paul Vidal et Firmin Le Camus.

Tous les objets d'art et de science, ainsi que le mobilier de l'école, furent alors inventoriés et placés sous séquestre. En 1819, le jardin de botanique échut au collège, nouvellement créé, et devint un jardin potager; quant aux livres, dessins et objets divers, la ville en hérita, à cause de leur valeur minime.

Outre les professeurs déjà nommés, on remarque M. Bonnet (Calixte), de Valence, successeur de Guibert à la chaire de physique et de chimie; M. Bénistant, ancien professeur de belles-lettres à Valence et Chabeuil, remplaçant de Jullien; M. Soulier, remplaçant de Geoffroy; M. Mathieu Grégoire, remplaçant de Lagier-Vaugelas (Etienne-André), qui avait succédé lui-même à Gabriel Béranger, et M. Andrau-Moral, remplaçant de Wilkins de Lisle.

Le traitement de ces professeurs était de 2,000 livres, celui du concierge, de 600 et celui du garçon de salle, de 550.

De tous ces professeurs, Vidal et Cœuret sont les seuls qui aient écrit, le dernier sur le système métrique et l'autre comme traducteur d'auteurs latins.

Toutel, marié avec Victoire Cheynet, et Vidal demeurèrent à Montélimar et y fondèrent une maison d'éducation.

A. LACROIX.

Archives de la Drôme, série T.

NOTES HISTORIQUES

SUR

BARNAVE

(SUITE. — Voir les 126^e à 130^e livraisons.) (1)

« Je passe à l'affaire du Champ-de-Mars. On a dit que
« j'avais assisté à des conciliabules, où il avait été décidé
« qu'on déploierait le drapeau rouge. Aucun, absolument
« aucun témoin, ne m'a inculqué dans cette affaire. Et je
« déclare n'avoir assisté à aucun conciliabule de ce genre.
« Je n'ai peut-être pas dans tout le cours de la révolution,
« parlé deux fois à Bailly avec lequel on me prétend des
« intimités. Il n'y a donc pas le plus léger indice contre
« moi. Mais voici les preuves évidentes de ma non-parti-
« cipation aux mesures que prirent les autorités consti-
« tuées (2). Après l'affaire du Champ-de-Mars, les prin-
« cipaux auteurs furent recherchés, arrêtés, poursuivis.
« Cependant Brissot, rédacteur de la pétition, Brissot
« dont vous avez vous-mêmes jugé les intentions perfides
« dans cet acte. Brissot resta presque seul de tous paisi-
« ble à Paris. Depuis longtemps Brissot m'avait choisi
« pour l'objet journalier des explosions de sa haine. Je

(1) Les pages 291 à 296 de la livraison précédente, considérées comme nulles, sont reproduites ici dans leur ordre naturel.

(2) J'ai eu occasion de citer un extrait de l'ouvrage de M. Bardoux, sur la jeunesse de Lafayette, à propos de l'affaire dite du Champ-de-Mars.

« vous le demande, citoyens, est-il vraisemblable que
« j'eusse été pour quelque chose dans la direction des
« mouvements alors que mon plus cruel ennemi eût
« échappé aux poursuites ? La sécurité de Brissot à cette
« époque attestera donc à jamais que l'affaire du Champ-
« de-Mars et ses suites m'étaient étrangères.

« Un citoyen juré m'a demandé si je n'avais pas con-
« tribué à faire rendre le décret qui votait des remercie-
« ments à Bouillé, pour sa sanglante expédition de
« Nancy ? Dans cette affaire, au contraire, j'ai fait tous
« mes efforts aux Jacobins pour que le décret ne fut pas
« rendu ; et dans l'Assemblée, Alexandre Lameth, mon
« ami, fut le seul qui osa élever la voix et manifester, au
« milieu des improbations, son opposition à un décret que
« nous considérions, l'un et l'autre, comme profondément
« immoral. Puisque j'ai parlé d'Alexandre Lameth, voici
« le moment de m'expliquer sur mes liaisons.

« L'accusateur public a employé beaucoup de temps à
« prouver que les Lameth et Adrien Duport ont été liés
« d'amitié avec moi. Jamais je n'aurai la faiblesse de
« désavouer mes amis. Certes, ils avaient des défauts et
« je n'ai pas été des derniers à les leur reprocher. *Inca-*
« *pables de ménager la médiocrité dont la haine est si*
« *dangereuse*, ils versaient à pleines mains le ridicule sur
« cette foule de petits êtres qui se croyaient quelque chose,
« au milieu des grands mouvements politiques. J'ai tou-
« jours conservé l'indépendance de mes fonctions.

« Du reste au moment de la découverte des papiers
« j'étais à quelques heures de la frontière. Deux heures
« de marche auraient assuré ma tranquillité. Je reste
« tranquille au sein de ma famille, aussi calme que ma
« conscience. Je fus transféré dans plusieurs prisons,

« quarante personnes se sont échappées de l'une. Il m'eût
« été facile de me soustraire à votre jugement. »

Voici la péroraison de cette défense :

« En peu de mots on m'accuse d'avoir intrigué, d'avoir
« favorisé un parti ; j'ai été au contraire essentiellement
« indépendant ;

« Je n'ai jamais participé aux intrigues de la Cour.

« Enfin, j'ai pu sortir de France en toute sûreté. Peut-
« être ceux qui m'aiment encore auront à gémir de ce que
« je n'ai pas exécuté ce qui m'aurait été si facile ; mais
« quel que soit l'événement, je n'aurai pas à me repro-
« cher d'avoir récusé les juges de mon pays, d'avoir mis
« en doute leur intégrité (1). Je serai sacrifié peut-être ;
« mais j'aime mieux devoir ma perte à des hommes que
« d'avoir prononcé mon propre jugement. Je monterai
« sur l'échafaud avec le calme que vous m'avez vu dans
« ce débat et jusqu'au dernier moment je ferai des vœux
« pour le bonheur de mon pays. »

Le tribunal était présidé par le trop célèbre Hermann, un des fougueux partisans de Robespierre (2). Fouquier-Tinville ne prit la parole que le second jour. Il s'arrêta peu aux motifs qui avaient fait mettre Barnave en accusation. Ils étaient si frivoles qu'ils ne pouvaient servir de base à une condamnation capitale ; car, s'il était vrai qu'il eût conseillé au roi de refuser la sanction aux décrets portés contre les prêtres et contre les émigrés, quel reproche avait-il encouru puisque ce refus était au nombre des

(1) Mounier n'avait pas, et avec raison, grande confiance dans cette intégrité. Il passa en Suisse. La Fayette, Alexandre Lameth et beaucoup d'autres allèrent à l'étranger.

(2) *France révolutionnaire*, p. 601.

droits garantis au monarque par la constitution ? Mais Fouquier-Tinville, comme le président l'avait fait dans le courant des débats, rechercha scrupuleusement les opinions de Barnave à l'Assemblée, lui fit un crime de ses rapports sur les colonies ; et ce qu'il y eut d'étrange c'est qu'après avoir fait déposer contre lui des colons réfugiés en France, sur l'effet des mouvements que Barnave avait proposé de réprimer à St-Domingue, Fouquier argumenta des mêmes témoignages qui avaient servi quelques jours auparavant pour faire condamner Brissot. La violence du réquisitoire indisposa le public ordinaire, aguerri à ces sortes de spectacles. Mais le président, dans son résumé, dépassa la violence de l'accusation. Redoutant l'impression profonde causée par la défense de Barnave, il s'abandonna à toutes ses haines. Il rendit au jury ces sentiments qui excluent toute justice et toute pitié. Le Tribunal prononça contre l'illustre proscrit la fatale sentence (1). Il rencontra Camille Desmoulins en sortant de l'enceinte du tribunal.

« Camille, lui dit-il, tu ne m'en veux pas ; nous avons
« dès le commencement défendu la même cause. Je fais
« des vœux sincères pour que tu n'en sois pas la victime
« comme moi. »

Camille pleurait, Barnave était calme. Arrivé sur l'échafaud il s'écria : « Voilà donc le prix de ce que j'ai fait pour la liberté ! »

La prédiction de Barnave allait bientôt s'accomplir : le 1^{er} avril de l'année suivante Camille Desmoulins était traduit devant le même Tribunal, et le 5 avril, après sa

(1) Lire dans le II^e volume de Barnave, par Béranger de la Drôme, le procès-verbal complet de la séance du Tribunal Révolutionnaire, p. 347. J'en ai donné la plus grande partie.

condamnation, il s'écria : « Voilà donc la récompense réservée au premier apôtre de la liberté ! »

Barnave fut exécuté le 29 novembre 1793, le même jour que Duport-Dutertre.

Il périt victime du torrent qu'il avait déchainé, et de son retour à la modération. Il fut l'un des plus sincères amis de la patrie et de l'humanité. Certains de ses biographes se sont montrés d'une sévérité excessive à son égard. Les événements, il n'était pas en son pouvoir d'en triompher ; quand il fut sorti des voies dans lesquelles un patriotisme éclairé autant que sincère lui ordonnait de se renfermer, on le vit y rentrer avec un courage prêt à tout braver.

Avant de terminer ce travail, quelques mots du talent de Barnave comme orateur :

Plin parlant de l'éloquence dit qu'elle est surtout dans l'improvisation « *multo magis afficit viva vox.* » L'improvisation naît dans l'éloquence judiciaire avec Gerbier ; à la tribune nationale avec Barnave. Plus constamment improvisateur que Mirabeau, qui lisait parfois des discours entiers, Barnave le fut dès le début de sa vie politique. Sa manière était grave, très lucide, un peu froide. Il eut une autre qualité qui manquait à son rival (1). Mirabeau, qui souvent ne savait rien au-delà de son discours, n'avait nullement le talent de la réplique, indispensable à l'avocat, si nécessaire à l'orateur politique. Nous savons sur ce point ce que disait Dumont au sujet de la première lutte entre Barnave et Mirabeau : un témoignage qui ne peut être suspect émanant d'un ami de ce dernier.

Le 10 décembre 1789 l'Assemblée discutait la question

(1) Notice sur Barnave, par Henri GARIOD (1860).

des élections ; Mirabeau vint proposer un système électoral comportant des élections graduelles qui exigent du candidat aux fonctions électives un temps de service, de stage pour ainsi dire, dans les fonctions d'un ordre inférieur.

Barnave examine en détail le plan de Mirabeau et prouve d'une manière décisive qu'il aura pour effet de concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de riches ; Mirabeau répond à peine. Ce fut, dit Charles Dumont, une des occasions où je regrettai que Mirabeau, qui saisissait tout superficiellement, eût si peu le talent du débat parlementaire. Il ne sut rien répondre à Barnave, et ne reproduisit pas même, sous forme de réplique, les arguments de son discours.

Or, Barnave possédait ce talent au suprême degré. Il aimait à intervenir à la fin du débat. Il joignait à une argumentation serrée, une grande facilité d'improvisation. Il fut souvent éloquent. Lisez son discours sur l'inviolabilité royale et sa défense. Il ne perdait jamais de vue l'objet principal du débat et savait y ramener son adversaire. Et devant le Tribunal révolutionnaire, quelle noblesse ! quelle simplicité et quelle force ! Cette défense produisit un tel effet que le féroce président du tribunal l'interrompit plusieurs fois et dépassa en violence le réquisitoire haineux et perfide de Fouquier-Tinville (1).

(1) Cette étude sera complétée par deux chapitres consacrés aux documents, à la bibliographie et à l'iconographie.

DOCUMENTS

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE BARNAVE (1)

Barnave était le petit-fils d'Antoine Barnave, fils aîné de Michel Barnave. Cet Antoine se maria avec Jeanne Grivet, d'Orange, et il en eut six enfants, qui suivent. Il mourut le 4 février 1755 et sa compagne le suivit dans la tombe le 25 décembre.

1^o Madeleine, née le 21 décembre 1704 et morte le 24 janvier 1705 ;

2^o Antoine, né le 27 décembre 1706 et nommé capitaine-châtelain de Vercheny en 1734 par La Tour Gouvernet. Construit la maison de Gap et meurt en faisant son frère Jean-Pierre son héritier ;

3^o Jean-Pierre-François, né en 1712, mort en 1787. Procureur au parlement de Grenoble en 1737 et reçu avocat en 1760. De son union avec Marie-Louise de Pré de Seigle de Presles, en 1760, il laissa quatre enfants :

1^o Pierre-Antoine-Marie-Joseph, né le 22 septembre 1761 à Grenoble (d'après la notice de M. Bérenger, serait né le 21 octobre 1761) ; M. Bérenger tenait ces renseignements de M^{me} de St-Germain, sœur de Barnave.

Barnave, élu député aux Etats-Généraux par l'ordre du tiers-état, siégea à l'Assemblée constituante et fut exécuté à Paris le 29 novembre 1793 ;

(1) *Histoire de la ville de Saillans*, par MAILLET, pasteur (1893), pages 248 et 249.

2° Jean-Pierre-César du Gua, né le 18 juillet 1763, mort sous-lieutenant du génie le 18 mars 1784 ;

3° Marie-Françoise-Adélaïde, née le 14 juillet 1764, morte le 2 mars 1828 ;

4° Claudine-Charlotte-Julie, né le 20 septembre 1766, mariée en l'an IV avec Christophe-Etienne St-Germain, inspecteur des forêts.

5° Michel, tué en 1734 à la guerre d'Italie ;

6° Jeanne, mariée le 14 juillet 1738 avec M. Paul Roche ; de cette union quatre enfants : 1° Paul-Antoine ; 2° Pierre-Michel ; 3° François-Alexandre ; 4° Jeanne-Madeleine, née en 1714 et qui épousa, le 8 décembre 1735, Pierre Jossant, négociant de Saillans. Onze enfants naquirent de cette union.

Pierre-Michel Roman de Fontrosa épousa le 3 juillet 1780 sa cousine germaine, Anne Jossand, il en eut, l'année suivante, une fille, Marguerite-Madeleine, dont la naissance coûta la vie à sa mère.

Jeanne-Marguerite-Madeleine de Fontrosa épousa, le 2 juin 1804, Louis-Pierre-Antoine Roche. De cette union :

1° Pierre-Antoine Roche, juge de paix, marié avec Mathilde de Chabrières ; trois filles de ce mariage : 1° Louise, qui a épousé M. Henri Latune de Crest ; 2° Sophie, mariée à M. Alexandre Morin ; 3° Marie, mariée à M. de Magnin, pasteur à Montpellier.

2° David-Auguste, qui a épousé Louise-Aurélié Garnier de Crest. Trois enfants issus de cette union : 1° Alfred Roche ; 2° Antoinette Roche ; 3° Agénor Roche, juge de paix de Saillans.

* *

Documents relatifs aux Etats-Généraux. Brochures diverses publiées à l'occasion de la convocation des Etats-Généraux. Voir au Moniteur, premier semestre de 1789, pp. 221 et suivantes : Des lettres de cachet, par Mirabeau. Des conditions nécessaires à la liberté des Etats-Généraux, par Desmeuniers, avec cet épigraphe : « l'avantage des peuples est la suprême loi. » Appel à la nation provençale, par Mirabeau. A la nation française, des vices de son gouvernement, par Rabaud-Saint-Etienne. Mémoire sur la Constitution des Etats-Généraux et en particulier sur ceux du Languedoc, par le comte d'Antraigues, etc.,

Ce n'est pas Mirabeau qui lance la foudre, c'est un nouveau venu sorti, comme lui, du rang des privilégiés, l'abbé Sièyes (1). Chamfort lui fournit son fameux titre ou à peu près : Qu'est-ce que le Tiers Etat ? Tout. Qu'a-t-il ? Rien.

Sièyes le modifia. Qu'est-ce que le Tiers ? demanda l'abbé Sièyes. Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? A y devenir quelque chose.

Le Tiers est une nation complète. Si l'on ôtait l'ordre privilégié, la nation ne serait pas quelque chose de moins, mais quelque chose de plus.

Sièyes dit l'ordre, parce que le clergé n'étant pas une caste héréditaire, n'est pas pour lui un ordre, mais une

(1) Le pamphlet de Sièyes est devenu fort rare. Il eut une action décisive sur les résolutions du Tiers Etat.

profession. Il n'est pas possible, dans le nombre de toutes les parties élémentaires d'une nation, de trouver où placer la caste privilégiée, la caste des nobles ? Qu'est-ce qu'une nation ? Un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature. L'ordre des nobles est un peuple à part dans une grande nation.

Qu'est-ce que le Tiers Etat a été ? Rien. Que si les aristocrates entreprennent de retenir le peuple dans l'oppression, j'oserai demander à quel titre ? Si l'on répond : à titre de conquête...., le Tiers se reportera à l'année qui a précédé la conquête...., il est aujourd'hui assez fort pour ne plus se laisser conquérir ?

Fils des Gaulois et des Romains, pourquoi ne renverserions-nous pas les prétendus héritiers des Francs en Franconie. Notre naissance vaut la leur. Oui, dira-t-on, mais. par la conquête, la noblesse de naissance a passé du côté des conquérants. Eh bien ! il faut la faire passer de l'autre côté.

Le Tiers deviendra noble en devenant conquérant à son tour.

Que demande le Tiers ? Le moins possible en vérité. Que ses députés soient au moins en nombre égal à ceux des privilégiés, tant qu'il y aura des privilégiés.

Sièyes demande que le Tiers soit tout en fait comme en droit : « La nation est la loi elle-même : la nation n'est « pas soumise à une Constitution. Elle ne peut pas « l'être..... Une représentation extraordinaire peut seule « toucher à la Constitution ou nous en donner une, et « cette représentation constituante doit se former sans « égard à la distinction des ordres. Il fallait prendre la « nation dans quarante mille paroisses. Qui a le droit de « convoquer la nation ? Quand le salut de la patrie presse

« tous les citoyens, il faudrait plutôt demander qui n'en
 « a pas le droit. Que reste-t-il à faire au Tiers Etat ? Or-
 « ganiser le corps du gouvernement, le soumettre à des
 « formes qui garantissent son aptitude pour la fin pour
 « laquelle il a été établi. Le Tiers Etat seul, dira-t-on,
 « ne pourra former les Etats-Généraux. Tant mieux ! il
 « composera une Assemblée nationale..... Ses représen-
 « tants auront la procuration de 25 à 26 millions d'indi-
 « vidus qui composent la nation à l'exception de 200,000
 « prêtres ou nobles. »

Sièyes complète le trio des hommes qui façonnèrent la Révolution. Mirabeau fut le tribun, La Fayette le soldat, Sièyes le doctrinaire. Il commence par une brochure et finit par la pairie. 1789 le trouve chanoine, 1815 le montre comte.

*
*
*

Des mouvements importants s'étaient produits dans le Béarn. Ces mouvements amenèrent l'intervention du duc de Guiche. Les syndics de Béarn se mirent en communication avec les Procureurs Généraux, Syndics des Etats du Dauphiné.

Voici la lettre adressée par plusieurs membres du clergé, de la noblesse et des communes du Dauphiné aux Etats de Béarn (1) :

« Nous répondons à la lettre que vous avez écrite aux
 « Procureurs Généraux, Syndics des Etats du Dauphiné.
 « Ils n'ont pas été nommés, parce que nos Etats ne sont
 « pas encore en activité. Les trois ordres de cette pro-

(1) *Documents inédits.* Cette lettre est attribuée à Mounier.

« vince ont présenté à Sa Majesté une nouvelle Constitu-
« tion de ces Etats qui sont exempts de la plupart des
« abus de l'ancienne, et ils attendent l'approbation du
« Roi. Vous demandez, Messieurs, quels ont été les mo-
« tifs qui ont déterminé nos Etats à députer aux Etats-
« Généraux, lors des précédentes convocations et vous
« paraissez craindre que ce droit qui nous est commun
« ne soit exposé à quelque atteinte.

« Il est très vrai que le Dauphiné, dans ses Etats pro-
« vinciaux, accordait des subsides au monarque; il est
« très vrai que ses chartes auraient pu lui fournir des
« prétextes plausibles pour refuser d'envoyer des repré-
« sentants aux Etats-Généraux et de se soumettre aux
« impôts accordés à la pluralité des suffrages par les dé-
« putés de toutes les parties du royaume; mais heureu-
« sement le Dauphiné n'a pas cru qu'il lui fût avantageux
« de se séparer du reste de la nation dans les moments
« où elle délibère sur ses plus grands intérêts.

« Nous ignorons si les Etats du Dauphiné ont expliqué
« les motifs de leurs résolutions. Ils ont cessé d'être con-
« voqués en 1628; quoique cette époque ne soit pas
« ancienne, il n'existe plus qu'un petit nombre de procès-
« verbaux de leurs assemblées et nous n'y avons rien
« trouvé qui soit relatif à la nomination des députés aux
« Etats-Généraux.

« C'est, par les procès-verbaux des Etats de 1484, 1576,
« 1588 et 1614, que nous apprenons que les représen-
« tants du Dauphiné ont assisté aux Assemblées natio-
« nales. C'est une erreur bien démontrée que de croire
« qu'ils ont eu une séance distincte et séparée, comme
« faisant un Etat à part. Dans ceux de 1484, ils furent
« confondus avec les députés des autres provinces; et

« dans les trois derniers, on opina par gouvernement, et
 « le plus grand nombre de gouvernements forma la ma-
 « jorité. Le Dauphiné n'est pas la seule province qui,
 « jouissant du privilège d'accorder l'impôt dans ses Etats
 « particuliers, se soit soumise aux délibérations des Etats-
 « Généraux du royaume. La Provence, le Languedoc, la
 « Bretagne ont donné le même exemple.

« Quel avantage aurait pu trouver cette province à ne
 « pas envoyer ses représentants aux Etats-Généraux ?
 « Eût-elle pu se flatter de se conduire avec plus de sa-
 « gesse et d'obtenir plus de succès que la nation entière ?
 « Obligée de contribuer aux dépenses nécessaires pour
 « le maintien de l'ordre, la tranquillité publique et la
 « sûreté du royaume, en restant isolée, aurait-elle eu plus
 « de force pour résister aux intrigues, aux abus d'auto-
 « rité et plus de lumières pour connaître la véritable por-
 « tion de subsides que l'on doit accorder ?

« Qu'une province oppose des chartes particulières aux
 « entreprises du pouvoir ; mais elle doit bientôt croire
 « qu'aucun titre ne la dispense de s'occuper, dans une
 « Assemblée nationale, des intérêts d'un royaume dont
 « elle partage la détresse ou la prospérité.

« Jusqu'à ce jour, la France n'a point eu de constitu-
 « tion qui garantisse les droits du prince et ceux de la
 « nation. Les provinces, les ordres, les individus ne sont
 « que trop isolés. Bornant leurs soins à ce qui les inté-
 « resse, ils n'ont pas vu que leurs divisions ne sont pro-
 « pres qu'à les affaiblir ; qu'en s'attachant uniquement à
 « la conservation de leurs privilèges, ils négligent la dé-
 « fense de leur liberté personnelle et celle des propriétés,
 « et que l'autorité, les trouvant désunis, pourrait les acca-
 « bler successivement et se servir même de leurs propres
 « forces pour leur imposer le joug de la servitude.

« Ne songeons pas à ce que nous avons été, mais à ce
 « que nous voulons être aujourd'hui : des français libres
 « sous un Roi ; et lorsque les représentants de la nation
 « vont délibérer sur les moyens de remédier aux maux
 « dont elle est victime, de conserver au Trône sa dignité
 « et sa grandeur, d'acquitter les dettes de l'Etat et de re-
 « placer la France au degré de gloire que lui destine la
 « nature, les Béarnais et les Dauphinois ne seront pas les
 « derniers à paraître.

« Nous pensons que, pour rendre les Etats-Généraux
 « indispensables, ceux-ci doivent seuls, à l'avenir, oc-
 « troyer les subsides ; nous ne devons réserver à nos Etats
 « provinciaux que l'imposition et la répartition des som-
 « mes qu'ils auront accordées.

« Si nous voulons être libres, il faut que tous les fran-
 « çais le deviennent, afin que notre liberté soit sous la
 « garde de tous. Pour jouir de nos droits nationaux,
 « nous ne devons retenir de nos privilèges particuliers
 « que ceux qui ne peuvent nuire à ceux de nos conci-
 « toyens.

« Béarnais, Bretons, Dauphinois, faisons-nous gloire
 « d'être français, remplissons-en les devoirs et volons au
 « secours de la patrie.

« Nous sommes avec un respectueux attachement ,
 « Messieurs, vos frères, amis et serviteurs. »

Anglès, chanoine de l'Eglise de Grenoble ;

Brochier, chanoine de la même Eglise ;

Hélie, curé de Saint-Hugues.

Comte de Morges, président de l'ordre de la noblesse ;

Marquis de Baronnat, syndic de l'ordre de la noblesse ;

Baron de Venterol ; Marquis de Blacons ; Marquis de

Pin, à Saint-Didier : Chevalier Alphonse de Dolomieu ;

Chevalier de Seyve.

Gagnon, médecin, député de Crenoble ; Revol, député de Grenoble ; Rubichon, député de Grenoble ; Dumas député de Sassenage ; Imbert des Granges, député de Corps et autres lieux ; Pal, député d'Aubessagne ; Vignon, député de Rencurel ; Payn, député des Tourrettes.

Mounier, secrétaire des trois ordres.

* *
*

Instructions sur la conduite à tenir dans les Etats-Généraux, par les représentants des provinces.

D. — Si les Etats-Généraux assemblés, le gouvernement commence par former des demandes d'argent soit par emprunt, soit par impôts, que feront les Etats-Généraux ?

R. — Ils n'accorderont pas un écu à quelque titre que ce soit, que les droits de la nation ne soient constatés.

D. — Quel est le premier droit de la nation ?

R. — Le pouvoir législatif.

D. — Quelle est la nature et l'étendue du pouvoir législatif ?

R. — La volonté générale étant la loi ; le pouvoir législatif en entier soit en matière d'impôts ou d'emprunts, soit en toute autre matière, appartient à la nation (1).

D. — Quel est le second droit de la nation ?

R. — De constater et d'assurer la liberté des citoyens.

D. — Quel est le troisième droit de la nation ?

R. — De ne pouvoir être jugé que d'après la loi et par

(1) Le principe de l'auteur des instructions n'est pas exact à l'époque à laquelle nous nous reportons : *lex fit consensu populi et voluntate regis*.

des juges légaux ou établis par elle; sans que lesdits juges puissent modifier ou interpréter ces lois et les causes être évoquées pour tout autre motif que ceux qui sont ou seront déterminés par les lois; déclarant les juges responsables à la nation de l'exercice de leurs fonctions.

D. — Quel est le quatrième droit de la nation ?

R. — Celui de consentir, de répartir et de percevoir elle-même les subsides par des représentants nommés dans chaque province, tant celles qui ont déjà des Etats particuliers, que toutes les autres dans lesquelles les Etats-Généraux se constitueront.

D. — Quel est le cinquième droit de la nation ?

R. — De rendre les ministres responsables de leur conduite et de pouvoir les faire juger par les tribunaux ou par une commission nommée exprès par la nation.

D. — Quel est le sixième droit de la nation.

R. — De fixer la périodicité des Etats-Généraux.

Nota. — Toutes ces clauses étant de rigueur et des conditions *sine quâ non*, on ne passera à la seconde partie des cahiers des députés appelés *Pouvoirs* que lorsque cette première instruction qui forme la base de la constitution sera entièrement fixée et statuée d'après ces bases.

POUVOIRS

D. — En quoi consistent les pouvoirs que les provinces accorderont à leurs députés ?

R. — 1° Il leur sera enjoint de prendre une connaissance exacte des finances, de la qualité, de l'origine, du déficit; 2° de statuer sur les économies et réductions; 3° d'ordonner la vente des domaines, tant de ceux entre les mains du roi que de ceux engagés, en remboursant le

prix de l'engagement, sans y comprendre les forêts, les échanges et les inféodations; 4° de sanctionner la dette nationale en consolidant tous les capitaux et en réduisant les intérêts usuraires; 5° de sanctionner et d'accorder les impôts nécessaires aux besoins de l'Etat, mais le tout seulement jusqu'à trois mois au delà de la prochaine assemblée des Etats - Généraux qui seront prorogés dès ce moment, sans qu'il soit besoin d'une nouvelle convocation, à un an de date de la fin de la présente session; 6° de demander que les lettres de noblesse ne soient plus accordées que pour des services rendus, sur la demande des Etats-Généraux qui examineront les mémoires qui leur seront présentés et seront par les Etats-Généraux rejetés ou présentés au Roi.



Lettre adressée par les curés du Dauphiné à leurs confrères les recteurs de Bretagne (1).

« Très chers et honorés Confrères,

« Nous ne cessons de bénir le ciel de ce qu'il a bien
« voulu inspirer à tous les habitants de la province du
« Dauphiné cet esprit de justice, de raison et de paix qui
« nous garantit à jamais des maux sous lesquels nous
« gémissons depuis longtemps et qui nous ramènent à
« notre Constitution primitive sans aucune crise violente.

« Un bonheur isolé ne serait pour nous qu'un demi-
« bonheur et notre joie ne sera parfaite que lorsque nous

(1) *Documents inédits.*

« apprendrons que tous les français concitoyens ont été
« rendus à la liberté. Ces sentiments que nous inspire
« l'amour de la patrie et que fortifie en nous la Religion
« sainte dont nous sommes les principaux ministres, nous
« fait verser des larmes amères sur les funestes divisions
« qui agitent votre province. Nous avons appris que les
« ennemis de nos libertés publiques cherchent à vous sé-
« duire, à vous intimider, à vous rendre les instruments
« du despotisme qui pèse si fort sur vos têtes et qui finira
« par vous écraser, si votre haut clergé, votre noblesse et
« votre Parlement triomphent des efforts généreux du
« Tiers Etat breton.

« Nous nous sommes bien gardés d'écouter ce noble
« Breton (1), assis sur un de nos premiers sièges, qui n'a
« pas craint de se lier avec un ministre despote.

« Un autre de nos évêques (Lefranc de Pompignan),
« prélat respectable, bien différent du premier, nous écri-
« vit une lettre par laquelle il semblait vouloir établir
« que la servitude des peuples était de droit divin. Mais
« apprenez ce qui s'est passé dans les Etats de notre pro-
« vince.

« L'archevêque d'Embrun voulait être élu notre député
« aux Etats-Généraux. Il a l'audace de proposer aux deux
« ordres le renversement, dans ses fondements, de l'édi-
« fice du bonheur public, commencé à Vizille et terminé
« si heureusement à Romans. Il finit sa harangue en
« s'écriant : Vous dédaignez de m'entendre, vous prélats
« et vous gentilshommes assemblés ici. Un funeste ban-
« deau dérobe à vos yeux l'abîme où vont s'engloutir la

(1) Marie-Anne-Hypolice de Boutteville, né au château de Montbrun, évê-
que de Grenoble en 1779 et mort en 1788.

« noblesse et le clergé : écoutez encore ces derniers mots :
 « mon génie prophétise, les deux premiers ordres sont
 « fout..... (*sic*). La tête de Méduse ne produisit jamais
 « un effet pareil. Tous les assistants restèrent comme pé-
 « trifiés. Un noble rompit enfin le silence. Ce noble, son
 « nom est aussi cher que ceux de Bayard et de Lesdi-
 « guières, le comte de La Blache s'adresse à l'archevêque
 « d'Embrun et dit : Monseigneur, vous venez de haran-
 « guer comme un dragon, je vais opiner comme un pré-
 « lat. Le génie de la patrie parla par sa bouche ; son
 « éloquence douce et persuasive dissipa l'orage qui com-
 « mençait à se former et le Tiers Etat rappelé dans le
 « sein des deux premiers ordres, toutes les délibérations
 « déjà prises furent confirmées par l'unanimité des suffra-
 « ges. L'intérêt du peuple et le vôtre sont inséparables.
 « Voyez avec quel zèle le Tiers Etat de votre province
 « sollicite votre admission aux assemblées nationales, et
 « l'enregistrement en Bretagne de la dernière loi qui
 « augmente les portions congrues.

« Qu'étaient les nobles gaulois devant les druides ? Au
 « pied des autels, dans la chaire de vérité vous êtes supé-
 « rieurs aux nobles.

« Le Parlement de Dauphiné ne nous a pas trompés ;
 « il nous sera toujours cher. Il nous a tenu lieu d'Etats
 « provinciaux pendant tout le temps que le despotisme
 « ministériel nous en a privés. Il n'a rien fait pour altérer
 « l'union qui règne dans notre province.

« Votre Parlement tient une conduite bien différente.
 « Dépositaire infidèle des lois, il abuse de leurs termes
 « pour en violer l'esprit. Il ose interdire aux membres
 « d'une famille de s'assembler pour faire parvenir au père
 « commun le tribut de leur amour, de leurs justes plaintes

« contre les usurpations. Quelle étonnante Révolution !
« Nos rois n'ont établi les parlements que pour défendre
« la monarchie et les peuples contre les attentats des
« nobles ; et aujourd'hui ces mêmes parlements se ser-
« vent du glaive de Thémis en faveur des nobles ; vous
« ne seriez ni sages, ni prudents, ni zélés pour le bien
« public si vous mettiez obstacle à la liberté et aux justes
« réclamations du peuple ; vous devez user de votre in-
« fluence pour maintenir le peuple dans le respect et la
« soumission au Roi et aux lois.

« Ayez en vue la grandeur et la dignité de votre minis-
« tère. Vous verrez échouer les efforts combinés, les sé-
« ductions calculées du haut clergé, de votre noblesse et
« de votre Parlement.

« Nous finissons en vous conjurant de nous rappeler
« dans vos sacrifices pour porter avec nous aux pieds de
« l'Eternel le tribut de notre sincère reconnaissance et
« soyez assurés que dans ceux que nous lui offrons, nous
« ne cessons de l'implorer pour qu'il daigne répandre sur
« la Bretagne les bienfaits et les faveurs dont il comble
« le Dauphiné.

« Nous sommes, etc.

« Les curés du Dauphiné. »

* * *

*A la noblesse de France
par un gentilhomme de province (1).*

Je crois devoir reproduire quelques réflexions d'un gentilhomme adressées à la noblesse française. On verra

(1) *Documents inédits.*

que ce gentilhomme se rendait un compte exact du progrès des idées nouvelles et qu'il prévoyait l'avènement prochain du Tiers Etat. Le nom de ce gentilhomme est malheureusement resté inconnu.

Cet écrit porte comme épigraphe : *Tu dors Brutus !*

« Les chefs des communes ont juré votre ruine ; ils se
 « confédèrent contre vous d'une extrémité du royaume à
 « l'autre ; vous resteriez inactifs et vous garderiez le si-
 « lence ! Le droit, la justice, la propriété, une jouissance
 « de trois siècles ne vous sauveront pas, si ces hardis
 « tribuns sont une fois maîtres des suffrages de la nations
 « aux Etats-Généraux : aussi font-ils les derniers efforts
 « pour s'en emparer. Sous le prétexte de l'égalité ils de-
 « mandent de toute part le double de voix de chacun des
 « deux ordres du clergé et de la noblesse ; ils savent qu'un
 « ordre uni par des intérêts et une jalousie commune aura
 « toujours une unanimité des suffrages contre deux ordres
 « qui n'ont presque rien de semblable.

« Les droits du clergé sont, en effet, totalement diffé-
 « rents de ceux de la noblesse : les ecclésiastiques ne
 « paient ni capitaux ni vingtièmes ; leurs jouissances et
 « leurs prérogatives sont viagères ; leur existence est né-
 « cessaire ; par la nature des choses ils ne peuvent être
 « tirés de leur ministère ; mais les droits des nobles,
 « leurs places, leurs honneurs, leurs prérogatives, leurs
 « distinctions héréditaires, leurs places exclusives leur
 « sont totalement indifférents. La majorité du clergé sera
 « pour le tiers ordre si le bas clergé s'empare de la majo-
 « rité des suffrages.

« La plus grande partie issue des roturiers, possédant
 « des biens acquis roturiers, des bénéfices ecclésiastiques
 « d'une valeur moindre que les biens héréditaires, sera

« dévouée par affection et par intérêt à la cause des communes.

« Quelle prépondérance auront les communes si elles obtiennent le double des voix de la noblesse et si on opine à la pluralité des trois ordres réunis. Et comme ceux qui font les lois ou les obtiennent sont les maîtres du pays, ils n'en dicteront aucune qui ne soit conforme à leur intérêt ou à leur passion. Et que deviendra la noblesse de France quand son sort sera aux mains des tribuns du peuples ? Croyez-vous qu'ils voudront rien souffrir au-dessus d'eux ?

« Il ne faut pas nous vanter, nous sommes trop corrompus pour vivre en république. Sylla, même versant des torrents de sang, ne put empêcher celle de Rome de s'écrouler.

« Vainement les anglais proscrivirent sous le dernier siècle le roi et la noblesse ; Cromwell bâtit aussitôt l'édifice du plus affreux despotisme sur leurs ruines. C'est que Rome et Londres n'avaient point de vertu ; et l'on se flatterait d'établir une république en France. Pour être libre il faut une vertu héroïque, un noble désintéressement, de la frugalité, un amour immense de la patrie, un dévouement sans borne à l'Etat, des lumières, des connaissances éclatantes, *un abandon absolu des droits et intérêts particuliers pour la chose publique.*

« Il n'y a réellement que deux classes dans l'Etat : les pillards et les pillés. Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des nobles sont aussi maltraités que les communes.

« Ce sont les plus cruels ennemis de l'Etat qui soufflent la division dans ce royaume. Ce sont quelques intrigants qui, sous des noms supposés, espèrent en

« affectant un dévouement absolu aux communes s'em-
 « parer des places nobles et ecclésiastiques.

« La noblesse actuelle n'a presque que le nom de l'an-
 « cienne noblesse. Votre seul droit précieux est d'opiner
 « aux Etats-Généraux en nombre égal au Tiers Ordre.
 « Vous connaissez vos droits ; ils sont votre propriété.
 « Mais si les tribuns ambitieux, pour servir leurs intérêts
 « au détriment de la monarchie entière, persistaient à
 « vouloir usurper la majorité des suffrages aux Etat-
 « Généraux, en y opinant à la pluralité des voix et
 « en nombre double de celui de vos représentants ; s'ils
 « arrachent au gouvernement cette inovation que les
 « communes du Dauphiné voudraient étendre dans tout
 « le royaume, vous n'avez d'autre ressource que celle-ci :
 « Quand on assemblera la noblesse et le clergé dans
 « chaque province pour nommer ses représentants, ils
 « doivent élire le nombre de députés que chaque arrôn-
 « dissement doit envoyer aux Etats-Généraux, leur en-
 « joindre de s'y rendre directement, d'y réclamer la plus
 « grande liberté des suffrages et de ne jamais consentir à
 « opiner autrement que par ordres. »

LÉON EMBLARD.

(A continuer.)





TRESCHENU

I. — LES SEIGNEURS

A une époque où le séjour estival en montagne est devenu fort à la mode, il semble utile de signaler une commune dont l'altitude varie de 664 à 1976 mètres.

Elle s'appelle Treschenu et offre cette singularité bizarre que, n'ayant aucune agglomération de son nom, elle l'a donné à quatre hameaux différents : Archiane, Bénévisse, Menée et les Nonnières pour former un tout dont on se fera une idée exacte en se représentant une colline fort élevée, de forme mi-circulaire, avec Bénévisse au sommet, Menée au pied, Archiane à l'ouest et les Nonnières à l'est, ces trois derniers assis en de gracieux et pittoresques vallons.

Treschenu a pour chef-lieu actuel Bénévisse ; sa distance, selon les hameaux, varie de 6 à 8 kilomètres de Châtillon, son canton ; de 20 à 22 de Die et de 86 à 88 de Valence, dans la direction du nord-est.

On y accède par la route départementale n° 8 et par le chemin d'intérêt commun n° 20, ancienne route de Die à Grenoble, que l'on prend à Mensac, près Châtillon, pour suivre le ruisseau d'Archiane, renommé par

ses truites, jusqu'à sa jonction avec celui des Nonnières, sous Menée.

L'origine de ces quatre hameaux se perd dans la nuit des temps, selon la phrase consacrée; toutefois, les Nonnières paraissent rappeler clairement un monastère de Nonnes, fondé au VII^e siècle, au lieu d'un *Nonno* quelconque imaginaire, ou d'une redevance féodale à la cote 9°; Archiane signifierait canal ou fontaine en vertu du vieux mot Archan; Menée redirait un mur de pierres (*mœnium*), selon M. de Coston. Quant à Bénévisse, il équivaut à Bellevue ou plutôt à bénéfice, à champ donné à cultiver en emphytéose, d'après Duncange; enfin, Treschenu révélerait, non pas trois chênes, un lieu près d'un chêne, ou planté de chênes, mais trois montagnes de couleur blanche ou dénudées, tout comme Montchenu près de St-Donat (1).

Ici, nous nous écartons un peu du savant auteur des *Etymologies des noms de lieu de la Drôme*; mais le lecteur nous pardonnera sans doute.

Lors du dénombrement du royaume de Bourgogne, en 1032, la seigneurie comprenait peut-être seulement la vallée que le ruisseau d'Archiane arrose, avant de se jeter dans le Bez. Là, en effet, se dressent encore les ruines d'un château ancien. Les évêques ou les comtes de Die ne tardèrent pas à y étendre leur domination;

(1) Les formes anciennes *Archiana*, *Benevise*, *Menuey* pour *Menney*, en 1317, *Menées* en 1636, de *Noneriis*, aux XIV^e et XVI^e siècles, *castrum de Trescanutis*, de *Treschanuto*, *Troischanus*, *Trochenu* et *Truchenu*, sont indiquées, dans le *Dictionnaire topographique du département de la Drôme*, par M. BRUN-DURAND.

toutefois, on manque de documents précis à ce sujet, et les Isoard, après avoir brillé à la première croisade, paraissent avoir laissé leurs biens aux d'Agoult, aux de Mison et aux Artaud.

Hugues d'Aix avait eu une fille mariée avec Guillaume Artaud et celui-ci, en 1238, reconnut tenir de l'évêque de Die Archiane et les Nonnières (1).

Isoard Artaud, dit Isoard d'Aix, obtint la main de Draconette de Montauban et laissa Raymond et Malberjonne.

Cette dernière, par son mariage avec Raymond de Baux, appela les princes d'Orange dans le Diois.

A trois lieues d'Arles, « au sommet rocailleux d'un versant des Alpines, sont épars les débris d'une ville qui, par le grandiose du site, par l'ancienneté de sa fondation et l'importance du rôle qu'elle a joué, attire les pas du voyageur, exalte l'imagination de l'artiste, offre à la curiosité des archéologues une abondante pâture, irrite et confond leur docte sagacité. » C'est la ville des Baux, ainsi appelée du grec, au dire de quelques-uns, des Baltes, famille illustre chez les Gots et les Wisigots, selon d'autres; il en est même qui ont attribué la construction de son château, en 388, à un descendant des rois mages; mais l'opinion la plus autorisée fait remonter la famille des Baux à Pons, vivant en 973, aïeul de Guillaume, vicomte de Marseille.

Son histoire occupe une large place dans celle de la

(1) COLUMBI, *Derebus gestis episcoporum Valentiniensium et Diensium*, p. 123.

Provence, et Bertrand, l'un de ses membres, en épousant Tiburge, fille de Rambaud, devint prince d'Orange à la mort de ce dernier.

Des relations littéraires ou politiques entre les Artaud d'Aix et les de Baux amenèrent une alliance entre les deux maisons et Raymond I^{er}, prince d'Orange, s'unit avec Malberjonne Artaud, fille d'Isoard d'Aix.

Le 16 août 1246, Isoard, seigneur de Châtillon, donnait à son gendre les château et vallée de Treschenu, les seigneuries de Boulc, collet de Glandage et les châteaux de Châtillon, Ravel, Mensac, Borne, Bonneval, etc., avec substitution en faveur de Guillaume de Baux, fils de Raymond et de Malberjonne, et sous réserve des droits de l'évêque et du chapitre de Die.

Ces droits, en effet, soulevèrent, en 1294, des difficultés que Raymond d'Agoult, seigneur de Luc, eut mission d'aplanir comme arbitre.

Après avoir entendu les parties, Raymond décida que Malberjonne posséderait sa vie durant la baronnie de Châtillon comprenant les châteaux de Treschenu, les Nonnières, Mensac, Boulc, Ravel, Creyers et la Bâtie-des-Fonts, formant sa dot, sous la suzeraineté du chapitre de Die, avec pouvoir d'en disposer après la mort de son mari ; que Bertrand IV, prince d'Orange, paierait immédiatement 500 livres viennoises au chapitre de Die qui les prêterait à Malberjonne, sous la caution de son fils, et avec Châtillon pour gage ; qu'après la mort de Malberjonne, le prince d'Orange donnerait 1500 livres à ses exécuteurs testamentaires ; que toute la baronnie deviendrait la propriété exclusive

du prince et serait unie à perpétuité à la principauté d'Orange ; enfin que le chapitre, à raison de son gage, ne pourrait aliéner tout ou partie de sa part de suzeraineté sur la baronnie (1).

Malgré la clause relative à l'union perpétuelle, les princes d'Orange vendirent Châtillon aux évêques de Die en 1321 et ceux-ci rétrocédèrent Treschenu aux Claret vers 1326 (2).

Il existe pourtant un hommage rendu, de 1343 à 1347, à Humbert II, dauphin de Viennois, par Humbert Claret pour Treschenu, Esparron et les possessions du Trièves et du Champsaur (3), et un dénombrement fourni, en 1540, au visénéchal de Crest par Marguerite d'Urre, veuve de Gaspard Claret et tutrice de son fils Louis, de la seigneurie de Treschenu, avec toute juridiction, valant environ 200 livres de revenu et de maisons, censes, droits et immeubles à Châtillon, rapportant 10 livres (4).

L'*Armorial du Dauphiné* fait venir les Claret du Languedoc en notre province et leur donne une antiquité reculée. Pierre fut bailli du Briançonnais en 1232 ; un autre Pierre se battit à Yarey, en 1326, aux côtés de Peyronnet, son frère ; un troisième Pierre se trouva à la bataille d'Azincourt en 1415 ; un quatrième devint maître d'hôtel du Dauphin et lieutenant de la province en 1482, et un cinquième eut le gouvernement d'Em-

(1) BARTHÉLEMY, *Inventaire des chartes des de Baux*, n° 323 et 734.

(2) *Dictionnaire topographique de la Drôme*.

(3) *Inventaire des Archives de l'Isère*, B, 2614.

(4) *Idem*, de la Chambre des Comptes, manuscrit, au mot Treschenu.

brun. Louis, chevalier de l'ordre du roi et gentilhomme ordinaire de la chambre d'Henri III en 1580, laissa une fille unique, Lucrèce, mariée avec Antoine de Simiane, seigneur de Séderon et de Cairane en Provence.

M. J. Chevalier cite encore : Mermet, devenu seigneur de Valréas, après de grands procès, en recueillant l'héritage d'Hugonet Eymeric, fils d'Hugues et d'Isoarde d'Agoult, et celui de Claude de Grandis, lequel s'opposa au transport, par le Rhône et l'Isère, des sels du midi destinés au Graisivaudan et à la Savoie, à cause de la perte qui en résulterait pour le Diois. Il testa, en 1502, en faveur de Gaspard, son petit-fils, et mourut en 1504 (1).

Malgré ces illustrations diverses, la famille Claret de Treschenu n'obtint jamais la gloire de celle de Simiane qui hérita de ses biens.

Celle-ci eut, en effet, au rapport des auteurs héraldiques, une origine commune avec les d'Agoult et les souverains d'Apt, l'un desquels vivait en 993.

Comme elle a formé quatorze branches, son histoire ne saurait être abordée ici. Qu'il suffise de rappeler que Louis de Simiane-Claret vivait, en 1633, avec les qualifications de seigneur de Treschenu, Chalancon et Arnayon, qu'il jouit d'une grande faveur auprès de Philippe d'Orléans, régent du royaume, et devint, grâce à lui, lieutenant des gendarmes écossais de la garde du roi, premier gentilhomme de la chambre de son protecteur et, en 1715, lieutenant général en Provence.

(1) *Essai historique sur l'Eglise et la ville de Die*, II, 488.

Né probablement à Valréas, le marquis d'Esparron ou de Simiane épousa, le 29 novembre 1695, Pauline Adhémar de Monteil, fille du comte de Grignan et petite-fille de M^{me} de Sévigné. Le mariage fut célébré, dans l'église du château paternel, par l'archevêque d'Arles, sans fête et sans apparat, l'état de santé de M^{me} de Grignan ne permettant pas de se réjouir. La jeune dame alla habiter, dans **Valréas**, le superbe hôtel de la famille de son mari.

Née à Paris en 1674, elle dut à sa grand'mère une bonne partie de son histoire. Il faut voir avec quels détails enthousiastes M^{me} de Sévigné parle de sa beauté et de son esprit ! C'est à elle qu'échut le triste rôle de faire part aux amis communs de la mort de la grande et inimitable épistolière. Elle se rendit à Paris en 1701 et y demeura jusqu'en 1704. Le marquis de Simiane mourut en 1718, laissant à sa veuve le souci de pourvoir à l'établissement de trois enfants et de soutenir les procès suscités par la succession de son père.

Ses lettres ont été publiées par MM. Monmerqué et de Gallier, à la suite des *Lettres de M^{me} de Sévigné* qu'elle fut la première à faire connaître.

De ses trois filles, l'une se fit religieuse en 1720, la seconde épousa, en 1723, M. de Villeneuve de Vence, et la troisième, en 1725, le marquis de Castellane-Esparron.

M^{me} de Simiane mourut à Aix en 1737 (1).

(1) *Biographie Didot*. — AUBENAS, *Histoire de M^{me} de Sévigné et Notice sur Valréas*.

Il résulte des renseignements recueillis dans les archives de la Drôme que Treschenu resta dans la maison de Simiane jusqu'à la Révolution; que François, marquis de Simiane et d'Esparron, baron de Chalancon, la Baume-Transit, les Vignaux près Chalancon et Gumiame, seigneur de Treschenu et Glandage, demeurant à Paris, testa, le 30 janvier 1734, en faveur d'Antoine-Charles-Augustin-Joseph, fils aîné d'Alexis-Elzéar de Simiane, seigneur de Mollans, encore vivant vers 1780 (1).

Ces détails mettent en pleine évidence les souvenirs historiques à évoquer, en parcourant une commune aujourd'hui peu connue et digne pourtant d'attirer l'attention des touristes et des amis de l'air des montagnes.

II. — LES VASSAUX

L'histoire d'une seigneurie ne comprend pas seulement celle de ses possesseurs illustres ou inconnus; elle embrasse aussi celle de ses habitants.

A Treschenu, la perte des archives communales (2) ne permet pas de retrouver des traces de leur émancipation successive. On sait pourtant qu'en 1735, le marquis de Simiane, seigneur haut justicier, jouissait des bois, du moulin banal, des scies et de divers droits,

(1) Drôme, B, 1193.

(2) Elles étaient placées, en 1789, dans un meuble à la cave d'une maison des Nonnières où se tenaient les assemblées communales et fermées à double clef. L'humidité les a peu à peu consumées.

comme censes et lods, corvées et vintain. Les censes rappelaient une concession primitive du sol, moyennant certaines redevances, et les lods sont représentés aujourd'hui par les droits d'enregistrement, pour ventes, échanges et mutations ; les corvées étaient un reste de l'ancien servage, et le vintain, ordinairement levé pour l'entretien des murs d'enceinte d'un village, n'avait aucune raison d'être à Treschenu, s'il n'était pas la conséquence d'une cession de territoire.

Un terrier ou livre de redevances de 1636, en faveur de Louis de Simiane de Claret, « seigneur de Truchenus, » en mentionne un autre de 1366, en faveur d'Imbert de Claret, avec un hommage en 1398 à Pierre de Claret, son successeur, prêté par les habitants de Treschenu dans la forteresse du château ; un autre hommage, en 1401, rendu par les habitants de Bénévise ; un troisième de 1418 par ceux d'Archiane ; un quatrième, en 1557, à Louis de Claret ; un cinquième, en 1599, à Antoine de Simiane, mari de Lucrèce de Claret.

D'après ce document officiel et contemporain, les hommes liges et justiciables, les emphytéotes et tenanciers de Louis de Simiane, possesseurs de fonds « à Truchenus, Menée, les Combes, Archiane, Benevise, « les Nonnières, Combeaux et Esparron, » lui devaient 1° les lods au sixième denier et lui reconnaissaient le droit de prélation ou de préférence en cas de vente ; 2° la 25° partie de tous les grains récoltés, « froment, seigle, cosséal, gros bled, espeaute, millet et avoine et de toute autre quallité de légumes et grains, » laquelle

redevance se levait à l'aire par ses fermiers ; la 25^e partie du premier foin appelé Mazenc et la 25^e partie du vin en raisins ; 3^e cinq corvées de tout chef de maison et autant de ses bœufs, vaches, ânes, mulets, cheval ou jument, « tant dedans que dehors le mandement à la charge, toutesfois qu'ils puissent aller et revenir dans un jour et qu'ils soient deffrayés de bouche. »

Ils lui reconnaissaient en outre la propriété des « bois, eaux, pasqueirages et chemins » du mandement, la banalité de ses fours et moulins et des censes pour les immeubles tenus de lui en emphytéose (1).

Un résumé, signé par M. de Simiane en 1679, accuse 141 tenanciers, 256 sétiers de blé une quarte, lesquels, réduits en argent, donnaient 832 livres 16 sols, à raison de 3 livres 5 sols chacun, 83 livres en argent, deux charges et un barral et demi de vin, évalués 25 livres 16 sols, 10 agneaux à 20 sols l'un, total 951 livres 13 sols (2).

D'après un second terrier en faveur de François de Simiane de 1724 à 1735, celui-ci avait, sur ses hommes liges, justiciables et fidèles taillables de Treschenu, juridiction haute, moyenne et basse, exercée par un juge, un châtelain et un procureur d'office ; ils lui devaient prêter hommage et serment de fidélité et, comme en 1636, la 25^e partie des récoltes, 5 corvées, etc. (3).

Aucun résumé n'accompagne ce document ; mais une

(1) Drôme, E, 1719.

(2) Drôme, série E, supplément, familles ; Simiane.

(3) Drôme, E, 1720.

déclaration de Chancel, châtelain, des consuls Corréard et Galland et de Pascal, secrétaire-greffier, en 1735, évalue les revenus seigneuriaux, censes, lods, vintain et pensions à 1800 livres, dont il faut déduire 135 livres pour la défense du seigneur à ses vassaux de faire de la poix, ce qui porte le total à 1665 livres ; de plus, les moulins s'affermaient 350 livres et les scies à bois, 50, et l'on arrivait ainsi à 2065 (1). Quelque cinquante ans plus tard (26 avril 1789), Chancel, consul, Daspres, Boyer, Rolland, Michel et Riste traçaient à la Commission intermédiaire le tableau suivant de la communauté :

Elle a deux lieues de diamètre et quatre environ de circonférence. Ses deux paroisses : les Nonnières avec Bénévisse, et Menée avec Archiane comprennent environ 600 personnes chacune. Les maisons, bâties à chaux et sable, sont toutes couvertes en chaume aux Nonnières, Bénévisse et Archiane. Quelques-unes, à Menée, ont leur toiture en lauses du pays, et les autres en paille. Le sol en général est mauvais et produit du seigle, de l'orge, de l'avoine et peu de blé. Les noyers ne fournissent pas l'huile nécessaire et le froid nuit aux arbres fruitiers. On s'y nourrit de seigle, d'orge, d'avoine, de pommes de terre, de choux et de raves, les grains récoltés n'équivalant pas aux $\frac{2}{3}$ de la consommation.

A cause de l'éloignement des forêts, on n'en tire aucun parti ; elles appartiennent au seigneur, ou du moins il se les approprie. Les habitants peuvent seule-

(1) Drôme, C, 5.

ment y prendre du bois pour construire leurs maisons, et mener paître leurs bœufs, en payant un gros par tête, dans le devès du seigneur appelé les Combeaux. Comme ce dernier afferme tous les ans les pâturages communs aux bergers de Provence qui amènent là 7000 bêtes à laine et que le sel est trop cher, la population ne peut entretenir qu'un nombre restreint de menu bétail.

L'eau d'Archiane et des Nonnières est excellente pour l'arrosage, mais peu de personnes en profitent à cause de l'élévation du sol au-dessus du niveau de ces rivières.

Il n'y a ni foire, ni marché, et l'unique industrie locale consiste au transport à Châtillon de quelques charges de buis ou de bois à brûler.

Avec cela, aucun revenu communal; la 24^e partie de la dime produit aux pauvres, dans les deux paroisses, six sétiers de seigle; ceux des Nonnières, grâce à la générosité d'un habitant, jouissent du revenu de 1000 livres placées sur le clergé.

L'administration communale se compose du châtelain du seigneur, de deux consuls et de huit conseillers élus chaque année. L'entretien du grand chemin de Die à Grenoble, jusqu'au sommet du col de Menée, coûte 150 livres et, cette année, 300, à cause de l'envoi, trois ou quatre fois, de 50 hommes pour l'ouvrir, ce qu'ils n'ont pu faire. Chaque hameau a son maître d'école que les parents des élèves nourrissent et paient (1).

Depuis lors, d'importantes améliorations ont changé

(1) Drôme, C, 107.

la condition des habitants : des chemins faciles ont été ouverts, les maisons se sont couvertes de tuiles, une certaine aisance a pénétré dans le pays.

M. Mermoz, en 1839, portait la contenance imposable à 6897 hectares, dont 5914 en landes ou inexploitable, et lui attribuait pour les propriétés bâties un revenu de 2047 fr. et pour les propriétés non bâties, de 20,691, soit en moyenne de trois fr. par hectare. En 1815, la *Statistique de la Drôme* accusait 1940 hectares de bois communaux, 691 de bois particuliers, 708 de terres labourables, 272 de prairies, 3019 de pâturages, 84 de chemins et rivières, 262 de terres incultes et 5 d'édifices publics, total 6981 hectares et 203 maisons.

Ses quatre contributions ont produit en 1873 : 2977 fr. 48 à l'Etat, 1290 fr. 33 au département, 1400 fr. 72 à la commune, 121 fr. 85 au fonds de non-valeurs, total 5790.

Sa population actuelle de 500 habitants paraît avoir été bien plus forte jadis, puisque la déclaration de 1789 en donne 600 à chacune des deux paroisses, ce qui paraît exagéré. M. Mermoz la dit de 845 en 1839, la *Statistique*, de 847 en 1835.

Pour terminer cette étude, il reste à parler de chacun des hameaux.

III. — LES HAMEAUX

L'étude du passé de Treschenu ne pouvait manquer de soulever une question difficile à résoudre, celle de savoir si une localité de ce nom a existé ; mais sur ce

point, les documents font défaut et les hypothèses offrent seules une solution plus ou moins vraisemblable.

Le voisinage de forêts et de l'Archiane, rivière poissonneuse, permet de supposer une station préhistorique près de sa source ; malheureusement elle n'a pas été explorée jusqu'à ce jour.

Du côté des Nonnières, l'antiquité du couvent des Combeaux nous reporte aussi jusqu'aux âges lointains de notre histoire nationale. Voilà déjà deux faits constatés. Si Treschenu présente bien l'aspect d'un nom ancien, tiré de la nature, ce nom s'appliquait-il à une agglomération quelconque, à un château ou à une paroisse ? Rien ne l'indique, sauf les ruines d'un castel entre Mensac et Menée, sur la rive gauche de la rivière d'Archiane, en descendant.

Il n'est pas probable que les comtes de Die et même les évêques aient songé à habiter ce val un peu désert. De leur côté, les Artaud qui avaient à Aix et à Châtillon un séjour plus agréable n'ont pas dû aspirer à un changement. Il ne resterait donc que les Claret, et avec eux, nous sommes en plein moyen âge.

En admettant une habitation féodale, il faut y joindre des maisons pour les vassaux et les soldats. Or, comme cette vallée ne paraît pas fertile et que leurs cabanes couvertes en chaume devinrent quelque jour la proie du feu, seigneur et vassaux se réfugièrent à Menée, où le sol est meilleur et le climat plus agréable.

Rien de plus logique et de plus naturel que d'y voir installer en même temps le siège de la seigneurie et de la paroisse, tout en gardant le nom primitif de Treschenu pour l'ensemble du pays.

Les archives ecclésiastiques, à leur tour, mentionnent un prieuré de Treschenu sous le nom de St-Martin, et le même vocable se retrouvant aux Nonnières, il peut y avoir eu confusion ; cependant, la fondation, en 1350, par Pierre Claret de trois chapellenies, l'une à St-Jean de Treschenu, l'autre à St-Jacques d'Archiane et la troisième à St-Martin des Nonnières, crée une difficulté plus apparente que réelle, car le vocable de St-Jacques se retrouve à Archiane, celui de St-Martin aux Nonnières et celui de St-Jean à Menée au XVIII^e siècle.

A cette dernière date, la paroisse de Treschenu comprenait les hameaux de Menée et d'Archiane et 40 habitants « presque tous de la dernière misère. »

En 1644, le service du culte était célébré à Menée en attendant la reconstruction de l'église des Nonnières et de Bénévise, son annexe.

La dîme de tous les grains à la cote 21^e et celle des agneaux à la cote 10^e y produisait 18 sétiers de seigle du poids de 85 livres et 14 à Archiane qui, à 3 livres 5 sols l'un, rapportaient 154 livres. Le curé y possédait aussi quelques immeubles et pensions en 1728. Peu d'années auparavant, en 1687, ses revenus atteignaient 80 écus (1).

Ne quittons pas Menée sans rappeler le terrible incendie qui, le 28 juin 1864, vers minuit, y détruisit 28 maisons : désastre réparé à l'aide de souscriptions publiques.

De pareils sinistres, dans une commune où naguères

(1) Drôme, Evêché de Die, paroisses et visites épiscopales.

toutes les maisons et même les églises étaient couvertes en chaume, se sont renouvelés plusieurs fois : en 1818, le 12 août, la foudre mit le feu à une maison et il se communiqua à 27 autres de Bénévise ; le 4 avril 1839, 4 devinrent la proie des flammes à Archiane ; le 5 février 1860, 9 aux Nonnières, et le 19 décembre 1870, 24, au même hameau, eurent le même sort.

Depuis lors, les toitures en chaume ont disparu de toute la commune.

C'est près des Nonnières que se trouvait le couvent des Combeaux sous le titre de Notre-Dame. Il avait été bâti, vers l'an 610, par Meltride et trois légataires de Ste-Radegonde, fondatrice du célèbre monastère de Ste-Croix de Poitiers, épouse de Clotaire I^{er}, roi de Soissons, et fille du roi de Metz. Grâce aux trésors destinés par elle à la fondation de maisons religieuses, Meltride avait été envoyée par St-Césaire, archevêque d'Arles, à l'évêque de Die et Germélie à l'évêque de Vaison qui leur indiquèrent les Combeaux et Prébayon (1).

Des auteurs affirment que les deux maisons nouvelles furent brûlées par les Sarrasins en 787 ; mais cette date est contestée par M. le chanoine Isnard qui fait venir les Arabes dans nos contrées, la première fois, en 734. Les archives de Vaucluse ajoutent que, lors de l'incendie des Combeaux, l'abbesse Angélie mourut avec 27 religieuses, qu'il resta seulement Aprilès, Jarrie, Ondule, Bélie et Esther, et que l'évêque de Vaison

(1) *Bulletin de la Société d'Archéologie*, XVI, 281.

ayant fait reconstruire Prébayon, les survivantes des deux maisons y entrèrent sous la direction de l'abbesse Eliane en 802.

D'après un Mémoire imprimé, « on tient, par une ancienne tradition, que les premières religieuses habitaient anciennement sur la montagne des Combeaux, pais du Trièves, diocèse de Die, où les masures du couvent paraissent encor à présent, et où elles ont quelques rentes et directes, et on justifie par actes que, depuis 500 ans et davantage, elles habitent dans la principauté d'Orange et que le lieu de leur résidence et les biens qu'elles y possèdent leur furent baillez par l'abbé et moines de Montmajour à titre d'albergement. »

Plus tard, en 1060, Geoffroy, comte de Provence, et Etiennette, sa femme, cédèrent à Montmajour l'église de St-André des Ramières et tous leurs biens du territoire d'Orange. Or, le prieur de Montmajour, ayant appris, en 958, que les religieuses de Prébayon, établies dans une gorge profonde souvent inondée, à 5 ou 6 kilom. est de Sablet, étaient victimes d'une épidémie, leur proposa St-André des Ramières, à 3 ou 4 kilom. nord-ouest de Gigondas et à 7 ou 8 de Prébayon, sous la redevance de 60 sétiers de blé et 7 de pois chiches, réduite plus tard à une obole d'or. Leur installation, dans ce nouveau local, eut lieu en 963; mais il fut brûlé, en 1563, par les protestants.

Il y eut plus tard, aux Nonnières, un prieuré rural desservi par un curé qui, avec la dîme à la cote 23° sur tous les grains et légumes et 12° sur les agneaux, le casuel et quelques immeubles, possédait, en 1769, de 6 à

700 livres de revenus. La paroisse comprenait alors 73 habitants dont 64 catholiques, un hameau (Bénévisse) avec 30 habitants et en tout 220 communiants.

Aujourd'hui, il y a encore deux paroisses.

En résumé, au point de vue religieux, au point de vue civil et au point de vue topographique, Treschenu méritait une monographie ; de nouvelles recherches permettront peut-être de combler les lacunes que la nôtre présente et d'attirer l'attention sur cette curieuse commune.

Le *Journal de Die*, dans ses derniers numéros de septembre 1899, annonce la découverte près d'Archiane d'une grotte merveilleuse dont il ne donne pas la description. Ce sera là une nouvelle considération pour visiter ce pays placé derrière le Glandas, chanté par M. l'abbé Moutier comme :

..... lou tout proumier dous serreis
Embe sous su pluma qui trepassa sous frèreis
Ventour, Toulau, Nevo et Couspé.....
M'eis avis d'apercevre à ta pouncho trounflanto
Vou belèu l'Autar d'*Andarta*.

A. LACROIX.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e à 129^e livraisons).

d) *Suppression de trois co-curés*

Fatigués des obsessions incessantes des habitués, les chanoines de St-Barnard recoururent à une mesure radicale pour faire cesser leurs récriminations : sur quatre titres de co-curés, ils en supprimèrent trois et n'en laissèrent subsister qu'un, pour le service de l'église de Saint-Barnard. Mais cette mesure extrême souleva de nouvelles tempêtes : l'un des supprimés résista et les échevins de Romans prirent fait et cause pour lui. L'affaire fut portée devant le Parlement, qui donna raison au Chapitre et condamna la ville aux dépens, réglés à la somme de 1136 liv. 15 sols. Les lettres patentes qui consacrent le droit du Chapitre et réduisent à un seul les quatre co-curés furent enregistrées le 24 juin 1774 (1).

Toutes les pièces de ce débat nous manquent et nous en ignorons le nombre, mais nous savons qu'il en existe au moins une, savoir :

(1) *Annales de Romans*, par le D^r Chevalier, p. 219.

306. — *Précis pour les échevins de Romans* prenant fait et cause pour les co-curés menacés de suppression par le Chapitre.

Ce factum est l'œuvre de l'avocat Dochier, alors à ses débuts. Nous trouvons à son sujet des renseignements intéressants dans un document que nous analyserons plus loin. On y lit :

« La paroisse St-Barnard est desservie, depuis des siècles, par quatre co-curés, vicaires perpétuels en titre et *in solidum*. L'authenticité de leur existence remonte au statut de l'Eglise, rédigé, en 1472, par les commissaires nommés par le pape Paul II et par le Roi, de l'avis de MM. Rabot, conseiller, et Gruel, président en la Cour. En 1771, le Chapitre a cru qu'il étoit utile de supprimer trois de ces bénéfices et de substituer à ces prêtres à demeure des secondaires amovibles. Le Prélat (Guillaume d'Hugues, archevêque de Vienne) a prononcé selon les vœux du Chapitre, mais contre celui des habitants. Les officiers municipaux, lors de la procédure *de commodo et incommodo*, faite de l'autorité de la Cour, formèrent opposition, ensuite du pouvoir qui leur avoit été donné par l'assemblée des notables, à l'enregistrement des lettres patentes, et appellèrent comme d'abus du décret de M. l'Archevêque de Vienne. Le 23 juin 1774, ils ont été condamnés avec dépens (1). »

Le mémoire que nous venons de citer ajoute en note : « Les opposans, qui accusent avec tant de confiance les officiers municipaux d'exiger des *salaires exorbitans*, sont défiés de trouver dans les comptes les honoraires du *Précis* imprimé fait dans ce procès par M^e Dochier, avo-

(1) Réponse pour les s^{rs} Maire, Echevins..., contre M^e Antoine Viriville..., p. 43.

cat, échevin, député. » Un autre document nous donne là-dessus les explications suivantes :

« Un mémoire imprimé pour empêcher la suppression de trois co-curés en la paroisse Saint-Barnard, a, dit-on, également été fait gratis. — Ce prétendu mémoire n'a point paru publiquement, sans doute parce qu'il n'aurait pas été approuvé.

« Par une délibération, la ville avoit été d'avis de la réunion des quatre cocurés, en un seul : le roi ordonna cette réunion; l'un des cocurés y résista aussi : le corps municipal prit délibération que la ville prenoit fait et cause en main pour ce curé. Le seigneur intendant voulut sans doute que sa surprise, sur la conduite du corps municipal, fût rapportée dans une assemblée; rapport fut fait de cette surprise en l'assemblée du 3 octobre 1773, sur quoi il fut gardé le plus profond silence. M^e Dochier, premier échevin, y fut député pour poursuivre ce procès; il fit de longs séjours à Grenoble, et sans doute que nul avocat ne voulut se charger de la cause, puisque ce jeune avocat député appela à son secours le curé coopposant, qui fut obligé de plaider lui-même en soutanne la cause de la ville, qui étoit la sienne. Arrêt qui les déboute et condamne la ville aux dépens. M^e Dochier revient; il expose en assemblée qu'il a resté soixante-un jours à la poursuite de ce procès; il demande ses salaires et rend compte de l'arrêt. L'on délibère que des avocats seront consultés, s'il n'y a pas des moyens de recours de l'arrêt, et qu'il sera tiré un premier mandat de 205 liv. en faveur de M^e Dochier. Le 7 août 1774, il est accordé une gratification au sieur Gay de 150 liv. pour ce qu'il a fait en ce procès... Les différents mandats tirés en faveur de M^e Dochier, avocat, dont le susdit de 205 liv. est le pre-

mier, montent à 1713 liv. 19 s. 9 d. (en huit mandats, du 11 juillet 1774 au 14 septembre 1776). »

Le rapporteur observe que cette somme, répartie en 61 jours, représente pour chaque jour 28 liv. 2 s. 3 d.; il ajoute que « pour payer les vacations de M^e Dochier, le jeune avocat, et celles du procureur Lombard, le corps municipal a vendu l'ameublement des casernes, et le soldat loge chez l'habitant (1). »

VI. — Procès de la Judicature.

Le Chapitre de St-Barnard se qualifiant co-seigneur de Romans avec le Roi, la judicature civile était exercée alternativement au nom de ces deux juridictions par deux juges nommés respectivement par chacune d'elles. Cet enchevêtrement ne pouvait manquer d'amener des conflits. Des tiraillements s'étaient produits déjà, et le feu couvait sous la cendre depuis plus de vingt ans, lorsque la guerre éclata entre Henri Trenat, juge royal, et Arnoux de Loulle, son collègue à la part du Chapitre, nommé par l'Archevêque de Vienne en qualité d'abbé de St-Barnard. L'affaire principale se compliqua de différentes interventions accessoires qui la rendent fort intéressante au point de vue du droit féodal. Les premières pièces de ce procès sont fort rares, et elles n'existent pas aux archives de la Drôme. Les factums que nous possédons sont de 1665 à 1670 ; mais ils paraissent marquer une nouvelle phase du procès, terminée par un jugement définitif en faveur des droits de Sa Majesté. Cette issue était facile à prévoir.

Nous n'avons que le titre des deux premiers mémoires de cette dernière prise d'armes. Leur longueur tiendra lieu de l'analyse qui nous manque, et que nous aurions bien voulu pouvoir donner ici. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que ces *Avertissements* en sens opposé des deux parties adverses contiennent des renseignements fort intéressants sur le fonctionnement de l'une et de l'autre judicature, et sur l'administration municipale de la ville de Romans.

(1) Réponse pour s^r Jean Descombes, propriétaire du moulin à grains..., contre s^r Etienne Lapierre, pp. 37-8.

307. — *Advertissement, povr maistre Henry Trenat, conseiller du Roy, juge royal de la Ville de Romans, demandeur, en exécution de l'arrest du Conseil du 23 janvier 1665, par lequel ses moyens de cassation contre l'arrest de forclusion donné par la Cour, le 18 décembre 1663, ont été conuertis en moyens de requeste ciuile, et au principal demandeur en requeste insérée en l'appointement du 5 novembre 1660, et autres fins prises dans ses écritures communiquées le 4 mai 1662, et en enterinement de lettres royaux du 5 aoust 1665, pour estre receu appellant des jugemens du s^r de Chasé, cy-deuant intendant en Dauphiné, des 31 mars et 4 novembre 1642, et de tout ce qui a esté fait en conséquence, et de l'ordonnance de M^e Arnoux de Loule du 27 avril 1660, et pour estre restitué en tant que de besoin contre les conuentions faites avec M^e François Alland, son deuancier, les 17 may 1641, 4 mars 1646, 29 may et 2 décembre 1647, et tout ce qui s'en est ensuiuy; et defendeur aux requestes des 8 juillet 1660 et 16 novembre 1661, et autres fins contenuës dans les escritures communiquées le 13 juillet 1663. — Contre ledit M^e Arnoux de Loule, juge, commis par les sieurs Archeuesque de Vienne, Abbé, Sacristain, et Chanoines du Chapitre de l'Eglise collégiale St-Barnard de Romans, à l'exercice de la judicature ordinaire et alternatiue de ladite Ville, defendeur et demandeur ausdites qualitez. — In-4^o de 45 pp. s. l. n. d.*

308. — *Aduertissement povr noble Arnoux de Lovlle, conseiller du Roy, président en l'Eslection de Romans, juge alternatif de la Cour commune dudit Romans, à la part des Seigneurs Archeuesque de Vienne, Abbé, Sacristain, et Chanoines du Chapitre de l'Eglise collégiale*

St-Barnard, conseigneurs, par indiuïs avec le Roy, de ladite Ville, deffendeur, en exécution d'arrest du Conseil privé de Sa Majesté du 23 janvier 1665, et en interuention, et demandeur en confirmation de l'arrest de la Cour du 18^e décembre 1663. — Contre maistre Henry Trenat, aussi juge alternatif de ladite Cour commune, à la part de Sa Majesté, demandeur et deffendeur : et noble Melchior-Nicolas de Garagnol, conseiller du Roy et vibailly de St-Marcellin, interuenant. — In-4^o de 55 pp. s. l. n. d.

309. — *Arrest de règlement de la Covr de parlement de Dapphiné, entre le Iuge royal de la ville de Romans, le Iuge alternativement commis par le Chapitre de St-Barnard, à l'exercice de la Iustice ordinaire alternative de ladite Ville, le Président en l'Eslection d'icelle, et le Vibailly de St-Marcellin. — Par lequel les Officiers royaux de ladite ville sont maintenus deffinitivement au droit de connoistre de tous cas royaux, et autres matières dépendantes de la seule Iurisdiction royale, à l'exclusion des Officiers dudit Chapitre et dudit Vibailly; ensemble en la pré-séance perpétuelle en toutes assemblées publiques et particulières, tant pardessus le Iuge dudit Chapitre, que le Président en ladite Eslection. — Du dernier aoust 1666.*

A Grenoble, chez P. Fremon, imprimeur du Roy, de Monseigneur le Duc de Lesdiguières, et de Nosseigneurs de la Chambre des Comptes, à l'entrée de la rue Brocherie. M.DC.LXVI.

In-4^o de 14 pp., signé : Perrin.

Melchior de Garagnol de Verdun, vibailly de St-Marcellin, intervient au procès pour une question de préséance avec Henri Trenat et son collègue.

Longue énumération, en onze pages, de titres et d'actes relatifs à cette affaire, qui remonte à 1641, sur laquelle le Parlement statue de nouveau : il annule un jugement du s^r de Chazé, intendant du Dauphiné, du 30 mars 1642, maintient et réintègre, « en tant qu'expolié, ledit Trenat en qualité de juge royal, en la possession et jouissance du rang et préséance perpétuelle pardessus ledit de Loulle, tant en qualité de juge du Chapitre que de président en l'Eslection, mesme en l'année de l'exercice dudit de Loulle, en toutes assemblées générales et particulières, dans l'Eglise et en toutes solemnitez, comme processions, feux de joye, actions de graces, convois funèbres, complimens à Nous, aux Princes, Gouverneur, Lieutenant général et autres personnes de grande qualité... »

L'exemplaire que nous avons sous les yeux porte, écrit à la main, en tête du titre : *Faux* (arrêt de Règlement, etc.).

310. — *A Nosseigneurs du Conseil. Povr maistre Henry Trenat, conseiller du Roy, iuge royal et ducal, civil et criminel du duché de Valentinois, au siège royal de la Ville de Romans. — Contre la vexation et l'oppression sans exemple qu'il souffre depuis plus de sept ans de la part de M^e Arnoul Deloule, juge commis par le Chapitre de St-Bernard (sic) de ladite Ville, à l'exercice de la Iustice ordinaire en paréage d'icelle, et des autres particuliers dudit Chapitre qui empêchent, depuis le mois de mars, le raport au Conseil, de l'avis dont est question.*

Petit in-fol. de 3 pp. s. l. n. d., signé : Messieurs du Pommereux et de La Reynie, à présent rapporteurs. Dernière date exprimée, 31 août 1666.

Malgré l'arrêt qui précède, le sieur de Loulle ne se tint pas pour battu. Il s'opposa à son exécution et le procès

continua. Ici, il doit y avoir une pièce du juge du Chapitre qui nous manque. Celle-ci est la protestation d'Henri Trenat contre ces procédés déloyaux. Il se plaint amèrement que le sieur de Loulle, ayant tout plein de parents au parlement de Grenoble, comme aussi les chanoines de St-Barnard, y avait fait transporter son procès, que lui-même avait voulu faire déférer à une autre juridiction, où il aurait eu chance de rencontrer des magistrats plus impartiaux. C'est pour avoir voulu s'opposer aux usurpations du Chapitre contre les droits de la ville et contre ceux de Sa Majesté qu'il se voit ainsi victime d'une odieuse persécution, etc.

311. — *Factum pour les Abbé, Sacristain, Chanoines et Chapitre de l'Eglise collégiale de Saint-Bernard (sic) de Romans, deffendeurs et demandeurs en requeste. — Contre maistre Henry Trenat, iuge royal de ladite ville de Romans, demandeur en requeste et deffendeur.*

In-4° de 3 pp. s. l. n. d., signé : Monsieur Pvssort, rapporteur. — Date mss. au dos : 1670.

L'arrêt du Parlement du 31 août 1666 n'ayant été rendu qu'entre M^e Arnoux Deloulle, juge civil et criminel de la Cour commune de Romans, et Henri Trenat, le Chapitre n'ayant été appelé ni ouï dans une affaire qui l'intéressait, fait opposition à l'exécution de cet arrêt. C'étaient cependant les seules parties légitimes qui pouvaient contester les prétentions dudit Trenat.

Celui-ci le comprenait si bien qu'il fit déclarer au Chapitre qu'il séjournerait exprès à Grenoble pour le faire débouter de l'opposition qu'il avait formée, et pendant six semaines entières, il n'a pas manqué un seul jour d'audience de poursuivre le jugement de cette opposition. « Après tant de procédures volontaires, il s'est avisé de donner au Conseil la requeste dont il s'agit, demandant

cassation de deux arrêts contradictoires du Grand-Conseil qu'il a lui-même exécutés. Il demande maintenant l'exécution de l'arrêt du 8 juillet dernier (1669) au premier chef seulement, et la cassation pour le second, comme si l'on pouvoit diviser ce jugement, le faire subsister en ce qui fait pour luy et le casser au chef qui ne luy plaist. »

312. — *Pour messire Honoré de Grimaldi, prince souverain de Monaco, duc de Valentinois, pair de France, etc., demandeur; et encor prenant le faict et cause de maistre Henry Trenat, conseiller du Roy, juge royal et ducal de Romans, ressortissant immédiatement au Parlement de Dauphiné. — Contre maistre Arnoul Deloule, iuge commis à la Iustee ordinaire alternative de ladite ville par le Chapitre de l'Eglise collégiale de Saint-Barnard, et président esleu, deffendeur*

Placard, petit in-fol., s. l. n. d., imprimé d'un seul côté dans le sens de la largeur, signé : de Bovcherat, rapporteur.

Dans ce bref *Memento*, le prince de Monaco proteste contre l'évocation de la cause au Parlement de Grenoble. Y étant intéressé, il demande qu'elle soit dévolue au Grand Conseil du Roi, et montre que le Parlement ne peut en connaître, du moment que les droits de Sa Majesté sont en jeu. Il allègue, à l'appui de cette assertion, sept raisons différentes, entre autres celles-ci : « 1^o parce qu'il est constant que la seule qualité de duc et pair dudit sieur Prince exclut absolument le Parlement de Grenoble de la connoissance de ces causes ; 2^o parce que les particuliers qui composent ledit Chapitre ont trois fois plus de parens dans ce Parlement qu'il n'en faut pour évoquer, comme il est justifié par l'articulat produit desdites parentez et alliances, » etc.

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.

ORDONNANCE

DU GOUVERNEUR MILITAIRE DU DAUPHINÉ

Contre un particulier qui affectait le gentilhomme

La pièce suivante nous montre l'intervention du gouverneur militaire de la province dans une petite affaire de village qui ne relèverait de nos jours que de la police municipale ou du gendarme. Il est vrai que le contrevenant dépendait de sa juridiction, étant *milicien* ; mais ce qui paraît justifier encore mieux cette haute intervention, c'est que le port de l'épée était réservé aux gentilshommes, et que son usage paraissait constituer une usurpation de noblesse. Quoiqu'il en soit, à cause de sa singularité, ce petit document nous a paru digne d'être publié.

« Pierre Emé de Guiffrey de Monteynard, comte de Marcieu, seigneur de Bovière, Chaudebonne, Lestelon, Vessilieu, Moras, Panossas et autres places, Grand Croix de l'Ordre Royal et Militaire de St-Louis, Lieutenant Général des Armées du Roy, Commandant en chef pour Sa Majesté en Dauphiné.

« Sur ce qui nous est revenu que le nommé Nicolas Rouvière, milicien du lieu de Portes, près de Montélimart, porte journellement sans aucun droit ny titre une Epée, et qu'il cherche fréquemment querelle à différens habitans du même lieu, Nous lui deffendons de porter sous aucun prétexte ny Epée, ny fusil, ny autre arme

quelconque, à peine d'être arreté par la maréchaussée et traduit aux prisons de Montélimart à ses propres frais, ne devant point porter les armes que lorsqu'il est au bataillon des milices dans le temps de son Assemblée à Valence.

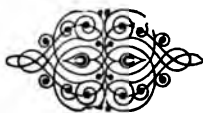
« Le présent lui sera notifié à la diligence du châtelain du lieu, qui nous en certifiera.

« Le C^e DE MARCIEU.

« Par Monseigneur :

« DURAND. »

« *Fait à Grenoble le 17 may 1750.*





NOTES EXTRAITES

DES

Publications des Sociétés Savantes



L'échange de leurs publications entre les Sociétés savantes n'a pas seulement pour but de faire connaître les travaux intéressants de leurs membres; il permet encore d'y recueillir d'utiles renseignements pour l'histoire de notre province. Ainsi, les *Mémoires de la Société royale des Antiquaires du Nord* pour 1898 nous apprennent que le Musée national de Copenhague vient de s'enrichir de deux outils avec poignée ou manche en bois. Le premier a été trouvé, en juillet 1897, dans la grande tourbière de Sigerslev (Stens Herred); c'est une hache avec manche en bois de frêne; le deuxième est une faucille découverte en 1898, en extrayant de la tourbe du marais de Stenild près Hobro en Jutland. Elle se compose d'un manche de bois et d'une lame de silex qui y est insérée. Or, la faucille à couper les céréales était inconnue, jusqu'ici, non seulement au nord, mais dans les autres contrées de l'Europe.

Des photogravures accompagnent la savante étude qui décrit les deux outils.

Dans les *Mémoires et comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, M. Amédée Gros, archi-

te, recherche l'origine des cimetières catholiques, l'emplacement des premières églises de la chrétienté et la création des villes. Il croit à une pensée religieuse ayant guidé les premiers chrétiens dans le choix de leur sépulture près des églises ou même à la construction de celles-ci dans l'enceinte des cimetières.

Les Gaulois enterraient leurs morts et la crémation était une exception chez eux ; le Christianisme la proscrivit. Ils habitaient de modestes demeures, disséminées le long des cours d'eau ou sur la lisière des bois, véritables huttes grossièrement bâties à pierre sèche ou en bois, avec une porte pour toute ouverture. La terre leur servait de lit, des fagots de bois formaient leurs sièges et tout leur mobilier se réduisait à des armes et à des ustensiles de ménage.

Avec les Romains, leurs vainqueurs, naissent les villes et les routes. Le cimetière commun paraît en même temps. Les églises primitives, d'abord exécutées en bois, furent remplacées, aux v^e et vi^e siècles, par des monuments en pierre dont quelques-uns subsistent encore.

L'auteur ajoute que, dans les fouilles faites autour de ces anciens édifices, on constate deux couches de morts superposées, la supérieure avec des objets du culte catholique, et l'inférieure avec de petites amphores en terre noirâtre ou des fioles en verre d'origine gauloise ou gallo-romaine.

Dans le *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente*, M. l'abbé Fourgeaud, après avoir décrit l'antique sanctuaire de Notre-Dame, voisin de l'église paroissiale d'Ansac, donne d'intéressants détails sur une famille bien connue dans la Drôme

et en particulier sur François de Pontbriant, né vers 1445, au château de ce nom, près St-Malo, en Bretagne.

Jeune encore, il débuta à Limoges sous Alain d'Albret, qui le conduisit à la cour de Louis XI. Le monarque le maria avec Mathine Formier ou Fournier qui lui apporta la seigneurie de la Villatte, à 1500 mètres d'Ansac. Leur fille Antoinette épousa Marin de Montchenu, gouverneur de la Marche et du Limousin. Quant à François, nous le trouvons bientôt ambassadeur à Ferrare (1476), capitaine d'une compagnie de cent lances, chargé d'une mission spéciale près du duc d'Este et châtelain de Loches. Sous Charles VIII et François I^{er}, il est tour à tour capitaine de Loches, gouverneur de Blois, maître d'hôtel de François I^{er} et grand chambellan de la reine Claude. A ces titres, il joignit celui d'architecte et d'artiste, car les auteurs lui attribuent l'oratoire de la reine à Loches, une partie des travaux d'Amboise et de plusieurs édifices contigus, sans oublier ceux du château de Chambord.

Il mourut à Cléry le 11 septembre 1521; Marin de Montchenu, son gendre, gouverneur du Limousin, fut fait prisonnier à Pavie avec François I^{er}. Il avait eu d'Antoinette Pontbriant-La-Villatte trois filles dont l'une, Marie-Madeleine, s'unit à son cousin, Claude de Montchenu.

Les *Mémoires de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon* pour 1896 et 97 nous apprennent qu'Humbert de Romans, alors étudiant à Paris, entra chez les Dominicains de St-Jacques et y fit profession avec Hugues de Saint-Cher, son compatriote, pour le couvent de Lyon, où il fut d'abord *lecteur* et *prieur*,

avant d'être élu provincial et enfin maître de l'ordre. C'est lui qui commença les travaux du couvent lyonnais de Notre-Dame de Consolation ou de Confort dans la presqu'île entre Bellecour et le bourg des Allards où se trouve aujourd'hui la place des Jacobins.

Les mêmes *Mémoires* s'occupent des deux Layolle, François et Aleman, italiens d'origine, mais lyonnais par leur vie passée presque entière à Lyon.

Deux recueils des œuvres de François donnent à celui-ci le titre d'*Horganisla Fiorentina* et la qualification prise par l'un et l'autre dans les actes confirment le fait.

Guy Allard a donc été induit en erreur, lorsqu'il a placé son lieu de naissance à St-Rambert-d'Albon (1).

François Layolle enseignait la musique à Benvenuto Cellini à Florence, en 1509, où il se trouvait encore en 1511. Il serait né vers 1475 et paraît à Lyon vers 1521. Là, il trouva une situation honorable et avantageuse pour lui et Aleman, son fils, dans la colonie florentine. Il est organiste de Notre-Dame de Confort appartenant aux Jacobins, en 1528.

Sa mort paraît remonter à 1540.

L'auteur de l'article des *Mémoires* donne une liste exacte des œuvres de ce compositeur avec des indications bibliographiques précises et des renseignements sur Aleman, son fils, et sur la famille de l'un et de l'autre.

(1) *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. XX, p. 489.

(A continuer.)

A. LACROIX.



LISTE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

QUI ÉCHANGENT LEURS PUBLICATIONS

AVEC LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

AIX. — Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres.

ALAIS. — Société scientifique et littéraire.

AMIENS. — Société des Antiquaires de Picardie.

ANGERS. — Société nationale d'Agriculture.

ANGOULÊME. — Société archéologique et historique de la Charente.

ANNECY. — Société florimontane. Revue Savoisienne.

AVIGNON. — Académie de Vaucluse.

BESANÇON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.

CAHORS. — Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot.

CHAMBÉRY. — Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.

COMPIÈGNE. — Société française d'Archéologie.

DIJON. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.

DRAGUIGNAN. — Société d'Etudes scientifiques et archéologiques.

GAP. — Société d'Etudes des Hautes-Alpes.

GRENOBLE. — Académie delphinale.

— — Société de Statistique de l'Isère.

— — Société dauphinoise d'Ethnologie et d'Anthropologie.

LYON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.

LYON. — Société littéraire.

— — Académie d'Architecture.

MARSEILLE. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.

MONTAUBAN. — Société archéologique et historique.

MONTBRISON. — Société de la Diana.

MONTPELLIER. — Société pour l'Etude des langues romanes.

NÎMES. — Académie du Gard.

NIORT. — Société de Statistique, Sciences et Arts.

ORLÉANS. — Société archéologique et historique de l'Orléanais.

PARIS. — Société nationale des Antiquaires de France.

PARIS. — Société nationale, agricole et manufacturière.

PAU. — Société des Sciences, Lettres et Arts.

PÉRIGUEUX. — Société historique et archéologique du Périgord.

RODEZ. — Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.

ROUEN. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.

SAINT-OMER. — Société des Antiquaires de la Morinie.

SENS. — Société archéologique.

TOULOUSE. — Académie des Jeux floraux.

— — Annales du Midi.

— — Société d'Histoire naturelle.

TOURS. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts.

COPENHAGUE. — *Société royale des Antiquaires du Nord.*

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES ENVOYÉES A LA SOCIÉTÉ

Revue épigraphique du Midi de la France.

Semaine religieuse du diocèse de Valence.

— — de Viviers.

Le Dauphiné, publié à Grenoble.

Le Mémorial de Saint-Marcellin.

Le Journal de Die.

Le Journal de Montélimar.

Bulletin-Journal de la Société des Agriculteurs de la Drôme.





NÉCROLOGIE



M. BONY (MARIE-JOSEPH-JÉRÔME-LOUIS)

Le *Bulletin* de la Société venait à peine de terminer la publication de l'intéressante biographie de M. de Gallier, lorsqu'un nouveau deuil est survenu dans la famille de notre cher et regretté ancien président. Malgré les soins pieux et le dévouement incomparable d'une épouse adorée, M. Bony est décédé prématurément au Mont-Dore, le 27 août dernier, à l'âge de 47 ans. A ses funérailles qui ont eu lieu à Tain assistaient un nombre considérable de parents, d'amis, de compatriotes et d'étrangers, tous visiblement émus. Le défunt, par l'aménité de son caractère, par sa coopération à toutes les œuvres de bienfaisance, par sa charité et sa bonté, avait su conquérir l'estime et l'affection de tous. Musicien habile, administrateur distingué, il n'avait pu, à cause de sa faible santé, mettre encore à profit la bibliothèque et les documents laissés par M. de Gallier ; mais il s'intéressait vivement à tout ce qui élève l'âme, aux beaux-arts, à l'histoire, à l'archéologie.

C'était un homme de bien accompli dont la perte a causé d'unanimes regrets. Puissent ces témoignages adoucir la douleur d'une épouse éplorée et celle de ses proches et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

M. ROBERT (FRANCISC)

Vers la mi-septembre, la Société perdait encore un de ses adhérents dévoués. Ancien maire d'Hauterives et agronome habile, le défunt jouissait de l'estime et de l'affection de ses compatriotes et de tous ceux qui l'ont connu, parce qu'il était affable, bienfaisant, charitable et dévoué à toutes les œuvres utiles.

A. LACROIX.





SÉANCE DU 21 AOUT 1899

PRÉSIDENTE DE M. VALLENTIN



Lecture est donnée d'une circulaire ministérielle relative au Congrès des Sociétés Savantes qui se tiendra à Paris, le 5 juin 1900. Tous les membres présents reçoivent un exemplaire du programme des questions à y traiter en séance ou par écrit.

Présenté par MM. Colomb et Lacroix, M. Félix PERRIN, libraire à Grenoble, est proclamée à l'unanimité membre correspondant. La bienveillance et le dévouement de l'aimable fondateur de la *Revue Dauphinoise* lui ont acquis les sympathies de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de notre province.

Sur la proposition de M. Beudant et celle de M. Vallentin, le projet de fédération des Sociétés Savantes du Dauphiné et de la Savoie est adopté par la Société.

Le Secrétaire présente un volume donné par M. le Ministre de l'Instruction Publique, intitulé : *Enquête sur les conditions de l'habitation en France. Les maisons types*, par A. de Foville, t. II, avec une étude historique par M. Jacques Flach. L'auteur pense que l'habitation primitive a été longtemps souterraine et établie près d'une

eau courante et qu'elle a servi de refuge au moyen âge. D'après Strabon la maison gauloise, bâtie en planches et en claie d'osier était spacieuse, de forme ronde et couverte de chaume ; la maison celtique était ronde ou quadrangulaire. Avec les romains apparaît la *villa* ou ferme servant avec ses dépendances à l'exploitation d'un domaine ou *fondus* qui prend le nom de son propriétaire en y ajoutant le suffixe *iacus*, si c'est un genti-lice et *acus*, si c'est un *cognomen*.

En réunissant plusieurs fermes, on obtenait un *oppidum*, un *vicus*, une ville (*urbs*). Au moyen âge, les fermes isolées existent encore ; au XIII^e siècle, elles deviennent nombreuses. L'étude de ces transformations peut être complétée à l'aide des chartes anciennes et c'est à cette étude que la Société est conviée.

Plusieurs communications sur l'histoire, la bibliographie et l'archéologie terminent la séance.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

OUVRAGES REÇUS :

Du Ministère de l'Instruction publique : *Le Journal des Savants de juin, juillet et août ;*

Le Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1898, n^{os} 1 et 2. — Il contient une note de M. Flour de St-Genis sur les minutes notariales de l'arrondissement de Semur (Côte-d'Or) antérieures à 1790.

DES AUTEURS :

Aéria retrouvée, par Louis de Chambelle. Avignon, 1891, Roumanille, br. in-12 de 53 p. (Hommage de M. le comte de Gaudemaris).

M. le chanoine Saurel avait déjà énuméré 27 attributions diverses à la mystérieuse ville ; celle-ci est la 28^e, et il y en aura sans doute d'autres encore. Quoi qu'il en soit, le nouveau travail, après une étude des textes de l'antiquité connus, place Aéria à St-Hilaire-de-Baumes (de Venisse) où de nombreux débris de poteries, des monnaies romaines, un autel votif à Apollon, une inscription de Secundinus et une de Vérus-Venantius, ont été recueillis. L'exposé est clair, substantiel et attachant. Mais tranche-t-il définitivement la question ? Nous avouons notre incompetence.

— *Un missionnaire vivarois aux Indes (l'abbé Dubois, de St-Remèze)*, par A. Mazon. Privas, 1899, Imprimerie centrale de l'Ardèche, br. in-8°, 79 pages.

Ce n'est pas seulement un missionnaire dévoué que ce prêtre, né en 1766 à St-Remèze et décédé au Séminaire des Missions étrangères en 1848, c'est encore un écrivain loué par la presse anglaise. Son livre sur les coutumes et les préjugés de l'Inde est un modèle aux yeux du *Pall Mall Gazette* ; c'est une vraie encyclopédie de tout ce qui concerne la vie indienne, du moins dans le sud de la Péninsule, d'après le *Tablet*. La lucidité d'esprit de l'auteur et sa finesse politique feraient honneur à un homme d'Etat. Mill, l'historien de l'Inde, déclare que le même livre est le plus honnête de ce genre, écrit par un Français, qu'il ait jamais lu.

M. Mazon cite encore d'autres témoignages et d'autres publications du même missionnaire. En résumé, son étude biographique, comme toutes celles qu'il a données sur l'Ardèche, révèle un écrivain très instruit, très habile à présenter son sujet et à le développer en un style agréable.

— Etienne Mellier. — *La Drôme aux anciennes Académies et à l'Institut de France. Alexis Fontaine des Bertins, membre de l'Académie royale de Paris (1704-1771)*.

L'auteur a su fort habilement tirer parti de l'éloge de Fontaine par Condorcet et des recherches qu'il a faites. Il termine son travail intéressant par le vœu de voir le buste de l'Académicien sur une place de Claveyson. Espérons que ce vœu sera entendu, grâce à l'intérêt que

M. Mellier ne peut manquer d'appeler par son étude consciencieuse et tout à fait littéraire sur le savant mathématicien dauphinois.

— Colonel E. Perrossier, mainteneur des Jeux floraux. — *Chez Anastasie*. Broch. in-12, 20 p., imprimée à Tulle en 1899.

L'auteur raconte là avec beaucoup de verve et d'esprit ses relations avec la censure, comme auteur du *Réveil de la Pologne*, du *Barbier de Tréville* et de *Constantin*.

— *Société de Statistique, des Sciences naturelles et des Arts industriels du département de l'Isère. Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI, relatifs à l'administration du Dauphiné, recueillis, annotés et publiés* par E. Pilot de Thorey, secrétaire de la Société. Grenoble, Maisonville-Truc, 1899, 2 vol. in-8° de 536 et 472 pages.

Cette publication fait honneur à l'érudit paléographe qui en a réuni les matériaux épars, et à la Société qui en a voté l'impression; elle sera d'un grand secours aux historiens futurs de Louis XI et aux auteurs d'études sur l'histoire locale.

— *Timoléon-Guy-François de Maugiron, lieutenant général des armées du roi, dit le marquis de Maugiron, (1722-1765)*, par H. de Terrebasse.

Du même auteur. — *La reine Catherine de Médicis et Laurent de Maugiron*. Grenoble, librairie dauphinoise de H. Falque et Félix Perrin, 1899, broch. in-12 de 18 et 26 pages.

Grâce à sa connaissance profonde de l'histoire de la province et aux richesses de sa bibliothèque de famille, l'auteur peut souvent, comme ici, nous révéler des détails intimes sur le passé. Nous souhaitons vivement avec tous les chercheurs dauphinois qu'il multiplie ses intéressantes recherches.

— Raoul de Vissac. — *Les barons de Châteauneuf-de-Mazenc*. Paris, Champion, 1899, vol. in-8°, 224 pages.

L'histoire locale doit se présenter avec des documents sûrs et dans un style agréable ; les événements accomplis dans un village ne sauraient émouvoir le lecteur, sans une érudition solide et un mérite littéraire certain. M. de Vissac réunit à merveille ces deux conditions de succès, et nous ne serions pas étonné de voir son livre dans toutes les bibliothèques de familles et de communes, sans oublier celles des érudits et des collectionneurs dauphinois.

A. LACROIX.



TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XXXIII

(ANNÉE 1899)

ANATOLE DE GALIER, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE LA DRÔME. NOTICE BIOGRAPHIQUE ET LITTÉRAIRE, par Mgr Charles-Félix BELLET.	7, 129
BIBLIOGRAPHIE, par M. l'abbé Louis ROBERT	119
BIO-BIBLIOGRAPHIE, par le chan. Cyprien PERROSSIER	123
BOURG (LE) ET L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE PENDANT LES GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE, par D. Hip- polyte DIJON	57, 212, 247, 337
CHRONIQUE, par M. LACROIX	127, 238, 335, 443
CLAUDE BROSSÉ ET LES TAILLES, par M. A. LACROIX. [75, 234, ...]	307
ÉCOLE (L') CENTRALE DE LA DRÔME, par M. A. LACROIX	374
ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE, par M. le chanoine PERROSSIER	106, 218, 297, 421
FÊTES PUBLIQUES, par M. Alphonse NUGUES	327
LISTES DES SOCIÉTÉS SAVANTES QUI ÉCHANGENT LEURS PU- BLICATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE	436
MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DES COMTÉS DE VA- LENTINOIS ET DE DIOIS, par M. le chanoine Jules CHEVALIER	81
NÉCROLOGIES, par M. A. LACROIX.	125, 240, 329, 439
NOTES EXTRAITES DES PUBLICATIONS DES SOCIÉTÉS SAVAN- TES	432
NOTES HISTORIQUES SUR BARNAVE, par M. Léon Em- BLARD	92, 224, 281, 380

ORDONNANCE DU GOUVERNEUR MILITAIRE DU DAUPHINÉ	
CONTRE UN PARTICULIER QUI AFFECTAIT LE GENTILHOMME,	
par M. le chan. Cyprien PERROSSIER	430
PRIX D'OBJETS DIVERS, DE 1587 A 1592	324
SÉANCES :	
{ du 11 novembre 1898	126
{ du 16 janvier 1899	239
{ du 18 mai 1899	332
{ du 20 août 1899	441
SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ	330
TABLEAU DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ	144
TRESCHENU, par M. A. LACROIX	403
UN TORRENT, LA DRÔME, par M. Félix GRÉGOIRE, 114,	
229.	361
L'ARRONDISSEMENT DE NYONS (pagination spéciale), par	
M. A. LACROIX	361



SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME TRENTE-QUATRIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME



Colligite ne pereant.

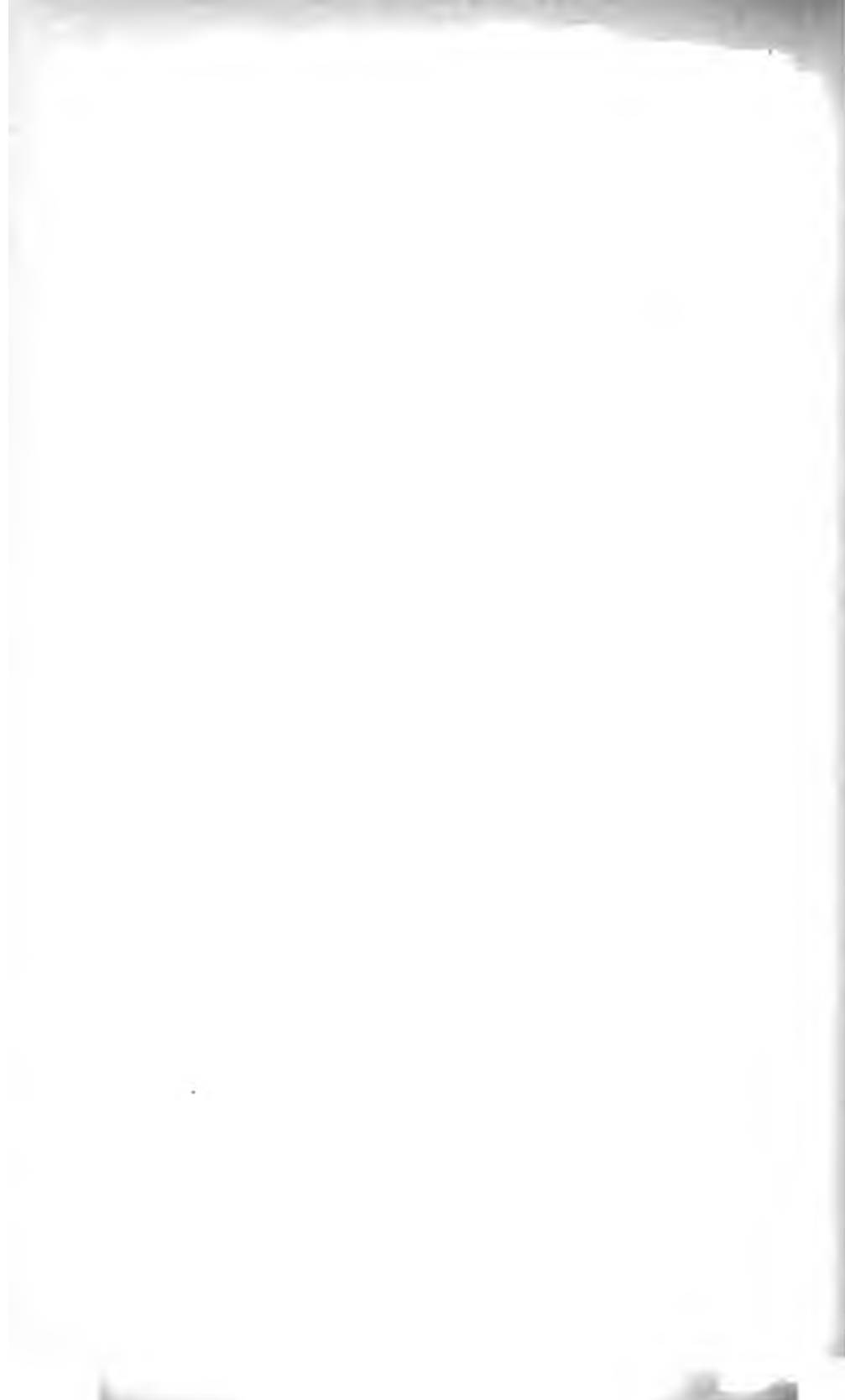
TOME TRENTE-QUATRIÈME

— 1900 —



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

—
M.DCCCC.



LE BOURG ET L'ABBAYE

DE

SAINT-ANTOINE

PENDANT LES

GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE

(1562-1597)

(Fin. — Voir les 122^e à 131^e livraisons)

CHAPITRE XIV (1592-1597)

PRÉTENTIONS DE D'ORNANO SUR LE TEMPOREL DE L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE ; RÉSISTANCE DU GRAND PRIEUR DES GOYS. DERNIER CONTRE-COUP DE LA GUERRE A SAINT-ANTOINE ; PASSAGES DE TROUPES ; REFUS DE RECEVOIR CELLES QUI SE PRÉSENTENT SANS COMMISSION RÉGULIÈRE. VIF INCIDENT QUI MENACE DE DÉGÉNÉRER EN RIXE SANGLANTE.

CONCLUSION : MORT DE L'ABBÉ LOUIS DE LANGEAC ET ÉLECTION DE SON SUCCESEUR, ANTOINE TOLOSAIN.

La protection particulière dont le colonel-gouverneur semblait vouloir redoubler les manifestations envers Saint-Antoine, n'était peut-être pas sans mélange de vues personnelles. Nous avons même des raisons de croire qu'il avait en cela une arrière-pensée bien extraordinaire chez un homme de sa condition : celle de se ménager comme un droit de patronage sur l'abbaye, toujours si puissante malgré ses désastres récents et la décadence intérieure qui déjà en préparait la ruine.

En tout cas, une circonstance éveilla bientôt chez d'Ornano l'ambition de s'immiscer directement dans les affaires de l'abbaye en essayant de s'en rattacher toute l'administration temporelle. L'abbé régnant depuis près de quarante ans, messire Louis de Langeac, qui se trouvait plus volontiers à la suite des princes de la ligue que dans son abbaye, venait de tomber entre les mains des gens du roi prétendant, et il était retenu prisonnier à Champlitte (1). D'Ornano crut que, de ce fait, l'abbaye était vacante; il en sollicita la concession pour lui auprès de Henri IV et l'obtint sans peine. Mais le plus difficile était de se faire accepter, lui laïc, étranger et homme de guerre, par les religieux si jaloux de leurs libertés et de leurs prérogatives.

Pour commencer, il se résolut à ne faire valoir qu'une partie de ses prétentions; partie qui, à vrai dire, était de beaucoup la principale à ses yeux : il envoya deux officiers civils, M^e Claude de la Grange, lieutenant particulier au siège de Saint-Marcellin, et son propre secrétaire, Gauvin, pour « commettre un économe au régime et administration des fruits de l'abbaye. »

A leur arrivée à Saint-Antoine, le 4 décembre 1592, les deux envoyés trouvèrent les religieux réunis pour les recevoir « en la grande cour de la maison abbatiale. » Le lieutenant de la Grange « leur fit entendre la cause de sa commission, la charge qu'il avoit et le désir que mond. s^r le colonel a au soulagement dud. lieu, tant pour la conservation du monastère que des habitans de la ville, et les pria, suivant sa charge, d'y nommer un économe à leur gré et volonté, que mond. s^r le colonel le tiendra

(1) C'est à Gray en Franche-Comté, « où il s'estoit retiré à cause des troubles » (p. 307), que l'abbé de Langeac fut pris en 1592; envoyé de là à Champlitte près de Langres, il fut remis en liberté peu après, moyennant une rançon de « 12,000 écus. »

pour agréable. » — Le grand prieur, M. Gratian des Goys, vicaire général de l'abbé absent, répondit simplement à ce discours qu'il avait « presté vœu et juré fidélité et obéissance à son prélat et qu'il ne pouvoit, sans le consentement d'iceluy, consentir lui-mesme à telle procédure; mais qu'il en demandoit copie, et que, pour ce qui regardoit mond. s^r le colonel, il estoit son humble serviteur, le priant de l'excuser. » Les autres religieux, « pour le corps du couvent, » parlèrent ensuite dans le même sens, et le lieutenant de d'Ornano dut rentrer à Saint-Marcellin, sans avoir rien conclu.

Cette fière attitude et ce calme résolu chez nos religieux de Saint-Antoine firent-ils comprendre au colonel-gouverneur qu'il se fourvoyait et que son ingérence ici ne pouvait être qu'odieuse? Ou bien la mise en liberté de l'abbé de Langeac, qui arriva peu après, lui permit-elle de se désister, en sauvant au moins les apparences?... Nous ne voyons pas qu'il ait donné suite à cette affaire, dans laquelle son but était trop visiblement l'augmentation de ses propres revenus.

Les derniers efforts de la ligue expirante, en Dauphiné, ne se faisaient plus sentir maintenant que dans la vallée du Graisivaudan et sur les frontières de Savoie (1); mais c'en était assez pour tenir en haleine les troupes réunies de Lesdiguières et de d'Ornano, et pour nécessiter, même loin du théâtre des opérations, ces déplacements et ces passages de troupes toujours si onéreux aux pays traversés. Mais Saint-Antoine n'oubliera pas, à l'occasion, que ses derniers désastres lui sont arrivés surtout par défaut de précaution à l'endroit des bandes armées, régulières ou non, qui couraient la région. Bien instruits dé-

(1) C'est le moment des grands succès de Lesdiguières aux batailles d'Exilles et de Pontcharra.

sormais et forts de l'expérience que donne l'épreuve, avec le même courage, la même énergie qu'autrefois dans les beaux jours, et soutenus d'ailleurs par l'approbation assurée d'avance du colonel-gouverneur, les habitants du bourg vont se montrer intraitables sur la question de logement et feront valoir, dans toute son étendue, les prérogatives de leur sauvegarde.

Un jour, sur la fin du mois de juillet, un détachement de l'armée royale qui s'était disloquée, après la prise du Pont-de-Beauvoisin, approchait de Saint-Antoine; son chef, le comte de Grignan, fit prendre les devants à trois gens d'armes de sa compagnie, avec ordre de préparer les logements au bourg. Les habitants répondirent à cette demande en exhibant leur privilège d'exemption; et, comme les gens d'armes prétendaient n'en pas tenir compte, ils les rejetèrent dehors sans plus de façon. Quand, un peu plus tard, la compagnie entière se présenta, les portes du bourg étaient soigneusement fermées et défendues; les arrivants firent bien, un instant, « les mauvais garçons » et montrèrent leur méchante humeur en essayant de mettre « le feu à la porte de Romans, par certaine paille qui estoit lors au chemin; » mais devant la contenance assurée de la ville, ils se résignèrent à passer outre.

Le lendemain, ce sont les gens de M. de La Baume et de la garnison de Romans qui viennent à leur tour et demandent à loger; ils sont accueillis comme ceux de la veille et forcés d'aller ailleurs.

A plusieurs reprises, nous voyons encore notre petite ville maintenir fièrement son droit de sauvegarde, et ne pas même reculer pour cela devant les moyens de rigueur. Le 1^{er} janvier 1593, vingt soldats « incogneus, » étant venus sur le tard et ne pouvant justifier d'une commission en règle, sont immédiatement et sans autre formalité reconduits en dehors de l'enceinte. Trente autres

soldats qui les suivent, doivent pareillement continuer leur chemin et aller chercher un logement jusqu'à Montmiral, etc. Il en fut de même, le 23 mars suivant, pour un capitaine corse du nom de Montio, qui, par vengeance, alla établir sa compagnie à quelque distance, au château de la Rivoire, et s'obstina à y demeurer jusqu'à ce qu'on lui eût passé une obligation de cent écus, auxquels il prétendait avoir droit.

Une autre fois, 3 juin, Saint-Antoine, ayant eu de nouveau le téméraire courage de résister à des soldats corses, faillit devenir le théâtre d'une rixe sanglante. Ces soldats au nombre de trente, sous la conduite d'un lieutenant, étaient venu réclamer, outre le logement, 486 écus 40 sols, que leur compagnie avait en arriéré sur les dernières assignations. On eut très probablement accordé le logement à cette troupe, parce qu'elle appartenait à la garde même du colonel-gouverneur, et que, de ce chef, elle était censée avoir de lui commission expresse; mais la demande d'argent parut exorbitante, et la réponse fut un refus couvert où l'on reprochait surtout aux soldats d'être venus « en si grand nombre » — (ils n'étaient que trente) — pour lever une assignation.

Les corses, naturellement violents, ne purent alors contenir une explosion de colère : « ils vouleurent faire les mauvais ; » mais le peuple se fâcha de même : il s'amasse d'un côté, pendant qu'eux vont « se retrancher vers le puy en la basse rue, » saisissent les avenues et se logent dans trois maisons. Le peuple exaspéré voulait les tailler en pièces ; et comme eux prenaient pareillement leurs dispositions pour une défense acharnée, une lutte terrible était imminente. Heureusement les autorités du bourg intervinrent alors : par leurs « remontrances, » ils réussirent à contenir la foule et décidèrent les soldats à ne laisser que deux des leurs pour prélever l'assignation. Cependant, comme c'était le soir, les corses demeurèrent, pour

cette nuit, dans les maisons où ils s'étaient retranchés ; et nos habitants, reprenant aussitôt des sentiments de conciliation et de justice qu'ils n'auraient pas dû quitter, témoignèrent de leurs bonnes intentions et peut-être de leur repentir en fournissant à leurs hôtes tous les vivres nécessaires (1).

Nous devons arrêter là le récit des événements survenus à Saint-Antoine pendant *les guerres de religion et de la ligue* ; déjà même, dans les derniers épisodes, nous sommes sortis quelque peu du cadre tracé par notre titre, puisque la conversion du roi Henri IV au catholicisme (août 1593), et son sacre (27 février 1594), en enlevant désormais tout prétexte à la ligue, donnait plutôt un caractère de révolte à la poursuite de la guerre, et à ses partisans un rôle de séditeux.

D'ailleurs, Saint-Antoine ne prend plus maintenant qu'une part très indirecte au mouvement extérieur, et nous nous contenterons de placer, comme en épilogue, le récit d'un fait capital pour l'abbaye, et qui coïncide assez exactement avec l'année où nous a conduit cette étude.

En 1597, en effet, après une élection régulière et solennelle, l'illustre Antoine Tolosain succédait, dans le gouvernement abbatial, au trop peu religieux Louis de Langeac, et, après les années si désastreuses du règne précédent, semblait prédestiné par le ciel pour réparer les ruines morales et matérielles, pour rendre à tout l'ordre de Saint-Antoine quelque chose de son ancienne splendeur et de sa première sainteté.

(1) Braves cœurs au fond, ces habitants de Saint-Antoine ! énergiques dans leurs revendications, mais plus amis encore de la conciliation et des moyens d'entente, quand la réflexion permettait à leur bon sens de s'élever au-dessus de préventions inintelligentes ou des conseils mal intentionnés.

Messire Louis de Langeac, abbé de Saint-Antoine depuis l'année 1559, était mort à Paris le 24 septembre 1597 « sans avoir pourveu ny résigné aucun bénéfice pour régir le siege vacquant. » La nouvelle n'en parvint à l'abbaye que seize jours après, le vendredi 10 octobre, et MM. les religieux composant le chapitre s'assemblèrent aussitôt « capitulairement » pour l'élection des « vicaires régens, » conformément aux statuts de l'ordre.

Furent élus : « MM. frère Antoine Grillet, commandeur de *Chambéry* (1), Balthazar du Cluzel, commandeur de Grenoble, au lieu du s^r grand prieur [décédé], et frère François Roy, recteur de Saint-Laurens » et commandeur de *Troyes* (2), avec les mêmes pouvoirs « que le dé-

(1) Antoine Grillet était commandeur d'Annonay dès le 20 janv. 1588, et encore le 12 juillet 1595 (vol. 1595, f. 48) ; — commandeur d'Aubenas en 1595-99 ; or, il nous est donné ici, en oct. 1597, par Piémont, comme commandeur de Chambéry. D'autre part cependant, Jean de Loyac, auteur d'une vie du P. Tolosain, *Le bon prélat*, etc., pp. 61, 89, attribue cette commanderie en 1596 et la fonction remplie ici par Antoine Grillet, au P. [Antoine] Anisson. C'est là une double erreur qu'Eust. Piémont réfute lui-même dans ses *Minutes* (vol. 1589 et suiv. *passim*), d'où il conste que, pendant ces sept années, frère Antoine Anisson était commandeur de Chambéry, et en même temps ouvrier et commandeur de Gap, jusqu'à sa mort arrivée au mois d'août 1597, (vol. 1598, f. 9). Antoine Grillet mourut le 10 oct. 1599. Il était alors régent et ouvrier, et il n'avait été commandeur de Chambéry qu'à la fin de 1597. — Ces inexactitudes multiples ne prouveraient-elles pas qu'Eustache Piémont n'écrivait ses *Mémoires* que longtemps après les événements ?

(2) Frère François Roy ne fut pourvu de la commanderie de Troyes qu'à la fin de cette même année 1597 (*Répert. gén.* d'Eust. Piémont, fol. 312, v^o) ; car l'abbé Louis de Langeac fut jusqu'à sa mort commandeur de Lyon, Aumônières, *Troyes* et Paris, où il décéda. — Disons encore un mot du frère Fr. Roy, dont le nom est passé si souvent sous notre plume. Originaire de Saint-Antoine, il était fils d'Audibert Roy et de Claude Bertalle. Il remplit de nombreuses charges dans son ordre et mourut le dim. 28 sept. 1614 « 70 ans après la profession de sa religion, et de son aage 85. » (vol. 1604, sur la couverture.) — « Le mardi, 30 dud., à la messe de prime, le corps a été mis dans l'une des quatre tumbes, dans la grande esglise. » *Livre de raison de feu M. de St-Laurent*, cité plus loin.

functabbé pour administrer et conférer les bénéfices, créer religieux, admettre à profession, » etc. (1).

Quatre jours après, c'est-à-dire le mardi 14 octobre, on tint un autre chapitre extraordinaire pour décréter que l'élection du futur abbé aurait lieu le lendemain, à huit heures du matin, dans la chapelle de Saint-Michel, et que tous les religieux « cloistriers et prestres, » actuellement présents à Saint-Antoine, y prendraient part par voie de scrutin (*via scrutinii*). Et afin que nul ne vînt ensuite prétexter ignorance après l'acte accompli, le même chapitre ordonna que son décret de convocation serait publié par « le s^r chambrier adisté du secrestaire dud. chapitre » et que l'on en mettrait des « affiches par les carrefours et à la grande porte de l'esglise. Ce qui fust faict. » On procéda ensuite à la désignation de quatre promoteurs, pour représenter dans l'élection chacune des quatre langues que comprenait l'ordre, et ce furent : pour la France, frère André Buisson, grand sacristain ; pour l'Italie, frère François Roy, commandeur de *Troyes* ; pour l'Espagne, frère Antoine de Gramont, commandeur de Vienne ; pour l'Allemagne, frère Antoine Grillet, commandeur de *Chambéry*. Les trois commandeurs de *Chambéry*, de *Troyes* et de Vienne furent aussi désignés pour scrutateurs. Enfin, deux notaires furent nommés pour recevoir les actes de l'élection : M^e Pierre Chabrey, de Saint-Antoine, et notre annaliste Eustache Piémont, qui s'intitule de plus ici « secrestaire dud. chapitre. »

Le lendemain donc, à l'heure fixée par la proclamation de la veille, les capitulants assistèrent tous à la

(1) « De quoy j'ay receu l'acte de l'eslection et nomination en forme », ajoute Piémont, (p. 421). On peut en voir une copie aux Arch. du Rhône, H, fonds de St-Antoine, carton 214 : « Formulaire » coté « H. 1830. » Tous les actes concernant cette élection de l'abbé Tolosain étaient contenus dans le vol. 1597 d'Eust. Piémont ; cet important volume a malheureusement disparu (avec plusieurs autres) !

grand'messe du Saint-Esprit et y communieraient, car il n'y eut pas d'autres messes, ce jour-là, à l'abbatiale; après quoi, ils entrèrent un à un « au revestiaire, » c'est-à-dire dans la chapelle Saint-Michel, qui était le lieu ordinaire des assemblées, et s'assirent à leur place respective.

Le commencement de la séance fut encore consacré à deux formalités préliminaires : d'abord le choix de deux témoins laïcs « adistans à lad. eslection » et qui furent noble Claude de la Porte, seigneur de l'Arthaudière, et M. M^e Antoine Brenier, docteur ès droit, avocat à Saint-Marcellin; puis, le serment prêté par chaque religieux « sur l'effigie Nostre-Seigneur.... de procéder sagement, suivant leurs statuts, à eslection d'un futur abbé, homme digne et capable pour telle charge, profex dud. ordre, et par M^{rs} les tesmoins et notaires ne révéler le secret et les voix de l'eslection qu'elle ne soit faite et publiée. »

L'élection eut lieu immédiatement après, et voici le cérémonial et la forme qu'on y observa. Une table avait été préparée pour l'opération du scrutin derrière le maître-autel de l'église; les membres de ce que nous appellerions *le bureau*, c'est-à-dire les trois scrutateurs avec les deux témoins et les notaires, prirent place auprès de cette table.

Les religieux furent ensuite appelés individuellement, selon leur rang d'ordre. Ils renouvelaient, au nom du Sacrement qu'ils venaient de recevoir, le serment déjà prêté de n'élire qu'une personne digne et capable, et déposaient leur vote rédigé par écrit entre les mains des scrutateurs. Chaque religieux signait après avoir voté, et s'en retournait à sa place au revestiaire, sans que l'électeur suivant pût savoir « ce qu'avoit dict et nommé l'autre. »

Quand tous les votes eurent été déposés de la sorte, et les religieux de nouveau rassemblés au revestiaire, les scrutateurs et leurs assistants s'y transportèrent à leur

suite, pour présider au dépouillement des bulletins; ce qui fut fait par le secrétaire de l'abbaye, c'est-à-dire par Eustache Piémont lui-même, auquel nous empruntons tous les détails de ce compte-rendu.

Le résultat fut que l'unanimité des suffrages, moins une voix (1), se trouvèrent réunis sur la personne du « Révérend Père frère Antoine Tolozan..., docteur en théologie, homme doctissime » et universellement estimé dans l'ordre, bien qu'il n'eût encore que quelques semaines de profession (2). Aussitôt, les quatre promoteurs, au nom

(1) La voix de l'élu fut donnée à noble frère Antoine de Gramont, commandeur de Vienne, et non grand prieur, comme l'affirment Dassy, *L'Abbaye...*, p. 277 et J. de Loyac, *Le bon Prélat*, p. 50, 130. On sait qu'Antoine de Gramont devint, en 1615, le successeur du P. Tolosain dans la charge abbatiale.

(2) Le P. Antoine Tolosain était issu de la noble famille des Tolosany, de la ville de Carmagnole, en Piémont. Il naquit à la fin de 1555 dans la ville de Castelnaudary, en Languedoc, où son père remplissait alors les fonctions de juge majeur. Après avoir été quelque temps chez les PP. Jésuites, Antoine Tolosain s'adonna à la prédication et parut avec succès dans les chaires de Soissons, Laon, Rouen, Orléans, Reims et Paris. Il vint ensuite à Vienne en Dauphiné, où il se lia d'amitié avec l'archevêque Pierre de Villard et prêcha en diverses villes de la province. A Romans il entama une lutte énergique contre les huguenots, et c'est de là qu'il sollicita et obtint, par l'intermédiaire de Pierre de Villard, son admission dans l'ordre de Saint-Antoine. Il reçut l'habit de religion des mains d'Ant. Anisson, commandeur de Chambéry et vicaire général de l'abbé absent, le samedi dans l'octave de l'Ascension (25 mai 1596). Son année de noviciat s'écoula par dispense en grande partie à Romans, où il continuait le cours de ses prédications. Quand il fit profession, le 8 sept. 1597, entre les mains d'Ant. Grillet, commandeur d'Aubenas, aussi vicaire général de l'abbé, il voulut « par humilité » changer son nom de Tolosany en celui de Tolosain. Peut-être voulait-il simplement donner à son nom une désinence française. C'est ainsi que la ville de Lyon possède aujourd'hui la *rue Tolozan* et la *place Tolozan*, et aussi la *rue Gasparin*, nom qui lui est venu sans doute de la célèbre famille lyonnaise Gasparini, d'origine italienne. — Parmi toutes les variantes du nom de notre pieux abbé, nous adoptons de préférence la forme *Tolosain*, car c'est ainsi qu'il se signait lui-même. Cf. les *Minutes d'Eustache Piémont*, *passim*.

Nous empruntons ces détails, à deux sources jusqu'ici inconnues, et que vient de retrouver un de nos confrères, dom Germain Maillet-Guy,

des quatre nations, se levèrent de leurs sièges et « dirent qu'ils approuvoient lad. eslection comme sainte et venue par le Saint-Esprit. »

Après cette reconnaissance officielle, mais privée, restait à accomplir la proclamation publique; on voulut y procéder sans retard, pendant que le peuple était assemblé dans la grande église. Les religieux allèrent se ranger dans leurs stalles au chœur, et le P. François Roy, étant monté « sur la turbine » c'est-à-dire au jubé, « où l'on avoit préparé un tapis vert, » fit la déclaration solennelle de l'élection. Le *Te Deum* fut alors entonné; les religieux « y respondirent en musique, » en même temps qu'ils venaient, par ordre, présenter au nouvel abbé leurs hommages et leur obédience (1).

de l'abbaye de St-Antoine. La première est une *Vie de Messire Antoine Tolosain, abbé de St-Antoine*, ms. aux ARCHIVES DU RHÔNE, H, fonds de St-Antoine, carton 185. — La deuxième source est : *Memoires prins sur le Livre de raison de feu M. de St-Laurent*, ms. au même fonds, carton 214. — Nous prévenons le lecteur que, sur plusieurs points, ces documents d'origine antonienne rectifient, d'une manière certaine, deux autres biographies de l'abbé Tolosain, à savoir : *Le bon prélat, ou Discours de la vie et de la mort du Rév. Père en Dieu Messire Antoine Tolosany...*, par Messire Jean de Loyac. Paris, M.DC.XLV, in-12; — et : *Vie du P. Antoine Tolosan*, dans *Histoire de l'établissement de l'Ordre*, ms. U. 917, à la biblioth. de Grenoble. Ce dernier ouvrage, beaucoup plus biographique que le précédent, en a pourtant été tiré en partie, mais il a été augmenté de détails intéressants « forny par les mémoires des religieux. »

(1) Pendant plusieurs jours le P. Tolosain ne put se résoudre à l'acceptation de sa dignité. Au dire de son historien (*op. cit.*, p. 95), le chant du *Te Deum* d'action de grâces fut même interrompu à plusieurs reprises par ses protestations et ses sanglots. Puis, quand on eût vaincu les résistances de son humilité, la nouvelle se répandit que le roi avait déjà pourvu par ailleurs à la succession de l'abbé de Langeac. La solution de cette difficulté retarda l'envoi des bulles du nouvel abbé, qui ne furent expédiées de Rome que le 4 août 1599. Il prit possession le 13 janvier 1600, « et ledit jour après disner a confirmé ce que a esté fait et negotié par les régens. » Dans l'intervalle il n'avait voulu prendre que le titre d'*élu*, « M. l'Esleu », et concentrait exclusivement sa sollicitude sur la direction des novices et des nouveaux profès. Il fut

Le lendemain, 16 oct. (*al.* le 26), une cérémonie d'un autre genre réunissait encore, dans la grande église, tous les notables de Saint-Antoine et des environs (1). On y célébrait un service solennel pour l'abbé défunt; les « vicaires régens » avaient eu soin de faire préparer pour la circonstance vingt-quatre armoiries (2) et vingt-quatre torches pour le luminaire. L'oraison funèbre fut faite par l'abbé élu, et Piémont remarque que, parmi les vertus du défunt, l'orateur s'attacha surtout à mettre en relief la sollicitude de ce prélat pour sauvegarder le temporel de son abbaye. Le P. Tolosain n'aurait assurément pas pu étendre cet éloge et louer, au même titre, le zèle de son prédécesseur pour le maintien de la discipline intérieure et de l'antique régularité.

Cette grande œuvre de relèvement et de réforme était celle que le ciel destinait à lui-même de préparer, et qui allait faire l'objet principal de ses préoccupations pendant les quinze années de son gouvernement (3).

bénit par l'archevêque de Vienne, dans son église abbatiale, le mardi 21 nov. suivant, « en grande solempnité, et après mond. sgr l'abbé a donné à disné à tous les religieux et à la noblesse.... »

(1) « MM. de l'Arthaudière, de la Forteresse, de St-Véran, frères; noble Guy Antoine de Rostain, seigneur de Miribel; noble Nicolas de Chapponais, seigneur de la maison forte de St-Bonnet, etc., etc. »

(2) Ces vingt-quatre écussons étaient probablement ceux des vingt-trois abbés prédécesseurs d'Antoine Tolosain, avec celui du nouveau prélat ou celui de l'ordre.

(3) L'abbé Antoine Tolosain mourut le 12 juillet 1615 avec la réputation d'un saint; six mois après sa sépulture dans les caveaux communs à tous les religieux, dans l'église, on retrouva son corps intact et exhaltant une odeur suave. L'abbé de Gramont le fit mettre dans un autre cercueil en chêne (le premier était en sapin), avec une plaque de plomb sur laquelle était écrit un sommaire de sa vie. Il demeura au même endroit jusqu'en 1660 où l'abbé Jean Rasse le fit transporter, sans ouvrir le cercueil, « dans un petit cavot qui est sous la lampe du presbytère, devant le grand autel, et dont l'entrée est marquée par une étoile de cuivre plombée. » *Vie ms. du P. Tolosan*, à la biblioth. de Grenoble, citée plus haut.

Pièces Historiques Justificatives

I

INVENTAIRE DES « JOYAUX » CACHÉS DANS LA TOUR DU CLOÎTRE AU MOMENT DES PREMIÈRES GUERRES DE RELIGION (1).

Les abbé, grand prieur et religieux du monastère Saint-Anthoine en Viennoys, disent que les agentz dud. monastère, prevoyantz au commencement des troubles des guerres civiles dernieres, que plusieurs pilleries et voleries pourroient estre faictes, auroient donné ordre de resserer entre autres chouses les ornementz d'esglise plus pretieux, mesmes en une maison appelée la tour, estant dans leurs cloistres, comme estant le bastiment plus fort et asseuré. » — (On ne mentionne ici que les ornements d'église.)

Premier : ung tapis de Millan de vellours vert, figuré avec les armoiries du duc de Millan, decosu au milieu ; ung flachet drap d'or, figuré de vellours vert ; une chasuble de vellours violet ; une chasuble de damas blanc ; une chappe de drap d'or ; une chappe de vellours cramoisy, figuré d'or ; une chasuble drap d'or, figuré de vellours cramoisy ; une chasuble drap d'or frizé avec son manipolle drap d'or ; ung parement drap d'or et vellours cramoisy ; une chappe de vellours cramoisy semée de rozes d'or ; une chappe de damas blanc semée de margarites de toutes couleurs ; une chappe de vellours cramoisy à follaiges drap d'or ; une chappe drap d'or ; une chappe vellours violet et drap d'or ; une couverture d'hostel drap d'or et vellours bleu ; ung flachet vellours incarnat avec follaiges d'or ; ung tapis vellours cramoisy ; une chasuble drap d'or frizé ; une chasuble satin frizé d'or ; ; une chasuble de vellours cramoisy à follaiges d'or ; une chasuble de vellours vert ; une couverture de chässe drap d'argent ; une couverture vellours violet ; ung flachet vellours violet ; ung autre flachet de mesme ; ung flachet vellours drap d'or et vellours violet ; ung flachet damas blanc à folhaige ; une chasuble damas blanc ; une couverture vellours violet

(1) D'après une enquête faite le 3 septembre 1566. — Archives du Rhône, H. fonds de Saint-Antoine, carton 15.

cramoisy ; ung flachet damas blanc, figuré drap d'or ; ung flachet de vellours cramois à follaiges d'or ; ung parement d'hostel vellours cramois ; une chasuble de vellours cramois ; une chasuble damas blanc, figuré de folhaiges d'or ; une chasuble satin bleu semé d'estoilles d'or ; une chasuble d'or et vellours cramois ; une chasuble drap d'or et vellours vert ; une estolle et manupolle drap d'or et vellours vert ; une estolle drap d'or frizé ; une estolle avec le manupolle drap d'or et vellours cramois ; une aulbe destoillée avec ses paremens et lamée drap d'or.....

II

PROCÈS-VERBAL-ENQUÊTE DU VIBAILLY DE SAINT-MARCELLIN ANTOINE GARAGNOL, DU 26 DÉCEMBRE 1568 (1).

Continuation des exécutions et procédures faictes des mandemens et arrests de la court par nous vibally et comissère, du vingt sixième décembre, M. V^e soixante huit.

Au lieu et ville de Saint-Anthoine.

Pour ce que nous serions esté advertis de la désollation et ruyne de l'église, maison abbatiale, du s^r grand prieur et autres particuliers dud. Saint Anthoine chef d'Ordre, nous vibally juge maieur conseiller du Roi, comissaire en ceste partye pour entendre sy le service divin estoyt continué et les relligieux estoient logés et receuz, nous sommes acheminés de la ville de Saint Marcellin audit Saint Anthoine dans la maison d'honneste homme Odibert Roy, dans laquelle aurions faict appeler Pierre Périer et Jehan Cloct consuls, Loys Lavis vichastelain, Charles Toussaint, Theaud Du Croz, Antoine Odibert, Pierre Raffas [ou Caffiot], Claude Anysson, Antoine Bouveron, Anthoine Yserable, conseillers de la communauté ; avec lesquels nous sommes enquis sy le service divin estoyt cotinué et sur les points décretez en l'arrestz du douz^{me} dernier. Sur lesquels les susdits vichastelain, consuls et conseillers ont dict et déclaré comme depuis Pasques floryes dernier ledit service divin a esté continué et célébré par les relligieux de l'église et monastère dudit Saint Anthoine dans la chappelle estant dans l'hospital dud. monastère, ne s'estant trouvé après les susd. ruynes et desmollitions lieu plus

(1) Extrait d'une longue série de procédures encore inédites, et que nous devons de connaître à l'obligeance de M. le chanoine Jules Chevallier, de Romans. — Voir plus haut, chap. III, p. 46.

commode, et que pour encores lesdits relligieulx ne seroient autrement logez sy ce n'est aux hostelleries et maisons de leurs parens que n'ont en appréhension que dans iceluy monastère il y aye aulcun relligieulx pour le présent de la prétendue relligion et oppinyon nouvelle ; ce que semblablement nous a esté dict et rapporté par vénérables relligieulx frères : Philibert de Montagud, commandeur de Gollomy, François Roy, commandeur de Nysmes, Charles Anysson, ouvrier, Bastian Reynaud, commandeur de Billon, et autres relligieulx d'icellui monastère avecq lesquels avons fait visitation de la susdite chapelle, de la maison abbatiale, de celles que appartenoint audit sieur grand prieur, et celles desd. relligieulx présens et appelez avecq nous, M^e Guy Disdier, docteur en médecine, le susd. vichastelain et noble Enymond Teste, docteur en droictz, habitans à Saint-Marcellin ; nous estant apparu tant par lad. visitation et veue occullaire, rapport des dessusd. que lad. chappelle estoit couverte emparée de toutes pars, de façon que sans aultre réparation le service divin y pouvoit estre continué atandant myeux. Et quant aux susdites maisons, ilz estoient tellement ruynées que hors la chambre du rentier estant sur les degrez alant à ladite maison abbatiale, il ne seroit demourés lieu, chambre ou membre pour demourer lesdits sieurs relligieulx ; lesquels à ceste occasion nous ont requis leur pourveoir suivant et à la forme dudit arrestz. Sur quoy après qu'il nous est apparu par le rapport des susdits consuls, vichastelain, comme en ladite ville ny avoyt aulcune maison de confrayrye, maison commune ou hospital pour loger lesdits relligieulx, nous avons commandé auxdits consuls en procédant oultre à l'exécution de l'arrestz du dixième septembre dernier, nous baller par déclaration le nom et surnom de ceulx de ladite ville et mandement que depuis le dernier edict de paciffication se seroient eslevez en armes contre le Roy ou bien s'estoient absentez contre leur sermant. Quoy faict et après que les dessusdits consuls vichastelain et notables nous ont ballé par déclaration Pierre Ageron filz de Jacquemet, M^e Claude Dupinet, notaire, Claude Bastard dict le Loup, Bastian Brunet, filz de Romanet, Anthoine Vignon dict Paris, M^e Pierre de Frize, docteur en droictz, Pierre Beche dict Lanibert, Anthoine Jasserne filz de Jehan, les deux Bayardons frères, Forbeillon, Eymard Coulon, Romans Moyet, le fils de M^e Tougye gascon, Jehan Charmeil Pyollant, Jean Marchant dict Blanchon, le Brochet Massot, le gendre d'Arnollet Alard, Audibert Viollet, le mercier Masson, Anthoine Jacob et M^e Jauguet. Nous avons au susdit M^e Jacques Thomé, procureur du Roy octroyé contre iceulx, et chacun d'eulx lettre et prise de corps et à faulte de ne les pouvoir appréhender, comissaire pour les appeller à trois brefs jours mis et réduict sous la main du Roy leurs biens, enjoinct aux consuls pour le requis et gouvernement de leurs biens

nommer personnes capables et suffisantes à peyne de les en charger et...audit vichastelain et à M^e Oudin Devalloys pour escrire soubz nous pour procéder à l'inventaire des biens meubles et immeubles, papiers, documentz et instrumentz en présence desdits consuls, deux ou trois desdits capables silz se peuvent trouver, ou au deffaud de ce, de deux ou trois des voisins assignant auxdits sieurs relligieulx au jour suivant pour leur estre pourveu plus amplement que sera le vingt septième de décembre. Auquel jour les dessusdits comparant par devant nous sur l'inquisition faite sur la commodité ou incommodité, nous estant comme dessus apparu de la nécessité, en présence et sur la réquisition des susdits relligieulx et de M^e Jaques Thomé, substitut de Monsieur le procureur général du Roy.... avons ordonné pour logis audit noble frère Hector de Rux, grand prieur et vicaire général de noble frère Loys de Langhac abbé du monastère dudit Saint-Anthoine, la maison de Claude Bastard dict le Loup, (et en son absence, à celluy ou ceulx que lui plaira nommer); audit noble frère Philibert de Montagud, la maison dudit de Frize, pour son habitation et de six relligieulx telz qu'il luy plaira appeler choisir et eslire; et au surplus pour l'habitation des autres s^{eu}rs relligieulx et nommés, les maisons d'Anthoine Vignon dict Paris, et où il ne souffrira des autres desdits absens jusques à suffisance pour y habiter, tant seullement (lesdites maisons assises dans la ville et faulxbourgs Saint-Anthoine.... comme dessus). Et jouir des meubles et boys qui s'y trouveront jusques ad ce qu'autrement il soit ordonné et que lesdits relligieulx ayent moyen de construire, rediffier et rebastir leursdits édifices, ordonne qu'à ces fins lesd. maisons seront deslaissées par lesdits sequestres d'en laisser la possession, vuidier et rendre lesdits meubles quant sera ordonné. Et lesdits consuls nous ont nommez pour sequestres les sieurs Anthoine Yzerable, Jehan Yzerable, Pierre Rivail, Pierre Raffiat [ou Caffiot], tous habitants dud. Saint Anthoine; lesquels après plusieurs enjonctions à eulx par nous faites d'accepter la charge par foy et sermant, ont promis de bien et deuement regir et gouverner les biens dont il leur sera fait déclaration par les inventaire ou extraict que ordonnons leur soit balhié et en rendre compte et prester reliqua à qui appartiendra et sera ordonné avecq obligation et submission de corps et de biens. Et pour assurance de ce que dessus, se sont sousignés et fait leurs marques, sieur Claude Anysson de Saint Anthoine, M^e François Boisset, procureur de Saint Marcellin, et Estienne Julian, clerc, natif de Luppé, pays de Forestz.

Anthoine YZERABLE, Jehan YZERABLE, Pierre LAMBERT.

Ant. GARAGNOL, vib. commissaire.

III

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSASSINAT DU P. CHARLES D'ARZAG
DE LA CARDONNIÈRE, 1580.

EXTRACTUM EX ARCHIVIIS ABBATIE S. ANTONII VIENNENSIS PER ME
CUSTODEM DICTARUM ARCHIVIARUM SUBSIGNATUM (2).

« Anno 1580, die lunæ quarto julii, nouum hæreticorum agmen ex arce Bellouacensi in Delphinatu (*Muguetio quodam antesignano*) prorumpens in hanc ecclesiam aurora micante insiliit, dum religiosi Matutinas horas Deo persoluerent, quorum octo psalmodiam non derelinquentes ab hæreticis aurum sitientibus ad concussionem captiui facti sunt. Inter hos stridentium armorum fragores probus quidam religiosus jam nonagenarius, cui nomen Carolus Darzag e familia Du Sauel de la Cardonniere in Delphinatu, infixus altari sacra faciebat, a quo non dimouebatur captiuitatis terrore, cui author libertatis præsens erat, imo a sicariis hæreticis consummandæ hostiæ copiam impetrauit, a quibus deinde extra portam oppidi uulgo de Chaste nuncupatam, sacris adhuc indutus vestibus, scopeto in fidei et religionis catholicæ odium occiditur.

« Sic ebulliente adhuc in pectore ejus Christi sanguine, suum pro Christo constanter fudit, seipsumq. in sacrificium Deo obtulit, ad quod iam a multis annis variis bonis operibus maximeque elemosinis se disposuerat. Nam consulto suæ vestis manicas cæteris latiores deferebat, ut pane frustulento semel repletas pauperibus uicatim occurrentibus, maximè pudibundis arcana liberalitate et ardenti charitate erogaret. Sic bonus ille religiosus duplex sacrificium, primum quidem ut sacerdos, secundum ut victima perfecit.

« F. J. THEVENIN »

(1) Collation de la présente a esté faite à son original estant en papier, ce que requérant les abbé et religieux de Saint-Antoine de Viennois comparants;... et fust rendu l'original, le vingt-neuf des présents mois et an (1666), par moy huissier du roi en sa cour de Parlement, commis et sousigné.

Ainsy signé : COCQUELEY.

(2) D'après une copie authentique qui se trouve à la bibliothèque de Grenoble, ms. R, 80, t. VIII, fol. 200. « L'extrait ci-dessus, lisons-nous en vedette, vers le bas de la copie, a été deubement vidimé et collationné sur son original par moy notaire royal sousigné, ce 11 mai 1667.

FOURNET, notaire.

EXTRAIT DES ARCHIVES DE L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE EN VIENNOIS
PAR MOI GARDIEN DESDITES ARCHIVES, SOUSSIGNÉ.

« Le lundi 4 juillet de l'année, 1580, une nouvelle troupe d'hérétiques conduits par un chef nommé Muguet, s'avança du château de Beauvoir et pénétra dans cette église au point du jour, pendant que les religieux chantaient matines. Huit de ces religieux qui ne quittèrent pas la psalmodie furent faits prisonniers par les hérétiques que poussait la soif de l'or. Au milieu de tout ce fracas des armes, un religieux nonagénaire, Charles d'Arzag, de la famille du Savel de la Cardonnière en Dauphiné, n'en continuait pas moins à célébrer la messe à l'autel, et ainsi en présence du Dieu auteur de toute liberté, il ne se laissait pas émouvoir par la crainte de la captivité ; bien plus, il demanda et obtint de ces sicaires hérétiques de pouvoir consommer la sainte Hostie. Saisi ensuite par eux, il fut entraîné, encore revêtu des ornements sacerdotaux, en dehors de la porte du bourg, vulgairement appelée Porte de Chatte, et là, tué d'un coup d'arquebuse, en haine de la foi et de la religion catholique.

« Et ainsi au moment où le sang du Christ était encore comme bouillonnant dans sa poitrine, il répandit généreusement son propre sang pour le Christ et s'offrit lui-même à Dieu en un sacrifice auquel depuis de longues années ses bonnes œuvres et surtout ses aumônes l'avaient préparé. Il portait, en effet, un vêtement dont les manches avaient été faites à dessein plus larges que les autres ; il les remplissait de morceaux de pain et distribuait ensuite ce pain aux pauvres dans les carrefours, ou en secret aux pauvres honteux avec toute l'ardeur de sa charité. C'est ainsi que ce bon religieux acheva son double sacrifice, l'un comme prêtre, l'autre comme victime.

« F. J. THEVENIN. »

IV

ENQUÊTE JURIDIQUE FAITE PAR M. LE LIEUTENANT AU BAILLIAGE
DE SAINT-MARCELIN, DANS L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE, AVEC
PLUSIEURS GENTILSHOMMES ET NOTABLES, 25 AOÛT 1605 (1)

Le 25^e jour du mois d'aoust, après midi, 1605, dans la ville de Saint-Antoine de Viennois, et dans la maison d'habitation du seigneur et re-

(1) Cette enquête montre à quel point l'abbaye de Saint-Antoine avait été atteinte dans ses forces vives par les guerres de religion, puisqu'il est néces-

verendissime abbé dudit lieu, par devant nous Pierre Bernard, docteur en droits, conseiller du roy, lieutenant particulier du bailliage de Saint-Marcellin, auroit comparu frère Gaspard Brenier, religieux de l'ordre dud. Saint-Antoine, comme procureur et sindic, en cette partie depputé par les sieurs grand prieur et chanoines cloistriers du chapitre dudit couvent de Saint-Antoine en Viennois. Lequel nous auroit représenté qu'au sujet des guerres civiles qui auroient eü cours en cette province de Dauphinés plus qu'au demeurant du royaume de France, les rentes, pensions, droicts et revenus dudit chapitre seroient tellement diminués, les bastiments des esglises et des hospitaux en dependants et de ladite abbaye, et ceux des religieux d'icelle, que ce qu'il reste à present desdits droict, et revenus, tant s'en fault qu'ils fust suffisant pour remettre et restablir lesdits édifices abatus; que mesme il ne seroit bastant de fournir à l'entretienement et nourriture desdits chanoines cloistriers profex, qui sont en grand nombre, outtre les novices, et aux aulmosnes et distributions ordinaires, desquels ledit chapitre est chargé envers les pauvres en affluance, outtre ceux qui sont continuellement nourris dans lesdits hospitaux. Ce qui auroit occasionné lesdits religieux et chapitre, pour le zeile et desir qu'ils ont eü de veoir restablir toute chose en leur ancienne splendeur et dignité, à l'honneur et gloire de Dieu, et de faire encor reverdir et resfleuir son saint et sacré service audit lieu, après tant de tempestes et orages eslevées pour l'anéantir et le perdre; fortifiés de l'ardente devotion et zeile, et du consentement tant du Reverendissime abbé dudit lieu, que de frère François Roy, titulaire de la commanderie d'Aulmosnières, recourir à Sa Sainteté pour, au sujet que dessus, obtenir d'icelle l'union de ladite commanderie à la table conventuelle dudit chapitre, pour ayder à satisfaire et fournir aux choses sus mentionnées. Lequel, inclinant à leur juste desir, leur auroit accordé ladite union par ses bulles du [IV^e kal. jun.] de la presente année. Et neantmoins, pour la fulmination desdites bulles et signatures apostoliques concedées aux fins de ladite union, auroit delegué le reverand official de Langres, luy apparoissant des ruines, diminutions et pertes susnarrées. A quoy desirants satisfaire lesdits religieux et chapitre, et justifier par moiens legitimes la verité de ce qui auroit esté desduit et représenté de leur part à N. S. P. le Pape, nous auroit requis comme juge royal et majeur du terroir où ladite abbaye de Saint-Antoine en Viennois se treuveroit enclose et située, nous transporter en ce lieu où

saire maintenant de chercher l'augmentation de ses revenus par l'union de commanderies étrangères. La présente enquête énumère les motifs de l'union de la commanderie d'Aumonières à la mense capitulaire. — Archives du Rhône, fonds de Saint-Antoine, H., Carton 363.

il auroit fait assigner par devant nous aux jour, lieu et heure, les tesmoins cy après nommés, scavoir noble Antoine de Chastelard, sieur de Vaux, noble Joachim Rabot, sieur de Bussièrès, noble Claude de la Porte, sieur de Saint-Lathier et Larthaudière, noble Nicolas de Bourchenu, noble Gaspard de Chapponaix, sieur de Saint-Bonnet, M^r Antoine Brenier, docteur en droicts, juge ordinaire dudit Saint-Antoine, frère Joachim Darsag, prieur de Saint-Vallier, honneste Gaspard Charron, honneste Gabriel Charreard, honneste Bon Jassoud, honneste Jean Piemont, honneste Noel Marchand, Antoine de Champ, tous habitants ou proches voisins dudit lieu de Saint-Antoine. Tous lesquels tesmoins icy presents ledit sindic nous auroit produits pour la preuve et justification des choses susnarrées resultant d'ailleurs de l'inspection et veüe d'icelle ; nous requerant d'iceux requerir le serment en tel cas requis ; puis iceux ouys et examinés sur la notoriété de ce que dessus, requerant Messire Antoine Tholouzain, abbé de Saint-Antoine, comme collateur ordinaire de ladite commanderie d'Ausmonnières, de laquelle on poursuit l'union susdite, et ledit sieur de Saint-Laurent, titulaire d'icelle à present, declarer en notre presance s'ils ne consentent à lad. preuve, production et verification, et de ce nous requerent leur estre faicts actes. Et après que lesd. reverendissime abbé et sieur de Saint-Laurent auroient fait declaration en nostre presence et des susnommés, approuver et agréer lesdites formalités et preuves, et l'union du benefice susdit aux conditions et charges ennoncées auxdites bulles et signatures apostoliques, et sous les reservations à eux accordées, dont aussi ils nous auroient requis leur estre faicts actes pour leur servir et valoir ce que de raison. Et après que tous les susnommés tesmoins, en leur presence, auroient tous levé la main à Dieu et promis avec serment solemnel de dire et déposer verité entre nos mains sur ce qu'ils seront enquis de nostre part, avons iceux tesmoins receus comme tesmoins sont à recevoir, et octroïé tant audit seigneur reverendissime abbé et sieur de Saint-Laurent et audit sindic actes de leurs comparants, productions, declarations et protestations pour leur servir et valoir ce que de raison. Puis nous estants séparés avec nostre greffier sousigné et tous les tesmoins susnommés produits à la part dudit sindic, et entrés avec iceux dans une chambre estant du costé du levant de la maison dudit sgr abbé, avons derechef à iceux fait prester le serment de dire verité, leur aiant fait faire lecture à nostre dict greffier, tant des bulles susdites et signatures apostoliques de N. S. P. le Pape, que de la requeste à nous presentée par le sindic au nom dudit chapitre, et leur aiant le tout bien particulièrement fait entendre, ont tous d'une voix nul disrépant, par l'organe neantmoins dudit noble Joachim Rabot, sieur de Bussièrès, dict et affirmé bien savoir qu'audit monas-

tère sont le nombre de 50 chanoines cloistriers profex, outre les novices, pour la celebration du divin office, desquels la portion tant en pain, bled, vin, que argent, revient annuellement, pour le chascun du moins, à la somme de 50 escuz (1) : oultre ce que dans iceluy monastère il y a deux grands hospitaux, où, de temps immémorial les pauvres de l'un et l'autre sexe, estants atteints du mal que vulgairement on appelle le feu Saint-Antoine, sont reçus et admis, nourris et medicamentés en grand nombre, et pour la pluspart vestus, aux despens dudit couvent. Lequel couvent est aussi accoustumé toutes les années, la veille de la Nativité de N.-S., faire une aumosne generale à laquelle aborde et vient plus de quatre cents personnes, à chacun desquels on distribue six livres pain blanc et noir par moitié ; aussi le Jeudi-Saint, de 500 petits pains, aux pauvres affluants de tous endroicts ; et encore, depuis les festes de Pasques jusques à la feste de S. Jean-Baptiste, trois fois la sepmaine on faict audit couvent une aumosne generale auxdits pauvres, pour laquelle entretenir à peine deux cents sestiers froument y peuvent fournir ; et chascune feste de Toussaints, [on] distribue grande quantité de drap noir suffisante pour vestir trente pauvres ; outre autres aumosnes et œuvres pies, accoustumées estre exercées audit couvent envers les pelerins y arrivants. Disants en outre bien scavoir que les bastiments tant de l'esglise, hospitaux susdits, que des maisons particulières des religieux, ont esté par l'injure des guerres, violence et ravage des ennemis de la religion apostolique et romaine, tellement ruinés, desmolis et abbatus, que avec grande incommodité le divin service y est célébré en l'esglise, les pauvres receus aux hospitaux, et les religieux logés dans leurs maisons, bien que auparavant la naissance des guerres civiles, les bastiments fussent des plus grands et celebres de ce royaume, desquels à present il ne reste que des vestiges affreux ; ladite abbaye ayant esté exposée à la mercy et discrétion des heretiques et autres gens de guerre, pour estre située en un lieu ouvert, depeuplé et baudres (*sic*), qui a causé aussi le bruslement et perte de leurs principaux papiers, documents, terriers et autres instruments et titres auxquels concisoient leurs principaux et plus specieux droicts et revenus, à tant que ce qui leur reste aujourd'huy de revenu annuel après tant et si frequentes pertes, ruines, saccagements et ravages, n'est suffisant de subvenir non à la reparation desdits edifices ruinés, mais à l'entretennement des religieux susdits, attendu leur grand nombre ; disants et affirmants les choses susdites estre certaines et veritables. Et pour cause de science ont dict estre tous habitants ou proches voisins de ladite abbaye de Saint-Antoine, et avoir veu et sceu puis

(1) Cinq escus ! ADVIELLE, *loc. cit.* p. 182.

longues années tout ce que dessus estre arrivé au monastère susdit ; outre que l'inspection et veue des edifices justifie assés la ruine d'iceux ; le surplus estant evident, clair et notoire à tous ceux de cette province. Puis à l'instant, aiant tous les susdits tesmoins repetés, separement l'un après l'autre en leurs depositions generales susdites, ont déposé en la forme cy-après escripte et se sont signés.

Ainsy signé : BUSSIÈRES, LARTHAUDIÈRE, BOURCHENU, G. DE CHAPPONAYS, SAINT-BONNET. A. BRENIER, et plus bas, CHASTELLARD.

Suivent les dépositions particulières des témoins, que nous omettons, parce qu'elles ne font que confirmer ce qui précède, sans ajouter aucuns nouveaux détails.

Ainsy a esté par nous procédé.

Signé : BERNARD, lieutenant audit bailliage.

Et moy, substitut du greffier, escrivant sous ledit lieutenant.

Signé : Nicolas LACEM, substitut.

V

LISTE DES CONSULS DE SAINT-ANTOINE PENDANT LES GUERRES DE RELIGION (1).

Années 1561-1562 Elias Artaud et Pernet Isérable.

»	1562-1568
»	1568-1569 Pierre Perier et Jean Cloct.
»	1569-1570 Pierre Pain et.
»	1570-1573
»	1573-1575 M ^r Claude du Pinet notaire et Georges Jassoud.
»	1575-1577 Jean Bèche dit Lambert et Louis Ducroz.
»	1577-1578 Pierre Chapotton Forest et.
»	1578-1579 Pierre Artaud et.
»	1579-1580 Jehan de la Garde et Claude Grillet.
»	1580-1581 Antoine Fay et Sébastien Clot.

(1) Nous avons dit dans le cours de cet ouvrage que l'élection des consuls à Saint-Antoine avait lieu chaque année à la fête de Saint Jean-Baptiste, 24 juin.

Années 1581-1582 Antoine Chapuis et Balthazard Grillet.

- » 1582-1583 Jean Iserable (qui subroge Antoine Isérable) et . .
- » 1583-1584 Jean Gonnet et Caffiot.
- » 1584-1585 Eymard Mignon et Eustache Piémont.
- » 1585-1586 Antoine Vourey dit Billet et Louis Guillermet.
- » 1586-1587 Baptiste de la Grange et Jean Bermondie.
- » 1587-1588 Michel Isérable et Pierre Villard.
- » 1588-1589 Antoine Jasserme et Gabriel Charréard.
- » 1589-1590 ~~Pierre Agéron~~ et Jean Clerc.
- » 1590-1591 Jean Piémont et Bon Jassod.
- » 1591-1592 Antoine Lavis et Pierre Vivier.
- » 1592-1593 Antoine et Pierre Mignon, frères.
- » 1593-1594 Pierre Artaud et Jean Vatileu.
- » 1594-1595 Antoine Guillermet et Nicolas Pain.
- » 1595-1596 Etienne Brunet et Jean Perret, dit de Rossat.

D. HIPPOLYTE DIJON,





NOTE SUR LA MARCHÉ D'ANNIBAL

D'ESPAGNE EN ITALIE

La marche célèbre du général carthaginois, qui demeure sans exemple dans les annales de notre pays, a déjà fait l'objet de recherches aussi savantes que documentées, aussi nombreuses que contradictoires.

Parmi elles, nous aimons surtout à en retenir deux : l'ouvrage si complet, mais malheureusement un peu diffus, de M. le colonel Hennebert et la brochure si intéressante et si suggestive de l'érudit M. Gilles d'Eyragues.

En abordant un sujet que tant de penseurs ont tour à tour étudié, nous serions inexcusable si nous n'avions l'intention : premièrement, d'être très bref de manière à n'ajouter qu'une goutte d'eau à l'océan de dissertations dont l'épopée d'Annibal a fourni le prétexte ; deuxièmement, de développer une interprétation qui nous paraît de nature à concilier les textes que nous possédons sur cette question.

Car il ne faut pas l'oublier : dans une semblable matière, nous ne pouvons guère songer qu'à interpréter la pensée des historiens anciens qui en ont traité et au premier rang desquels se trouvent Polybe et Tite Live.

Le premier était l'écrivain clair, précis, probe et consciencieux par excellence ; aussi bon géographe qu'excellent historien ; auteur d'une histoire de la République Romaine remarquable autant par les qualités du style que par l'élévation des pensées et la sûreté des jugements.

Le second était plus crédule et moins impartial ; il se substitue fréquemment aux personnages dont il parle et leur fait tenir des propos de rhéteur ; aveuglé par l'amour et l'orgueil de son pays, son opinion est souvent suspecte ; néanmoins, son Histoire Romaine est un véritable monument d'érudition qui, dans l'espèce, complètera d'une manière heureuse les narrations parfois un peu concises de Polybe.

Ce sont donc les textes de ces deux historiens que nous allons étudier en détail et soumettre à une critique rigoureuse ; nous verrons à quoi conduit leur interprétation rationnelle, et c'est au lecteur qui aura eu la bonne volonté de nous lire jusqu'au bout qu'il appartiendra de décider de la valeur de notre travail et de nos conclusions.

I. — PASSAGE DU RHONE

Nous nous proposons de démontrer qu'Annibal a franchi le Rhône à Beaucaire conformément à l'opinion émise et soutenue par M. Gilles d'Eyragues.

Nous allons examiner successivement les arguments qui nous font considérer cette version comme une quasi certitude.

1° Distance à Emporium. — Nous lisons dans Polybe que l'on compte 1600 stades (soit environ 300

kilomètres) depuis Emporium jusqu'à l'endroit où le Rhône a été franchi par Annibal.

Il ajoute qu'à l'heure où il écrit cette route est entièrement toisée et garnie de bornes milliaires que les Romains ont emplantée avec beaucoup de soin.

Emporium, que certains auteurs placent à Castillon de Ampurias, se trouvait avec plus de vraisemblance à l'embouchure même de la Fluvia, soit à quelques kilomètres au sud de Roses.

Suivant l'opinion de Daudé de Lavalette, que M. Hennebert a eu le tort d'accepter sans contrôle, cette condition exigerait que les Carthaginois aient passé le Rhône entre Avignon et Orange.

De Perpignan à Nîmes on admet sans contestation qu'Annibal a suivi sans écart sensible l'ancienne voie phénicienne, devenue plus tard la via Domitia et coïncidant à très peu près avec nos routes nationales actuelles n^{os} 9 et 87 ; or, en nous basant sur des documents officiels, nous trouvons :

d'Emporium à Perpignan, environ	65 kil.
de Perpignan à Nîmes	217 454
de Nîmes à Avignon par les routes 87 et 100	41 302
	323 756

soit 24 kilomètres (130 stades) de plus que ne l'indique Polybe. Or, celui-ci est généralement très précis et, puisqu'il donne les distances en centaines de stades, elles doivent être exactes au moins à 50 stades près.

Vérifions maintenant la distance d'Emporium à Beaucaire :

d'Emporium à Perpignan, environ	65 kil.
---------------------------------	---------

de Perpignan à Nîmes	217 454
de Nîmes à Beaucaire par la	
route 99	25 148
	307 602

L'erreur, quoiqu'en dise Daudé de Lavalette, est moindre que la précédente et cette simple vérification nous montre nettement que, non seulement Annibal n'a pas remonté jusqu'à Avignon, mais qu'il s'est rendu directement au Rhône par le chemin le plus court en suivant tout naturellement la voie qui existait déjà à cette époque.

2° Distance au campement de la mer. — Nous lisons dans Polybe : « Annibal se trouvant environ à quatre journées de marche du campement de la mer se disposa à traverser le Rhône. »

De quel campement s'agit-il dans cette phrase ? Du dernier campement d'Annibal en vue de la mer, c'est-à-dire de celui à partir duquel il s'éloigna de la mer pour rentrer dans l'intérieur des terres en prenant la direction du Nord-Est ?

Ou bien du campement de Scipion que nous savons être à l'embouchure du Rhône la plus rapprochée de Marseille ?

Presque tous les commentateurs admettent cette dernière interprétation et en déduisent une nouvelle condition pour la détermination du point où passa Annibal.

En comptant 28 kilomètres environ par journée de marche, ils en concluent que le passage du Rhône eut lieu aux environs de l'Ardoise ou de Montfaucon.

Il nous sera facile de prouver que, si telle est l'interprétation de la phrase de Polybe, celui-ci a été induit

en erreur, et pour cela nous n'aurons qu'à rappeler ce qu'il dit lui-même sur la marche de Scipion.

Le général romain, parti de Pise, se rendait en Espagne où il croyait qu'Annibal se trouvait encore. Arrivé à Marseille, il y apprend que l'armée carthaginoise a franchi les Pyrénées. Il débarque alors sur les collines de Fos, et à peine est-il débarqué qu'on l'instruit de l'arrivée d'Annibal sur les bords du Rhône; cette nouvelle qui dut lui parvenir très probablement par l'intermédiaire des espions marseillais, lui parut tellement surprenante qu'il ne voulait pas tout d'abord y ajouter foi.

Après un conseil de guerre sommaire, il envoie en reconnaissance pour observer l'ennemi 300 cavaliers d'élite guidés par les espions marseillais; ce détachement parvint au camp d'Annibal après avoir soutenu un combat terrible avec le détachement punique, *six* jours après l'arrivée du général carthaginois sur le Rhône.

Or, les informateurs marseillais ne pouvaient pas aller plus vite que le détachement; il avait donc fallu six jours pour aller du camp d'Annibal à Marseille, de Marseille au camp de Scipion et retourner de ce dernier au camp d'Annibal, ce qui prouve d'une manière péremptoire que ces camps étaient au plus distants de trois journées de marche,

Nous allons d'ailleurs en fournir une autre preuve.

Le détachement romain, après avoir reconnu le camp d'Annibal et examiné les dispositions principales, retourna en toute hâte au camp de Scipion. Celui-ci mit immédiatement son armée en marche et arriva en ordre de bataille à l'emplacement du camp d'Annibal *quatre* jours après le combat des détachements; c'est la preuve directe qu'en deux jours de marche forcée on pouvait aller d'un camp à l'autre.

L'indication de Polybe, si elle se rapporte au camp romain, est donc erronée ; il en est de même lorsque cet historien dit que Scipion mit ses bagages sur ses vaisseaux et fit marcher son armée tout le long du fleuve dans le dessein d'attaquer les Carthaginois.

Il est prouvé en effet, qu'à cette époque, des marais presque infranchissables s'étendaient depuis la mer jusqu'à Arles ; pour aller de Bouc à Tarascon, il fallait nécessairement passer par St-Mitre, Istres, Miramas, Merle, Eyguières, Orgon, Eygalières et Saint-Remy. Total : 75 kilomètres qui peuvent parfaitement être parcourus en deux jours de marche forcée ; il n'en sera plus de même si le camp d'Annibal étant à Montfaucon, il faut faire 112 kilomètres et franchir deux fois la Durance ; il suffirait, croyons-nous, de rappeler ce fait pour faire écarter cette dernière hypothèse.

3° Description des lieux. — Nous savons par Polybe et par Tite-Live qu'Annibal traversa le Rhône en un lieu où toutes les eaux du fleuve étaient concentrées en un même lit et qu'à vingt-cinq milles en amont (200 stades = 37 kilom.) se trouvait une île au droit de laquelle le détachement conduit par Hannon passa le fleuve.

La majorité des écrivains admet aujourd'hui que la traversée d'Annibal eut lieu à Montfaucon et celle d'Hannon à Pont-St-Esprit.

M. Hennebert, dans son tome I, avait accepté sans contrôle l'opinion de M. Martin de Bagnols (1), et il

(1). Bagnols est un chef-lieu de canton du département du Gard situé à 10 kilom. de l'Ardoise. Cette proximité n'est-elle pas de nature à rappeler l'épigramme d'Herzog : « Suum quisque locum invenit » ?

écrivait (p. 434) : « On peut conclure en toute sûreté
« qu'Hannon est passé à Pont-Saint-Esprit et Annibal
« à l'Ardoise. »

Il est cependant facile de s'assurer que le port de l'Ardoise est exactement en face de la grande île de la Piboulette, ce qui est en contradiction formelle avec le texte de Polybe ; aussi dans son tome II (page 31), M. Hennebert place-t-il le camp d'Annibal sur les pentes que domine le signal de Roquemaure, de sorte que le passage aurait eu lieu au droit de Montfaucon (soit sept kilomètres en aval du port de l'Ardoise) entre les îles de la Piboulette et de Miémart.

Entre ces îles, nous avons une longueur de rive d'environ deux kilom. que M. Hennebert ne paraît pas connaître exactement ; s'il avait parcouru les lieux il aurait remarqué que sur 500 mètres environ, en aval de l'île de la Piboulette, la berge de rive droite forme un véritable à pic dominant le fleuve, et il est impossible qu'Annibal ait pu faire en cet endroit ses préparatifs de passage ; c'est là que la Compagnie Générale de Navigation entretient une vigie permanente chargée de signaler les bateaux qui s'engagent dans ce coude dangereux du fleuve.

Sur la plaine située à proximité nous trouvons une dépression nettement accusée et dont le thalweg est encore occupée par une robine importante qui va déverser ses eaux dans le bras de Roquemaure.

La construction de la digue insubmersible de Montfaucon a réduit considérablement cette robine sans toutefois la faire disparaître entièrement, ce qui permet d'affirmer que nous sommes en présence d'un ancien bras du Rhône ; nous en trouvons une nouvelle preuve

dans la dénomination de ce quartier qui s'appelle les Ilons et qui est défendu contre le Rhône par la digue des Ilons et le perré des Ilons.

Il est donc à peu près certain qu'à l'époque d'Annibal il existait une ou plusieurs îles entre les emplacements actuels de Montfaucon et Roquemaure ; dès lors, ce n'est pas en ce lieu que le Rhône a été franchi par Annibal.

Mais continuons notre critique.

M. Hennebert, continuant à suivre l'opinion de M. Martin (de Bagnols), admet que le détachement commandé par Hannon est passé par Bagnols, St-Laurent-des-Carnols, le col du Lapin, Carsan et Pont-St-Esprit.

M. Martin prétend que cette voie, *préexistante au passage d'Annibal* servait de communication entre Pont-St-Esprit et Nîmes. Nous demanderons où M. Martin puise les renseignements qu'il nous donne au sujet de l'antiquité de L'Ardoise et de Pont-Saint-Esprit ainsi que des voies qui y aboutissent. Sur des textes ? qu'il les cite ; sur des monuments ? qu'il les indique ; sur des traditions ? qu'il les développe, afin qu'on puisse les analyser et les discuter ; mais sa parole, si autorisée qu'elle soit, ne saurait nous suffire.

Admettons néanmoins qu'Hannon ait passé au Pont-St-Esprit. Mais dans ce cas, où se trouve l'île qui facilita son passage ? Où se trouve également le « poste avantageux » dont le détachement s'empara immédiatement après la traversée ?

Le Pont-St-Esprit est situé presque immédiatement à l'aval de l'embouchure de l'Ardèche et du Lauzon. Il n'existe actuellement aucune île en cet endroit, car on ne peut appeler de ce nom des dépôts instables de gra-

vier provoqués par la construction de la digue séparative du Lauzon. Nous le répétons, il n'existe pas en face le Pont-St-Esprit d'île portant un nom spécial qui permette de lui attribuer une haute antiquité. L'Ardèche, d'ailleurs, avec ses crues rapides et effroyables, est trop rapprochée pour qu'une île puisse subsister dans des conditions aussi défavorables.

Une fois parvenu sur la rive gauche, le détachement d'Hannon se serait trouvé au bord d'une plaine immense qu'aucun « poste avantageux » voisin ne lui permettait de dominer. Au contraire, en admettant que la traversée d'Annibal ait lieu à Beaucaire, nous savons qu'il y avait là un passage connu et pratiqué de toute antiquité ; il n'y a aucune île entre Beaucaire et Tarascon, car l'île Gernica commence un peu en aval ; les châteaux des deux villes sont établis sur des affleurements de roches néocomiennes qui jalonnent pour ainsi dire ce passage.

Hannon serait donc allé à Remoulins en suivant à peu près le tracé de la route nationale n° 86, là il aurait franchi le Gardon, puis il serait arrivé à Pont-d'Avignon en empruntant le tracé de la route nationale n° 100 ; il aurait parcouru ainsi environ 37 kilomètres comme le veulent les textes de Polybe et de Tite-Live.

En face d'Avignon on trouve les îles de la Barthelasse et de Piot, qui sont réunies aujourd'hui par la chaussée du Pont. Après la traversée, Hannon s'empara de l'émence qui domine la ville d'Avignon, sur laquelle devait se trouver une ancienne oppidum, et qui constituait un poste véritablement avantageux. De même qu'à Beaucaire nous trouvons ici des affleurements de roches néocomiennes qui, grâce à leur éloignement, ont permis aux îles intermédiaires de subsister.

Enfin, pour terminer ce paragraphe par un dernier argument, comment Hannon, après avoir franchi le Rhône au Pont-Saint-Esprit, aurait-il pu parcourir avec son détachement l'immense plaine d'Orange sans éveiller l'attention des ennemis ? comment aurait-il pu tourner le camp des Barbares sans faire un trajet trop considérable pour une nuit de marche ?

Au contraire, dans notre hypothèse, Hannon s'empare de l'oppidum d'Avignon, passe la Durance près de son confluent et arrive au camp des Barbares, défile par le massif de la Montagnette où il avait la possibilité de faire à Annibal les signaux optiques convenus.

Nous l'affirmons avec M. Gilles : « ces lieux parlent « si clairement qu'aucun argument ne vaut leur élo-
« quence » ; il suffit de les avoir parcourus après avoir lu Polybe et Tite-Live, pour qu'aucune autre solution ne paraisse acceptable.

4° Voies existantes. — Ainsi que Polybe le dit avec tant d'insistance, il faut bien se garder de considérer l'entreprise d'Annibal comme ayant un caractère presque divin et surhumain.

Le général carthaginois avait envoyé des messagers en Italie avant de se décider ; ces messagers avaient suivi une route bien déterminée ; ils n'avaient pas marché au hasard et, à fortiori, devait-il en être de même d'Annibal qui traînait à sa suite une armée d'environ 50.000 hommes. Une semblable armée ne pourrait prendre des sentiers ; elle a besoin d'une voie large et battue et, si nous en croyons Polybe, c'est par la voie phénicienne qu'Annibal alla des Pyrénées au Rhône ; cette voie fut remplacée ensuite par la via Domitia et elle appartient aujourd'hui à notre réseau de routes

nationales ; ce qui prouve bien que les routes, pas plus que les cités, ne disparaissent complètement et que le présent est une transformation, non une résurrection du passé.

Or, la via Domitia, d'après les recherches les plus autorisées, aboutissait à Beaucaire où elle franchissait le Rhône ; de là elle se dirigeait sur St-Gabriel (Ernaginum) et Saint-Remy (Glanum) où elle se bifurquait en divers embranchements. Ce sont les Romains qui conduisirent cette route jusqu'à Arles d'abord par une annexe qui suivait la rive droite du Rhône et plus tard, lorsque Arles devint une capitale, par une route directe qui partait de Nîmes.

Il dut y avoir également une route de Nîmes à Remoulins près duquel se trouve le fameux pont aqueduc du Gardon mais aucun texte, aucun monument n'indique, à notre connaissance, qu'il y ait eu une voie antique de Remoulins à Roquemaure, à travers les marécages de Pujaut et les rochers de Rochefort.

Il est donc de toute vraisemblance qu'Annibal, suivant la voie existante, arriva à Beaucaire ; il ne s'est pas détourné de sa route à partir de Nîmes car, ainsi que nous le verrons plus loin, il n'avait aucune raison de le faire ; s'il avait pris un chemin aussi pénible et aussi dangereux, Polybe, l'écrivain consciencieux et précis, l'aurait dit et en aurait fourni une explication ; car, nous le répétons, une armée, forte de 50.000 hommes, ne se lance pas ainsi en pays ennemi à l'aventure sur une piste destinée à devenir à notre époque un simple chemin vicinal.

De même Hannon qui, d'après le colonel Hennebert, se trouvait à la tête d'un détachement de 10.000 hom-

mes, n'aurait pas pu, même avec des guides, traverser de nuit l'épais et confus massif boisé de la Valbonne ; quoi qu'en dise M. Martin (de Bagnols), nous considérons cette route comme impraticable pour une armée un peu importante, ce qui d'ailleurs ne diminue en rien son antiquité hypothétique.

Au contraire, si l'on admet le passage à Beaucaire, la marche d'Hannon se lit très bien sur les deux routes nationales qu'il a empruntées.

5° Achat d'embarcations. — Nous lisons dans Polybe et dans Tite-Live qu'Annibal acheta aux habitants de l'endroit où il se trouvait toutes les nombreuses embarcations dont ils se servaient pour leur commerce par mer et pour leurs communications avec les deux rives. C'est donc que le général carthaginois se trouvait à l'emplacement d'un lieu habité par une population nombreuse et très commerçante.

Si nous plaçons Annibal à Beaucaire cette phrase est parfaitement compréhensible ; mais il n'en est plus de même si nous le mettons à Montfaucon. D'une part, ce village est pour ainsi dire dépourvu de voie de communication, ce qui nous empêche de lui assigner une haute antiquité et une importance commerciale quelconque ; l'examen des lieux et ce que nous savons de ce village nous permettent au contraire d'affirmer que sa création remonte à peine au moyen âge et qu'elle est due surtout à la situation stratégique qu'il occupe au sommet d'une colline ; d'autre part, il n'existe en face de Montfaucon aucun port dont la présence aurait justifié la fréquence des communications entre les deux rives ; aucune route ancienne ne franchissait le Rhône en cet endroit, ce qui aurait nécessité également de nombreuses embarcations ;

enfin nous ne croyons pas que la navigation maritime ait jamais remonté jusqu'à Roquemaure.

Au contraire, l'existence de la foire de Beaucaire dont l'origine remonte à la plus haute antiquité, le voisinage de Tarascon, la proximité de la mer, la construction de la voie phénicienne, toutes ces considérations nous permettent de comprendre les facilités exceptionnelles que trouva Annibal pour effectuer le passage du Rhône.

6° Arrivée du roi Magile et des ambassadeurs boïens. — Nous savons par Polybe et par Tite-Live qu'Annibal ayant à peine terminé le passage du Rhône vit s'avancer vers lui le roi Magile et les ambassadeurs boïens qui étaient venus le trouver des bords du Pô.

Ceux-ci arrivaient d'Italie et allaient au devant d'Annibal qui venait d'Espagne ; ils avaient certainement pris le chemin le plus court et le plus facile, c'est-à-dire qu'après avoir franchi les Alpes au mont Genève ils étaient descendus par la vallée de la Durance et étaient arrivés à Beaucaire par Apt, Cavaillon et St-Remy en suivant une route ancienne qui, plus tard, devait devenir une voie romaine.

Nous avons dès lors une nouvelle raison de penser qu'Annibal était à Beaucaire et non à Montfaucon, car, en admettant que les ambassadeurs boïens aient pris la vallée de la Durance, ils n'auraient jamais eu la pensée de remonter jusqu'à Montfaucon, et s'ils étaient venus par la vallée du Rhône ils seraient passés par Orange, Courthézon, Avignon et n'auraient eu aucune raison d'incliner vers le Lampourdier et Roquemaure, route qui ne conduisait à aucun passage connu du Rhône et les écartait de leur itinéraire arrêté certainement d'avance.

A. AURIC.

UN TORRENT LA DROME

(Suite. — Voir les 127° à 131° livr.)

V

DE LUC A DIE. — LA PREMIÈRE PLAINE DE LA DRÔME :
VIGNES, NOYERS, MURIERS. — LES AFFLUENTS. — LA
BÉOUX, LE BEZ. SES MONTAGNES, SES VALLÉES, SES
MYSTÈRES, (COMBEAUX, ARCHIANNE, CHATILLON, MEN-
GLON, AIX). — LE VALCROISSANT, LA MEYROSSE.

Enfin paraît la vigne. Comme cela prête des moyens à une contrée ! comme un horizon, grâce aux pampres verts, prend tout de suite air de gaîté et d'abondance ! A la voir seulement, il semble qu'on respire une haleine plus clémente, qu'une intimité fraternelle vous rapproche des êtres et des choses. La vigne réchauffe d'humanité le site le plus grave et le plus sauvage, elle marie les terres arides à des idées confuses de bien-être et de belle humeur. Ici, elle ne constitue pas naturellement la richesse comme dans certaines provinces, car elle ne saurait être la culture essentielle, mais soit qu'elle tapisse le plafond du val, soit qu'elle ébouriffe d'un vert vigoureux les rudes pentes de la montagne, elle est l'objet des mêmes soins jaloux ; quelques bouteilles de vin paillet chambrées au nord de la grange, avec cela le paysan accepte de bonne grâce ses misères éventuelles.

Saluons donc le clocher de Luc, pourtant débile et nu. Il annonce la vigne et il chante avec la voix fluette de son humble cloche l'hymne du Diois Heureux, l'hymne sensuel de la douce clairette. Ce Diois Heureux, d'ailleurs, est encore plus que libéralement Pétré, mais le malin montagnard en tire même avantage. Sans les innombrables murs en pierres sèches que l'on voit de toutes parts, il n'y aurait sur les pentes trop rapides de la montagne ni de ces charmants étages de culture, ni de ces agrestes jardins suspendus. Puis, le pays s'amende tous les jours et peu à peu ses plaies se ferment grâce au reboisement. Un troupeau magnifiques de hêtres, de sapins, de pins, d'épicéas, a escaladé les croupes voisines de Luc : monts de Cerne, de Clamontard, d'Aucelon. On rend à la chèvre inique la vie de plus en plus difficile. Le rendement en fromages sera moins grand, mais il sera compensé par un rendement inappréciable en fraîcheur, en beauté. De l'horrible mort sylvestre dont l'homme l'avait frappée, n'est-il pas merveilleux que l'homme, par le bénéfice de la sagesse et de la science, ressuscite une terre à la vie, lui redonne ses décors naturels, la fasse remonter dans les siècles ?

Mais en piquant un ciel plus bleu, le clocher de Luc donne aussi le branle à une végétation plus franchement méridionale. Les granges, les fermes isolées se multiplient et dans la plaine, presque toutes se doublent d'une magnanerie. Aux dômes d'or brun de leurs *paillers*, dont le nombre, suivant un dicton, représente autant de centaines d'écus de rentes et gonfle d'orgueil le cœur de l'*ancien*, on reconnaît des situations à l'aise. Dans les bas-fonds, de petits mûriers, dans la joie de se poursuivre le long des héritages, rient à feuilles déployées dans la lumière d'un soleil déjà provençal. Pruniers, poiriers, pommiers, amandiers, châtaigniers, noyers, s'équilibrent tant bien que mal sur les pentes, en éteignent de touches pâles et discrètes tantôt l'ocre féroce, tantôt le gris livide. Les

noyers surtout intéressent. Cet arbre harmonieux donne au Dauphiné une partie de ses grâces et l'on peut dire qu'il tient à sa physionomie. Malheureusement il tire l'œil, il est trop puissant, trop beau, trop généreux, et un quatre-vingt-treize mercantile médite d'en découronner nos Alpes. L'instituteur qui est presque toujours le camarade et souvent le conseiller du paysan dans nos villages, ne pourrait-il, par la persuasion, faire entrer l'amour de l'arbre dans les mœurs ? C'est par l'humble fonctionnaire des campagnes que l'idée récente de la protection des sites a quelque chance de réussir. Mais il y a mieux qu'un intérêt *d'agrément* en cette affaire, il y a une raison de bien-être et d'existence même pour le montagnard. Ce que, dans le Diois en particulier, l'abatage systématique des noyers a ruiné de gens et provoqué d'exodes est inimaginable. L'instituteur le moins sagace aurait là une bien intéressante leçon de choses à enseigner. Il serait une force à opposer au vandalisme de ces exécuteurs qui, courant la montagne, marquent partout des victimes pour leurs sacrifices barbares.

De seuil en seuil, nous voilà bellement descendus de près de cinq cents mètres depuis La Bâtie des Fonts. C'est dix fois la hauteur de la fière tour de Crest, près de vingt fois celle des *Jumeaux*, ces deux personnages formidables de la scène du Claps, que j'ai cités plus haut sans les nommer. Et nous n'avons guère parcouru que 33 kilomètres. D'autre part, supposons un instant le Rhône de Loriol coulant sous Luc. Nous ne le verrions pas à plus de quatre cents mètres au-dessous de nous, — abîme, certes, des plus honorables, envisagé de la sorte, mais assez lent affaissement en somme s'il s'agit de l'incliner sur soixantedix-huit kilomètres. Telle est, en effet, la distance qui sépare Luc du confluent de notre rivière. La dénivellation

entre les sources et le palier du Claps s'établit donc dans des proportions environ trois fois plus fortes qu'entre ce palier et la fin de la Drôme à Loriol, en amont qu'en aval de Luc. Il ne faut pas s'étonner qu'un ingénieur en chef du département (1), ait songé, dès le commencement de ce siècle, à rendre navigables ces soixante-dix-huit kilomètres à faible pente. Cette idée, à laquelle l'œuvre du reboisement donne un regain d'intérêt, germera-t-elle un jour ? Nous le souhaitons sans l'espérer.

Maintenant une plaine appréciable s'offre à nos regards. Il faudra compter cinq lieues et plus avant une nouvelle cluse, et la vallée, dans sa fuite lumineuse, orientée vers le nord, mettra désormais un peu d'ordre dans le chaos calcaire du Diois. Les montagnes, sans s'abaisser, (*Aucelon*, 1523 mètres), (*col de Pennes*, 1244 mètres), (*Serre Chauvière*, 1214 mètres), (*hauteurs de Saint-Justin*) à gauche ; (*monts de Cerne*, 1133 mètres), (*Glandas*, 2025 mètres), (*Dent de Die et pic de Romeyer*, environ 1800 mètres) à droite, ont pris en s'espaçant, des nuances plus tendres, des formes moins revêches. La rivière, à peine évadée du Claps, qui dans ses tenailles la mordait à vif, s'est ressaisie. Son sans-gêne de va-nu-pieds reprend bien vite le dessus. Elle accapare le fond du val, mendie effrontément son eau, tantôt à gauche, tantôt à droite et reçoit trop souvent les rebuffades des torrents d'occasion. Quand par hasard, la copieuse aumône d'une eau constante lui arrive, elle devient double, triple, elle essaie de faire croire, mais vainement, qu'elle est un fleuve. Comme jadis, quand le val, empourpré de sang, hurlait de souffrance, la plupart des villages, Montlaur, Jansac, Recoubau, Barnave, Montmaur, Aix et Molières, demeurent à *mi-chemin du ciel*, pour me servir de l'expression exquise du poète Champavier.

(1) M. d'Ingler. (Delacroix, Statistique de la Drôme).

La Drôme, dans ce bassin de Die, fait beaucoup de mauvaises rencontres. Généralement fort courts, ses affluents se fâchent au moindre orage et se ruent dans la plaine. On réussit à les éteindre un peu en embarrassant leur lit de branchages, en les cassant pour ainsi dire de distance en distance. Enumérons seulement les ruisseaux de *Charel*, de *Montlaur*, de *Jansac*, de *Barnavette*, d'*Esconavette*, des *Auches*, de *Satayac*, de *la Salle*, celui-ci né à peu de distance de la grotte de Salaure, jonchée de débris préhistoriques et qui porte le nom d'une ancienne villa épiscopale [rive gauche]; ceux de *Luzerand* appelé *Blanchon* dans son cours inférieur, de *Saint-Roman*, de *Laval d'Aix* et de *Beaufayn* [rive droite]. Aucun n'atteint dix kilom., aucun n'a d'importance topographique. Plus longue, plus sauvage, la louche *Béoux*, en éventrant toute une pouillierie de monts mal assis, permet aux vallées de l'Aygue et de la Drôme de communiquer ensemble. En guerre éternelle avec ces terribles cônes schisteux, semblables à distance, à de rigides pièces de soie grises drapées par des géants, la *Béoux* dévaste plus qu'elle n'arrose les territoires de Jonchères et de Poyols. Nous avons gardé pour la fin : le *Bez*, le *Valcroissant*, la *Meyrosse* [rive droite], eaux candides où, à n'en pas douter, se baignèrent les *Matræ* agrestes du Vocontium.

Ce *Bez*, ainsi que le remarque l'abbé Moutier, est déjà passablement étonnant pour l'étymologie. *Grimone* ou *Vierre*, puis *Charans*, puis *Gas*, puis *Bez*, il change quatre fois de nom en vingt-six kilomètres. A considérer le volume des eaux, l'*Archianne*, avec ses dix mètres cubes à la seconde devrait être son maître courant ; si l'on tient compte de la seule longueur, c'est au ruisseau des *Gas*, formé de l'appoint presque simultané de la *Borne*, de la *Grimone* et de la *Vierre*, que cet honneur doit revenir.

Au bec de Mensac, comme la Garonne au bec d'Ambès, le torrent trouve sa Gironde en s'appelant *Bez*. Mais que dire de sa capricante beauté ? comment apprécier les crispations fabuleuses de ses paysages ? Quand on monte de Die à Lus-la-Croix-Haute en passant par le charmant village de Châtillon enfoui dans une somptueuse verdure, on s'abîme il est vrai dans un des plus longs et des plus saisissants défilés des Alpes, on contemple, après avoir salué au passage son Irrévérence le Mont Vente-Cul (1691 m.) sur lequel le Jocon (2056 m.) s'empile, le site de Lus dans sa reposante majesté, mais on ne soupçonne pas les mystères du *Ruisseau Noir*, entaille à peine familière aux pêcheurs de truites, et on laisse de côté la solitude grandiose du vallon de Boulc et les splendeurs mystiques du calcaire d'Archienne. Contrée fabuleuse d'innocence et de renoncement que celle-là, où fréquente l'ours, où se pavane le coq de bruyère et qui exhale je ne sais quel relent préhistorique. Contrée minée, sans doute, d'insondables catacombes, de cryptes audacieuses, aussi intéressante dans ses dessous que dans sa forme extérieure. L'œil d'intrépides Châtillonnais fouillait tout récemment les grottes de *Pelebi*, qui s'ouvrent en vue de Mensac, sur son haut promontoire, et reconnaissait quelques-unes de leurs galeries. Mais comme les braves gens ne s'attendaient pas à un accueil aussi *profond* et aussi durable de la nature, ils durent, à ce que raconte M. Darly, revenir avec le regret des choses inexplorées.

En une seule journée, j'ai eu la satisfaction, partant de Die, d'y revenir par un point opposé en faisant le tour du Glandas. Au cours de ma promenade je tombai tout à coup sur Archienne. Loin de moi la prétention d'avoir découvert ce coin de grâce primitive. Les habitants de Die en savent le nom, ceux de Châtillon en savent l'emplacement.

Les guides, d'ailleurs, parlent d'Archianne. L'un enseigne qu'on y fait de bons fromages, l'autre qu'on y voit des grottes remarquables. Un troisième cite les grottes et les fromages. Le précis Guide Bleu de Stéphane Juge indique seulement le chemin terrible qui y glisse du Glandas. Mais de l'étrangeté grandiose du site, bernique ! il n'en est pas question.

C'est surtout ici qu'il me semble avoir pris contact avec Glandas, avoir goûté avec une vraie joie d'artiste les magnificences mystiques de son architecture. De Die, on sent très bien la complexité de cette masse monumentale, mais les lointains, en unifiant les arêtes, en façonnant les crocs et les aspérités, en enveloppant d'ombres mauves toute la montagne, ne permettent pas de la juger dans ses détails. A Romeyer et à Valcroissant, autres habitacles de la singulière montagne, on est plutôt en présence d'une citadelle imprenable, inouïe, avec tours, bastions, donjons, échauguettes et machicoulis. A Archianne, rien de pareil. Le Glandas s'idéalise en un envol de flèches aiguës, de pignons, de dômes, de clochetons, de pilastres, de dentelures. C'est une cathédrale surhumaine, rayonnante de gothicité. On se prend à chercher des croix d'or aux cîmes de ces flèches, aux sommets de ces dômes, mais en vain, la nature n'a pas poussé plus loin la figure. La nature ignore les religions et ne s'inquiète pas des symboles. Voilà tout de même un but de sain et réconfortant pèlerinage, sans les images polychrômes, sans les patenôtres, sans les mendiants et avec, pour encens, l'arome fort des pins et des buis. Le paysage écrasé de soleil, semble agenouillé devant cette merveille, et un rieu, plein de fougue, y murmure éternellement sa prière spumante.

Archianne se compose d'une douzaine de cabanes en chaume, semées sans soin dans la poche d'un petit vallon. Quelques familles y végètent, dont les ascendants ne sont peut-être jamais sortis de leur horizon natal. Il me sou-

vient d'un type de mère-grand aux cheveux en broussaille et aux yeux électriques, dont l'expression me remua soudain comme si je venais de frôler l'époque farouche des Burgondes. Jamais je n'oublierai la façon dont elle nous poursuivait dans son champ de pommes de terre que nous traversions fort innocemment pour nous rendre à la grotte, — car Archianne à une grotte qui vomit tout un torrent à certaines époques de l'année. A notre sortie, le fantôme des âges de proie nous guettait et j'imaginai le plus aisément du monde une scène terrible où la vieille, un peu moins scrupuleuse, enfumait l'étranger dans son trou comme un renard. M. Martel, le célèbre spéologue, et M. Etienne Mellier, le premier explorateur de notre Vercors, venus, sur la foi des guides, visiter cet antre négligeable, ont dû — et cette communion dans le même sentiment m'honore — se rabattre eux aussi sur le spectacle du Glandas, commotion sublime. Et maintenant, la part d'admiration satisfaite, louons les fromages à l'instar d'un simple guide. Il s'en fabrique assez peu à Archianne, où la population des chèvres est peu dense ; davantage à Grimone et à Glandage, C'est une des variétés véhémentes de ce *picaudon* vénéré, gloire de Bourdeaux et des Tonils, qui fait qu'on se passe quelquefois de dîner, et après lequel le bouquet d'un vin si bien se dénonce. Quelle hérésie, goûter le vin sans picaudon ! Autant, ma foi, vaudrait goûter le picaudon sans vin !

Treschenu, que vient de nous restituer M. Lacroix, dans une de ses savantes notices, comprend outre Archianne, les écarts de Menée, Benevise et des Nonnières. Or, Treschenu n'est qu'un mythe, il n'existe pas. Il étiquette seulement la fédération administrative des quatre groupes. On dirait que tout se concerte pour le mystère en ce coin du Glandas.

Les Nonnières perpétuent la très dramatique histoire d'un des plus anciens moutiers de France. C'est aux Combeaux (4 kil. de ce hameau) qu'il fut fondé vers l'an 610 par Meltride et trois légataires de Sainte Radegonde, femme de Clotaire I^{er}, Maxime étant évêque de Die. Malgré la solitude hérissée de pics de 1800 à 2000 mètres, malgré l'inconnu de leur retraite et l'éloignement des voies naturelles, les Sarrasins, flairant les moniales et leurs trésors, dénichèrent les Combeaux. Piller la maison, puis y mettre le feu après avoir sans doute violé les filles de Sainte Radegonde, fut l'affaire de peu d'instant. Bien des noms, bien des légendes dans nos vallées, témoignent des incursions de ces barbares et de la terreur qu'ils inspiraient. Il y a naturellement beaucoup de réserves à faire sur les récits du moyen-âge relatifs au Sarrasin. Il serait difficile de mesurer la hauteur de ce flot d'Islam dans nos vallées, et tout à fait impossible d'en rechercher le dépôt dans l'âme Dauphinoise, mais j'ai trop souvent surpris dans de hauts villages la flamme mystérieuse d'un œil noir, j'ai trop souvent senti un sang étrange gonfler certaines veines, pour ne pas soupçonner les porteurs de cimetière. Hantés par les âpres souvenirs des Sierras, ils n'étaient point trop dépayés en ce pays de rocs altiers, de forêts noires, de solitudes farouches. Individus fatigués d'invasions, individus gagnés au charme d'une patrie semblable à la leur, ou même qui sait, retenus par les liens de l'amour, un sédiment arabe, très sporadique, il est vrai, finit par s'attacher au sol diois.

Châtillon, dans son creux, n'a rien qui impose. Assis entre des rochers feutrés de mousse et des collines dominées par l'inévitable Glandas, toute sa vie, comme à Luc, se concentre en sa longue rue, parallèle au Bez. Des jardins, des vergers l'entourent, grimpent sur les hauteurs

dont des murs en pierres sèches soutiennent les larges gradins, et lui font une parure exquise. Les agneaux appelés *truands* et les truites d'Archianne, des Gas et du Ruisseau Noir, sont la renommée de Châtillon, dont les mines de zinc voisines des Boidans (comme de Menglon) pourraient faire un jour un petit centre prospère. Ces mines, exploitées par la Compagnie Asturienne, qui recherche très activement d'autres gisements dans la Drôme, (à Brette, à Gumiane), occupent de cent-vingt à cent-cinquante ouvriers. Le minerai lavé au préalable est transporté à la gare voisine de Recoubau qui l'expédie dans le Pas-de-Calais. La gare de Châtillon est Pont-de-Quart. C'est là que la grande route de Die à Sisteron passe de la rive droite de la Drôme sur la rive gauche, après avoir envoyé le tronçon de la vallée du Bez sur lequel se grefferont à leur tour le chemin de Menée, d'Archianne et des Nonnières et le chemin de Boulc et de Bonneval. Pont-de-Quart, hameau de la commune d'Aix, voit de jour en jour son chef-lieu dépérir à son profit. Les habitants d'Aix, insoucieux de l'ancienneté fabuleuse de leur dieu (1) aquatique Bormanus, et peu confiants dans la forteresse caduque des La Tour du Pin Gouvernet, bâtie par la ferveur huguenote avec les pierres noircies et fumantes encore de la cathédrale de Die, lâchent leur colline pour la plaine, et peut-être la proie pour l'ombre. Les noyers d'Aix et de ses environs passent pour donner les meilleurs cerneaux du Diois. Dans son ensemble, la Drôme est — que nul ne l'ignore — le premier département de France pour les noix « de Grenoble. »

Le Bez, déclaré flottable sur dix kilom., paraît ne pas s'être soumis encore à cette décision arbitraire des Ponts et Chaussées. Il n'en double pas moins la Drôme, en s'y jetant en face de l'Esconavette par 475 mètres d'altitude.

(1) Divinités indigètes du Vocontium — Florian VALLENTIN.

Le *Valcroissant*, aux reins souples, franchit en une lieue et demie de cours, les 233 mètres qui séparent son commencement sous Glandas de sa fin dans la Drôme sous le tertre calciné de Molières. Il porte à juste titre le nom fanfarant d'une ancienne abbaye de l'ordre de Citeaux, fondée vers 1188, ruinée ensuite pendant les guerres religieuses, et finalement transformée après la Révolution en exploitation rurale. Imaginez une courbe d'à peine deux cents pas de large, s'insinuant ainsi qu'un calme fiord de verdure entre des à pic rocheux de douze cents, dix-huit cents, deux mille six cents pieds. Une brèche extrêmement étroite, par où fuit le torrent lui sert de seuil. Partout ailleurs elle est close. Des moines vécurent là sans bruit et presque sans faire parler d'eux durant quatre siècles — chose rare pour une grande communauté du Moyen-Age. Une ferme est dans la ruine, mais c'est la ruine que l'on vient voir, jolie à souhait : restes de chapelle, arcs solitaires, escaliers rompus et pierres descellées baignant dans les hautes herbes. Au moment de notre visite, un coq qui a choisi pour son perchoir un vénérable reste de pilier, claironne ses amours, cependant que de petits porcs noirs, agiles et charmants, se lutinent avec frénésie sous les voûtes écroulées du cloître. O cette animalité mutine parmi les souvenirs de pénitence, parmi cette solitude redoutable ! Quel fil de mélancolie à dévider pour une âme sensitive que le spectacle d'un pareil tableau ! Mais au lieu de chercher des raisons à la nature, ne vaut-il pas mieux mêler le rêve et la vie dans une juste proportion ? Ne vaut-il pas mieux, comme le paysan, accepter la force des choses, et au besoin s'en accommoder et en jouir ? Les siècles imposent à l'ouvrage des hommes des superpositions impayables, inattendues.

Le Valcroissant, ou du moins quelques-unes de ses

sources, admirablement limpides, servit, sous les Romains, à l'alimentation de Die. Ces eaux étaient amenées par un aqueduc dont quelques pierres se voient encore. Courant sur les confins méridionaux du vaste territoire de Die (près de 7000 hectares), le ruisseau, avant de terminer sa courte carrière, regarde en passant Salières-les-Bains (vapeurs à la thermo-résine) et sa fontaine ardente, petite sœur de l'ex-merveille de Dauphiné (1).

La *Meyrosse* ou *Mérosse* est également redevable au Glandas de ses plus belles fontaines. Née au Pas-des-Econdus (1736 mètres), elle descend très rapidement jusqu'aux Vignons (2) au sein d'une admirable vallée close que dominant les crêtes turriformes de Glandas, reçoit le *Rays*, dont les eaux glacées abreuvent la cité des Voconces, franchit au pont de la Roche un arc de triomphe naturel célèbre, atteint Die, s'y souille et ribaude quelque peu dans les profondeurs malsaines d'un vieux faubourg et gagne la Drôme après une course de douze kilomètres.

(1) La Fontaine Ardente de Vif (Isère).

(2) Commune de Romeyer.

(A suivre.)

FÉLIX GRÉGOIRE.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e à 131^e livraisons).

VII. — Procès de la Prébende préceptoriale.

Le Chapitre de St-Barnard avait le droit d'inspection sur les écoles de la ville. Les régents nommés par les consuls devaient être approuvés par lui, et il nommait directement l'un d'entre eux. L'une des 15 prébendes dont il pouvait disposer était affectée à son entretien, et appelée pour ce motif *Prébende préceptoriale*. Ce droit, comme la plupart de ceux de l'église de St-Barnard, fut l'objet de contestations entre le Chapitre et les Consuls. Il s'en suivit différents procès, dont nous trouvons trace dès le xvi^e siècle ; mais le principal arriva avec le xviii^e, et se prolongea pendant près de 70 ans.

Voici, au sujet de cet important débat, les pièces qui sont à notre connaissance :

314 — *Arrêt conventionnel entre les sieurs Consuls de la ville de Romans et Messieurs du Chapitre Saint-Barnard de lad. ville, tant à raison des honoraires et jugement du prédicateur de ladite ville, que de la prébende affectée à un des régents du collège d'icelle, et nomination dudit régent.*

Petit in-fol. de 3 pp., s. l. ni date, mais « fait à Grenoble, en Parlement, le 17 mai 1565. »

Ce document n'est certainement pas le plus ancien concernant cette affaire, puisqu'il contient l'arrêt du Parlement intervenu après débats. Trois objets différents y sont réglés, dont le second est celui qui nous intéresse. Pour

n'avoir pas à revenir sur cette pièce, nous mentionnerons aussi les décisions relatives aux deux autres. Il est donc réglé que le Chapitre sera tenu : 1° de payer annuellement, « pour l'entretienement d'un Théologien en ladite ville de Romans, pour la prédication et lecture de la parole de Dieu, la somme de 200 livres tournois..., et accorder ledit Théologien de maison honnête et convenante à sa profession et qualité ; » 2° qu'il devra payer pareillement la somme de 150 livres pour l'entretien du régent des écoles de la ville, et ce, par provision, en attendant « que liquidation soit faite de l'estimation de ce à quoi peut se monter plus ou moins une des quinze prébendes d'icelle église... Item, que des fruits séquestrés des prébendes et portions canoniales des chanoines décédez depuis deux ou trois ans, la somme de cent écus d'or sol sera baillée et délivrée aux consuls de Romans pour le payement des gages des Régents desd. écoles de Romans... Que l'hôpital de Sainte-Foy sera régy et gouverné par le Don (1) qui sera député par devant lesdits sieurs chanoines et Chapitre, et qu'il sera nourri et alimenté honnêtement du revenu dudit Hôpital, à la charge aussi qu'il fera le service divin audit Hôpital, et moyennant ce, sera déchargé du service ordinaire qu'il doit faire en ladite église Saint-Barnard, sans que on lui puisse diminuer les distributions ordinaires qu'il convenoit faire pour lui en ladite église. » Quelques autres objets de moindre importance sont encore prévus et réglés.

315. — *Avertissement* de la part des Consuls au Chapitre au sujet des régents et de la prébende préceptoriale, signifié le 12 juin 1704.

(1) Titre d'honneur qui était donné au prêtre directeur de l'hôpital Sainte-Foy.

Cette pièce nous manque. Il en est fait mention dans le *Précis servant de réponse...* (ci-après, n° 317), p. 6.

316. — *A Nosseigneurs de Parlement, supplient humblement les Sieurs Maire, Lieutenant en la Mairie, Consuls et Notables Habitants de la ville de Romans, deffendeurs à l'oposition déclarée par les actes du 19 octobre 1702 à l'exécution de l'acte d'assemblée et délibération de ladite ville du 19 dudit mois d'octobre. — Contre les Sieurs Syndics, Chanoines et Chapitre de l'Eglise Saint-Barnard, Conseigneur avec le Roy de ladite ville, et sieur Jean Brieude opposant ; — Et encore lesdits Sieurs Maire, Lieutenant en la Mairie, Consuls et Notables habitants, demandeurs en requête des 29 novembre sus-dite année 1703, et 19 juin 1704, contre les-dits Sieurs Syndic, Chanoines et Chapitre, Deffendeurs et Demandeurs.*

Petit in-fol. de 57 pp. (s. l. n. d.), signé Sibuet, Monsieur de Pina de la Balme, *Rapporteur*, Sapey, *Procureur*. — Signifié le 7 juillet 1704.

Outre la question de principe au sujet des droits contestés entre le Chapitre et les consuls, pour la nomination du régent des écoles grammaticales, il s'agit dans ce factum d'une affaire personnelle relative au s^r Brieude, nommé à cet office par les chanoines et récusé par les consuls. Ceux-ci combattent la « maintenue provisionnelle » demandée par le Syndic de St-Barnard.

Ce procès, dit le mémoire, est le plus important que la ville ait jamais été obligée de soutenir, « puisqu'il s'agit de l'éducation de la jeunesse de ladite ville et de conserver aux suppliants la liberté de choisir les précepteurs pour l'instruction de leurs enfans, en les maintenant dans le droit de nommer, instituer et destituer ceux dudit collège et écoles que ledit Chapitre leur conteste très injustement. »

« Tous les actes employés par les parties, continue le mémoire, prouvent que depuis deux cents ans, l'Assemblée de lad. ville a nommé, institué et destitué sans interruption, le principal et régens dudit collège, qu'elle a eu un pouvoir absolu sur eux, qu'elle a réglé leur conduite, décidé de leurs différens, imposé des lois et des conditions, déterminé la durée de leurs services, les a continué ou congédié comme elle a trouvé bon, et qu'enfin, elle a toujours et entièrement et absolument disposé à son gré desdits régens. »

Ce mémoire est mentionné dans le *Précis servant de réponse...* (ci-après), qui en donne de longs extraits (pp. 4 et 5), pris aux pp. 21 et 23.

317. — *Précis servant de Réponse, pour le Sieur Syndic du Chapitre de Saint-Barnard de Romans. — Contre les Sieurs Consuls et Communauté de la même Ville.* (Dans un bandeau : *Ex typ. A. Giroud*).

In-fol. de 66 pp. (s. d., vers 1704), *signé* *Enfantin, Chanoine, Syndic, Pison, Avocat, Monsieur de Reynaud, Rapporteur, Perrotin, Procureur.*

Trois questions sont examinées et débattues dans ce factum : 1° l'institution de tous les régens par le Maître de chœur (ils étaient nommés par les consuls) ; 2° la nomination *d'un seul* par le Chapitre ; 3° la liquidation de la prébende préceptoriale. Dans un long préambule intitulé : *Principes* (pp. 8 à 20), on donne un aperçu historique sur les anciennes écoles attachées aux monastères et sur l'enseignement public au moyen-âge. Les *Applications*, qui suivent, nous montrent le Chapitre de St-Barnard en possession de temps immémorial de la direction et de la surveillance des écoles. On cite plusieurs actes dont on reproduit les textes, notamment une sentence arbitrale rendue par le gouverneur de la province en 1471 pour ré-

gler différents griefs de la ville contre le Chapitre, principalement au sujet des régents. Ce mémoire, tant par l'important sujet qu'il traite que par les renseignements qu'il contient sur l'histoire de l'enseignement public à Romans, est des plus intéressants. On y désirerait toutefois plus de précision et plus de méthode. Il conclut en résumé : 1° à ce que le Chapitre, en la personne de son Maître de chœur, soit maintenu dans le droit « d'examiner sur les mœurs, religion et doctrine, tous les régents et précepteurs qui seront préposés à l'enseignement et instruction de la jeunesse dans les écoles publiques de la ville de Romans ; » 2° à ce que le Chapitre en corps soit pareillement maintenu dans le droit de nommer celui des régents qui est stipendié par lui, en exécution de l'arrêt conventionnel du 17 mai 1565 ; 3° maintenir la prébende préceptoriale au chiffre de 150 livres, à payer annuellement pour les gages du précepteur qui est à la charge du Chapitre.

318. — *Mémoire pour les Sieurs Maire et Consuls de la ville de Romans, défendeurs. — Contre le Sieur Syndic du Chapitre de l'église Collégiale de Saint-Barnard, Coseigneur en partie de la Ville de Romans, demandeur en opposition contre une délibération de la ville, du 15 octobre 1702.* (De l'imprimerie d'André Giroud, au Palais). — In-fol. de 68 pp. *signé* : Chièze, *Avocat*, Monsieur de Reynaud, *Rapporteur*, Reymond, *Procureur*.

Dernière date exprimée : 1759.

Ce mémoire nous apprend que le procès, prêt à être jugé en 1704, n'a été prolongé que par le mauvais vouloir du Chapitre, et il proteste que les consuls ont mis tout en œuvre pour arriver à une entente amiable, mais sans résultat. « Il s'agit, continue le document, de l'éducation des enfans de cette ville considérable ; il s'agit du droit de leur nommer un principal pour leur apprendre à lire,

à écrire, et deux régens capables de leur enseigner les premiers principes de la latinité. » La ville fondatrice de ce collège en a seule payé les régens, jusques à l'Ordonnance d'Orléans en 1560 ; à cette dernière époque, le Chapitre, qui devait y contribuer pour onze ou douze cents livres, valeur de la prébende préceptoriale, s'est contenté de fournir annuellement, par provision, une modique somme de 150 livres.

Le curieux document que nous avons déjà cité contient les renseignements suivans au sujet de ce procès : Dans l'Assemblée des Trois-Ordres de la Ville tenue le 14 novembre 1757, il fut arrêté qu'on ferait un emprunt de 8,000 livres pour subvenir aux frais « de trois procès très intéressants, qui exigeoient des recherches à la Chambre des Comptes, l'extraction d'anciens titres, des voyages, des députations... Le premier étoit sur le droit prétendu par le Chapitre de St-Barnard de nommer, à l'exclusion du conseil général de la ville, les régens d'un collège qu'elle a fondé et dont elle a eu la disposition depuis plus de deux cents ans avant l'entreprise du Chapitre... Ce procès de la prébende préceptoriale était à la veille d'être jugé et les secours manquoient . Le 12 mars 1769, nouvelle délibération pour un emprunt de 8,000 livres. » (1).

VIII. — Procès avec l'abbé de Léoncel.

Le Chapitre avait le droit de dîme sur le territoire de Pizanon, qui formait une partie de sa dotation primitive. Les religieux de Léoncel, établis au domaine de la Part-Dieu, lui en payaient une grosse part, ainsi que différentes redevances sur d'autres terres qu'ils avaient acquises autour de leur domaine principal. Par suite de transactions et d'aliénations successives, les droits du Chapitre, devenus moins évidens,

(1) Réponse au sr Viriville, pp. 35 et 38.

furent contestés par l'abbé H. de Servien. Il s'agit surtout du domaine de St-Martin de Alamenco, qui avait appartenu quelque temps au comte de La Roche, gouverneur de Romans, et qui fit ensuite retour à Léoncel. L'abbé de Saint-Félix de Valence, qui avait quelques intérêts dans la région, fut intervenant au procès.

Ce débat dura peu ; mais il fut très animé. Les *Mémoires* succédaient aux *Avertissements* et les *Répliques* aux *Observations* avec beaucoup de rapidité. Comme la plupart des autres, notre dossier sur cette affaire est incomplet ; il nous manque plusieurs factums, tant du demandeur que des défenseurs, notamment les premiers, dont l'existence est mentionnée dans d'autres pièces. Nous n'en possédons qu'un de l'abbé de Léoncel, qui a dû en produire au moins trois, et aucun de l'abbé de St-Félix, qui eut aussi à se défendre contre les prétentions de l'abbé de Servien. A en juger par le *Mémoire* que nous avons de lui, celui-ci paraît avoir été d'un caractère excessivement violent, et de nature à rendre impossible tout accord et toute transaction amiable (1).

319. — *Mémoire pour l'abbé de Léoncel*, communiqué le 12 juin 1709. Il y avait eu une première signification du Chapitre à l'abbé de Servien le 20 décembre 1707 ; mais nous ne connaissons aucun document intermédiaire jusqu'à celui-ci, qui paraît marquer une nouvelle phase du débat. Voici, en effet, ce qui en est dit dans le *Sommaire du procez* (ci-après, n° 324) : « Cette redevance annuelle de 27 sestiers..., pour transport de dixme, n'a point fait la matière des contestations de ce procez jusques au 12 juin 1709 » (p. 8).

Nous ne possédons pas cette pièce ; mais elle nous est connue par les mentions qui en sont faites dans les documents subséquents.

320. — *Avertissement* communiqué par le syndic du Chapitre le 26 juin 1709. Ce document est mentionné

(1) Le *Gallia Christiana* fait de cet abbé le portrait peu flatté que voici : *N. de Servient, commendatarius abbas a rege creatur anno 1601; qui in villam dictam Partem Dei, ad monachos pertinentem, secedens, otiosam ibi vitam agit, et sibi subjectæ domus nullam prorsus curam habet.* (B. HAUREAU, *Gallia Chr.*, t. XVI, col. 538.)

dans le même n° 324, qui renvoie aux pp. 5 à 10, puis aux pp. 51 à 53. Il nous manque pareillement.

321. — *Réplique pour le S^r Syndic du Chapitre de St-Barnard de Romans, aux exceptions proposées par Messire Hugues-Humbert de Servien, abbé commandataire de Léoncel, — contre — la demande de vingt-sept sestiers, tiers froment, tiers seigle et tiers avoine, dans ses écritures et plans employés et communiqués par ledit sieur abbé de Léoncel le 26 juin présente année.*

Gr. in-4° de 36 pp. (s. l. n. d.) *signé* : Piémont Saint-Disdier, Monsieur de Montrivier, *rapporteur* ; Armand, *procureur*. — Communiqué le 9 juillet 1709.

Comme on le voit, un mémoire n'attendait pas l'autre. On peut s'étonner de la rapidité avec laquelle l'abbé de Léoncel répliqua au syndic du Chapitre, lui opposant de nouvelles écritures le jour même où celui-ci lui avait signifié les siennes. Mais il nous paraît bien difficile que ce factum, rédigé en toute hâte pour être communiqué immédiatement au Chapitre, ait pu être imprimé. Le temps rigoureusement nécessaire à cette opération aurait manqué. Cependant, on peut voir, par le n° 325 ci-après, avec quelle promptitude l'abbé de Servien faisait face à ses adversaires. Le document dont le titre est ci-dessus est pour répondre à ce mémoire inconnu et probablement inédit. Il se divise en deux parties : la première tend à prouver que les droits et titres de possession du Chapitre sur les redevances par lui réclamées sont de telle nature, qu'ils ne peuvent pas être contestés, et que leur adjudication définitive en faveur des défendeurs s'impose.

L'abbaye de St-Barnard était en possession de percevoir les dîmes sur plusieurs domaines aux environs de la Part-Dieu, dépendance importante de l'abbaye de Léoncel, sur la paroisse actuelle de Châtuzanges. Depuis plu-

sieurs siècles déjà, le mas appelé champ Ducros y avait été uni, sous la redevance annuelle de six sétiers de grains, tiers froment, tiers seigle et tiers avoine, et d'une sommée de vin rouge; neuf autres mas y furent aussi unis plus tard, savoir : Favilas, Artaud, St-Alban, Le Plantier, le Vignal, Ferriol, Charbonnel, L'Abbé et Verdaret, faisant ensemble vingt sétiers de grains dans les mêmes proportions, et une sommée de vin pour dîme à l'abbaye de St-Barnard. Une transaction avait eu lieu pour le règlement de ces dîmes au moment de l'union; la date n'en est pas connue; mais cette transaction fut ratifiée par Jacques Quatre (1), abbé de Léoncel, le 28 février 1402, et depuis, confirmée par différents actes, reconnaissances, baux à ferme, etc. La redevance fut payée sans contestation jusqu'en 1583, époque où l'abbaye commença à soulever des exceptions. Elle en fut déboutée par un arrêt du 2 juin de cette même année. Les domaines de la Part-Dieu et de St-Martin d'Allemand (*de Alamenco*) étant devenus ensuite la propriété du comte de La Roche, gouverneur de Romans, dame Marthe d'Amboise, son épouse, les arrenta à Antoine Magnat, le 13 mai 1591, à la clause expresse pour ce fermier d'avoir à payer les redevances susdites au Chapitre de St-Barnard. — L'abbaye de Léoncel étant rentrée en possession de ces mêmes domaines peu d'années après, l'abbé s'avisa de contester de nouveau les droits du Chapitre; mais, ayant reconnu le mal fondé de ses prétentions, il se désista de son opposition, et il intervint à ce sujet un nouvel arrêt, le 10 décembre 1601.

Le Chapitre invoque une possession de plus de trois

(1) C'était son nom. C'est par erreur que le syndic, dans son *Mémoire*, l'écrit *Jacques IV*. Son rang parmi ses homonymes était Jacques II. (BRUNDURAND, *Notes pour l'histoire du dioc. de Die*, p. 82.)

siècles, établie sur une foule d'actes qui le mettent en mesure de ne « rien craindre de tous les prétextes mis en avant par ledit sieur abbé... ny de tous les projets qu'il a fait pour renvoyer aux siècles avenir le paiement d'une redevance aussi légitimement établie, sur des plans figurés, inutiles pour la décision de ce procez, non pas même pour servir de prétexte à plus ample éclaircissement pour l'adjudication de ladite redevance... »

La seconde partie a pour objet de réfuter les exceptions proposées par l'abbé de Léoncel et de démontrer qu'elles sont injustes. Dans le cours de l'argumentation, il est fait mention d'un premier *Avertissement* du syndic du Chapitre signifié le 26 juin, en réponse aux écritures de l'adversaire communiquées le 12 juin. Ces deux pièces absentes (n^{os} 319 et 320) sont analysées dans celle-ci, dont la seconde partie n'est qu'une reproduction abrégée des arguments développés dans l'*Avertissement* susdit à l'encontre des objections du contendant. Ce dernier opposait une fin de non recevoir à l'assignation qui lui avait été donnée, le 20 décembre 1707, sous prétexte qu'il fallait mettre en cause le syndic du monastère de Léoncel ; or, les fonds dont les dîmes faisaient l'objet du litige étaient précisément le lot exclusif de l'abbé. Aucun fait particulier à relever dans cette longue plaidoirie, où les moyens de droit sont à peine assaisonnés de quelques noms propres, notamment de celui de Dom Genot, syndic de l'abbaye, lequel est accusé de s'employer activement à éterniser le procès.

Un *dernier point* porte, comme conclusion, *qu'au cas qu'il plût à la Cour d'ordonner des procédures, ce qu'on n'estime pas, il y a lieu d'adjuger cependant le paiement de ladite prestation.*

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.

NOTES HISTORIQUES

SUR

BARNAVE

(FIN. — Voir les 126° à 131° livraisons.)

NOMS DES DÉPUTÉS DU DAUPHINÉ AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX :

Clergé

Mgr l'archevêque de Vienne, Lefranc de Pompignan. — L'abbé de Dolomieu. — L'abbé de St-Albin. — L'abbé de La Salcette.

Noblesse

Le marquis de Blacons. — Le marquis de Langon. — Le comte de La Blache. — Le comte d'Agout. — Le comte de Virieu. — Le comte de Morges. — Le baron de Chaléon. — Le comte de Marsanne-Fontjulianne.

Tiers-Etat

Mounier. — De La Cour d'Ambésieux. — Barthélemy d'Orbanne. — Pison du Galand. — Bérenger. — Barnave. — De Bertrand de Montfort. — Revol. — Bignon de Coyrol. — Chabroud. — Blancard. — Allard-Duplantier (1).

Suppléants

Commandant de Monspey. — Marquis de Baronnat. — D'Agier-Dedelay. — Cheynet. — Richard. — Grand de Champrouet. — Chevalier de Murinais.

(1) *La Révolution en Dauphiné*, par Xavier Roux.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

L'Assemblée des Etats-Généraux était composée de 1208 députés; parmi les députés du clergé, on comptait 48 archevêques ou évêques, dont 3 prélats étrangers; 35 abbés, chanoines ou autres ecclésiastiques, 208 curés; — ordre de la noblesse; 18 grands baillis ou grands sénéchaux; 28 magistrats des Cours supérieures; 224 autres gentilshommes. Tiers-Etat : 212 avocats; 162 officiers de bailliages, élections ou autres sièges; 176 bourgeois ou négociants, propriétaires ou cultivateurs; 2 ecclésiastiques; 16 médecins; 12 nobles.

*Ministres et secrétaires d'Etat en fonctions
à l'époque de la convocation des Etats-Généraux*

Il ne faut pas confondre les ministres d'Etat et les secrétaires d'Etat ayant un département (1). Les secrétaires d'Etat n'entraient au Conseil d'Etat que lorsque le roi les y avait spécialement appelés, ce qui leur donnait la qualité de ministre. Il n'y avait que quatre secrétaires d'Etat ayant un département : ceux des affaires étrangères, de la marine, de la maison du roi, de la guerre. Les seuls agents responsables du pouvoir royal étaient les secrétaires d'Etat :

I. Ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères : Armand Marc, comte de Montmorin de Saint-Herem ;

II. Ministre secrétaire d'Etat au département de la marine : César Henri, comte de la Luzerne, lieutenant général des armées du roi ;

Ce département comprenait la marine, les galères, toutes les colonies françaises, le commerce des Indes, les îles de France et de Bourbon et les établissements français au delà du cap de Bonne-Espérance, la chambre de commerce de Marseille, les consulats, les pensions, les brevets, dons et expéditions dépendant de ce département.

(1) *Documents relatifs aux Etats-Généraux*, par Armand BRETTE. — 1894, Imprimerie Nationale.

III. Secrétaire d'Etat au département de la maison du roi : Pierre-Charles-Laurent de Villedeuil. Ce département comprenait : A. la maison du roi, le clergé, affaires de la religion prétendue réformée, feuille des bénéfices, économats. B. Provinces et généralités : généralité de Paris, Languedoc (Haut et Bas-), Provence, Bourgogne, Bresse, Bugey, Valromey et Gex, Guyenne (Haute et Basse), Normandie et Champagne.

IV. Département de la guerre : Pierre-Louis de Chastenot, comte de Puységur, lieutenant général des armées du roi. Ce département comprenait : A. la guerre, le taillon, la maréchaussée, artillerie, génie, les fortifications de terre et de mer et tous les états majors. B. Provinces et généralités : les trois évêchés, la Lorraine, le Barrois, l'Artois, la Flandre, le Hainaut, la Franche-Comté, le Roussillon, le Dauphiné, la Corse.

Administration des finances : ministre d'Etat, secrétaire général des finances : Jacques Necker.

VI. Garde des sceaux de France, chancelier : Charles-Louis-François de Paule Barentin. C'était le chef de la justice de tout le royaume. C'était une situation qu'on ne pouvait perdre qu'avec la vie, suivant le langage des anciens auteurs.

Seulement le roi pouvait lui enlever les sceaux, soit par suite d'une disgrâce, soit sur sa demande. Il était alors institué un chancelier qui remplissait en tout ou en partie les fonctions de chancelier et qui, dans ce dernier cas, siégeait au Conseil avec le chancelier.

BIBLIOGRAPHIE. — ICONOGRAPHIE

Œuvres de Barnave et Notice historique, par Béranger de la Drôme, pair de France (1843), archives de la Drôme.

Académie Delphinale, quatrième série, tome XII, année 1898, pp. 539 et suiv. Communication de M. de Beyhé relative à Barnave. On y lira des portraits vraiment curieux : le grand seigneur, le courtisan, l'Allemand, le

parisien, le provincial, le montagnard; un passage plus intéressant est celui qui est intitulé : *Pensées diverses*, et qui a pour sous-titre : *Séparation des ordres*.

Voir pages 561 et 562, un portrait de Barnave et même volume, p. 564, une étude du même auteur sur Barnave, maire de Grenoble.

Notices sur Barnave, par Loustauneau, avocat à la Cour d'appel de Paris; — par Gariot, avocat à Grenoble; — par Anatole de Gallier, président de la Société d'Archéologie de la Drôme.

Moniteur universel (Gazette nationale). *Vie de Barnave*, par M. de Salvandy. — *Barnave*, par Jules Janin. — *Souvenirs et portraits*, par le duc de Lévis. — Biographie générale de Firmin Didot (verbo Barnave).

Ernest Hamel, *Echo des lectures et Conférences* (samedi 19 février 1870), conférence sur Barnave.

Causeries du lundi, par Ste-Beuve, t. II, art. Barnave.

Histoire de la ville de Saillans, par A. Mailhet, pasteur protestant (1893).

Jeunesse de la Fayette, par M. Bardoux.

Statistique de la Drôme, par Delacroix.

Affiches du Dauphiné. Bertrand de Moleville.

Histoire de France, par Henri Martin.

La Révolution en Dauphiné, par X. Roux (1888-1891).

Mémoires, par l'abbé Morellet.

Histoire de la Révolution française, par Louis Blanc.

Biographie du Dauphiné, par Rochas, article Barnave, t. I^{er}, pp. 75 et suivantes (Charavey, éditeur, 1856).

La France révolutionnaire, par Ch. d'Héricault (1789-1889), chez Perrin, éditeur, Paris.

Chaudon et Delaudine, *Dictionnaire historique critique et biographique* (1810, Prudhomme, éditeur, Paris).

Barnave de Jules Janin réfuté par l'histoire ou la branche royale d'Orléans, Paris, 1831, in-8°.

PORTRAITS

Portrait de Barnave dans sa prison (*Histoire de Sallans*, par A. Mailhet).

Portrait de Barnave, *France révolutionnaire*, p. 41.

Caricature de Barnave, p. 168, homme de la cour et homme du peuple.

Barnave (Furne, éditeur, Geoffroy, sculps.).

Les adieux de Barnave. Barnave est représenté baisant la main de la reine. Typographie Claye, signé : Dupré.

Barnave, d'après Bonneville, dessiné par Boulay, gravé par Barbaut.

Barnave dans sa prison, publié par Amie l'aîné, de Paris. A. Lacauchie de Lev.-Leguay, sculps.

Portrait de Barnave, *fêtes du centenaire*, Alexandre Grattier, éditeur, grande rue et angle de la rue Jean-Jacques-Rousseau, Grenoble. — En face est le portrait de Mounier.

Autre portrait, Mauduit, sc.

Autre portrait, *histoire de Michelet*.

Autre portrait, Jules Chapelle et Guiller (1).

Portrait, par J.-M. Fontaine.

Barnave, iconographie, portraits, caricatures, bustes. Rochas, *Biographie du Dauphiné*, t. 1^{er}, pp. 75 et suiv.

De la collection de M. Victor Colomb, une assiette coloriée représentant Barnave, l'homme de la cour et l'homme du peuple.

D'un côté, l'homme de la cour; il tient à la main une bourse avec ces mots : « Liste civile, opinion sur les hommes de couleur. »

De l'autre, l'homme du peuple : « 1789, droits de l'homme, serment du jeu de Paume. » Au bas de l'assiette « le vrai Barnave. »

(1) Collection de M. Victor Colomb à Valence.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 129^e livraisons.)

III

Né le 3 juillet 1423, Louis, fils du roi Charles VII, n'avait pas encore vingt-quatre ans, lorsqu'il prit en main le gouvernement effectif du Dauphiné et des comtés de Valentinois et de Diois (1). Il s'était acquis une grande réputation d'habileté et de bravoure; il avait dirigé d'heureuses expéditions contre les Anglais et s'était trouvé à des sièges célèbres; il avait, au commencement de l'année 1444, à la tête d'une armée, réprimé la révolte du comte d'Armagnac et, peu de mois après, remporté sur les Suisses une éclatante victoire: mais les événements politiques auxquels il avait été mêlé, les complots,

(1) Par ses lettres données à Charlieu le 28 juillet 1440, Charles VII avait cédé à son fils le gouvernement du Dauphiné (DUCLOS, *Hist. de Louis XI*, La Haye, 1750, in-12, t. III, p. 20-2). Jean de Gamaches et Gabriel de Bernes se présentèrent à Grenoble, le 13 août 1440, dans la salle du Conseil, porteurs des lettres royales et de celles du dauphin, à l'effet de prendre possession au nom du jeune prince. Le président Etienne Guillon fit, à cette occasion, une singulière harangue, expliquant que chacune des lettres du mot *Ludovicus* désignait une des qualités du dauphin. (MATHIEU, *Hist. de Louis XI*. Paris, 1628, in-4°, p. 585-7.)

les intrigues qu'il ourdissait à la cour et qui avaient créé à son père beaucoup d'ennuis et de difficultés, le signalaient déjà comme un prince rusé et avide de pouvoir, peu scrupuleux dans le choix des moyens pour arriver au but.

Ce fut à la fin de décembre 1446 que le dauphin Louis, après des événements qui n'ont pas à trouver place dans ce récit, obtint de Charles VII l'autorisation de se rendre dans les terres de son apanage (1). Dans la pensée du roi, ce voyage n'avait pas simplement pour but d'éloigner pour un temps son fils de la cour et de donner un aliment à son esprit inquiet ; il devait permettre au monarque de surveiller de plus près les intérêts de la France dans le Comtat, dans la Provence, et à Gênes. La politique royale qui avait reculé jusqu'aux Alpes les limites de la France, songeait maintenant à atteindre la Méditerranée et à donner à notre commerce une voie facile du côté de l'Italie et de l'Orient. Louis « n'eut congé de demeurer que quatre mois » en Dauphiné (2). Il y venait avec l'intention bien arrêtée de s'y fixer et de ne revoir la cour que quand il pourrait y retourner en maître. Le 7 janvier, il était à Lyon, et quelques jours après, le 13, on le trouve sur le sol dauphinois, à Saint-Symphorien-d'Ozon, accompagné d'un certain nombre de gentilhommes, jeunes et actifs, qui s'étaient attachés à sa fortune et qui, pour la plupart, occupèrent dans la suite des charges importantes.

A peine arrivé dans son petit Etat, le dauphin se rendit compte des désordres qui régnaient dans toutes les branches de l'administration et qui en paralysaient l'exercice. Avant d'y porter remède, il voulut en connaître les causes, et les enquêtes, faites à l'occasion des *revisions de feux* dont nous parlerons bientôt, lui apprirent que le mal provenait surtout de l'impuissance de l'autorité souveraine, en face de grands seigneurs ecclésiastiques et laïques, qui gardaient encore avec

(1) DE BEAUCOURT, t. IV, p. 201.

(2) MATHIEU D'ESCOUCHY, *Chronique*, t. II, p. 339.

un soin jaloux leur ancienne indépendance féodale. Dans une même région, comme dans le Valentinois et le Diois, dans le Viennois, dans le Gapençais, quelquefois dans une même ville, comme à Montélimar, la population se partageait entre plusieurs juridictions également souveraines : de là de perpétuelles querelles qui entretenaient dans le pays l'anarchie et la misère. Travailler à réunir entre ses mains toutes les parcelles de souveraineté qui existaient encore çà et là, constituer l'unité politique de la province sur des bases solides, par de sérieuses réformes dans l'administration de la justice, la perception des finances, en un mot dans tous les rouages d'un bon gouvernement, procurer à ses peuples la sécurité et le bien-être matériel par la protection du commerce et de l'industrie : telle est la tâche que s'imposera dès le premier jour un jeune prince de vingt-quatre ans et qu'il ne cessera de poursuivre toute sa vie et par tous les moyens. Sans doute, on ne saurait approuver l'audace, le froid calcul, le cynisme avec lesquels il intervient dans les affaires de ses voisins, leur suscite mille embarras pour confisquer à son profit leurs droits les plus certains ; mais pour porter sur lui un jugement vrai et équitable, il ne faut pas perdre de vue l'état lamentable de la province, l'effroyable misère des populations ; l'on doit bien considérer que, pour rétablir l'ordre, la persuasion et la douceur n'auraient point suffi, et qu'il fallait une main ferme qui ne craignît pas de mettre le fer et le feu sur des plaies invétérées. L'histoire est obligée de lui rendre cette justice : aucun des princes, qui ont gouverné le Dauphiné, ne s'est plus occupé de notre province, aucun n'y a séjourné plus longtemps, aucun n'y a fait de plus utiles et plus fécondes réformes. Aussi ne doit-on pas être étonné si le nom du dauphin Louis est celui de tous les dauphins de France qui soit demeuré le plus vivant dans le souvenir des populations. Du reste, par l'analyse des documents qui concernent le Valentinois et le Diois et que nous placerons sous ses yeux, le lecteur pourra lui-même juger des qualités et des défauts de ce prince.

De Saint-Symphorien-d'Ozon, Louis se rendit par Vienne à Romans, où les Etats du pays avaient été convoqués pour le samedi, 4 février. On sait que le Dauphiné était *pays d'Etats*, c'est-à-dire que les trois ordres de la province jouissaient du privilège de se réunir en assemblée régulièrement constituée, périodiquement convoquée, pour traiter certaines affaires politiques et administratives, dont la principale était le vote de l'impôt. Ce privilège avait été octroyé au pays par Humbert II lorsqu'il fit abandon de ses domaines à la France et, depuis, les dauphins, fils aînés du roi ou rois eux-mêmes, l'avaient plusieurs fois reconnu et solennellement confirmé (1). L'impôt, qu'on appelait *don gratuit*, était réputé un subside volontaire que les sujets allouaient au prince pour suppléer à l'insuffisance des revenus de ses propres domaines, revenus qui, régulièrement et en temps ordinaires, devaient lui fournir les moyens de faire face aux dépenses de son administration. Lorsque les comtés de Valentinois et de Diois furent joints au Dauphiné, ils furent représentés aux Etats de la province. Ces grandes assemblées se tinrent sous le dauphin Louis à peu près tous les ans.

Le 4 février 1447, les représentants des trois ordres se réunirent donc à Romans, dans l'église des frères mineurs. Comme ils s'étaient aperçus que le dauphin entendait gouverner par lui-même et qu'il donnait les charges de la province aux étrangers qui l'avaient accompagné, ils lui firent, par l'organe de Charles de Grolée, seigneur de Châteauvilain, certaines admonitions tendant à subordonner ses choix pour les grands offices à l'opinion du conseil delphinal. Cela eût presque été une tutelle imposée. Louis ne se soumit point à cette exigence. Ils votèrent une aide de 46,000 florins à titre de don gratuit,

(1) Sur les Etats du Dauphiné, voir : GABRIEL, *Delphinalia*, Grenoble, 1852, in-8°, p. 1-40 (opuscules de Murinais, de Guy Allard, de Philibert Brun, de Fontanieu et d'un anonyme); D^r CHEVALIER, *Les Etats du Dauphiné*, Grenoble, 1869, in-8°, 35 pp.

en ajoutant que c'était sans engagement pour l'avenir et sans préjudice de leurs libertés (1). Malgré toutes ces réserves, l'aide tendait de jour en jour à perdre cette qualité de don volontaire et à se transformer en un impôt annuel. Le vote fut à peu près le même les années suivantes. Au mois de décembre 1451, comme la peste sévissait en Dauphiné et qu'il ne fallait, dès lors, pas songer à réunir les Etats, le dauphin chargea Louis de Laval, gouverneur du Dauphiné (2), d'écrire aux diverses communautés de la province pour leur réclamer, à titre de subside, une somme égale à celle qui avait été votée l'année précédente, sans préjudice de leurs libertés (3). Il ne fut, du reste, jamais en retard pour demander de l'argent à ses sujets. Il est juste, toutefois, de faire remarquer qu'il tenta de faire ce qui était alors possible pour répartir également les charges publiques, qu'il s'enquit avec soin de l'état matériel du peuple, qu'il accorda aux populations éprouvées des exemptions de tailles et qu'il sut les défendre contre l'injustice et la violence des officiers du fisc.

(1) LEGEAY, *Hist. de Louis XI*, Paris, 1874, in-8°, 2 vol., t. I^{er}, p. 140. En 1437, les Etats réunis à Romans avaient voté 10,000 florins; en 1441, 30,000.

(2) Louis de Laval fut nommé gouverneur du Dauphiné par lettres du dauphin, données à Grenoble le 1^{er} janvier 1448, en remplacement de Raoul de Gaucourt, qui occupait cette charge depuis le 1^{er} novembre 1428. Louis de Laval fut destitué par lettres données à Bruges le 14 janvier 1458 (n. s.) et remplacé, à son tour, par Jean, bâtard d'Armagnac. Cf. PILLOT, *Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI, relatifs à l'administration du Dauphiné*. Grenoble, 1899, in-8°, 2 vol., t. I^{er}, p. 11 et 201.

(3) Archives de l'Isère. B, 3508. « ... et quia obstante pestilentia. nunc quasi in hac patria per omnia bona loca vigente, suos subditos seu gentes trium statuum congregare non poterit (delphinus), confidens de dictis suis subditis, qui in suis arduis negociis semper succursum et juvamen presterunt, ipse dnus noster voluerit et ordinaverit levari et imponi, per modum subsidii, citra derogationem libertatum delphinalium, talem summam qualem anno proximo preterito eidem per dictas gentes trium statuum fuit concessa, solvendam similibus terminis... Datum Coste, die xii mensis decembris m. cccc. l. primo.

Le 23 septembre 1447, parut une ordonnance établissant qu'à l'avenir tous les sujets du dauphiné contribueraient aux subsides et dons gratuits votés par les Etats, nonobstant tous privilèges, concessions ou affranchissements, concédés précédemment par lui ou ses prédécesseurs, à la seule exception des clercs vivant cléricalement et des nobles vivant noblement (1). Quantité de gens revendiquaient le privilège de l'exemption, les clercs qui n'avaient que la simple tonsure et exerçaient divers métiers, les docteurs, les licenciés, etc. C'étaient un désordre et une injustice, car la portion d'impôts dont ils prétendaient s'affranchir retombait sur les autres.

Les *dénombrements* qui accompagnaient d'ordinaire la prestation de l'hommage féodal dû au dauphin, et les *révisions de feux* constituaient les deux principales mesures destinées à assurer une répartition régulière et équitable de l'impôt.

Tous les vassaux du dauphin, clercs et laïques, devaient à certaines époques déterminées ou quand ils en étaient requis, prêter hommage à leur seigneur et lui fournir un état détaillé des seigneuries et des terres nobles qu'ils possédaient. Par là, le prince se rendait un compte exact du nombre et de la fortune de ceux qui formaient les deux premiers ordres, des ressources qu'il était en droit d'espérer de ses sujets en cas de guerre, etc. Nos archives renferment encore un grand nombre d'actes de dénombrement et d'hommage, qui sont pour l'histoire de la noblesse une source abondante de précieuses informations.

Un des premiers soins du dauphin, en arrivant dans la province, avait été d'enjoindre à tous ses feudataires de venir s'acquitter du devoir de l'hommage. On vit bientôt accourir à Romans, à Valence, à Montélimar, villes d'où le dauphin ne s'éloigna guère durant les mois de février, mars et avril, une foule de nobles qui s'empressèrent de répondre à son

(1) Archives de l'Isère, B, 3181. — PILOT, n° 687.

appel. Nous ne relèverons ici les noms que de ceux du Valentinois et du Diois. Le 8 février 1447, Raymond de Theys, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de Poët-Laval, comme procureur de frère Bertrand d'Arpajon, grand prieur de Saint-Gilles, fit hommage pour les châteaux et seigneuries de Poët-Laval, Dieulefit, La Bâtie-Saint-Pierre, Manas, Faucon, Charrière et pour tout ce qu'il possédait dans les mandements de Saint-Gervais et Cléon-d'Andran (1). Le 10 février, à Romans, Charles Blain, seigneur de Poët-Célar, fit hommage pour la parerie qu'il avait à Saint-Médard, avec toute juridiction, ainsi que pour tous les autres droits et revenus qu'il avait dans les mandements de Crest, Montmeyran, Barnave et Chabeuil (2). Le lendemain, Aimon Alleman, seigneur de Champ, fit hommage pour Champ et Béconne, et en outre, comme procureur de Marguerite Ainard, sa mère, pour la moitié, par indivis, des terres et juridiction de Taulignan (3). Le même jour, Humbert Bérenger, seigneur de Morges, fit le sien pour Morges, le Monestier-de-Percy, et pour tous les droits qu'il percevait à Omblèze, Ansage, et dans les mandements de Crest, Montmeyran, Upie, La Rochette, etc. (4). A noter encore, le même jour, l'hommage de Gaspard de Bologne pour les terres d'Alençon, la Roche-St-Secret, la Beaume-de-Lance (5) ; celui

(1) PILOT, n° 218. — LACROIX, *L'arrond. de Montélimar*, t. V, p. 37.

(2) PILOT, n° 221. — Charles Blain, mort avant 1458, eut pour fils autre Charles Blain, père de Louis Blain, capitaine de 50 hommes d'armes, lieutenant du roi au marquisat de Saluces, seigneur du Poët, mort sans enfant en 1598, et de Marguerite Blain, qui épousa André Marcel et porta dans cette famille la seigneurie du Poët

(3) PILOT, n° 228.

(4) PILOT, n° 235.

(5) PILOT, n° 236. — Gaspard de Bologne était fils de Giraud de Bologne qui reçut en 1428 la moitié de la Roche-Saint-Secret du roi Charles VII et qui fit l'acquisition de la parerie d'Alençon et de la seigneurie de Salles. Cette famille de Bologne tire son origine de celle des Poitiers. En 1324, Reynaud de Forez ayant contracté mariage avec Marguerite de Savoie, divers personnages importants furent cau-

d'Antoine de Clermont, pour la vicomté de Clermont-en-Trièves (1), et celui de Jean de Taulignan, pour la terre de Marches (2). Le 12 février, à Romans, hommages de Guillaume de Tournon, chevalier, pour le péage de la Roche-de-Glun et la ville de Tain (3); d'Antoine Forez dit Coppe, en son nom et comme tuteur de Jacques Forez, fils de Pierre, son neveu, pour le château de la Jonchères (4). Le 13, hommage de Claude d'Urre pour la seigneurie de Vercoiran (5).

A Valence, le 16 février, le dauphin reçut l'hommage de Simon Messe, doyen du chapitre de Die, qui agissait tant en son nom que comme procureur de ce chapitre : il reconnut tenir du prince la vallée de Tréminis, inféodée par le chapitre à Humbert Bérenger, seigneur de Morges, la moitié du château de Feuillant, inféodé à Raymond Ainard, seigneur de Montaynard et de Prébois, les fiefs de Toranne, Saint-Martin de Clelles, Saint-Michel-lès-Portes, une part de Chichillianne, le fief d'Avane, etc. (6). Hâtons-nous de terminer une énumération qui pourrait paraître fastidieuse. Citons toutefois encore les hommages de Guillaume de Vesc pour sa

tions des dons nuptiaux, notamment Aymar de Poitiers, fils aîné du comte de Valentinois, par acte passé à Châteauneuf-de-Mazenc, en présence de noble et discret Guillaume de Poitiers dit de Bologne. Le surnom devint peu à peu le nom patronymique. — LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. VII, p. 251-3.

(1) PILOT, n° 238. — Voir sur Antoine de Clermont, ANSELME, t. VIII, p. 319.

(2) PILOT, n° 254.

(3) PILOT, n° 258. — Archives, B, 3507.

(4) PILOT, n° 261. — Pierre et Antoine Forest, dit Coppe, avaient acheté le 12 mars 1422 la ferme de la monnaie de Romans, à condition de prêter au dauphin 6,000 livres de tournois. Ils acquirent, par échange du seigneur de Montchenu, le château de la Jonchère et la parerie de Beuregard qu'ils hommagèrent le 10 septembre 1429.

(5) PILOT, n° 265.

(6) PILOT, n° 276. — Simon Messe mourut le 6 septembre 1447 et le chapitre de Die élit à sa place, le 9 septembre, Bertrand d'Urre, prévôt de Crest. — Archives de la Drôme, E, 1476, f° 219-25.

maison forte de la Touche (18 février) (1) ; du commandeur de Poët-Laval, au nom du grand prieur de Saint-Gilles, pour le château de Venterol et les possessions de l'ordre à Mirabel et dans le Trièves (21 février) (2) ; de Michel de Valpergue, pour la seigneurie de Puygiron (22 février) (3) ; d'Armand Odouard, comme procureur de Telmond Siboud, abbé de Saou, pour les possessions du monastère à Saou, à Crest, et à Chabeuil (23 février) (4) ; de Guy Pape pour la terre de Saint-Auban dans les Baronnie (5) ; de Jean Colonel, fils de François, de Saint-Nazaire-en-Royans, pour les biens de son père dans cette dernière localité (28 février) (6) ; de Jean Alleman pour le château de Rochechinard (28 février) (7) ; d'Antoine Cornilhan, écuyer, pour les châteaux de la Baume-Cornilhane, Barcelonne, Ourches, et diverses propriétés à Châteaudouble et à Chabeuil (5 mars) (8). La plupart de ces hommages étaient reçus pour le dauphin par son chancelier Yves Scépeaux, qui en donnait acte au nom du prince.

(1) PILOT, n° 301. — Voir tome I^{er}, p. 466.

(2) PILOT, n° 313. — Archives de l'Isère, B, 2651.

(3) PILOT, n° 317. — Michel de Valpergue avait reçu cette seigneurie de Louis de Lantenay, gouverneur des comtés pour le duc de Savoie. Le 18 février 1449 (n. s.), il céda sa terre à Jeannet de Valpergue

(4) PILOT, n° 325.

(5) PILOT, n° 328. — Archives de l'Isère, B, 2651.

(6) PILOT, n° 353. — Archives de l'Isère, B, 3651. « ... Jehan Coullongnel, fils de Francoys Coullongnel, demourant à Saint-Nazaire, a aujourd'huy faict pour nous, ès mains de nostre amé et féal chancelier, comme procureur de son dit père, souffizant fondé, ainsin qu'il est deument apparu et qu'il a affirmé par son serment que son dit père estoit en extreme maladie, que pour l'eure il ne povoit venir en personne... Donné au Montélimar, le dernier jour de febvrier l'an de grace mil cccc quarante et six. »

(7) PILOT, n° 357.

(8) PILOT, n° 375. — Archives de la Drôme, E, 569. — Le 3 mars 1447 (n. s.), à Romans, « Jehan Vinays, fils de feu Odibert Vinays, ecuyer, demourant à Sainct-Jehan-d'Autavéon... comme noble et aussy à cause de son hostel appelé la Vinayerie, terres, vignes, au mandement de Pernans... », fit hommage au dauphin. — Arch. de l'Isère, B, 2651.

Bien plus importantes pour nous sont les *revisions de feux*, sorte d'enquêtes faites sur le mandat du prince pour établir les feux taillables d'une localité. Elles abondent en renseignements de tout genre et ont été jusqu'à ce jour une mine trop peu exploitée par les historiens. Mais avant de recueillir quelques-uns de ces renseignements, il ne sera pas inutile, croyons-nous, d'entrer dans certains détails sur un mode de perception maintenant presque inconnu.

Le *feu* était l'unité financière, la base d'après laquelle se faisait l'assiette de l'impôt. Nous disons l'assiette et non la répartition, car ces termes ne sont pas synonymes et l'on va comprendre pourquoi il est nécessaire de les distinguer. A l'origine, le mot *feu* avait sa signification propre, c'est-à-dire qu'il désignait un ménage ou feu vif, mais bientôt comme le mot *caput* chez les Romains, il fut synonyme d'unité contributive et n'eut plus de valeur littérale. Il fallut plus ou moins de feux réels, suivant leur importance, pour faire un feu contributif. Chaque communauté ou paroisse était taxée à un chiffre déterminé et invariable de feux. On voit dès lors en quoi consistait le travail des répartiteurs : ils avaient à classer les chefs de famille, dans chaque localité, par unité ou par groupe, selon leur fortune, de manière à établir le nombre exact de feux contributifs qu'indiquait le cadastre pour cette localité. Les clercs vivant cléricalement et les nobles vivant noblement étaient exempts de l'impôt. Les habitants qui avaient un revenu moindre de dix livres étaient réputés pauvres et par là même échappaient à toute contribution (1). Comme la fortune des particuliers est très variable, fréquemment on procédait à la revision des feux, c'est-à-dire à un nouveau classement des habitants. Mais ce qui était censé

(1) « Quicumque domicilium faciens, habens in valore, in bonis hereditatibus et possessionibus valorem decem francorum auri, deducto ere alieno et solutis suis debitis, ille reputari debet pro solubili, alias vero non habens in bonis et hereditatibus valorem decem francorum, ille reputatur et reputari debet pro non solubili... »

immuable, c'était le chiffre des feux de la localité : la taxe restait la même, que la population de la paroisse augmentât ou diminuât ; tant pis pour le village s'il était pillé par les gens de guerre, dépeuplé par une épidémie ou ruiné par la famine. La réduction des feux d'une localité ne se faisait qu'après de longues enquêtes, vérifiées au conseil delphinal, et sur une ordonnance du gouverneur. La liste générale des feux de la province et les listes particulières des paroisses étant établies, rien n'était plus facile que de déterminer la part contributive de chacun. Supposons, par exemple, qu'il s'agit de lever un impôt de 20,000 florins et que le nombre des feux de la province fût de 2,000, on divisait 20,000 par 2,000, pour avoir la valeur d'un feu, soit 10 florins ; alors une paroisse de 2 feux était imposée 20 florins, une de 3 et demi, 35 florins, etc. (1).

Le subside de 46,000 florins votés par les Etats tenus à Romans, donna lieu à beaucoup de réclamations de la part des habitants du Valentinois et du Diois, qui se plaignirent de ce que le nombre des feux de leurs localités était trop élevé, eu égard à celui des paroisses du Dauphiné. Les guerres et les désordres de tout genre qui avaient désolé le pays depuis la mort du dernier comte en 1419, avaient diminué la population ; plusieurs familles menaçaient encore de s'expatrier si l'on ne consentait à alléger le poids des impôts. Ces plaintes n'étaient que trop fondées. Depuis plus de quarante ans aucune revisions de feux n'avait été faite (2). Louis, se

(1) Voir sur ce sujet MOLINIER, *La sénéchaussée de Rouergue en 1340*, dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. XLIV (1883), p. 457-5 ; — *Hist. gén. de Languedoc*, t. IX, p. 739-40 ; — *Revue historique*, t. XI (1880), p. 32.

(2) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 153. — Revision des feux de Beaufort, le 31 mai 1447, par Jean d'Origny. Il y a dans le mandement 32 chefs de familles, dont onze extrêmement pauvres ; les autres demandent à être réduits à trois feux. « ... Et est dubitandum quin plures recedant, nisi fiat eis diminutio focorum solubiliū numeri, quo sunt onerati et pro quo usque nunc fuerunt onerati, qui, ut dicitur,

trouvant à Valence, donna commission le 23 avril 1447 à Jean Baile, docteur en droit, à l'effet de visiter les diverses localités, occupées naguère par le duc de Savoie et d'y procéder à la revision des feux (1). Quelques jours après, étant encore à Valence, le dauphin mandait à ses conseillers Aimar de Poissieu, dit Capdorat, son maître d'hôtel, bailli du Valentinois

non fuerunt revisi nec diminuti lapsi sunt quadraginta anni... » Un noble, Jean d'Arbaletier (Balisterii). — Les habitants de Rochefort avaient demandé eux-mêmes en 1443 qu'on les rangeât parmi les tailables et qu'on établit les feux de leur mandement. En conséquence, « dominus iudex et commissarius... venit et applicuit in mandamento Rupis fortis, Valent. diocesis, in masso et parochia de Sansone, mandamenti jamdicti Ruppis fortis, die 7^a mensis novembris. » Sur 45 chefs de famille, il ne trouva, pouvant être compris au rang des contribuable, que Pierre Bouchier, Guillaume Genin, Reynaud Fremont, Guillaume de Despit, Drevon Escoffier et Guillaume Didier; tous les autres étaient misérables. Les charges qui pesaient sur les habitants augmentaient leur détresse, et pour comble de malheur, durant les deux dernières années, des épidémies les avaient grandement éprouvés : « Item fuerunt mortalitates magne, ita quod, a duobus annis citra, fuerunt clause decem domus in quibus erant boni habitatores, qui nullus remansit in domo. »

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 161. — « Ludovicus... Johanni Baiuli, juris utriusque doctori... Supplicationem hominum et habitantium castrorum et locorum nostrorum dictorum comitatum, que nuper tenere solebat carissimus et dilectus consanguineus noster dux Sabaudie et nunc tenemus et possidemus, ac aliorum de nostro feudo sive retrofeudo ad causam dictorum comitatum existentium, recipimus continentem, quod supplicantes ipsi mandati fuerunt, nostra ex parte, compelli et compelluntur ad causam ultimi subsidii, nuperime Romanis per gentes trium statuum delphinatus et comitatum nostrorum predictorum nobis largiti et concessi, ad solvendum magnas et eis insupportabiles pecuniarum quantitates, pro rata eisdem de dicto subsidio... attributa, et multo majores, habito respectu ad numerum habitantium predictorum et facultatum ipsorum, quam ceteri de domanio dictorum nostrorum comitatum, quorum foca fuerunt, intervenientibus legitimis informationibus, visa et inde ad certum numerum focorum solubilium taxata... Datum Valentie, die vicesima tertia mensis aprilis anno Domini M. CCC. XL septimo.

et du Diois, et Humbert Rolland, docteur en décrets, de procéder à une nouvelle revision de feux des communautés du Valentinois et du Diois, où les habitants la réclameraient : les habitants, disait le prince, avaient dû pour s'acquitter des impôts précédents, contracter envers les juifs des emprunts usuraires dont ils ne pourraient jamais se délivrer (1). Nous possédons encore les procès-verbaux de ces diverses revisions. Ne pouvant ici tout résumer, nous nous contenterons de suivre le commissaire Jean Baile dans les localités où durant les dernières années avait flotté l'étendard de Savoie.

Jean Baile, muni des lettres delphinales, commence sa tournée par le village de Saou ; il y arrive le 30 avril et s'installe dans la maison d'Albert d'Urre. Son premier soin est de former une commission de vingt membres, dont cinq sont nommés par les habitants du lieu, et quinze par lui-même : sur ces quinze, sept sont choisis parmi les habitants et huit parmi des étrangers. C'est devant cette commission que seront portées toutes les réclamations ; c'est elle qui donnera son avis. Le délégué Jean Baile fera ensuite son rapport au conseil delphinal qui statuera définitivement. Les rôles de la communauté portaient 28 chefs de famille solvables formant 8 feux et un quart, 38 chefs de famille misérables. Il y avait deux familles nobles, celle d'Albert d'Urre et celle de Telmont de Flandènes. Les religieux de l'abbaye et Pierre *de Castellaria*, curé de l'endroit, composaient le clergé. Naturellement on réclame une réduction : la misère est grande et parmi les causes qui l'ont produite et qui l'entretiennent dans le pays, on cite en premier lieu ce fait que les meilleures terres appartiennent à l'abbaye et aux nobles qui ne payent rien. Dans les cinq dernières années, les récoltes ont été détruites, soit par la sécheresse, soit par la grêle et les orages ; des épidémies ont fait périr les bestiaux et pour s'en procurer d'autres les habitants, ne pouvant en acheter eux-mêmes, sont contraints

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 124. — PILOT, n° 444.

de les prendre à mi-fruit, ce qui leur enlève tout profit. Les officiers du duc de Savoie se sont montrés d'une telle exigence dans la perception des revenus de la seigneurie, que beaucoup d'habitants ont pris le parti d'émigrer. La communauté a été forcée de soutenir divers procès. Pour sa part contributive dans le don gratuit voté à Romans, elle est taxée à 95 florins et 5 ou 6 gros. Le délégué est d'avis qu'il faut ménager cette population. Désormais, d'après l'ordonnance du gouverneur, la paroisse de Saou est taxée à 10 feux, y compris ceux des nobles (1).

Le 2 mai, les élus, le châtelain et le curé de Soyans vinrent trouver le délégué à Saou et lui exposèrent que leur village, dont Guillaume, bâtard de Poitiers (2), était seigneur, comprenait en tout quatre chefs de famille solvables, formant trois quarts de feu, et 11 misérables. Ils firent un sombre tableau de leurs malheurs. Soyans avait été détruit de fond en comble durant la guerre de Raymond de Turenne et, le peu de biens qu'on put alors sauver fut perdu pendant la guerre de Livron. Jean et Bertrand Rémusat qui peuvent paraître relativement aisés sont en réalité misérables. Ce sont, ainsi que tous les autres habitants, des étrangers venus de la Savoie et d'ailleurs et à qui le bâtard de Poitiers, pour repeupler sa terre, a été obligé de donner les choses les plus nécessaires à la vie. Pour comble de malheur, le territoire est peu fertile, le village est sur un rocher, et sans eaux. Jean Baile voulut visiter lui-même Soyans et il constata que tout ce qu'on lui avait dit n'était,

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. f° 161.

(2) Guillaume, bâtard de Poitiers, était fils de Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, et d'une nommée Béatrix qui avait été domestique de son père. Il naquit à Romans. (Voir t. I^{er}, p. 319.) Guillaume joua un rôle important sous le gouvernement du dauphin Louis, qui le fit sénéchal du Valentinois en 1447. C'était un vaillant guerrier. Il trouva une mort glorieuse dans la guerre de Gênes en 1461. (Voir CHARAVAY, *Lettres de Louis XI*, t. I^{er}, p. 375 ; — PILOT, t. I^{er}, p. 16, 17, 46 et 371.)

hélas ! que trop vrai. Quelques misérables maisons, bâties à la hâte et depuis peu de temps, composaient tout le village. Soyans fut réduit à un feu (1).

Le 3 mai, le délégué était à Grane, un des principaux bourgs du Valentinois. Il y avait 20 chefs de famille solvables, 37 misérables, trois nobles, Guillaume Gambert, François de Vendores et Antoine Falco ou Faucon, ce dernier misérable, et six ecclésiastiques. Les familles solvables comptaient pour six feux, un demi, un tiers, et trois quarts de feu. Aux causes alléguées déjà ailleurs de la misère publique, pauvreté

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. — « Prima, quia dictus locus fuit propter guerram domini Raymundi de Torena funditus destructus et dissipatus, sic et taliter quod quando pervenit ad manus nobilis Guillelmi bastardi de Pictavia, domini dicti loci, non erant in dicto loco nisi quinque habitantes et quasi omnes pauperes, et subsequenter, tempore guerre Liberonis, etiam illi pauci qui erant in dicto loco perdidierunt omnia eorum mobilia et animalia et remanserunt quasi in puris et nudis, et adhuc sunt pauperes et egeni, quia licet Johannes Ramusati fuerat competenter opulentus, cum a certis annis citra habuit tanta in bonis et personna infortunia quod est reductus ad modicum statum, alii qui erant ab antiquo et adhuc sunt egeni et pauperes, excepto Bertrando Ramusati, quem supra reddiderunt pro quarto foci, qui pauca habet et possidet. — Domino vero ad alias dixerunt et deposuerunt quod venerunt habitatum in dicto loco, ab octo annis citra, et plures, a duobus et tribus annis citra, et qui venerunt habitatum, ad exortationem dicti domini et officiariorum et servitorum ejusdem domini, tam de regno quam de Sabaudia et aliunde, qui dominus tradidit eisdem casalia et etiam bladum ad eos nutriendos et sustinendos, et quoque etiam calcem et tegulas ad reedificandum casalia que erant dirupta; tradidit etiam eisdem possessiones hermas ad cultivandum, boves, pecunias et alia eis necessaria, pro ipsos habitari faciendo in dicto loco, tenendo eos francos et subveniundo eisdem in suis necessitatibus, sic et taliter quod remanserunt et remanent in dicto loco; nihil aut parum habent nisi ea que tradidit eisdem prefatus dominus de Soyancio, et sunt omnes valde pauperes, exceptis illis qui supra sunt redditii pro quarta parte foci, qui modica habent, et ubi onerarentur talliis vel subsidiis recederent et locum absentarent, ut verisimiliter traditur... »

du sol, mortalité des bestiaux et mauvaises récoltes depuis quatre ans, les habitants en ajoutent d'autres qu'il est intéressant de rapporter. Ils ont eu beaucoup à souffrir, disent-ils, sous le gouvernement du comte Louis II de Poitiers, qui les accablait de corvées, à tel point qu'à l'époque de sa mort, Grane avait perdu la plupart de ses habitants qui étaient allés demander, sous une autre domination, des conditions de vie plus tolérables. Une trentaine de familles sont venues de la Savoie, sous le gouvernement ducal, mais elles sont très pauvres et obligées de gagner leur vie en louant leurs services. On ne trouverait pas dans toute la localité quatre propriétaires récoltant assez de blé pour subvenir aux besoins de leurs familles. Grane comptera désormais huit feux (1).

De Grane, le délégué passe le même jour à Montmeyran. Vingt-et-une familles solvables, formant huit feux, 45 misérables, un noble, Aymar de Rubiaco, châtelain, et Gauteron, curé, composent la population. Pour le subsidie voté à Romans, le village est taxé à 49 florins et deux gros. Le territoire, bien qu'ayant quelque apparence de fertilité, est d'un médiocre rapport ; beaucoup de gens venus de la Savoie, n'ont que la misère en partage ; les meilleures terres appartiennent au clergé et à la noblesse. Telles sont les plaintes recueillies dans l'enquête. On réduit les feux à six (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 172. — « Item, quia tempore d. comitis, ultimo vita functi, homines dicti loci occupabantur quasi continue in operibus suis et non poternt vacare in operibus suis, et ideo multi absentaverunt locum, et tempore mortis dom. comitis, non erat medietas habitantium que nunc est, sed post mortem ejus venerunt extranei, tam de regno Francie quam de Sabaudia et aliis partibus, habitatum in dicto loco et de tempore tenure domini ducis Sabaudie venerunt circa triginta homines habitatum in dicta villa ex superius nominatis, qui sine bonis aut paucis venerunt, et adhuc etiam sunt pauperes, saltem pro majori parte et, ut plurimum, loquantur operas suas, et, de his que lucrantur, se et familiam suam nutriunt... »

(2) Archives de l'Isère. B, 2737.

L'EMPLACEMENT D'AERIA

Valence, 31 octobre 1899.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Je lis dans le dernier Bulletin de la Société que M. de Cham-
belle a proposé un nouvel emplacement pour l'Aeria de Stra-
bon.

C'est le vingt-huitième, ainsi que vous le faites remarquer
malicieusement. Veuillez me permettre de vous adresser quel-
ques réflexions à ce propos.

— Comme vous le disiez si justement à l'occasion d'une
étude de M. l'abbé Robin sur ce même sujet : « Il faut suivre
« Strabon le seul guide connu ; sans lui on va du Ventoux au
« Plan-de-Baix, de Livron à Châteauneuf-de-Mazenc avec la
« même facilité. »

Or, à mon humble avis, le texte du géographe grec a été
mutilé par les commentateurs qui suppriment gratuitement les
mots καὶ Οὐάρον comme une répétition inutile du mot précé-
dent Καούρων. De plus audacieux vont même plus loin et pro-
posent hardiment de remplacer Δουρών par Αὔρυνών, Ἀραυσεών,
Λουπερών, etc !! C'est certainement de l'imagination mais ce
n'est pas de l'interprétation.

Je pense en outre qu'on a traduit à tort Καούρων par un gén-
itif pluriel alors qu'il s'agit d'un nom de fleuve.

Comment admettre, en effet, que Strabon écrive dans sa des-
cription « deux fleuves entourent la ville des Cavares » alors
qu'il cite précisément quelques lignes plus loin quatre villes
appartenant à cette tribu.

Une pareille inconséquence est inadmissible chez un bon
écrivain.

Dès lors il faut traduire ainsi qu'il suit le fameux passage de
Strabon.

« Entre la Durance et l'Isère il y a d'autres rivières qui
« descendant des Alpes se jettent dans le Rhône ; deux d'entre

« elles, le Cavaron et le Ouaron, entourent la ville (Dourion ?)
 « et réunies en un seul cours d'eau se jettent dans le Rhône ;
 « une troisième, la Sorgue, a son embouchure près de la ville
 « de Vindalie, à l'endroit où dans une grande bataille OEno-
 « barbus mit en déroute plusieurs myriades de Celtes. Dans ce
 « même espace il y a plusieurs villes : Avignon, Orange, Aeria,
 « bien aérienne de fait, dit Artémidore, vu sa situation à une
 « grande hauteur. Tout ce pays est en plaines et en pâturages,
 « mais d'Aeria à Dourion, on traverse des défilés étroits et
 « boisés. »

Si l'on admet, et il me paraît difficile de faire autrement, que le Cavaron et le Ouaron sont devenus le Roubion (1) et le Jabron, Dourion, qui est visiblement la ville dont il est question dans le premier paragraphe, et qui aura été sous-entendue par Strabon, ou omise par le copiste, Dourion, dis-je, serait l'oppidum antique d'Acunum ; des fouilles ou des recherches entreprises sur le plateau de Géry, situé à l'est de Montélimar, seraient de nature à donner plus de force à cette hypothèse.

Enfin, avec une ressemblance bien voisine de l'évidence, on arrive à placer Aeria à Barry et à faire de cette cité l'oppidum de Senomagus, conformément à l'opinion émise par M. le Président de notre Société.

En effet, d'Avignon à Orange et à Senomagus, la voie d'Agrippa, seule route par laquelle on pouvait aller de la Durance à l'Isère, est établie au milieu de plaines et de pâturages ; mais de Senomagus à Acunum elle traverse les défilés étroits et boisés du massif de Donzère.

L'énumération de ces villes correspond à une description rationnelle du pays et à une phrase bien construite au point de vue grammatical.

A défaut d'autre avantage, mon interprétation aura celui de ne pas proposer une vingt-neuvième solution pour l'*emplacement retrouvé* d'Aeria.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

(1) Voir BRUN-DURAND. *Dictionnaire topographique*.



BIBLIOGRAPHIE

En Vivarais. Impressions, Descriptions, Notes historiques, Figures Ardéchoises, Grandes Industries, Presse, Pages Vivaraises, par Jean VOLANE. T. I^{er}. — Paris, Berger-Levrault, gr. in-8° de 196 p. avec 40 dessins.

L'Ardèche pittoresque. Descriptions, Mœurs, Impressions, Pages Vivaraises, par le même. — Paris, Berger-Levrault, 1897-1899, gr. in-8° de 207 p. avec 50 simili-grav. ou dessins.

Les jolis croquis que sont ces deux volumes, j'entends l'art fin et prime-sautier de la plume de M. Jean Volane, sans compter les dessins et gravures d'une nuance impressionniste. De plan logique, pondéré, n'en demandez pas. C'est une promenade à travers l'Ardèche et, comme dans toute promenade, on y rencontre de tout, mais particulièrement des surprises charmantes. Jean Volane est un chauvin, un poète, c'est-à-dire un peintre. Il nous montre, dans nos excursions à vol-d'oiseau à travers les pays ardéchois, « les plaines fertiles des bords du Rhône, les champs de blé, les coteaux caillouteux couverts de vignes, l'olivier de Provence et le figuier d'Italie..., de vertes prairies normandes, les forêts des Vosges et des Ardennes..., des paysans aussi beaux que ceux de Georges Sand..., des forestiers aussi intéressants que ceux d'André Theuriet..., un chaos de volcans crachant jadis

au ciel leur fumée rouge, tout un troupeau de monts coiffés de châteaux-forts..., les ruisseaux clairs, les rivières torrentueuses..., le Rhône mugissant aux pieds des ruines antiques de Rochemaure et de Crussol. » En un mot, la poésie se dégage du passé du Vivarais et de ses légendes fantastiques.

En son aimable et très spirituelle compagnie, nous visitons, avec son premier volume : Privas, Entraigues, Aubenas, Vals, Bourg-Saint-Andéol, Chomérac, Lavoulte, Saint-Pierre-ville, Rochemaure, Villeneuve-de-Berg, Viviers. Avec le deuxième, c'est : Largentière, Burzet, Montpezat, Thueyts, Valgorge, Les Vans, Joyeuse, Vallon. Sur chaque localité, nous avons la description du site, des notes historiques, une courte biographie des personnages qui l'illustrèrent, quelques données sur ses ressources naturelles ou industrielles. Puis, ce sont les silhouettes des vieux châteaux féodaux en ruines, les curiosités de la nature féconde en pittoresque dans cette Ardèche trop inconnue de ceux qui cherchent des impressions inédites.

Sous le titre de « Pages Ardéchoises » qu'on pourrait qualifier de « choses vues », il y a là des tableaux d'une couleur saisissante, d'une mélancolie infinie. Ce sont des impressions vécues sur l'automne ardéchois, le repos des âmes, les ouvrières en soie, un convoi à la campagne, le passage de troupeaux, sur l'aube privadoise, le Rhône vivaraisien, la cueillette des châtaignes, la pluie, la veille au moulin, etc.

Un troisième volume paraîtra bientôt et comprendra l'arrondissement de Tournon. Il sera intitulé : « Le Haut-Vivarais. » Une mesure administrative qui vaut tous les éloges, c'est que le Conseil général de l'Ardèche a souscrit très généreusement à cet important ouvrage d'art,

accessible néanmoins aux ressources les plus humbles. N'oublions point de dire combien nous avons été vivement intéressé par les gravures, en certain nombre originales, qui éclairent ces deux premiers tomes.

M. Jean Volane peut être assuré que son vœu le plus caressé est réalisé, à savoir de « faire connaître et aimer ce curieux pays ardéchois où se trouvent réunis dans un petit espace les vallons alpestres, les volcans de l'Auvergne, les dolmens de la Bretagne, les lacs de la Suisse ou de l'Ecosse, les grottes du Tarn et des paysages *ruini-formes* sans rivaux. »

Les Barons de Châteauneuf-de-Mazenc. Chroniques Dauphinoises, par Raoul de VISSAC. — Paris, H. Champion, 1899, in-8° de 222 p.

Nous avons déjà fait l'agréable connaissance de M. R. de Vissac, lorsqu'il livra au public son attachant volume : *Anthoine du Roure et la Révolte de 1670. Chronique Vivaroise*. Nous en fîmes un compte-rendu dans plusieurs périodiques, avec des éloges mérités.

Il a traversé le Rhône, pour nous conduire, séduisant cicérone, au pittoresque et antique bourg de Châteauneuf-de-Mazenc.

C'est un dilettante des choses des régimes passés et il s'y plonge, se consolant des écœurements présents, dit-il. Mon Dieu ! c'est bien cruel pour notre pauvre siècle expirant, où, comme dans tous les siècles, comme dans tous les royaumes, le bien et le mal, la lumière et les ténèbres, les grandeurs et les abjections morales se côtoient.

Il trouve « plus doux, plus reposant de se retirer dans la *Tour d'ivoire* du poète, de s'enivrer d'un hatchich

moral — moderne Léthé — en feuilletant de vieux grimoires desquels la poussière, en s'échappant, prend les mille formes diverses dont la revêt l'imagination » (p. 8). Et c'est avec une imagination charmeuse qu'il reconstitue le passé des barons de Châteauneuf-de-Mazenc, mais avec une originalité exagérée peut-être. Le lecteur sera si bien captivé que sûrement il ne songera point à s'en plaindre. L'origine de cet *oppidum* se perd dans les brumes des âges.

C'est vers la fin du XIII^e siècle seulement que commencent à apparaître les premiers titres écrits de la commune de Châteauneuf-de-Mazenc. Elle aurait été d'abord une colonie romaine, et c'est tout ce qu'on sait sur son origine. Son nom *Castrum novum Dalmaceni* (*dal*, article de la langue romane, et *macenus*, maison ou groupe de bâtiments), a une saveur toute romaine, si toutefois cette étymologie est bien assise. — Au point de vue documentaire, l'auteur a fait « de fréquents emprunts » à M. Lacroix dans son *Arrondissement de Montélimar*, et au baron de Coston dans son *Histoire de Montélimar* (p. 12). Ce livre possède donc, sous sa brillante forme littéraire, une robuste ossature. Il n'a point l'air rébarbatif des œuvres d'érudition; presque pas de notes au cours de l'ouvrage. Nous oserions même dire qu'il en est trop sobre, à notre époque d'informations méticuleuses, qui ne sont point pour déplaire même au troupeau de profanes ès choses érudites. Disons, cependant, tout de suite qu'il dédommage les chercheurs de pièces documentaires dans un copieux appendice (p. 167-218). Il poursuit l'histoire de Châteauneuf-de-Mazenc depuis l'époque romaine jusqu'à nos temps, avec un brio de chevalerie convenant à ces barons guerroyeurs qui contractèrent les plus illustres alliances. Voici quelques-uns des titres de l'appendice : Extrait des archives du château de Mazenc; Châ-

teauneuf-de-Mazenc; Généalogie des Poitiers; Charte de 1292; Raymond de Turenne; La bataille du Jabron, Estyenne de Vesc; Procès-verbal contre M. de Chabrilan; Reconnaissances de vasselage; Mgr de Piolenc; Liste des biens de M. de Ravel en 1792.

Nous sommes particulièrement satisfait des idées de conversion exprimées avec une bonne grâce parfaite par l'auteur, trop chagrin au portique de son ouvrage. « Malgré l'histoire qui le consacre, dit-il en déposant sa plume, ce passé était peut-être, après tout, assez terne; peut-être, le dix-neuvième, dans l'ultime revue des siècles, fera-t-il pencher la balance en sa faveur; alors, si douteux que cela soit, ferions-nous bien de nous rallier, l'oreille basse, à cet aphorisme d'un prosateur aux velléités de poète, qui écrivait naguère : « Les truffes et les demi-teintes, voilà les merveilles de la Drôme » (p. 164). C'est spirituellement sensé.

Un Evêque de l'ancien Régime. Louis-Joseph de Grignan (1650-1722), par l'abbé LÉON CHARPENTIER. — Paris, Sueur-Charruey, 1899, in-12 de III-338 p.

Louis-Joseph de Grignan fut évêque de Carcassonne à la fin du xvii^e et au commencement du xviii^e siècle. Il fut l'une des grandes figures de l'épiscopat de cette époque, auquel on commence à rendre justice à la suite des études de Tocqueville, Taine et de l'abbé Sicard. Révision faite du procès dressé contre le Clergé d'avant la Révolution, il a fallu convenir que les prélats gentilshommes de l'ancien régime ne méritent pas, pour la plupart, l'espèce de réprobation générale dans laquelle on les enveloppait. On ne peut nier que, à part quelques exceptions regret-

tables, ils n'aient fait honneur au caractère dont ils étaient revêtus et qu'ils n'aient rendu de grands services à l'Eglise et à la France.

Combien d'entre eux s'illustrèrent par leurs écrits ou leurs actions ! Combien s'ensevelirent dans leurs lointains diocèses, remplissant les fonctions du ministère épiscopal, créant des séminaires, bâtissant des hôpitaux, allégeant les lourdes charges fiscales qui pesaient sur les propriétés rurales, faisant prospérer l'agriculture, le commerce et l'industrie. Mgr de Grignan fut l'un de ceux-là.

Il portait déjà un nom illustre, appartenant à la famille des Adhémar de Monteil qui remontait aux premiers âges de la Provence. Mais tant que vivront les lettres françaises, le nom de Grignan sera inséparable de M^{me} de Sévigné qui l'a rendu célèbre. Louis-Joseph était le propre frère du gendre de M^{me} de Sévigné et fut lui-même en correspondance avec la fameuse « épistolière. » M. Léon Charpentier l'étudie « soit dans les différentes fonctions qu'il eut à remplir comme agent général du Clergé de France et comme évêque, soit dans ses rapports avec sa famille, dont il fut le dernier et non le moins noble représentant. » D'une érudition bien avertie, il en fait un beau portrait d'une plume aisée et délicate, avec une absolue sincérité. Aussi est-ce en toute justice que Mgr Billard, évêque de Carcassonne, écrit à l'abbé Charpentier : « Je vous félicite d'avoir dépouillé avec un soin scrupuleux toutes les archives qui vous éclairaient sur la vie de ce Prélat..., je suis heureux de trouver en vous un historien, témoin incorruptible de la vérité. »

LOUIS ROBERT,
du Clergé de Paris.



NÉCROLOGIES

M. ALLMER (AUGUSTE)

Notre Société vient de perdre l'un de ses plus savants écrivains. Au moment de sa fondation, en 1866, de grands travaux de construction sur les boulevards de Valence amenaient chaque jour de nouvelles découvertes archéologiques. Comme j'avais rencontré à Hauterives le zélé épigraphiste dans ses excursions, je recourus à lui, et aussitôt il nous envoya de nombreux articles fort remarquables sur les inscriptions de notre ville, sur celles de la Drôme et des départements voisins. Sa collaboration au *Bulletin* nous valut l'attention et l'estime des antiquaires de France et de l'étranger.

Né à Paris le 8 juillet 1815, il devint percepteur à Estrablin, en résidence à Vienne et plus tard à la Guillotière. Là, de fréquentes révélations sur le passé romain de ces deux cités lui inspirèrent le goût de l'épigraphie. L'étude de l'histoire et des recueils spéciaux l'initiaient rapidement aux secrets de cette science, où il ne tarda pas à devenir un maître. On raconte qu'introduit chez un célèbre érudit parisien, sans avoir été annoncé, celui-ci lui montra une inscription qui l'embarrassait; notre percepteur la lut aussitôt. « Vous êtes M. Allmer ou le diable en personne », s'écria l'archéologue.

M. Allmer avait une volonté si ferme qu'à l'âge de 80 ans, il se mit à l'étude de la langue allemande et parvint à traduire les ouvrages des savants d'Outre-Rhin. Que dire de

ses courses incessantes dans le Viennois, soit avec M. Girard, ancien libraire, soit seul dans la Drôme et Vaucluse ? Armé d'un parapluie, d'une brosse et d'un rouleau de papier pour estampage, il courait sans cesse à la recherche de quelque inscription nouvelle ou de quelque vérification de lecture. Ces voyages n'étaient pas pour lui toujours fort agréables, et il nous conta un jour en riant sa mésaventure à Pont-l'Isère. Il s'était arrêté dans une auberge près du pont. Survint le garde champêtre. « Vos papiers », lui dit-il, et M. Allmer lui exhiba la lettre officielle annonçant sa nomination dans la Légion d'honneur. — Un chevalier voyageant à pied parut à l'agent une exception étrange. « Que cherchez-vous, que vendez-vous ? » lui demanda-t-il. — Des inscriptions, répondit M. Allmer. Le garde, comprenant mal l'utilité d'une profession pareille, l'invita à le suivre chez M. le Maire, qui demeurait à la campagne. Ce voyage prit du temps, et vers minuit, le magistrat municipal offrit à notre savant un asile dans son grenier à foin. Or, le poulailler en était voisin, et de une heure du matin au jour, le chant des coqs l'empêcha de fermer l'œil. Le lendemain, nous déplorions ensemble les inconvénients des voyages et les maux attachés à la poursuite de la vérité historique.

Notre savant, d'une modestie exagérée, fut heureusement récompensé par l'estime des hommes compétents ; en 1879, il était nommé conservateur du Musée des Antiques de Lyon et peu après conservateur honoraire de ses Musées ; ses *Inscriptions antiques* de la même ville lui valurent à l'Institut le grand prix Gobert, et il devint membre de l'Académie de Lyon, de la *Société des Antiquaires de France*, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique.

Le nombre de ses brochures est considérable ; mais ses principaux ouvrages comprennent les *Inscriptions antiques de Lyon* avec M. Dissard, en quatre vol. in-8° (1889), les *Inscriptions de Vienne* avec M. de Terrebasse, pour le moyen âge, en six vol. in-4°, avec un atlas dessiné par

lui et par son fils, décédé jeune encore; les *Gestes du dieu Auguste* et la *Revue épigraphique du midi de la France*.

De tels hommes constituent pour notre pays une gloire véritable; leur dévouement à la science est un encouragement et un exemple. En attendant que des renseignements plus complets permettent d'écrire la biographie de M. Allmer, la Société d'Archéologie tient à lui adresser un suprême adieu et à lui témoigner son éternelle reconnaissance.

M. BOREL-SOUBÉРАН (LOUIS)

Nous apprenons au dernier moment la mort de M. Louis Borel-Soubéran, de Crest, si justement surnommé le « père des pauvres ».

Cet homme de bien, toujours prêt à s'associer à toutes les œuvres de charité et de moralisation, s'est éteint le 23 décembre 1899, après de longues souffrances supportées avec résignation et courage. Il avait demandé qu'il n'y eût sur sa tombe ni discours, ni fleurs, ni couronnes; mais le grand concours de parents, d'amis et de personnes reconnaissantes a prouvé que ses bienfaits n'étaient pas ignorés, et que sa mort était un véritable deuil public dans sa ville natale.

Nous perdons en lui un collègue vénéré et un chrétien dont la vie a été constamment un exemple de bonté, de dévouement et de bienfaisance.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

Le Bureau adresse à tous les membres de la Société ses meilleurs vœux pour l'année nouvelle et compte sur leur bienveillant concours pour la continuation de l'œuvre commune.

OUVRAGES REÇUS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1899, première livraison. Il s'y trouve une étude sur la tour de Chamaret, par M. l'abbé Fillet, et de nombreux articles intéressants.

Bulletin du même Comité, *Section des Sciences économiques et sociales*, année 1898.

Journal des Savants.

DES AUTEURS :

Mgr Bellet : *Un portrait inconnu de Bossuet*, conservé dans la famille de M. de Gallier et décrit avec art par l'auteur de la curieuse brochure de 20 p. in-4° (Lyon, Vitte, 1899).

M. Bertrand (J.) : *La Sorcellerie*. Paris, Bloud et Barral, in-16 de 63 p., où sont révélés une foule de détails peu connus dans un style facile et agréable.

M. de Faucher : *Les duchés du comté Venaissin. Origine du mot Briant*, 3 p. in-8°. L'Auteur en mentionne cinq : Caderousse, Gadagne, Crillon, Baumes (de Venisse) et Caumont et en résume habilement l'histoire.

Dans les Sociétés savantes qui nous envoient leurs publications, nous signalerons diverses inscriptions de la Drôme dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* et des notes sur Barnave, par M. de Beylié, dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, année 1898.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 7 NOVEMBRE 1899

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

Après la lecture des circulaires ministérielles relatives à l'Exposition de 1900, Mgr Bellet et M. Lacroix présentent, comme *membre titulaire* de la Société, Madame BONI, née de Gallier, dont l'admission est prononcée à l'unanimité.

M. le Président fait, à cette occasion, l'éloge de son prédécesseur et félicite M^{me} Boni de vouloir bien le représenter parmi nous. Il ajoute que plusieurs Sociétés savantes sont heureuses de compter des Dames dans leurs rangs et que celle de la Drôme se réjouit de l'adhésion de la nouvelle titulaire à l'œuvre si glorieusement dirigée par son père si regretté.

M. le Secrétaire donne ensuite des renseignements sur la formation du dépôt confié à sa garde et sur les fonds principaux déjà inventoriés ou qui le seront à l'avenir.

M. le Président exprime le désir de voir cette communication reproduite dans le *Bulletin*, lorsqu'elle aura été complétée.

Diverses communications terminent la séance.

A. LACROIX.



LETTRE DE J.-B. VEYRENC

NOTAIRE A GRIGNAN

A M. BIGNAN DE COYROL

Député à l'Assemblée Nationale

SUR LES ÉVÉNEMENTS DU PAYS EN 1790

Peu de villes accueillirent avec autant d'enthousiasme la Révolution française que le petit bourg de Grignan, et n'en saluèrent les premières lueurs avec des transports plus exubérants et plus effrénés. Les exaltés du pays firent plus de tapage que beaucoup de leurs coreligionnaires de haute volée. Leurs démonstrations ne furent pas exemptes d'excès : il y eut du sang versé, des tombeaux furent violés ; le beau château des Adhémar, qui faisait l'orgueil de la contrée, fut pillé, ruiné et réduit à l'état lamentable où nous le voyons aujourd'hui. Tous ces exploits, et d'autres encore, ont été relatées avec ingénuité et sympathie par M. Devès, ancien greffier de la justice de paix, dans une brochure peu répandue (1). L'auteur croit pouvoir attribuer cette violente réaction à la dureté du seigneur, M. du Muy (2), envers ses vassaux.

(1) *Grignan pendant la Révolution de 1789. Une page d'histoire des principaux épisodes de la Révolution, divisée en trois parties : La Ville, le Clergé et le Château, par L. Devès. — Montélimar, imprimerie du Progrès, Astier et Niel, 1890. — In-8° de 82 pp., avec une vue de Grignan.*

(2) Jean-Baptiste-Louis-Philippe de Félix du Muy, comte de Grignan, avait hérité de son oncle, le chevalier Victor du Muy, maréchal de

Nous croyons qu'il exagère. Quoiqu'il en soit, voici, sur cette époque, un document important que M. Devès n'a pas connu et qui précède de quelques mois les événements qu'il raconte. C'est une lettre adressée par le notaire de Grignan à M. Bignan de Coyrol, député à l'Assemblée nationale, contenant la relation de ce qui se passait dans le pays à ce moment. Outre l'intérêt particulier qu'elle présente au point de vue de l'histoire locale, cette curieuse pièce projette un grand jour sur l'époque tourmentée à laquelle elle se rapporte. Elle nous montre l'état des esprits dans un petit bourg de province au commencement de la Révolution. Nous y voyons d'un côté les hommes d'ordre et de jugement attendre des élus de la nation des réformes sages et des mesures prudentes, qui eussent amené sans secousse la suppression des abus et l'avènement d'un ordre social nouveau ; d'autre part, le gros populaire, comprendre d'instinct que c'était son règne qui commençait. Partout on voit ce nouveau souverain, tout ivre encore de sa fraîche émancipation, s'emparer du pouvoir et en user avec despotisme et brutalité, principalement à l'égard de ceux qui furent ses maîtres autrefois. Ce que nous voyons se passer à Grignan se produisit à peu près partout, sous une forme ou sous une autre, mais dans des circonstances analogues, et avec ce caractère uniforme de violence et de haine contre tout ce qui représentait ou rappelait le régime déchu ou en train de crouler.

Jean-Baptiste Veyrenc, l'auteur de cette lettre, était venu s'établir à Grignan, en qualité de notaire, en 1767, et il en

camp sous Louis XV, de la seigneurie de Grignan. Brigadier d'infanterie, puis maréchal de camp en 1788, il servit dans les armées de la République et devint Lieutenant-général en 1792. Pendant qu'il combattait pour la France, la convention faisait vendre et démolir son château (frimaire et nivôse an II). Le comte du Muy fut pair de France sous la Restauration. Il mourut à Paris, le 5 juin 1820, à l'âge de 69 ans. (NADAL, *Les Adhémar*, pp. 194-200 ; L. DEVÈS, *Biographie historique de Grignan*, p. 64).

remplit les fonctions jusqu'au mois de pluviôse an IX. Il était en même temps procureur fiscal du comté, charge qu'il avait acceptée, comme il le rappelle à son correspondant, sur les instances de celui-ci. Il avait épousé vers 1760, Jeanne-Claude Demard, dont il eut trois filles et un fils. Elle était la sœur de l'abbé Demard, qui fut aumônier des vaisseaux du roi (1). Dans les confidences qu'il fait à son ami et dans les réflexions dont il les accompagne, on reconnaît un parfait honnête homme, mais qui, comme beaucoup d'autres, se faisait de grandes illusions sur le résultat des événements dont il suivait attentivement le cours. Il ne dut pas tarder à les perdre. Toutefois il ne pouvait guère s'en faire sur la sagesse du peuple, abandonné tout à coup à lui-même, d'après les traits qu'il avait sous les yeux et qu'il raconte à son ami. Du reste, les événements allaient se précipiter et toujours dans un sens opposé à celui qu'il avait espéré. Cependant sa haute probité le fit respecter pendant les mauvais jours ; il devint juge de paix en 1798, et mourut le 6 février 1801 (2). Cet homme de bien était le grand-père de M. l'abbé Veyrenc, qui a laissé de si précieux souvenirs comme professeur au Petit-Séminaire de Valence, où il a passé presque toute sa carrière sacerdotale dans l'enseignement de la rhétorique et de la philosophie (3).

(1) Jeanne-Claude Demard, survécut près de 10 ans à son mari et mourut le 8 août 1810. Elle est qualifiée de Demoiselle dans l'acte de sépulture, rédigé par M. Martinel, curé de Grignan. On sait que ce titre était donné autrefois aux personnes de qualité.

(2) L. Dèves, *Biographie historique de Grignan*, p. 9.

(3) Jean-Baptiste-Mathieu Veyrenc, né à Grignan, le 11 octobre 1809, professa la philosophie dès son entrée au Petit-Séminaire en 1834. Il y joignit la rhétorique en 1842, et il est resté titulaire de ces deux chaires jusqu'en 1857, où Mgr Lyonnet, à son arrivée à Valence, lui donna le titre, purement honorifique, de directeur des études. En avril 1865, il fut nommé aumônier de la maison-mère des religieuses du St-Sacrement, à Romans, et c'est là qu'il est mort, le 18 juin 1869, au retour

Quant au destinataire de cette lettre, Jean-Louis-Dominique Bignan de Coyrol, il était de Suze-la-Rousse et appartenait à une famille de riches propriétaires. Il avait augmenté sa fortune dans le commerce et il était le plus notable personnage de sa région, lorsqu'il fut élu député aux Etats de Romans, en 1788, puis aux Etats généraux l'année suivante (4 janvier 1789). Son rôle dans cette assemblée fut très effacé, et on ne voit pas qu'il y ait jamais porté la parole. Après qu'elle eût été dissoute, il se retira d'abord à Lyon, puis dans son pays natal. Il renonça à la vie publique, après avoir siégé quelque temps comme juré à la Haute-Cour, convoquée en septembre 1793. Il est mort à Orange, le 6 novembre 1824, auprès de sa fille M^{me} d'Hugues, mère du général de ce nom.

Dominique Bignan est le père du célèbre poète Anne Bignan, qui est mort à Paris en 1861, à l'âge de 66 ans. Mais ce n'est pas de lui qu'il est question au commencement de la lettre de J.-B. Veyrenc : ce fils, plus illustre que son père, n'était pas encore né à cette époque. Il s'agit sans doute d'un frère aîné qui était déjà en âge à ce moment et auquel l'auteur paraît témoigner beaucoup d'estime et de sympathie.

Le bourg de Grignan faisait partie des terres adjacentes de la Provence enclavées dans le Dauphiné. Il était le chef-lieu d'un comté duquel ressortissaient les communautés de Chamaret, Chantemerle, Clansayes, Colonzelles, Montjoyer, Montségur, Réauville et Salles. Il était en même temps le siège d'un baillage, ou tribunal qui connaissait des causes de tout le comté, sauf appel au parlement d'Aix. Cette petite judicature fit espérer aux habitants qu'elle leur vaudrait un chef-lieu de district ou d'arrondissement dans la nouvelle division administrative de la France ; mais ils ne pouvaient

d'un voyage à Rome. — L'abbé Veyrenc a publié quelques ouvrages, entre autres, un petit recueil de *Fables*, d'un naturel et d'une simplicité charmantes. C'est du La Fontaine au petit pied.

compter sur cet avantage que s'ils restaient unis à la Provence. Etant adjoints au Dauphiné et au département de la Drôme, ils étaient trop près de Montélimar pour former un district à part. Notre document nous fait connaître quelques détails sur cette affaire, à laquelle s'intéressa le fameux juriste Durand de Maillane.

On remarquera le passage où J.-B. Veyrenc se dit Dauphinois. Il n'était donc pas de Grignan. La famille Veyrenc, en effet, était originaire de Roussas, où elle exerçait le notariat depuis au moins deux siècles. C'est de là probablement que venait notre notaire, qui avait jugé avantageux de transporter au chef-lieu l'étude que géraient ses ancêtres dans ce petit village ; car, tout en dépendant du comté de Grignan, Roussas appartenait au Dauphiné. Un autre membre de la famille, Jean-François, peut-être un frère de Jean-Baptiste, allait en même temps s'établir à Suze-la-Rousse, où sa descendance subsiste encore (1). Il y est mort le 21 mai 1813, à l'âge de 73 ans (2). Un autre cousin, dont il est fait mention dans la lettre résidait à Paris. Ces relations de famille du notaire de Grignan à Suze expliquent ses rapports avec le député Bignan. D'ailleurs, résidant à peu de distance l'un de l'autre, l'un dans les affaires et l'autre dans le commerce, de condition plus que moyenne et à peu près égale, l'un et l'autre amis de l'ordre et de la paix, dans le même courant d'idées et animés des mêmes principes, ces deux hommes étaient faits pour se rencontrer, et, s'étant vus, ils ne pouvaient moins faire que de s'entendre et de se comprendre. C'étaient deux honnêtes gens ensemble.

(1) Jean-François était le grand-père de M. l'abbé Adolphe Veyrenc, mort curé de Mollans en 1888, lequel était aussi littérateur et poète à ses heures. Il était membre de la Société Archéologique de la Drôme.

(2) Renseignements dus à l'obligeance de M. le chanoine Isnard, curé de Suze-la-Rousse. Notre vénérable correspondant nous apprend qu'une autre branche de la famille Veyrenc existait à Clansayes. C'est peut-être celle qui est maintenant établie à Pierrelatte.

M. Devès nous apprend que Jean-Baptiste Veyrenc fut un des témoins de la violation des caveaux de l'église de Grignan et de l'exhumation des restes de Madame de Sévigné. Il se fit donner un fragment des ossements de cette femme célèbre, qu'il fit enchasser dans un médaillon, avec ce quatrain de sa composition inscrit au-dessous :

*De sa beauté voilà les tristes restes ;
Le trait fatal ne la respecta pas.
Mais si tout passe et s'enfuit ici-bas,
L'esprit survit aux temps les plus funestes.*
(1793)

Cette relique appartient maintenant à M. Louis Fayn (1). La lettre que nous publions provient des papiers de M. l'abbé Veyrenc. On se demande comment elle était revenue entre ses mains, lorsque naturellement elle devait se trouver dans celles de la famille Bignan. Nous supposons, sans en avoir la preuve, que le poète Bignan n'était pas sans connaître son confrère en littérature, l'auteur des *Fables* et de tant d'autres écrits intéressants, et que, par un sentiment de bonne confraternité, en témoignage d'estime et pour lui être agréable, il lui fit cadeau de l'autographe de son grand-père. Cette lettre ne comprend pas moins de trois feuilles de quatre pages chacune. L'écriture en est fort régulière, et les formules étudiées et polies, mais pas toujours bien correctes, dans lesquelles elle est conçue rappellent bien le praticien de l'ancien régime, dont J.-B. Veyrenc paraît avoir été un parfait représentant.

C. P.

(1) L. DEVÈS, *Grignan pendant la Révolution*, p. 24.

Grignan, le 26^e avril 1790.

MONSIEUR,

La réponse à ma lettre du 22 février me flatte beaucoup. Votre parfait rétablissement me fait un plaisir bien sensible. N'avais-je pas raison de vous exhorter à ménager votre santé ? Conservés-la, Monsieur ; elle est précieuse à votre famille, elle l'est à vos concitoyens. J'aurais appris avec plaisir des nouvelles de votre aimable fils, ce digne confident de vos pensées, à qui j'avais pris la liberté de présenter mes respectueux devoirs. Vous me donnés le chagrin de m'en priver. Je ne récidive pas moins l'offrande de mes hommages. Veüllés, je vous prie, le lui dire pour moi. J'avais projeté de vous prier de me faire trouver mon brave cousin Veyrenc, qui réside à Paris, et je n'osay prendre cette liberté. J'avais encore idée que son atelier put faire passer quelques moments à Monsieur votre fils. Vous avés prévu que je n'avais pas osé, et vous avés la complaisance de m'en donner des nouvelles, de me dire qu'il se porte bien et qu'il se rappelle de moi. Je vous en prie, Monsieur, n'osant pas insérer une lettre pour lui à votre adresse, engagés le à première vue de m'écrire. J'ay grand désir d'entretenir une correspondance avec luy, et qu'il aye attention de me donner son adresse et celle de mon ami l'abbé Reboul (1). Vous m'obligerez, Monsieur, bien sérieusement de luy dire

(1) Cet abbé Reboul résidant à Paris, ne nous est pas autrement connu. Il était probablement de Grignan ou des environs.

que je l'ayme et l'estime. Sa manière d'agir envers ses parents me le fait honorer et respecter. Il porte un nom qui, par ce qu'il en fait, est bien cher à mon cœur.

J'en reviens, Monsieur, à notre païs. Je ne vois pas qu'il puisse échapper au district de Montélimart. Si Grignan n'a pas agi pour s'y joindre, ça été et ça été uniquement-parce que Monsieur Durand de Maillanne, qui a eut correspondance suivie avec nos municipalités et consuls, avait fait espérer qu'en persistant de demander de rester réunis à la Provence, nous aurions icy un district de justice, et même de municipalité. M. Bouche (1), notre député, a écrit à M. Faure (2), le 1 du courant, que, sur la réunion des lieux du comté à Grignan et sur une adresse à l'Assemblée, on ne peut manquer un district, restant à la Provence. Les paroisses secondaires de cette chétive ville, que bien vous connaissez, aymeroient mieux St-Paul, et se rendront à Montélimart, si Grignan n'obtient pas un district de justice, par la

(1) Charles-François Bouche, avocat au parlement d'Aix, fut député de cette ville pour le tiers-état aux Etats généraux. Il devint ensuite membre de la cour de cassation et mourut vers 1794. Il est plus connu comme historien de la Provence que comme homme politique.

(2) Laurent Faure, avocat et notaire à Grignan, n'était peut-être pas encore, à ce moment, ce qu'il se montra depuis, un fougueux démagogue. Administrateur du département de la Drôme en 1792, commissaire dans le Comtat sous la Convention, il fut membre du tribunal révolutionnaire du district de l'Ouvèze, et enfin, juge de paix à Carpentras en 1801. Rétiré ensuite à Grignan, il contribua, par d'actives démarches, à lui faire rendre le titre de chef-lieu de canton, qui avait été transféré à Taulignan. On a de lui quelques écrits. Laurent Faure est mort à Grignan, le 1 octobre 1808. Il était né à Réauville en 1736.

force de son point central de la vallée. Pour moy, Monsieur, ne devant y avoir en France qu'une province, qu'une famille, j'ai toujours voté pour la proximité et mes connaissances. Au reste, je suis Dauphinois d'origine et ayme essentiellement le Dauphiné. Je ne serais pas en Provence sans les circonstances.

M. Cheynet (1) m'avait invité d'une manière bien engageante ; mais ici, certains esprits sont au dessus des espérances ; elles seront vaines, je le vois, je le sens, je le touche. Mais aussy, Monsieur, que fairiez-vous de Grignan ? où seroient les juges ? qui viendrait s'y habiter ? Aurions-nous encor des juges d'assises, qui ont tant fait crier jadis ? qui n'ont jugé, Dieu sçait comment, que le pied dans l'étrier ? Choississés, Monsieur, vous connaissés le local, des endroits sains et habités. Je parle ici contre mes bulles, peut-être, sy je dus (2) rester pour quelque chose dans les nouvelles formations, surtout en ayant besoin ; mais pourrais-je, pour mon intérêt personnel, voir pâtir tant de citoyens ? Non, Monsieur, l'intérêt public me tient trop à cœur. Il faut donc croire que le païs et la vallée n'étant pas d'accord en petition, si Grignan n'est pas positivement assuré d'avoir un district de justice, il tourne, et tout ce qui y est annexé l'a constamment voulu ainsy, parce que le

(1) Jean-Louis Cheynet, collègue de Bignan à l'Assemblée nationale, était maire de Montélimar quand il y fut député avec lui, le 5 janvier 1789, par le tiers-état de l'Assemblée de Romans. Il était procureur impérial près le tribunal de Montélimar lorsqu'il est mort dans cette ville, le 29 septembre 1809.

(2) Le sens demande : *Je dois*.

Dauphiné est plus près de nous que la Provence. Du reste, Monsieur, je suis icy le plus petit saint dans l'occurrence présente, et je viens vous faire confidence de mon histoire, d'après quoy, vous jugerés encor plus sainement du païs.

Nous étions tous sur le quivive quand on nous annonçait des brigands. Je n'y crus sûrement pas, sur ce qu'on en disait ; mais, par un espèce de pressentiment, trois jours avant notre fausse alerte, j'avais voulu établir icy un guet qui avait anciennement été autorisé par arrêt de la Cour. Pour cella, j'avais mis en jeu notre jeunesse et l'avais fait agir auprès de notre consul d'alors, de manière qu'elle dut être prête pour le jour positif de la fausse alerte. On vint me faire lever, pour m'en prévenir, avant le jour, et de suite j'agis ; mais alors, nous fumes tous employés et armés, drôlement à la vérité, mais armés à faire trembler, de fusils, de piques, de fourches, de haches, de faux renversées. Environ 80 hommes furent à Montélimart, et le landemain, sur une seconde fausse alerte, mal combinée par notre troupe, de retour de cette ville, nous fumes tous en avant pour porter du secours. Je fus en tout cella l'homme utile ; mais à 53 ans, je ne dus pas figurer comme un jeune homme. Je devins volontiers soldat, et tous icy, sans distinction, montoient la garde (1). M. du Muy dut passer ici ; son

(1) M. de Coston a raconté cet épisode avec détail dans sa brochure intitulée : *Panique due à la prétendue invasion de dix mille Savoyards en Dauphiné, en 1789*. (Lyon, Louis Brun, s. d. — In-8° de 26 pp.) Ce ne fut pas seulement à Montélimar et dans la région que cette panique se produisit. Comme elle venait d'un mot d'ordre donné, on ne sait

arrivée fut annoncée ; il vint par le chemin de son moulin, et sa voiture fut entravée à l'entrée de la nuit, près dudit moulin. Je fus curieux, je fus en avant, et arrivé auprès de la voiture, M. et M^{me} du Muy étant descendus, étant nuit, je donnay le bonsoir à M. du Muy, qui me reconnut à ma voix et me chargea de conduire Madame au château. Je ne balançay pas ; nous arrivons au premier poste : la sentinelle crie, je réponds ; elle approche et nous dit de passer. A 30 pas plus haut, j'aperçois le comandant de la milice (M. Salamon, chev(alier) de S. Louis) (1) ; je luy présente Madame du Muy. Ce comandant luy parle. Nous arrivons à la porte, à environ cent pas de là, où il y eut un renfort de soldats ; le commandant reparaît, parle encore à cette dame. Je la conduisis au château, après avoir essuyé encore deux postes. Je laisse Madame dans le vestibule du château, où M. Vigne (2) vint la prendre. Je

pourquoi ni par qui, elle se produisit dans tout le Dauphiné. Voir à ce sujet les *Chroniques* de la Révolution, publiées par M. Champollion-Figeac, et pour Romans en particulier, une relation originale qui parut dans le temps même, sous ce titre : *Procès-verbal de l'alarme donnée dans la ville de Romans, le 28 juillet 1789*. (In-8° de 15 pp.) Voir encore : *L'alarme des brigands en Bas-Dauphiné*, par Fernand Baboin, dans la *Révolution française, revue historique*, année 1888, p. 1066 ; le *Dauphiné* du 29 septembre 1867, article de M. le docteur Chevalier, reproduit dans l'*Impartial de Romans* des 4 et 11 décembre 1884.

(1) Nicolas-Antoine Salamon devint, peu après, maire de Grignan. Il déposa sa croix de S. Louis sur l'autel de la patrie (style de l'époque), le 10 août 1793. (DEVÈS, *loc. cit.*, p. 21).

(2) Louis Vigne avait déjà géré, au temps de l'oncle de M. de Muy, l'intendance du château de Grignan. Il était le frère du chanoine Jean-François Vigne, qui, de protestant se fit catholique vers l'âge de douze ans, et détermina la conversion de ses parents, et le grand-père de Mgr Ange Vigne, mort archevêque d'Avignon en 1895, et de la supé-

ne vis point sa figure ; je me retirai. Croiriez-vous, Monsieur, qu'on complota le soir sur la place, pour me lanterner ? Ah ! païs, que tu t'égarais ! J'en fus quitte pour la peur et pour être mandé en plain conseil devant le peuple, où je me disculpay ouvertement, ma cause étant bonne. Mais j'étais, et je suis encore, parce que vous l'avés voulu, *procureur fiscal*. Bien m'a vullu de m'être fait considérer l'amy de mon frère dans mes fonctions. On me craignait ; je n'ay fait aucun mal. D'ailleurs, j'ai toujours répugné contre les vexations et les injustices. Depuis cette époque, Monsieur, nos matadors icy, qui avoient jadis redouté la fiscalité, et devenus libres, sans autre examen que celluy de se méfier des officiers du seigneur et agents, ont pris certain tic, et surtout notre municipalité, dans certains, et qui est formée : 1° de l'oncle et du neveu, contrairement à vos décrets ; 2° d'un citoyen au reste qui, quoyque honnête, ne paye pas 3 l(vres) d'impositions directes. Je crois même qu'il ne possède pas sorte de bien, mais bien son neveu ; mais il est honnête homme. Voilà cette première formation, lors de laquelle je crus devoir parler contre un placard invitational, pour se choisir des bons maires et procureurs de la commune, vu les grandes prétentions de la com(munau)té contre

rieure générale actuelle de la congrégation du Saint-Sacrement de Romans. — Le 30 mai 1790, le municipalité lui enjoignit d'avoir à enlever les armoiries des du Muy gravées au-dessus des portes de la ville (L. Devès, *loc. cit.*, p. 16).

Louis Vigne est mort à Grignan, le 13 juin 1816, à l'âge de 84 ans, et son frère le chanoine, à deux ans d'intervalle, le 23 octobre 1818, à l'âge de 74 ans.

M. du Muy, dans la vue d'exclure, par une menée du peuple, certains citoyens qui eussent conduit la barque au vray but ; je fis sentir que tout vrai citoyen n'avait pas besoin d'invitation, qu'il falait avoir le bien public en vüe. Qu'a fait notre municipalité ? 1° Elle a rendu une ordonnance de police qui a été affichée ; 2° elle a donné ordre à la maréchaussée de désarmer sur les chemins et les champs tous citoyens, sans distinction, et prohibé la chasse. Je crois bien qu'elle m'a eut en vüe, moi qui ne chasse pas, mais qui, obligé d'aller çà et là pour fonctions de mon notariat et à pied, porte, comme je l'ay toujours fait, mon fusil pour ma sureté et ma tranquillité, sans dessein de nuire à personne. Elle a donné l'ordre à la maréchaussée de chasser de la ville une femme citoyenne qui a son mari et famille, parcequ'on lui impute certains faits et dits, ou de recéler des enfants de famille ; à quel effet on m'a dit qu'ils avoient fait paraître des témoins. Le procureur de la commune se regarde comme partie publique en cella. Le brigadier notifia l'ordre à cette femme ; elle fut tellement sensible qu'elle courait les rües, criant, se lamentant ; elle prit des accidens convulsifs qui faillirent l'enlever de ce monde ; fait qui a excité deux jeunes gens à faire passer des addresses tant à la municipalité qu'au brigadier. Malgré cella, on s'obstine, dit-on, à persister à faire exécuter cet ordre purement arbitraire. Je ne diray rien de trop lorsque j'exposeray que la municipalité s'autorise à faire des fonctions judiciaires. Voicy encore un singulier trait de Grignan.

Un domestique d'auberge est accusé d'avoir volé un

porte-manteau à un voyageur lyonnais. Le porte-manteau est trouvé ; ce drôle est mis arbitrairement en prison et on parle de le faire passer par les verges, par les soldats de la garde. Je me présente au conseil, alors chés le maire ; je lui observe que nul ne peut être emprisonné qu'en vertu de la loi. Le conseil, ne me donne pas satisfaction, persiste à faire punir cet homme. Le lieutenant de juge, notable qui entendait ce qui était dit, me prévint de ne pas me mêler de cette affaire. Je fus donc forcé de me rendre. J'avais déjà connu le païs. Cet homme a passé huit jours en prison ; les verges coupées le 7^e jour, il dut, le 8^e, danser aux champs la cêrébande (1) qu'on se proposait de luy faire joüer. Tout le voisinage fut instruit de ce fait, et le 8^e jour, dimanche, il y eut une affluence des étrangers dans le païs très nombreuse. Je gémissais, comme tant d'autres, d'un tel égarement, que je ne pouvais empêcher. Le maire, le même jour, le comandant de la milice et le neveu de celluy-cy, lieutenant de juge, lieutenant de la garde, neveu du commandant, frère du maire, s'absentèrent. Deux capitaines de la garde étaient chargés du comandement. Il y eut ordre à la garde de s'assembler sur la place. Je suis soldat, mon fils est soldat de cette garde et toujours prêt pour la bonne cauze, mais répugnant à la mauvaise. Je fis paraître mon fils (2) sur la place et me proposais de m'esquiver, pour

(1) Sarabande ?

(2) Cet unique fils de Jean-Baptiste Veyrenc, Jean-Baptiste-André Veyrenc, fut un homme d'une intelligence remarquable. Il était, jeune encore, adjudant de la garde nationale, lorsqu'il prononça, à la cêré-

n'être pas témoin de cet acte monstrueux à mes yeux, lorsque d'autres officiers, des bas officiers, et des soldats répugnèrent ; mon enfant, qui publiait que, s'il fut comandé pour boureler cethomme, il s'y refuserait et engageait ses amis à en faire autant. Il expliquait les décrets, qu'il respecte. Tant fut dit et fut fait, que les officiers m'envoyèrent prendre. Je parus dans un apar-

monie de la fédération générale (14 juillet 1790), un discours qui fut jugé digne d'éloges, d'après le procès-verbal de la fête. (Devès, *loc. cit.*, p. 19). Se sentant de l'aptitude pour la parole, il embrassa d'abord la carrière d'avocat au barreau de Montélimar ; mais il y renonça bientôt et revint à Grignan, où il se fit instituteur. Il donnait aussi des leçons de musique, et cultivait pour son propre compte la littérature et la poésie. C'est ainsi qu'il composa des cantiques religieux, d'une facture simple et naïve, auxquels il adapta des airs aussi de sa composition. Ces poésies ont été publiées plus tard par son fils, M. l'abbé Veyrenc, de concert avec M. l'abbé Giély, pour la partie musicale, sous le titre de *Soupirs de l'exil*, (Valence, Jamonet (1848), in-12 de 135 pp. et 155 pp. de musique). Elles ne manquent pas d'un certain mérite, et leur pieux éditeur nous apprend qu'« à une époque où les chants sacrés étaient bannis de toutes les églises, ces cantiques se répandirent dans les familles chrétiennes, et y conservèrent le souvenir et l'amour de la religion proscrire... Quand le culte eut été rétabli, ils furent admis dans les cérémonies religieuses et fournirent un aliment et un secours à la piété des fidèles. » J.-B.-André Veyrenc se maria sur le tard, (à 40 ans), à une jeune fille nommée Marguerite Devaux, qui l'avait charmé par la beauté et la justesse de sa voix. Il avait formé une fanfare avec les jeunes gens de son école, et presque tous les soirs, dans la belle saison, il faisait avec eux le tour de la ville en jouant quelque morceau de son répertoire. C'est lui qui tenait l'orgue de la paroisse. Sur la fin de ses jours, cet excellent homme devint aveugle, mais n'en continua pas moins de donner des leçons de musique. Il est mort à Grignan le 2 juillet 1813, à l'âge de cinquante ans environ. Dans un livre de raison de M. l'abbé Veyrenc, son fils, on trouve soigneusement inscrites les dates de décès de sa mère (3 mai 1849), de ses tantes et d'autres parents. Celle de son père n'y est pas. Il ne l'avait pas connu, n'ayant pas encore quatre ans quand il le perdit.

ment dit *Jubilation* ; là, on me demande mon avis. J'éclairay par mes discours sur la voye de fait. On finit par me charger de la poursuite de cette affaire. L'obergiste fut requis de faire sa dénonciation. J'ay été obligé de le faire. Cet homme a été jugé icy ; il est à présent à Aix. Voyés, Monsieur, où nous en sommes et où j'en suis. Jadis, je ne pouvais et ne devais agir que par le fait d'un agent ; à présent qu'il n'en est plus, c'est une municipalité mal instruite qui expasse (*sic*) les bornes de sa tâche.

Il peut se faire qu'à Grignan, on eut sumé (1) les principes de Monséur. Voici ce qui y était arrivé avant.

Un homme de ce lieu avait pris un fusil à St-Paul. Il fut déçu ayant ce fusil. On l'enrole dans la garde, et pas plutôt enrolé, qu'on se saisit de lui ; on le soigne, on le condamne aux verges et on exécute ce jugement. Où est donc la justice ? Que servent les règles ? Où est l'exécution de vos décrets ?

Quelque tems après, un home est accusé d'avoir volé du fumier dans le champ de son voisin et de l'avoir placé dans le sien. Il est pris et il est condamné à porter un panier de fumier sous chaque bras, un écriteau devant et derrière : *Voleur de fumier*. L'exécution s'ensuit. Cet home, conduit par la garde, fait le tour du païs. Où sont les droits de la justice ? Où trouve-t-on en cella les droits de l'homme et du citoyen conservés ?

Je n'entends pas, Monsieur, devenir dénonciateur. Je vous confie ces faits afin que vous les preniés en

(1) *Sic*, pour *pris*, du verbe latin *sumere*, qui a ce sens.

considération, et que s'il fut possible de remédier à de nouveaux abus, à mon avis, par des décrets toujours sages, qui indiquassent aux municipalités leurs uniques fonctions, ou leur attribuassent la connaissance de tous délits et la pleine juridiction, fut-il même question de vie et de mort, ce que je ne crois pas, mais ce qu'icy on voudrait, puisque l'arbitraire y est en vogue, comme vous le voyés.

Veuillés, je vous prie, Monsieur, en conférer avec M. Cheynet et pezer ensemble le moyen qu'il y aurait de donner un ordre et direction bien intelligible aux municipalités ; car, à mon avis, ou il faut les établir juges, ou leur inspirer que tout ce qui ne leur compète pas, ils doivent ne pas y concourir ny s'y entendre ; ou leur prescrire de vivre d'intelligence avec les off(ici)ers de justice, ou de demander avis sur les objets qui seroient en contradiction, à l'auguste assemblée nationale ; car ici on dit : Agissons toujours, il en arrivera ce qui pourra. Je m'étais proposé d'écrire à Monsieur Cheynet. Je profiteray d'une autre circonstance. Oseray-je vous prier, Monsieur, de lui faire agréer mes respects.

J'ay fait voir votre lettre à notre maire (1). Il m'a dit avoir écrit en dernier lieu à Monsieur de Maillane, dont la réponse déciderait le sort de Grignan, c'(est) à d(ire) que si Grignan est sûr d'avoir un district, il reste à la Provence ; au cas de doute ou de non, il est à Montélimart. Je puis vous dire que d'autres com(mu-

(1) M. de Nogaret, qui fut maire de 1790 à 1793.

nautés du comté ou vallée sont décidés pour Montélimart, ne s'expliquent pas ; mais si Grignan avait district, ils s'y rendroient à cause du plus proche, et comme pas de district à Grignan, nous sommes à Montélimart vraisemblablement.

M. le chanoine Masson (1), qui, avec le Chapitre, font passer une adresse à nos seigneurs de l'assemblée nationale à l'occasion de leur maître de musique, me charge de vous présenter son respect ; il vous prie, et moy aussy, d'être favorable pour un traitement quelconque de ce maître de musique, sur les biens du clergé, et s'il est possible, qu'il y prenne part. Monseigneur le président recevra cette adresse par ce courier.

Vous devés avoir appris la mort subite de M. de Suze à Carpentras, inhumé à Suze (2).

(1) Le chanoine Masson était le doyen d'âge du chapitre de Grignan, auquel il avait été promu en 1753.

(2) Louis-Charles de la Baume, comte de Suze, mourut à Carpentras, le 18 avril et fut enseveli à Suze, le 21 dudit mois. Voici son acte de sépulture, relevé dans les registres de catholicité de la paroisse : « L'an mil sept cent quatre-vingt-dix et le vingt-un avril, M. Charles-Louis de la Baume, Comte de Suze, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, baron de Barbara, seigneur de l'Estagnol et autres lieux, âgé de soixante-six ans, mort le dix-huit, à six heures du soir, en la ville et diocèse de Carpentras, paroisse de St-Syffren, de mort subite, comme est constaté par l'extract et certificat de M. le curé de Carpentras, cy-joint, en date du jour d'hier, signé *Denière, parochus*, a été enseveli dans le tombeau de ses ancêtres en présence des sous-signés : Malayrac, Roulet vicaire, Arnaud curé. »

Louis-Charles de la Baume avait servi dans les mousquetaires noirs, puis dans l'armée autrichienne : il avait assisté, en 1747, à la prise de Berg-Op-Zoom. De son mariage avec Emilie-Olympe de Suffren de St-Tropez, fille du célèbre amiral, il eut deux filles et un fils, Pierre-Louis de la Baume-Suze, mort sans postérité. Avec lui s'est éteinte

Puissiez-vous, Monsieur, jouir de la meilleure santé, et continuer d'opérer le bien public. Je suis l'exclave de vos décrets ; le cœur me saigne lorsque je les vois transgresser. Plus j'examine notre constitution, plus je la trouve belle ; mais il faut de l'exécution, surtout de la part de ceux qui sont faits pour la maintenir. Je voudrais chacun dans son état et les bornes de son devoir, ou une jonction tellement intime, que tout se fit fraternellement, et pour la bonne cause ; mais l'homme dans ce moment, n'est-il pas encor le même ? Vous l'aurés pourtant changé pour l'avenir, mais il faut du tems et des connaissances. Je sens que vous travaillés à une opération que des siècles ont médité, mais n'ont pas faite, et qu'il faut du tems pour cette construction. Je ne suis pas de ceux qui trouvent de la lenteur, bien s'en faut.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

VEYRENC.

l'illustre famille des comtes de Suze, et c'est à partir de là que commence la branche des Isnards-Suze, par suite de l'alliance de Gabriel des Isnards avec Aldonce-Marthe-Marie-Julie de la Baume-Suze, la seconde fille du dernier comte de Suze, grand-mère du marquis Albéric des Isnards, possesseur actuel du château. La sœur aînée de celle-ci, Olympé, avait épousé le marquis de Vento de Pennes. (*Renseignements dus à l'obligeance de M. le chanoine Isnard*).

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 132^e livraisons.)

A Upie, on compte 16 chefs de famille solvables, 34 misérables, deux nobles, Bertrand d'Upie et Berton Chabert, et deux ecclésiastiques. Le territoire est de petite valeur ; les habitants, pour la plupart, sont des étrangers venus de la Savoie et d'ailleurs, qui non seulement ne peuvent acheter les animaux nécessaires à la culture, mais encore sont chargés de dettes. Réduction des feux à six (1).

A Barcelonne, le 4 mai, Jean Baile constate que la misère est extrême et qu'elle provient de plusieurs causes : d'abord le village est sur une roche élevée, d'un accès fort difficile ; il n'y a, tout autour, que très peu de terre, au point qu'il faut aller assez loin pour ensevelir les morts ; la juridiction et les droits seigneuriaux se partagent entre trois seigneurs, Antoine Cornilhan, seigneur de la Beaume, Jacques du Haut-Villars et Arnaud Odoard ; les corvées sont nombreuses, notamment pour travailler, vendanger la vigne du seigneur de la Beaume, vigne qui a une contenance de plus de vingt-cinq journaux ;

(1) Archives de l'Isère, B, 2737.

enfin les droits de lod ou mutation sont du tiers de la chose vendue. Réduction à un feu (1).

Le 4 mai, le délégué visita encore Ourches et fut hébergé dans la maison de Guillaume de Rivale, la meilleure du village et pourtant toute lézardée ; autant vaudrait habiter en plain champ. La population comprenait deux familles solvables, dix misérables, deux nobles, Artaud Baile, à qui on pourrait faire l'aumône, et Jean Baile, un ecclésiastique, Jean Revol, prieur et curé. Les charges que supportaient les habitants étaient lourdes : ils payaient au seigneur la vingtième partie des fruits, du blé et du vin ; à chaque décès, que le défunt eût des enfants ou non, le seigneur prenait le tiers des biens immeubles ; semblablement, au décès de chaque seigneur, ses héritiers prélevaient un droit sur les habitants qui représentait le tiers de tous leurs biens immeubles. Aussi ne pourrait-on trouver une seule personne dans le pays récoltant sur ses champs de quoi se nourrir (2).

A la Beaume-Cornilhane, où l'on compte neuf solvables, 21 misérables, deux nobles et deux ecclésiastiques, la situation n'est pas moins triste. Le peuple n'a que les mauvais terrains ; il paie au seigneur le vingtain des blés et du vin ; il est corvéable à merci et on l'emploie à faire les travaux d'exploitation des terres seigneuriales, de telle sorte qu'il n'est personne qui ne songe à désertier le pays, si quelque remède n'est apporté

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. — « Primo, quia dictus locus est situatus in rupe multum alta et in ascensu multum difficili, sic quod et locum ipsum cum difficultate ascendunt grossa animalia, et durat ascensus circa quartam partem unius leuce... »

(2) Archives de l'Isère, B, 2737. — « Item, tenentur ad mutagia, videlicet quando decedunt, etiam relictis liberis, dominus habet tertiam partem bonorum immobilium, et pariter quando dominus decedit, heredes percipiunt pro mutagio tertiam partem dictorum bonorum... — ... Et domus Guillelmi de Rivalis, pro medio foci revelati, in qua fuit pro bibendo d. dom. commissarius, tanquam in meliori dicti loci, est valde male disposita, et quasi unum portile undique apparet, et est res quasi silvestris in eadem habitare... »

au mal : on consentirait, pour échapper à ces corvées, à payer au seigneur un impôt annuel de 5 florins par attelage de bœufs. Le seigneur prend aussi le tiers des biens des défunts et semblable impôt pèse encore sur la population au décès de chaque seigneur. On paie des cens pour des terres qui depuis longtemps demeurent incultes. On taxe le village à trois feux (1).

Nous entendons les mêmes plaintes et nous constatons les mêmes misères à Montoisson, à Gigors, à Cobonne, à Suze, à Espenel, à Barry et à Vercheny (2). Dans ces deux dernières

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, p. 200. « Quia sunt dicti habitantes multum adstricti domino dicti loci, nam primo sibi solvunt vintenum omnium bladorum et vinorum que recoliguntur in dicto mandamento. Item, tenentur sibi facere corvatas ad misericordiam, et ita fodere, vineare vineas, facere vindemias et portare racemos in castro Balme, prata ejus secare et recoligere et fenum charreare, terras etiam ejus arare, licta portare et multa alia facere, adeo quod nisi in aliis dulciter per d. dominum tractarentur, vix esset aliquis qui vellet in dicto mandamento habitare, nam unus homo qui habeat boves suos vel alienos esset contentus dare d. domino quatuor florenos pro anno et dominus ipsum teneret quitum de dictis corvatis. — Item, quando aliquis dictorum habitantium moritur, etiam relictis liberis, habet d. dominus Balme, ratione mutagii, tertiam partem bonorum immobilium talis decedentis, et pariter quando dominus Balme moritur, ejus heredes percipiunt tertiam partem bonorum dictorum habitantium, ratione dicti mutagii, et non sunt audaces heredes dictorum habitantium intrare, nec capere bona decedentium, quousque accordaverint cum domino ipsius loci super dicto mutagio, cui domino etiam faciunt multos census et multa servicia, etiam pro aliquibus rebus hermis quas nunquam cultivarunt habitantes moderni, quos census solvere tenentur. Sed dominus et domina moderni tractant eos dulciter. »

(2) A Montoisson, 7 solvables, 23 misérables. Réduction à 3 feux. — A Gigors, 10 solvables, 24 misérables, un noble, Antoine Alexis, et un ecclésiastique, Jean de *Vercoyreto*, curé de l'endroit. Réduction à 3 feux. — Cobonne au seigneur de Montoisson, 12 solvables, 21 misérables. Réduction à 4 feux. — A Suze, 12 misérables, un noble, Jean Chabert, et un ecclésiastique, Joseph Antelme, curé de l'endroit. — A Espenel, 5 solvables, 17 misérables, un noble, Lantelme de Puygros et un ecclé-

localités réunies, il n'y avait plus que six familles et deux nobles, Guillaume Lombard et François Lombard, assez misérables. Des vieillards se souviennent avoir vu 25 familles dans le mandement de Vercheny et huit au château de Barry. Mais la garde de ce château, situé sur un roc très élevé, à une grande distance de la plupart des habitations, était si pénible, si onéreuse, que pour se soustraire à cette charge beaucoup d'habitants ont préféré émigrer (1).

Tout en faisant la part d'exagération qui peut se trouver dans ces plaintes, formulées par des sujets désireux d'obtenir une diminution d'impôts, il est cependant bien certain, et de nombreux documents, de provenances diverses, sont là pour l'attester, qu'au xv^e siècle la vie était dure, surtout pour le peuple des campagnes. Les cens et rentes que sous des noms multiples il était tenu de payer à son seigneur, lui enlevaient la meilleure partie de son revenu ; les corvées et les exigences du maître lui prenaient encore une partie de son temps. Les exemptions dont bénéficiaient le clergé, les nobles et une foule de personnages que le prince, à des titres différents, voulait gratifier, constituaient encore pour le peuple un nouvel impôt, car en définitive, c'était lui qui payait toujours pour les autres. Tous ceux qui, de près ou de loin, tenaient à la maison du dauphin, tous ceux qui lui rendaient quelques

siastique, Etienne Issartel, prieur. Réduction à 2 feux — A Barry et Vercheny, 2 solvables, 4 misérables, nobles : Guillaume, Lombard ; François Lombard, ce dernier, ainsi que ses frères, misérables.

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. « ... habuerunt tempore lapso, ad causam custodie dicti castri, multa onera supportare, quia castrum est in rupe altissima situatum, a quo domus dictorum habitantium, qui nunc sunt, distant per dimidiam leucam et ultra, de pessimo et multum erecto itinere existente, dicentes aliqui ex supra nominati antiqui, qui de tempore eorum memorie, scilicet a LX annis citra, viderunt circa viginti quinque habitantes in mandamento, et octo habitantes superius in castro, sed propter onus custodie et alia onera per tempora successiva recesserunt. »

services se considéraient exempts des tailles et ne manquaient pas de réclamer des lettres établissant leurs privilèges. C'est ainsi que par des lettres émanées de la chancellerie, nous voyons exemptés de toutes tailles le barbier et valet de chambre du dauphin (1), son cordonnier (2), son sergent d'armes (3), son fauconnier (4), son orfèvre (5), son chevaucher d'écurie (6), son médecin (7), son oiseleur (8) et jusqu'aux hôtes et hôtessees chez lesquels il descendait lors de ses fréquents voyages (9). Souvent même, sans aucune raison

(1) Archives de l'Isère, B, 2720, p. 303. 1450, 26 juillet, Valence. Louis, dauphin, exempté de tous impôts Thomassin Chabert, son barbier et valet de chambre, demeurant à Valence, ainsi que sa femme, leur vie durant. — 1454 (n. s.), 31 mars, Valence. Autre exemption de tailles, votée par les Etats, en faveur de Philippe du Puy, barbier, de Valence. *PILOT*, n° 1076. — 1450, 22 novembre, Peyrins. Le dauphin écrit à Jean d'Origny et à Jean Botut, commissaires délégués, de ne point inscrire sur les rôles des feux de la ville de Die, Jean du Perrier, barbier de Jean de Poitiers, archevêque de Vienne. CHARAVAY, t. I, p. 48.

(2) 1452 (n. s.), 2 février, La Côte-Saint-André. Le dauphin exempté Jean Salsat, son cordonnier, ainsi que sa mère Catherine. Archives de l'Isère, B, 2720, f° 235. *PILOT*, n° 313.

(3) 1452 (n. s.), 4 avril, St-Genis-d'Aoste. Exemption en faveur de Jean Johanin, son sergent d'armes. *PILOT*, n° 927.

(4) 1452, 21 juin, La Côte. Exemption de Deniset Branchard, son fauconnier. *PILOT*, n° 949.

(5) 1452, 2 juillet, Etoile. Exemption de Jean de Cotuol, son orfèvre, demeurant à Valence. *PILOT*, n° 952.

(6) 1452, 7 juillet, Lorient. Exemption de Guillaume Bourgeois, son chevaucher d'écurie, dans la maison de qui il était logé. *PILOT*, n° 955.

(7) 1452, 18 juillet, Romans. Exemption de Nicolas Remyard, physicien, qui s'était dévoué pour soigner les malades atteints de la peste à Romans. *PILOT*, n° 957.

(8) 1453, 30 juin, Romans. Exemption de Pierre Lallement, son oiseleur. *PILOT*, n° 1027.

(9) 1456 (n. s.), 14 janvier, Grenoble. Exemption en faveur de François Bachasson, son hôte, au lieu de St-Nazaire-en-Royans. *PILOT*, n° 1203. — 1452, 15 novembre, Valence. Exemption en faveur de Michel-Aimar Bo-

apparente, tels et tels personnages recevaient des lettres d'exemption. Quand le dauphin eut acquis des droits de souveraineté dans Valence, il y multiplia tellement les exemptions que la ville dut faire entendre d'énergiques réclamations et le prince, qui tenait à ménager les habitants, retira quelques-unes des faveurs octroyées (1).

tonnier et de Matheline, son épouse. PILOT, n° 991. Matheline, en femme intelligente, sut tirer parti du privilège octroyé : de maîtresse d'hôtel elle se fit marchande de vin et prétendit échapper à tous les droits qui frappaient l'entrée des vins dans la ville. Il s'ensuivit une lutte entre les consuls et cette femme, lutte qui se prolongea bien au-delà du temps du séjour du dauphin en Dauphiné. Le 8 juin (1476), Louis XI écrit de Lyon à François de Genas, président à la Chambre des comptes, pour se plaindre de ce que « les gens d'esglise et ceulx de la ville de Romans ne veullent souffrir, ne laisser joyr ma pauvre hôtesse, dudit lieu de Romans, Marselline Botonnière, de certaines franchises que je luy ai données... » *Bulletin du comité historique. Histoire*. Paris, t. III, (1852), p. 235. Voir LACROIX, *Matheline Botonier, ou un épisode de la vie de Louis XI*, dans *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. X, (1876), p. 114. 216, 241. Trois jours après, le 11, le roi écrivait encore à François de Genas : « Vous scavez eomme nous avons donné à Arthaud de Manissieu, fils de mon hôtesse Doulcette de Cizerin, de Romans, l'office de contregarde de la maison d'icelle ville de Romans.. » *Bulletin du comité historique*, l. c., p. 236.

(1) Archives de la Drôme, B, 8. Sur la plainte des habitants de Valence « pour occasion de plusieurs grandes charges et affaires qu'ils ont chascun jour à supporter, et principalement à cause d'aucuns des plus puissants desdits habitants en très grand nombre qui ont esté par nous affranchis, ils ne peuvent ne pourroient dores en advant nous payer leur cotte part et portions des aydes et subsides que nous sont et seront au temps advenir donné et octroyé par les gens des trois Estats, mais leur conviendroit s'en aller la plupart ou estre du tout destruit, si sur ce ne leur est donné par nous provision... » le dauphin veut « que tous lesdits affranchis de ladite ville payent lesdites tailles, aydes et subsides..... sauf et réservé tant seulement tous ceux que ci après s'ensuivent, lesquels nous en voulons estre quittes et francs et exempts, c'est à scavoir : Perenon de Combes, Jehan Louiet, Guillaume Sextre, Alexandre Sextre, son fils, Gillet Guerre, Jehanne Michaille, Guillaume Pepier dit Givodan et Louis Paulmier... » Donné à Valence, le 25 avril 1454.

Le peuple, ou ce que l'on appelait alors le tiers état, habilement dirigé par ses syndics et des hommes de lois, non content de protester contre les exemptions, commençait déjà contre les privilèges des nobles une lutte qui se perpétua à travers quatre siècles. Dans toutes les enquêtes qui se font pour les revisions de feux, retentit la même plainte, comme un cri de colère : les nobles et le clergé possèdent la plus grande et la meilleure partie du territoire ! Animé d'un esprit d'ordre et de justice, le dauphin voulut donner quelques satisfactions au tiers état, et peut-être aussi fut-il bien aise de faire planer une sorte de menace sur les classes privilégiées, dont il avait à redouter l'indépendance. Au mois de février 1449, les trois Etats réunis à Romans ayant voté, comme de coutume, le don gratuit, Louis demanda aux possesseurs de terres et fiefs en franc-alleu de vouloir bien y contribuer, tout en déclarant que cette contribution ne tirerait pas à conséquence **pour l'avenir** (1). Puis sans attendre leur **réponse**, il fit expédier des ordres pour que dans toute l'étendue de sa souveraineté, on procédât au recensement des feux des terres allodiales de la noblesse et du clergé. Les commissaires chargés de cette opération dans le Valentinois furent Etienne Déagent, licencié ès-lois, vibailly au siège de Saint-Marcellin, et Simon Galbert, dit Bargine, secrétaire delphinal, procureur fiscal au même siège. Par lettre du 30 mai 1449, le châtelain et le notaire de Mens en Trièves, reçurent commission pour procéder à l'établissement des feux dans les terres du chapitre de la cathédrale de Die (2).

L'ébranlement était donné. Les clercs et les nobles murmurèrent. Quelques-uns d'entre eux néanmoins, soit par générosité, soit plutôt dans le dessein de plaire au dauphin, secondèrent ses bonnes dispositions : « Aymar de Bressieux, seigneur de Parnans, fut le premier des seigneurs du Dau-

(1) Archives de l'Isère, B, 3181. PILOT, n° 687.

(2) Archives de l'Isère, B, 2747, f° 294. PILOT, n° 710.

phiné qui, par un acte du 11 mars 1450 (n. s.), déclara que, puisque les Etats avaient stipulé que les terres possédées en franc-alleu contribueraient aux subsides pour la présente année, il voulait que sa terre de Parnans, qu'il possédait en franc-alleu, y contribuât, non seulement momentanément, mais pour l'avenir (1). » L'année suivante, les trois Etats du Dauphiné, assemblés à Romans, décidèrent que toutes les terres possédées alors en franc-alleu, soit par les gens d'Eglise, soit par les nobles, contribueraient à l'avenir à tous dons gratuits, aides et subsides qu'ils accorderaient (2). Le Tiers et le dauphin obtinrent ce qu'ils souhaitaient, assujétir à la taille les fonds allodiaux qui n'y étaient point sujets ; mais la lutte ne fut point terminée. Pour calmer les possesseurs de ces fonds, le prince renonça au paiement d'un certain droit appelé de sauvegarde, *jus salvagardiæ*, qu'il avait jusqu'ici exigé (3).

Si le dauphin Louis se montra très attentif à augmenter ses ressources pécuniaires et froissa les susceptibilités de la noblesse en ne tenant pas grand compte de ses privilèges, il est juste de le faire remarquer, le peuple, celui qui formait la classe laborieuse et pauvre de son petit Etat, n'eut qu'à se louer de sa bonne administration, et toutes ses mesures, toutes ses réformes n'eurent qu'un but, réprimer les abus,

(1) Archives de l'Isère, B, 3031. Aymar de Bressieux, était fils d'Artaud, bâtard de Bressieux, qui avait reçu en apanage la terre de Parnans, ancienne propriété de la famille de Bressieux, et qui avait épousé, le 26 janvier 1408, Jeanne, bâtarde d'Aymar, vicomte de Clermont, dotée de 600 florins d'or ; cette dame reçut encore de son oncle, Antoine de Clermont, seigneur de Montoison, en considération de son mariage, une somme de 100 florins. Aymar de Bressieux avait épousé, le 28 janvier 1437, Odise Odde, fille de noble Joffrey Odde, de Viriville ; il mourut avant sa femme, qu'il laissa tutrice de Joffrey de Bressieux, seigneur de Parnans.

(2) PILOT, n° 687, note.

(3) SALVAING DE BOISSIEU, *De l'usage des fiefs*. Grenoble, 1731, in-f°, t. II, p. 6.

faire régner l'ordre et la justice. Le bourg de Savasse, qui était une des principales places du Valentinois, admirablement située pour commander la vallée du Rhône, avait beaucoup souffert durant les guerres de Raymond de Turenne. Louis, par ses lettres datées de Sauzet, le 21 mai 1449, exempte, pour une durée de trente ans, de toutes tailles et autres impositions, les habitants de l'endroit, ainsi que tous ceux qui viendront s'y fixer ; il leur concède gratuitement le paquelage de leurs bestiaux, les affranchit, eux et leurs marchandises, de tous droits de péage, dans l'étendue de la province, et les autorise enfin à se choisir des syndics et conseillers jurés, qui auront le pouvoir de lever des tailles pour faire face aux dépenses communes (1). Nous aurons l'occasion, dans le cours de ce récit, de faire connaître bien d'autres exemptions du même genre. Ajoutons que les officiers préposés à la perception des deniers publics furent, sous son gouvernement, l'objet d'une active et sévère surveillance. Le 15 octobre 1447, il nomme par lettres patentes une commission composée d'Aymar de Poissieu, de Nicolas Erland et de Jean d'Origny, auditeur des comptes. Elle est chargée d'examiner la gestion de tous les gens de finances, de faire cette délicate enquête avec la plus grande attention et même, au besoin, de les faire ressouvenir de leur responsabilité (2).

Mais une des réformes que le dauphin avait le plus à cœur de réaliser et à laquelle, avec un grand sens politique, il attachait une importance exceptionnelle, c'était celle de la justice ; il comprenait, en effet, que les institutions judiciaires sont un des instruments les plus puissants du pouvoir royal. En dépit des règlements faits en 1409, 1419, 1422 et 1430 (3), il régnait encore dans cette branche de l'administration des abus nombreux qui donnaient naissance à de

(1) PILOT, n° 706, et 1119.

(2) LEGEAY, t. I, p. 148.

(3) *Inventaire des archives de l'Isère*, t. I, préface, p. 10-13.

perpétuels conflits de juridiction et rendaient les procès interminables. Vers le milieu du xiv^e siècle, des changements notables avaient eu lieu en Dauphiné dans les cours seigneuriales : ce n'était plus le seigneur, entouré de ses feudataires, tenus d'assister à ses *plaid*s, qui rendait la justice par lui-même, mais les affaires se multipliant, se compliquant, il se faisait remplacer par des hommes de lois. Humbert II établit le conseil delphinal, cour suprême à laquelle ressortissaient les appels de tous les bailliages de ses Etats ; les bailliages, à leur tour, recevaient les appels des juges inférieurs ou châtelains, qui dans leurs mandements respectifs ne pouvaient connaître que des causes ou des délits dont la condamnation ne dépassait pas 60 sous de la monnaie courante. On comptait dans les Etats du dauphin sept grands bailliages. Chaque bailli était assisté de conseillers, versés dans la connaissance des lois, et d'un notaire, pour écrire les décisions, décisions que le procureur delphinal était chargé d'apporter et de soumettre, une fois tous les deux mois, soit au dauphin lui-même, soit au grand conseil. Il va sans dire que cet ordre de choses ne concernait que les terres delphinales. Quant aux possesseurs de terres en franc-alleu, ils étaient souverains chez eux (1). Les comtés de Valentinois et de Diois eurent, dès la première moitié du xiv^e siècle, un juge-mage, dont la résidence était à Crest : à son tribunal venaient les appels des sentences rendues par les châtelains et les juges inférieurs. Une fois dans l'année, le juge-mage se transportait dans diverses châtelainies pour y tenir des *assises*, ou toutes les affaires tant civiles que criminelles étaient jugées, quelle que fût leur importance ; il y recevait les appels et recueillait les plaintes qu'on pouvait formuler contre l'administration des comtés (2).

(1) VALBONNAYS, t. I, p. 5-15. — P. VIOLLET, *Hist. des institutions politiques et administratives de la France*, Paris, t. II (1898), p. 462 et suiv. — FAUCHÉ-PRUNELLE, *Essai sur les anciennes institutions des Alpes Cottiennes*, Grenoble, t. I (1856), p. 491 et suiv.

(2) Voir tome I, p. 311.

Tout cet ensemble d'institutions était remarquable et témoignait d'une tendance manifeste à centraliser les diverses cours de justice et à réprimer les écarts et les abus des officiers inférieurs. Il préparait l'unité politique de la province. Il était une menace pour l'indépendance des justices seigneuriales. Du reste, les officiers du dauphin ne se gênaient pas pour écouter les plaintes de sujets étrangers à leur juridiction, et il arrivait fréquemment que le prince, répondant à l'appel de quelques bourgeois des villes, ou de quelques habitants des campagnes, désireux de trouver un protecteur, leur accordait des lettres de *sauvegarde*, ce qui constituait un véritable empiètement sur les droits des voisins. Nous avons déjà vu les habitants de Valence et de plusieurs villages, sujets de l'évêque de Valence Jean de Poitiers, se placer sous la sauvegarde delphinale.

A peine arrivé dans la province, le fils de Charles VII, dans le dessein de relier plus étroitement entre elles les diverses parties de ses Etats, notamment le Valentinois et le Diois, ajoutés depuis peu à ses domaines, voulut diminuer le nombre des bailliages, créer de nouvelles circonscriptions judiciaires et déterminer en même temps les attributions et les salaires des officiers de justice. C'est ce qu'il fit par la célèbre ordonnance, donnée à Valence au mois de juillet 1447. Les considérants de cet acte font connaître les intentions qui l'animent : « Nous, dit-il, désirans justice en nosdits pays estre
« exaulcée et deument régie et gouvernée, pour le bien,
« aussi utilité et conservation de nos sujets ; et pour obvier à
« plusieurs graves inconvénients et abus qui se faisoient en
« plusieurs et maintes manières au fait de la dite justice, au
« grand dommage de nous et de nostre dite seigneurie et de
« nos dits sujets. » Il déclare ensuite réduire les sept bailliages à deux seulement, le premier dit de *plein pays* ou *plat pays*, avec trois sièges, Grenoble, Bourgoin et Saint-Marcellin ; le second, dit des montagnes, avec quatre sièges, Briançon, Embrun, Serre et le Buis, Il y ajoute une séné-

chaussée pour le Valentinois et le Diois, avec trois sièges :
« Ladite sénéchaussée sera et ordonnons estre en Valentinois
« et Diois et comprendra les bailliages et jugeries du Crest
« et du Monteil et autres terres et seigneuries de nouvel
« venues à cause desdits contez, estant tant deçà la rivière
« du Rosne, comme delà au Royaume, et aussi la ville de
« Montélimar et toute la Vauldoine, à laquelle séné-
« chaussée aura trois sièges seulement, le premier sera en
« nostre ville du Crest et le second sera en nostre ville du
« Monteil, auxquels deux sièges du Crest et du Monteil aura
« seulement un lieutenant du sénéchal, lequel tant pour soy
« que pour autre lieutenant servira ausdits deux sièges, et le
« tiers sera à Chalancon pour les terres et seigneuries estant
« de la part du royaume. »

La compétence et les attributions des baillis et du sénéchal sont ainsi réglées : « Auront lesdits baillis et sénéchal, chas-
« cun en son bailliage, juridiction haute, moyenne et basse,
« mère mixte et impère, et en tout et partout telle puissance
« et telle auctorité comme ont et ont accoutumé d'avoir les
« baillis en France. » A chacun, il est assigné 366 livres tournois de gage (1), payables tous les ans par le trésorier du Dauphiné. Les appels de leurs décisions devront être portés immédiatement et « sans nul moyen », à la cour souveraine de la province. « Desquels baillis et leurs lieutenants,
« les appeaux viendront et ordonneront qu'ils viendront,
« dores en avant, en nostre cour souveraine de nosdits pays,
« sans nul moyen, pour éviter multiplication de causes et

(1) D'après M. de Wailly, de 1438 à 1461, le cours de la livre tournois se maintient entre 7,97 et 7,01, ce qui donnerait une moyenne de 7,50. C'est un problème difficile que celui de fixer le pouvoir ou la valeur relative de l'argent aux différentes époques. En supposant, avec M. de Coston, que cette valeur était, dans la seconde moitié du xv^e siècle, environ trois fois plus considérable que de nos jours, ces 366 livres tournois auraient donc une valeur absolue de 2745 fr. et, relative de 8235 fr.

« involution de procès, et cessera nostre cour des appeaulx
 « qui souloit estre en nosdits pays. » Enfin, quant aux officiers de justice qui étaient changés tous les deux ans, il veut que leurs fonctions soient à vie et inamovibles, *sauf néanmoins son bon plaisir* (1).

On peut se demander pourquoi le dauphin Louis créait une sénéchaussée et un sénéchal dans le Valentinois, alors qu'en Dauphiné on ne connaissait que les noms de bailliages et de baillis. Si nous ne nous trompons, il nous semble que cette différence d'appellation avait pour but de bien caractériser la condition politique des comtés, qui par une clause de leur transport au dauphin ne devaient jamais être incorporés à ses Etats, mais garder leur autonomie et continuer à former une principauté distincte. Nous verrons, en effet, jusqu'à la Révolution, les dauphins et les rois-dauphins prendre dans les actes officiels les titres de *dauphins de Viennois, comtes de Valentinois et de Diois*. Ce mot de sénéchal était alors en usage dans la province de Languedoc, à laquelle appartenait la portion des comtés située sur la rive droite du Rhône et formant la jugerie de Chalencon, jugerie dont les appels ressortissaient, non point au conseil delphinal, mais au parlement de Toulouse (2).

Comme les baillis, le sénéchal avait des attributions nombreuses : il réunissait entre ses mains les diverses branches de l'administration, justice, armée, finances. C'était dans le Valentinois le représentant du prince. Sa profession étant celle des armes, il ne connaissait guère les lois ; aussi se faisait-il suppléer dans l'exercice des fonctions judiciaires par

(1) *Statuta Delphinalia, hoc est libertates...* Gratianopoli 1519, in-4° 2^e partie f° 29.

(2) Les Etats de Raymond VII, comte de Toulouse, comprenaient six sénéchaussées, l'une d'elles, la sénéchaussée de Venaissin comprenait des fractions des six diocèses de Cavaillon, Avignon, Apt, Carpentras, Vaison et Orange. Or, le dauphin jetait alors un œil de convoitise sur cette région.

un lieutenant ou vice-sénéchal gradué. Une ordonnance du 15 août 1449 autorise les baillis et le sénéchal à nommer en leurs sièges, à la manière de France, des lieutenants amovibles à leur volonté. Le premier sénéchal du Valentinois et Diois fut Guillaume, bâtard de Poitiers, seigneur de Barry et de Soyans, qui ne garda pas longtemps cette charge, car le 10 août 1450, le dauphin lui donna pour successeur Jean, bâtard d'Armagnac, surnommé de *Lescun*, fils naturel d'Arnaud-Guilhem de Lescun et d'Anne d'Armagnac (1). Le bâtard d'Armagnac avait suivi le prince dans sa retraite en Dauphiné et lui demeura constamment fidèle.

Enfin, complétant son œuvre de réforme, voulant donner plus d'éclat à son gouvernement, plus d'autorité à ses officiers de justice, par une ordonnance du 29 juillet 1453, Louis érigea le conseil delphinal en parlement (2).

Nous ne pouvons passer sous silence toute cette catégorie d'officiers, inférieurs au sénéchal, et qui formaient le second degré de la hiérarchie administrative ; nous voulons parler des châtelains qui étaient préposés à la défense du pays et au maintien de la tranquillité. Il y avait un certain nombre de châteaux-forts, commandés chacun par un châtelain et possédant une petite garnison. Comme nous l'avons vu, ces châtelains rendaient la justice pour des cas passibles d'une amende inférieure à 60 sous ; ils avaient en outre, à opérer la perception des revenus et rendaient compte de leur gestion financière, recettes et dépenses, au trésorier général du Dauphiné. Ils étaient nommé par lettres patentes, et révocables à volonté. Ils recevaient un traitement qui variait avec l'importance de la place confiée à leurs soins. Louis, en distribuant les châtelainies à ses fidèles serviteurs, trouva un moyen facile

(1) DE COSTON, *Hist. de Montélimar*, t. II, p. 26.

(2) *Inventaire des archives de l'Isère*, t. II, préface, p. 9. — *Decisiones Guidonis Papæ*... Lugd., 1601, in-1^o, p. 46.

de récompenser leurs services et de leur fournir des gages assurés. Voici quelques exemples : Amaury d'Estissac, venu avec le dauphin dans la province, touchait déjà une pension annuelle de 1200 livres ; le prince par lettres données à Grenoble le 14 novembre 1447, le nomma capitaine-châtelain de Châteauneuf-de-Mazenc, lui laissant pour ses gages tous les revenus de cette terre (1). Le 12 janvier 1448 (n. s.), Gaubert des Massues, nommé précédemment châtelain de Châteaudouble, en récompense de services, reçut encore, à titre d'indemnité pour frais de voyage, les revenus de cette terre et ceux de Charpey (2). Le 14 juin 1448, à Valence, le dauphin nommait Guillaume de Raucourt, châtelain de Saou, aux gages de 25 florins, nonobstant que les gages de cette châtellenie ne fussent que de 10 florins (3). Par lettres du 30 mars 1449, Hugues Arnaud de Château-Verdun, seigneur de Ste-Camelle, fut nommé, en remplacement de Guillaume, bâtard de Poitiers, châtelain de Montélimar, et quelques années après, le 26 juillet 1452, châtelain de Mens en Trèves, avec abandon de tous les revenus de cette dernière terre (4). Jean de Villaines, capitaine-châtelain de Romans en 1451 et 1452, années où sévit la peste, recevait pour ses gages 100 écus par an. Outre les emplois lucratifs de maréchal du Dauphiné, de sénéchal du Valentinois, le bâtard d'Armagnac eut encore la charge de châtelain de Crest, par lettres du 20 décembre 1453,

(1) Archives de l'Isère, B, 3225. Amaury d'Estissac avait acheté, le 17 août de la même année, au prix de 6,000 écus, la baronnie de Clérieu de Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, qui, du reste, la racheta la même année. Il fut remplacé dans la châtellenie de Châteauneuf-de-Mazenc, le 13 avril 1452, par Pierre Audras écuyer d'écurie du dauphin. *PiLOT*, n° 542 et 931.

(2) *PiLOT*, n° 568, voir plus haut p. 123

(3) *PiLOT*, n° 638.

(4) *PiLOT*, n° 694 et 958. Il fut remplacé, le 14 juin 1458, dans la châtellenie de Mens, par Guigues Alleman, coseigneur d'Uriage, qui ne prit possession qu'en 1461.

charge précédemment remplie par Aïmar de Poissieu dit Capdorat (1).

Ces détails sur l'administration intérieure du Valentinois seraient par trop incomplets si nous n'ajoutions un mot sur une autre catégorie de fonctionnaires dont le rôle devait d'autant plus attirer l'attention du dauphin qu'ils étaient plus souvent, plus immédiatement en contact avec la population. A une époque où peu de personnes savaient lire et écrire, les scribes ou notaires publics étaient devenus très nombreux. Ils se qualifiaient d'*impériaux*, d'*apostoliques*, de *royaux*, de *delphinaux*, pour marquer de quelle autorité ils tenaient leurs pouvoirs. Il y avait là, dans cette branche de l'administration, peut-être plus qu'ailleurs, de graves abus. Pour faire de l'argent, pour affirmer leur autorité, l'empereur, le pape et le légat d'Avignon délivraient des lettres de notaire, ou accordaient à certains personnages la faculté d'en créer un nombre déterminé. Louis fit de sages ordonnances, d'abord pour tenter de ramener à de justes proportions le nombre des tabellions, puis pour faire bénéficier le trésor des actes et des transactions qu'ils seraient appelés à rédiger. Le 7 mai 1446, il écrivait de Grenoble au gouverneur et au conseil delphinal pour leur enjoindre de faire publier dans toutes les villes et bourgs du Dauphiné, qu'à l'avenir nul n'exercât les fonctions du notariat s'il n'en était investi, après examen, par le dauphin ou l'un de ses délégués. Il fallut quelques années plus tard, suspendre momentanément l'effet de cette ordonnance. Voici comment s'exprime le dauphin sur les causes de cette suspension : « Attendu, dit-il, qu'en aucuns lieux, esquels règne présentement certaine pestilence » d'épidémie, plusieurs meurent sans faire testament ni

(1) PILOT, n° 1053. Par lettres données à Romans, le 25 avril 1456, le dauphin nomma capitaine châtelain de Saint-Nazaire-en-Royans, Jean Fartiz, dit Le Breton, écuyer, en remplacement de Guillaume Reynard, son échanson. PILOT, n° 1222.

« disposer de leurs biens, pour ce que par nos ordonnances
 « naguère faictes sur la réduction du nombre des notaires de
 « nosdits pays, nuls notaires n'osent recevoir aucuns instru-
 « ments, sinon ceulx qui sont deputez et ordonnez en chascune
 « chastellenie. » En conséquence, il autorise que, pendant la
 durée de la peste et deux mois après sa cessation, les testa-
 ments et codiciles des pestiférés soient reçus par tous les
 notaires, même par ceux qui ne seraient pas officiellement
 reconnus. (Romans, 28 juin 1451) (1).

Par des ordonnances du 23 novembre 1450 et du 23 juin 1451, le dauphin avait, en effet, fixé à deux le nombre des notaires pour chaque châellenie et à quatre pour les châellenies les plus importantes ; il avait en outre réglementé les tarifs. Chaque contrat, pour être valable, devait être scellé d'un sceau spécial à chaque châellenie, ce qui constituait un droit d'enregistrement au profit du trésor (2).

Cependant toute cette réglementation minutieuse, qui témoigne chez ce jeune prince un sens politique, un esprit d'ordre bien au-dessus de son âge, ne lui fit jamais perdre de vue le but principal qu'il s'était proposé d'atteindre, agrandir ses domaines, unifier la province où il était venu chercher un asile. Deux ou trois ans avant son arrivée dans le pays, il avait déjà entamé avec le pape, en vue d'obtenir le protectorat, sinon l'abandon, du Comtat Venaissin, une série de négociations sur lesquelles nous ne possédons jusqu'ici que d'assez vagues renseignements (3). Nous savons seulement qu'Eu-

(1) Archives de l'Isère, B, 3311.

(2) PILLOT, n° 880. Une procuration était taxée à 4 deniers ; une vente de la valeur de moins de 5 livres tournois, à 4 deniers ; de 5 à 10, de 6 d. ; de 10 à 20, de 12 d. ; un testament de cultivateur ou d'artisan, à 2 sous tournois ; celui d'un marchand, bourgeois, noble, ecclésiastique, à 5 sous ; celui d'un noble, baron ou banneret, ayant droit de juridiction, à 10 sous, etc.

(3) R. REY, *Louis XI et les Etats pontificaux de France au XV^e siècle*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 4^e série, t. XII, (1898), p. 268-79.

gène IV et son légat d'Avignon, le cardinal Pierre de Foix (1), s'inquiétaient des agissements des partisans de l'antipape Félix V et craignaient de leur voir tenter quelque entreprise sur les Etats de l'Eglise dans la vallée du Rhône. Les événements ne devaient pas tarder à montrer qu'ils ne se faisaient pas illusion sur l'audace des schismatiques, car le 15 sept. 1444, Hugolin Alleman, parent de l'archevêque d'Arles, schismatique ardent, essayait, avec une bande de Savoyards armés, de s'emparer d'Avignon. La sagesse et l'énergie du légat firent échouer cet audacieux coup de main (2). C'est sans doute à ces négociations qu'il faut rattacher certains faits que l'on expliquerait difficilement, en les prenant isolément ; nous voulons parler de la nomination du dauphin comme gonfalonnier de l'Eglise romaine, avec une pension de 15,000 écus romains sur les revenus de la Chambre apostolique, nomination faite par Eugène IV, le 29 août 1444, au lendemain de la tentative sur Avignon (3) ; nous voulons encore parler de la double cession de la seigneurie de Montélimar à un gentilhomme napolitain, Daniel Arrighi, cession faite par le dauphin, par lettres patentes délivrées à Nancy le 19 avril 1445, et par le souverain pontife, quelques mois plus tard (4). Les habitants de Montélimar firent des démarches

(1) Pierre de Foix, cinquième enfant d'Archambaud de Grailly et d'Isabelle de Foix, religieux de l'ordre de Saint-François, évêque de Lescar en 1405, de Cominges en 1426, administrateur de l'archevêché de Bordeaux en 1438, puis archevêque d'Arles en 1450. Il avait été créé cardinal par Benoît XIII, en 1408, à l'âge de 22 ans. Il assista au concile de Constance, termina le schisme et fit reconnaître le pape Martin V. Légat en Aragon, puis à Avignon, il mourut dans cette dernière ville le 13 décembre 1464, âgé de 78 ans. Il fut enterré dans l'église des cordeliers d'Avignon. ANSELME, t. III, p. 372.

(2) R. REY, *Op. cit.*, p. 272.

(3) R. REY, *Op. cit.*, p. 272. Archives du Vatican, Reg. d'Eugène IV, 368, f° 44.

(4) DE COSTON, t. II, p. 11. Les vassaux du pape se réunirent au nombre de 132 personnes dans le réfectoire des Frères mineurs pour

auprès de leurs seigneurs, le dauphin et le pape, pour que rien ne fût changé dans l'état politique de leur cité ; ils obtinrent ce qu'ils désiraient. De leur côté, les comtadins s'étaient émus des projets prêtés à la cour romaine, d'abandonner à la France ses domaines au-delà des monts ; ils avaient solennellement protesté de leur fidélité à l'Eglise et du désir où ils étaient de ne point changer de maître : aussi le pape Eugène, pour calmer les esprits, leur avait-il fait savoir par un bref de décembre 1444, qu'il n'avait jamais eu l'intention de se séparer de ses fidèles sujets du Comtat et qu'ils ne devaient point s'alarmer d'un bruit répandu touchant l'aliénation des terres que l'Eglise possédait sur les rives du Rhône (1).

protester contre cette cession faite à un étranger et envoyèrent à Rome deux délégués, qui obtinrent de la chancellerie romaine des bulles de révocation, mais qui furent obligés d'emprunter 168 écus viennois pour les payer.

(1) R. REY, *Op. cit.*, p. 278 et 424.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.



NOTE SUR LA MARCHE D'ANNIBAL

D'ESPAGNE EN ITALIE

7° Annibal ne prit pas le plus court chemin du Rhône aux Alpes. — Nous lisons à deux reprises dans Tite-Live qu'après le passage du Rhône, Annibal ne prit pas le plus court chemin pour arriver aux Alpes (... non quia via rectior esset... non instituit iter a recta regione...). Cependant, si le passage avait eu lieu à Montfaucon, Annibal aurait été aussi vite au mont Genève par la vallée de l'Isère et le col du Lautaret qu'en descendant à Cavaillon et en remontant la vallée de la Durance. Le calcul est facile à faire et nous avons trouvé environ 325 kilom. dans un cas comme dans l'autre.

Ce que Tite-Live veut faire remarquer, et il insiste pour que le lecteur ne s'y trompe pas, c'est qu'après avoir franchi le Rhône, Annibal avait devant lui la voie la plus courte pour se rendre en Italie; c'était celle suivie par Magile et les députés boïens; mais Annibal ne la prit pas, parce qu'il était décidé à ne pas combattre l'armée romaine, qu'il croyait la trouver dans cette direction et qu'il voulait conserver toutes ses troupes pour combattre les Romains en Italie même.

Il faut observer, en effet, qu'après le combat des détachements, Annibal était en droit de supposer que

l'armée de Scipion suivait de près le détachement romain et qu'elle lui barrait la route de la Durance ; aussi, du moment où il fut décidé à ne pas la combattre, s'enfonça-t-il dans l'intérieur des terres et prit-il une route qu'il avait certainement envisagée d'avance comme pouvant être suivie, quoique plus longue et plus difficile que celle de la Durance.

Ce raisonnement ne tient plus debout, si l'on admet avec M. Hennebert qu'à partir de Nîmes, Annibal avait son plan arrêté et se dirigeait par le plus court chemin vers l'île des Allobroges.

8° Marche de Scipion. — Scipion apprenant qu'Annibal se trouvait à Beaucaire, qu'une partie de ses troupes avait déjà franchi le Rhône, mais que la plus grande partie, notamment les éléphants, était encore sur la rive droite, Scipion, disons-nous, pensa pouvoir arriver à temps pour combattre Annibal et l'empêcher de passer par la vallée de la Durance ; il se mit donc aussitôt en marche en position de combat.

Son raisonnement était tout à fait exact, sauf que les préparatifs d'Annibal étaient plus avancés que ne le pensait le général romain. Point n'est besoin dès lors, pour expliquer la conduite de ce dernier, d'admettre, avec le général Rogniat, qu'il ait voulu faire de l'esprit au détriment de ses troupes ou, avec le colonel Hennebert, que le commandant du détachement ait fait à Scipion un rapport inexact, hypothèses qui nous semblent des impossibilités manifestes.

Ainsi que nous l'avons dit précédemment, Annibal croyait Scipion beaucoup plus près de lui ; s'il avait eu la certitude que l'armée romaine était encore à Fos et

qu'il avait sur elle trois journées d'avance, nul doute qu'il se serait dirigé vers la Durance, et qu'il aurait pris le chemin le plus court et le plus facile pour lequel Magile et les députés boïens devaient lui servir de guides sûrs et dévoués.

Si le chef du détachement avait appris à Scipion qu'Annibal se trouvait à Montfaucon, est-ce que le général romain n'en aurait pas conclu qu'Annibal se disposait à remonter le Rhône ? Il n'aurait eu aucune raison de se lancer inutilement à sa poursuite et de remonter jusqu'au camp carthaginois ; en trouvant le camp vide, il n'aurait pas été surpris, comme le constate Polybe et Tite-Live, de la direction et de la détermination prises par Annibal.

L'hypothèse du passage à Montfaucon est donc inconciliable avec la marche de Scipion, et l'on se trouve étonné de voir des écrivains militaires aussi compétents admettre de semblables contradictions.

9° **Passage de la Durance.** — Le passage de la Durance, décrit par Tite-Live, ne se rapporte certainement pas à la rivière qui se trouve entre Embrun et Briançon. L'historien romain nous dit que cette rivière coule en plusieurs lits différents, qu'elle n'est resserrée par aucun rivage, qu'elle présente chaque jour de nouveaux gués et de nouveaux gouffres ; cette description n'est applicable qu'à la Durance aux abords de son confluent. Hannon l'avait traversée trois jours avant sans aucune difficulté, mais des pluies subites avaient produit une crue (*imbrius forte auctus...*), et c'est cette circonstance qui causa tant de perte et de frayeur à l'armée carthaginoise.

La crainte d'être rejoint par Scipion qu'on croyait tout près avec son armée, obligeait Annibal à franchir coûte que coûte cette rivière, sans attendre une diminution de la crue.

Peut-on appliquer cette traversée à la haute Durance, alors que les crues y sont aussi subites que momentanées et qu'aucune nécessité n'obligeait Annibal à franchir cette rivière ?

Polybe ne parle pas de cette traversée, parce qu'elle présentait une bien moins grande importance que celle du Rhône ; nous admettons volontiers que Tite-Live ait amplifié le tableau, mais s'en suit-il qu'il l'ait inventé de toutes pièces comme ses harangues ; et en tout cas, sa description ne peut s'appliquer qu'à la basse Durance.

10° Marche d'Annibal après la traversée du Rhône. — Nous lisons dans Tite-Live : « Annibal alla de la Durance aux Alpes par un pays presque tout en plaines et sans être aucunement inquiété par les Gaulois habitant ces régions. »

Pour remplir la condition imposée par Tite-Live, il faut franchir la Durance en un point voisin de son confluent, car si le passage a lieu aux environs d'Embrun, Annibal se trouvera au sein des Alpes mêmes et ne rencontrera aucune plaine digne de ce nom jusqu'à son arrivée en Italie.

Nous lisons de même dans Polybe : « Annibal qui avait déjà parcouru 800 stades le long du fleuve commença l'ascension des Alpes après une marche de dix jours », accompagné par les Allobroges qui l'escortèrent jusqu'à son entrée dans les Alpes.

Polybe est très précis ; il ne parle pas *des fleuves* mais *du fleuve* ; il n'entend pas par ce mot « le fleuve » l'Isère, le Drac, ou tout autre sous-affluent, mais le Rhône lui-même ; il faut donc en conclure qu'Annibal a remonté le Rhône sur 800 stades, soit 149 kilomètres.

Or, il demeure incontesté qu'il est arrivé à l'Ile des Allobroges, au confluent de l'Isère ; il était donc parti de Beaucaire qui se trouve, en effet, à 150 kilomètres environ au sud et par la route et par le chemin de fer, qui ne s'écartent pas sensiblement de l'itinéraire d'Annibal.

Cela donne une marche journalière de 37 kilomètres environ, et l'on nous objectera que c'est beaucoup ; mais n'est-ce pas une étape semblable que parcourût Hannon dans la nuit qui précéda son passage à Avignon ? Ne trouvons-nous pas dans Végèce que les soldats romains avaient deux sortes de pas ou marches à faire sur les chemins lorsqu'ils allaient en expédition de guerre ? « L'un se nommait pas militaire et était le « plus commun de tous. En marchant de ce pas ils « faisaient ordinairement 20 milles (soit 30 kil^m) de chemin en cinq heures d'été. L'empereur Adrien a souvent fait à pied pareil espace de chemin, marchant « tout armé à la tête de ses gens. La seconde sorte « de pas ou marche des soldats romains se nommait « le pas plein ou pleine marche, qui était plus habile « d'autant qu'en pareil temps, ils faisaient 24 milles « (environ 36 kil^m) de chemin. Que si quelquefois ils « étaient obligés de doubler le pas, cela ne s'appelait « plus pas ni marche, mais course. » (1).

(1) Nicolas BERGIER, *Histoire des grands chemins de l'Empire romain*, page 636.

Nous savons d'ailleurs que les soldats espagnols ou carthaginois étaient de véritables coureurs que les romains ne pouvaient songer à égaler.

Nous obtenons ainsi dix arguments qui sont tous en faveur de Beaucaire et en contradiction avec tout autre emplacement ; nous pouvons donc en conclure, avec une probabilité voisine de la certitude, que le passage du Rhône par Annibal eut lieu à Beaucaire.

II. — DU RHONE AUX ALPES

Avant d'aborder cette deuxième partie, rendue plus facile par ce que nous avons exposé précédemment, il convient de rappeler le texte de Tite-Live et l'interprétation que nous en donnons. Ce texte est resté longtemps incompréhensible parce que les commentateurs ne voulaient pas admettre que le passage de la Durance ait eu lieu près de son confluent avec le Rhône ; ils plaçaient ce passage dans le pays des Tricoriens, ce qui les conduisait nécessairement à des impossibilités et à des contradictions.

Voici donc comment nous traduisons le passage
« *sedatis certaminibus Allobrogum.....* »

« Les divisions des Allobroges ayant été apaisées
« par Annibal alors qu'il se dirigeait vers les Alpes, il
« ne prit donc pas (à partir du Rhône) le chemin le plus
« court, mais il tourna à gauche vers les Tricastins puis
« par l'extrême limite du pays des Voconces il arriva
« chez les Tricoriens.

« Dans ce trajet, nulle part sa route ne fut davantage

« entravée que lorsqu'il parvint au fleuve de Durance.
 « Cette rivière qui descend aussi des Alpes, est certainement celle de la Gaule dont la traversée est le
 « plus difficile. Bien qu'elle ait une grande quantité
 « d'eau elle ne peut porter bateau, parce que n'étant
 « resserrée par aucun rivage, elle coule dans plusieurs
 « lits différents, ayant toujours de nouveaux gués et
 « de nouveaux gouffres ; aussi le chemin même des
 « gens de pieds est incertain, d'autant plus que roulant
 « avec elle une foule de gros galets, elle n'offre rien de
 « stable ni d'assuré à celui qui entreprend de la traverser.

« Des pluies subites venaient de l'augmenter, en
 « sorte qu'elle causa de grands désordres lorsqu'il fallut
 « la passer, chacun étant troublé non seulement par sa
 « propre frayeur, mais aussi par l'embarras et les cris
 « des autres. »

. « Annibal alla de la Durance aux Alpes
 « presque toujours par un pays de plaine, sans être aucunement inquiété par les Gaulois de ces contrées. »

Le texte de Tite-Live nous donne à grands traits l'esquisse de la marche d'Annibal à partir de Beaucaire. L'armée carthaginoise remonta le Rhône, puis l'Isère, mais sans franchir cette rivière, puisqu'elle resta dans le pays des Voconces, dont elle cotoya la limite extrême.

De la vallée de l'Isère elle parvint au territoire des Tauriniens en franchissant le col du mont Genève, puisque le passage du St-Bernard, écarté formellement par Tite-Live, l'aurait conduite chez les Salasses et non chez les Tauriniens ; les seuls autres passages connus du temps de Polybe étaient celui des Alpes Liguriennes.

nes (route de la Corniche) et celui des Alpes Rhétiques (route de Splügen), et ils ne peuvent pas être sérieusement soutenus.

Voici ce que nous savons par Tite-Live, mais Polybe va nous fournir une indication plus précise.

Du passage du Rhône en remontant le courant de ce fleuve jusqu'à ce commencement des Alpes par où l'on va en Italie on compte, dit Polybe, 1400 stades. Les hauteurs des Alpes après lesquelles on se trouve en Italie s'étendent sur une longueur de 1200 stades. Or, Annibal a déjà parcouru 800 stades le long du Rhône, il lui reste donc à parcourir à partir du confluent de l'Isère jusqu'aux plaines d'Italie 1,800 stades (335 kilomètres) dont 600 stades (111 kilomètres) en pays de plaine.

Du mont Genève aux plaines de Turin par le col de Sestrières, nous comptons 100 kilom. environ; nous devons donc trouver du confluent de l'Isère au mont Genève 235 kilom., dont 111 kilom. en pays de plaine.

Les routes nationales qui permettent d'accéder au mont Genève en partant des environs de Valence, sont au nombre de quatre et empruntent respectivement :

1° La route 93 : la vallée de la Drôme, le col de Cabre et la vallée de la Durance.

2° La route 75 : la vallée de la Gresse, le col de Lus-la-Croix-Haute et la vallée du Buech et de la Durance.

3° La route 85 : la vallée du Haut-Drac, le col de Bayard et la vallée de la Durance.

4° La route 91 : la vallée de la Romanche, le col du Lautaret et la vallée de la Guisane.

Si nous évaluons la distance de Valence au col du

mont Genève, en suivant ces diverses routes, nous trouvons :

Route n° 93 — 265 kilom.

Route n° 75 — 331 kilom.

Route n° 85 — 299 kilom.

Route n° 91 — 223 kilom.

La mesure des longueurs nous conduit donc à éliminer les trois premiers itinéraires et à ne conserver que le quatrième.

Si, d'autre part, nous posons en principe que la route suivie par Annibal a été également suivie par d'autres détachements romains et carthaginois et qu'elle est devenue plus tard une voie romaine, cette considération nous permettrait de ne conserver que les routes du col de Cabre et du col du Lautaret, et comme on compte à peine 40 kilom. de route en pays de plaine depuis le confluent de l'Isère jusqu'aux défilés de Crest et d'Aouste, il en résulte que seul l'itinéraire par la vallée de la Romanche mérite d'être retenu (1).

Nous arrivons donc à la conclusion qu'Annibal est allé de Beaucaire en Italie en remontant les rives gauches du Rhône et de l'Isère, en passant par la vallée de la Romanche, le col du Lautaret, la vallée de la Guisane, les cols du mont Genève et de Sestrières et enfin la vallée du Chisone.

(1) Nous trouvons, en effet, sur cet itinéraire : du confluent de l'Isère avec le Rhône à Gières (entrée de la combe d'Uriage) : 112 kilom., soit une concordance parfaite avec le chiffre de Polybe.

Si, en ce qui concerne la longueur totale du confluent au mont Genève, nous trouvons un chiffre inférieur (223 kilom. au lieu de 235 kilom.) cela tient à ce que la route moderne, grâce aux tranchées, aux tunnels et aux ouvrages d'art, est beaucoup plus courte que l'ancienne voie romaine, laquelle devait suivre à peu de chose près l'itinéraire d'Annibal.

Si les commentateurs contemporains n'ont pas accepté cet itinéraire c'est parce qu'ils voulaient rencontrer la Durance dans le territoire des Tricoriens, par suite d'une fausse interprétation du texte de Tite-Live.

Ainsi que nous l'avons dit au début de ce travail, la relation que nous présentons concilie complètement les textes de Polybe et de Tite-Live et fait disparaître les contradictions apparentes que certains commentateurs avaient signalées.

Nous croyons utile de rappeler que la voie romaine de Briançon à Grenoble, par la vallée de la Romanche, figure sur la table de Peutinger avec les stations intermédiaires de Stabatione, Durotinco, Mellosedo et Catorissium, et qu'il existe à Mont de Laus, à l'emplacement de la voie romaine, une porte triomphale qu'une tradition constante rapporte à Annibal.

Aucun indice de ce genre n'existe sur le tracé préconisé par M. le Colonel Hennebert ; en suivant cette voie l'armée d'Annibal se serait trouvée en présence de difficultés presque insurmontables, tant à cause de l'âpreté des lieux que de la présence d'ennemis acharnés ; enfin, cet itinéraire est trop long d'environ 70 kil., soit 400 stades, et il est inadmissible que Polybe ait commis une erreur aussi grossière sur un chemin qu'il a lui-même parcouru.

Donc, selon nous, l'armée carthaginoise, escortée par l'armée du brewn Brancus, remonta la rive gauche de l'Isère, passa le bec de l'Echaillon, franchit le Drac et arriva en face la combe d'Uriage. Elle ne remonta pas la vallée du Drac, parce qu'elle y aurait trouvé des marais impraticables.

D'autre part, Uriage paraît remonter à la plus haute

antiquité ; des restes de constructions romaines et des débris d'antiquités trouvés dans des fouilles, nous prouvent que ces eaux furent fréquentées par les Gallo-Romains. Ce fut probablement cet oppidum dont Annibal s'empara à son entrée dans les Alpes. Ce furent également les Uceni (habitants de l'Oisans) qui vinrent au devant de lui en agitant des rameaux de verdure, qui s'offrirent à lui servir de guides et qui lui tendirent une embuscade dans la combe de Mallevall où l'armée carthaginoise faillit succomber.

De même que pour le passage du Rhône, les lieux parlent ici clairement, et l'on peut suivre pas à pas l'itinéraire d'Annibal.

Nous ne réferons pas ce travail qui a été exposé à plusieurs reprises par les commentateurs ; nous nous contenterons de donner en terminant, et jour par jour, les étapes de cette marche épique, car nous nous sommes aperçu que ce travail n'avait pas fait jusqu'à présent l'objet d'une étude sérieuse et surtout consciencieuse.

Les indications fournies à cet égard par M. Imbert Desgranges et M. Hennebert, renferment des affirmations erronées, qui ne résistent pas à l'examen, même le plus superficiel.

1^{er} JOUR. — Annibal arrive sur les bords du Rhône à Beaucaire.

2^e JOUR. — Préparatifs pour le passage.

3^e JOUR. — Continuation des préparatifs. Arrivée des Volsques sur la rive opposée. A la nuit Hannon remonte par Remoulins jusqu'à Pont-d'Avignon.

4^e JOUR. — Passage du Rhône par Hannon.

5^e JOUR. — Repos des troupes d'Hannon. A la nuit

le détachement franchit la Durance et s'avance sur le massif de la Montagnette pour faire à l'armée d'Annibal les signaux convenus et cerner le camp des Barbares.

6^e JOUR. — Passage du Rhône par une partie de l'armée d'Annibal. Combat avec les Barbares qui s'enfuient.

7^e JOUR. — Arrivée du roi Magile et des ambassadeurs boïens. Combat des détachements.

8^e JOUR. — Passage des éléphants et du reste de l'armée. Départ d'Annibal, 1^{re} étape à Orange.

9^e JOUR. — Marche. 2^e étape aux Logis de Berre.

10^e JOUR. — Marche. 3^e étape sous Loriol.

11^e JOUR. — Marche. Arrivée à l'Isère.

12^e au 21^e JOUR (?). — Séjour auprès du brenn Brancus qu'Annibal remet sur le trône. Equipement de l'armée Carthaginoise. Marche jusqu'à Grenoble en compagnie de l'armée de Brancus.

22^e JOUR. — Annibal commence à s'engager dans la combe d'Uriage mais voyant que les hauteurs sont occupées il campe au pied des montagnes. Il envoie des Gaulois pour reconnaître les lieux. Ceux-ci lui apprennent que les postes élevés sont abandonnés pendant la nuit.

23^e JOUR. — Annibal feint de s'avancer dans le défilé et campe en un lieu rapproché des ennemis. Dans la nuit il s'empare des postes.

24^e JOUR. — Combat avec les montagnards. Prise de leur ville.

25^e JOUR. — Repos.

26^e, 27^e, 28^e JOURS. — Marche dans les gorges de Livet.

29^e JOUR. — Arrivée des Uceni, porteurs de ra-

meaux de verdure, qui s'offrent à Annibal pour lui servir de guides et qui marchent à la tête de l'armée pendant deux jours.

30^e JOUR. — Embuscades des Ucenî. Annibal passe la nuit sur un rocher séparé de sa cavalerie et de ses bagages.

31^e, 32^e, 33^e, 34^e JOURS. — Marche. L'armée passe à la Grave, au col du Lautaret, au Monestier, à Briançon, au col du mont Genève et arrive au col de Sestrières.

35^e et 36^e JOURS. — Repos au sommet du col.

37^e JOUR. — L'armée commence à descendre. Elle est arrêtée par un éboulement qui l'oblige à camper en avant du dit éboulement.

38^e JOUR. — Toute l'armée travaille à pratiquer un passage à flanc de coteau, pour y faire passer les chevaux et les bêtes de charge.

39^e, 40^e, 41^e JOURS. — Les Numides passent trois jours à agrandir le passage, afin de permettre aux éléphants de descendre dans la plaine. Pendant ce temps les autres soldats, d'ailleurs exténués de fatigue, se reposent.

42^e, 43^e, 44^e JOURS. — Marche. L'armée arrive dans la plaine d'Italie et Annibal, campé au pied des Alpes, plante ses étendards sur le territoire des Insu-briens.

Telles sont les principales étapes de l'itinéraire d'Annibal si l'on s'en réfère aux textes de Polybe et de Tite-Live. — Il en résulte que, contrairement à ce qu'en disent ces auteurs, la traversée des Alpes dura plus de 15 jours. En réalité il s'écoula 23 jours depuis l'arrivée d'Annibal en face des Alpes jusqu'à son entrée dans les plaines d'Italie. Ces 23 jours se décomposent ainsi :

15 jours de marche ou de combat.

4 jours de travaux de route.

4 jours de repos (un à l'entrée des Alpes, un après la prise de la ville, deux au sommet du col).

Si l'indication donnée par Polybe et Tite-Live n'est pas fautive, il faut dès lors admettre que ces auteurs n'ont entendu parler que des journées de marche de l'armée carthaginoise.

Nous voyons que la marche journalière moyenne, qui de Carthagène à Beaucaire atteignait à peine 50 stades, s'est élevée à partir de ce point et malgré les difficultés que présentaient les passages du Rhône et des Alpes, à 60 stades, c'est-à-dire environ 11 kilom. ; cette réflexion seule nous montre la ténacité d'Annibal et l'ascendant extraordinaire qu'il a dû exercer jusqu'au bout sur l'esprit de ses soldats. On reste frappé d'admiration devant une si grande figure, incarnation réelle du génie des batailles et que l'adversité frappa si durement en récompense de tant d'efforts.

A. AURIC.





LES IMPRIMEURS ET LES JOURNAUX

A VALENCE

L'imprimerie, ce principal instrument de la civilisation moderne, a établi un lien commun entre les hommes ; en rapprochant les peuples et les générations elle a permis de multiplier à l'infini la pensée fixée par l'écriture, et de féconder ainsi rapidement les découvertes faites dans les sciences physiques et morales. Ce levier puissant de la presse, inconnu aux peuples de l'antiquité a introduit dans nos mœurs une foule de rapports nouveaux (1). L'instruction, les sciences, les arts ont été propagés à l'infini. Les lumières sont devenues générales et l'humanité a été en quelque sorte émancipée par cette belle découverte (2). Il faudrait entrer dans des détails que ne comporte pas ce travail pour suivre l'imprimerie depuis son origine jusqu'à nos jours ; mais tout en constatant l'importance de la presse pour l'amélioration et le perfectionnement

(1) *Bulletin de la Société de statistique, des arts utiles et des sciences naturelles du département de la Drôme*. t. III. p. 41, par de Payan-Dumoulin (1841).

(2) *Encyclopédie moderne*, t. XXIII. p. 205, par Courtin, art. Typographie.

de l'homme, pour la divulgation des sciences et des lettres, il est bien permis de déplorer l'abus qui a été fait de cette merveilleuse découverte.

Victor Hugo (1) écrit que l'invention de l'imprimerie est le plus grand événement de l'histoire. C'est la révolution mère. Le livre tuera l'édifice. On peut ajouter aujourd'hui : le journal a tué le livre.

Un pouvoir nouveau a pris, de nos jours, une importance considérable : je veux parler de la presse politique.

Dans son *Histoire de la Révolution Française*, Louis Blanc en donne une définition vraiment pittoresque : « Ce pouvoir multiple, incohérent, désordonné, parlant « mille langues diverses, attaquant toutes choses de ses « bras innombrables et sans cesse armé contre lui-même, « mais doué de la singulière vertu de pousser les « hommes vers la lumière par le chaos et d'enfanter tôt « ou tard, à force de confusion, l'harmonie » (2).

Le premier journal paraît à Valence, le 1^{er} janvier 1793 : *La vérité au peuple*, chez Pierre Aurel. Il portait comme épigraphe :

« Aux armes, citoyens. Volez à la victoire,
« En mourant pour l'Etat, vous vivez pour la gloire ».

On n'en connaît pas de collection.

Pendant un siècle, la *Gazette de France* et le *Mercur*e avaient suffi à la curiosité de nos pères. Le premier journal quotidien date de 1777.

Je donnerai d'abord, par ordre chronologique, les

(1) *Notre-Dame de Paris*, t. I, p. 275 (édition Hébert, 1875).

(2) T. I, chapitre VI, pp. 121 et suiv.

noms des imprimeurs valentinois avec quelques notes biographiques : puis la bibliographie des ouvrages imprimés à Valence. Quant à l'histoire des journaux, ainsi que l'a fait très judicieusement observer notre savant collègue, M. Lacroix, il est impossible de l'écrire, car nous n'en possédons pas la collection complète, ce qui serait indispensable pour un travail de ce genre. Je me bornerai aux titres des journaux en indiquant la date de leur apparition, les noms des rédacteurs et le temps pendant lequel ils ont paru.

IMPRIMEURS VALENTINOIS

A quelle époque l'imprimerie a-t-elle été introduite à Valence ? Quels sont les premiers monuments typographiques que la presse a mis au jour dans le sein de cette ville ? Ce sont là deux questions qui probablement resteront plongées dans l'obscurité des annales de la typographie et dont la solution échappe aux recherches des bibliographes. Il est permis de conjecturer que l'Université, fondée à Valence en 1452, par Louis XI, en attirant dans cette ville un concours d'érudits, en y consacrant le culte des lettres et des arts, dut aussi favoriser l'essor de l'imprimerie naissante ; d'après M. de Payan-Dumoulin (1), ce serait en 1496 que l'im-

(1) *Bulletin de la Société de statistique, des arts utiles et des sciences naturelles du département de la Drôme*, tome III, pp. 38 et 39.

primerie aurait été introduite à Valence, et voici le titre du premier ouvrage sorti des presses valentinoises :

« Per utilia ac summe in pratica necessaria excellentissimi juris utriusque consulti domini Guidonis Papæ, Gratiano-politani commentaria anno domini 1496. Helias Ollivelli imprimeur à Valence. »

L'épître dédicatoire donne cette indication.

Nous avons peu de renseignements sur Ollivelli, nous savons qu'il était libraire de l'Université de Valence ; il résulte d'une note insérée aux archives communales de cette ville, qu'il était exempté de la taille car il ne possède que des livres (1). On trouvera plus loin d'autres titres d'ouvrages imprimés par Ollivelli.

En suivant l'ordre chronologique, Belon (Jean), était imprimeur à Valence dans les commencements du xvi^e siècle (2). Il était originaire de Lyon, ainsi que cela résulte d'un colophon terminal du bréviaire imprimé à Privas, en 1503. *Cum sumptu et cura Johannis Belonis, civitatis Lugdunensis* ; mais il nous appartient comme ayant été le père de l'imprimerie valentinoise. Car, outre qu'il y a de graves raisons de croire qu'il habitait Valence, lorsqu'il transporta son outillage à Privas pour y imprimer le bréviaire de Viviers, de même qu'il fit quinze ans plus tard à Romans, puis à Meymans, pour l'impression du bréviaire de St-Barnard, nous savons d'une manière certaine qu'il habitait cette ville au moins

(1) Archives communales de Valence, BB. 3.

(2) Œuvre de M. Brun-Durand, collection de M. Victor Colomb. Brunet, *Manuel du libraire*, I, 583. *Bulletin d'Archéologie*, XXV, 233, art. de M. Lacroix et 363, archives de la Drôme, 2553-2556.

en 1504, date à laquelle il imprima un *Missale ad usum ecclesiæ Valentinensis* décrit par Brunet. Quatre ans plus tard, notre imprimeur avait le titre de conseiller de l'Université de Valence. Il imprima, de concert avec Pierre de Mole, son associé, un missel pour l'abbaye de St-Ruf, sur lequel il n'y a pas d'autre marque que la sienne : un bouclier portant les lettres J. B. suspendu à un arbre et entouré d'une banderolle sur laquelle on lit Jehan Belon. Enfin, il prend la qualité de citoyen de Valence sur une plaquette intitulée : *Nova constitutio S. D. N. Leonis pape decimi : de iudicum secularium in clericos delinquentes potestate*, dont l'impression ne saurait être bien postérieure à celle d'un bréviaire d'Agde qui eut lieu en 1510. Il était associé avec le libraire Ollivel, qui était également conseiller de l'Université de Valence en 1508.

Ce titre de citoyen de Valence, Belon le possédait encore en 1522, date à laquelle il reçut du conseil de cette ville 20 sols pour 200 tilles imprimées pour mander « ès bonnes villes hout il y a université, pour leur fère sçavoir la venue du docteur Alexandrini » ; et d'une obligation de 15 livres tournois, souscrites à son profit, le 3 janvier 1510, par Antoine Arson, libraire à Beauchastel, pour vente de *Matines à l'usage de Nîmes* ; il résulte que Belon imprimait des livres classiques, les *Matines* étant livres de lecture, ainsi appelés parce qu'ils commençaient par des psaumes latins. Après cette date de 1522, où alla Belon, voilà ce qu'il a été impossible de découvrir.

OUVRAGES IMPRIMÉS A VALENCE

« Missale ad usum ecclesie Valentinē p. optime ordinatum copletu a diligeti cura emendatū cum additione plurium missarum scz Visitationis Bte Marie. Transfigurationis Domini nostri Jesu Christi. De quinque plagis. De nomine Jesu ac mortalitatis vitande. De peccatis ac sctor Anthonii, Claudii, Lazari et Rochi cum pluribus aliis in locis p. priis, ac eciam cū bndictiōn. Ramor dominica in palmis, cerei, fontiu. Sabbato sancto (et) in vigilia penthecostes, candelar in die purificationis beate Marie faciend. cum cantu et notulis. In locis suis necessariis. »

In-4° de 8 ff. non pag. et LXXII f. à 2 colonnes.

Colophon : « Missale ad usum Valentinensis | ecclesie peroptime ordinatum ac completum explicit impressum | Valē. per JOHANNEM BELON, im | pressorem, anno nativitatē Dñi | millesimo quingentesimo quar | to IX kl ianuar | Deo gratias. »

1508. Missale ad usum venerabilis abbacie canonicorum sancti Ruffi Valentie. JOHANNES BELON et PETRUS DE MOLE, calcographi. »

In-folio paginé en partie seulement. Ce missel est imprimé en lettres gothiques noires et rouges sur deux colonnes, excepté quelques passages, le canon de la messe entre autres, qui sont à longues lignes. Les lettres capitales sont ornées et fleuronées grossièrement, et quelques-unes sont encadrées dans de petites vignettes informes. Au verso du folio CLXXIX, en tête du canon de la messe, est imprimée une vignette sur bois représentant Jésus-Christ en croix entre la Vierge et S. Jean. Achevé d'imprimer au mois d'avril 1508, comme il est dit à la fin du volume :

« Missale hoc ad usum insignis abbacie Sancti Ruphi Valētie, p. optume ordinatū et cōpletū in eadē civitate Valētie per JOHER BELO et PETRŪ DE MOLE, socios īpressum. Anno incarnati et bi mille quingentesimo octavo, die ultima mensis aprilis, feliciter explicit. Deo gratias. »

Marque de Belon décrite plus haut. Il y en a un exemplaire à la bibliothèque de Valence, où il est catalogué comme incunable.

« 1510. Bréviaire de l'église d'Agde. »

« 1513. La fontaine de toutes sciences, du grand philosophe Sydrach. »

« 1513. Les avisements ès trois états du monde, selon la signification de ung monstre né en l'an 1512. »

(Le bréviaire de St-Barnard, dont j'ai parlé dans la notice de Belon, a été imprimé à Romans.)

« Breviarium ad usum beatissimi prothomar | tyris Estephan, Agathē dyocesis patroni. » Colophon : « Impressum cura (et) indus | tria magistri BELONI, civitatis Valentīnē | impresoris anno domini MVCX. » In-8°.

Impression d'un in-4° gothique de 11 feuillets non paginés.

« Clarissimi oratoris Christophori Alongolio panegyricus, etc ; curavit. Valent, D. LUDOVICUS OLLIVELLI, Universitatis ejusdem, bibliopola juratus (1513) » (1).

« Aymarii Rivallii Allobrogis, iurisconsulti ac oratoris libri de historia iuris civilis et pontificii. Cum gratia et priuilegio in dorso huius paginæ posito. Icon regis cum lemmate. | LUDOVICUS OLLIVELLI, spes alit agricolas. Venumdantur Valentie in bibliotheca LUDOUICI OLLIVELLI, bibliopole Vniuersitatis Valen. iurati. »

(1) Voir CHORIER, *Histoire du Dauphiné*, in-folio, t. II, p. 512-536.

Petit in-4° et non in-8°, de 132 feuillets, sans compter l'index qui en a 16, sans date, mais dont le privilège accordé par François I^{er} est du 7 août 1515.

1547. Claude Laville imprime « la playsante et joyeuse histoire du grand géant Gargantua, prochainement reveue et beaucoup augmentée, par l'auteur mesme. » Figures sur bois, in-16, plus le second livre des « Dipsodes restitué à son naturel, avec les faictz et prouesses espouvantables, composés par Rabelais, » plus les « Merveilleuses navigations du disciple de Pantagruel. »

Brunet, t. VIII, p. 1067, dit que ces volumes ne sont qu'un pastiche de l'ouvrage de Rabelais (1).

En 1547 il y avait à Valence un libraire nommé Philippe Garin, ainsi que cela résulte du cadastre général d'octobre 1547 :

« La deuxième yslé commence à la maison de Julian Chabas, charretyer, layssant carré sur la place des Clercs, que feust des hoirs à Phelippes Garin, libraire, etc. »

Cette maison de Philippe Garin, libraire, est aujourd'hui englobée dans l'angle sud-ouest de la maison Dumas, à l'angle de la place des Clercs et de la rue actuelle Notre-Dame-de-la-Ronde.

Cette librairie était mitoyenne, au levant, avec la maison et cour des études de l'Université, qui était en façade

(1) Sous le numéro 37.513 du catalogue de novembre 1899, de la librairie Damascène Morgand, à Paris, on lit : Rabelais (François) œuvres de Rabelais, à Valence, chés Claude Laville, 1547, 3^e part. en un volume in-16, fig, mar. bleu, chiffres, tr. dor. (Trautz. Bauzonmet). Titres séparés et pagination distincte.

sur viol ou rue de Cleyrac, aujourd'hui rue Notre-Dame-de-la-Ronde. C'est évidemment dans cette librairie que se fournissaient les élèves de notre ancienne Université (1).

En 1589, Mey imprime à Valence : « Regula et constitutiones ordinis sanctissime Trinitatis. »

De Laclostre est imprimeur à Valence, en 1639. Il meurt le 18 mars 1674. Je n'ai retrouvé aucun titre d'ouvrage imprimé par ses soins.

On peut lire, dans le onzième volume du *Bulletin*, une étude de M. de Gallier sur les imprimeurs de Tournon, L'imprimerie y a fait son apparition en 1588. De 1588 à 1660 il y a un grand nombre d'ouvrages imprimés dans cette ville, c'est ce qui explique la lacune qui se rencontre dans mon travail, de 1589 à 1653.

En 1653, Muguet est imprimeur et libraire à Valence. Sa maison se trouvait sur la place St-Jean et rue de l'Equerre et arceau sur la rue de l'Equerre, même maison. Vendue par Muguet au couvent de Ste-Ursule (2).

« De arte rhetorica libri tres ex Aristotele, Cicerone, Quintiliano præcipue deprompti ad exemplar Romanum ipsius auctoris omnibus mendis et purgati plurimorum locorum citatione locupletati | auctore CYPRIANO SOARIO, sacerdote Societatis Jesu. | Addito rerum notabilium auctore indice per breves quo singulis horum librorum capitibus respondent quo facilius precepta dicantur. VALENTIÆ apud LUDOVICUM MUGUET, Bibliopolam et typographum Universi-

(1) Note de M. Villard.

(2) *Inventaire de St-Apollinaire*, par Valette, notaire, 1680, Archives de la Drôme, note de M. Villard.

tatis. MDC.LIII. In-18 de 218 pp. pour tabulæ rhetoricæ Cypriani Soarii Societate Jesu, sive totius artis. Rhetoricæ absolutissimum. »

Louis Muguet fils, libraire en 1688, est cotisé au rôle de taille pour 2 livres 2 sols (CC. 14).

Chez le même :

« Institutiones theoricæ et practicæ seu rudimenta iuris canonici in quibus principia utriusque iuris proponuntur accurate explicantur et conferuntur (1).

Opus posthumum
Viri nobil et cl. Ant. Fabricii
Bleyniani in regia
Universitate Valentina
antecessoris
Et recognitum a doctis et
Clariss. antecessoribus regiis
Valentinis
Valentiæ apud Ludovicum Muguet
Typographum
Universitatis
M.D.CLX »
cum privilegio regis

Petit in-8°, épitres et 7 ff. Index et vocabulaire 33 ff. (2).

« Historiæ | sacræ | elegiacis versibus | accomodatæ idea (3).

« Induos libros | distributa. Compositore, Gaspard Boisset, sam-Marcellinensi, in senatu Delphinatæ causarum patrono.

« Valentiæ apud Ludovicum Muguet, Bibliopolam et Typographum illustriss. D. D. Valent. et Diens epis. M.DC.LXIV. »

Dédié à Daniel de Cosnac.

(1) Collection Villard.

(2) Note de M. Villard.

(3) Note de M. Lacroix.

VERDIER

« Le Tableau de la Ivriscrudence ou la théorique sous de riches traits est représentée, avec la pratique, ouvrage non moins utile que délectable, livre premier. Valence, Verdier, 1663. pet. in-8° de 16 ff. prélimin et 365 pp. » (1).

« Officia | propria secundum usum ecclesia cathedralis S. Apollinaris, Valentiaë, | summa cum cura et diligentia Domini Dyonisii | de Rollet, canonici et magistri Chori | venerabilis capituli dictæ ecclesie emendata. »

Valentiaë apud PETRUM VERDIER.

« Regis illustriss. Reuerendissimi que episcop. et comitis Valentin. et Diens, ac almeæ Vniversatis Typographum. »

Petit in-4° de 4 ff. non ch. et 82 pp. plus 1 f. non ch, contenant les noms des chanoines de Valence, « qui proprium et peculiare pensum horarium communi peculio et expensa typis mandari iusserunt. Kalendas sextilis, anno 1664. »

Titre rouge et noir, armoirie du Chapitre de Valence sur le titre.

Chez le même : « Philosophia Mariana auctore P. F. Bernardino Chovet, s. t. doctore ac professore ord. min. conventualium 1667. Officium | concepti | beate Marie Virginis a sacra rituum Congregatione | recognitum et approbatum | apponendum in Breviario Romano ex decretis S. S. D. D. | N. N. Pauli V, Gregorii XV et Urbani VIII, editis. Ex brevi S. D. N. Clementis papæ IX in universo regno Galliarum recitandum. Et ex mandato Illustr. D. Danielis de Cosnac Valentinensis et Diensis episcopi pro suis diocesibus publicandum. Apud Petrum Verdier, Regis Illustr. episcopi comitis Valent. et Diens. ac Universitatis Typographum. anno 1668. »

« Statuts, offices et litanies pour la confrérie de St-Fran-

(1) Note de M. Lacroix.

çois, érigée par ordre apostolique et licence des supérieurs, en l'église des religieuses de Ste-Marie de Crest, diocèse de Die, avec l'abrégé de la vie du Saint, selon l'ordre chronologique, réduit en sujets d'entretiens spirituels, suivant les évangiles de tous les dimanches de l'année, composé par une supérieure de la Visitation de Sainte-Marie (Françoise-Madeleine de Changy). an. 1673. »

« Ordonnances synodales de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Evêque et Comte de Valence et de Die, chez Pierre Verdier, imprimeur du Roy, de monseigneur l'Evêque et Comte de Valence et de Die, avec privilège. In-4° de 28 p, (1673). »

Le 15 mai 1677 sépulture à St-Apollinaire de Pierre Verdier.

BARBIER

« Ordonnances synodales de monseigneur l'Evêque et comte de Valence et de Die, vérifiées en parlement et publiées de nouveau dans les synodes tenus à Die le 19 octobre, et à Valence le neuvième de novembre 1678, Chez Charles Barbier, imprimeur du Roy et de monseigneur l'Evêque et Comte de Valence et de Die. M.DC.LXXIX, avec privilège. In-12 de 69 pp. (1). »

(1) Documents communiqués par M. le chanoine Perrossier, archiviste diocésain.

LÉON EMBLARD.

(A continuer.)



UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127^e à 132^e livr.)

VI

LA VILLE DE DIE ET SES ORIGINES : LA DÉESSE ANDARTA,
LE CULTE DE CYBÈLE ET LES TAUROBOLES. — LE CHRIS-
TIANISME DANS LE DIOIS : LES ÉVÊQUES ET LES LUTTES DU
MOYEN-ÂGE. — LA RÉFORME. — PROMENADE DANS LA VILLE
DE DIE ET PARTICULARITÉS DU CARACTÈRE DIOIS.

A qui vient de Paris, de Lyon, ou même simplement de notre mégalomane Valence, la ville de Die peut paraître un village : venelles où les poules picorent, vastes bassins de pierre où bleuit la lessive et placettes mal aplanies où elle sèche ensuite sur des cordes entre de grands ormeaux, empiètement de la voie publique par l'oisiveté jaboteuse des commères, pavé rare et rouillé, trottoirs suspects, bruits innocents comme ceux du rabot, de la lime ou de la scie au sein des boutiques desuètes à ravir, quelques gendarmes en fait de garnison, tout cela compose un ensemble rural des plus évidents. Mais pour qui descend de la montagne avec des yeux non libérés encore de la mélancolie des sapins noirs et de l'immensité poignante des solitudes pastorales, Die se présente sous les traits

indéniables d'une cité : grande route, chemin de fer, promenades ombreuses, eaux vives, bâtisses suffisamment hautes et bourgeoises, hôtelleries et cafés passables, cercle, petite gazette locale, lot de fonctionnaires prompts à se saluer, c'est en un mot la sous-préfecture qui a de l'amour-propre.

Mais quel parfum d'antique province en cette pauvre ville effacée où rien, parmi les ombres bleues, si favorables au sommeil de quelques mendiants — les plus heureux des hommes — n'attente à la douceur de votre promenade ! Et que de vieilles pierres pour y susciter l'émotion et ébranler le souvenir ! Chaque fois j'y viens pour y faire la même chose : songer, songer des Voconces, de Rome, du Moyen-Age, des guerres religieuses, et le soir me surprend dans ses rues muettes comme si j'allais, contribuable ému des empereurs, y voir passer parmi la foule impatiente les flamines, ou le curateur des jeux et spectacles, ou bien le bouillant évêque Amédée de Rousillon, mitre en tête et cuirasse à l'épaule, suivi d'une cavalerie fringante.

Die est une assez grande dame devenue servante, mais la servante dissimule imparfaitement la grande dame que l'on reconnaît à l'allure, à la physionomie, à la robe jadis galante, aujourd'hui passée et pleine de trous.

Die a compté dans l'histoire. Dans ses rêves ingénus d'humble chef-lieu d'arrondissement, elle se voit capitale. Par malheur, l'histoire — j'entends l'enseignement populaire, vulgaire — ne s'en inquiète pas. Et il en va de même ainsi pour des contrées, des villes, des bourgs qui tinrent une place honorable dans nos vieilles chroniques. On n'apprend à l'école ou au collège que l'histoire de Paris et de sa prodigieuse fortune et on l'appelle l'histoire de France. En réalité, l'histoire de France, c'est-à-dire l'histoire de l'en-

semble des provinces, ne fait ses confidences qu'aux savants. Ce n'est pas un objet de consommation courante, mais un article de luxe, inabordable de prix quand il n'est pas introuvable. Il y aurait peut-être mieux à faire. Loin de moi la pensée de réduire ou de contrecarrer l'enseignement général, et la méthode une et patriotique, en somme, des Universités. Mais on pourrait apprendre, ce me semble, son pays dans son pays, sans gêner beaucoup l'histoire de France et cela, familièrement, en quelques tableaux, en quelques leçons. Quoi de plus aimable, quoi de plus impressionnant, quoi de plus profitable à l'esprit que le passé dont on sent l'ambiance autour de soi, dans la poussière duquel on marche tous les jours.

La ville de Die devait me causer ces réflexions. Nulle n'a été plus célèbre dans la vallée de la Drôme et nulle ne garde tant de souvenirs. Chaîne bigarrée d'or et de sang que son passé deux fois millénaire.

Point de jonction de la plaine haute et des monts, et peut-être timide *emporium* d'un trafic celto-grec, notre ville hérite à coup sûr d'une très vénérable aïeule. En raison de ses avantages physiques, qui sait si elle ne fixa point l'une des étapes de l'expansion aryenne dans nos Alpes ?

Problème difficile à résoudre, et dont la solution, d'ailleurs, importe peu. Mais sans remonter à ce déluge d'hommes qui noya l'Europe, et du limon duquel sortirent la plupart des civilisations, il n'est guère présomptueux d'affirmer l'existence du bourg celtique dès les premiers vagissements de Rome. C'était un de ces *pagi* (1)

(1) Pagus, district, cercle, division territoriale.

des Voconces qui, soudés les uns aux autres, formaient la patrie commune, la cité. Cette cité des Voconces, vaste de plus ou moins d'un million d'hectares, soit l'étendue de deux départements moyens, se divisait en deux grandes circonscriptions, commandées par l'état des lieux. Comme nous l'avons vu, les capitales étaient Luc et Vaison. Mais Die, tout d'abord *ignobile oppidum* (1), suivant l'expression de Pline, devait se décrasser en un jour et ceindre, à la place de Luc, ruiné par la guerre, la couronne augustale.

Die, c'est le nom lumineusement frappant, le nom sacrosaint de *Dea* ou *Dia* (déesse). Mais de quelle déesse s'agit-il, ou plutôt de quel culte, puisque la déesse *Andarta* nous est connue par des inscriptions votives ? Savants, salivez encore, salivez toujours, Le vieux Chorier, humaniste avant tout et *très seizième siècle*, ne pouvait manquer de voir dans le mot une origine grecque. Pour lui, Dye, déesse sicyonnienne, a présidé aux destinées de la capitale des Voconces. Opinion naturellement reçue comme un chien dans un jeu de quilles par les celtisants. Pour eux, c'est tantôt une Borne — divinité un peu benoîte et disons le mot, un peu bornée pour mériter un tel honneur, — tantôt une Victoire, tantôt une Chasseresse, une Diane locale, et même beaucoup moins que cela, un simple composé grammatical, un humiliant et prosaïque agglutiné signifiant deux eaux (2), et, en effet, la ville de Die s'espace entre deux rivières : Drôme et Meyrosse. Les latins purs l'identifient soit avec Livie, femme d'Auguste, que la

(1) Ville de peu d'importance.

(2) Di et A, deux eaux, d'après Bullet.

vanité romaine mit au rang des Olympiens, soit avec Cybèle, la déesse par excellence, la Mère des Dieux. Et — comme pour vous mettre l'eau à la bouche — on a découvert dans le sol voconce huit ex-voto à Andarta ! Aucun, malheureusement n'exhume les attributs de cette mystérieuse déesse, aucun ne révèle sa figure morale. Scientifiquement, hélas, je n'ai pas de préférence, et j'ai dû borner ma curiosité de passant à cette énumération sans commentaires, mais toutes mes sympathies d'instinct vont à l'*Andarta* pré-latine de M. Florian Vallentin, à la simple, agreste et honnête divinité du foyer voconce, au génie aimable et parlant de ce vieux naturalisme que ni Grecs, ni Romains, ni Barbares, ni Chrétiens n'ont réussi à chasser complètement de nos montagnes.

Ces Voconces, alertes et gais, et qu'on nous dit pères de Novare la Lombarde, devaient s'amollir au contact latin et perdre quelques-unes de leurs vertus. Die, faite un peu comme alors toute capitale, à l'image de Rome, connu l'opulence, eut ses temples, ses palais (1), ses arènes, ses thermes, ses jeux publics, ses sévirs, à la fois prêtres et officiers municipaux, tout un collège de sacrificateurs et de prêtresses, ses libraires et jusqu'à ses onguentières ou parfumeuses publiques. Ville de montagnes, elle devait, dans une position aussi reculée, se suffire à elle-même, concentrer la somme de ressources et de distractions indispensables à une population vive, intéressée aux choses du luxe et du plaisir. Mais elle est surtout religieuse, elle est avide de mystères, de symboles, de sacrifices sanglants. Aussi la voit-on l'une des premières en Gaule, mettre à la mode les tauroboles dont elle devient en quelque sorte

(1) Un quartier de Die s'appelle de toute ancienneté le *Palat* ou *Palas*.

la ville sainte. Cybèle, honorée en Asie-Mineure sous le nom de Mère Idéenne, à cause du Mont-Ida dont les innombrables pins lui étaient consacrés, n'était pas là dépaysée autant qu'on pourrait le croire. Le Glandas, socle auguste lui aussi, montagne héroïque, nourrit cet arbre au port élégant, à la veine si sensible au couteau, et que gonfle la résine, ce sang miraculeux. Il dut impressionner les légionnaires retour d'Asie pleins des mystères de l'Ida ; accueillir et adopter la légende du bel Atys le Phrygien, aimé de la Déesse et changé par elle en un pin toujours vert. On peut se représenter ces nouveaux adeptes de Cybèle comme des *décadents* du polythéisme latin, en grippe avec l'ancien culte parce que trop simple et trop grave ; comme des gens que n'amusait plus, suivant le mot spirituel de M. Vallentin « la timide Vénus, déesse à moitié chaste d'un Olympe à moitié vertueux. » Il faut dire qu'au même temps, Isis l'Egyptienne et Mithra le Persan voyaient également s'agenouiller des fidèles devant leurs autels, mais leur culte, assez craintif, ne paraît pas avoir gêné le culte devenu tout puissant et en quelque sorte officiel de la Mère Idéenne. Cinq tauroboles attestent la ferveur Voconce envers Cybèle. On en trouve la description dans différents ouvrages, mais ce qu'il importe de savoir à leur sujet c'est que les sacrifices accomplis sur ces monuments visaient, comme l'a très judicieusement fait ressortir M. l'abbé Jules Chevalier (1), à une sorte de régénération. Pour grossier et hideux que fût le symbole de ce prêtre recevant en pluie sur la tête, les épaules et dans les mains le sang d'un taureau, il n'en rappelait pas moins la tradition chrétienne. L'officiant, à l'issue de cette

(1) Essai historique sur l'Eglise et la Ville de Die.

rouge cérémonie, se trouvait purifié pour toujours. L'oblation en l'honneur d'Atys le Phrygien consistait dans le sacrifice d'un bélier. Quelquefois le taureau et le bélier étaient immolés simultanément. Le plus grand des tauroboles de Die consacre précisément cette association symbolique, en montrant sur une de ses faces, sculptées avec un art très sûr, les têtes de ces animaux.

Die était donc malgré son éloignement de la mer et d'un grand fleuve une des villes privilégiées de la Gaule. Sans doute, elle le cédait de beaucoup en population, en richesse et en opulence à Lyon, à Vienne et à quelques autres villes majeures, mais elle n'avait pas de rivale dans les Alpes. On aime à se la représenter comme un groupe agreste et un peu fermé, maintenant de son mieux les types sociaux et les traditions du foyer voconce. Les bois, les vins, le miel, la poix et la résine y attiraient des trafiquants, mais, je le répète, on y venait en dévotion. On disait la ville de la Bonne Déesse, un peu comme on dit aujourd'hui le pèlerinage de telle ou telle Notre-Dame. Et les Ages ne changent pas tant les hommes. Quel endroit mieux préparé pour la fondation d'une église ? La piété attire la piété et les religions se superposent. Les plus solides chrétiens ne se recrutaient pas parmi les indifférents du paganisme, mais parmi ses dévots et c'est une des habiletés de l'Eglise d'avoir su faire siennes les attitudes et les passions du populaire. S. Augustin recommande de ne pas exproprier brutalement le paganisme de ses temples, de ses autels, de ses images ; il veut au contraire qu'on les fasse servir doucement aux desseins du Christ. Et voilà pourquoi nous pénétrons aujourd'hui dans la cathédrale de Die par un porche qui, peut-être, fut tout à la glorification de Cybèle.

L'histoire de Die va se confondre désormais avec celle de ses évêques.

Il était une fois... voilà comme j'aimerais aborder la plupart des mitres de Die, si voisines du conte par l'outrance ou l'ingénuité d'âme. Mitres blanches, penchant leur candeur sur les rognés et les squames du Moyen-Age. Mitres d'or, mitres conquérantes dominant la mêlée furieuse des guerres intestines.

On s'explique parfaitement aujourd'hui l'absorption qui se fit de la société dans l'Eglise, à partir des ^v^e et ^{vi}^e siècles. En face de la brutalité barbare, bien souvent, l'évêque, avec pour seule force, pour seules armes, l'idée morale qu'il représentait, s'était dressé défendant son peuple. Comment ne pas reconnaître de tels services ? Au surplus, écoutons Bancel : « Pour le pape Grégoire VII, dit-il, la société, l'humanité, c'est l'Eglise. Elle mérite d'ailleurs la souveraineté qu'elle s'arroe... Parmi les bestiales horreurs des rois francs et leurs atrocités, l'esprit n'avait d'autre refuge que l'Eglise. » L'évêque, déjà honoré un peu partout du beau titre civil de défenseur de la cité par la reconnaissance publique, n'eut qu'un pas à faire pour joindre à la mitre la couronne ducale ou comtale. Ce pas il le franchit d'un instinct sûr.

Hemico, évêque de Die, est à Mantaille au mois d'octobre 879, en compagnie d'autres prélats et d'un certain nombre de seigneurs. Pourquoi ? Tout simplement pour un coup d'Etat. Il s'agit de détacher du sceptre carolingien Bourgogne et Provence et d'en réunir les deux couronnes sur la tête de Bozon. Déjà le séparatisme ! Il faut dire que nos provinces, polluées par la domination franque, et reniant leur lien ripuaire, n'aspiraient qu'à renaître aux traditions latines, aux mœurs élégantes, à l'indépendance de l'esprit. Si Bozon triomphe, Hemico et ses compa-

gnons sortent du concile la tête haute. Que ne pourront des hommes qui viennent d'élire un roi et de sauver la patrie ? Chose digne de remarque. Ces évêques batailleurs ménagent leurs vassaux et la plupart des historiens s'accordent à reconnaître en eux le bon tyran, si on garde à ce mot sa signification antique, dénuée de malveillance. La main sur les évangiles, ils jurent de maintenir les libertés et les franchises communales de Die et demeurent fidèles à leur serment. Certains valent Louis XI par la ruse et la diplomatie, d'autres égalent les meilleurs capitaines par l'audace et la bravoure. Ils sont si convaincus de leur rôle représentatif et politique, que beaucoup ne se refusent pas les jouissances chères au commun des grands seigneurs, savoir : la chasse au faucon, la chasse à l'ours, les grandes chevauchées, les jongleries.

Et quelle mobilité ! En un temps où les communications sont difficiles, où la voirie est nulle, où les voyages par terre et par mer donnent une valeur exceptionnelle au mot fameux du poète : *Illi robur et æx triplex...*, ils vont en Palestine, en terre germanique, en Italie, à Paris, à Vienne, à Avignon, à Arles, ils vont partout ! C'est que, d'abord, le Diois, comme partie de la Bourgogne, relève nominalement des empereurs d'Allemagne, et il s'agit d'entretenir avec eux les meilleures relations possibles, soit pour l'obtention de nouveaux privilèges, soit pour la confirmation d'anciens droits. Puis, il ne faut pas perdre de vue cette société si incohérente et pourtant si unie dans les croyances, les arbitrages incessants, les conciles, les hommages, l'état de guerre quasi permanent, mais surtout l'amplitude de ce diocèse aux huit archiprêtres entrecoupés de monts, aux paroisses avoisinant les terres de seigneurs ambitieux, toujours prêts à un coup de main.

L'abbé Jules Chevalier a décrit consciencieusement ces époques d'énergie. Il a fait revivre ces existences d'évêques si fatalement partagées entre le spirituel et le temporel. Une analyse, même sommaire, des principaux faits de cette longue histoire est impossible ici, mais peut-être ne m'en voudra-t-on pas de croquer, d'après les vieilles chroniques du Diois, quelques silhouettes épiscopales.

Si la pauvre nef de la cathédrale enseigne des noms de saints : — *S. Martius*, entité pieuse, et souriant à la pure légende ; *S. Nicaise*, un des Pères du grand concile de Nicée ; *Pétron* et *Marcel*, deux frères, dont Grégoire de Tours cite les traits édifiants ; *Etienne* et *Ismidon* ; en revanche, les ruines innombrables de la vallée de la Drôme résonnent de gloires plus sonores, plus militantes.

— C'est *Hugues de Romans* (1073-83), un fidèle de Grégoire VII, de ce formidable pontife, fils d'ouvrier, qui faisait attendre trois jours sous la neige son absolution à un empereur. Qui, légat, joue au pape en France, convoque des conciles, dépose un archevêque, et meurt primat des Gaules, tantalisé peut-être par la tiare ; — l'infortuné *Humbert III* (1222), massacré devant l'une des portes de sa cathédrale — depuis Porte Rouge — victime d'une de ces émeutes populaires, assez fréquentes à Die où les libertés communales trouvèrent d'indomptables champions ; — *Amédée de Roussillon* (1276-1281), surnommé *Heurtebise* et ouragan, en effet toujours armé, toujours casqué, hirsute, sobre, dur à lui-même et fraternel à ses Diois, infatigable, héroïque, inouï, qui assiste à vingt rencontres, mate son irréductible ennemi le comte de Valentinois, et est maté à son tour, et meurt enfin moins de ses glorieuses blessures que d'émotion, n'ayant pu foudroyer que d'anathèmes les Romanais révoltés ; — *Jean de Genève* (1283-98), discuté par ses chanoines dont

l'arrogance ne connaît plus de bornes, et obligé de reprendre sur ses propres sujets sa ville épiscopale ; — *Guillaume de Roussillon* (1298-1331), l'ennemi mortel d'Aymar de Poitiers, mais la providence des Juifs chassés alors de partout ; — *Pierre de Chatellux* ou de *Chalus* (1342-52), qui termine la guerre deux fois centenaire des *Episcopaux*, prélat magnifique et d'un goût éclairé, dont les papes d'Avignon, non moins artistes, non moins magnifiques, s'adjugent après sa mort, les riches collections ; — *Amédée* de Saluces, grand cardinal qui détient ses diocèses (1) en commende ; — *Jean de Poitiers* (1390-1447), que l'on voit en relations étranges avec Jean Sans-Peur, duc de Bourgogne, et qui par un vilain tour, dépouille, l'ayant fait prisonnier dans son propre château de Grane, son cousin, le vieux comte Louis II de Valentinois.

Les évêques de Die étaient seigneurs de leur ville épiscopale et des terres de : *Aouste, Aurel, Bourdeaux, Bezaudun, Chamaloc, La Chapelle-en-Vercors, Châtillon-en-Diois, Crupies, Jonchères, Mirabel, Montmaur, Poyols, Saillans, St-Agnan-en-Vercors, St-Julien-en-Vercors, St-Martin-en-Vercors, de Vassieux et de Valdrôme* pour partie. Ils étaient en outre détenteurs de quatre-vingt cinq fiefs, et jouissaient d'un revenu annuel de quatre à cinq mille florins d'or, soit plus ou moins de trois ou quatre cent mille francs de notre monnaie. Ils exerçaient encore la haute, moyenne et basse justice, gravaient leurs armes, moyennant deux sols par objet, sur toutes les mesures à l'usage de l'époque. Ils levaient des troupes, déclaraient la paix ou la guerre, battaient mon-

(1) L'évêché de Die fut uni à celui de Valence par le pape Grégoire X en 1276, sans confusion des diocèses, il en fut de nouveau séparé en 1687 sous Louis XIV.

naie, recevaient certains dons en nature, entre autres celui de toutes les langues de bœufs tués dans le diocèse

Pendant plusieurs siècles, leur pouvoir fut à peu près sans limite. Car des comtes *civils* de Die dont ils héritèrent à propos, on sait fort peu de chose. A peine les noms de Guillaume, d'Adalelme, d'Aleyris et d'Isoard, — celui-ci emporté dans la tourmente héroïque des croisades — sont-ils parvenus jusqu'à nous. Toutefois, la luminosité douce et poétique d'une femme viole cette nuit d'un éclair charmant. Béatrice, comtesse de Die, vécut, dit-on, au XII^e siècle, et épousa Guillaume de Poitiers, comte de Valentinois, tout en conservant, après son mariage, le titre du Comté apporté par elle en dot. Son lieu de naissance, sa famille, les principales circonstances de sa vie, sont autant d'énigmes. L'un lui fait tenir cour d'amour à Die, ce qui ne peut que flatter l'âme dauphinoise, l'autre fait du château de Bourdeaux, aux ruines si singulières, son séjour favori. Mais on sait qu'elle ressentit pour Rambaud d'Orange, baron du Languedoc, une passion des plus ardentes qui ne fut qu'à demi partagée. De là ses pleurs élégiaques en ce verbe ingénu, magnifique et sonore que devaient bosseler dans la suite tant de chocs barbares.

Une autre comtesse de Die, Alix ou Allix, que l'on croit fille de Béatrice, régna également, par l'esprit et la beauté sur la chevaleresque Provence.

A quelles causes attribuer le vif empressement du Diois à accueillir la Réforme ? Sans doute autant à son organisme moral qu'à son isolement, à ses barrières naturelles.

« Depuis longtemps, écrit M. Mailhet, la vallée de la Drôme était sillonnée par des *barbes*, prédicateurs vau-dois, des colporteurs évangéliques... » « C'est au sein des

vallées dauphinoises, ajoute Bancel, au pied des Alpes, parmi le calme et la sérénité des prés et des bois, simples comme ses agneaux et ses chevreaux, purs comme l'eau des glaciers, que vivaient et travaillaient les Vaudois, peuple pasteur. » Chrétiens libres, ils répudiaient l'alliance avec Rome. Ils firent sans doute une forte impression sur les gens simples et graves de la montagne. Cette foi primitive, toute nue, sans apprêt, sans latin, facile à pratiquer, et quasiment toute intérieure; cette foi aux dogmes retranchés ou refroidis ne pouvait-elle flatter, en ces temps de guerre continuelle, les vagues rêves de fraternité universelle ? Quoi qu'il en soit, la Réforme fit de rapides progrès dans le Diois, et bientôt les guerres de religion y renouvelèrent, en les dépassant, les scènes sanglantes du Moyen-Age. On pille, on pend, on brûle, par devoir. L'incendie de la maison catholique semble au huguenot feu de joie et réciproquement. On éteint dans le sang, dont il reste toujours à propos quelque mare, la torche criminelle.

Jean de Monluc est ce singulier évêque de Valence et de Die que Brantôme nous dépeint : « Fin, délié, trinquat, rompu et corrompu autant pour son savoir que pour sa pratique. » Frère du fameux Blaise, c'est ce dernier qui est le croyant, le prêtre enflammé de colère et de foi. Lui, l'évêque n'a pas tant de vertu. C'est l'homme dont le souple opportunisme saura se couler sans dommage entre les événements tragiques de l'époque. Il sera même — chose incroyable — à propos *papiste* et à propos *bi-blard*.

Jean de Monluc, loin d'arrêter les progrès de la Réforme dans ses diocèses, y aida plutôt en protégeant ouvertement certains membres de la magistrature et de l'université de Valence qui « sentaient le fagot. » Il y eut bientôt

un si grand nombre de protestants dans le Diois, que Henri IV, à la demande des synodes provinciaux, se décida à y établir une académie de la Religion. Voilà Die ville sainte du protestantisme, comme Montauban, Nîmes, Montpellier, comme Genève. A son foyer intellectuel qu'entretient le zèle pieux d'un Chamier, jusqu'à 150 étudiants viennent dilater leurs esprits, affermir leur conscience. Die répare ses désastres, renaît à la vie industrielle et commerciale, voit ses draperies, ses tanneries, ses papiers reconquérir leur vieille renommée.

Ce temps de prospérité dura peu. Amputée de son académie en 1684 par Louis XIV, et par surcroît, vidée tout d'un coup de ses protestants par la révocation de l'édit de Nantes, la vieille cité éparpilla son âme un peu partout, en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, en Afrique, et même en Amérique. La restitution de son évêché, rattaché à celui de Valence depuis environ quatre cents ans, ne compensa point les pertes qu'elle venait de faire. Ce titre de ville épiscopale, elle le perdit d'ailleurs à la Révolution.

FÉLIX GRÉGOIRE.

(*A continuer*).



Géry est-il l'Oppidum d'Acunum ?

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Permettez-moi d'apporter ma modeste contribution à la thèse que soutient M. A. Auric, dans son article récent sur l'emplacement d'« Aéria » d'après le texte fameux de Strabon. Quoique les données de la science étymologique ne jouissent pas d'un grand crédit auprès de plusieurs, elles peuvent cependant fournir un appui réel en matière de géographie ancienne.

Suivant l'opinion de votre savant correspondant, « Dourion » serait le lieu qu'entouraient le « Kavaron » et « l'Ouaron » au dire du géographe grec, deux rivières qui s'appelleraient aujourd'hui le « Jabron » et le « Roubion ». C'est là aussi qu'il faudrait placer l'antique *Oppidum* qui dominait *Acunum*, le faubourg actuel d'Aigu à l'est de Montélimar et au bas du plateau de Géry. Des fouilles et des recherches entreprises sur ce plateau, ajoute M. Auric, pourraient faire découvrir quelques vestiges favorables à l'hypothèse en question.

En attendant que la pioche amène ces précieuses découvertes, essayons de demander un peu de lumière à la philologie, en prenant pour guide l'interprétation des noms gaulois.

Toute la difficulté consiste à pouvoir identifier le nom de la ville de « Dourion » avec celui de « Géry », l'*oppidum* présumé.

Si grand que soit en apparence l'écart de ces deux mots, il est possible pourtant d'établir que le mot vulgaire remonte au mot gaulois par voie de dérivation.

Et d'abord le grec, « Δουρίων » est un dérivé diminutif de « Δουρον » en latin « durum » identique au gaulois duro, que l'on rencontre souvent dans la composition des noms de lieu avec la signification du substantif, « forteresse », « château ».

Ainsi « *Duro-casses* » sont les habitants de Dreux, « les éléments de la forteresse », dans l'itinéraire d'Antonin.

Octo-Durus est le nom d'une petite ville du Valais et veut dire forteresse d'*Octos*.

Boio-durus est la citadelle ou l'oppidum des Boïens.

Pour compléter cette nomenclature, on peut consulter d'Arbois de Jubainville : *Les noms gaulois chez César*, pp. 195-212.

Il suit de là que *Dourion* ou *Durium* doit avoir le sens de « petite forteresse » *oppidulum*. En passant par le latin vulgaire et les transformations romanes *durium* a vu modifier notablement et simultanément sa terminaison et son radical.

La terminaison *ium* s'est effritée peu à peu et s'est réduite à un *i* bref, comme dans *cementèri*, *armàri*, *chàrri*, tirés des formes latines *cemeterium*, *armarium*, *carrium*. Rien de plus ordinaire.

En compensation, la voyelle du radical, *u* long s'est élargie sous le poids de l'accent, en remontant à une diphtongue rapprochée de la diphtongue gauloise, *oou*. Cette diphtongue est *ué* qui tombe souvent à *ié*. Comparez le français *muét* de *mutus* et le provençal *iéu*, *siéu*, du latin *tuus*, *suus*.

Si l'on a bien suivi ce raisonnement on constate que *durium* devient *dueri* et finalement *dieri*, en suivant les déductions rigoureuses de la phonétique. Reste à expliquer la dernière transformation, c'est-à-dire la chute du *d* initial et le changement de *i* en *j*.

Ce double phénomène est assez fréquent en linguistique romane. Ainsi nous avons « jour » pour *diurnus*, « ja » pour *dia* ; « jusque » pour *deusque*, passé à *dusque*. En fait de noms de lieux nous avons « Jouarre » en Seine-et-Marne, et « Jouars » en Seine-et-Oise, tous les deux tirés de *dio-durus* et signifiant « la forteresse du dieu. »

En résumé je propose comme probables les équations suivantes :

Dourion, — *durium*, — *duerium*, — *dieri*, — *jeri* ou *gery*.

D'où l'on peut conclure que Géry est le *Dourion* de l'historien grec.

J'aime à espérer, Monsieur le secrétaire, que l'intérêt que l'on porte à ces questions d'archéologie me vaudra l'indulgence des lecteurs pour l'aridité de ces diverses démonstrations.

L'abbé L. MOUTIER.



MOSAIQUE

DE SAINT-PAUL-LES-ROMANS

A propos de la découverte d'antiquités à Saint-Paul-lès-Romans, j'ai reçu de M. Nugues, notre dévoué vice-président, la lettre suivante :

« Romans, 14 février 1900.

MON CHER MONSIEUR LACROIX,

« Sur les indications de M. Penet et sur votre conseil je me suis rendu hier avec lui à St-Paul-lès-Romans pour voir la mosaïque mise à jour dans un champ (heureusement sans arbres), à environ un kil nord nord-ouest du village, appartenant à M. Pérard. M. Sidoine Drevetton, propriétaire à St-Paul, s'est obligeamment mis à notre disposition et nous nous sommes rendus tous les trois sur le lieu de la découverte. Le temps n'était pas mauvais, mais la terre détrempée par les pluies s'attachait aux chaussures et il n'était pas facile d'opérer. Quoi qu'il en soit, voilà où en sont les choses : la mosaïque dont vous a parlé M. Penet, a environ 5 mètres de large sur 6 mètres de long, à en juger par une partie que je crois centrale, ornement, médaillon ou figure, la seule qui ait des cubes de couleur, notamment du beau rouge, mais dont une grande partie a été emportée par le travail des fossés creusés pour la plantation de treilles. J'ai vainement essayé de déchiffrer ce motif que je considère comme le centre ; c'est bien dommage, car c'est un sujet qui n'a rien de

géométrique et qui eût été sans doute intéressant. Le fond et la bordure de la mosaïque, dont le dessin est assez élégant, ne se composent que de cubes noirs et blancs. Au nord de cette mosaïque on en a découvert hier une deuxième, dont le dessin est différent, mais toujours blanc et noir verdâtre : c'est un semis de fleurons divers. Nous n'avons pas trouvé de bordure ; en somme il a existé là une villa romaine d'une certaine importance, dont la façade regardait le midi, mais dont actuellement il est difficile de déterminer l'aire. Il faudrait enlever toute la terre sur une épaisseur de 60 à 70 centimètres et on mettrait ainsi à jour non seulement les parties cachées des mosaïques ci-dessus, mais peut-être d'autres inconnues. Je ne parle pas des tuiles antiques entières ou brisées, des fondations de murs et de voûtes, il faudrait un examen long et approfondi. On a trouvé aussi à une dizaine de mètres un fût de colonne sans base ni chapiteau.

Votre bien dévoué.

ALPHONSE NUGUES. »

Ce qui rend intéressante cette découverte à proximité de St-Paul-lès-Romans c'est l'existence, en cette localité ou de la ville gauloise de Ventia, ou de la terre de Génissieux et de Parthenis donnée à l'église de Vienne par Ephibius et par Rufina, sa sœur, sous Childebert III, où se trouvaient 1,400 serfs et 500 enfants (1), ou de la villa *Drotiana* mentionnée dans le cartulaire de St-Barnard.

(1) Voir *Bulletin de la Société d'Archéologie*, I, 180 ; XIX, 31, 337.



BIBLIOGRAPHIE

LE VERCORS, par ETIENNE MELLIER, Grenoble,
librairie dauphinoise, H. Falque et Félix Perrin,
1900, grand in-octavo de 4 ff.-82 pp.

Les lecteurs de ce Bulletin n'ont certainement pas oublié la savante étude de M. le chanoine Fillet sur le Vercors, ce canton de montagne qui semblait n'avoir pas plus d'histoire, qu'il n'avait d'accès avant le percement de la pittoresque route des Goulets. Eh bien, le travail de M. Mellier, qui nous revient sous la forme d'une superbe brochure, — presque un volume, — après avoir figuré dans la *Revue Dauphinoise*, est, ainsi que son auteur se plaît d'ailleurs à le dire, un complément de celui de M. Fillet. J'entends que ce dernier s'étant surtout occupé de l'histoire du pays des *Vertacomicori*, lui, M. Mellier, sans négliger complètement cette histoire, s'attache tout particulièrement à faire connaître les beautés naturelles de ce « bassin verdoyant, qui se décompose lui-même en une série de vallées étroites, sensiblement creusées dans une même direction et dont les beautés et les curiosités sont échelonnées de telle sorte que, réparties, elles feraient la fortune de cinquante contrées. » En un mot, son livre est une description, tout à la fois enthousiaste et vraie, non seulement du Vercors officiel et classique, c'est-à-dire de celui que de nombreux voyageurs visitent chaque été et qu'ils croient connaître parce qu'ils ont parcouru en *cars-alpins* ses belles routes dont les rubans sinueux coupent de raies blanches ses vertes pelouses ; mais encore et surtout du Vercors intime, autrement de celui qu'il faut chercher en dehors des sentiers battus, et dont les beautés ne sont pas moins dignes d'admiration que celles qui sont pour ainsi dire étiquetées dans les *Guides*. Tellement, qu'il n'y a presque

pas de montagne, de pic, de grotte, de caverne, de forêt, de cours d'eau, et surtout de site remarquable qu'il ne signale et ne dépeigne en artiste et même en poète au moins autant qu'en touriste, tant il a de bonheur dans les expressions et sur sa palette de riches couleurs.

Or, c'est naturellement par le Royans que M. Mellier conduit son lecteur dans le Vercors, et non moins naturellement encore qu'il le prépare à l'admiration qui l'attend, par la vue de cette « vaste et riche plaine, véritable jardin cultural et fruitier, d'une intensité productive inouïe, dont les végétations diverses se confondent dans un fouillis, un enchevêtrement rencontré nulle part ailleurs », notant à chaque pas ce qui doit attirer son attention ; ici, le petit bourg de St-Nazaire, pour qui « la nature a été plus que complaisante » et avec St-Nazaire la curieuse grotte du Taï, dont les cinq cent trente mètres de galeries explorées sont un « véritable labyrinthe chaotique, offrant à chaque pas des stalactites et des stalagmites affectant les formes les plus bizarres, les moins attendues, étincelantes, sous leurs parures diamantées quand les frappent et les animent les feux du magnésium ou les flammes du bengale » ; Là Rochechinard et son château, « beau spécimen de l'art défensif du Moyen-Age, » dans lequel un frère de Bajazet II, le légendaire Zizim, prisonnier de Barrachin Alleman, passa quelque temps « à rêver d'amour suivant les uns, à boire et à dormir selon d'autres » : plus loin, le Pont-en-Royans, « bourg plaqué contre la montagne et dont beaucoup de maisons semblent se cramponner aux roches pour n'être pas précipitées au fond de la rivière qui coule à cinquante mètres plus bas » ; enfin, tout à fait dans les flancs de la montagne, qui borne le Royans de ce côté là, « Echevis, chef-lieu d'une petite commune n'ayant d'autre agglomération que celle formée par l'église avec son clocher à la flèche de pierres grises, la maison d'école et le presbytère ; les autres habitations s'attachant, entourées de bouquets d'arbres, aux flancs des coteaux ; couronnant de pittoresques monticules contournés par leurs sentiers d'accès ou animent les étroites bandes vertes des prairies, au bord même de la rivière. »

Arrivé à ce dernier village par une route qui, « à peine

échappée aux cinq tunnels des Petits Goulets, voit ses accotements s'élargir en même temps que la gorge elle-même, qui, peu à peu s'ensoleille et se transforme en vallée ; route qui bordée de buis odorant, et de vigoureuses et enlaçantes frondaisons, descend, traversant de fraîches prairies, diaprées de rosée, émaillées des fleurs alpestres si diversement colorées et fleurant bon, » M. Mellier n'a pas cru devoir décrire ensuite, après tant d'autres, les Grands Goulets. On ne peut que le regretter, attendu qu'il l'aurait certainement fait mieux que personne ; mais en revanche, une fois entré dans le Vercors par le hameau de la Baraque dont les maisons propres servant presque toutes d'hôtelleries, ne sauraient donner une idée de la pauvre baraque en planches que l'on construisit en cet endroit-là, il y a cinquante et quelques années, pour les ouvriers qui travaillaient à la route des Goulets, et qui lui a donné naissance en même temps que son nom, l'enthousiaste et vaillant touriste vous fait pénétrer dans tous les coins et recoins d'une contrée, où il n'y a presque rien qui ne mérite d'être vu ; indiquant souvent les distances, presque toujours les altitudes, mesurant surtout, en fervent adepte de cette nouvelle science qu'on appelle la spéologie, la profondeur des grottes et des cavernes, et, pour tout dire, ne négligeant rien de ce qui peut faire connaître un pays dont il est véritablement amoureux.

J'aurais, du reste, bien voulu donner ici un compte-rendu de son livre ; seulement il est de ceux qu'on ne résume pas, parce que tout y est à citer et tout ce que je peux faire c'est de le signaler comme une lecture des plus agréables en même temps que des plus instructives ; heureux si je donne ainsi à ceux qui ne le connaissent pas autant d'envie de le lire, que ceux qui l'ont lu ont envie de visiter le pays auquel il est consacré.

J. B.-D.



NÉCROLOGIES

M. ALLMER (LOUIS-CHRISTOPHE-AUGUSTE)

La mort de ce savant distingué a excité les plus vifs regrets non seulement dans le Midi dont il a révélé le passé, mais encore dans tous les pays où la vraie érudition est en honneur. Dès le 5 décembre dernier, M. Morin-Pons, interprète éloquent de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, rendait hommage à sa haute-valeur. « Il était, dit-il, au courant de la ville gallo-romaine, de son organisation, de ses cadres, comme un de ces préfets modernes de carrière, rompu aux détails du fonctionnarisme et que n'embarrasse jamais un seul des rouages soumis à son administration. Légats impériaux, proconsuls, sévirs augustaux, pontifes, nautes, utriculaires, tout cela dans son vaste cerveau était à sa place. »

Plus récemment, M. Espérandieu, continuateur autorisé de son œuvre, lui a consacré dans la *Revue épigraphique* une notice biographique complète, à la fois littéraire et émue, où nous puiserons quelques détails.

L'air modeste, timide et circonspect du savant n'aurait guères permis de lui donner une origine noble et des ancêtres guerriers ; cependant les Allmer de la Jaille remontent au xiv^e siècle et plusieurs de ses membres ont servi avec honneur dans les armées. D'autre part, qui aurait deviné chez l'interprète habituel du style lapidaire toujours concis, un dessinateur habile et un poète délicat ?

Il réunissait pourtant ces deux mérites, car on ne fréquente pas les auteurs anciens sans y puiser le goût des arts et des lettres.

Fils d'Alexis, chevalier de la Jaille, Jacques-François, vérificateur aux comptabilités et sous-chef au contrôle central du ministère des Finances, avait épousé en 1812, Adelaïde-Augustine Crétolle et de cette union naquit le 8 juillet 1815 l'épigraphiste distingué.

Il débuta en 1836, dans la division de son père et devint expéditionnaire en 1839. Nommé percepteur en Bretagne l'année suivante, et peu après d'Estrablin, près de Vienne, il entra en relations, dans cette ville, avec Girard, ancien libraire et collectionneur émérite, avec Delorme, conservateur du Musée et avec M. de Terrebasse. Il commença par dessiner toutes les pierres écrites du Musée viennois et voulut ensuite les comprendre. Dans ce but, il se mit à l'étude et consulta les maîtres renommés dans cette science. Telle est l'origine du grand travail sur les *Inscriptions de Vienne*.

Une fois en pleine possession de son talent, il étendit ses recherches à tout le midi, et voilà pourquoi il vint à nous d'abord, et collabora ensuite à l'*Histoire du Languedoc* avant de créer sa *Revue épigraphique*.

Dès 1856, M. Léon Renier lui obtenait le titre de correspondant du Ministère de l'Instruction publique; celui de correspondant de la Société des antiquaires de France et d'officier d'académie lui fut décerné en 1861.

Les deux premiers volumes seuls des *Inscriptions de Vienne* lui valurent, en 1874, la première médaille de vermeil au concours des antiquités nationales, et le grand prix Gobert, récompensa les *Inscriptions du Musée de Lyon*, où il s'était fixé en devenant percepteur à St-Priest.

Il avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1875 et correspondant de l'Institut l'année suivante.

M. Espérandieu énumère 76 articles, brochures ou livres de cet infatigable écrivain et 2 manuscrits.

Malgré la tristesse que lui causèrent la mort prématurée d'un fils chéri et la dure nécessité de vendre sa bibliothèque, il s'est éteint dans toute la force de son génie, après avoir servi la science avec une foi d'apôtre. Aussi, ajoute avec justice, son biographe, « du coin de terre où il repose, sa renommée dès maintenant s'élève grandissante et lui assure l'immortalité. »

Madame Honoré PALLIAS, née SAUNIER (Marie-Clotilde)

Nous avons le regret d'annoncer le décès, au commencement de février, d'une femme de grand mérite, qui s'associa à toutes les œuvres de bienfaisance de son époux regretté. Non content de travailler par ses recherches à la gloire du Dauphiné, son pays d'origine, celui-ci avait assuré des ressources aux Sociétés savantes de la province pour continuer leurs publications, et Mme Pallias s'est fidèlement conformée à ses vues généreuses. Une fortune loyalement acquise a de la sorte servi à des œuvres utiles et au succès de Sociétés créées pour développer l'amour du sol natal et asseoir son histoire sur des bases solides.

De tels dévouements méritent d'être rappelés, et la Société d'Archéologie a inscrit avec plaisir et reconnaissance M. et Mme Pallias parmi ses bienfaiteurs les plus chers.

M. DIDELOT (CHARLES)

Déjà la presse a rendu un légitime hommage au zèle et au dévouement de ce prêtre distingué, à ses talents d'orateur et d'écrivain, à ses goûts d'artiste et à ses vastes connaissances ; le temps ne peut que consacrer les premières impressions causées par sa mort prématurée, véritable deuil public. Son zèle et sa charité pastorale ont été magistralement loués par son vénérable chef hiérarchique, juge excellent et témoin de ses œuvres multiples pendant de longues années. L'artiste s'est révélé dans les restaurations du beau monument dont il avait la garde et dont il connaissait toutes les péripéties à travers les âges et toutes les beautés. A lui aussi revient l'honneur de la création d'un musée remarquable qui doit figurer, dit-on, à l'Exposition universelle de 1900. De nombreuses publications et notamment ses études sur *Les portes historiées récemment découvertes à la Cathédrale*, sur *Un antique autel chrétien découvert à St-Marcel-lès-Sauzet* et sur le *Pape Adrien IV à Valence*, parues dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, ont permis de voir en lui « un écrivain primesautier, ne reculant jamais devant le néologisme, l'expression hardie et imagée », au style très animé, empreint d'un dévot mysticisme.

Né en 1826, ordonné prêtre en 1849, il fut d'abord professeur à la Maîtrise, vicaire à St-Jean et aumônier de la Visitation, ensuite curé de Notre-Dame, paroisse créée par lui et dotée d'une église, d'un presbytère, d'une école et d'un hospice des vieillards, et enfin chanoine, vicaire-général honoraire et curé de la cathédrale. C'est là, pendant 32 ans, qu'il a su faire aimer et pratiquer la religion, diriger et consoler les âmes, répandre l'instruction et les bienfaits, fait preuve d'un esprit et d'un savoir supérieurs,

d'une tolérance sagace et conciliante ; c'est là qu'il a versé, en un mot, tous les trésors de son cœur, de son humanité et de son dévouement et mérité l'estime, l'affection et le respect de toute la population ; c'est là enfin qu'il est décédé, le 20 janvier dernier, à 74 ans, avec la réputation méritée d'un prêtre remarquable et d'un homme de bien accompli.

M. NADAL (JOSEPH-CYPRIEN)

Le 8 février dernier, le doyen du Chapitre, vicaire-général honoraire et directeur de l'Orphelinat agricole de St-Joseph s'éteignait, à 86 ans, au milieu des orphelins en pleurs qu'il formait au travail, à l'honneur et aux vertus de l'homme utile.

Vicaire, professeur et chanoine, il étudia de bonne heure l'histoire ecclésiastique du diocèse, celle de l'Université de Valence et celle des Adhémar, seigneurs de son village natal, et ses œuvres remontant à une époque, où les archives publiques étaient abandonnées, attestent son courage, sa science et ses recherches. Il était doué pour élucider nos annales. Toutefois, sa vocation véritable n'était point là. Il fallait à sa grande âme des jouissances autres que la gloire littéraire. Un orphelinat agricole venait d'être fondé avec de faibles ressources pour instruire de pauvres enfants, sans asile, sans famille et voués à la misère. Au lieu d'aspirer aux dignités que sa valeur scientifique lui assurait, il demanda la direction de ce nouvel établissement et de 15 pensionnaires il arriva au chiffre de cinquante. Par quel miracle ce résultat fut-il obtenu ? « Constamment il appliqua sa vertu, sa force de persuasion à obtenir qu'on lui vienne en aide ; tout ce que la charité la plus ingénieuse, la bonté la plus communica-

tive sut lui inspirer, il l'utilisa, et pour lui plus les sacrifices étaient grands, plus vives étaient ses jouissances. »
« L'élévation et la bienveillance de son caractère, son esprit large et conciliant, la direction qu'il avait imprimée à l'éducation des pupilles qui lui étaient confiés, les rapports qu'il entretenait avec les autorités et avec le public, lui avaient assuré de la manière la plus manifeste, le respect, la sympathie et l'admiration de tous. »

Ces paroles prononcées sur sa tombe font connaître l'homme dévoué, charitable et bienfaisant que sa famille adoptive pleure et que la ville et le département regrettent à juste titre.

M. FRANÇOIS (HENRI-EUGÈNE)

Avocat, ancien bâtonnier de l'ordre des Avocats

Il n'est pas un habitant de Valence qui ait oublié la figure sympathique, l'affabilité, le savoir et l'éloquence de notre cher et excellent confrère et ami. Il était bienveillant pour tous, toujours prêt à rendre service, à donner d'excellents conseils, et si la douleur physique l'avait poursuivi dès l'enfance, son esprit conserva toujours une vigueur prodigieuse et son cœur un sincère attachement aux idées qui consolent et fortifient. Désintéressé, studieux, doué d'une mémoire heureuse et d'une grande facilité de travail, il étudiait à fond les causes confiées à son examen et lorsqu'il les défendait, sa conviction, ne tardait pas à être partagée. On l'a vu plaider presque mourant, afin de rester fidèle à ses clients de plus en plus nombreux.

Au sortir de ses études, il fut nommé professeur à l'école de droit d'Alger et le seul désir de rentrer dans sa famille qui l'adorait le ramena à Valence, où il se fit

inscrire au barreau le 28 août 1883, et peu après arriva au conseil de l'ordre et ensuite au bâtonnat, en 1897.

D'abord avocat stagiaire à Grenoble, de 1876 à 1879, il prépara sa thèse sur l'emphythéose ou bail à long terme, très en vogue avant la Révolution. Au lieu de dissenter, il étudia ce contrat sur les documents existants, et le résultat de ses recherches forme un gros volume. La preuve exacte du mérite de l'œuvre, c'est que les conclusions en ont été rappelées dans un procès récent devant la Cour de Grenoble comme autorité doctrinale.

En politique, il était républicain et à ce titre membre de toutes les associations démocratiques ; mais ses convictions ne l'empêchaient pas d'être, comme bien d'autres, libéral et croyant, chrétien et catholique sincère.

Notre cher confrère, dans sa trop courte existence, s'est montré un homme de bien, un ami du faible et du pauvre, comme de la justice et de la vérité.

Il est décédé à 43 ans, le 5 février 1900, moins d'un an après son père, M. le docteur François.

M. GUIGUES DE MORETON

(HIPPOLYTE-CAMILLE-FORTUNÉ) COMTE DE CHABRILLAN

Le regretté défunt appartenait à l'une des maisons les plus illustres, les plus anciennes et les mieux alliées du Dauphiné. Depuis Guigues de Moreton qui prit part à la troisième croisade, de 1188 à 1195, jusqu'à Charles-Fortuné-Jules, comte de Chabrillan, chef d'escadron, il serait difficile de ne pas rencontrer quelqu'un de ses membres dans les plus hautes positions sociales, et longue serait la liste de ses vaillants officiers. Il suffira de rappeler ici que Joseph et Antoine, au XVIII^e siècle, furent lieutenants du

roi à Montélimar, où le dernier acquit, en 1757, l'emplacement de l'hôtel actuel de Chabrillan ; que Raymond, en 1366 suivit Duguesclin en Espagne ; que Pierre mérita l'affection du roi Charles VII et Sébastien, le gouvernement de Provins. Tous ces témoins vivants de notre histoire locale ont su conserver les traditions d'honneur, de bienfaisance et de dévouement aux œuvres utiles qui constituent chez eux un héritage familial et que notre respecté confrère possédait à un degré éminent.

Il est décédé à Paris, le 19 janvier 1900 à 72 ans et la Société d'Archéologie s'associe respectueusement aux légitimes regrets de sa famille.

M. FORCHERON (PAUL)

Enfant de Valence, où sa famille jouissait d'une considération méritée, notre cher confrère entra de bonne heure dans l'administration comme secrétaire particulier de M. le Préfet, de 1854 à 1859, ensuite comme premier adjoint au Maire, député au Corps législatif, qu'il remplaça souvent, de 1870 à 1872, et enfin membre et vice-président du Conseil de préfecture, de 1873 à 1877, fonctions qui lui valurent la décoration de la Légion d'honneur. Indépendamment d'une alliance avec la famille Grégoire du Colombier, il avait eu son père chargé du service médical à l'hospice et adjoint, et son grand-père à la tête de l'administration municipale, membre du conseil de préfecture de 1831 à 1844, et chevalier de la Légion d'honneur.

Ce passé glorieux, le rendait affable, bienveillant, dévoué, laborieux et toujours prêt à rendre service. Aussi l'affection de ses concitoyens lui était-elle acquise. A ses funérailles qui ont eu lieu le 23 février dernier, assistaient

les représentants de la municipalité et les notables de la ville, vivement émus de sa perte prématurée.

M. CAIZE (LOUIS-JEAN-HUGUES)

Nous apprenons au dernier moment un nouveau deuil pour la Société. M. Caize (Louis-Jean-Hugues), inspecteur divisionnaire des douanes, en retraite, membre correspondant, est décédé au Havre le 29 mars dernier.

Né à Valence (Drôme) le 21 novembre 1816, il appartenait à une ancienne famille de St-Vallier-sur-Rhône, et son père, après le licenciement de l'armée du premier empire, était entré dans les droits réunis à Carcassonne et ensuite à la préfecture de la Drôme comme employé.

De surnuméraire dans les douanes en 1836, le regretté défunt devint receveur des douanes à Saint-Claude, Saint-Valery, Fécamp, le Havre, St-Malo et Dunkerque, sous-inspecteur à Pont-de-Beauvoisin et au Havre, en 1855, inspecteur, en 1863, à Barcelonnette et, dix ans plus tard, inspecteur divisionnaire à Tarbes. Admis à la retraite, il se retira à Louveciennes et au Havre, auprès de son fils, Albert, membre de la Société des gens de lettres, écrivain distingué et auteur, notamment, d'une *Histoire de Saint-Vallier* fort intéressante. C'est là qu'il est décédé le 29 mars, à 83 ans. A ses funérailles assistaient les notabilités de la ville, tous les chefs de douane en uniforme, une délégation d'officiers de la garnison et une compagnie de douaniers. Il a été inhumé à Paris, dans le tombeau de sa famille.

Nous perdons en lui un confrère de la première heure aussi bienveillant que dévoué.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

M. Perrin, libraire à Grenoble, créateur de l'intéressante *Revue Dauphinoise*, vient de faire paraître le t. 1^{er} du *Dictionnaire biographique de la Drôme*, préparé par M. Brun-Durand. Les articles nécrologiques trop nombreux de ce trimestre nous obligent à regret à renvoyer à la prochaine livraison une étude sur ce travail qui sera bientôt dans toutes les bibliothèques dauphinoises. Signalons, dès aujourd'hui, la belle exécution typographique de ce volume, si rempli de faits nouveaux, recueillis patiemment çà et là, avec une impartialité complète, digne complément du *Dictionnaire topographique* du même auteur.

M. Marius Villard, notre bienveillant confrère, nous signale la découverte à Valence, n° 184, par M. Thoranne, entrepreneur de bâtiments, de 167 monnaies romaines en bronze, petit module, très bien frappées et en bon état de conservation. Les journaux ont annoncé une semblable trouvaille à Nyons.

Espérons que les numismatistes décriront ces trésors.

OUVRAGES REÇUS

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES AUTEURS

Le Journal des Savants.

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1899. 1^{re} et 2^e livraisons.

Anatole de Gallier, par J. Brun-Durand, Grenoble, H. Falque et Félix Perrin, 1900. Broch. in-4°.

Le Vercors, par E. Mellier, même éditeur, même form.

Auguste Allmer, (1815-1899), par Morin-Pons.

Observations sur une histoire de la ville de Die, de M. André Mailhet, pasteur à Saillans. Valence, impr. Valentinoise, 1899, br. in-12, 77 pp.

G. de Colvé des Jardins. *Le médecin volant*, comédie de Molière, (adaptation). Paris, Charles, 1899, in-16, 47 p.

Faute de place, à notre grand regret, ces publications ne pourront être étudiées que dans une livraison prochaine.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1900

Après la lecture de circulaires ministérielles sur l'Exposition, M. le COMTE DE MAS, de Tain, est proclamé *membre titulaire* de la Société, sur la présentation de Mgr Bellet et de M. Lacroix.

M. le Président ayant fait connaître les statuts d'une fédération des Sociétés savantes du Dauphiné et du Vivarais et l'invitation à les approuver, les membres présents se prononcent pour la négative.

M. Cuoc demande: 1° que les séances trimestrielles aient lieu le *jeudi* au lieu du lundi; 2° que les articles d'histoire naturelle soient admis dans le *Bulletin* comme ceux d'histoire et d'archéologie; 3° que le budget de l'année soit voté chaque année en mars; 4° que les comptes des recettes et dépenses figurent au *Bulletin* et 5° qu'une somme quelconque soit votée à titre d'encouragement pour l'impression d'une nouvelle *Statistique* départementale.

Sur le 1^{er} point, les séances sont maintenues au lundi; sur le 2° l'histoire naturelle spéciale au département sera admise au *Bulletin*; sur les 3° et 4° satisfaction sera donnée; sur le 5°, les finances de la Société ne permettent pas la moindre distraction de fonds, mais chaque membre s'associera à l'œuvre projetée, selon ses moyens.

Enfin, à l'exemple d'autres Sociétés et par mesure d'économie, les séances trimestrielles auront lieu désormais sans invitation spéciale, les premiers lundis de février, de mai, d'août et de novembre et au cas où la Toussaint, jour férié, tomberait le 1^{er} lundi de novembre la séance se tiendrait le 2^e lundi de ce mois.

Chaque n° du *Bulletin* annoncera d'ailleurs le jour de la réunion qui suit sa publication.

M. Nugues termine la séance en montrant les beaux dessins qu'il a faits des monuments anciens de Romans.

A. LACROIX.



BORNE

INDIQUANT LA DISTANCE

D'ALBA A NEMAUSUS

J'ai acquis, tout récemment, une borne en mollasse compacte trouvée à Aps (Ardèche), au quartier du Palais, par Lucien Gaillard. Elle porte une inscription intéressante, encore inédite quoique sa découverte date de plusieurs années. Placée au 1^{er} étage, dans le fond d'une cour, masquée en partie par un escalier et recouverte d'un épais badigeon, elle n'avait pas attiré l'attention avant qu'on me l'ait signalée.

Les mutilations qu'on lui a fait subir ne permettent pas d'en préciser la forme et les dimensions primitives. Après avoir enlevé le cône triangulaire du sommet, retaillé ou repiqué le côté gauche et le fond on l'a réduite à un tronçon de 0,59 c. de hauteur sur 0,28 c. d'épaisseur, pour la transformer en jambage de porte-fenêtre. Le côté droit lisse dans toute sa longueur sur une largeur de 0,07 c., le reste étant à peine dégrossi, paraît avoir conservé son ancien état. On peut en induire que cette borne était bâtie dans un mur et que la face de l'inscription faisait une petite saillie. Cette face a été heureusement respectée et les quelques éraillures qu'on y remarque n'altèrent pas le texte demeuré complet. En voici la reproduction exacte :



(a) *Pago Arecomicorum passuum millia septuaginta et quinque.*

Cette inscription présente dans son ensemble un caractère archaïque très prononcé. La forme particulière de certaines lettres et de quelques chiffres ainsi que la différence de son texte avec celui des milliaires attestent son ancienneté.

La panse du G se recourbe comme un S, mille est exprimé par le sigle ∞ qui ne se rencontre que deux fois sur les nombreux monuments lapidaires de la Narbonnaise (1) et cinq par un V ovoïde en monogramme avec le second X dont je n'ai pas trouvé d'autre exemple.

S'il est impossible d'en préciser la date, on peut la fixer approximativement en se basant sur de sérieux éléments. L'absence de dédicace impériale donne la certitude qu'elle est antérieure à Auguste et la désignation du *Pagus Arecomicorum* établit qu'elle fut gravée avant l'époque où ce

(1) *Corpus inscr. lat.*, t. XII, n° 670 add. et 4,397.

territoire reçut la dénomination de *Civitas Nemausensis* qui lui fut attribuée lorsque Jules César conféra le droit latin aux Arécomiques et aux Helves, vers l'an 45 (av. J.-C.).

Les Volques Arécomiques qui frappaient des monnaies aux types d'Apollon et de Diane avec les légendes VOLC· AR· et VOLCÆ AREC· n'en émirent plus qu'au nom de Nemausus (COL· NEM· et NEM· CO·) lorsqu'ils reçurent le titre de colonie. Dès l'an 27 (av. J.-C.) ils n'eurent plus qu'une monnaie coloniale impériale à la double effigie d'Octave et d'Agrippa, avec la légende COL· NEM· et le type du crocodile enchaîné à un palmier, si répandu dans toute la région méridionale (1). L'éthnique *Arecomicus* disparut complètement et le seul nom officiel de ce peuple fut *Nemausensis*. C'est celui que l'on trouve également sur les monuments lapidaires, il n'est fait mention des Arécomiques sur aucune autre inscription que la nôtre dans toute la Narbonnaise (2).

Dans son exposé préliminaire sur *Alba Helviorum*, le très regretté M. Allmer, en rappelant que cette cité était le point de départ de quatre routes, émet l'opinion qu'Antonin le Pieux fut *certainement* le créateur de celles tendant à Barjac et à Uzès au midi et au Doux, en longeant le Rhône au nord, il se base sur les milliaires qui les jalonnent et qui sont tous dédiés à cet empereur. La première de ces voies conduisait à Nîmes.

(1) *Numismatique de la Gaule Narbonnaise*, par de La Saussaye, 1842, in-4°, p. 149-160.

(2) L'inscription lieu à diverses inter-plus savants épigra-

T. CARISIUS· T. F.
PR· VOLCAR· DAT·

d'Avignon a donné
prétations, mais les
phistes, MM. Momm-

sen, Hirschfeld et Allmer y voient seulement l'éthnique Volques, il considèrent ce petit monument comme très ancien et de la plus haute importance en ce qu'il indique l'organisation primitive de la Gaule Narbonnaise par Jules César. (*Espérandieu, Mém. de l'Acad. de Vaucluse*, 1899, p. 106-108).

D'après M. Aurès (1), il y aurait par ce chemin 58 kilomètres *au moins* de Nîmes à Barjac, 3 kilomètres de cette ville au XXIII^e milliaire numéroté d'Aps, représentant 48 k. 889 mètres, soit en tout 109 k. 889 mètres, distance plus courte de 1239 mètres que celle de 75 milles équivalant de 111 k. 112 mètres indiquée sur notre borne comme longueur du parcours de la cité des Helves au *Pagus Arecomicorum*.

Faut-il en induire qu'il s'agit d'une autre route, je ne le pense pas. Cette différence est trop petite pour ne pas l'expliquer par une rectification postérieure. Si Antonin le Pieux n'a pas créé cette voie, il est incontestable qu'il la fit largement réparer en 144 et 145 de notre ère, ainsi que l'attestent les divers milliaires qui ont été retrouvés (2). Le tracé en fut sans doute remanié à cette époque et on peut facilement admettre qu'il ait été raccourci. C'est sa longueur, deux siècles environ auparavant, qui est indiquée sur notre borne. Pour être bien fixé sur la différence, il faudrait procéder à une mensuration exacte, celle donnée par M. Aurès n'étant qu'approximative, et connaître les points de départ et d'arrivée servant de base au calcul de la distance. L'emplacement d'Alba situé au nord et à l'ouest du village d'Aps, couvrirait un espace triangulaire d'un kilomètre à la base et de deux kilomètres sur les côtés (3). Si la mensuration partait du centre, cette différence disparaîtrait peut-être et serait en tout cas bien amoindrie.

Les inscriptions relatant des distances en bloc ou récapitulant des distances partielles, étaient fort utiles pour renseigner et guider les voyageurs. Elles devaient être assez répandues

(1) *Monogr. des Bornes Milliaires du Gard*, p. 208.

(2) *Hist. du Vivarais*, par l'abbé Rouchier, t. I, p. 100 à 102 ; — *Corpus I.-L.*, t. XII, p. 664-665 ; — *Hist. du Languedoc*, t. XV, p. 1096-1098 ; — *Aperçu géographique sur le pays des Helviens*, par F. St-Andéol, 1861, in-8°, p. 21.

(3) St-Andéol. *Aperçu géographique sur le pays des Helviens*, p. 23 ; — Rouchier, *Hist. du Vivarais*, p. 77-78.

puisqu'on en a retrouvé deux en Egypte et une en Nubie (1), et cependant on n'en connaît qu'un très petit nombre. Celles de la Gaule datent toutes, ainsi que ces dernières, de la période impériale (2). La nôtre prouve que l'usage en existait aussi sous la République dans la Narbonnaise comme en Italie. M. Mommsen en cite une donnant les distances de Pola à Nucérie et à Capoue, qu'il fait remonter à l'époque des Gracques (3).

Ce fut peu de temps après la conquête de la province, l'an 122 ou 121 avant notre ère, qu'eut lieu l'annexion des territoires des Helves et des Arécomiques.

Si le chemin qui en reliait les capitales n'était pas alors en bon état, il ne tarda pas sans doute à être amélioré, car les Romains se préoccupaient beaucoup de la viabilité dans tous les pays soumis à leur domination. Cette route avait d'ailleurs une certaine importance, elle traversait une contrée fertile et bien peuplée dont les Massaliotes eurent la suprématie pendant quelque temps (4). D'autre part, elle aboutissait à la *Via Domitia*, si fréquentée, qui allait d'Arles aux Pyrénées, et formait le prolongement de la *Via Aurelia* se dirigeant vers l'Italie. L'érection, à son point de départ, d'une borne indiquant la distance totale d'Alba à Nemausus, à une époque aussi ancienne, s'explique d'autant mieux, que les milliaires emplantés sous la République n'étaient pas numérotés (5).

(1) *Comptes-rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles-Lettres*. 1900, pp. 73-83.

(2) Desjardins, *Géogr. de la Gaule romaine*, pp. 109, 189 à 192. — *Corpus inscr. lat.*, XII, n° 5,671.

(3) *Corpus inscr. lat.*, t. I, n° 551, p. 154.

(4) *Histoire du Languedoc*, t. XV, p. 1087-1089. — J. César, *Bell. civ.* I, 35.

(5) *Monogr. des Bornes milliaires du Gard*, par M. Aurès, p. 5 et 16. — *Géogr. de la Gaule romaine*, par Desjardins, t. IV, p. 17 à 175.



TABLEAU DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

ET DE STATISTIQUE

de la Drôme en 1900

Président d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire :

Mgr l'Evêque de Valence.

Membres titulaires :

MESSIEURS,

ARCES (le marquis D'), à Mercurol.

AURIC, ingénieur des ponts et chaussées, à Valence.

BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet,
près Renage.

BELLET (Mgr), à Tain.

BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat, à
Valence.

BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.

BONY (M^{me}), née de Gallier, à Tain.

BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.

BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.

BRUN-DURAND (Justin), ancien magistrat, à Crest.

. CÉAS (Jules), imprimeur, à Valence.

CHABRIÈRES-ARLÈS (Auguste), à Lyon.

CHABRILLAN (le comte DE), à Paris.

CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.

CHATENIER, directeur de l'Ecole supérieure, à Bourg-de-Péage.

CHEVALIER (le chanoine C.-U.-J.), membre non résidant du Comité des travaux historiques, à Romans.

CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire, à Romans.

CLÉMENT (Emile), à Romans.

COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance la *France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.

CUOC, professeur à l'Ecole supérieure, à Valence.

DU PORT-ROUX, à Romans.

EMBLARD, ancien magistrat, à Valence.

FAURE-BIGUET, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.

FAURE, ancien président du tribunal, à Valence.

FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Pierrelatte.

FILLET (le chanoine), curé de Grignan.

FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.

FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.

FORQUET DE DORNE, premier président de la Cour d'appel d'Angers.

FRANCK (Maurice), conseiller de préfecture, à Angers.

FROMENT (l'abbé), pro-curé de Mercurol.

GAILLARD, avoué, à Valence.

GAILLARD-BANCEL (DE), député, à Alex.

GALLE, agent-voyer d'arrondissement, trésorier de la Société à Valence.

GALLIER (Humbert DE), à Paris.

GIRARDON, avocat, à Divajeu.

GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.

ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.

LA BAUME (DE) marquis du Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.

LATUNE (Gustave), à Crest.

MAS (le comte Pierre DE), à Tain.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.

MEAUDRE (Lodoïs), ancien magistrat, à Paris.

MELLIER, propriétaire, à Valence.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MEYNOT (Adolphe), à Donzère.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausemblant.

MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.

MONTLUISANT (DE), capitaine d'infanterie, officier d'ordonnance du général au XVII^e corps d'armée, à Bordeaux.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.

MORIN (Henri), à Dieulefit.

MOSSANT (Charles), conseiller général, vice-président de la Société, à Bourg-de-Péage.

NOYER (Charles), conseiller général, à Dieulefit,

NUGUES (Alphonse), vice-président de la Société, à Romans.

PELOUX (Jules), inspecteur général honoraire des ponts et chaussées, vice-président de la Société, à Valence.

PERROSSIER (le chanoine Cyprien), archiviste diocésain, à Bayanne, par Alixan.

PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble.

REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au Conseil d'Etat, au château de Vaire, par Roche-les-Beaupié.

REY, architecte, à Valence.

REYNAUD, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, maire de Die, à Paris.

REYNAUD (l'abbé), curé de Loriol.

SABATIER (Paul), à Crest.

SAYN (Gustave), à Montvendre.

SOUBEYRAN DE SAINT-PRIX, juge, à Marseille.

THOMÉ, ancien notaire, à Lyon.

TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.

URTIN (Marc), avocat, maire de Bourg-lès-Valence, à Valence.

VALLENTIN, ancien magistrat, président de la Société, à Montélimar.

VILLARD (Marius), architecte-voyer de la ville, à Valence.

Membres correspondants :

MESSIEURS,

ADHÉMAR (le comte Victor D'), à Toulouse.

AUTANE (le comte D'), au prieuré d'Ardènes, à Mane (Basses-Alpes).

BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine religieuse*, à Viviers.

BAUME-PLUVINEL, (M^{lle} la marquise DE LA), à Paris.

BELMONT, à Lyon.

BENOIT D'ENTREVAUX, à Lyon.

BENOIT D'ENTREVAUX, au château d'Entrevaux, près Privas.

BERNARD, conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.

BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).

BERTRAND (l'abbé Isidore), à Bar-le-Duc.

BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).

BEYLIÉ (Jules DE), ancien magistrat, à Grenoble.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

- BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.
 BLANCHET (Victor), à la papeterie, à Rives.
 BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).
 BOISSIEUX (Maurice DE), à Lyon.
 BOURG (Gontran DU), au château de l'Ile-Vieille, près
 Montdragon.
 BROSSET-HECKEL (Edward), à Lyon.
 BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Paris.
 CAIZE (Albert), membre de la Société des gens de lettres,
 au Havre.
 CHAPER, à Grenoble.
 CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.
 CHAPON (Jules), à Paris, (agence Parisienne de la
Gironde et la Petite Gironde), conseiller général de
 la Drôme.
 CHENAVAS, député, conseiller général de l'Isère, à
 Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.
 COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.
 COURCIVAL (DE), à Paris.
 DUPRÉ-LATOURE, ancien magistrat, avocat, à Paris.
 FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.
 FAUCHER (Paul DE), à Bollène.
 FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.
 FAYARD, ancien conseiller à la Cour d'appel de Lyon, à
 Lyon.
 FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.
 FRANCLIEU (Mlle Aimée DE), au château de Longpra-
 sur-Saint-Geoirs.
 FUZIER (Louis), à Lavoulte.
 GAP (Lucien), instituteur, à Aubignan (Vaucluse).
 GAUDUEL, ancien greffier à la cour de Grenoble, à
 Grenoble.
 GRÉA (R. P.), supérieur des chanoines réguliers à Saint-
 Antoine.

GRÉGOIRE (Félix), rédacteur au cabinet du Préfet de Police, à Paris.

GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

GUILLEMIN (Paul), inspecteur de la navigation et des ports de la Seine, à Paris.

JOUFFROY (A.), chef d'escadron d'artillerie, sous-directeur de la manufacture d'armes, à Saint-Etienne.

JUIGNÉ DE LASSIGNY (DE), à Lyon.

LAGIER (l'abbé), curé de Saint-Antoine (Isère).

LAVAUDEN, ancien préfet, avocat à Grenoble.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.

MENTEYER (Georges DE), membre de l'Ecole française, à Rome.

MARBEI DE GOOMENS, pasteur, à St-Fortunat (Ardèche).

MASIMBERT, avocat, à Grenoble.

MAZON, publiciste, à Paris.

MIRIBEL (comte DE), à Villard-Bonnot (Isère).

MONTCLAR (le marquis DE), consul général à Caracas.

MONTALIVET (Georges DE), à Paris.

MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.

MONTs (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.

MOREL (Louis), à Chazay-d'Azergues (Rhône).

MOULIN (Martial), à Paris.

ORIOI (l'abbé), à Annonay.

PARISOT DE LA BOISSE (Jules DE), à Montpellier.

PERRIN (Félix), libraire, à Grenoble.

PERROSSIER (Ernest), colonel en retraite, à Toulouse.

PETIT (l'abbé), curé à Bourgoin.

PERROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.

- POIDEBARD (William), à Lyon.
 PONCINS (le comte DE), à Feurs.
 PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.
 REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat à Lyon,
 ROBERT (l'abbé Louis), à Paris.
 ROMAN (Joseph), avocat, à Gap.
 SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.
 SAINT-GENIS (Victor DE), ancien conservateur des hypothèques, délégué cantonal du 2^e arrondissement, à Paris.
 SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.
 SAUREL (le chanoine), trésorier à l'Académie de Montpellier, à Montpellier.
 SOLLIER (Léon), à Saint-Georges-d'Espéranche.
 TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.
 TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (marquis DE LA), au château d'Arreny par Festieu.
 TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert, comte DE LA), au château de Bezonville, par Sermaize.
 TOUR-DU-VILLARD (marquis DE LA), à Nîmes.
 TRUCHET (l'abbé), curé de Four (Isère).
 VACHEZ, secrétaire de l'Académie de Lyon.
 VALLENTIN DU CHEYLARD (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Péray.
 VASCHALDE, directeur de l'établissement de Vals.
 VELLOTT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnées :

ANNONAY (Bibliothèque). — AOUSTE. — BARBIÈRES. —
 BOURG-DE-PÉAGE. — CREST. — GRENoble (Bibliothèque). — MONTÉLIMAR. — MONTRIGAUD. —
 ROMANS (Bibliothèque). — Châteauneuf-de-Galaure.
 ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 133^e livraisons.)

Une fois établi en Dauphiné, Louis reprit ses projets avec cette ardeur fébrile qui ne lui laissait pas un instant de repos, et même, étendant ses vues ambitieuses par delà le Venaissin, il rêvait déjà, dans un avenir plus ou moins éloigné, l'annexion de la Provence et du littoral méditerranéen. Les circonstances paraissaient vouloir le favoriser. Le légat d'Avignon, le cardinal Pierre de Foix, diplomate consommé, habile à se ménager la confiance de tous, lui était secrètement dévoué. Le cardinal, étant venu le saluer à Romans, il fut question, dit-on, dans cette entrevue, des conditions auxquelles la cour romaine consentirait à faire abandon au prince de ses droits sur Montélimar (1). Quoi qu'il en soit, après un court séjour à Romans, le dauphin n'avait pas tardé à descendre à Valence et de là à Montélimar, où nous le trouvons du 21 février 1447 au 2 mars, recevant différents hommages et signant plusieurs ordonnances, celle entre autres qui crée une chancellerie en Dauphiné (2). Il repassa à Montélimar vers la fin d'avril, alors qu'il se rendait en Provence pour y accomplir de pieux

(1) CHORIER, t. II, p. 439.

(2) PILOT, n° 313-371. — DE COSTON, t. II, p. 13.

pèlerinages aux tombeaux de sainte Marie-Madeleine (1), de sainte Marthe (2) et de saint Lazare (3), car il aimait ce genre de dévotion, et aussi, il ne faut pas en douter, pour nouer des intrigues, préparer les voies à la réalisation de ses vastes desseins. A son retour, il s'arrêta à Carpentras le 13 mai. Il y avait donné rendez-vous au cardinal Pierre de Foix, et ils signèrent le traité par lequel le pape renonçait à tous ses droits sur la portion de Montélimar qui appartenait à l'Eglise romaine, moyennant la cession de la terre et seigneurie de Grillon. Comme cette terre était alors possédée par Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, le dauphin s'engageait à la retirer des mains de ce seigneur, à lui payer toutes les réparations qu'il aurait pu y faire et enfin à lui en donner une compensation convenable. Le souverain pontife conserverait sur Montélimar sa juridiction d'appel, ainsi que l'hommage du dauphin. De plus, il était statué que cet acte ne serait définitif qu'après la sanction pontificale (4).

Le 25 mai, Louis était à Montélimar, entouré des principaux membres de son conseil : c'étaient Jean Girard, archevêque d'Embrun, Guillaume de Poitiers, évêque de Viviers, Yves Scépeaux, chancelier, Louis de Laval, seigneur de Châtillon, Amaury d'Estissac, Guillaume de Coursillon, Charles de Berton, seigneur de Crillon, Antoine, seigneur de Prié, Théolde de Valpergue, bailli de Lyon, Jacques de Chabannes, sénéchal du Bourbonnais, Guillaume, bâtard de Poitiers, Romanet Veilheu, administrateur perpétuel de l'évêché de Saint-Paul-Trois-Châteaux. En présence de tous

(1) FAILLON, *Monuments inédits de l'apostolat de sainte Marie-Madeleine*..., Paris, in-4°, t. I^{er}, p. 999-1000.

(2) FAILLON, *Op. cit.*, p. 1245. — BOUCHE, *Hist. de Provence*, t. II, p. 459.

(3) ALBANES, *Armorial et sigillographie des évêques de Marseille*, in-4° (1884), p. 116.

(4) CHORIER, t. II, p. 439. — DE COSTON, t. II, p. 15. — PILOT, n° 451. — *Cartulaire de Montélimar*, p. 283. — Archives de l'Isère, B, 3031.

ces hauts personnages, Giraud Adhémar céda au dauphin la terre de Grillon, et reçut du prince, en échange, celle de Marsanne, ainsi que la moitié du péage de Lène et des *Anses* de Savasse. Il en fut mis en possession le 27, par Aimar de Poissieu dit Capdorât (1). Le dauphin étant dès lors en mesure de s'acquitter de ses engagements envers le légat, la terre de Grillon, qui avait autrefois appartenu à l'Eglise romaine (2), lui fit donc retour. Nicolas V qui venait de succéder à Eugène IV, et qui avait le plus grand intérêt à entretenir de bonnes relations avec le dauphin, ratifia par une bulle du 14 octobre, tout ce qui avait été conclu par son légat (3).

Les Montiliens n'avaient donc plus qu'un seul seigneur, le dauphin de Viennois. Ils s'inquiétèrent des conséquences que pourrait avoir pour eux ce changement, attendu que si on les assimilait aux dauphinois, il leur faudrait désormais prendre leur part des impôts votés par les Etats, et ils savaient que le prince demandait toujours de l'argent. Eux-mêmes, en lui offrant 500 florins comme don de joyeux avènement, avaient pensé lui faire un présent convenable, et voici qu'il n'avait pas trouvé le don suffisant et qu'il en réclamait 600. Les conseillers suivaient l'exemple du maître: Guillaume, bâtard de Poitiers, demandait 60 florins au lieu de 50 qu'on lui offrait (4). Louis voulut calmer les esprits, et le 30 mai, il confirma les franchises de la ville et en accorda de nouvelles. Il dispensa, notamment les consuls de se rendre aux assemblées des trois Etats, quand même ils y seraient con-

(1) — PILOT, n° 455. Archives de l'Isère, B, 2983, f° 164 v° et B, 2990, 3031.

(2) Le 24 octobre 1383, Clément VII avait acquis de Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, le moitié de Montélimar et lui avait donné en échange la terre de Grillon. *Cartulaire de Montélimar*, p. 201, — DE COSTON, t. I, p. 342.

(3) *Cartulaire de Montélimar*, p. 289.

(4) DE COSTON, t. II, p. 17.

voqués, et exempta les habitants de tous subsides, dons et impôts qui y seraient votés (1). Il accorda dans la suite d'autres privilèges, non moins précieux, à ses sujets de Montélimar et se plut à rehausser l'importance de leur ville. Par lettres patentes délivrées à Sauzet, le 17 mai 1449, il leur accorda deux foires franches par an, de trois jours chacune, l'une le lendemain de la Sainte-Croix, et l'autre le lendemain de la Saint-Martin (2). Il affranchit ensuite les Montiliens, présents et à venir, de tous les péages domaniaux. Il créa dans leur ville un grenier à sel (3). Enfin il obtint du pape Nicolas V une bulle du 10 juin 1449 qui autorisait l'érection de l'église paroissiale de Sainte-Croix en collégiale, supprimait l'ancien prieuré d'Aygu et affectait ses biens à l'entretien du doyen, du sacristain, des huit chanoines, des six choriers et des six petits clercs chargés du service de la nouvelle collégiale (4). Mais l'exécution de cette bulle ne put se faire sans provoquer les plus vives réclamations de l'abbé et des religieux de l'Isle-Barbe, à qui appartenait le prieuré d'Aygu (5).

Sur la route de Valence à Montélimar, se trouve le bourg d'Etoile : c'était au xv^e siècle une des places les plus importantes du Valentinois. Les comtes aimaient autrefois à y fixer leur résidence, parce qu'ils y rencontraient tout à la fois la sécurité et les agréments que pouvait offrir un château féodal admirablement situé et défendu par de hautes et solides murailles. Depuis le traité de 1426, qui avait mis fin aux revendications des Poitiers-Saint-Vallier sur l'héritage de leur cousin le comte Louis II, Etoile appartenait à cette famille ; elle lui avait été engagée pour lui faire 900 florins de rente à valoir sur les 5000 qui lui étaient promis par le traité ; mais il avait été stipulé qu'au bout de 9 ans, le roi retirerait cette

(1) *Cartulaire de Montélimar*, p. 283-5.

(2) *Cartulaire de Montélimar*, p. 285-7.

(3) DE COSTON, t. II, p. 19.

(4) *Cartulaire de Montélimar*, p. 287.

(5) DE COSTON, t. II, p. 38-44.

terre en assignant toutefois au seigneur de Saint-Vallier d'autres revenus équivalents. Les 9 ans écoulés, le roi n'avait rien changé à l'état des choses, et Charles II de Poitiers, jouissait paisiblement de sa belle seigneurie d'Etoile, comme d'un bien désormais acquis à sa famille. Le dauphin Louis, vint tout-à-coup le troubler dans ses illusions. Devenu maître de Montélimar, il voulut avoir Etoile, et le 22 août 1448, il enjoignit au conseil delphinal de faire rentrer dans le domaine la terre d'Etoile, celle de la Vache et le péage de Parpaillon (1); on offrit en compensation au seigneur de Saint-Vallier 900 florins de rente sur les grandes gabelles de Romans (2). Charles refusa de souscrire à cet échange, et il est aisé de comprendre qu'il ne fut pas à court de raisons pour justifier sa résistance. Louis qui ne supportait pas qu'on mît les moindres obstacles à ses volontés, et qui, sans doute, était bien aise d'humilier un des seigneurs les plus puissants de la province, fit aussitôt occuper Etoile et ne laissa dès lors échapper aucune occasion de créer des ennuis à son vassal récalcitrant (3).

Pierrelatte excitait encore la convoitise du dauphin, à cause surtout de la situation stratégique du lieu, qui est, pour ainsi dire, la clé de la Provence. Il n'est rien de plus obscur que l'histoire féodale de ce petit pays, partagé au xv^e siècle entre plusieurs familles seigneuriales, vassales de la cour romaine (4). Louis éleva des prétentions à leurs hommages; il excita à la révolte les vassaux du saint siège, qui se déclarèrent exclusivement les feudataires du prince. Bientôt un coup plus grave est porté aux droits du pape. « A la suite d'une rixe qui avait éclaté entre les habitants de Caderousse et des sujets de la couronne, au passage du Rhône, quelques-uns de ces der-

(1) PILOT, n° 651.

(2) ANSELME, t. II, p. 203.

(3) Archives de la Drôme, E, 2486, 1^o 174-8.

(4) LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. VII, p. 19-28.

« niens ayant été blessés ou tués, le dauphin exigea des Etats
 « (du Venaissin) et du légat d'Avignon, une somme de
 « 4,000 écus comme compensation des torts faits à ses vas-
 « saux, et n'étant qu'à demi satisfait de ces concessions, Louis
 « met la main sur Pierrelatte (1). » Il veut ensuite posséder
 à lui seul cette terre et achète aux quatre seigneurs qui la
 tenaient leurs parts de juridiction. Le 13 mai 1450, noble
 Etienne Moreton, procureur d'Antoine Moreton son père,
 un des co-seigneurs de Pierrelatte, étant venu le trouver à
 Alixan, lui abandonne ses droits et reçoit en échange la sei-
 gneurie de Chabrillan ; le dauphin ne se réserve sur le man-
 dement que les hommages des nobles qui l'habitent (2). Le
 même jour, Aimar d'Urre échange la quatrième partie des
 château et terre de Pierrelatte contre la terre et seigneurie
 de Vaulnaveys, que le dauphin se réserve de recouvrer
 moyennant une somme de 1200 florins (3). Quelques jours
 auparavant, à Etoile, Antoine d'Urre, habitant d'Allex, en
 qualité d'administrateur des biens de Jean et d'Antoine
 d'Urre, dit Cornillan, héritiers d'Aymar Cornillan, co-sei-
 gneur du Puy-Saint-Martin, vendait au dauphin, pour le prix
 de 250 florins, une autre portion de la terre de Pierrelatte (4).
 Enfin, Claude Audigier, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, tant
 en son nom qu'en celui de son épouse, vendait à son tour au
 prince, tous ses droits sur la huitième partie de cette même
 terre, moyennant 250 florins (5). Louis confirma l'année
 suivante et le 15 février les libertés de Pierrelatte (6).

Le bourg fortifié de Pierrelatte, avec son donjon au som-
 met du célèbre rocher, fut pour le dauphin, une sorte de

(1) R. REY, *Op. cit.*, p. 287-8.

(2) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 78. Antoine Moreton était fils de
 Raymond et avait pour frère Pierre Moreton, auteur de la branche des
 Granges-Gontardes.

(3) PILOT, n° 756.

(4) PILOT, n° 757.

(5) PILOT, n° 758, 759, 760 et 1051.

(6) LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. VII, p. 67.

poste militaire, de citadelle avancée, de laquelle il surveillait les terres de l'Eglise, ne se gênant guère pour y fomenter le désordre, et se préparant, à la première occasion, d'y intervenir à main armée. C'est ainsi que s'étant porté en revendication des biens et héritages des neveux du maréchal Boucicaut, les fils de Geoffroy Le Meingre, mort en 1429, Louis et Jean Le Meingre, il faisait, en cette même année 1450, réclamer aux Etats du Venaissin une somme de 6000 francs, usant de menaces et de violence pour chercher à intimider les Comtadins (1). Mais ce sont là des faits qui ne se rattachent qu'indirectement à notre sujet ; ils permettent, du moins, de saisir au vif les procédés de ce prince fourbe et audacieux, pour qui tous les moyens menant au but devenaient légitimes.

L'année 1450 est précisément celle qui marque le triomphe de l'autorité delphinale, la disparition de tous les restes de souveraineté, d'indépendance féodale, la formation complète, définitive de l'unité politique de la province. Cette année vit successivement l'évêque de Valence et de Die, l'archevêque de Vienne, l'évêque de Grenoble, les chanoines de St-Barnard de Romans, jusqu'alors princes indépendants, signer avec le dauphin des traités de *pariage*, qui dans une certaine mesure, sauvegardaient leur dignité et leur amour-propre, mais qui, en réalité, n'étaient autre chose que l'abdication de leur pouvoir souverain, et la reconnaissance officielle de la suzeraineté delphinale.

Les *traités de pariage* étaient pratiqués en France depuis longtemps. Sous Philippe-Auguste, ils avaient déjà pris une extension considérable. Les lettres de sauvegarde ou de protection, dont nous avons plusieurs fois parlé, portaient une grave atteinte aux seigneuries particulières ; les pariajes furent le moyen dont se servit souvent le roi pour étendre sa domination directe sur des villes et des territoires qui leur appartenaient. Les pariajes étaient des contrats en vertu desquels

(1) R. REV, *Op. cit.*, p. 284-7.

les seigneurs associaient la royauté au *dominium* de leurs terres. Ils avaient lieu le plus souvent pour les seigneuries ecclésiastiques. Les évêques et les abbés, menacés par les convoitises des hauts barons, avaient senti la nécessité d'une association qui leur offrait de sérieuses garanties contre leurs ennemis. Les conditions du pariage n'étaient pas partout les mêmes ; elles étaient stipulées entre les contractants. D'une manière générale, on peut dire que l'administration de la localité en pariage appartient aux co-seigneurs qui l'exercent en commun. Tous deux ont les mêmes droits judiciaires et politiques ; ils ont chacun leur juge, et le juge de l'un ne peut faire aucun acte de justicier sans la présence et l'assentiment de son collègue. Les revenus de toute nature, cens, justice, moulins, fours, champs, vignes, prés, pêcheries sont partagés exactement par moitié entre les deux seigneurs. Le roi toutefois a la propriété exclusive du donjon de la localité, et il peut construire les fortifications qu'il jugera convenable. Enfin, il est toujours stipulé que le roi ne pourra, en aucun cas, céder à un autre prince sa part de souveraineté dans la ville, objet du traité (1).

Telles sont les grandes lignes de ces sortes de contrats. Il nous faut maintenant expliquer au lecteur comment notre jeune dauphin, avec habileté, disons le mot, avec perfidie, mit tour à tour en œuvre la diplomatie et la violence pour vaincre les résistances des prélats et leur imposer le joug. Il faut le reconnaître, il fut heureusement servi par les circonstances et les hommes, surtout en ce qui concerne les Eglises de Valence et de Die, celles dont nous avons tout particulièrement à nous occuper ici.

Dans ces dernières années, les Eglises de Lyon et de Vienne avaient été profondément troublées par des luttes de partis, en vue de faire monter sur ces sièges métropolitains, tels ou

(1) PAUL VIOLLET, *Hist. des institutions politiques et administratives de la France*. Paris, t. II (1898), p. 171-4.

tels compétiteurs ; luttas dont l'Eglise de Valence ressentit le contre-coup. Les faits sont assez instructifs et assez peu connus pour mériter d'être rappelés sommairement. Amédée de Talaru, archevêque de Lyon, était mort le 11 février 1444, le roi et le dauphin, qui cherchaient à placer leurs créatures sur les grands sièges du royaume et tendaient à annihiler le droit d'élection appartenant aux chapitres, invitèrent les chanoines de Lyon à diriger leur choix sur Geoffroy Vassal, archevêque de Vienne, ancien président du parlement de Paris. Ceux-ci, fiers de leurs privilèges, lui préférèrent Charles de Bourbon, chanoine-comte de Lyon, âgé à peine de onze ans, et l'élurent le 7 avril. Geoffroy s'adressa à Rome, et le pape, cassant l'élection faite par les chanoines, le pourvut du siège vacant. Mais les chanoines protestèrent, s'appuyant sur les statuts de leur église, sur la pragmatique et sur les ordonnances royales. Les efforts du chapitre, secondés par ceux de la maison de Bourbon, finirent par l'emporter, et le 29 octobre 1445, il recevait notification officielle que l'élu de son choix était agréé par la cour, sous la réserve d'une pension de 1000 ducats en faveur de Geoffroy Vassal (1). L'attitude des Chanoines de Lyon ne fut pas, sans doute, sans influence sur la conduite que ceux de Vienne tenaient en ce même temps. En remplacement de Geoffroy Vassal, Eugène IV avait nommé à Vienne Jean Girard, archevêque d'Embrun, et donné pour successeur à ce dernier Jean de Montmagny (2). Le chapitre de la métropole viennoise refusa de recevoir le pasteur que le pape lui avait choisi, et il élut Louis de Poitiers, abbé de Saint-Félix, neveu de Jean de Poitiers, évêque de Valence.

(1) ALLMER et TERREBASSE. *Inscriptions antiques de Vienne*. Moyen âge, t. I, p. 334-9.

(2) CHARVET, *Hist. de Vienne*, p. 507. — *Gallia Christiana*, t. XVI, col. 213. Jean Girard continua à demeurer sur le siège d'Embrun jusqu'à sa mort, le 17 janvier 1457.

Quand le dauphin arriva dans la province, ces difficultés étaient loin d'être apaisées. Avec le sens politique, l'absence de scrupules, la décision prompte que nous lui connaissons, il eut bientôt déterminé sa ligne de conduite. L'archevêque et le dauphin avaient depuis de longues années une juridiction commune sur le comté de Vienne, pour la portion des territoires s'étendant hors de l'enceinte des murailles de la ville, mais pour le territoire de la ville elle-même, dans l'intérieur des murs, la juridiction spirituelle et temporelle appartenait exclusivement à l'archevêque. Le père de Louis avait naguère entamé des négociations avec l'archevêque Jean de Nant, en vue de comprendre la ville dans le traité de pariage ; les événements n'avaient point permis de les faire aboutir. Louis fut plus résolu. Sous divers prétextes, « dont les principaux » furent la régle et les réparations publiques », il s'empara de l'administration intérieure de la ville, et il « pratiqua si » « heureusement le chapitre de l'église cathédrale et le peuple » « de Vienne » qu'ils ne lui opposèrent aucune résistance (1). Plus encore dans le dessein d'amener les prélats à subir son protectorat et à partager avec lui leur autorité temporelle, que pour expliquer sa conduite, il leur envoya à tous, de Romans, une lettre datée du 31 mars (1447) pour les inviter à se rendre auprès de lui dans cette ville, le mardi après Quasimodo, 18 avril, afin de conférer ensemble « sur aucun débat et questions qui sont et peuvent estre de jour en jour, disait-il, » « entre nos officiers et ceux de l'Esglise, à cause des juridictions et subgez d'une part et d'autre, et pour iceulx » « pacifier et entretenir en bonne union par le temps à venir » « et garder nos subgez des oppressions indues, ainsi qu'il » « appartient (2). »

Nous ne savons ce que fit Jean de Poitiers en présence des agissements du dauphin. Peut-être n'y aurait-il aucune

(1) CHORIER, t. II, p. 441.

(2) *Bulletin de l'Académie delphinale*, t. II (1848), p. 454.

témérité de supposer que le prince chercha à vaincre son opposition et à le gagner à sa cause, en s'employant auprès du pape Nicolas V pour lui faire obtenir l'archevêché de Vienne et pacifier ainsi le différend qui existait entre le chapitre de cette métropole et la curie romaine. C'était flatter l'ambition d'un vieillard pour arriver à lui imposer sa volonté. Ce qui est certain, c'est que Jean de Poitiers, parvenu à l'âge de soixante et dix-neuf ans, après avoir gouverné pendant cinquante-sept ans les deux diocèses de Valence et de Die, fut autorisé par une bulle du 1^{er} août 1447, à céder à son neveu Louis de Poitiers ses diocèses, en échange du siège métropolitain de Vienne, auquel celui-ci, comme nous le savons avait été élu (1). On aurait pu craindre que le pape, gardien des droits et des prérogatives des Eglises, ne mit des barrières aux envahissements du dauphin et n'intimât aux évêques l'ordre formel de demeurer fidèles à leurs serments de conserver et de transmettre intacte à leur successeurs la temporalité de leurs églises. Mais le nouveau pape, incliné vers la paix et la conciliation, était favorablement disposé pour ce jeune prince, qui s'était empressé de lui envoyer une ambassade avec des félicitations à l'occasion de son avènement au trône pontifical (2) et qui s'employait en ce moment à éteindre le schisme en négociant les conditions auxquelles Félix V renoncerait à la papauté (3). On le voit, l'heure était bien choisie pour porter le coup décisif à la puissance temporelle des évêques de la province et l'on pouvait se promet-

(1) Voir notre *Essai hist. sur l'Eglise et la ville de Die*, t. II, p. 369.

(2) Parmi les personnes envoyées à Rome pour féliciter Nicolas V, nous trouvons Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, et le célèbre Guy Pape.

(3) On sait que Félix V renonça à ses prétentions au concile de Lausanne, le 7 avril 1449. et qu'ayant reçu le titre de cardinal de Sainte-Sabine et les dignités de légat et de vicaire apostolique à vie pour la Savoie, il se retira dans la solitude de Ripaille, sur le lac de Genève, où il mourut le 7 janvier 1451.

tre que la soumission du métropolitain de Vienne entraînerait celle des autres.

Louis occupait la ville de Vienne; Jean de Poitiers dut subir les exigences du maître. On voulut toutefois y apporter certains ménagements et donner à la soumission du prélat toutes les apparences de la légalité. Des plénipotentiaires furent nommés par les deux parties, à l'effet de discuter les conditions du pariage de la cité métropolitaine. Nous savons qu'au mois de février 1450 ils poursuivaient leurs travaux et ne parvenaient pas à tomber d'accord sur tous les points (1). Ce ne fut que le 21 septembre de cette année, à Moras, que l'acte définitif du pariage de Vienne fut signé (2). Le 2 mars 1451, le dauphin étant à Chalaire près de Romans, le ratifiait et mandait au gouverneur ou à son lieutenant, aux gens du conseil et de la Chambre des comptes, d'en observer et d'en faire observer, à l'avenir, toutes les clauses (3).

Pendant que le métropolitain subissait avec résignation la loi du plus fort, son neveu, l'évêque de Valence et de Die était aux prises avec les officiers du dauphin, qui lui avaient suscité une de ces querelles que la mauvaise foi trouve toujours moyen de faire naître. Louis de Poitiers avait fait arrêter et gardait dans ses prisons un certain Charles de Saint-Saturnin, ouvrier de Pierre Thomasi d'Avignon, qui

(1) Archives de l'Isère, B, 3429.

(2) Archives de l'Isère, B, 2651. Les procureurs fondés des deux parties furent Yves Scépeaux, pour le dauphin, et Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, et Guillaume, bâtard de Poitiers, pour l'archevêque. *Acta fuerunt hec Morasii, in domo nobilis viri Francisci de Bellacumba, domini Murinaysii. Etalent présents Louis de Laval, gouverneur du Dauphiné, Amaury d'Estissac, Jean, bâtard d'Armagnac, Jean de Vilayne, bailli des montagnes, Aymar de Poissieu, Antoine Bolo-mier, Jean Bochetel, Jean Bourré, etc. L'archevêque avait nommé ses procureurs par acte fait à Valence, in domo episcopali Valentina, in camera constituentis, le 20 septembre 1450. — Il est à remarquer que Charvet, p. 509-10, assigne à cet acte la date du 31 octobre 1449.*

(3) *Ordonnances des rois de France*, n° 425.

avait fabriqué et essayé de mettre en circulation sur le territoire delphinal 1400 pièces fausses. Les officiers du dauphin prétendaient juger l'affaire et réclamaient que le faux monnayeur leur fût livré. Guy Chourpe, Aymar de Poissieu, Guy Pape et Jean de Cizerin vinrent à Valence et menacèrent l'évêque d'une amende de 50 livres d'or s'il n'obéissait pas. C'était, comme on le voit, en prendre à l'aise avec le prélat sur les terres duquel le coupable avait été arrêté ; c'était la souveraineté même de l'évêque qui était en jeu et à laquelle on s'attaquait. Louis de Poitiers ne se fit pas illusion sur la portée et probablement sur l'issue de cette lutte. Il fit entendre des protestations, en appela au roi, au pape et soumit son cas au parlement de Toulouse. Les officiers du dauphin menacèrent d'user de représailles, comme on disait alors d'user du droit de *marque*, c'est-à-dire de saisir des gages pour contraindre l'évêque à s'exécuter (1).

Ce fut à la suite de cet incident, ménagé sans doute en vue de bien établir la nécessité d'une entente entre les deux pouvoirs à l'effet de faire cesser ces conflits de juridiction, que commencèrent les négociations qui devaient aboutir au traité de pariage. Le célèbre Guy Pape fut délégué par le conseil pour en discuter avec les plénipotentiaires de l'évêque toutes les clauses ; il reçut même à cet effet des instructions très complètes que nous possédons encore, une formule où tout était prévu, devant servir de modèle pour la rédaction de l'acte définitif. Les conférences se terminèrent à Die et c'est dans cette ville, le 10 septembre 1450, que Louis de Poitiers signa sa propre déchéance, reconnut le dauphin pour son souverain, tant en son nom qu'en celui de ses

(1) GUID. PAPE, *Decisiones*. Lugduni, 1610, in-folio, p. 38, quest, xxxiv. Columbi, p. 324. CHORIER, p. 444. Dans le registre des délibérations consulaires de Valence, nous voyons que le 26 janvier 1447 (n. s.) le conseil décide de faire un emprunt pour se préserver de la marque dont les menacent Guy Pape et Copier au nom du dauphin.

successeurs, et soumit à l'hommage le temporel des Eglises de Valence et de Die.

Nous avons sous les yeux le texte authentique de cet acte qui marque une date mémorable dans l'histoire du Valentinois; il comprend huit articles. Le premier déclare que l'évêque a reconnu le dauphin pour son souverain. On entre ensuite dans beaucoup de détails sur les droits seigneuriaux, notamment sur ceux de justice, laissés à l'évêque ou désormais accordés au prince :

« Item, a été transigé, convenu et accordé entre lesdites
 « parties que doresnavant, paisiblement, sans aucun contre-
 « dit, singulièrement et pour le tout, appartiendra à mondit
 « seigneur et aux siens, la souveraineté et ressort desdites
 « villes, cités, forteresses, villages, mandements, juridictions,
 « hommes, vassaux, sujets, hommages, habitants et apparté-
 « nances d'icelles, et de toute la temporalité dessus dites,
 « ensemble toutes appellations, et que dores en avant lesdits
 « hommes, vassaux, sujets et habitants, leurs successeurs et
 « autres survenants en icelle, auront recours, pour raison de
 « ladite temporalité à mondit seigneur, comme souverain et à
 « ses officiers et commis, en tout cas de souveraineté, ressort et
 « seigneurie avec la perception de tous droits, émoluments
 « et prééminences, lesquelles appartiennent pour raison de
 « souveraineté et ressort, sans que doresnavant ledit évêque,
 « ses hommes, vassaux, sujets et habitants puissent ni doivent
 « pour raison de ladite temporalité, appeler ni avoir recours
 « autre part que devant mondit seigneur et ses officiers à ce
 « commis sur peine de l'indignation de mondit seigneur et
 « autres peines de droit.

« Et au regard des appellations a été déclaré qu'on en
 « userait en la manière qu'on faisait, c'est-à-dire qu'en tant
 « que touche lesdits sujets mouvant dudit eveque, les ap-
 « peaulx, et ressorts de son juge ordinaire en viendront tout
 « droit et sans moyen devant le sénéchal de Valentinois ou
 « son lieutenant, et y auront iceux sujets recours par appel,

« sans contradiction. Toutefois les condamnations et sentences donnés sur iceux sujets par ledit eveque ou son juge ordinaire, jusqu'à la valeur de vingt florins et au-dessous se pourront exécuter, nonobstant quelconques appellations, pourvu aussi que ceux qui se sentiront grevés et auront été condamnés et sentenciés jusqu'à ladite valeur, comme dit est, puissent relever et poursuivre leur appel suivant la forme du droit, nonobstant ladite exécution, et que tous ceux qui induement appelleront, encourront les peines accoutumées et ordonnées en Dauphiné, dont la moitié appartiendra à mondit seigneur et l'autre audit eveque. Et au regard des vassaux dudit eveque, qui ont justice, que le premier appel en vienne devant son juge commis ou à commettre, et dudit juge vienne et ressortisse audit sénéchal de Valentinois.

« Item, et pour ce que ledit eveque dit qu'il a intérêt de ce qu'il n'a juge d'appeaux qui cognoisse du premier appel de sesdits sujets, mondit seigneur le recompensera au dire et ordonnance de deux hommes l'un de par mondit seigneur et l'autre de par mondit eveque, et lui donnera 10 livres de rente plus qu'il ne sera trouvé ladite chose valoir, assise auprès de Valence ou de Die, ainsi qu'il avisera. »

Il fut ensuite convenu que dans le courant de septembre tous les hommes de l'évêque prêteraient serment au dauphin, « à scavoir, les gentilhommes en particulier, les communautés par leurs syndics ou procureurs. » De plus, l'évêque s'engagea à solliciter du souverain pontife la ratification de l'abandon de sa souveraineté (1).

Cet abandon, en effet, était contraire à toutes les lois canoniques. L'évêque n'avait que la jouissance des biens et des

(1) *Recueil des chartres, hommages, déclarations, édits, lettres patentes, dispositifs d'arrêts, de réglemens et d'autres actes établissant la juridiction territoriale de la sénéchaussée de Valence sur les terres de cet évêché et de celui de Die...* (Grenoble, 1785, in-4°, 148 pp.) pp. 23-33. — Archives de la Drôme, B, 8. — Archives de l'Isère, B. 2984.

droits de ses Eglises ; il ne pouvait donc en disposer. Il avait promis, du reste, avec serment, le jour de son sacre et le jour de sa prise de possession, de les défendre et de les transmettre intacts à son successeur ; le pape seul pouvait le relever de ce serment. Il eût donc été de toute justice et de toute convenance de faire une démarche à Rome, avant de rien conclure ; mais on risquait ainsi de ne pas arriver au but. Le mode employé violait la loi et attirait sur les contractants les censures ecclésiastiques, mais il était plus sûr, plus expéditif, et l'on savait bien qu'en mettant Rome en face des faits accomplis, on finirait par obtenir d'elle une ratification.

Quatre jours après la conclusion de ce fameux traité, Louis de Poitiers qui s'était rendu à Chabeuil, auprès du dauphin, lui prêta serment de fidélité. On entoura cette cérémonie de tout l'éclat que demandait l'importance de l'acte qui venait d'avoir lieu. De grands personnages de la province s'y trouvèrent : Jean Girard, archevêque d'Embrun, Louis de Laval, seigneur de Châtillon, gouverneur du Dauphiné, Jean, bâtard d'Armagnac, seigneur de Gourdon, sénéchal de Valentinois et du Diois, Amaury, seigneur d'Estissac, conseiller et premier chambellan du dauphin, Jean de Villayne, bailli du haut pays du dauphiné. Bernard de Brion, sieur d'Argental, Antoine Bolomier, « général conseiller sur le fait et gouvernement des finances, » Aymar de Poissieu, dit Capdorat, « maistre d'hostel » du Dauphin, Louis Bastet, seigneur de Crussol, Bernard de Murat, dit de Lestrangle, Guy Pape, Jean de Cizerin, Ozias Jonin, Aynard Raynard et Guillaume Raynard son fils, Jean Artaud, seigneur d'Aix, Jean Roux, prieur de St-Marcel de Die, et beaucoup d'autres. L'évêque reconnut tenir en fief du dauphin « toute la temporalité de « ses Eglises » ; il lui en fit hommage lige et serment de fidélité, « étant droit sur ses pieds, à la manière des nobles, « les mains jointes entre les mains de mondit seigneur le « Dauphin et le baisant en la bouche, en signe de fidélité et « perpétuelle considération et amour, promettant mon dit « évêque, pour lui et pour ses successeurs, au temps à venir

« et jurant sur les saints évangiles, et aussi en mettant la
 « main sur la poitrine, à la manière des prélats, et sous
 « obligation et hypothèque de tous ses biens et de sesdites
 « Eglises présents et à venir, que doresnavant et à toujours,
 « il sera loyal, obéissant et féal à mondit seigneur le Dau-
 « phin et à ses successeurs..... »

Le lendemain, 15 septembre, « en une maison ou hostel
 « que le réverend père en Dieu l'evesque de Valence a(voit) en
 « la ville de Valence, en la rue , en la grant
 « salle d'iceluy hostel, monseigneur le gouverneur de Dau-
 « phiné et le sénéchal de Valentinois et Diois » reçurent
 l'hommage des chanoines de Valence, qui approuvèrent
 pleinement le traité conclu par le prélat. Puis, le même jour
 et au même lieu, se présentèrent devant les délégués du
 prince, les syndics de Die, Jean Dupuy et Jean de Gresse,
 qui, « pour et au nom de l'Université de la ville de Dye
 « (promirent et jurèrent) estre bons et loiaux envers mondit
 « seigneur et le recognoistre et tenir doresnavant luy et ses
 « successeurs, souverain seigneur dudit evesque et d'eulx. »
 Aussitôt après, les chefs de familles nobles de Die, s'acquittèrent
 du même devoir. Il y a intérêt à recueillir ici leurs
 noms. C'étaient Jean Artaud, seigneur d'Aix, Jean Artaud,
 seigneur de Beaumont, Aynard Raynard, seigneur de Saint-
 Dizier, Ozias Jonin, seigneur de Pennes, Reymond de Rosans,
 seigneur de Bonneval, Aynard Faure de Vercors, seigneur en
 partie de Vercors, messire Guillaume Faure, « docteur ès
 lois » et Hugues Faure, de Die. Les syndics de Saillans,
 Antoine Sestier et Berton Regnault, vinrent à leur tour faire
 hommage, au nom de leur concitoyens. Ceux d'Alixan, Pierre
 Guignard et François de Crozon s'acquittèrent du même
 devoir.

Le 16 septembre, se présentèrent les syndics de Valence,
 qui prêtèrent le serment et firent l'hommage demandés (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, folios 378-81 verso. Voir notre *Essai sur Die*, t. II, p. 376-81.

On a vu qu'une des clauses du traité accordait à l'évêque une compensation en argent, pour la perte de ses droits de souveraineté et aussi pour le tort qui lui était fait en réservant au sénéchal les dernières appellations de ses sujets. La compensation fut déterminée le 14 septembre et les experts nommés par les parties allouèrent à l'évêque une somme de 14,000 écus à prendre sur les aides et subsides qui pourraient à l'avenir être imposés sur le pays de Dauphiné et les comtés de Valentinois et de Diois, jusqu'à parfait paiement de la dite somme (1). En attendant, le dauphin céda au prélat le château et la terre de Pisançon, qui furent estimés à 600 florins de revenu (2).

Dès que le dauphin eut fait reconnaître son autorité, il s'empressa « de mettre et réduire à feux les terres tenues de l'Eglise » de Valence et de Die. Par lettres datées de Crémieu, le 29 octobre 1450, il chargea Jean d'Origny, son conseiller, et Jean Botin, secrétaire delphinal, de parcourir les diverses paroisses, de fixer le chiffre des feux contribuables et d'y opérer la répartition sur les données fournies par les notables (3). Les commissaires étaient à Die le 23 novembre. L'évêque leur remit l'état de toutes les villes, châteaux, bourgs et villages qu'il tenait en fief et arrière-fief du dauphin. On en compta quatre-vingt-cinq (4). De plus, il leur remit l'état des

(1) Archives de l'Isère, B. 3049. « Louis de Poitiers donna à Nicolas Erland, trésorier du Dauphiné, au sujet de ce don, les quittances suivantes : le 12 juin 1451, quittance de 4,000 écus d'or ; le 17 mars 1453, autre quittance de 4,000 écus ; le 19 avril 1454, quittance de 1,200 écus ; enfin, le 4 mai 1459, il signa une quittance générale de 9,200 écus d'or qu'il avait reçus précédemment et déclara s'en tenir pour satisfait (B. 3049, folio 366). PILLOT, n° 784.

(2) Ce détail est rappelé dans l'acte du 6 février 1456, par lequel, comme nous le verrons plus loin, le dauphin rendit à l'évêque la plupart de ses droits sur Valence.

(3) Archives de l'Isère, B. 2747.

(4) M. Pilot, n° 809 (note), nous fournit une nomenclature très complète des fiefs et arrière-fiefs des évêchés de Valence et de Die. Nous sommes heureux de pouvoir ici la reproduire :

feux allodiaux de ses évêchés avec l'indication de la somme que chacun d'eux lui payait annuellement pour le droit de

1^o Fiefs appartenant à l'évêché de Die : ville de Die ; châteaux et terres de Châtillon, Montmor, Jonchères, Poyols, Valdrôme, la Bâtie-des-Fonts, Chameil, y compris ce que possède Pierre de Beauvoir ; La Bâtie-en-Vercors, Chamaloc, Saillans, Mirabel, Aouste, Bezaudun, Crupies, Vesc, Roche-sur-Grane, les châteaux d'Aurel, ceux de Bourdeaux, partie de Saint-Ferréol ; partie de Vassieux avec ce que possède dans ce fief le seigneur d'Aix, et Pont-de-Varces.

2^o Fiefs possédés par les vassaux de l'Eglise de Die : Aix, Saint-Roman et Molières, Recoubeau, Aucelon, Beaumont, Charens et Saint-Jacques, Ponnet, Boulc, et Sur-Roche, au seigneur d'Aix et à son frère le seigneur de la Roche ; les deux tiers de Lus et le fief de Glandage, au seigneur de Montmaur ; un tiers de Lus, au seigneur de Saint-André ; Luc-en-Diois, Miscon, Lesches, Rochebrienne, Fourcinet, Le Pilhon, à Guillaume, bâtard de Poitiers ; Chalancon, Montlor, Piégu, au seigneur de Chalencon ; La Motte-Chalancon, Volvent et Bellegarde, au seigneur de la Motte-Chalencon ; Beaurières, les Prés, La Bâtie-Cremezin, partie de la Val-de-Toranne, de Charens et de Mirabel, au seigneur de Beaurières ; Saint-Benoit, Rimont, la Chaudière, Beconne et la parerie de Revel, au seigneur de Morges ; Treschenu, les Nonnières, et Archianne, au seigneur de Treschenu ; Creyers et Mensac, au seigneur de Creyers ; Bonneval et Sérionne, au seigneur de Bonneval ; Saint-Didier et partie de Valdrôme, au seigneur de Saint-Didier ; Paris, Saint-Nazaire, et Montanègue, Rochefourchat, Gensac, au seigneur de Paris-au-Désert ; Prébois et Feuillant, au seigneur de Prébois ; Villeperdrix et Léoux, au seigneur de l'Epine ; Chaudebonne, aux épouses de Claude de Laire et du seigneur d'Aspremont ; Divajeu, à Aymar d'Urre ; le mandement de Pennes, à Alzias Johannin ; Brette, à Philippe, bâtard de Poitiers ; Establet, à Raoul de Commiers ; Redortier, à Jean de Taulignan.

3^o Fiefs du chapitre de Die : Menglon et Luzerand, Marignac, Justin, Romeyer.

4^o Fiefs de l'évêché de Valence : ville de Valence, châteaux et terres de Mirmande, Auriol, Livron, Châteauneuf-d'Isère, Montvendre, Alixan, Beaumont, Cléon-d'Andran, Pellafol.

5^o Fiefs du chapitre de Valence : Allex.

6^o Fiefs des seigneurs feudataires de l'Eglise de Valence : château de Condillac, au seigneur de Fourcades ; château d'Eurre, aux coseigneurs du même lieu ; Montéliar, au seigneur de Sassenage ; Montléger, au seigneur du même lieu ; Barnave, à l'abbé d'Aurillac.

sauvegarde ou de protection (1). Les commissaires commencèrent la revision des feux par la ville de Die, qui fut taxée à

On peut consulter sur le même sujet : *Mémoire pour M. le procureur général en la Chambre des comptes opposant, intervenant et demandeur, contre messire Gaspard Alexis de Plan des Augiers, évêque de Die, et dame Marie-Madeleine Morin, veuve de noble Jacques de Verdelhandes Fourniels et M. de Chabrillan*. Grenoble, Giraud, 1766, in-4°, 138 pp. Nous avons donné dans notre *Essai historique sur Die*, t. II, p. 385, la liste des 85 fiefs relevant de l'Eglise de Die et hommages par l'évêque en 1450.

(1) Archives de l'Isère, B, 3507. Foca allodiala in episcopatu Diensi. Domanii domini episcopi :

Homines civitatis Diensis	III ^c XL flor.
et ultra super alia medietate	X flor.
Homines Castillionis	XLV flor. IIII gr.
et ultra	XVI gr.
Homines Montismoris.	XXV fl. VI gr.
et ultra	IX gr. II quint.
Homines de Juncheriis	XXVIII fl. IIII gr.
et ultra	X gr. II q.
Homines de Podiolis	XXVIII fl. IIII gr.
et ultra	X g. II q.
Homines Vallisdrome.	LVI fl. VIII g.
et ultra	XXI gr.
Homines Bastide Fontium	VII fl. VI gr. II t.
Homines de Camelis cum nobili Petro de Bellovidere et ultra.	III gr.
Homines Bastide de Vercorcio.	VII ^{xx} XVIII fl. VIII gr.
et ultra.	III fl. X gr. II t.
Homines de Chamalosco	XXII fl. VIII gr.
et ultra	VIII gr. I t.
Homines de Aurellis	XLV fl. IIII gr.
et ultra.	XVI gr. II t.
Homines de Saillante.	LXXIII fl. VIII gr.
et ultra	II fl. III gr. I q.
Homines Mirabelli	XXXIV fl.
et ultra.	XII gr. et dim.
Homines de Besauduno	XVI fl.
et ultra	VI gr. II q.
Homines de Augusta	LVI fl. VI gr.

19 feux 1/2 roturiers et à 3 feux 1/2 nobles. On trouva que le nombre des familles pouvant payer était de 213 et celui des familles pauvres de 186. Les nobles se nommaient Alzéar Jonin, Guigues, Aynard et Marcel Faure, Jean du Perrier, barbier de l'archevêque de Vienne, Aynard Raynard, seigneur de Saint-Dizier, et Jean Raynard, notaire. Le clergé de la ville, tant régulier que séculier, comprenait vingt-six chanoines et prêtres de la cathédrale, 25 frères mineurs, 25 frères prêcheurs, 15 moines du prieuré Saint-Marcel, 15 chanoines réguliers du prieuré Saint-Maurice, le prieur du Chastel et celui de Saint-Pierre, soit en tout 109 ecclésiastiques (1).

Le document qui nous fournit ces détails, se fait ensuite l'écho des plaintes des habitants, qui trouvent à leurs misères diverses causes, notamment le peu de fertilité du sol, l'âpreté des saisons, et surtout les cens et rentes de toute sorte que perçoivent les chanoines et les religieux de la ville, cens et rentes qui enlèvent aux cultivateurs une notable partie de la récolte. « C'est ainsi, disent nos Diois, que les chanoines de la cathédrale retirent chaque année en argent, plus de 1200 florins, et en nature plus de 1000 setiers de blé ; les frères mineurs et les frères prêcheurs, beaucoup de rentes ;

et ultra	XXI gr.
Homines de Bordellis	LXXIII fl. VIII gr.
et ultra	II fl. III gr. I q.
Homines de Crupis	XVII fl.
et ultra	VI gr. II q.
Homines de Vaesco	XIII fl. II gr. II test.
et ultra	VI gr.
Homines sancti Ferreoli pro parte epi.	VII fl. VI gr. II t.
et ultra	III gr.
Homines de Vacivo cum domino de Aysio et Poncio de Varcia	XXVIII fl. III gr.
et ultra	X gr. II q.
Dominii de Aysio.	

(1) Archives de Madame de Félines, à Die.

« le prieur de Saint-Marcel, 300 setiers de blé et 25 florins,
 « sans parler des redevances d'autre genre, poules, miel, etc. ;
 « le prieur de Saint-Marcel, 140 setier de blé et 18 florins ; le
 « prieur du Chastel, 40 setiers de blé, 4 saumées de vin et
 « 4 florins ; le prieur de Saint-Pierre, 240 setiers de blé.
 « Aussi, ajoutent-ils, la misère est-elle générale ; tout le
 « monde se plaint. Ceux qui ont des récoltes (les vignes
 « ayant même assez produit cette année) ne trouvent personne
 « qui ait de l'argent pour les acheter et plusieurs n'ayant pas
 « de ressources laissent leurs terres en friche. Il n'est pas
 « jusqu'aux curés de la ville qui ne se plaignent de ce que les
 « fidèles, à cause de leur pauvreté, ne font plus d'offrandes ;
 « les choses en sont à un point que s'ils voulaient affermer
 « leurs bénéfices, on ne leur en donnerait pas plus de
 « 10 florins. »

Nous possédons encore les procès-verbaux des revisions de feux de la plupart des communautés des paroisses dépendant de l'ancien évêché de Die (1) ; nous ne répéterons pas ici ce que nous avons déjà dit plus haut sur l'intérêt historique de ces documents, dont on pourrait extraire une foule de renseignements précieux sur l'état matériel et moral des populations. Ce que l'on constate partout, c'est que le pays avait besoin d'ordre et de tranquillité ; il pensait que le gouvernement du dauphin était seul capable de lui assurer ces biens si désirables, et il ne se trompait pas. Comme nous l'avons vu déjà, si l'administration du prince gênait les grands seigneurs aux allures trop indépendantes, elle était de tout point favorable aux bourgeois des villes, aux habitants des campagnes, au petit peuple jusqu'ici assez abandonné. Une plainte, une réclamation venue de la classe inférieure, quand elle paraissait juste et fondée, était certaine d'être toujours bien accueillie. Signalons, à l'occasion de cette revision des feux, la plainte collective des habitants de Luc, Mison, Saint-Cassien, le

(1) Archives de l'Isère, B. 2737, 2758, 2766, 2776.

Pillon, Fournet, Montlaur et Beaurières. Vers l'année 1443, un banc de rocher considérable du Puey ou Pic de Luc, à son versant oriental, se détacha subitement de la masse totale et glissa dans le lit de la Drôme, interceptant sur deux points le cours de cette rivière et celui du ruisseau venant de Miscon. Les eaux formèrent deux lacs, le grand et le petit lac de Luc ; elles couvrirent sur une longueur de 5 kilomètres une étendue de territoire de plus de 300 hectares, la portion la plus fertile de la vallée. Le village de Rochebrienne disparut sous les eaux du grand lac. La petite ville de Luc, le Luc du moyen-âge, qui se trouvait sur la rive droite de la Drôme, sur le flanc oriental du Puey, entre les deux coulées de rochers, encore très visibles, et dans ce qu'on appelle aujourd'hui le petit lac (1), fut aussi envahie par l'inondation, et ses habitants

(1) La position de l'ancien Luc du moyen âge, dans ce que nous appelons aujourd'hui le *Petit Lac*, est indiquée par la lettre de Louis dauphin, où il est dit que l'éboulis ou amas de rochers qui a intercepté le cours de la Drôme est *auprès et au-dessous du chastel et ville dudit lieu de Luc*, ce qui ne serait pas exact si l'on suppose l'ancien bourg à l'endroit occupé actuellement par Luc ; enfin, et cet argument nous paraît devoir clore toute discussion, nous avons le témoignage du chroniqueur Aymar du Rivail, qui, une cinquantaine d'années après la catastrophe, vint sur les lieux et nous a laissé une description très détaillée de tout ce qu'il a vu. Voici comment il décrit l'emplacement du vieux Luc : « ... est locus rupibus undique clausus in formam mediæ circuli septentrionem respicientis, et duos exitus sive egressus satis inter se distantes habebat, quemlibet latitudinis circiter duodeviginti passuum, superiorem scilicet omnino ad septentrionem versum, alterum ad occidentem parum spectantem septentrionem, et per eos exitus Droma agebat, ingrediens per septentrionalem et egrediens per occidentalem, deorsum profluendo... Intra illum circulum Lucus oppidum positus erat, situ loci turribusque et mœniis horribilis, antiquus et fortis moreque vetusto angustus, habens unam ad quemlibet exitum januam et, in medio fere sui, arcem fortissimam, quadratam, magnæ altitudinis et structuræ delectabilis, cum pluribus fornicibus et fenestris aspicientibus meridiem ad occidentem inclinantem... » *AYMARI RIVALLII, De Allobrogibus, Viennæ Allobrogum, 1844, in-8°, p. 120-1.*

allèrent reconstruire leurs demeures un peu plus bas, là où avait été la vieille cité romaine (1). Ce désastre, dont le souvenir s'est perpétué dans la population, fut la ruine de beaucoup de familles, non seulement de Luc et de Rochebrienne, mais de plusieurs localités voisines. Or, les commissaires, ayant sans doute sous les yeux d'anciens cadastres, avaient fixé le chiffre des contributions du pays à 8 feux, comme si aucun malheur ne l'eût frappé. Louis fit droit aux plaintes de ces pauvres gens ; il écrivit le 18 mars 1451 (n. s.), au gouverneur et aux conseillers delphinaux, pour leur enjoindre de les taxer seulement à 2 feux (2).

Les commissaires, qui avaient fait la revision des feux dans les terres de l'évêché de Die, exécutèrent le même travail dans celles de l'évêché de Valence. Nous eussions bien voulu posséder l'enquête faite par eux dans Valence ; malheureusement ici nos recherches n'ont pas eu de succès. En revanche, nous avons toute une série de pièces qui témoignent de l'intérêt tout particulier que le dauphin portait aux Valentinois, depuis surtout qu'en vertu du traité de pariage, il lui avait été donné de placer ses armes à côté de celles de l'évêque, sur les principales portes de leur cité. Louis aimait Valence, avec son grand fleuve, ses plaines vastes et fertiles, sa population de riches marchands. Il y faisait de fréquents séjours et il songeait à en faire la capitale des comtés de Valentinois et de Diois, comme Grenoble était celle du Dauphiné.

(1) Le fait est encore attesté par Aymar du Rivail. On découvre, du reste, assez souvent dans le village actuel des constructions romaines. Voir : LONG, *Recherches sur les antiquités romaines du pays des Vocontiens*, dans *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. II (1849), p. 409-20.

(2) Archives de l'Isère, B. 2773. Voir : *Essai historique sur Die*, t. II, p. 387-8 ; LONG, op. cit., p. 415-7.

LES IMPRIMEURS ET LES JOURNAUX

A VALENCE

(SUITE. — Voir la 133^e livraison)

Panégérique du Roy, prononcé dans l'église cathédrale de St-Apollinaire de Valence, en Dauphiné, le sixième août 1690, en présence du Présidial, de l'Université et des autres Corps de cette ville, assemblés pour assister au *Te Deum* chanté en actions de grâces, des victoires de terre et de mer remportées par les armées de Sa Majesté.

Présenté à Monseigneur le Dauphin par André François de Tournon, Capucin.

A Valence, de l'imprimerie de Charles Barbier imprimeur du roi et de Mgr l'évêque et comte de Valence. MDCLXXXI. 5 ff. de 2 pp.

Anne Lacroix, épouse de l'imprimeur, meurt le 23 avril 1694.

Je crois devoir faire observer que j'ai mis ensemble les divers ouvrages imprimés chez Barbier. Mercadier, dont je vais parler, était imprimeur à Valence en même temps que Barbier.

Modus aquæ benedicendæ quâ utebatur Sanctus Gratus Vallis Augustæ episcopus adversus animantia fructibus terræ nocentia. Valentia, apud Carolum Barbier, Regis, illustrissimi episcopi et comitis Valentinensis et Diensis typographum. S. d.

Petit in-8° de 16 pp., armes de Daniel de Cosnac sur le titre. Approbation de Gilles de Le Feron.

Recevil (*sic*) de plusieurs instructions chrétiennes, dressé par l'ordre de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Daniel de Cosnac, évêque et comte de Valence et de Die. Pour l'instruction des nouveaux convertis de ses diocèses, avec la messe en français.

A Valence, chez Charles Barbier, imprimeur du Roy, et de Monseigneur l'évêque et comte de Valence et de Die. S. d. — Petit in-12 de 108 pp.

MERCADIER

Mercadier, (Joffrey), fils de Claude, maître relieur et peintre en la Chambre des Comptes, et d'Angélique Guilherme, se maria, le 29 avril 1656, à Grenoble, avec Angélique Cochat. Les registres paroissiaux de Valence l'appellent Couchat et même Souchat. Il en eut plusieurs enfants : François, en 1670, Blanche, en 1673, Charles en 1678 et Elisabeth, qui épousa, le 10 février 1697, Jean Gilibert, fils de Laurent, imprimeur libraire (1).

Bibliographie :

La Vie
De la
Très Sainte Vierge
Marie Mère de
DIEU.

Divisée en sept livres avec sept sortes d'exercices spirituels pour l'honorer, l'aimer et la servir dans tous les tems.

PAR IE PERE IACQUES

(1) Note de M. Lacroix.

Teyssier, de l'ordre des frères Prêcheurs, du couvent de Valence en Dauphiné (1).

Première et deuxième parties à Valence, chez Jeoffroy Mercadier, Imprimeur et libraire du Roy, de l'Université et du collège, MDCLXXXVI, avec approbation et permission.

Selectæ sententiæ ex institutionibus civilibus cum supplemento definitionum et differentiarum iuris adusum studiose legum juventutis Valentiaë. Apud, G. Mercadier, typographum regis collegii et Universitatis 1688. Cum permiss.

In-16 de 5 ff. n. ch. et 540 pp., préface signée: Antonius Marvillius, antecessor regius. P.VI.

Brevis
accurata et perelegans
in quatuor
Institutionum
Libros Sinopsis veras Definitiones, divisiones et Iuris principia continens.

Etiam
quædam ad Praxim
Conducentia edocens

Avthore
Nobili Iacobo de Bovet
Consiliario Regio et Professore
Juridico in Alma Universitate Valentina
Valentiaë, apud G. Mercadier, Typographum
Regis Vniversitatis et Collegis. cum privilegio 1689 (2).

(1) ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*. T. II, p. 455, indique cette vie de la Ste Vierge, mais il ajoute qu'il n'en connaît pas le titre complet. Documents communiqués par M. Lacroix.

(2) Il en a été donné une autre édition, en 1701, par J. Gilibert. Note de M. Lacroix.

GILIBERT

Jean Gilibert (1) était le cinquième enfant de Laurent Gilibert, imprimeur à Grenoble, où il s'était établi vers 1670. Jean Gilibert naquit à Grenoble. Il fit son apprentissage chez son père, Laurent Gilibert pendant trois ans ; il servit en qualité de compagnon pendant l'espace de six années environ, en diverses villes du royaume et entre autres dans celle de Lyon, environ une année chez Coutavan, libraire et imprimeur, dans celle d'Avignon, chez Offray le jeune ; pendant six mois, à Toulouse, chez Henot, libraire imprimeur ; dans celle d'Oche ? (Auch ?), chez la veuve Dorion ; dans celle d'Agen, chez Gayot, outre le temps de son apprentissage il s'est exercé dans l'imprimerie et dans la librairie pendant six ans.

Il vint s'établir à Valence le 13 septembre 1695 (2). En 1697, il épousa Elisabeth Mercadier, fille de Geoffroy, imprimeur, et d'Elisabeth Couchat. A cette époque il n'y avait à Valence aucune maîtrise, aucune communauté de librairie et d'imprimerie. Gilibert installa une boutique de librairie et travailla comme imprimeur sans autre formalité. Monseigneur l'évêque et comte de Valence lui accorda des provisions de son imprimeur ordinaire, de même que MM. de l'Université. Gilibert était bedeau de l'Université.

Il y avait à la même date, à Valence, comme libraire, Louis Muguet, fils de Louis Muguet, lui-même libraire

(1) Archives de la Drôme, t. 796.

(2) Archives de la Drôme, G. G. 34.

et imprimeur. A établi une boutique de librairie depuis 15 ans, attendu qu'il n'y a aucune maîtrise à Valence.

En 1734, Gilibert reçoit 99 livres pour impression d'affiches et de billets de logement.

En 1736, le 11 novembre, Gilibert, imprimeur, est désigné avec M. de Planta, avocat, MM. Pansu et Vialet père, pour répartir la capitation : il est déchargé du rôle des industries et moyens secrets attendu le privilège de son art.

En 1738, le 5 septembre, Philippe Gilibert succède à son père. Jean Gilibert était alors premier consul de la ville de Valence. Il reçoit 30 livres pour avoir imprimé le règlement de l'octroi ; 45 livres pour cent exemplaires in-folio du mémoire de M. de Villiers, ingénieur sur les réparations à faire le long du Rhône.

Le 8 mars 1743, Philippe Gilibert, gradué en droit, avocat et imprimeur du roi, fils de Jean et d'Elisabeth Mercadier, épouse Philisé Viret.

Bibliographie :

Edit du Roy concernant la juridiction ecclésiastique, (donné à Versailles au mois d'avril 1695), chez Jean Gilibert, imprimeur du Roy et de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque et comte de Valence. M.D.CXCV (1).

In-4° de 12 pp.

Règles et statuts pour la confrérie | des Agonisans | érigée et établie | en l'église cathédrale de Saint-Apollinaire, dans la ville de Valence | pour le secours des Moribons | sous la protection de Notre | Dame de Grâce. | Avec les prières que les

(1) Documents communiqués par M. le chanoine Perrossier, archiviste diocésain.

confrères doi | vent faire, et la manière d'être reçu dans cette confrérie.

A Valence, chez Jean Gilibert, imprimeur ordinaire du Roi, de Monseigneur l'évêque et de l'Université, 1704, avec permission. In-16 oblong de 60 pp.

Ordonnances | synodales | de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime | Gabriel de Cosnac, | par la grâce de Dieu et du Saint | Siège apostolique, évêque et comte de Die, conseiller du Roy en tous ses conseils. | Publiées dans le Synode tenu à Die, le 15 du mois de juin 1706.

A Valence, chez J. Gilibert, imprimeur ordinaire du Roy, de Messeigneurs les évêques de Die et de l'Université. MDCCVI. Petit in-8° de 162 pp. et 3 ff., armoiries de Mgr G. de Cosnac au revers du titre.

Dissertatio De Hygiene
Tuendæ sanitatis
Et procavendorum imminentium
morborum præcepta tradens
Opus
Clinicis curandæ procerum valetudini
propositis in primis utile,
nec non literatis omnibus viris
ab ipsomet Autore, quanta potuit diligentia
Emendatum
Valentiæ Cavarum
apud J. Gilibert prope Universitatem.
cum privilegio Regis. M.D.CCX.

Un volume, plus un index xvii de 320 pp. et épître dédicatoire à Mgr de Catelan, évêque de Valence.

Officia | propria | Sanctorum Diocesis Valentiniensis. Valentiniæ apud Joannem Gilibert, Regis illustrissimi reverendissimi que episcopi | Cleri ac universitatis | Typographum prope eandem Universitatem.

In-4° de vi = 152 et 8 pp., armoiries de Mgr de Catelan sur le titre.

Lettres patentes du Roy, du mois de janvier 1716, portant établissement d'un hôpital général en la ville de Crest, avec union de l'hôpital ou Hôtel-Dieu qui y était déjà établi Registrées en parlement avec les délibérations prises sur ce sujet par les notables et habitans de la même ville, les 10 e. 23 juin 1715.

A Valence de l'imprimerie Gilibert, imprimeur de l'Université, MD.C'C'XVI. In-4° de 34 pp.

Mandement | et prières | pour gagner | le Jubilé | accordé par notre Saint-Père le Pape Benoît XIII, afin d'implorer le secours Divin au commencement de son Pontificat pour la conduite salu | taire de la Ste Eglise catholique. | Avec stations pour le diocèse de Valence.

A Valence, chez Jean Gilibert, imprimeur ordinaire du Roy, de Monseigneur l'évêque, de l'Université. MD.CCXXIV. avec privilège du Roy. Petit in-12 oblong de 47 pp., avec armoiries de Mgr de Catelan.

Les antiquités de l'Eglise de Valence, par M. de Catelan.

In-4°, volume double.

Ordonnances Synodales du diocèse de Valence, publiées dans le synode général tenu par Mgr l'illust. et Rev. Alexandre Milon, évêque et comte de Valence, le premier septembre 1728.

Chez Jean Gilibert, imprimeur ordinaire du roy, de mondit seigneur, évêque et comte de Valence. MD.CCXXVIII.

Un volume in-12 de 388 pp. -4 fl.

Recueil d'ordonnances, | de déclarations et arrêts concernant le Tabac ou la | Jurisprudence qui y a rapport.

A Valence, chez Jean Gilibert, Imprimeur ordinaire du Roy pour ses fermes générales en Dauphiné. MD.CCXXI.

Instructions de Mgr l'évêque et comte de Valence, adressées aux confesseurs du diocèse de Valence, en renouvelant et appliquant les anciens règlements donnés à ce sujet.

Sans date. Armoiries de Mgr de Milon, Ordonnances synodales de Valence, quadruple in-8°.

Tarif des douanes de Lyon et de Valence, et celui des marchandises et denrées sujettes au paiement des droits de la Foraine, domaine forain, denier de St-André et autres et traites domaniale dûs au Roy et que le fermier de Languedoc, de Provence et de Dauphiné, prend suivant les lettres patentes de Sa Majesté du 12 octobre 1632, etc.

248 pp. in-16, (sans date). Observations sur 16 pp. Tarif de la douane, 42 pp. Titre complet. 58 pp.

Abrégé de la dévotion du Rosaire, 5 septembre 1738, Chez Philippe Gilibert : *Dissertatio ad tuendam sanitatem. Valentiae.*

Un volume double. Canons de l'église, (sans date). Ordonnances synodales de Die, 1742.

VIRET, JEAN-JACQUES (1765)

Philippe Gilibert continua d'exercer la profession d'imprimeur, jusqu'en 1765, époque de son décès. Il eut pour successeur Viret (Jean-Jacques) son neveu. Viret était né à Valence le 2 février 1724. Il fit ses études au collège de Valence, certificat du Préfet, du 3 décembre 1756. Il fut placé comme apprenti chez Gilibert, puis chez le s^r Arnaud, imprimeur à Grenoble, chez la veuve de Saint, chez Pierre Jorry et Simon, imprimeurs à Paris.

Le 20 janvier 1707 son père est désigné comme notable chargé d'élire le maire les échevins et autres officiers municipaux.

Suivant acte du 15 juillet 1765, passé chez M^e Blache, notaire à Valence, Félix Viret, veuve du S^r Gilibert, a donné sa démission du droit qu'elle avait d'exercer l'imprimerie de son mari.

Un arrêt du conseil d'Etat privé du roi, du 12 mai 1759, dispose que la ville de Valence n'a droit qu'à un seul imprimeur (1). Suivant un autre arrêt du 23 septembre 1765, Jean-Jacques Viret est reçu imprimeur pour remplir la seule place fixée par le règlement. En 1768, Jean-Jacques Viret est élu échevin. La maison d'habitation de Viret se trouvait à l'angle midi de la rue Jonchère et de la rue Jeu de Paume ; elle a été ensuite la propriété de Mlle Laurier, puis de Mme veuve Félix Nugues, née Monier (cadastre de 1896) (2).

Quant à l'imprimerie, elle se trouvait au midi de la maison des têtes, dans la Grande Rue, dans une maison qui est aujourd'hui la propriété de Mme Talon, née de Montal.

Bibliographie :

A Mgr le chancelier de France, mémoire présenté par les échevins de Valence pour le maintien de l'Université.

Observations sur la demande faite par la ville de Valence, d'un quai et d'un arsenal (s. d.)

(1) Archives de la Drôme, dossier du personnel des imprimeurs.

(2) Note de M. Villard. Suivant une note de M. Rochas, le 20 août 1790, on proposa d'installer le Directoire du département dans la maison Viret, située près de l'ancien jardin du roi.

Catéchisme | du diocèse | de Valence qui explique tous les mystères de la Religion, ses dogmes, etc., | à l'usage des anciens et nouveaux catholiques | et de ceux qui sont chargés de leur instruction, | avec l'abrégé de la doctrine chrétienne pour les enfants et les | Prières du matin et du soir. Imprimé par ordre de monseigneur l'évêque et comte de Valence pour être seul enseigné dans son diocèse.

A Valence, de l'imprimerie de J.-J. Viret, avec privilège du roi, sans date. Petit in-12 de xxiv-35 pages, armoiries de Mgr de Grave sur le titre ; le mandement qui est en tête est du 24 juin 1773.

Officium S. S. Cordis | Christi, illustrissimi et reverendissimi | Fiacri | Francisci de Graves, episcopi comitis Valentiniensis, | jussu et auctoritate ac venerabilis capituli consensu editum in tota diocesi celebrandum Valentiae, apud Joannem Jacobum Viret, regis et illustr. DD. episcopi Typographum.

MD.CCLXXIII. In-8° de 56 pp.

Jubilé universel de l'année sainte, accordé par N. S. P. le Pape Pie VI, avec le mandement de monseigneur l'évêque de Valence, les instructions et les prières imprimées par son ordre, chez Jean-Jacques Viret, imprimeur du Roi et de monseigneur l'évêque, (1776) avec privilège.

Petit in-12 de xviii-16 pp. Armoiries de Mgr de Grave sur le titre.

Lettre de Sa Majesté pour faire chanter le *Te Deum* dans toutes les églises du royaume pour rendre grâces au Seigneur du succès de ses armées navales.

In-4° de 4 pp.

Ordo divini officii recitandi | et missæ celebrandæ juxta liturgiam Provinciæ Viennensis | ad usum diocesis Valentiniensis Dioceseos | pro, anno MDCCLXXXI Paschâ occurrente 24 Aprilis | ordinatus et editus | de mand. D. D. Gabrielis Melchioris de Messey, episcopi Valentiniensis.

Valentiæ apud Joannem Jacobum Viret, episcopi Typographum, MD.CCLXXXI.

In-16 carré de 64 pp.

Mémoire pour messire Fiacre-François de Grave, évêque comte de Valence, contre les officiers de la sénéchaussée présidiale de Valence.

In-4° de 47 pages, signé Fiacre-François de Grave, (1785).

Lettres patentes du roi qui autorisent l'établissement définitif de la Société académique et patriotique, fondée à Valence en 1784.

Plaquette in-8° de 25 pp., avec les noms des sociétaires (1).

Oraison funèbre de très noble et très pieuse dame Catherine de Sibeud de St-Ferriol, marquise de Bayane, prononcée dans l'église abbatiale de Soyons, de Valence en Dauphiné, par Dom Pierre Toussaint, 1785. — In-4°.

Extrait du registre des délibérations de l'Université de Valence (2).

S. d. In-8°, 10 pp.

Il s'agissait d'examiner cette question : les Universités doivent-elles envoyer des députés particuliers aux Etats-Généraux ? Le recteur de l'Université de Valence, J.-B. Clerc, écrit à l'archevêque de Vienne ; les Etats du Dauphiné assemblés à Romans, opinèrent pour la négative. 1789.

(1) *Annales Valentinoises*, de M. VILLARD, p. 141.

(2) *Bibliographie historique des écrits, proclamations, adresses, etc., en Dauphiné pendant la Révolution*, par E. MAIGNIEN, bibliothécaire de la ville de Grenoble.

Délibération de la garde nationale de Valence, 20 av. 1790.

In-8°, 4 pp.

Procès-verbal des citoyens actifs de la Garde nationale de Bourg-lès-Valence en Dauphiné.

In-8°, 3 pp.

Serment prêté à la fédération faite à Valence, le 31 janvier 1790.

N'étant point conforme à celui renfermé dans le procès-verbal imprimé, les citoyens de Valence donnent la teneur exacte de celui qui y fut prononcé

Délibération de la ville de Crest, 21 avril 1790.

In-8°, 4 pp.

Délibération du conseil général de Montélimar, 5 mai 1790.

In-4°, 4 pp.

Discours de M. de Bauthéac de Grandval, maire.

Il soumet la lettre écrite par quelques citoyens de la ville de Nîmes, du 20 avril dernier. Le conseil général, par sa délibération, la dénonce au roi, à l'Assemblée nationale, à la France entière, comme contraire au respect dû à Sa Majesté.

Société des amis de la constitution de Valence, 7 mai 1790. Chez J.-J. Viret, à Valence.

Assemblée électorale de Chabeuil, département de la Drôme.

S. d. In-8°, 21 pp.

Service 1790. Administration du département de la Drôme. Assemblée électorale de Chabeuil. Etat de messieurs les députés électeurs du département de la Drôme présents à Chabeuil, dont les pouvoirs ont été vérifiés, et qui ont été inscrits suivant l'ordre observé par les décrets de l'Assemblée nationale.

S. D. In-4° de 37 pp. Chez J.-J. Viret, imprimeur à Valence.

Procès-verbal de la prestation du serment civique.

Extrait des registres de la maison communale de la ville de Romans, 23 juin 1790. Discours du maire Duport-Roux aux gardes nationales, au bataillon des chasseurs royaux, aux citoyens ; de M. de Gilliers, commandant les gardes nationales ; de M. Duport-Roux, chanoine de St-Barnard ; de Mme Sablière, au nom des dames et mères de familles ; de Mlle Dartan, âgée de sept ans, et de Mlle Sablière âgée de dix ans.

Discours prononcé le 29 janvier 1790, jour de l'assemblée du district de Valence, pour la nomination des députés à la fédération nationale du 14 juillet prochain.

In-4° de 4 pp.

Lettre adressée à l'Assemblée nationale, par les ecclésiastiques du district de Valence, 30 juin 1790.

In-folio placard sur 2 colonnes.

Adhésion aux décrets de l'Assemblée.

91 prêtres prêtent le serment civique. — Adhésion donnée à la résolution prise par les sociétaires de n'user que de marchandises des manufactures françaises ; société de Valence, sous la présidence de Mallevall. Cette délibération est envoyée à Barnave, à Paris.

Fête civique célébrée à Châtillon, district de Die, le 14 juillet 1790. Extrait collationné sur le registre des délibérations de la municipalité de Châtillon. Chancel-Villeneuve, greffier.

In-8°, 4 pp. Bibl. de M. Cyp. Perrossier.

LÉON EMBLARD.

(A continuer.)



LES NOTAIRES PIÉMONT

DE

SAINT-ANTOINE

A notre époque, les savants scrutent les secrets du passé, et en voyant le fruit de leurs laborieuses recherches, on en vient à se demander si, dans un temps prochain, il restera encore quelque trouvaille à faire à ceux qui viendront après eux. Il semble que rien n'échappe à leur sagacité et à leur perspicacité, qui voudrait pénétrer partout et tout connaître; toutefois, disons-le, ils doivent se résigner à ignorer beaucoup de choses de ce passé qui a disparu sans retour, dont les traces difficiles à suivre paraissent défier la science des plus habiles, et qui parfois ne se laisse entrevoir que pour infirmer leurs déclarations trop aventureuses et trop précipitées.

Les recherches des amis de l'histoire sont singulièrement facilitées par les derniers travaux des érudits. Les choix ou recueils de documents inédits, les répertoires, les catalogues des bibliothèques et les inventaires des fonds d'archives publiques et particulières se multiplient chaque année; désormais, l'on peut sans trop de peine connaître le travail déjà exécuté et s'épargner des fatigues longues et inutiles.

Mais en même temps et dans les mêmes proportions, le public devient plus exigeant. Quiconque traite un point

d'histoire doit connaître tout ce qui est déjà publié sur le même sujet, et son ignorance des récents travaux sur la même matière est regardée comme inexcusable. De même, l'on n'admet plus que l'on cite de seconde main un auteur ancien; il faut recourir à l'original et à la source elle-même, si elle existe. Enfin et comme conséquence de ce qui précède, le lecteur se croit en droit d'exiger la précision. Autrefois, l'on se contentait souvent d'un à peu près : « Tel auteur a dit cela, » c'était généralement suffisant. Maintenant, il n'en est plus ainsi; le lecteur veut avoir sous les yeux le passage de l'auteur cité, ou du moins il demande de pouvoir s'y référer; sans cela, il juge sévèrement le livre qu'il tient entre les mains; il l'accuse de manquer de preuves et lui applique à bon droit la maxime ancienne : *Gratis affirmatur, gratis negatur*.

Voilà quelques-unes des exigences dont on ne saurait s'affranchir, si l'on veut aujourd'hui aborder un sujet d'histoire.

Il faut donc recourir aux sources.

I. — LES NOTAIRES, AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI.

Entre toutes les sources de l'histoire, il en est une dont l'importance ne saurait échapper à personne, et qui est chaque jour plus appréciée : nous voulons parler des *minutes des notaires* (1).

Le notaire est un homme qui remplit un ministère public et officiel. Il a étudié le droit, et après un sévère examen, il a prêté le serment devant le jury; aussi son

(1) On peut consulter sur ce sujet un bel article de M. Vital BERTHIN, *Des notaires au moyen âge*, dans la *Revue de Vienne*, t. I, p. 326-30.

témoignage écrit a toujours eu une valeur spéciale et indiscutable : il a force de loi. L'Etat et les particuliers reconnaissent au notaire cette autorité, et le jour où il aurait perdu la confiance publique il devrait renoncer à remplir sa charge.

Ses actes sont d'une importance capitale : il travaille pour les hommes du présent et pour la postérité.

Les principaux actes notariés sont les mariages et les testaments. Mais il y en a beaucoup d'autres, comme sont les partages de succession, les ventes et achats, les procurations. Chacun de ces actes est soumis de par la loi, à certaines conditions qui lui donnent toute sa valeur, et dont l'omission pourrait amener la cassation et l'annulation. Tout doit y être précis et bien déterminé : les noms et surnoms des parties, l'objet du contrat, les clauses, les témoins, enfin le lieu et la date. Les parties en présence y sont grandement intéressées. Enfin, le style même, que l'on ne tolérerait point dans un historien, style *sui generis*, propre au notaire, et dont il ne doit point légalement s'écarter : tout cela assure la correction de l'acte. Nous ne dirons rien des poursuites et des peines sévères auxquelles s'exposerait le notaire prévaricateur.

Le notaire n'a point la propriété des actes qu'il a lui-même passés. Les minutes de ces actes, ainsi que celles des notaires qui l'ont précédé dans son étude, sont « propriété publique » ; elles sont transmises fidèlement au nouveau notaire qui fait l'acquisition de l'étude : c'est là que les particuliers, intéressés à les consulter, pourront les trouver et en obtenir copie, si bon leur semble.

Actuellement, en France, chaque notaire conserve dans son étude les minutes de tous ses devanciers. Un projet de loi a été présenté, en vertu de laquelle on réunirait

dans des dépôts publics toutes les minutes antérieures à la Révolution. Il faut en convenir : cette décision ne paraîtrait peut-être point à plusieurs un témoignage de confiance envers les personnes honorables qui remplissent l'office de notaire ; mais certainement ce serait une sauvegarde pour ces précieux documents. Quoi qu'il en soit, ce n'est là qu'un projet.

Qui ne voit quel prix et quel intérêt peuvent avoir pour l'amateur des choses d'antan les minutes fidèlement conservées des anciens notaires ? Les généalogistes interrogeront tout spécialement les contrats de mariage et les testaments ; les topographes étudieront les anciennes routes, l'emplacement des bâtiments et les limites des propriétés, dans les actes d'acquisition ou de vente ; disons-le, chaque spécialiste trouvera à glaner dans le vaste champ des registres notariaux. — S'il en est ainsi de ceux qui s'occupent de retrouver dans le passé l'origine d'une famille ou l'histoire d'un bâtiment, d'une église, par exemple ; quelle bonne fortune pour celui qui étudie l'histoire d'un couvent ou d'une abbaye, de rencontrer les registres d'un homme, dont le nom est maintenant peut-être inconnu, mais qui fut, il y a plusieurs siècles, pendant vingt, trente années ou plus, le notaire et le secrétaire spécial de cette maison autrefois célèbre !

Nous sommes loin, cependant, de prétendre que la collection de ces minutes dût être intégralement livrée à la publicité ; en effet, le plus grand nombre de ces actes offrent un intérêt trop personnel ou trop restreint pour mériter cet honneur. L'inventaire-sommaire seul présenterait une véritable utilité et permettrait aux érudits de recourir à l'original pour le consulter.

Les notaires étaient autrefois plus nombreux qu'ils ne le sont aujourd'hui. Le lecteur en jugera par ce que nous allons dire.

A la fin du ^{xix}^e siècle, vingt-six titulaires seulement exercent cette profession dans l'arrondissement de Saint-Marcellin, parmi lesquels trois résident au chef-lieu et un seul à Saint-Antoine.

Un édit royal, daté du mois de mai 1627, fit la « création de *douze cents* notaires héréditaires dans la province de Dauphiné, » dont « *trois* dans le bourg de Saint-Antoine (1). » Trois notaires à St-Antoine, établis le même jour ! « Sans doute, dira-t-on, il n'y avait encore aucun notaire dans ce bourg, et le roi a voulu agir royalement en faisant une semblable « création ? » Telle n'est point la vérité.

Voici, en effet, les noms des notaires de St-Antoine qui exerçaient en même temps leur office dans les années 1574 à 1580, à l'époque où le notaire dont nous avons principalement à nous occuper venait d'embrasser sa carrière : c'étaient François Dubois, Claude Boutéon, Baptiste Bernard, Pierre Delahaye (protestant) (2), Jean de la Garde, Jacques Fayolle, Claude du Pinet, Jean Poudrel, Odin de Valloys, la plupart notaires héréditaires (3).

(1) Antoine PRÉMONT, not. de St-Ant., vol. BBB-1698, fol. 32.

(2) Ce notaire avait été cuisinier du grand prieur de l'abbaye, Hector de Rux, avant d'être notaire. *Mémoires d'Eustache Piémont*, p. 45.

(3) Encore que nous venions de nommer un notaire protestant, nous pensons qu'il faisait exception, et que, pour cet emploi, l'on choisissait de préférence un catholique. Nous voyons en effet (Eust. PRÉMONT, vol. de 1595, fol. 64), que, le 15 août 1595, les consuls et la communauté de St-Antoine élisent pour exercer l'office et l'état de notaire en lad. ville, à la place de feu M^r François Dubois, à savoir Antoine Jassod, fils de Bon Jassod, natif dud. lieu, « estant de la religion chrestienne, catholique, apostolique, romayne. »

Nous pourrions ajouter les noms de plusieurs autres, qui furent sans doute les émules de ceux que nous venons de nommer, dans ce laps de temps que nous avons donné comme point de comparaison. Disons encore que Chatte, Chevières, Dionay et autres petites localités voisines de St-Antoine, qui en sont aujourd'hui dépourvues, avaient à cette époque un ou plusieurs notaires.

Leurs registres ou volumes de minutes, comme ceux de leurs devanciers, qui ont échappé à la destruction, composent les archives des études notariales de la région de St-Antoine, où leurs anciens propriétaires les ont emportés en changeant de résidence.

II. — CLAUDE PIÉMONT ET SA FAMILLE.

Parmi tous les notaires de St-Antoine, il en est un qui a pour nous un intérêt particulier, car il fut avec son fils, pendant de longues années, le secrétaire de l'abbaye de St-Antoine, et plusieurs membres de sa famille exercèrent dans le bourg l'office de notaire pendant plus de cinq quarts de siècle. Nous voulons parler des notaires Piémont.

Le premier notaire de ce nom fut EUSTACHE PIÉMONT, l'auteur bien connu des *Mémoires*, que M. Brun-Durand a récemment publiés pour la première fois (1), et dont nous parlerons après avoir esquissé la biographie de leur auteur et celle de sa famille.

La reconstitution de cette généalogie nous a été facilitée

(1) *Mémoires de Eustache Piémont, notaire royal-delphinal de la ville de St-Antoine en Dauphiné (1572-1608)*, publiés par J. Brun-Durand, vice-président de cette Société (d'Archéol. et de Statist. de la Drôme). Valence, J. Céas, 1885, un beau vol. in-8° de XLIV-664 p.

par M. M^e Louis Coffin, notaire de St-Antoine, qui a eu l'aimable obligeance de nous communiquer les nombreux registres conservés dans son étude : nous le prions de recevoir ici tous nos remerciements. — Le fonds de St-Antoine, conservé aux archives du Rhône, nous a aussi fourni quelques notes bien précieuses.

M. Brun-Durand, dans sa Préface, nous a donné déjà quelques notes biographiques sur Eustache Piémont ; nous essaierons de les compléter. Il voudra bien nous pardonner, si nous modifions quelques-unes de ses assertions, empruntées à divers ouvrages parus avant sa savante édition des *Mémoires*.

Claude Piémont, maréchal (i) de St-Antoine (1), épousa Jeanne Catan. Ils eurent trois fils dont les noms nous sont connus : Eustache, Jean, Loys et une fille, dont l'existence nous est révélée incidemment par les *Mémoires* (2). C'est tout ce que nous connaissons des parents d'Eustache Piémont ; ils moururent avant la fin de l'année 1574 (3). Nous ne connaissons pas non plus l'ordre de primogéniture de leurs trois fils (4).

(1) « Hon. viro Claudio Piedmond, marselario Sti Anthonii », témoin dans un acte du 7 févr. 1571. *Arch. du Rhône*, H, fonds de St-Ant., carton 8. — Cette variante *marselarius* ne se trouve pas dans Du Cange.

(2) « Elisabeth Fayolle, ma niepce », p. 211. — Dans le titre même qu'il a donné à ses *Mémoires*, Eustache mentionne un sien oncle, « Jean Piemond », marié en Poitou « dès l'année 1560. »

(3) Dans le partage fait le 7 nov. 1574 entre Humbert et Antoine Catan frères, Eust. Piémont mentionne « Jehanne Cathan, vivant mariée avec Claude Piemond. » D'après cet acte et d'autres documents, Pierre Catan, mari de Catherine Siberte, testa le 7 mai 1569, et fut père de : 1^o Humbert, mari de Catherine Ageron ; 2^o Antoine ; 3^o Thoinette, femme de Pierre Guillermet ; 4^o Jeanne. Vol. de 1574, fol. 158.

(4) *Mémoires...*, p. 211. — L'an 1610 et le 15 sept., transaction fut passée pour terminer le différend mû « entre Thievena Bernarda,

Loys Piémont, fils de *feu Claude*, épousa, le 8 août 1574, *Thoina Jasserme*, fille d'*Antoine* (1). Il était boucher de Saint-Antoine. Il mourut de la peste, en 1586, avec « sa femme et quatre enfans (2). »

Au cours d'une enquête juridique faite dans l'abbaye de Saint-Antoine le 25 août 1605, « honneste Jean Piedmond, dud. Saint-Antoine, apparaît « aagé d'environ quarante-deux ans » : ce qui reporte sa naissance à l'année 1563. Eustache devait être son aîné de plusieurs années, puisqu'il était notaire dès 1574. M. Brun-Durand le fait naître en 1550, d'après le titre même des *Mémoires*.

Jean Piémont, bourgeois et boulanger de Saint-Antoine, et hôte de « la Croix Blanche » (3), eut de sa femme « Janne Togie » (*al. Tougie*), veuve d'*Antoine Lambert Caffiot*, une fille nommée *Antoinette*, qui fut d'abord femme d'*André Bugnot* (père d'*Antoinette* et *Jeanne*

demanderesse, et M^e Heustache et Jehan Piemond, frères, en quallité d'héritiers avecq inventayre de feu Loys Piemondz, leur autre frère, pour raison de la vente de certains fondz assis au mandement de Saint-Authoine, lieu dit « à Saint-Disdier », led. contract de vente passé en l'année 1585, au mois de septembre. Jehan Jassoud, not. de Saint-Ant., vol. 1605-1618, fol. 144.

(1) Eust. PIÉMOND, pet. vol. de 1574, fol. 198.

Seuls Jean, Eustache et son fils Claude signent *Piémond* ; tous les autres membres de la famille, *Piémont* : c'est l'orthographe que nous avons adoptée comme la plus commune. On trouve encore la forme *Piedmont*.

(2) *Mémoires* . , p. 211.

(3) J. JASSOUD, not., gr. vol. de 1605-18, fol. 134 — M. Brun-Durand (*Mémoires*. Index, p. 587,) mentionne : « Piemond, Joseph, hoste du *Chapeau rouge*. » Le texte unique des *Mémoires* (p. 257) sur lequel s'appuie ce dire, ne nous semble point assez démonstratif : « Nous les « logeâmes au *Chapeau rouge*, où Joseph Piémond se tenoit. » Ce *Joseph Piémond* n'est connu que par ce texte, où nous croyons qu'il faudrait lire « *Jehan* ».

Bugnot), puis d'Antoine Marbaud des Iles. André Marbaud, frère d'Antoine, épousa plus tard Antoinette Bugnot, que nous venons de nommer. Jean Piémont, qui apparaît d'abord comme « clerc », puis souvent comme témoin dans les actes rédigés par son frère ou par son neveu Annibal, fit son testament le 17 novembre 1645 et mourut après le 5 janvier 1646 (1).

III. — LES ÉCRITS D'EUSTACHE PIÉMONT : SES MINUTES ET SES MÉMOIRES.

Aujourd'hui, chaque notaire possède un « état des minutes déposées dans son étude. » M^e Coffin a bien voulu nous communiquer son « état », sur lequel on lit tout d'abord : « Notaires de St-Antoine : 1^o Piémont Eustache, du 18 janvier 1574 au 1^{er} déc. 1616 ; 2^o Piémont Annibal, 16 nov. 1609 au 11 janv. 1649 ; 3^o Piémont Antoine, 12 juin 1649 au 1^{er} nov. 1706 », etc.

Voilà donc fixées les limites de la carrière de ces trois notaires.

Durant ce long espace de plus de quarante ans, Eustache Piémont a rempli de ses actes ou contrats un grand nombre de volumes, registres ou « prothocols » comme il les appelle lui-même. Ils forment deux séries, dont la première embrasse les années 1574(A) — 1597(&); la seconde, commencée en 1592 (AA), s'arrête à l'année 1515-16 inachevée. Chaque année comprend deux volumes, en grand et petit format, cotés par la même lettre. Ses petits volumes sont ordinairement précédés du répertoire.

(1) Nous connaissons ces détails sur la famille de Jean Piémont par son testament, que l'on peut voir dans Ann. PIÉMONT, vol. de 1645, fol. 180-2. — Cf. Id., 1646, fol. 4. — Jean Piémont n'était donc point le fils d'Eustache, comme le dit l'*Armorial du Dauphiné*, p. 522-3.

Le notaire inscrit ordinairement en tête de ses volumes une maxime ou pieuse invocation. Voici celle qui commence le grand volume de 1575 : « Au nom de Dieu, le priant de bon cœur qu'il luy plaise me vouloir assister en toutes mes euvres » (1).

Ces maximes et cette belle invocation adressée au Tout-Puissant au commencement de sa carrière, témoignent d'une vraie dévotion et d'une foi profonde et inébranlable. Si le notaire catholique savait demander le secours de Dieu avant toutes ses œuvres, il savait aussi le remercier pour toutes les faveurs reçues. Presque à chaque page de ses *Mémoires*, on rencontre un mot de reconnaissance adressé à « l'auteur de tout bien. »

Il est profondément regrettable que certains volumes soient incomplets. Plusieurs chapitres généraux ou autres actes importants, inscrits au Répertoire, ont disparu.

(1) Au commencement de son premier volume en petit format, on lit la belle prière suivante : « Au nom du Pere, et du Filz, et du Saint Esprit, amen. Je Eustache Piedmond, notaire royal, prie et requiers tres humblement la saincte divine Trinité de paradis me vouloir assister en toutes mes oeuvres, tant spirituelles que temporelles, me conduire par la grace du Saint Esprit en la vraye voye de salut, me vouloir garder de faire chose qui soit contre le devoir de mon estat, me vouloir garder de toutes mauvaises personnes et de mauvaise voullunté, qui se pourroyent adresser à moy pour me incister à faire chose contre mon honneur ; me donner l'esprit et le pouvoir recognoistre à celle fin que je m'en puisse garder, et que je puisse si bien user de mond. estat que ce soit à la gloire de Dieu et de mon honneur et proffict d'ung chascun ; et generalmente de tous perilz et dangers de mauvaise compaignie, mauvaise herezie, à celle fin que je puisse tousjours recognoistre et louer celluy qui m'a faict et créé, et qui a voullu prendre chayr humaine, et souffrir mort et espandre son sang en l'arbre de la croix pour les pecheurs : le suppliant de bon coeur qu'il luy plaise me donner sa grace et benediction, et en fin paradis, amen. PIEMON, not. »

Cette soustraction, croyons-nous, peut être expliquée dans certains cas : le notaire, pour s'épargner un grand travail de copie, aura détaché du registre annuel et expédié le cahier qui contenait ces actes. Mais cette explication est-elle recevable pour tous les cas ? Nous n'oserions point le soutenir...

Dans les derniers volumes, on reconnaît, parmi les diverses écritures, celle d'Annibal Piémont, qui venait en aide à son père, bien qu'il fût lui-même notaire, comme nous le verrons plus loin.

Eustache Piémont a laissé un *Répertoire général* ou table de tous ses registres. Ce volume de 503 feuillets est en très mauvais état, le dos ayant été rongé par l'humidité. Des deux cents premiers feuillets se rapportant aux années 1574 à 1590, il ne reste qu'une parcelle...

Eustache Piémont tenait bien ses registres notariaux ; l'écriture est belle et toujours soignée ; l'on ne voit point dans les interlignes de surcharges qui rendent les textes illisibles ; il renvoie plutôt, au moyen d'apostilles, les corrections ou additions indispensables au bas de la page ou à la fin de l'acte avant l'apposition des signatures. Les actes, placés régulièrement dans l'ordre chronologique, sont précédés d'un titre qui indique l'espèce du contrat, si c'est un arrentement, une transaction ou une quittance, etc., et le nom des parties. Souvent, de courtes notes marginales font connaître que l'acte a été expédié et réexpédié par le notaire lui-même ou par quelqu'un de ses successeurs, parfois un ou deux siècles après la rédaction de l'acte primitif. Disons en passant que ces notes sont rarement sans intérêt. Les titres des actes sont reportés à l'index qui accompagne chaque volume ou au *Répertoire général*. La couverture en parchemin contient

un acte, rédigé le plus souvent en latin, particulièrement un contrat de mariage, qui, à l'époque où le notaire reliait ses « prothocols », ne présentait pour lui aucun intérêt, mais où le chercheur attentif découvre parfois des détails surprenants.

Sans doute, la plupart des registres notariaux fournissent les mêmes détails et les mêmes avantages; nous devons dire toutefois que les volumes d'Eustache Piémont sont plus soignés que ceux de ses collègues, ses contemporains, et que les recherches y sont plus faciles. Et nous ajoutons avec plaisir que les membres de sa famille qui lui succédèrent dans le notariat, semblent avoir hérité de leur ancêtre ces deux précieuses qualités, le soin et l'ordre. En ouvrant leurs volumes, *on voit clair* et l'on ressent le désir de lire. Nous n'en dirions certes pas autant de tous les registres notariaux que nous avons eus entre les mains !

Terminons par un détail; le lecteur jugera lui-même de son importance.

Nous avons dit plus haut que dans les registres des notaires Piémont, les actes étaient « placés régulièrement dans l'ordre chronologique. » Cette méthode est si naturelle que son éloge a pu paraître banal. Or, nous connaissons la collection des registres d'un ancien notaire, soit les actes reçus en son étude pendant plus de trente années. *Tous* ces registres ont été reliés de la façon que nous allons décrire. Nous prions le lecteur d'être attentif. Chaque volume comprend deux années (voire même trois); la seconde année est placée avant la première, et la troisième (quand il y a lieu) avant la seconde. Chaque année se termine par son index, qui est le point de départ d'une pagination spéciale, compliquée parfois d'une ou

deux autres, et allant, pour suivre l'ordre chronologique ou quasi-chronologique, en sens inverse de la méthode normale partout reçue. De plus, l'index annuel sépare les actes des séculiers de ceux des ecclésiastiques de la même année ! C'est à cette pagination à rebours que se rapporte le *Répertoire général*, — car il y en a un. Enfin, pour la consolation du chercheur, il y a une autre pagination, unique pour les deux (ou trois) années du volume, procédant selon la méthode que tout le monde connaît, mais qui est inutile, puisque aucune table ne s'y rapporte ! C'est complet, c'est réussi !... Et *vingt volumes* reliés d'après cette méthode !... On peut se demander quels avantages l'inventeur du système avait découverts dans cette façon de procéder, pour l'appliquer ainsi *avec suite*. Ce qui est certain, c'est que, dans un tel labyrinthe, l'on peut chercher longtemps sans trouver, et que parfois, désespérant enfin d'y trouver rien qui vaille, on s'en éloigne avec dégoût, quoique avec regret... et à tort.

Revenons à la rédaction d'Eustache Piémont. Dans les actes notariés, il emploie le style propre aux notaires en se conformant à certaines formules, où les noms propres seuls sont à changer. Secrétaire de l'abbaye de Saint-Antoine dès 1580, il rédigea pour les religieux un grand nombre d'actes très divers, en français et en latin. Il semble très facile dans ces sortes d'actes, modelés sur les formulaires (1), d'éviter une faute quelconque de langage. Nous n'avons pas d'observation à faire sur les actes rédigés en français par Eustache Piémont; mais vraiment

(1) Il existe encore aux *Archives du Rhône*, H, fonds de St-Antoine, carton 214, un registre ou *formulaire* servant à la rédaction de la plupart des actes capitulaires de l'abbaye.

certaines autres ne font pas honneur à sa science de la langue latine. Un exemple, qui l'emporte de beaucoup sur tous les autres, mérite d'être rapporté comme exception.

En 1897, nous avons transcrit les actes du chapitre général de l'année 1605, d'après une copie, évidemment défectueuse, tout entière de la main d'Eustache Piémont. Deux ans plus tard, nous fûmes assez heureux pour retrouver, égaré dans un volume d'Antoine Piémont, l'original paginé (fol. 85-89), et enlevé au volume « HH 1605 » auquel il avait appartenu. Cet original est seulement signé par le notaire ; le texte, très correct, est sans doute de la main d'un religieux de l'abbaye. En comparant les deux textes, nous avons remarqué, dans la copie du notaire, l'omission de plusieurs passages notables ; son texte, bien lisible, d'une orthographe souvent différente de celle de l'original, *fourmille* (le mot n'est pas trop fort) de fautes qui le rendent, en maints endroits, inintelligible. Il a même imité l'écriture de certains mots, pour lui illisibles : d'où il est résulté une sorte de hiéroglyphe indéchiffrable à l'œil et à l'intelligence ; d'autres fois, il a simplement passé outre. Enfin, l'on en vient à se demander si le bon notaire comprenait ce qu'il écrivait.

Aussi bien ne faut-il point s'étonner de trouver, dans quelques-uns de ses volumes, des extraits de lexique, écrits de sa main et à son usage. En voici un spécimen : « *quia*, pourvu que ; *labor*, labeur, peyne et travail ; *ingratus*, mecognoissant ; *debita*, deub ; *præmia*, gain et prix de quelque jeu, gaige, loyer ; *fallunt*, decepvoir, abuzer, tromper ; *excipiendis*, prendre, recepvoir ; *hactenus*, jusques à présent (1). »

(1) Vol. de 1597, fol. 110.

Le titre du volume de 1574 se termine ainsi : « *Finis coronna oppus.* »

Evidemment, celui qui a besoin de recourir au dictionnaire pour connaître la signification de mots aussi souvent répétés, n'a point fait une étude approfondie de la langue latine.

On ne saurait faire une semblable observation à l'endroit du fils et du petit-fils d'Eustache Piémont.

Outre ses registres, dont nous venons de parler, Eustache Piémont a laissé des *Mémoires*, que nous ferons connaître brièvement, d'après la *Biographie du Dauphiné* : « Ce journal embrasse une période de 36 ans [1572-1608] ; il est divisé en alinéas précédés chacun d'un titre explicatif, de la date de l'année, du mois et quelquefois du jour ; il donne de minutieux détails sur tous les petits sièges, attaques, prises et reprises des innombrables places de guerre qui bordaient les deux rives du Rhône, sur les assauts éphémères qu'essuyèrent les bourgades, les combats de quelques instants, les révolutions intérieures des cités, dont l'obscurité a presque toujours échappé aux historiens. Piedmond fut souvent témoin des événements qu'il raconte ; aussi son journal est-il d'une grande importance pour fixer les incertitudes et les erreurs de dates qui pèsent sur un grand nombre d'événements arrivés dans notre province pendant la seconde moitié du xvi^e siècle (1). »

Dans cette étude, il nous est souvent arrivé et il nous arrivera souvent encore de citer ces *Mémoires* pour faire connaître leur auteur, les membres de sa famille et d'autres personnages dont nous aurons à parler.

(1) T. II, p. 247.

M. Rochas, dans le passage que nous venons de lui emprunter, et après lui, M. Brun-Durand, dans sa Préface aux *Mémoires* imprimés (p. xxiv, xlii et p. 1), s'appuyant sur le titre même de ces *Mémoires*, marquent leur commencement à l'année 1572 (1). MM. Jules Ollivier et Vital Berthin, s'appuyant également sur le même titre, — qu'ils reproduisent différemment, — les font commencer dix ans plus tôt en 1562. Quel titre portait l'original d'Eustache Piémont ? Impossible de le dire sûrement, puisque son manuscrit a disparu. Du reste, les deux lectures peuvent se justifier : car les cinq premières pages des *Mémoires* résument les événements des années 1560-1570, et les deux suivantes seulement (6-7) se rapportent à l'année 1572.

Cette variante de lecture serait donc par elle-même sans importance. Seulement la date de 1562, étant donné le reste du titre tel qu'il se lit dans les divers auteurs, rend ce titre contradictoire en faisant revenir de Poitou Eustache Piémont en 1562, *onze ans* après que son oncle l'a attiré dans cette province où il est « marié dès l'an 1560. » Le texte complet donné par M. Brun-Durand seul s'accorde avec la dernière date de 1560 qui termine le titre.

(1) Voici ce titre tel que le donne (p. 1) le texte publié par M. Brun-Durand : « Memorial perpetuel... de ce que particulièrement est advenu en Daulphiné, et notamment en nostre pauvre ville de St-Antoine en Viennois, recueilli par moy Eustache Piemond, notaire royal d'alphinal de lad. ville de St-Antoine... depuis l'année mille cinq cens septante et deux qu'e je fus de retour de Poictou, où j'avois demeuré unze ans et unze ans j'avois lorsqu'un mien oncle nommé Jean Piemond m'y avoit attiré, y estant marié dès l'an 1560. »

M. Ollivier (*Revue du Dauphiné*, t. I, p. 143,) et M. Berthin, (*Revue de Vienne*, t. II, p. 300), omettent les mots « et unze ans j'avois » dans le titre des *Mémoires* qu'ils relatent d'après la copie de Fontanieu, à la Bibliothèque Nationale.

Comme l'indique la citation précédente, les *Mémoires* s'arrêtent brusquement au mois de mars 1608. Tous les écrivains, jusqu'ici, ont attribué cet arrêt subit à la mort de l'auteur. Il n'en est rien, car Eustache Piémont vécut encore plusieurs années, comme nous le verrons bientôt. Il faut donc, désormais, chercher à cela une autre cause, que la disparition de l'original ne permet point facilement d'assigner. Nous avons dit que certains cahiers plus importants ont été soustraits aux registres d'Eustache Piémont; un semblable accident n'est-il point arrivé aux derniers cahiers manuscrits de ses *Mémoires*, avant leur transcription faite au XVIII^e siècle ?

Il est temps de reprendre la biographie de l'auteur des *Mémoires*.

IV. — DATE DE LA MORT D'EUSTACHE PIÉMONT.

Ce n'est point dans les registres d'un notaire qu'il faut chercher des actes concernant sa famille; car s'il reçoit les contrats de tous les étrangers, il ne saurait être admis à témoigner dans sa propre cause et pour les siens. Eustache Piémont nous fournit néanmoins quelques notes, bien courtes, sur lui-même et sur sa patrie.

Voici comment il termine son petit volume de 1588 : « Fin de l'année 1588, laquelle a esté assez rude à passer; et dès le moys d'aoust dernier n'ay guieres travaillé de mon estat à cause des remuementz survenuz dès la surprinse de Paris, et pour la fin le sr de Guyse aux Estatz generaulx de France à Bloys fust tué. Nous resceumes à St-Anthoine grande ruyné du sejour de 39 jours du regiment de la Baulme d'Aultung : pour nous estre voisin, il ruyna presque tous les bastimentz de la ville, ruyna les habitans et les villages autour à vin lieues. Ayant entendu

la mort dud. sieur de Guyse, il s'en alla le jour des Innocens 1588. Dieu nous donne consolation en noz mizeres ; et qu'il luy plaise apaiser les troubles et partialités des princes, affin que, jouissant de heureuse paix, nous le puissions recognoistre nostre souverain createur, et en fin nous donner paradis ! PIEMOND, not^{re} (1). »

Dans son *Répertoire général* (2), il nous explique pourquoi ses protocols de 1605 et 1607 sont demeurés petits : Il fit, à la fin de ces deux années, nous dit-il dans une note, un voyage à Grenoble où il séjourna plusieurs semaines, la première fois « comme commis du bailliage de St-Marcellin pour les affaires des villageois du Dauphiné », pour l'exécution de l'arrêt du conseil privé obtenu à leur profit ; la seconde, pour le même motif et aussi « pour le second rabaiz de feuz de St-Anthoine, que le consul Lavis et moy avons obtenu à la ville de St-Anthoine reduicte à x feuz. »

Voilà tous les détails que nous avons pu recueillir sur sa personne.

En quelle année mourut Eustache Piémont ?

M. A. Rochas, dans la *Biographie du Dauphiné*, dit que « nous ne savons presque rien de la vie d'Eustache Piedmont. » Et après avoir donné le titre de ses *Mémoires* encore manuscrits, il ajoutait : « Son journal s'arrête à l'an 1608. Comme il enregistrait chaque jour avec soin et une régularité notariale les événements dont il était témoin, ou dont il entendait parler, on peut avec probabilité placer sa mort à cette époque ; il nous semble, en effet, difficile à admettre qu'un notaire de la vieille roche, tel que lui, se fût départi sans une cause aussi

(1) Cf. *Mémoires...*, p. 232.

(2) Fol. 426, 433, 453 et 458. — Cf. *Mémoires...*, p. 277.

majeure que celle de son trépas, d'une habitude contractée depuis 36 ans. » Dans cette appréciation, M. Rochas ne fait que suivre l'opinion émise en 1830 par M. Jules Ollivier dans la *Revue du Dauphiné* (1).

L'*Armorial du Dauphiné* se contente de dire qu'il « vivait encore en 1608. »

M. Brun-Durand pense, après l'auteur de l'*Armorial*, que sa mort est « probablement arrivée en 1608. »

Toutefois, il est un passage des *Mémoires*, qui eût pu embarrasser un auteur dégagé du préjugé de l'année 1608. Voici ce qu'on lit à la page 424-5 de ces *Mémoires* imprimés : « *Le dimanche 12 de juillet 1615, il [le pieux abbé de Saint-Antoine, Antoine Tolosain] deceda et fust enterré dans la grande esglise, en la tombe qui est devant le pupitre du cœur, et quatre jours après son enterrement, on voulust pozer la grande pierre, on trouva ce corps dans sa chasse beau et frais sans puanteur, chose admirable; et l'on trouva les ossements du corps de l'evesque de Beziers, qui sentoient bon comme beaume, chose admirable. Tout le peuple de la ville l'alla voir, et moy je touchay sa face qui estoit plus vermeille que le jour que fust mis en terre* (2). »

(1) T. I, p. 143.

(2) L'examen approfondi et la critique de ce court alinéa demanderaient de longs développements, que nous différons de donner. Pour le moment, nous nous contenterons de prévenir le lecteur que nous regardons comme appartenant *certainement* à Eustache Piémont seulement la partie du texte en italiques; une autre partie, *peut-être* de lui, a été ensuite faussée par suite d'une mauvaise correction. Quant à ce qui concerne « l'evesque de Beziers », c'est *certainement* une addition faite après l'année 1660, c'est-à-dire après la translation du corps de l'abbé Tolosain dans un autre caveau de l'église. — La discussion de ces différents points n'intéresse pas la date de la mort d'Eustache Piémont, et notre démonstration n'en sera nullement ébranlée.

M. Brun-Durand a donné, dans une note, une explication facile de ce passage au premier abord embarrassant. Puisque, pensait-il, l'annaliste est mort en 1608, « cet alinéa a dû être ajouté au ms. original par le fils d'Eustache Piémont... »

Evidemment cet alinéa, qui suit immédiatement le récit de l'élection de l'abbé Tolosain, faite en octobre 1597, n'a pu être inséré dans le texte des *Mémoires* (ou plutôt, croyons-nous, en marge dans l'original aujourd'hui perdu) que dix-huit ans après cette élection. Mais nous n'hésitons pas à dire que, dans son ensemble, selon que nous l'expliquons en note, l'intercalation de cet alinéa a été faite par *Eustache Piémont lui-même* après la mort du pieux abbé.

Le volume des actes notariés, reçus par Eustache Piémont en l'année 1597, existe encore. Au folio 239 commence le procès-verbal de l'« *Electio pro futuro abbate monasterii Sti Antonii.* » A la marge de ce feuillet, on lit la note suivante, *de la main d'Eustache Piémont* : « Il a régné 18 ans et decédé le 12 juillet 1615 (na faict antiere reparation en l'eglize). Dieu luy pardonne ces fautes. » — Sur la couverture-parchemin du même volume de 1597, on lit encore, *écrit de la main du même Eustache Piémont* : « Cy dans ce protocol est... la reception de frere Anthoine Tolozain, jesuiste, pour abbé, et a regné abbé 18 ans, (scut (?) faire certaine reparation en l'eglize). Dieu aye receu son ame en son paradis (1). »

Eustache Piémont *vivait donc encore en juillet 1615*, et c'est lui-même qui a consigné dans ses *Mémoires*,

(1) Les mots entre parenthèses ont été effacés : nous n'avons pu les rétablir qu'avec peine, et la lecture d'un mot reste douteuse.

comme dans ses minutes, la date de la mort de l'abbé de Saint-Antoine. Comme les autres habitants du bourg, et sans doute plus encore que les autres, il alla voir, « dans sa chasse beau et frais sans puanteur », le corps du défunt abbé qu'il avait connu, aimé et vénéré pendant sa vie, et s'en approchant avec respect, il « toucha sa face qui estoit plus vermeille que le jour de sa mort. »

Que ces deux annotations postérieures, faites dans le volume de 1597, soient de la main d'Eustache Piémont, la chose est absolument certaine et à l'abri de tout doute.

Ajoutons une autre preuve, qui confirme ce que nous venons de dire.

Nous avons encore les registres d'Eustache Piémont des années 1608 et suivantes *jusqu'à 1616 inclusivement*. Les actes contenus dans le dernier volume, qui est en grand et petit format, se rapportent aux deux années 1615 et 1616; le volume est sensiblement moins fort que les précédents, et l'année 1616 est inachevée. Le dernier acte est daté du 21 août de cette année. A en juger par le *Répertoire général*, où les derniers actes ont été « reperlés » par Annibal, ce volume n'a jamais contenu d'actes postérieurs. L'« état des minutes des notaires de St-Antoine », cité plus haut, fixait comme date dernière à la carrière du notaire le « 1^{er} décembre 1616 »; mais rien ne prouve qu'il ait pu exercer son état jusqu'à ce jour, empêché par la maladie ou peut-être... par la mort.

Quoi qu'il en soit, une dernière conclusion s'impose : c'est bien à la fin de l'année 1616 qu'il faut placer la mort d'Eustache Piémont, sans que l'on puisse encore préciser davantage.

DOM GERMAIN MAILLET-GUY,

Chan. rég. de l'Imm.-Conc.

(A continuer).

UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° à 133° livr.)

Die a été plusieurs fois livrée au pillage, jadis par les Barbares et par les factions politico-religieuses, de nos jours, par les archéologues, — ceux-ci, on le conçoit, dans des intentions différentes. — Mieux peut-être qu'en aucune cité dauphinoise, mieux qu'à Vienne, qualifiée *Pulchra* et *Ornatissima* par les Empereurs, on y respire ce mucre latin, cette odeur spéciale que gardent, des civilisations dont elles furent imprégnées, les vieilles murailles.

Le Moyen-Age, à qui l'énorme coûtait peu et qui maçonnait au besoin la montagne, bâtit et rebâtit d'une truelle inlassable dans la vallée de la Drôme, mais ici, pressé sans doute, il se borna à modifier et à ressemeler dans le sens de son architectonique. Sous les évêques, la ville était, dit-on, percée de douze portes ou poternes et flanquée d'un nombre considérable de tours. On y employa, pêle-mêle, sans les défigurer, sans les dépaïenniser, les matériaux de tous les monuments anciens. Ces pierres, petit à petit, se retrouvent, et chaque fois que la pioche en exhume, Die se sourit à elle-même.

Deux portes romaines donnaient jadis accès dans la ville. Sous le prétexte bouffon, de donner de l'air à un quartier, la porte St-Pierre a été abattue. Il reste la porte

St-Marcel, arc de triomphe de paternité fort douteuse, — et très joliment fruste. Va-t-on le jeter par terre ? Les savants, les curieux, tous ceux qui, à différents titres gardent au passé quelque tendresse, peuvent avoir confiance en M. Joseph Reynaud. Le maire de Die, dont la sensibilité de lettré s'est émue de mainte déprédation, garde sa ville.

A part le très beau porche que l'on sait, présent durable de Cybèle à l'Eglise, la cathédrale, dépecée par le terrible La Tour Gouvernet, et réédifiée au ^{xviii}^e siècle, est la laideur même. S. Nicaise, S. Pétrone et les quelques autres saints patrons de Die, en baissent les yeux. Le chœur, toutefois, offre au rez-de-chaussée des stalles anciennes richement sculptées. Le clocher, très court, finit lâchement en un affreux campanile de fer. La tour ruinée de Ste-Agathe est le seul reste d'une citadelle bâtie en 1595. La tour de Purgnon, débris vénérable d'un château des évêques bâti au ^{xii}^e siècle, a été convertie en 1860 en une chapelle sous le nom de N.-D. d'Espérance. Quant à la citadelle, sise sur une sorte de terrasse d'où la vue plonge fort agréablement sur la ville et sur toute la vallée de la Drôme, ce n'est qu'un vaste décombre.

Mais il faudrait dénombrer les vieilles pierres qui, partout, lapident le sol d'ex-voto historiques, et qui nous confient le secret de leurs joies et de leurs peines ; il faudrait parler des bancs publics, jadis orgueilleux bas-reliefs, et des fontaines ex-colonnes de temples ; il faudrait citer les maisons romanes aux voûtes pesantes dont l'une, habitée justement par M. Reynaud, demeure si précise en ma mémoire autant par le plaisant anachronisme de son architecture que par l'exquise hospitalité que j'y reçus ; il faudrait doubler les angles vifs et comme méchants de

certaines ruelles et lever les yeux vers leurs fenêtres ouvragées ; et il faudrait ne pas oublier les savants, tel cet opiniâtre Denis Long, qui fouilla toute sa vie le sol de sa ville natale. J'ai ma Drôme à suivre, ma Drôme dédaignée un peu de la cité qui lui tourne le dos, et que je vois serpenter là-bas par l'échappée des ruelles dans le verdoyant bassin du Périer, le jardin potager de Die !

Hâtons nos pas. La comtesse de Die a peut-être tort de clore ses jolies paupières. Elle est sur une place si calme, si ombreuse, si propice à une cour d'amour ! Mais sans doute elle médite, l'esprit bercé par le murmure des fontaines jaillissantes. Le buste noble et séduisant, dû au ciseau de M^{me} Clovis Hugues, fut inauguré en août 1888, au début de la plus mémorable tournée peut-être des Cigaliers et des Félibres. Maurice Faure, Henry Fouquier, et quelques autres bouches d'or, avec, pendus à leurs basques, tout un essaim bourdonnant de poésie, excitèrent dans ces montagnes un enthousiasme indescriptible. De toutes parts les rustiques : bergers, vigneron, et simples pied terreux vinrent boire à la coupe fraternelle de poésie. Et tout un jour, le peuple, dans un élan superbe, vint affirmer son droit à la beauté par une compréhension touchante des œuvres pures de l'esprit. Ne vit-on pas ces braves gens, haranguer les représentants du gai sçavoir, des messieurs de Paris, puis leur offrir des fruits et des fleurs ?

Mais — qu'on me pardonne — le plus beau monument de Die, c'est le Glandas.

Si le mont Aiguille, qui d'ailleurs fut diois sous les évêques, est un prodigieux obélisque, le Glandas oue en son impayable structure, je ne sais quel chimérique

Kremlin, vers lequel monteraient les respects, sinon les admirations des habitants. Les gens de Die qui lui vouent un culte, n'y vont guère. Ils se contentent de le regarder tout le jour, mais laissent volontiers à sa solitude ce puissant arbitre du vent et des orages. Les rares excursionnistes s'y hissent par la vallée de Romeyer. C'est la route suivie depuis un temps immémorial par les bergers de Provence, que M. Etienne Mellier, définitif historiographe des transhumants, nous montre en des pages si attachantes, poussant devant eux à travers siècles et civilisations leurs hordes débonnaires et bêlantes. La draille est inégale et peu sûre, mais aussi elle s'entretient toute seule, ni plus ni moins que jadis les sentiers voconces, et elle est pleine de charme et d'imprévu.

Le Glandas donne à boire aux Diois d'une urne si libérale que la ville est à cet égard l'une des mieux pourvues de France — eau admirablement limpide et délicieusement glacée. Sur ses flancs, drus de pins noirs et de grands hêtres, on cueille à pleins paniers entre autres cryptogames, un champignon appelé vulgairement *beligouras* et qui doit être le clavaire jaune. Des fleurs rares émaillent ses patriarcales terrasses si vertigineusement suspendues, et l'*arnica montana*, sur certains points délaissés par les lapias, y lève de véritables moissons.

Ce cirque de montagnes aux merveilles trop secrètes, ces imposants belvédères, ces sanatoires d'air pur et de lumière, toute cette nature agreste qui fait si bien planer sur Die comme un charme primitif et mystérieux lui vaudront quelque jour des touristes, de nombreux touristes, et des Anglais sans doute, ces Pères de l'Agitation perpétuelle. Mais la ville, sortie enfin de sa torpeur, et avec sur sa face vieillote et archaïque le fard

du badigeon, nous demeurera-t-elle aussi chère, et y trouverons-nous pour nos rêves la même douce quiétude ?

Die abrite à peine quatre mille habitants, gens aussi peu amorphes que possible. On y tient en particulière estime les amuseurs, les buveurs, les casse-cou. Il existe à Die l'homme qui a mangé de tout, et il paraît que les digestions heureuses de ce Voconce n'ont pas d'histoire. Est-ce que cette force d'instinct et cette animalité plaisante, comblées par de tels goûts, ne ressuscitent pas toute une préhistoire endormie ? Des types, ces Diois ! aussi bien aux anciens jours qu'à notre époque. L'énergie de leurs syndics au Moyen-Age, touchant les libertés de la commune, est légendaire. L'un d'eux, Albert Maurin, sorte d'Etienne Marcel, s'imprime dans les vieux souvenirs avec une netteté d'eau forte. Mais il y a aussi des figures plaisantes, hilares, tel le philanthrope Berton Gabert. Les auberges étant, paraît-il, très mal famées en 1437, et la loi, d'autre part, infligeant trop souvent le fouet aux pauvres ribaudes et aux femmes adultères, l'excellent homme ne trouva rien de mieux pour concilier la morale publique et sa pitié native, que de s'exproprier lui-même en faveur des filles de joie. D'après l'acte de donation, sa maison de la rue du Palat devait leur servir d'asile « tant de jour que de nuit. » Nul ne dit combien d'années fonctionna ce lupanar municipal.

David de Rodon ou Derodon est une physionomie curieuse du xvii^e siècle. Protestant, il se fait catholique et publie : *Quatre raisons pour lesquelles on doit quitter la religion prétendue réformée*. Raisons dont il se met bien vite à rire en redevenant protestant. Il publie alors : *Le tombeau de la Messe*, livre piquant et bizarre qui est con-

damné au feu. Professeur de philosophie à Orange et à Genève, il se flatte d'être également détesté par les protestants et les catholiques que tour à tour il assomme de ses satires, comme d'un marteau.

Ces « fortes têtes », ces batailleurs, ces pérореurs, ces rhabdomanciens, et même ces gens d'esprit, — d'un esprit caustique et verveux en diable — tel le poète Boissier, sont des particularités morales précieuses à noter.

Il y a peu d'années, — je tiens ce détail de M. Reynaud — les gamins de la haute ville (quartiers du Palat et de St-Pierre), attendaient tous les jours ceux de la ville basse (St-Marcel) sur un point donné, et immédiatement les champions s'attaquaient avec une incroyable furie. Ces rivalités, souvenirs obscurs des discordes civiles, ont existé d'ailleurs dans d'autres localités dauphinoises où on a dû maintes fois en réprimer le scandale.

Notons encore, pour en finir avec les diois dignes de mémoire, outre les noms déjà cités : Artaud, un vieux juriste du ^{xiii}^e siècle ; Avond, un curieux mystique, qui fit un poème *en l'honneur du sacré vœu de virginité* ; Rambaud, un avocat du temps d'Henri IV ; l'antiquaire François Drojat, et plus récemment, l'érudit auteur de la Biographie du Dauphiné, Adolphe Rochas, mort à Valence, il y a quelques années

Die présente un caractère rustique et agricole trop prononcés pour accorder beaucoup à l'industrie. Pourtant, ses eaux vives, — force considérable — y maintinrent longtemps des fabriques florissantes. Elle façonne aujourd'hui des meubles et des parquets, blute du ciment et ouvre la soie (le canton a produit jusqu'à soixante mille kilos de cocons). Mais, c'est la patrie de la *clairette* —

notre champagne à nous, Dauphinois, — et à ce propos, il est bon de rappeler que le vin *poissé* de Vienne, que vante le vieux Dioscoride, — poissé peut-être avec de la poix vocontienne — et le *vinum dulce* de Die étaient déjà des crûs classés au temps des Césars. La sensualité romaine s'émerveillait de ces vins d'Alpe — l'un, amer et chaud, l'autre doux et mousseux et procurant aux narines une chatouille délectable, — l'un, vin d'estomac, l'autre, vin de tête. — Naturellement, le phylloxera a fait des siennes, ici comme ailleurs, mais *la Clairette de Die* n'a rien perdu de ses brillantes qualités, et l'effort patient des populations durant plus de vingt ans, a permis de reconstituer le vignoble. Les bois, les noix, les moutons, les agneaux, les porcs et les chèvres complètent les éléments du commerce local.

Le Martouret, ancienne maison seigneuriale, et Sailières ou Salières, tous deux établissements thermo-résineux, soignent les arthrites régionales.

Les armes de Die sont de gueules au château surmonté de trois tourelles d'argent.

FÉLIX GRÉGOIRE.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e à 132^e livraisons).

322. — *Nouvelle communication de l'abbé de Léoncel*, du 31 juillet 1709. — Il conste de son existence par le numéro suivant, qui en est la réfutation. Il en est fait mention aussi dans le *Sommaire du Procez* (n° 324), en ces termes : « Par ses écritures communiquées le 31 juillet 1709, le s^r abbé de Léoncel abandonne ses précédentes prétentions; mais il en doit les dépens, et il en soulève d'autres. »

323. — *Réplique du sieur syndic du Chapitre de St-Barnard aux écritures du sieur abbé commandataire de Léoncel, communiquées le 31 juillet 1709.*

In-folio de 39 pp., s. l. n. d., signé : Piémont St-Disdier, Monsieur Morel de Montrivier, *rapporteur*; Armand, *procureur*.

Communiqué le 7 août 1709.

Débute ainsi : « Le procez qui est entre les parties a duré, depuis le 20 décembre 1707, par une multitude de chicanes proposées par ledit sieur abbé commandataire, pour éloigner le payement d'une prestation annuelle et

personnelle de vingt sestiers... pour transport de dixmes de dix mas situés au terroir de la Part-Dieu, et de vingt sestiers, rente directe, sur deux mas situés *apud Alamen-cum*, nonobstant des titres constitutifs très légitimes, reconnaissances, arrêtz et exécutions par le payement réel et effectif desdites redevances de 106 ans et des payemens préexistans de plusieurs siècles. »

L'opposant a mis en œuvre, pendant le cours de cette instance, tous les moyens de fuite que l'on peut imaginer; puis il a battu graduellement en retraite, convaincu par l'évidence du droit; « mais, ajoute le syndic du Chapitre, il n'en doit pas être quitte d'avoir fait durer ce procez par ce nombre d'exceptions injustes, et qu'il reconnoît à présent telles en les abandonnant; il doit les dépens qu'il a causés par ce moyen. »

L'un des motifs d'opposition de l'abbé de Léoncel était qu'il ne possédait pas entièrement les fonds assujettis aux redevances réclamées par le Chapitre, et que dès lors, il devait en être déchargé au *proratâ*. « Il prétend de plus ne devoir rien des trois sétiers froment, rente directe, pour quatre autres héritages, qui étoient une pièce de terre située sur l'église de Lancouïas, et une autre au-dessous de ladite église; une autre près du chemin de Biorsat aboutissant à la terre de Gratapaille, et une autre qui étoit au Poirier de Saint-Alban. Ces quatre héritages ne sont point autrement désignés par l'acte de 1233; ce qui fait que ledit sieur abbé commandataire dénie hardiment de posséder lesdits héritages, persuadé qu'il est que, depuis 1233, n'étant pas autrement désignés par ledit acte, il est du tout impossible que ledit sieur syndic en prouve l'indentité » (p. 19).

L'abbé de Léoncel arguait encore d'une prétendue directe du prieur de St-Félix de Valence sur une partie des fonds en litige. Cette directe est contestée par le syndic du Chapitre, qui estime que cette prétention, fût-elle fondée,

ne change rien à la question, et que cet incident n'a rien à voir dans le débat.

324. — *Sommaire/ du Procez/ du sieur syndic du Chapitre de/ Saint-Barnard de Romans./ — contre./ Monsieur de Servien, abbé commandataire de Léoncel.*

Petit in-fol. de 14 pp. (s. l. n. d.), *signé* : Piémont St-Disdier, Monsieur Morel de Montrivier, *rapporteur*; Armand, *procureur*.

L'objet du débat est résumé en ces termes en tête du document : « il s'agit dans ce procès : 1° d'une cense directe annuelle de vingt sestiers, moitié froment et moitié seigle, mesure vendant de Romans, duë sur deux mas *apud Alamencum*; 2° d'une redevance annuelle de vingt-sept sestiers, tiers froment, tiers seigle et tiers avoine, même mesure, pour transport de la dixme de dix mas, situés in *territorio Partis Dei*. » Le Chapitre a fait demande au Sgr abbé de la cense due, et en même temps d'une nouvelle reconnaissance, par exploit du 20 décembre 1707. Les arrérages sont dus pour les années 1707 et 1708, à l'exception de huit sétiers d'avoine payés pour 1707.

La première rente résulte d'un bail emphytéotique passé le 4 des kalendes de septembre 1235 par Albert de Chabeuil à l'abbaye de Léoncel. « Il n'est pas au pouvoir dudit Chapitre de représenter à la Cour le titre en vertu duquel il jouit de cette rente directe de vingt sestiers, soit par l'injure des temps, soit aussi parce que les Calvinistes ont ruiné l'église de St-Barnard aux années 1562 et 1567, brûlé, déchiré ou enlevé la plus grande partie de ses chartes, titres et documents... Mais la vérité de ces faits résulte d'une procédure faite en forme par le juge royal de Romans le 23 octobre 1567. »

325. — *Mémoire* présenté par le Chapitre le 27 août 1709. — C'est à ce document, absent de notre dossier, que prétend répondre le factum suivant.

326. — *Observations pour Messire Hugues-Humbert de Servient, Abé commandataire de Léoncel, sur la nouvelle Réplique imprimée du s^r syndic du Chapitre de St-Barnard de Romans du 7^e d'août 1709, et sur la dernière Réponse du s^r Prieur de St-Félix de Valence du 8^e du même mois.*

In-fol. de 98 pp., s. l. n. d., ni signatures.

Voici les questions que pose l'abbé de Léoncel, et que, jugeant en sa propre cause, il résout en sa faveur, c'est-à-dire les deux premières par l'affirmative et les deux autres par la négative : 1^o Si la nouvelle reconnaissance que le syndic demande doit être conforme au titre primitif et reconnaissances ensuivies, ou si elle doit être différente; 2^o si la rente ou pension annuelle est divisible, en sorte que M. l'abbé de Servient n'en doive payer, suivant son offre, que *pro rata possessi*; 3^o si le Chapitre de St-Barnard peut avoir tout à la fois la chose et le prix, toute la rente ou pension, et avec cela, une partie des dîmes sur lesquelles cette rente ou pension a été établie; 4^o si, en attendant que des experts aient liquidé et estimé ce que le Chapitre a perçu indument des mêmes dîmes, il faut lui payer toute la même rente ou pension.

Ce mémoire est conçu sur un ton acerbe et sarcastique qui dénote une irritation extrême de la part du Révérendissime Abbé. On y voit qu'il s'estime sûr de son droit, et que les poursuites dont il se voit l'objet de la part du syndic excitent chez lui de l'exaspération. C'est, d'un bout à l'autre, un violent réquisitoire contre le Chapitre de St-Barnard et son chargé de pouvoirs dans cette affaire. On jugera du style et du ton de ce factum par le spécimen suivant :

« Récapitulation nécessaire pour réponse aux deux nouveaux ouvrages du sieur syndic, qui viennent de paroître aujourd'hui, 27^e d'août 1709. — Enfin, la fertile plume du syndic vient d'enfanter son sixième et son sep-

tième volume (1), en attendant la suite de notre travail, qu'il n'a veu que jusques à la fin de la 44^e page ! Nous apprenons la nouvelle de cette production inopinée au moment que notre plume le dépeignoit comme un nouveau Papinien ! Il nous préparoit de bien plus beaux éloges ! A Monsieur l'Abé ceux de *Indignes chicanes, infiniées, de Indignes manœuvres, pour surprendre, par des voies injustes, illicites, la religion de la Cour !* A moi, de *Auteur d'un stile d'harangère, d'un saltimbanque pour mieux débiter sa drogue, de présomption dont rien ne peut arrêter la satire, qui règne dans toutes ses périodes, qu'on méprise pour s'arrêter à réfuter ses supositions en fait, ses doctrines étrangères et ses paradoxes !*

« Monsieur l'Abé, aiant l'honneur d'avoir des juges déjà instruits de sa bonne foi..., veut faire écrire ici qu'il regarde comme peu dignes de son attention les nouvelles calomnies d'un syndic qui ose se déchaîner *Improbo petulantique maledicto*. Il regarde de sang froid ces outrages, comme des saillies d'un plaideur qui désespère du salut de sa cause, dignes de mépris et de pardon !... Quant à Moi, loin d'être de sang froid, je rirois de bon cœur des paroles de notre malade, si je n'en craignois un désespoir absolu. Nous voïons bien ce que c'est : le remède commence d'opérer. Laissons-le crier ; il faut des complaisances pour ceux dont la convalescence est à souhaiter. Cette fin de canicule est une saison dangereuse... Qui-conque n'aura pas le goût dépravé sentira que, si c'est une *drogue*, ce n'en est pas une si mauvaise ! Du moins n'est-elle pas de si haut prix que celle qu'on débite au syndic ! » (pp. 59-60).

Quel est ce *Moi*, qui parle si bien ? Un religieux de

(1) A ce compte, il nous manquerait plus de la moitié des Mémoires du Chapitre, quatre sur sept, sans compter ceux qui ont pu suivre ce réquisitoire de l'abbé de Léoncel, dernier acte que nous connaissions de ce violent débat.

l'abbaye sans doute; mais aucun indice ne nous révèle sa qualité, ni son nom.

Les fonds dont les dîmes font l'objet du litige sont passés en revue l'un après l'autre, et après la description de chacun d'eux, est exprimée l'offre par le R. P. Abbé de reconnaître et de payer la rente ou pension à proportion de ce qu'il y possède, « à condition que le Chapitre de St-Barnard se désistera de son usurpation de partie des dîmes, et qu'il imputera ce qu'il a perçu indûment. » Ce refrain est répété quatre fois; puis, le rapporteur ajoute : « On ne sçait où est le *champ de Vignal*, ni par qui il est possédé. L'Abé, le monastère n'ont rien à cette chose inconnue. Le champ appelé de *Guigues Charbonel* est tenu par divers particuliers : l'Abé ni le monastère n'y a ni rentes, ni dîmes. Le curé de Marches en perçoit les dîmes, et le seigneur de Marches les rentes. Monsieur l'Abé prétend qu'il ne doit ni paier, ni reconnoître pour ces deux champs..., parce qu'il n'y a rien du tout, non plus que l'Abaïe » (p. 4).

Ce factum fut publié en onze cahiers détachés, que l'on expédiait au Parlement ou aux intéressés à mesure qu'ils étaient imprimés. L'un d'eux (le 3^e) s'arrête, en effet, à la p. 44, la dernière qu'avait vue le syndic lorsqu'il voulut y opposer sa réponse, comme il est dit ci-dessus. Un cahier supplémentaire est intercalé après la p. 88, et ses feuillets sont paginés 88 *bis*, 88 *ter*..., 88 *sexies*. Enfin, un douzième cahier manuscrit, que l'on n'avait pas eu le temps, sans doute, de faire imprimer, suit celui qui se termine à la p. 98, et qui est suivi d'un feuillet blanc. Au dos de ce fatras est inscrite la note suivante d'un des secrétaires du Parlement, ou de l'avocat : « C'est une coppie d'escrypt communiqué en lambeaux depuis le 21 aoust jusqu'au 5 septembre 1709. »

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



NÉCROLOGIES

M. LALANDE (ANDRÉ)

Le 9 avril 1900, à Lyon, décédait prématurément ce collègue de la première heure. D'abord magistrat et plus tard avoué, il s'intéressait aux études archéologiques et forma une collection d'anciennes monnaies d'argent. Son caractère bienveillant lui avait acquis de nombreuses sympathies à Valence où il s'était fixé, et tous regrettent qu'il n'ait pu nous révéler les curiosités de sa collection numismatique.

M. BLANCHET (PAUL)

Le *Dauphiné* du 24 juin 1900 nous apporte la triste nouvelle de la mort d'un autre membre de la *Société d'Archéologie* : M. Paul Blanchet, un des chefs estimés des belles papeteries de ce nom à Rives. « Le défunt, dit le Journal grenoblois, quitte ce monde dans un âge peu avancé, laissant autour de lui le souvenir d'un homme de bien très modeste, d'une grande activité et puissance de travail et d'une inépuisable générosité. Malgré les soucis inhérents à la grande entreprise industrielle dont sa famille est l'âme, M. Paul Blanchet trouvait encore le temps de s'adonner aux études littéraires et archéologiques. » On a de lui diverses publications superbes sur l'art ancien en Dauphiné, éditées sous le voile

de l'anonyme, et notamment une étude remarquable sur le *Vitrail du Champ*, aujourd'hui classé monument historique et sur la maison Barbier de l'Albenc aux peintures et blasons curieux.

Sont également décédés : le 29 mai à Compiègne, M. le comte de Marsy, président de la Société française d'Archéologie, successeur de MM. de Caumont et Palustre, à 57 ans ;

En novembre 1899, à Bellegarde (Gard), le Père Apollinaire (Auguste Dupont), né à Valence le 28 juillet 1829, auteur de nombreux travaux historiques sur les Franciscains et sur les Capucins en particulier. Comme cet écrivain laborieux envoyait à la Société d'Archéologie ses publications, il est de toute justice de lui consacrer un souvenir de reconnaissance, en attendant que sa biographie soit étudiée par un auteur sérieux et bien renseigné ;

Le 29 mai 1900, à Chanos-Curson, à 80 ans, M. le baron Saint-Cyr-Louis Nugues, général de brigade en retraite, Commandeur de la Légion d'honneur, décoré des médailles de Crimée et d'Italie, Officier de l'Instruction publique, Commandeur des Ordres de Pie IX, de Saint-Sylvestre, de Saint-Stanislas, du Dannebrog, du Medjidié, du Lion et Soleil, Officier des Saints-Maurice et Lazare, Chevalier du Mérite militaire de Savoie.

Ces titres montrent assez le mérite de ce vaillant serviteur de la France, véritable illustration de notre département.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 7 MAI 1900

PRÉSIDENTE DE M. VALLENTIN

Par suite de la suppression des lettres de convocation, votée à la séance du 5 Février, il y a peu de membres présents.

M. le Président fait connaître une inscription qu'il a récemment acquise, marquant la distance d'Aps à Nîmes. Son intéressant travail est publié dans cette livraison.

De son côté, M. le Secrétaire lit quelques notes sur l'ancienneté de Loriol, *Aureolum*, discute l'opinion de Guy Allard sur sa fondation par Aurélien et son identification avec l'Urbs *Aurelianensis* de Grégoire de Tours et conclut que le bourg a une origine purement féodale.

A la vérité, son sol a fourni quelques médailles romaines; mais le long d'une voie importante, ces trouvailles n'ont rien d'extraordinaire.

Dès l'origine de la féodalité, les évêques de Valence y possèdent un château fort, et la ville formée à ses pieds reste sous leur juridiction jusqu'en 1790.

Les guerres du xvi^e siècle et la peste de 1629 lui sont fatales, et les archives communales donnent à ce sujet de curieux renseignements.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

Une note de M. Villard, notre dévoué confrère, nous apprend : 1° qu'un laboureur a trouvé dans sa terre située entre Mauboule et Chaffy sur Valence, près du pont dit des Anglais, un trésor composé de 360 petites pièces en argent sur lesquelles on voit le M et l'A de *Massilia*, et que pareille trouvaille fut faite à St-Gervais sur Roubion il y a quelques années ;

2° Qu'à Valence, rue Digonnet, au midi du rempart, une monnaie en bronze, attribuée à Vespasien, et au nord du rempart à 2^m30 de profondeur, une tombe avec des ossements recouverts de tuiles plates ont été mises à jour dernièrement.

Une récente vente aux enchères qui a eu lieu à Valence, a prouvé que les ouvrages dauphinois obtenaient aujourd'hui des prix élevés et que le goût des recherches historiques s'est très heureusement développé.

OUVRAGES REÇUS

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

— Le *Bulletin historique et philologique du Comité* des travaux historiques et scientifiques. Année 1899, n^{os} 1, 2 et 3. (Imprimerie nationale, 3 vol. in-8°.) On y trouve le compte-rendu de la réunion des Sociétés savantes à Toulouse et le texte des communications faites.

— *Section des sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés savantes de 1899 tenu à Toulouse.* (Paris, 1900, 1 vol. in-8°.)

— *Romania.* Avril 1900.

— *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France.* Tome III, 2^e livraison, in-4°, 1899.

— *Annales du musée Guimet*, t. XXVI, 4^e partie. *Recueil de talismans laotiens.* In-4°, 1900.

— T. VIII de la *Bibliothèque d'études.* Si-Do-in-Dzou. *Gestes de l'officiant dans les cérémonies mystiques des sectes Tendai et Singon (Bouddhisme Japonais)*, d'après le commentaire de M. Horiou-Toki, traduit du Japonais par S. Kowamoura avec introduction par L. de Milloué. Paris, 1899.

OUVRAGES REÇUS DES AUTEURS :

— *Notice sur le recueil de filigranes ou marques des papiers présenté à l'Exposition rétrospective de la Papeterie (groupe XIV, classe 88), à Paris, en 1900*, par M. C.-M. Briquet, de Genève (Suisse). (Genève, 1900, Wyss et Duchêne, broch. in-8°, 16 pages).

Cette collection comprend, en nombres ronds, 40,000 calques, notés 60,000 fois dans plus de 23,000 pièces, registres ou séries de documents. Grâce à elle, on arrive à déterminer la situation des moulins à papier qui employaient ces marques et l'âge des papiers non datés, munis de filigranes semblables. La notice fournit encore une foule de renseignements curieux sur la fabrication du papier à diverses époques, sur les formats et sur les

sujets choisis pour servir de filigrane. C'est donc une œuvre utile à signaler.

— Brun-Durand, membre non résidant du Comité des travaux historiques. *Dictionnaire biographique et bibliographique de la Drôme, contenant des notices sur toutes les personnes de ce département qui se sont fait remarquer par leurs actions ou leurs travaux avec l'indication de leurs ouvrages et de leurs portraits*. Tome I^{er}, A à G. (Grenoble, librairie dauphinoise, H. Falque et Félix Perrin, 1900, 1 vol. in-8°, 414 pages.)

Tous les amis de l'histoire locale connaissent déjà ce livre et rendent hommage à la science et à l'impartialité de l'auteur. Les philosophes qui ont placé la vérité au fond d'un puits devinaient à merveille les difficultés de la biographie; mais devant l'homme laborieux, tous les obstacles disparaissent. M. Brun-Durand avait déjà prouvé son savoir par son *Dictionnaire topographique de la Drôme* et par de nombreuses publications; ce nouveau travail lui acquiert des titres réels à notre reconnaissance. Sans doute la *Biographie du Dauphiné* de M. Rochas avait longtemps suffi aux curieux de la province; mais la Drôme n'y trouvait pas toutes ses illustrations et attendait un nouvel historien. Elle l'a trouvé et peut s'en réjouir. Si l'histoire générale, à cause de l'importance des événements, néglige les menus détails, la biographie les recueille avec soin; car souvent un écrivain de valeur a vécu fort obscurément au milieu de ses livres. Notre auteur arrive pour lui comme pour les personnages connus à nous révéler sa vie et ses travaux, et cela sans flatterie, ni dénigrement. Il est rare de trouver une si grande érudition unie à un vaste fonds d'honnêteté et de justice.

Tous ceux qui ont lu ce premier volume s'accordent sur ces deux points.

Ajoutons que la beauté extérieure du volume s'harmonise parfaitement avec la valeur du texte.

— *Anatole de Gallier*, par J. Brun-Durand. (Grenoble, librairie dauphinoise H. Falque et Félix Perrin, 1900, br. in-4°, non paginée, avec portrait.)

Dans son *Dictionnaire biographique*, l'auteur se borne à des renseignements exacts, sans faire appel à des souvenirs personnels et à des rapports intimes, mais quand il parle d'un écrivain de talent et d'un ami, tel que fut M. de Gallier, il trouve de multiples détails et de justes appréciations pour le faire connaître et aimer. Grâce à cette étude si sympathique, on suit le cher défunt dans sa vie littéraire, dans ses écrits, dans sa famille, dans ses rapports avec la Société d'Archéologie de la Drôme et avec les littérateurs en renom. C'est une biographie complète de l'écrivain, de l'homme « dont la valeur intellectuelle, bien que fort grande, le cédait encore à la valeur morale et chez qui la solidité des convictions et l'inflexibilité des principes le disputaient à la générosité des sentiments. »

En résumé, M. Brun-Durand nous a donné un excellent portrait de celui que ses nombreux amis regretteront toujours, et ce travail, joint à celui de Mgr Bellet, consacrerà la mémoire de M. de Gallier.

— J. Brun-Durand. *Le poète David Rigaud, marchand de la ville de Crest en Dauphiné et son entourage*. (Grenoble, librairie dauphinoise, 1900, broch. in-4°, non paginée, avec une vue de Crest.)

Ici l'auteur, enfant du pays, comme Rigaud, nous ré-

vèle de nombreuses particularités curieuses sur le poète et nous fait connaître, par des citations bien choisies, le mérite de son œuvre.

— La *Mandragore briançonnaise*, publication humoristique de M. Paul Guillemain, après avoir dépeint MM. Taulier, Stendhal, le général Agnel, Alfred Poizat et le général de Bovet, nous donne la physionomie de M. Brun-Durand. L'auteur rappelle sa carrière de marchand, de juge de paix et de conseiller municipal, et ajoute : « il passe pour un philosophe et un sage, alors qu'il est d'une sensibilité de mimosa et d'un caractère enthousiaste. On le tient aussi pour un sévère, parce qu'il ne rit pas volontiers de tout, et pour un autoritaire à cause de la dignité de sa vie ; tandis qu'il est au contraire d'une bienveillance rare et d'autant plus incapable de s'imposer à qui que ce soit, que la peur de faire de la peine aux autres le hante. » Je m'arrête ; il faudrait tout citer. (La *Mandragore briançonnaise* se trouve chez M. Allard, 14, boulevard Morland, à Paris. 6 livraisons sur 12 ont déjà paru.)

— Ulysse Chevalier. *Réponse aux observations de Mgr Emmanuel Colomiatti, pro-vicaire général de Turin* sur la brochure *Le Saint-Suaire de Turin est-il l'original ou une copie*. (Paris, A. Picard, 1900, broch. in-12, 8 p.) Dans sa conclusion, notre savant compatriote déclare n'avoir pas un mot à retrancher à sa brochure, et propose de soumettre cette pure question de critique historique soit aux collèges des Bollandistes de Bruxelles, soit à trois membres choisis par Mgr le pro-vicaire dans l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris. Enfin, promesse est faite d'une nouvelle édition de l'opuscule avec tous les textes inédits sur la question.

— *Ex-libris du marquis Jean-Joseph de Ripert-d'Alauzier* (1684-1755), par M. P. de Faucher. (Mâcon, 1900, Protat frères, broch. in-4°, avec la gravure de l'*ex-libris*.) L'auteur, si bien au courant de l'histoire des familles, nous apprend que Madeleine, la dernière des Fabry-d'Alauzier, épousa, en 1596, Pol de Ripert, capitaine de 100 hommes de pied, originaire de Montélimar, qui se fixa à Bollène où ses descendants vivent encore. M^{me} de Sévigné tenait cette famille en haute estime, comme le prouvent ses *Lettres*.

Jean-Joseph, chevalier, seigneur de Rac et de Noveysan, né en 1684 et créé marquis, le 10 mai 1741, par Benoît XIV, avait hérité des livres de son oncle, « le bon doyen crossé et mitré » de Grignan et de ceux de son beau-père, M. de Fabre, président à la Cour des comptes, aides et finances du Languedoc. C'est lui qui fit graver l'*ex-libris* par Louis David et représentant les armes de sa famille.

— *Numismatique de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon*, par M. Henry Morin-Pons. (Lyon, Rey, 1900, 1 vol. in-4°, 136 pages de texte et 23 planches.) Ce splendide volume, publié à l'occasion du deuxième centenaire de la Société, renferme un précis historique de sa fondation et de son existence glorieuse, une notice sur ses protecteurs, les jetons et médailles de ses membres titulaires au XVIII^e siècle et les médailles et médaillons de leurs successeurs, de 1800 à nos jours. Il y a donc là un véritable monument élevé par un numismatiste de talent et par de merveilleuses reproductions. Peu de Sociétés peuvent se flatter de posséder une œuvre de cette valeur et de pareils titres de noblesse.

— A son tour, M. A. Vachez nous adresse une étude sur l'*Académie de Lyon*, au commencement du XVIII^e siècle. (Lyon, Rey, 1900, broch. in-4°, 32 pages, avec les portraits de Camille Falconnet et de Claude Brossette.) L'auteur nous fait assister aux débuts de cette Société d'hommes éminents et suivre leurs travaux avec tout l'intérêt qu'inspire un écrivain élégant, parfaitement renseigné sur son sujet.

— Georges de Manteyer. *Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne*. (Extrait des *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'Ecole française de Rome.) (Rome, 1899, 1 vol. in-8° de 176 pp. de texte et 279 de tables, avec tableau généalogique de la maison de Savoie.) L'auteur discute avec une rare compétence tous les textes connus jusqu'ici des chartes utiles à sa thèse, dont plusieurs concernent le Viennois et les environs de Romans. Il y a là une œuvre d'érudition remarquable, et il serait bien désirable que l'auteur la fît suivre d'une étude pareille sur les Dauphins de Viennois, d'abord comtes d'Albon. Les sources qu'il a consultées lui rendraient facile un travail de ce genre.

— Colonel E. Perrossier, mainteneur des Jeux Floraux. *La commune de 1871 à Narbonne*. (Tulle, 1900, Mazeyrie, broch. in-12, 28 p.) Bien que très rapprochée de la nôtre, cette époque n'est pas connue. L'auteur nous révèle les faits accomplis à Narbonne et le rôle qu'il y a joué. Il est donc bien instruit et son talent de narrateur rehausse encore l'intérêt des événements.

— *Observations sur une histoire de la ville de Die*, par M. André Maillet, pasteur à Saillans. (Valence, 1899, Im-

primerie Valentinoise, broch. in-12, 77 p.) « Sous ce titre, dit le *Journal de Montélimar*, un auteur dont nous regrettons de ne pouvoir révéler le nom, a récemment publié une étude très documentée, appuyée sur les preuves historiques les plus indiscutables, dans laquelle sont réfutées une à une les erreurs commises par l'historien de Die. C'est un travail sérieux, inspiré par la seule recherche de la vérité. »

— H. de Terrebasse. *Louis de Maugiron, favori du roi Henri III, dit le marquis de Saint-Saphorin, 1560-1578*. (Grenoble, 1900, Falque et Perrin, broch. in-12, 21 p., avec portrait.) Très intéressante monographie d'un dauphinois auquel son intervention, dans le fameux duel de trois contre trois, « a conservé une certaine célébrité. » L'auteur, fort au courant de notre histoire générale et dauphinoise, a su résumer avec art les traits saillants de sa vie.

— *Der Orient und Europa einfluss der Orientalischen cultur auf Europa bis zur mitte des letzten jahrtausends v. chr. von Oscar Montelius*, Stockolm, 1899, 1 vol. in-4°, 186 p., avec de nombreuses gravures dans le texte.

— O. Decombaz. *Excursions aux environs du Pont-en-Royans*. (Grenoble, librairie dauphinoise, H. Falque et Félix Perrin, 1900, broch. grand in-8°, non paginée.)

Pendant que les archéologues étudient les antiquités de la province et les paléographes, les secrets de son histoire, d'autres explorateurs dévoués fouillent les profondeurs de ses grottes et les cours d'eau intérieurs de ses montagnes.

Ces études que M. Martel a mises en honneur viennent d'être appliquées avec un réel succès par MM. Decombaz

et Etienne Mellier à l'exploration d'une contrée fort pittoresque et peu éloignée de Valence. Tour à tour les grottes de Choranche et de Cournouze ou Pabro, le cirque de St-Julien et la grotte de Bournillon, les espaces compris entre le Bournillon, St-Julien-en-Vercors et le moulin Marquis par l'Echarasson, entre le cirque de St-Julien et la Balme par Arbois, les labyrinthes de Favot, et entre le Pont-en-Royans et le plateau de Prelles ont été visités et décrits avec plans et coupes.

Les touristes connaissent tous la riante vallée de Choranche et sa coquette station balnéaire, la Balme et la Goule-Noire, St-Julien, St-Martin-en-Vercors et les Goullets; mais combien d'entre eux ont scruté l'intérieur de ces paysages. MM. Decombaz et Mellier le révèlent avec la sincérité d'historiens et les grâces descriptives de vrais poètes.

« Le cirque de St-Julien, dit M. Mellier, est certainement un des plus beaux du Royans-Vercors. Ses parois presque verticales, en partie estompées de bois verdoyants, sont couronnées par les derniers arbres de la forêt de Tende semblables, penchés sur l'abîme, à d'imprudentes avant-gardes.

« Et, des profondeurs mystérieuses et convulsées de ce cirque, jaillissent des eaux abondantes, capricieuses ondines, qui choisirent ce merveilleux endroit pour leur point d'émergence : l'une, acrobate stupéfiante de hardiesse, se précipite du sommet des rochers à pic, d'une hauteur verticale de plus de 400 mètres, enveloppée d'un blanc voile vaporeux, dans les bras de son aînée, plus prudente, parce que moins svelte, et qui se contente de sortir des profondeurs d'une des plus colossales, d'une des plus merveilleuses grottes qui se puissent voir : c'est Bournillon. »

M. Decombaz nous décrit la grotte, sa *salle rose*, sa galerie supérieure et sa galerie moyenne, avec un enthousiasme tel qu'il donne une furieuse envie d'aller voir tant de merveilles, son livre en main. Il en est de même de toutes les cavités décrites, et, en présence de ces richesses naturelles ignorées, on demeure stupéfait de la hardiesse des *spéléologues* qui pénètrent dans les entrailles des montagnes et nous en révèlent les splendeurs et les mystères.

— *Plan-Guide de Valence-Romans-Vercors* (br. in-16 avec deux plans, trois cartes et onze gravures. — G. Tournier, éditeur, 32, rue des Remparts d'Ainay, Lyon).

Il y a là une notice historique succincte sur Valence et Romans et toutes les indications utiles à ceux qui visitent ces deux villes et le Royans-Vercors (Prix 60 cent.).

M. Mellier, ayant fait imprimer une table des *Mémoires d'un bourgeois de Valence*, par M. Rochas, l'offre gratuitement à ceux qui lui en feront la demande.

A. LACROIX.



LES NOTAIRES PIÉMONT

DE

SAINT-ANTOINE

(SUITE. — Voir la 133^e livraison)

V. — LA POSTÉRITÉ D'EUSTACHE PIÉMONT.

La femme d'Eustache Piémont se nommait *Françoise Guime* ou *Guima*, suivant la coutume des notaires qui donnaient une terminaison féminine aux noms de femmes. Elle survécut plusieurs années à son mari, et elle était encore présente au mariage de ses deux fils, Bon et Annibal, le 1^{er} février 1624.

Quels furent les enfants d'Eustache Piémont ?

Dans ses *Mémoires*, l'annaliste nous parle de ses six enfants : « deux grandes filles, » qui moururent de la peste en 1587 ; quelques lignes plus loin, il remercie Dieu d'avoir préservé ou sauvé de la contagion ses enfants « Claude, Michel, Suzanne et Anibal » (1). Mais il est un ou deux autres enfants d'Eustache Piémont, dont l'existence ne saurait être mise en doute. Le premier apparaît souvent comme témoin dans les *Minutes* d'Annibal, qui

(1) p. 211.

le nomme « le sieur Bon Piémont, *mon frère* (1). » Il signe « Bon Piémont », mais on le trouve parfois appelé « Bon Antoine Piémont (2). »

Bon et *Michel* furent « clercs » de leur père pendant plusieurs années (3). Nous ne savons rien de plus de Michel (4). Bon embrassa la carrière des armes (5), et fut le premier de sa famille à se nommer « sieur de St-Didier. » Il mourut au commencement de 1647, ayant eu de sa femme, Anne Yzérable, une fille nommée Ysabeau. Cette fille « estant entrée en religion » (1675), ses droits passèrent à son cousin, le fils d'Annibal (6).

(1) Vol. de 1645, fol. 85.

(2) Si son père ne l'a point nommé avec ses autres enfants en 1587, c'est apparemment qu'alors il n'était pas né.

(3) « Bon Piemont, clerc dud. St-Anthoine, » témoin, 23 avril 1605. — « Michel Piemont, clerc dud. Saint-Anthoine, » témoin, 11 août 1608. J. JASSOUD, not., vol. n° 15, fol. 10 et 84. — Michel Piémont, « praticien de St-Antoine ». ANN. PIÉMONT, vol. 1613, fol. 82, 221.

(4) Cf. *Mémoires d'Eust. Piémont*, p. 515.

(5) « M^r Heustache Piémont, père dud. Bon Piémont, present..., estant à present led. Bon Piémont depuis cinq ou six mois en sça en l'armée de Scavoy. » 26 janv. 1615. J. JASSOUD, gr. vol. n° 15. — Du 3 fév. 1617, deux actes passés par « honn. femme Françoise Guima, vefve et heritiere de feu M^r Heustache Piémont, not. royal quant vivoit, de St-Anthoine. » IDEX, vol. de 1617, n° 13, fol. 7, 9. — « S'est personnellement estably le sieur Bon. Antoine Piémont, au nom de honn. femme Françoise Guime, sa mere absente... » IDEX, vol. de 1619, n° 16. — Le 29 juillet 1622, Bon-Antoine Piémont était « sergent-major du regiment du sieur comte de Tallard. » ANN. PIÉMONT, vol. N-1622, fol. 111. — Les 21 oct. et 24 nov. 1630, Annibal Piémont signale comme présent « Bon Piemont, cappitaine d'une compagnie de gens de pied pour le service du roy, au regiment de M. le comte de Maugeyron. » Vol. X-1630, fol. 97 et 121. — Du 26 nov. 1635 : Témoins : « Bon Antoine Piemont, sieur de St-Disdier, de St-Antoine, et Jean Piemont. » ANN. PIÉMONT, vol. BB-1635, fol. 85. — Le même Bon Piémont était châtelain de Montfalcon, le 24 nov. 1645. Vol. LL-1645, fol. 190.

(6) Gabr. FOURNET, vol. de 1675, fol. 49.

Claude est mentionné dans l'*Etat des minutes déposées dans l'étude* du notaire de St-Antoine : « Piémont Claude, à Grenoble (1605-1611) » (1). En effet, parmi les registres il s'en trouve un contenant les actes de ces six années (2). Il porte en tête : « Répertoire des actes et contractz receus par Claude Piemont, notaire residant à Grenoble » ; et après le Répertoire : « Prothocol de moy Claude Piemont, promeu en l'office de notaire royal dalphinal en juing 1605. » Ce n'était point là l'unique volume de ce notaire, puisqu'il est coté « N° 2 » (3).

Suzanne n'est connue que par une simple mention dans les *Mémoires* imprimés (4). M. Brun-Durand nous dit que « Suzanne se maria » (5), sans autre détail. Or nous trouvons une autre fille d'Eustache Piémont, nommée

(1) Dès 1591, il était clerc de son père. Le 12 août 1599, il apparaît comme « substitut du greffier Eustache Piémont. » *Minutes d'Eustache Piémont*, petit vol. de 1591 et suiv. ; it. gr. vol. de 1613. fol. 22.

(2) Plusieurs de ces actes ont été passés « à St-Anthoine, dans la maison de M^e Heustache Piémont, mon père ; » ou « dans la maison de moy notaire. » Fol. 52, 53, 55.

(3) Voici un autre renseignement que nous fournissent deux feuilles volantes appartenant au même volume. Sur la première on lit : « A Monsieur le juge ordinaire de St-Anthoine. Supplie humblement Claude Piemont, not. royal dud. St-Anthoine, que pendant qu'il a exercé led. art et office de notaire, il a receu divers contractz et actes, qu'il a remis ez mains de M^e Annibal Piemont, son frere, aussy not. dud. lieu, pour les conserver pendant le voiage qu'il est sur le point d'aller faire à Paris et ailleurs, hors la monarchie... » La seconde feuille nous montre l'octroi fait à ce sujet le 20 décembre 1611 par « Anthoine Brenier, doct. en droictz, juge ordinaire de St-Anthoine, » à la requête à lui présentée par M^e Claude Piedmont, not. aussy dud. Saint-Anthoine. » Ainsi s'explique, croyons-nous, la présence de ce volume parmi ceux de son frère Annibal.

(4) p. 211.

(5) Préface aux *Mémoires d'Eust. Piémont*, p. xxxiv.

Bastienne ou *Sébastienne* (1). Son mari, Jean Civet, dit Dumas, de Tullins, assistait, le 1^{er} février 1624, au mariage de ses deux beaux-frères, Annibal et Bon Piémont. Sa veuve, retirée à St-Antoine, vivait encore à la fin de l'année 1649 (2).

VI. — ANNIBAL PIÉMONT.

Le fils d'Eustache Piémont, qui succéda à son père comme « notaire royal dalphinal de la ville de St-Antoine de Viennois », fut *Annibal*. Il nous apprend lui-même (3) qu'il fut « pourveu dud. office de notaire... dès le seizieme jour de novembre mil six cent et neufz. »

Annibal Piémont a laissé : 1^o un « Répertoire général des actes, contractz et instrumentz publics » reçus par lui : c'est un volume de 211 folios écrits ; 2^o la « Table alphabétique du Répertoire général » précédent, volume de 90 feuillets. Nous ferons remarquer que cette Table est alphabétique, non point pour les noms mais pour les prénoms ; ce qui la rend d'un usage plus difficile à notre époque, où les personnes sont mieux connues du public par leur nom de famille, le prénom ou « nom de baptême » ayant en quelque sorte perdu de son importance.

D'après son « Répertoire général », les actes reçus par ce notaire formaient plusieurs séries de volumes.

(1) Volontiers nous l'identifierions avec Suzanne, dont le nom peut avoir été mal lu dans l'original des *Mémoires*.

(2) *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, carton 233. — Ann. PIÉMONT, vol. 1642, fol. 175 ; 1645, fol. 11. — Ant. PIÉMONT, vol. 1649, fol. 80-2.

(3) Au commencement de son premier protocole de 1609-10, et de son *Répertoire général*.

La première série (A-&) comprend les années 1609-1633. Le premier « protocol », coté A, est seul en « petit volume ».

La seconde série (AA-OO) s'étend de 1634-1649.

Voici comment dans sa « Table alphabétique (1) », Annibal Piémont explique sa troisième série : « Nota qu'en ladicte année mil six cents vingt un, led. Anibal Piemont notaire a tenu registre et protocol separé, des actes et contractz par lui receus en la mesme année et autres suivantes, jusques en l'année mil six cents trante six incluse, concernant les affaires du seigneur Rme abbé et general de l'ordre et monastère Saint-Antoine, messieurs du chapitre general et conventuel, religieux, commandeurs et beneficiers dud. ordre, et du commun du grand hospital dudit monastère, qui ne sont compris en cette table, et partant, pour ce chef, faut avoir recours aud. Repertoire general (2). »

Pourquoi cette série de volumes concernant l'abbaye de St-Antoine s'est-elle close en l'année 1636, treize ans avant la mort du notaire ?

L'abbaye avait eu pour secrétaires, pendant plus de cinquante années, Eustache Piémont et son fils, lorsqu'elle retira sa confiance à cette famille jusque-là estimée. Nous voyons en effet, dès 1635, que la plupart des actes de l'abbaye sont reçus par le notaire Claude Fournet qui fut, avec son fils Gabriel, secrétaire des religieux pendant un autre demi-siècle (1634-88).

Quel fut le motif de ce changement ?

Pour le faire comprendre au lecteur, nous devons donner quelques détails sur l'état de l'abbaye à cette époque

(1) Fol. 30.

(2) Tous les volumes de cette série sont marqués du tau T.

L'abbé Antoine de Gramont avait mené à bonne fin l'œuvre commencée par le pieux Antoine Tolosain et, « contre l'espérance universelle », avait réussi à introduire la réforme dans l'ordre de St-Antoine. Par sa bulle du 8 avril 1634, le pape Urbain VIII venait d'approuver les Statuts rédigés au chapitre général de 1630. Mais de nouvelles épreuves étaient prêtes à fondre sur l'abbaye ; il sembla même un moment que c'en était fait de la réforme à peine établie.

Le réformateur mourut le 16 novembre 1634. Deux jours après (18 nov.), le chapitre conventuel procédait à l'élection d'un nouvel abbé. Les Statuts de la dernière réforme voulaient que l'élu fût un prêtre de la Congrégation réformée, ayant au moins trente ans d'âge, et l'on devait regarder comme canoniquement élu le sujet dont le nom réunirait « plus de suffrages que tous les autres candidats à la fois » (1). Les votes des vingt-neuf électeurs se portèrent sur divers religieux : le grand prieur Jean Chastain, qui présidait le chapitre, eut dix voix, et François Marchier, onze. Aussitôt, le président déclare que le résultat du vote est nul et qu'il faut recommencer le scrutin.

L'élection de Marchier, qui avait le plus de voix, était diversement entachée de nullité, tant à cause du défaut d'âge de ce religieux, qui n'avait que 25 ans, que parce que son nom n'avait point réuni la majorité nécessaire des suffrages. Mais la cabale, composée des « anciens religieux » non réformés, à la tête desquels se trouvait

(1) *Electio autem canonica non censeatur, nisi unus solus plures voces habeat, quam ceteri omnes simul, ita ut major pars capituli libere in unum consentiat. Bullarium Rom., Taurinen. editio, 1868, t. XIV, p. 409.*

l'ouvrier du monastère, Charles Vignon, ne voulut rien entendre. Ces opposants invoquaient les anciens Statuts, et disaient que Marchier était canoniquement élu comme ayant eu plus de voix que « chacun des autres candidats. » Les réformés, qui avaient le droit pour eux, ne pouvaient céder dans une affaire de cette importance ; les autres suppléaient à la justice de leur cause par le bruit et le tapage. L'ambitieux Marchier, se regardant déjà comme abbé, s'emportait contre le grand prieur et les définiteurs, les accablant d'injures et menaçant de les priver de leurs charges.

Cette séance tumultueuse durait depuis « huit heures entières », lorsque le magistrat et la police armée, appelés par les adhérents de Marchier, sont introduits au chapitre « contre toute règle ». Ce ne fut point pour rétablir la paix et assurer le bon droit. Le tumulte redouble avec les menaces. En vain le grand prieur demande acte de sa protestation. Les réformés, saisis d'une terreur panique, cèdent à la violence, et tous signent l'acte d'élection. Le 8 décembre, Marchier reçoit à Vienne la bénédiction abbatiale, et prend possession de l'abbaye le 29 du même mois.

Cependant l'intrus ne se sentait point en paisible possession de sa dignité. Le 27 février 1635, il obtient un bref apostolique qui supplée aux défauts de l'élection et sanctionne le fait accompli (1), mais Urbain VIII y mettait une condition : c'est que le bref fût « accepté expressément par tous les électeurs, ou du moins par la majorité. » Le jeudi saint (5 avril), Marchier assemble donc le cha-

(1) Le Bref comptait parmi les défauts de l'élection « quia suffragia dicto Francisco data, emendicata fuisse dubitabatur. »

pitre pour donner communication du bref et demander la confirmation de son élection. Le grand prieur, avec quelques autres religieux, protestent d'abord contre l'exécution du bref qu'ils déclarent obreptice et subreptice ; mais enfin, deux jours après, ils cèdent « comme par force » à de nouvelles violences, se réservant de recourir au pape lorsqu'ils en auraient la liberté. Ce qu'ils firent au mois de septembre suivant.

Nous passons sous silence, comme étrangers à notre sujet, les autres détails de cette affaire scandaleuse. L'élection de Marchier fut déclarée nulle par arrêt du Grand conseil, le 19 août 1636, et le calme revint après l'élection canonique du prieur claustral pour abbé de St-Antoine : elle se fit le 13 octobre 1636, au chapitre général tenu à Paris par ordre de Louis XIII.

Revenons au notaire Piémont.

Le procès-verbal de l'élection de Marchier, ceux de sa prise de possession et de sa présentation du bref, faite au chapitre le 5 avril, en un mot, tous les actes favorables à l'intrus ont été reçus par Annibal Piémont (1). Pour rédiger leurs protestations auprès du roi et en cour de Rome, les réformés s'adressèrent à un autre notaire, Claude Fournet.

En examinant les actes de cette élection, on y remarque sans peine plusieurs défauts des plus graves. Au lieu de faire connaître le vote particulier de chacun des capitulants, — en se conformant au formulaire suivi dans l'élection des deux derniers abbés, Ant. Tolosain et Ant. de Gramont, — le nouveau procès-verbal se contente de déclarer que le « Rme père frère François Marchier a plus

(1) Vol. 1634 et 1635-T.

de voix et de suffrages que tous les autres candidats », et que « par conséquent, il a été élu pour abbé de St-Antoine et chef général de l'Ordre. » Du nombre des électeurs et des voix données à celui que l'on proclame élu, il n'en est pas fait mention ; les protestations du président du chapitre et l'intervention de la force armée sont passées sous silence. Derrière tous ces sous-entendus se cache trop évidemment l'intention de faire passer cette élection pour régulière (1).

Entre autres défauts invoqués contre l'élection de Marchier, les réformés se plaignaient de ce que « le secrétaire avait été, non point un religieux profès, mais un laïque, introduit dans le chapitre par les anciens religieux, » contrairement à l'ordonnance des derniers Statuts. Les partisans de Marchier se réclamèrent de l'ancienne coutume ; et, en effet, le notaire Annibal Piémont avait lui-même reçu, en 1615, l'acte de l'élection du dernier abbé, sans qu'aucune protestation ne s'élevât contre sa présence au sein de l'assemblée capitulaire.

Disons toutefois que, même en dehors de cette irrégularité, dont les anciens religieux peuvent être rendus responsables, Annibal Piémont ne saurait être personnellement innocenté dans cette affaire. Non seulement il contribua au trouble qui accompagna et qui suivit l'élection de Marchier, mais encore, par ses intrigues, il souleva les habitants du bourg contre l'abbaye. Aussi, peu de mois après, le chapitre se voyait-il obligé de donner sa confiance à un autre secrétaire.

(1) Le document cité par la *Gallia christ.* (t. XVI, c. 204-6) résume fidèlement toute cette histoire. On peut voir d'autres détails aux *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, carton 18.

A cette époque, les religieux eurent à soutenir un procès contre les consuls de St-Antoine qui, sous le prétexte de la coutume, voulaient les obliger à continuer certaines aumônes (1). Dans un mémoire composé à cette occasion, les Antonins portent contre Annibal Piémont une grave accusation qui confirme ce que nous venons de dire. Après avoir rappelé que ce notaire « estoit autrefois greffier de la chastellenie dud. lieu de St-Antoine et secrétaire de l'abbaye », ils ajoutent qu'« il a esté depossédé » de ces fonctions « tant à cause des injures qu'il a faictes que pour des faussetés par luy commises en des affaires concernant les religieux, et en haine de quoy, ayant ligué avec luy quelques autres habitants, il leur a suscité ce procès. »

Les religieux, au milieu des troubles dont ils ne prévoyaient point le terme, étendent quelque peu leur accusation et laissent échapper cette plainte amère, qui ravive le souvenir de jours bien sombres pour l'abbaye. Ils ne s'étonnent point, disent-ils, « de trouver des ingrats dans les habitants de Saint-Antoine, et même des ennemis déclarés parmi ceux auxquels ils ont rendu les services les plus essentiels ; » car ils ont « à faire à un très mauvais peuple, ennemy dud. Ordre et religieux, comme il a paru en diverses occasions, même lorsque l'église et monastère fut pillé et saccagé par les habitants dud. lieu, et les religieux assassinés ou chassés lors des premiers et

(1) Il fut répondu que « ces aumosnes dépendaient entièrement de la plus franche, libre et seule volonté du Chapitre » qui n'était obligé « par aucune fondation, ni autre obligation que ce soit, que celle de la charité » de faire ces distributions de secours, et que, par conséquent, personne ne pouvait les contraindre à les continuer. Cf. ADVIELLE *Histoire de l'Ordre hospitalier de St-Antoine*, p. 226-8.

derniers troubles de la religion prétendue réformée; leur mauvaise volonté a encore paru en ce qu'ils se sont toujours tournés du costé de ceux qui ont voulu troubler led. Ordre et religieux, et principalement l'establissement de la Congrégation réformée d'iceluy... (1). »

Annibal Piémont eut encore d'autres démêlés avec l'abbaye, notamment au sujet de la grange Michon, sur laquelle il revendiquait des droits au nom de sa femme.

Tous ces incidents suffirent pour justifier la conduite de l'abbaye à l'égard de son secrétaire, auquel elle retira sa confiance, pour la rendre longtemps après, du moins partiellement, à son fils Antoine.

Il nous reste à mentionner un incident de la vie d'Annibal, qu'il nous apprend lui-même. En janvier 1638, il « fut envoyé à Paris comme député du tiers Estat de Dauphiné, pour poursuivre au Conseil du roy l'exécution de l'arrest du cadastre ; auquel voyage il séjourna jusques au mois de juin (*al. mai*) mil six cents trente neufz » (2).

Annibal Piémont assista à la translation des reliques de saint Antoine dans la châsse donnée par noble Jean du Vache, le jour de l'Ascension 1648 (3), et vécut encore près d'une année. Le dernier acte de son registre OO est daté du « dernier jour de février » 1649. D'autre part, le notaire Eustache Vourey mentionne, au 25 mars 1649, un contrat de vente reçu par « feu M^e Annibal Piemont, notaire » (4).

(1) *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cartons 30 et 34.

(2) *Table alphabétique du Répert. gén.*, fol. 58; *Répert. gén.*, fol. 159.

(3) ADVIELLE, *op. cit.*, p. 209.

(4) Vol. de 1627-49, fol. 718.

VII. — ANTOINE PIÉMONT ET SA DESCENDANCE.

Les deux frères Annibal et Bon Piémont épousèrent le même jour (1^{er} février 1624) les deux sœurs Emeraude et Anne Yzérable, filles du second lit de Jean Yzérable Bontemps le jeune (1). *Emeraude ou Meraulde Yzérable*

(1) La famille Yzérable était, au xvii^e siècle, peut-être la plus riche de St-Antoine, et assurément la plus importante par le nombre de ses membres. Il nous serait impossible de donner son tableau généalogique complet, à cause de ses ramifications dans les mandements voisins ; nous croyons cependant utile de donner ici la descendance de Jean Yzérable, qui s'unit doublement, en un seul jour, à la famille Piémont.

Jean Yzérable Bontemps le vieux, qui possédait « de beaux biens aux mandements de Dionnay, Roybon et Montfalcon », et « des meubles et obligations pour plus de 20,000 livres », testa le 8 février 1601. Mais comme il ne laissait qu'un fils naturel, Jean Yzérable le jeune, qui ne pouvait être son héritier, il testa en faveur de son petit-fils, Jean Yzérable Perret ou Perrenet. Celui-ci étant « mort ab intestat en minorité », en l'année 1617, l'héritage revint à son père, Jean Yzérable le jeune.

Jean Yzérable Bontemps le jeune épousa, le 6 janvier 1585, Ysabel Catan (fille d'Humbert et cousine germaine d'Eustache Piémont). Il en eut six enfants : 1^o Claude, l'aîné, marié en premières noces à Marie Duplessis, puis, le 18 octobre 1632, à Clauda Pain qui fut mère de : a) François ; b) Jean (Chrysostôme), Antonin, qui vivait encore en 1688 ; c) Françoise, et d) Anne ; — 2^o Bonne ; — 3^o Jean, dit Perret, dont nous avons parlé ; — 4^o Jeanne, qui épousa Claude Charréard le 20 janvier 1608, et fut mère d'André, Antoine et Charles ; — 5^o Louise, mariée le 15 juillet 1604 au notaire Jean Jassoud, et mère de Pierre, Claude, Bonne, Blaise et Antoine ; — 6^o Françoise, femme de M^r Antoine Jassoud, procureur au parlement.

Jean Bontemps le jeune, marié en secondes noces à Blaise Castellan, en eut encore cinq enfants : 1^o *Méraude*, femme d'Annibal Piémont ; — 2^o Alix ; — 3^o Anne, femme de Bon Piémont ; — 4^o Antoinette ; — 5^o Françoise.

Jean Yzérable Bontemps le jeune testa et mourut le 29 juillet 1622. — *Minutes* des notaires Eustache et Annibal Piémont, et *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cartons 115 et 233.

mourut après quelques années de mariage, laissant un fils, nommé Antoine (1) qui, après avoir été clerc de son père pendant plus de douze ans, lui succéda en qualité de « notaire royal dalphinal héréditaire de St-Antoine. » Il fut pourvu de cet office en juin 1649, et le conserva jusqu'à sa mort arrivée en l'année 1708. Antoine Piémont a laissé un grand nombre de registres formant trois séries : 1649-72 (A-&) ; 1673-96 (AA-&&) ; 1697-1707 (AAA-LLL). En outre, nous avons de lui un « Répertoire general » et un « Répertoire alphabeticque ».

Nous avons peu de chose à dire de ce notaire. Il nous apprend qu'il fit un voyage en Normandie de juin à août 1655 (2). Il était en 1688 vichâtelain de St-Antoine, et châtelain en 1697 (3). Il épousa Marthe Peccat ou de Peccat, veuve de Pierre Lambert, dit Beauregard, fille aînée de noble Gédéon Peccat et de Marguerite de Frize (4). « Ils eurent deux enfants, Gabriel et Elisabeth, celle-ci morte fille avant son père. » Le notaire signa toujours « Antoine Piémont », sans autre déterminatif ; mais son fils, avocat consistorial au parlement de la province

(1) Mention d'une vente « reçue par feu M^e Anibal Piemont, mon père. » Vol. de 1654-55, fol. 169, etc. — Le 21 juillet 1676, Antoine Piémont avait 51 ans. — Antoine Piémont n'était donc point fils de Claude, — ni fils de Jean, comme le dit l'*Armorial de Dauphiné*, p. 523.

(2) Vol. F-G, 1654-55, fol. 150.

(3) Vol. de 1697, fol. 4.

(4) Noble Gédéon Peccat eut 4 enfants : Marthe, l'aînée ; Marguerite ; Gabriel († av. 27 mai 1661) et Pierre. L'*Armorial de Dauphiné* (p. 504) ne mentionne que Gabriel et Marthe. — Nommons aussi en passant Françoise de Peccat, veuve (1662) de Pierre-François Chorier, bourgeois de Beaurepaire, fils de feu Antoine Chorier et de feu Magdeleine Allard. Jacques-Louis Chorier, marchand de Romans, était aussi fils d'Antoine. Ant. PIÉMONT, vol. de 1663, fol. 67.

(1676-1721), emprunta le surnom « de St-Didier » (1) à une ferme située aux environs de Saint-Antoine et possédée par sa famille depuis un siècle (2). Gabriel Piémont épousa Madeleine Jassoud, et « en eut plusieurs enfants » (3). Les deux qui nous sont connus furent, comme leur père, avocats au parlement : Melchior, « juge ordinaire de Saint-Antoine », qui mourut le 9 mars 1745 (4), et Antoine Piémont de Frize, qui se disait, en 1750, le « seul enfant mâle vivant » de sa famille.

A cette époque, l'avocat Piémont de Frize parut oublier son ancêtre Eustache Piémont, qui avait été, pendant les mauvais jours, l'ami fidèle de l'abbaye de Saint-Antoine, pour se montrer le vrai fils de son aïeul François de Frize, l'ennemi acharné des Antonins pendant les dernières guerres de religion du xvi^e siècle. Il suscita à l'abbaye plusieurs procès qu'il poursuivit pendant trente ans. Nous en parlerons brièvement.

(1) Il est quelquefois appelé « M^e Gabriel-Antoine Piémont, de Saint-Disdier, avocat à la cour ». Ant. PIÉMONT, vol. de 1687-88, fol. 294, et G. FOURNET, vol. de 1676-77, fol. 219. — Son fils Melchior porta également le titre « de Saint-Didier », tandis que le frère de celui-ci s'appelle lui-même et est toujours appelé « Antoine Piémont de Frize ».

(2) Nous avons dit au commencement de cet article (p. 290) comment cette propriété passa, avec le nom de St-Didier, de la famille de Bon Piémont à son neveu Antoine.

(3) Nous avons trouvé un religieux de St-Antoine, R. P. Jean-Louis Piémont, résidant au Pont-en-Royans le 3 janvier 1714 ; il vivait encore en 1722. *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cartons 250 et 39. — Aucun document ne nous a fait connaître le lien qui le rattache à la famille Piémont de St-Antoine.

(4) La copie des *Mémoires* d'Eustache Piémont, faite en 1742 par le père Hussenot, nous dit que l'original était alors « entre les mains du petit fils de l'auteur, M. Melchior Piémont de St-Didier, avocat, mort à Grenoble le 9 mars 1745. » Ce que nous avons dit jusqu'ici montre que l'expression « petit fils de l'auteur » doit être prise non point dans le sens restreint et précis, mais signifie simplement *descendant*. Cf. *Mémoires d'Eust. Piémont*, Préface, p. XLII.

Le plus important de ces procès est relatif au parcellaire de la communauté (1) de St-Antoine.

L'abbaye venait de procéder au renouvellement « de tous ses terriers, sans qu'il eût été nécessaire d'employer le ministère de la justice, et sans qu'il s'élevât la moindre plainte de la part des emphytéotes, par l'attention qu'on avait prise de les instruire et de leur montrer tous les titres, tant anciens que modernes, qu'ils avaient voulu voir. »

Le sieur Piémont de Frize, qui avait « plusieurs domaines dans la mouvance de l'abbaye, ne voulut pas suivre cet exemple. Peu content d'avoir eu la liberté de faire sur les terriers toutes les perquisitions qu'il souhaitait, et d'avoir fait venir inutilement trois avocats pour terminer tous les différends, il demanda qu'on lui remît entre les mains les titres primordiaux. » Le syndic de l'abbaye n'ayant pas jugé convenable de lui « envoyer à Grenoble les papiers qu'il souhaitait », il se vengea en publiant contre l'abbé et le chapitre de St-Antoine « un libelle diffamatoire contenant les injures les plus atroces et les demandes les plus injustes. » L'auteur de ce libelle signifié le 4 novembre 1749, demande que l'abbaye soit « condamnée à souffrir le reachapt des rentes qu'il lui doit, et à lui vider plusieurs immeubles » qui autrefois, disait-il, faisaient partie du patrimoine de ses ancêtres. Il conclut en demandant l'établissement d'un nouveau parcellaire et la condamnation du syndic de l'abbaye à tous les dépens. Pendant ce temps, il fait tous ses efforts pour troubler la bonne harmonie entre les habitants

(1) Avant la Révolution, le mot de « communauté » avait le même sens que le nom actuel de « commune ».

de St-Antoine et l'abbaye, répandant le bruit que le vieux parcellaire avait été longtemps gardé à l'abbaye pour le déchirer et enlever ce qui pourrait être à son désavantage; en même temps, il fait « entendre aux habitants qu'ils payent beaucoup de tailles pour les fonds possédés par l'abbaye ; » mais enfin ils vont être déchargés de la plus grosse partie de leurs redevances, et la seule restitution de ces tailles, à laquelle le syndic doit être condamné, suffira amplement à payer les frais du nouveau parcellaire.

Parmi les fonds que le sieur de Frize voulait racheter, il en était un, le moulin de Frize, dont la revendication lui tenait le plus au cœur ; ce fut même là l'origine de ce long procès.

En 1750, Antoine de Frize, pour soutenir ses prétentions, déclarait avoir « toujours ouï dire par des anciens du lieu de St-Antoine que le moulin, appelé anciennement par les actes *le moulin de Frize*, avait été donné en engagement par François de Frize à l'abbaye de St-Antoine ; ce qui lui avait été répété plusieurs fois avec cette circonstance que Marthe Peccat, ayeule paternelle dud. Piemont de Frize avoit toujours eu dessein de racheter led. moulin. » En conséquence, disait-il, il a conservé, lui aussi, « le droit de racheter le tenement de moulin en payant au seigneur abbé ou à ses successeurs la somme de 350 écus, » moyennant laquelle s'était fait « l'ancien engagement. »

Il prouvait son droit de rachat en montrant qu'il descendait en ligne directe de François de Frize, dont il se disait le seul héritier. Cette descendance ne lui fut point contestée. Mais les religieux savaient où chercher les preuves de leur possession : ils s'adressèrent au notaire Brachet, acquéreur de l'office de M^e Antoine Piémont, demandant à consulter les minutes de ses prédécesseurs.

Brachet répondit que, bien qu'il fût acquéreur de l'étude du notaire Piémont, il n'avait pas en son pouvoir les protocoles demandés ; ils étaient à St-Antoine, dans la maison de l'avocat Piémont, qui en gardait la clef à Grenoble. Les particuliers se plaignaient également de ce que le sieur de Frize détenait dans son cabinet « les protocoles des trois notaires ses ancêtres » et empêchait par là le public de pouvoir en retirer les expéditions nécessaires.

Le perturbateur s'agita longtemps avant d'arriver à ses fins. Malgré tous les avantages qu'il promettait, sa « cabale » ne réunit qu'« une douzaine de personnes.... toujours disposées à faire du bruit. » D'autre part, l'habileté de l'avocat rencontra, dans un frère convers de l'abbaye, un adversaire imprévu : le frère Aymard, receveur des rentes de l'abbaye, fournit des titres indiscutables de possession (1) : le sieur de Frize fut donc arrêté dans ses prétentions et ne put obtenir « le reachapt de ses rentes », c'est-à-dire rentrer en possession du moulin de Frize (2).

Néanmoins, ses intrigues, poursuivies avec l'acharnement que savent déployer les amateurs de chicane, devaient amener l'établissement d'un nouveau parcellaire.

En l'année 1616, « la communauté de St-Antoine avait

(1) Frère Claude Aymard, vulgairement appelé « le frère Aymard », fils de Jacques et de Andrienne Duc, né à St-Véran, dioc. de Vienne, le 2 mars 1701, entra dans l'ordre de Saint-Antoine après avoir exercé le métier des armes, et fit profession comme religieux convers le 9 sept. 1736. *Arch. de l'Isère*, Registre des vêtures et professions, in-fol., fol. 36 v°. — Le frère Aymard fut receveur des rentes de l'abbaye pendant plus de 40 ans (1734-1777). Ses livres de recettes (2 vol. in-fol.), admirablement tenus, forment les cartons 433 et 434 du fonds de St-Antoine aux *Arch. du Rhône*. Frère Aymard était très versé dans la connaissance des terriers et des titres de l'abbaye, comme l'avaient été au siècle précédent les pères Michel Fere et Etienne Goyt.

(2) *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cart. 34, divers Mémoires.

fait procéder à la confection de son parcellaire roturier. » Dix-huit ans après, « ensuite de l'ordonnance de M. de Talon, conseiller du roi et intendant du Dauphiné pour l'exécution de l'arrêt donné entre les trois Ordres de la province le dernier may 1634 », les corps ecclésiastiques et les nobles « possédant des immeubles dans le territoire de Saint-Antoine, donnèrent à la diligence des consuls et officiers, par prudhommes, état, dénombrement et déclaration des biens et héritages dont ils jouissaient », et l'on apposa « sur chaque article de fonds une estime, eu égard à sa valeur et à son produit ».

L'on fit ensuite, à différentes époques, sur le parcellaire roturier de 1616, « trois différents perrequaires pour les chargements et déchargements », qui servirent jusqu'au parcellaire du XVIII^e siècle ; « mais il n'en fut pas uzé de même à l'égard des fonds nobles déclarés ensuite de l'ordonnance de 1634 ». Cette omission, compliquée par les mutations qui s'étaient opérées depuis un siècle, avait « occasionné la confusion des fonds nobles avec les roturiers ». Toutes ces causes rendaient en quelque sorte nécessaire le renouvellement du double parcellaire.

Du reste, Saint-Antoine ne faisait en cela que suivre l'exemple d'autres communautés, comme celles de Poliénas et de Bessins, dont il adopta la méthode.

Par son arrêt du 14 mars 1774, le parlement du Dauphiné avait ordonné le renouvellement du parcellaire de Saint-Antoine « avec mappe et plans particuliers lavés et figurés suivant les règles de l'art, avec une échelle au bas, et un coursier pour servir aux chargements et déchargements en cas de mutations... » Treize assemblées se tinrent pour ce sujet à Saint-Antoine pendant les années 1775 à 1779.

Dans l'assemblée du 8 janvier 1776, le sieur Micoud

Desmarais, géomètre, resta, par le bail au rabais, « adjudicataire de ces parcellaire, coursier et plans... moyennant le prix de 25 sous par sesterée de neuf cent toises delphinales, que la communauté devait luy payer de la manière et dans les termes portés par ce bail ».

Desmarais, l'auteur du parcellaire de Poliénas, se substitua, pour l'exécution de celui de St-Antoine, le sieur Fournier, son gendre. Celui-ci, au commencement de 1780, présenta « la mappe » telle qu'il l'avait exécutée; mais la communauté de St-Antoine ne pouvait accepter ce travail. En effet, si l'on en croit un Mémoire adressé aux jurisconsultes par M^e Brachet, député de la communauté, le parcellaire présenté par Fournier ne remplissait point les conditions imposées par le bail. Quant au plan géométrique qui l'accompagnait, Brachet se plaignait de ce que Fournier n'y « avait mis et écrit autre chose que des numéros pour indiquer les possessions des habitants et des forains de la communauté ». Et comme rien n'était « écrit dedans ou le long des rivières, ruisseaux, grandes combes, torrents ou ravins, et les chemins dont la communauté se trouve coupée et traversée dans un très grand nombre d'endroits de son territoire, et qui sont figurés dans sa mappe et ses plans, s'il n'y a point mis de légende au moïen de laquelle, et par des lettres alphabétiques de rapport, l'on puisse y connaître et distinguer lesd. rivières, ruisseaux, combes, torrents ou ravins et les chemins, par leur nom et par leur tendance ; où prendrait-on, par exemple, dans ses mappes et plans, disait encore Brachet, la rivière de Furant, celle de Frizon, les ruisseaux et combes de Fontfroide, de Mezellin, de Lyotan ou du Château, les combes de Montalard, de Piedcheval, de Marze, de Fussin, de Champeux, de Seyssel, de Cousiou, de Charreton, de Commers, des Buclards, d'Em-

portion, de Soleily Miron, de Joz ou Fontbarnier, du Bouchet, de Toniôt, du Saut Barral, de la Magdelaine, de l'Hert, et plusieurs autres, dont fait mention dans ses confins l'ancien parcellaire ? Où prendrat-on les chemins qui sont de même figurés dans ses plans, tendants du bourg de St-Antoine à St-Marcellin, à Romans, à Chevrières, à Dionay, à St-Jean le Fromental, à Roybon, à Montfalcon, à Montrigaud, à St-Bonnet, à Montmiral, à St-Lattier et aux autres lieux circonvoisins ? où prendrat-on dans le bourg, figurez aussy dans ces mêmes mappe et plans particuliers, la Grande ruë, la ruë de l'Hopital ou de l'Ange, la ruë Corciere ou du Millieu, la Basse ruë, les ruës qui les croisent et qui descendent des unes aux autres ; les goulets de St-George, de Bourchenu, de Coste Barbier, de la Simèze, et autres petites ruettes ou passages publics ; où prendrat-on les places publiques du Marché, du Puits, de l'Hayre, de la Crotte, le rocher de la Chopière, béals des moulins et autres choses notables, pour donner ces confins (qui sont des confins immuables) aux différentes possessions de chaque particulier, lorsqu'il sera question de luy composer et délivrer sa parcelle, confinée de la manière que prétend le sieur Fournier ?... N'est-ce pas la plus grande dérision de venir présenter à cette communauté et vouloir la forcer à recevoir un parcellaire et des plans aussy défectueux et d'aussy peu d'utilité ? (1) »

Cette description fait voir que le plan dressé par Fournier était une sorte de « carte muette », ne contenant « autre chose que des numéros. »

Brachet terminait son Mémoire en demandant à Fournier d'indiquer les confins des propriétés, s'il voulait être payé de son travail.

(1) Divers Mémoires ms. aux Archives de l'Abbaye de St-Antoine.

Il fallut donc reprendre l'exécution du parcellaire, qui traîna en longueur pendant plusieurs années ; vraisemblablement, l'œuvre définitive ne fut agréée qu'en l'année 1787 : c'est du moins la date que porte le plan cadastral aujourd'hui conservé à la mairie de St-Antoine.

Mais, à cette époque l'Ordre de St-Antoine était incorporé à celui de Malte, et l'avocat Piémont de Frize, qui avait mis en avant « la confection du parcellaire », avait lui-même disparu de la scène du monde. Il avait passé ses dernières années à Grenoble, où il était devenu, par son grand âge, le doyen des avocats au parlement du Dauphiné.

C'est donc ici que notre étude devrait prendre fin. Toutefois, nous croyons intéresser nos lecteurs en ajoutant quelques pages sur la famille de Frize : nous n'avons fait qu'indiquer plus haut l'origine du procès suscité à l'abbaye à l'occasion du moulin de ce nom. L'avocat de Frize en revendiquait le rachat comme représentant de son ancêtre qui l'avait possédé à la fin du xvi^e siècle. Ce que nous devons dire montrera clairement, pensons-nous, qui avait le droit pour lui, l'abbaye ou l'avocat. Dans les titres apportés au cours du procès pour établir la justice de sa cause, l'avocat commençait sa généalogie à l'année 1558, et la conduisait en ligne directe jusqu'à lui-même, héritier de toute cette famille. Nous reprendrons de plus haut cette généalogie, à peine ébauchée par les écrivains qui ont parlé de St-Antoine ; ainsi cette étude sur les notaires Piémont, alliés aux Frize, en recevra son complément naturel et nécessaire.

DOM GERMAIN MAILLET-GUY,

Chan. rég. de l'Imm.-Conc.

(A continuer).



LES ARCHIVES DE LA DROME

On a cru longtemps que la perte des archives anciennes avait rendu impossible l'étude de l'histoire des communes, des institutions et des familles. Fort heureusement c'était là une erreur, dont la publication des Inventaires sommaires des dépôts départementaux, commencée en 1861, a montré l'évidence. Mais ces Inventaires sont-ils connus à cette heure d'autres personnes que des chercheurs et des bibliophiles ? Il est permis d'en douter. Dans ces conditions, quelques détails sur l'œuvre entreprise par toute la France et dans la Drôme en particulier peuvent être fort utiles.

Avant 1790, les titres et documents administratifs et judiciaires de la province étaient conservés soit à Grenoble pour l'Intendance et le Parlement, soit dans les tribunaux subalternes, soit dans les communes ou les couvents, évêchés et chapitres ; mais il n'y avait aucune centralisation, et les inventaires de ces fonds, lorsqu'il en existait, servaient bien moins à l'histoire qu'à la preuve des droits et revenus spéciaux à chaque établissement.

Aujourd'hui, la Chambre des Comptes et le Parlement nous dévoilent leurs richesses abondantes dans trois volumes publiés par MM. Pilot et Prudhomme, archivistes de l'Isère. Déjà, le premier de ces dépôts avait été classé en 1277 et 1346, ainsi que le prouvent les publications de M. le chanoine U. Chevalier, correspondant de l'Institut, sous les titres d'*Inventaires des archives des Dauphins* et

d'Ordonnances des rois de France et autres princes souverains relatives au Dauphiné.

Un autre grand travail en 35 volumes in-fol., prescrit le 9 juin 1688 par Le Pelletier, contrôleur général des finances, avait coûté dix ans de travail à Marcelier, et cet Inventaire manuscrit de la Chambre des Comptes sert encore à guider utilement les recherches, malgré quelques erreurs.

Mais les actes du Parlement de Grenoble ne se trouvaient guère que dans les ouvrages des jurisconsultes dauphinois, François Marc, Guy-Pape, Nicolas Chorier et Jean-Guy Basset.

L'Intendance conservait ses papiers à Grenoble, siège de son administration politique et financière; ceux des élections se trouvaient à Valence, Romans et Montélimar. Or, tout ce qui se rapporte à l'assiette et à la perception des tailles, capitation, dixième, vingtièmes, vente des offices municipaux, était caché dans ces fonds.

Les travaux récents ont de la sorte rendu un véritable service aux érudits en classant et analysant des pièces dont les révélations étaient à peine soupçonnées.

On peut en dire autant des archives de l'Université de Valence, bien qu'une excellente étude de feu M. le chanoine Nadal et l'ouvrage plus récent de M. Marcel Fournier eussent déjà divulgué les actes fondamentaux et l'histoire de l'institution fondée par Louis, dauphin, en 1452.

Une cinquantaine de monographies communales, par M. l'abbé Vincent, nous avaient initiés au passé des bourgs, villes et villages de la Drôme, avant 1866; toutefois, depuis lors, des études plus récentes sur les arrondissements de Montélimar et de Nyons, et les *Bulletins d'histoire ecclésiastique et d'histoire religieuse* des diocèses de Valence, Grenoble, etc., et de la *Société d'Ar-*

chtologie de la Drôme, ont permis de constater d'immenses progrès, grâce au classement et à l'*Inventaire des archives communales des arrondissements de Montélimar, Nyons et Valence*. Une mention toute spéciale est due aussi à la publication par M. U. Chevalier du *Cartulaire municipal de Montélimar*, à l'*Histoire de la même ville*, par M. le baron de Coston et au *Dictionnaire topographique de la Drôme* et au *Dictionnaire bio-bibliographique* de M. Brun-Durand.

Quant aux familles, on était réduit aux *Nobiliaires* de Chorier et de Guy Allard et à l'*Armorial du Dauphiné*, consacrés uniquement à la noblesse, sans trop de souci du tiers état. Il en était de même pour les notaires ; car, à l'exception de la *Statistique notariale de l'arrondissement de Valence*, donnant leurs noms, les dates et l'indication des études où se trouvent leurs minutes, on ne savait rien de plus sur une source historique importante. L'*Inventaire* actuel a donc le premier mis en relief les ressources inconnues des anciens protocoles.

Viennent enfin les archives ecclésiastiques formant la plus grosse part du dépôt, réunies par fonds, mais non inventoriées encore. On peut cependant consulter déjà un certain nombre de cartulaires imprimés où se trouvent les plus anciens documents de quelques églises et abbayes, comme le *Cartulaire de St-Barnard*, qui a fourni à M. Paul-Emile Giraud les éléments de sa remarquable étude sur Romains et son chapitre ; le *Cartulaire de St-André-le-Bas*, de Vienne ; celui de *St-Pierre du Bourg-lès-Valence* ; ceux de *St-Chaffre*, de *Léoncel* et de *St-Ruf*, publiés en entier ou en partie par M. le chanoine U. Chevalier, et celui de *Durbon*, dû à M. le chanoine Guillaume, notre laborieux collègue des Hautes-Alpes. Il y aurait, d'autre part, injustice criante à taire les savants

travaux historiques de M. le chanoine Jules Chevalier sur la ville et le diocèse de Die, sur les Poitiers, comtes de Valentinois, et sur l'abbaye de Valcroissant ; de feu M. le chanoine Nadal sur les institutions monastiques du diocèse, et de MM. les chanoines Perrossier et Fillet sur les évêques originaires de la Drôme, sur Romans, sur Grignan, sur diverses paroisses et sur le Vercors.

Les archives anciennes de la Drôme, à l'exemple de celles des autres départements, ont été réparties en huit séries : A (actes du pouvoir souverain); B (archives judiciaires); C (archives administratives); D (instruction publique); E (familles et notaires); F (fonds étrangers aux précédents); G (clergé séculier) et H (clergé régulier).

Les séries A, B, C forment le premier volume de l'Inventaire publié; D et E le 2^e, les communes qui ont remis volontairement leurs archives au dépôt, le 3^e et partie du 4^e, les communes qui ont tenu à les conserver; les 4^e, 5^e, 6^e et les suivants en préparation.

Il n'est pas inutile de rappeler ici comment ces différentes séries ont été formées.

La série A peu importante à l'origine aura un supplément assez étendu. Au surplus, une collection en 27 volumes in-4^o, connue sous le nom de collection Giroud, la remplace actuellement, et la bibliothèque des archives en possède 26.

Avant 1861, la série B ne figurait dans le dépôt que pour un nombre restreint d'articles; mais, depuis lors, des réintégrations régulièrement autorisées l'ont enrichie des papiers du présidial de Valence, créé par Louis XIII en 1636, des sénéchaussées de Montélimar et de Crest, des bailliages du Buis et de St-Paul-Trois-Châteaux, conservés aux greffes des tribunaux civils de Valence, Montélimar, Die et Nyons, et d'un petit nombre de judi-

catures seigneuriales trouvés dans les mairies de Crest, St-Vallier et Tain.

Les registres du greffe de St-Pantaléon et Rousset offerts au dépôt par feu M. le général d'Andigné, joints à d'autres dons, exigeront un supplément.

Pour la série C, les archives de l'Intendance, conservées à Grenoble, furent réparties, en 1790, entre les trois départements de la Drôme, de l'Isère et des Hautes-Alpes, après un triage hâtif opéré par des commissaires spéciaux. Comme ce fonds embrasse l'agriculture, l'industrie, la situation économique des communes en 1789 (malheureusement incomplète), la noblesse, les impôts, l'armée, la voirie, les hôpitaux et les prisons, elle offre, avec le Mémoire de l'intendant Bouchu, en 1698, publié et annoté par M. Brun-Durand, une foule de renseignements sur la province pendant les xvii^e et xviii^e siècles.

Les archives des élections de Valence, Romans et Montélimar, étant demeurées confondues avec celles des greffes des tribunaux, sont arrivées au dépôt en même temps qu'elles.

Pour la série D, les titres et documents de l'Université de Valence furent versés à la préfecture en 1808 seulement et n'ont acquis, depuis lors, qu'une copie notariée de l'ouvrage de Basset contenant ses statuts. MM. Nadal et Marcel Fournier ont utilisé ce fonds. Mais la même série a reçu de Gap une partie des archives de l'académie protestante de Die, consultées par M. E. Arnaud dans son histoire de cet établissement et par M. Brun-Durand dans son livre *Les amis de Jean Dragon*.

Avec la série E, paraissent les papiers de famille et les notaires. Les premiers proviennent en petit nombre des émigrés, à cause de la crainte des redevances féodales qui entraîna la perte d'une partie importante : les dons volon-

taires et quelques acquisitions, depuis 1861, ont comblé plus d'un vide; toutefois, d'autres dons postérieurs de titres pareils et de minutes anciennes de notaires, dus à MM. Roule, Mazon, Monet, de Ravel, Brun-Durand, Chabrières, le marquis d'Albon et à M^{lle} Bergier, de Tain, et quelques acquisitions exigeront un supplément assez considérable, déjà classé, mais non analysé.

Avant 1861, plusieurs communes des Baronnies et du Valentinois avaient confié leurs archives anciennes au dépôt, et l'Inventaire en est imprimé; plus tard, les municipalités ayant exprimé le désir formel de conserver leurs titres, le classement et l'analyse en ont été faits. Ainsi, l'on possède l'Inventaire de celles des arrondissements de Montélimar, Nyons et Valence.

Le travail publié à cette heure s'arrête à l'arrondissement de Die et sera continué sans relâche.

Il y aura, de plus, un supplément provenu du don des archives de Bourdeaux, d'Espenel et de papiers d'autres communes, il sera imprimé à la suite des trois arrondissements parus.

La série F comprendra le fonds important donné au dépôt par M. Morin-Pons, de Lyon, savant aussi connu que bienveillant.

Avec la série G, on arrive à des fonds non analysés encore et très volumineux, comme ceux des évêchés de Valence, Die, Saint-Paul-Trois-Châteaux (1) et partie de Vaison et de l'archevêché de Vienne, ceux des chapitres de St-Apollinaire, de St-Pierre du Bourg-lès-Valence, de St-Sauveur de Crest et de Grignan, de Notre-Dame de Die et de bon nombre de prieurés et de paroisses des an-

(1) Les papiers des évêchés de Die et de St-Paul ont été réintégrés depuis 1861.

ciens diocèses dont celui de Valence a été formé. Il existe un inventaire manuscrit en deux volumes in-fol. de 1650 pour le chapitre de Valence et un autre in-4° pour l'évêché de la même ville, de la même époque.

Enfin, la série H embrasse 1° les fonds considérables de St-Barnard, de Romans, de la Chartreuse de Bouvante, des abbayes de St-Ruf et de Léoncel ; 2° des couvents de Dominicains du Buis, Valence et Die, des Cordeliers de Montélimar, Die, Romans et Valence, des Capucins, des Minimes, de Picpus ; 3° des maisons religieuses de filles de St-Just de Romans, de Notre-Dame de Soyons, de Vernaison, de la Visitation, des Ursulines et de St-Césaire de Nyons.

Quelques pièces hospitalières terminent la série.

Comme un tableau numérique de ces divers fonds va être imprimé, il complètera ces renseignements, de nature à rassurer les érudits et à provoquer de nouveaux dons.

En terminant cet exposé succinct, rappelons, pour la déplorer, la perte d'un nombre considérable de terriers ou livres de redevances féodales, livrés au feu pendant la Révolution, comme au Buis, d'après une relation imprimée du temps, et la perte de 1,747 feuilles de parchemin, le 1^{er} thermidor an II, et de 2,860, le 9 nivôse an III, toutes destinées aux gargousses de l'artillerie.

L'utilité publique et la défense de la patrie pouvaient au moins colorer la fabrication des gargousses ; mais rien ne justifie les autodafés en haine de l'histoire.

A. LACROIX.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 133^e livraisons.)

Le changement politique qui venait d'avoir lieu plaçait les Valentinois dans de nouveaux rapports avec le prince Louis ; jusqu'ici ils avaient été ses protégés, grâce à la sauvegarde qu'ils avaient autrefois sollicitée et obtenue, maintenant ils devenaient ses sujets. Ils lui demandèrent de vouloir bien confirmer les franchises et les libertés, que leur avaient octroyées les évêques à diverses époques et l'empereur Sigismond en 1416. Le dauphin répondit à leur désir et leur fit expédier de La Tour-du-Pin, le 2 octobre 1450, une véritable charte de libertés, divisée en 38 articles et résumant tous les privilèges de la ville. Ce document présente un très vif intérêt ; il reflète les mœurs, la vie intérieure d'une commune sur la fin du moyen âge. Nous en donnerons une rapide analyse.

« La cour et les officiers de justice de la ville n'exigent jamais plus de 15 sols pour une injure simple, verbale ou manuelle, de 60 sols pour blessure, si mort ou mutilation de membre ne s'ensuit. Nul ne peut être arrêté pour injures ou excès, s'il fournit caution suffisante. Pour autre cause, l'amende ne peut dépasser 3 sols 1/2. Nul ne peut être emprisonné pour adultère, *nisi in rebus venereis fuerit inventus solus cum sola, clausis ostiis et suspecti probabiliter*. Les informations pour excès ou délits de droit public ne peuvent

être faites que contre des personnes diffamées et probablement suspectes, et sommairement si la peine n'excède pas 60 sols. Le geôlier ne peut exiger plus de 12 deniers de toute personne justement arrêtée et plus de deux sols, si la détention dépasse deux mois. Il ne sera payé qu'une amende, bien que les demandes en paiement soient multiples et encore après satisfaction du créancier. Les ventes aux enchères, d'autorité de justice, se feront place Saint-Jean ou place La Pierre, et nul officier de justice ne pourra y enchérir, ni exiger plus de six deniers pour sa peine. Pour saisie de mobilier, le sergent recevra aussi six deniers et la cour, pour sa taxe, quatre sols par livre. Après l'absolution d'un excommunié, la cour séculière ne pourra exiger aucune taxe. Les testaments seront exécutés selon leur teneur. Il sera dû pour le sceau épiscopal des appels et procurations 12 deniers seulement; pour apposition des scellés sur testament 100 sols au plus, et moins, 60, 50 ou 40, si la succession vaut moins de 1,000 francs. Tous officiers jureront l'observation des libertés de la ville et du bourg. Les habitants sont exemptés de leyde, péage, taille, droit de corvée, course, tribut ou exaction; garde des portes, tours et murailles, patrouille de jour et de nuit, sauf, pour ce dernier chef, le péril imminent d'invasion ou d'attaque. Les clés de la ville ne peuvent être réclamées que par le roi présent dans la cité. Tout habitant peut vendre et échanger ses possessions rurales sans permission du seigneur direct et sans crainte de confiscation. Les lods sont en ce cas d'un gros par florin du prix de l'immeuble, à moins que les biens aliénés ne soient dans la directe des Eglises ou autres qui ont des bailes ou ont accoutumé d'en avoir, auxquels on paye un gros et demi. Le courrier et les patrouilles ne peuvent la nuit entrer dans les maisons, sans soupçon violent et bruit public de quelque crime. Pour affaires communes, les citoyens peuvent s'assembler au nombre de 80 pour les traiter, sans aucune permission. Les syndics nomment leurs successeurs, leurs conseillers, secrétaires et mandeurs; ils exigent les droits et rentes de la

ville et en rendent compte aux auditeurs. Les héritiers bénéficiaires peuvent choisir, pour dresser inventaire, soit le juge, soit un notaire. Les habitants jouissent de toutes les libertés delphinales ; ils peuvent exiger de tout marchand de passage un droit de sortie. Les indits ou octrois sont approuvés. Les protocoles des notaires défunts ne pourront jamais être cédés à un étranger résidant hors de la ville. Deux foires franches sont établies le 1^{er} juillet et le 3 février. Tout voiturier de sel par eau payera le sesterage ou droit de péage en usage de toute ancienneté... (1). »

Bientôt après, le 8 octobre, par lettres datées de Morestel, le dauphin déchargea les habitants de Valence de l'impôt d'un marc d'or vieux qu'ils lui payaient tous les ans pour le droit de sauvegarde, ce droit ayant fait place à la souveraineté du prince (2). Il ne faudrait pas croire que toutes ces faveurs fussent gratuites ; la chancellerie delphinale ne perdait jamais ses droits. C'est ainsi que, pour la charte des franchises municipales, les habitants de Valence durent payer 400 écus d'or (3).

Le dauphin possédait à Valence deux maisons, qu'il avait acquises, dès l'année 1449, de Guillaume, bâtard de Poitiers (4). Elles étaient situées dans la rue Saunière, près de la porte de ce nom, appelée encore, dans les anciens actes, *porte d'Avignon*, à droite en entrant dans la ville. Quand il

(1) Archives de la Drôme, B, 3998. Le 26 juin 1452, le dauphin étant à Valence, enjoignit à ses officiers d'être respectueux des libertés municipales de la ville. Il fit à cette occasion de grands éloges de la fidélité des Valentinois.

(2) Archives de l'Isère.

(3) Archives municipales de Valence, BB, 1.

(4) Archives du château de Peyrins. Inventaire des papiers des Poitiers, n° 253. Par acte du 23 février 1449 (n. s.), le dauphin acquit ces deux maisons, en donnant en échange à Guillaume de Poitiers la terre d'Auriples et ses dépendances, ainsi que la jouissance des terres de Quint et de Pontaix. Guillaume rendait hommage au dauphin, le 12 août 1452, pour les fiefs de Barry et de Vercheny en Diois, et le 12 octobre pour la terre de Soyans.

eut fait avec l'évêque le traité de pariage, il voulut avoir à Valence une demeure princière et les deux maisons, reconstruites en grande partie, furent transformées et devinrent une sorte de palais que les titres de l'époque désignent parfois sous le nom de *manerium Delphini* (1). On y travaillait activement au mois de janvier 1452 (n. s.), comme nous l'apprend un document, par lequel les habitants de Valence, désireux de plaire à leur souverain et répondant à ses désirs, lui abandonnent la propriété de deux tours, l'une dite de la porte Saunière et l'autre tout près de celle-ci, qu'il pourra joindre à son palais, ainsi que la portion du rempart qu'il jugera à propos d'utiliser, plus une autre tour sur les bords du Rhône (2). Cette dernière tour était sans doute voisine de vastes terrains, autrefois complantés en vergers et jardins,

(1) OLLIVIER. *Essai historique sur la ville de Valence*, Valence, 1831, in-8°, p. 176. C'est sur l'emplacement de ce palais royal, tombé en ruines, que furent élevées, sous Louis XIII, la maison conventuelle et l'église des Récollets.

(2) Archives de l'Isère, B, 3031. « ...Attendentes et considerantes se et totam civitatem et communitatem Valentie... indigere singulari gratia, adjutorio, thucione, et protectione dalphini... propter quamplurima ardua negocia que plerumque civitas et cives Valentie... cum pluribus dominis, communitatibus et personis sunt gesturi, in et pro quibus egent adjutorio et consilio ejusdem domini nostri, et etiam quia noverunt infra scripta donanda esse utilia et placibilia prelibato domino nostro atque eisdem civitati et civibus, qui dominus noster in domo sua quam habet in dicta civitate Valentie domificare et edificare proposuit, et jam fecit et facit et ut ibidem magis et magis edificaret et dictam civitatem et cives singulari affectione, amore et dilectione pertractet, et in sua gratia et amore perpetuo teneat et conservet; his et aliis... considerationibus... dederunt... dant... domino Ludovico... dalphino... licet absenti ac... domino Yvoni de Scepeaux... videlicet unam turrem cum una porta existentes in muris ejusdem civitatis, juxta palatium ejusdem d. n. dalphini, que porta vocatur porta Sonneria, sive portale Avinionis et dicta turris vocatur turris porte Sonnerie. Item, plus unam aliam turrem alteri turri predictae propinquam, videlicet quam ipse d. n. habere voluerit... Item, plus unam aliam turrem juxta flumen Rodani...

qu'il venait d'acquérir successivement de divers particuliers et sur lesquels il avait établi une belle prairie (1).

Il fit l'année suivante une acquisition plus importante. Le siège de la sénéchaussée avait été transféré de Crest à Valence, en vertu d'une ordonnance du mois de février 1453. Il fallait trouver une maison qui fût digne de loger le sénéchal ou plutôt son lieutenant, et abriter les divers services que comportaient l'administration de la justice et le gouvernement du pays. Une maison appartenant à noble Guigues de Pracomtal, bourgeois de Montélimar, parut réunir toutes les conditions désirables. On l'appelait alors le *palais*. Peut-être était-ce là qu'à l'époque romaine s'élevait quelque édifice important. Elle était située dans le quartier le plus ancien de la ville, entre le chemin de Baise-Béguine, au nord, la maison et le jardin de François de Baynac, au couchant, la rue ou côte de Chapelier (*de Oppellario*), au midi, et une petite ruelle, au levant. Cette maison qui existe encore est un des morceaux d'architecture du xiv^e siècle les plus intéressants. On proposa un échange à Guigues de Pracomtal : il céderait au dauphin cette maison et tous les cens et revenus qu'il possédait à Valence, et le prince lui abandonnerait le château et la terre d'Ancône, près de Montélimar, avec pleine juridiction et tous les autres droits seigneuriaux. Cette offre paraissait devoir convenir d'autant mieux à Guigues de Pracomtal que, fixé à Montélimar, il serait tout près de sa seigneurie, dans laquelle il avait déjà quelques possessions. On fit une double enquête, le 23 mars 1454 (n. s.) et le 8 avril 1454, sur l'état et la valeur des biens que possédait Pracomtal à Valence et à Ancône. Le 17 avril, l'acte d'échange fut définitivement arrêté et conclu à Valence (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f^o 793. Ces détails sont mentionnés dans une enquête faite à Valence, le mardi, 19 janvier 1490 (n. s.), sur les propriétés acquises autrefois dans cette ville par le dauphin.

(2) Archives de la Drôme, E, 2486, f^o 78-83. « ... Cum illustrissimus

La sénéchaussée du Valentinois et Diois ne devait avoir à Valence qu'une durée éphémère ; elle ne tarda pas à retourner à Crest. Mais il est une institution du dauphin Louis, qui, elle, a traversé quatre siècles, et, plus que tout autre, témoigne chez ce prince une intelligence très éclairée, un sentiment très vif des besoins de son temps, un ardent désir d'augmenter la prospérité, l'éclat de sa chère ville de Valence ; nous voulons parler de l'université qu'il y établit et dont les lettres patentes de la fondation portent la date du 26 juillet 1452.

« Dans ces lettres, dit M. Nadal, le dauphin semble faire avec plaisir le dénombrement des avantages que Valence offrait à la jeunesse studieuse. Il loue, en particulier, son admirable situation, la beauté de son climat, la salubrité de l'air qu'on y respire, la fertilité des campagnes qui l'environnent, la facilité de ses communications avec les autres villes du Dauphiné et avec les provinces limitrophes. Il expose ensuite, en détail, l'organisation intérieure de l'université,

principes et d. n. d. Ludovicus, ... dalphinus vien. et comes Val. et Dien., quamplurimum indigeret quadam domo decenti et apta ad consistorium seu auditorium curie seneschalis sui Valent. et Dien., nuper in ejus civitate Valentina instituta et teneri ordinata, necnon ipsius curie carcerem in eadem construendum, pro bono et utilitate ipsius dⁱ nⁱ et ejus justicie congruori exercitio, et cum nobilis Guigardus de Prato-comitali, de Montilio Adhemari, Valent. dioc., haberet quamdam domum suam, cum virgulto in civitate predicta Valent., vocata de palatio, confrontantem a parte boree cum itinere de Baysabeguina, ab occidente cum domo et orto Francisci de Baynaco, a vento cum carreria publica appellata de Oppellario..., que domus satis apta, congrua atque decens videbatur pro auditorio et carcere dicte curie senescalie dalphinialis construendis, ceterum cum d. n. Guigardus haberet etiam certos census et canones annuos et annuatim percipiendos in eadem civitate Valent... specificatis in quadam parcella per eum tradita cujus tenor talis est : Servitus.... Et ab alia parte haberet ipse nobilis Guigardus in territorio de Ancona quamdam bastidam ruynosam seu diruptam, que bastida paucos sibi fructus afferebat, et quod territorium, mandamentum et jurisdictio ipsius loci de Ancona sibi non pertineret..... »

l'objet de ses travaux, son gouvernement et ses privilèges. Elle se composera de quatre facultés : celle de théologie, celle de droit civil et canonique, celle de médecine et celle de philosophie et des arts libéraux. Elle aura un chancelier, un recteur, des régents, des agrégés, des bedeaux, etc., et elle jouira des mêmes franchises que celles d'Orléans, de Montpellier et de Toulouse (1). »

L'université de Valence ne reçut de son fondateur aucune dotation particulière. La ville fut chargée d'y pourvoir, et elle le fit généreusement. On loua une maison, non loin de la cathédrale, dont elle n'était séparée que par la place des Clercs. Les syndics et les conseillers, réunis le 5 septembre 1452, décident que, sur les derniers quartiers de la taille, on prélèvera 50 florins et qu'en outre on empruntera 100 écus pour faire les chaires, les bancs et autres aménagements utiles dans les salles où auront lieu les cours (2). Notons un fait d'autant plus remarquable qu'il est plus rare : animés d'un beau zèle, les professeurs de l'université naissante s'étaient engagés à enseigner, à *lire*, comme on disait, sans aucun traitement durant la première année; ils commencèrent leurs cours, mais bientôt la ville ne voulut pas se laisser vaincre en générosité, et dans sa séance du 19 avril 1453, les syndics allouèrent à chaque professeur une somme de 100 florins pour un an à partir de la fête de saint Marc et décidèrent, d'accord avec leurs conseillers, que si quelque professeur célèbre, capable de donner un grand renom à leur

(1) NADAL, *Histoire de l'Université de Valence*. Valence, 1861, in-8°, p. 13-4 et p. 361-4. Les lettres patentes du dauphin et la bulle de Pie II, donnée à Mantoue le 3 mai 1459, qui reconnaissait la nouvelle université, n'existent plus dans les archives, mais elles avaient été heureusement publiées dans un livre, aujourd'hui fort rare, dû à la plume d'André Basset : *Institutio, privilegia, statuta Universitatis Valentinae, cura Andreæ Basset rectoris edita*. Turnoni, Michaelis, 1601, in-4°. Une copie de ce livre est déposée aux archives de la Drôme, D, 1.

(2) Archives municipales de Valence, BB, 1, f° 159 v°.

université, venait y enseigner, on lui ferait un traitement de 200 florins (1).

Mais il est temps de quitter Valence pour suivre ailleurs l'œuvre politique du dauphin et en voir les conséquences. Ce fut, comme nous l'avons dit, en l'année 1450 qu'il réussit à étendre sa souveraineté sur les terres ecclésiastiques. Sur quelques points, la lutte fut assez vive. A Gap, l'évêque Gaucher de Forcalquier, dont plusieurs châteaux avaient été saisis, son principal conseiller emprisonné par ordre du dauphin, à la suite d'événements qui n'ont pas à trouver place dans notre récit, ne voulut point céder à la violence et, après avoir mis en interdit son diocèse et excommunié ses ennemis, se retira en Provence, plutôt que de subir le joug. Il en appela au pape et au roi René, comte de Provence et de Forcalquier. Grâce à l'intervention de Nicolas V et dans le dessein de ménager son oncle, le roi de Sicile, le dauphin consentit à rendre à l'évêque les biens confisqués, mais en lui imposant de dures et humiliantes conditions qu'il lui faisait connaître par une lettre datée de Saint-Donat, le 7 juin 1450 (2).

Dans les premiers mois de cette même année, de violentes compétitions se produisirent à Grenoble pour la succession de l'évêque Aimon II de Chissé. Enfin, après de longs et pénibles débats, les chanoines, réunis capitulairement le 3 juillet, élurent le doyen Siboud Alleman, malgré l'intervention et les menaces des délégués du dauphin, venus de sa

(1) Archives municipales de Valence, BB, 1, f° 162 v° «... Ordinaverunt quod stipendium doctorum modernorum, qui legunt in eadem universitate, videlicet pro hac vice centum florenos, ita quod serviant sub illo pretio a die festi beati Marchi proximo in unum annum, quamvis ipsi domini legentes polliciti fuissent legere in eadem universitate uno anno sine stipendio et suis sumptibus.... Item, voluerunt quod si in futuro reperiri possent aliqui famosi doctores qui ipsam universitatem augmentaverint et famosam atque insignem redderint, quod eis dentur pro suo stipendio ducentum floreni pro quolibet anno.»

(2) Archives de l'Isère, B, 3248. Sur les affaires de Gap, voir les mêmes archives, B, 3751 et suiv.

part pour les engager à donner leurs voix à Antoine de Poissieu, abbé de Saint-Pierre de Vienne. Louis prétendait qu'il ne pouvait se désintéresser dans l'élection d'un évêque de Grenoble, qui n'était pas seulement pasteur spirituel, mais seigneur de la ville, membre du conseil delphinal (1). Cet échec lui fut sensible et il s'en vengea, en portant quelques semaines plus tard le dernier coup à la souveraineté temporelle de l'évêque ; il contraignit, le 13 octobre 1450, Siboud Alleman à lui faire hommage, à se déclarer son homme-lige et à lui promettre fidélité et dévouement (2).

A Saint-Paul-Trois-Châteaux, l'évêque avait depuis longtemps associé le dauphin à sa souveraineté ; le traité de pariage datait du 25 septembre 1408. Aussi Etienne Genevey qui venait d'être élu à ce siège (3), fut-il obligé de prêter hommage au dauphin : l'acte se fit à Romans, le 20 novembre 1450, avec tout le cérémonial accoutumé. Le prélat toutefois ne se soumit pas sans faire quelques objections ; il prétendit n'avoir d'autre suzerain que le roi René, la ville et l'évêché de Saint-Paul relevant du comté de Provence (4).

Le dauphin Louis aimait la ville de Romans qui était alors, comme de nos jours, une cité industrielle, peuplée de riches marchands (5) ; les draps de ses fabriques, les cuirs de ses

(1) PRUDHOMME, *Hist. de Grenoble*, p. 260-4.

(2) Archives de l'Isère, B, 3002. Cf. PILOT, n° 791.

(3) BOYER DE SAINTE-MARTHE, *Hist. de l'Eglise cathédrale de Saint-Paul-Trois-Châteaux*. Avignon, 1710, in-4°, p. 174. Etienne Genevey était né à Saint-Paul-Trois-Châteaux en 1410 et avait passé par les différents emplois de la cathédrale avant d'arriver à l'épiscopat, le 11 mai 1450.

(4) PILOT, n° 816.

(5) Dans un mémoire des consuls de Romans contre l'archevêque de Vienne, vers l'année 1450, voici comment il est parlé de la ville : « Villa de Romanis est insignis multitudine notabilium burgensium, mercatorum, mechanicorum et aliarum incolarum satis habundanter populata, incolis et habitantibus variis privilegiis per Dalphinos principes athenus decorata et una de principalioribus villis patrie Delphinatus reputatur... »

tanneries avaient une réputation méritée jusque dans le levant. Les Romains, avides d'indépendance, étaient souvent en lutte avec le chapitre de Saint-Barnard, qui possédait avec le dauphin la seigneurie de la ville. Cette sorte d'antagonisme, le prince sut habilement l'exploiter pour miner l'autorité du chapitre et gagner les sympathies de la population. Il possédait un château à Peyrins, à la restauration duquel les Romains s'étaient prêtés volontiers (1); il voulut aussi avoir une habitation à Romans et ceux-ci s'empressèrent de lui accorder, pour la construction de ce château, une somme de 1500 florins (2). Cette générosité ne tarda pas à

Archives de la Drôme, E, 3700 — Voici quelques renseignements que nous fournit un autre mémoire du même temps sur un riche bourgeois de la ville, Guigues Luc : « En sa maison sont trois chief dostel ou un feu que chascun d'iceulx devra paier et contribuer pour soy taille entière jusqu'à X florins au plus..... Si a faict grand partie de ses vouldentez et de ses plaisirs ; car il a esté au saint sepulchre en Jherusalem, et à Rome et à Saint Jaques, et à la Magdeleine et partout, à deux chevaux, et non pas à pié par faute d'argent, qui sont choses évidentes qui montrent bien sa grant richesse et puissance et finance d'or et d'argent. Si a fondé la chapelle de Saint Michel à Saint Barnard et faite sa sepulture et grand mission et plus grant que aultre de Romans ne pourroit avoir faict, et ce n'est par faulte d'or et d'argent. A fait ledit Guigo le pont de Saint Romans et faire adouber l'esglise et plusieurs aultres grands missions, par quoy il appert bien de sa puissance d'or et d'argent et de la finance qu'il a. Mès, a ledit Guigo un hostel ou quel il demeure qui est le meilleur, le plus bel et aussi le mieux garni de vesselle d'argent et de autre garniment et de bons meubles qui soit en sa charrière et vaut bien le meuble XII^e florins. Mès, a un autre hostel qui fut du doon de laumone, lequel il a conqueru par sa grant puissance et richesse... lequel vaudra un chastel et plus en la place en quoy il est assis et rendra plus de proufic et de louer sans charge, vaudra bien III^e florins. Mès, a de tres bons ouvrouers garnis de bons draps tant de France, de Normandie, de Flandre que de Prouvence qui valent bien plus de IIII^e florins... » Archives de la Drôme, E, 3696.

(1) Archives de la Drôme, E, 3656.

(2) Archives de la Drôme, E, 3608. Archives municipales de Romans, CC, 301.

être récompensée. Il délivra des lettres, datées de Peyrins le 24 février 1450, renfermant en cinquante articles les libertés et franchises de la ville de Romans. Il permettait aux habitants d'élire quatre consuls, chaque année, pour gérer leurs affaires et lever une taille commune dont ils auraient à rendre compte ; il les exemptait de la juridiction de ses officiers, du vingtain pour leurs biens de Clérieu et de Pisançon, de tous droits de geole, des péages, leydes, gabelles et autres tributs sur leurs marchandises, de tout cautionnement pour lui et ses successeurs, de toute garde, *gayta*, *eschargayta*, *stabilita et munitione aliorum castrorum, villarum et fortaliciorum quam villa de Romanis* ; il les exemptait encore des fournitures de vivres aux troupes, des corvées et charrois, de tout concours non volontaire à la construction de ses châteaux ; il fixait les droits de sceau pour la publication des testaments à 30 sols, pour celle des tutelles à 10 sols, les chevauchées à un homme par maison ; il déterminait enfin les amendes pour délits de coups, blessures, adultère, etc. (1). Quelques-unes de ces mesures étaient attentatoires aux droits du chapitre. Bientôt, ne se contentant pas du pariage ancien, il exigea l'hommage des chanoines et, modifiant les anciennes conventions, il décida que les appels de la cour de justice de Romans ressortiraient désormais à ses juges et non à ceux du pape (23 novembre 1450) (2).

On le voit, tout cédait devant la volonté, les caprices du dauphin. Les succès de cette politique autoritaire et absolue ne firent qu'irriter encore sa nature inquiète, avide d'indépendance et de nouveautés. Ses rapports avec son père devenaient de jour en jour plus tendus. Non seulement il ne manifestait aucune envie de répondre à ses pressants appels et d'aller le rejoindre, mais prétextant que ses ennemis domi-

(1) Archives de la Drôme, E, 3589.

(2) LACROIX, *Romans et le Bourg-de-Péage avant 1790*. Valence, 1897, in-8°, p. 37.

naient à la cour, il affectait, par son attitude, ses agissements, de bien donner à entendre qu'il était résolu de demeurer en Dauphiné. Il se comportait en toutes choses comme un prince étranger, n'ayant à rendre compte de ses actes à personne. Un fait très caractéristique est son mariage avec Charlotte, fille de Louis, duc de Savoie. S'il écrivit à son père à cette occasion, ce fut moins pour lui demander conseil que pour lui faire part d'un projet bien arrêté. On sait du reste que le messenger porteur d'une lettre royale, signifiant au duc l'opposition formelle du monarque à cette alliance, fut mis, grâce aux manœuvres des affidés du dauphin, dans l'impossibilité de s'acquitter de sa mission : il ne put voir le duc que quand la cérémonie nuptiale était déjà accomplie. Elle eut lieu à Chambéry le mardi 9 mars 1451 (1). Quelques jours après, un nouveau traité d'alliance était conclu entre le dauphin et le duc de Savoie (2). De son côté, le prince de Piémont, en considération de l'honneur que le dauphin faisait à son père et à sa mère et à « tout l'hôtel de Savoie », par l'alliance contractée avec sa sœur, le reconnaissait pour son « bon et spécial seigneur et maistre » et promettait de le servir de corps, de bien et de toute sa puissance envers et contre tous, sans excepter le roi. Si celui-ci, mécontent des « espousailles », voulait faire quelque dommage au dauphin, le prince de Piémont l'aiderait de tout son pouvoir, ainsi qu'il lui plairait de l'ordonner (3).

Ces détails montrent bien qu'on n'était pas sans quelque inquiétude d'éprouver un jour le juste ressentiment de Charles VII. Le roi dévora l'affront, attendant l'heure d'en tirer vengeance.

Le 8 avril, les plénipotentiaires du dauphin et du duc se

(1) GUICHENON, *Hist. généalogique de la royale maison de Savoie*, Turin, 1778, in-f°, t. II, p. 106. — DE BEAUCOURT, t. V, p. 141. Archives de l'Isère, B, 3181.

(2) DE BEAUCOURT, t. V, p. 144.

(3) CHARAVAY, *Lettres de Louis XI*, t. I, p. 227.

réunirent au Pont-de-Beauvoisin pour conférer ensemble et régler de vieilles querelles entre le Dauphiné et la Savoie (1). Le 17, les deux princes se rencontrèrent dans cette ville et se prodiguèrent les témoignages d'une sincère amitié (2). Mais ce que le dauphin, dont les ressources pécuniaires étaient assez limitées, dut particulièrement apprécier dans ce mariage, ce furent les sommes d'argent qu'il fit entrer dans son trésor. La dot de la jeune princesse fut de 200,000 écus d'or, dont le duc paya 1,500 comptant de soixante-et-dix au marc (3). De plus, comme l'usage et le droit féodal le demandaient, la province dut s'imposer, afin d'offrir à la dauphine pour son joyeux avènement un *don gratuit* ou présent de 21,642 florins. Grenoble fut taxé à 500 écus d'or ; chacune des villes de Vienne, de Valence et de Romans, à 600 écus (4). Sur la demande des bourgeois de cette dernière ville, le dauphin avait déclaré, par ses lettres du 21 novembre 1451, que les 100 marcs, offerts par eux à la dauphine, seraient, à cause de la peste qui avait enlevé, cette année, dans leur ville plus de deux mille personnes, répartis sur tous les privilégiés, gens d'Eglise ou nobles, comme sur les non privilégiés (5). Malgré la teneur de ces lettres, les chanoines de Saint-Barnard refusèrent de payer « la somme de deux cent escus... pour leur part et porcion de la somme de cent marcs d'argent que ladicte ville avoit donnée à Madame pour son joyeux avènement. » Le litige fut porté devant des arbitres qui prononcèrent que les chanoines, outre la somme de 100 florins déjà payée par eux, donneraient encore au trésorier delphinal la somme de 100 écus, « lesquels cent florins et cent escus » seraient « déduits et rabattuz sur lad. somme de 100 marcs d'argent (6). »

(1) Archives de l'Isère, B, 3875.

(2) Archives de l'Isère, *Inventaire*, t. III, p. 382.

(3) DUCLOS, *Hist. de Louis XI*, t. I, p. 77.

(4) CHARAVAY, t. I, p. 230-1.

(5) CHARAVAY, t. I, p. 236-8.

(6) CHARAVAY, t. I, p. 238-9.

Au mois de mai 1451, le duc de Savoie, avec une suite nombreuse, traversa le Dauphiné. Les comptes consulaires de Romans nous signalent son passage dans cette ville le 14 mai et nous donnent de curieux détails sur les honneurs rendus au prince et sur les réjouissances publiques qui eurent lieu à cette occasion. A son entrée, les maisons principales étaient ornées des armoiries de Savoie; devant l'église des Cordeliers, sur un théâtre improvisé, on donna une représentation; les plus riches bourgeois furent mis à contribution pour que le repas offert au duc, à la maison du *Consolat*, fût servi dans de la vaisselle d'argent (1). Le duc visita encore Romans l'année suivante, et cette fois en compagnie de son épouse Anne de Lusignan. Nouvelles fêtes et aussi nouvelles dépenses pour les Romanais (2). Bientôt l'arrivée de la jeune dauphine, avec une brillante escorte de grandes dames, fut le sujet d'autres réjouissances. En dehors des présents de toute sorte, torches de cire, confitures, etc., que les Romanais offrirent à la princesse et aux dames de sa suite, ils ne trouvèrent rien de mieux pour les intéresser que de faire jouer en leur honneur, sur la place des Cordeliers, le mystère du géant Goliath (3).

Cependant, au milieu des fêtes qui accompagnèrent et suivirent la célébration de ses noces, le dauphin ne perdait pas un instant de vue les affaires d'Etat. Ne se contentant pas de gouverner ses sujets, il intriguait de toutes parts et tâchait de s'immiscer dans les affaires de ses voisins. Les Avignonnais et les Comtadins étaient particulièrement l'objet des vexations de ses officiers, et le bruit courait que le prince, secondé par le cardinal de Foix, dont la conduite équivoque pouvait justifier ces soupçons, se préparait à étendre sa domination sur

(1) Archives municipales de Romans, CC, 301.

(2) GIRAUD et CHEVALIER, *Le mystère des trois doms*, p. 765-8.

(3) Archives municipales de Romans, CC, 301. — *Le mystère des trois doms*, p. 768.

les terres de l'Eglise romaine. Ils se plaignirent au pape leur souverain, et Nicolas V en écrivit au roi, qui, au mois de mars 1451, donna mission à Jean de Lizac de se transporter à Avignon pour s'informer des désordres dont on l'avisait et protester de ses bonnes intentions (1). Louis, informé des rapports faits au roi, garda rancune aux Avignonnais.

Au mois de juin, la peste qui sévissait à Avignon, contraignit un grand nombre d'habitants à chercher un logis à la campagne, loin du foyer de l'infection. Allemand de Pazis et Louis Gasparini s'étaient retirés avec leur famille à Entraigues. C'est là qu'une nuit, ils furent soudainement attaqués et faits prisonniers par une troupe de gens armés, qui avaient à leur tête un certain Pierre Troyhon, ancien trésorier du roi René. Ces brigands firent main basse sur l'argent et les bijoux qu'ils purent trouver et emmenèrent leurs prisonniers, avec leurs femmes et leurs enfants, à travers le Valentinois jusqu'au château d'Ezahut, « et les retinrent ainsi pendant « près de huit mois jusqu'au moment où ils purent obtenir « leur liberté en acquittant une rançon de 6,000 écus. Là ne « s'arrêtent pas les exploits de Troyhon. La même année, ce « détrousseur de grand chemin, fort de l'appui du dauphin « et des héritiers de Boucicaut, se jette avec ses bandes armées sur Valréas, ville importante du Comtat, ravageant « les villages, saccageant les récoltes et faisant de nombreux

(1) Rey, *Louis XI et les Etats pontificaux de France*, dans *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 4^e série, t. XII (1899), p. 290-8. Charles VII écrivait aux Avignonnais : « Vous savez assez les grans plaintes et doléances que notre saint père le pape, par ses lettres et aultrement nous a despieca et puis naguères faictes touchant les entreprinses que notre beau fils le daulphin et aultres de par luy et a son adveu ont puis naguères fait sur ses hommes et subjetz et sur les terres et seigneuries de l'Eglise. Et pareillement nous en a escript nostre tres chier et amé cousin le cardinal de Foix, et aussy nous en avez escript..... Nous avons puis naguères entendu que aulcuns traitiez, accors et conventions se maynent et conduisent avec nostre dit fils de luy bailher ou a aultres de part luy la ville d'Avignon et comté de Venissi... »

« prisonniers. Plusieurs d'entre eux, hommes, femmes, enfants, sont impitoyablement égorgés. Le produit du butin, emporté par ces brigands dans deux incursions successives, est évalué à 2,000 écus. La sécurité même d'Avignon et de Carpentras est menacée et les Etats se réunissent pour voter une taille extraordinaire contre Troyhon et ses routiers. Après Valréas, c'est le tour de la Palud, où les bandes de Troyhon enlèvent et conduisent au château d'Ezahut un noble personnage—appelé Cholet, officier du saint siège, qui ne fut relâché qu'après une longue détention et moyennant le versement d'une rançon de 300 écus. »

« La complicité et l'intervention du dauphin dans ces agressions et ces menaces multipliées n'étaient pas douteuses, mais elles se manifestent ostensiblement dans la personne du capitaine de Mirandel, à la solde de Louis, qui quitte, peu après Troyhon, le Dauphiné pour faire une incursion dans le Comtat (1452) et enlève deux marchands d'Avignon avec leurs chevaux, leur bagage et leur argent (1). » Les habitants de Dieulefit, qui se trouvaient dans le voisinage du château d'Ezahut, devenu une sorte de repaire de brigands, s'étaient vus exposés à leurs incursions. Aussi réclamèrent-ils la protection du dauphin, et le 24 juillet 1451, Jean, bâtard d'Armagnac, sénéchal du Valentinois et du Diois, leur écrivit pour les informer que la requête présentée par eux avait été favorablement accueillie (2).

Pendant que Louis, dans un but politique, encourageait, provoquait même ces expéditions sur les terres de ses voisins, il s'appliquait à faire régner l'ordre et la paix dans ses propres Etats. Le droit de se faire justice par la force ou le droit des guerres privées était un des privilèges de la noblesse dauphinoise, privilège formellement reconnu et confirmé par Humbert II, lors de la cession de ses domaines à la

(1) *REV*, op. cit., p. 298-300.

(2) Archives de la Drôme, E, 5482.

France (1). De là naissaient pour les peuples des maux, des calamités de toute sorte ; plus d'une fois, il nous a été donné déjà de le constater. Voulant mettre un terme à ces désordres et aussi, sans doute, abaisser une noblesse qu'il sentait lui être hostile, il ne craignit pas de se rendre encore auprès d'elle plus impopulaire, en portant directement atteinte à un privilège dont elle se faisait gloire. Par son ordonnance du 10 décembre 1450, il interdit aux nobles du Dauphiné de se faire entre eux la guerre, pour quelque motif que ce fût, et ce sous les peines les plus sévères, notamment la confiscation de leurs biens (2). L'édit fut exécuté (3) : Louis ne donnait des ordres que quand il était assez fort pour contraindre à l'obéissance. La noblesse lui en sut mauvais gré ; elle ne tarda pas à manifester son mécontentement.

La peste qui avait sévi avec tant d'intensité aux mois d'avril, mai et juin de cette année 1451, diminua sensiblement le chiffre de la population. On peut se faire une idée du triste état de la province en songeant que la seule ville de Romans avait perdu en quelques semaines plus de 2,000 habitants (4). Des villages, surtout dans le Bas-Dauphiné, étaient devenus presque déserts (5). Pour repeupler le pays, le dauphin fit un pressant appel aux étrangers et, par ses

(1) *Statuta delphinalia*, Gratianopoli, 1619, in-4°, p. 38. « Item, quod si contingeret guerram moveri inter barones seu alias nobiles Delphinatus et aliarum terrarum dom. Delphino subjectarum, quod de ipsa guerra, offensis vel forefactis provenientibus in eadem, non inquiratur nec inquiri possit ex officio curie delphinalis... »

(2) SALVING DE BOISSIEU. *Traité des fiefs*, Grenoble, 1731, in-f°. Première partie, p. 104.

(3) LÉGEAY. *Hist. de Louis XI*, t. I, p. 182.

(4) CHARAVAT, p. 237.

(5) C'était le cas de Mévouillon. « Ladite place est tellement apovrie et despopulée que à peine y demeure-t-il ame pour le présent, à l'occasion de la mortalité qui par cy devant y a eu très grant cours et aultres dures infortunes que y sont survenues... » Lettre du 20 juin 1452. PILOT, n° 948.

lettres du 23 novembre 1451, promet à tous ceux qui voudraient venir y fixer leur séjour, l'exemption de toutes tailles ou subsides pendant dix ans (1). Le fléau eut d'autres conséquences. La terre étant moins bien cultivée, les récoltes diminuèrent, la misère se fit sentir et le fisc se vit menacé. Dans ces conjonctures, Louis qui se plaignait toujours de manquer d'argent, comprit de quelle utilité seraient pour lui les juifs, ces grands banquiers de l'époque. Ils avaient eu autrefois des établissements florissants en Dauphiné et dans le Valentinois, mais les conditions qu'on avait mises à leur séjour étaient si onéreuses qu'ils avaient pour la plupart émigré en d'autres contrées, où il leur était permis de faire le commerce avec plus de profit. Le dauphin chercha à les ramener dans ses Etats. Le 16 juin 1451, à Curson, il fit, avec trois délégués des communautés juives, Jacolet d'Arles, Moïse d'Avisan et Azariel de Bâle, une sorte de traité par lequel il confirmait d'anciens privilèges et leur en reconnaissait de nouveaux. Nous donnerons ici quelques extraits de ce curieux document.

« Loys, aîné fils du Roy de France, daulphin de Vien-
 « noys, comte de Valentinois et Dyois, scavoir faisons à
 « tous presents et a venir, nous avoir receu humble suppli-
 « cation de Jacolet d'Arles, Moïse d'Avisan et d'Azariel de
 « Basles, juifs, pour eulx et les autres juifs demourant et qui
 « voudront demourer en nos pays de Daulphiné et comtez
 « de Valentinoys et dioys, et en tous nos aultres pays, conte-
 « nant que ja soit ce qu'ils aient plusieurs privilèges a eulx
 « anciennement octroyés par nos predecesseurs daulphins et
 « confirmés par nostre conseil de Grenoble, pour demourer
 « en nos pays, vivre, marchander et praticquer en certaines
 « formes et manières, et nonobstant, chacun jour on leur
 « donne en ce empeschement et destourbe tant en leurs per-
 « sonnes que en leurs biens, humblement requerant en ce

(1) PILOT, n° 896.

« que doresnavant, ils y pussent vivre, demourer, converser,
« marchander et praticquer plus seurement et sans débats et
« questions, nous leur voulons octroyer les privilèges, liber-
« tés qui s'ensuivent et lesquelles leur avons conservés et de
« nouveau donnés et octroyés.

« Premièrement avons donné, octroyé à tous juifs et
« juifves... qu'ils puissent acquérir et avoir maisons, posses-
« sions et aultres héritaiges et places à faire les affaires comme
« entre eulx est accoustumé de faire pour leurs corps enterrer
« et faire les aultres nécessités en la manière que jusques à
« ores a esté accoustumé, sans ce que sur les choses dessus-
« dites, lesdits juifs et juifves ou aulcuns d'eux puissent estre
« aucunement molestés ou empeschés, et iceulx avons prins
« et mis, prenons et mectons par ces présentes en nostre
« protection et sauvegarde spécial, et laquelle sauvegarde
« voulons être publiée par nos officiers par terres, lieux, où
« requis en seront.

« Item, que lesdits juifs et juifves demourant en nosdits
« pays ne soient tenus de payer pour chascune teste sinon
« seulement quatre gros pour leur sansive et pension an-
« nuelle au chastellain ou a celui qui sera commis a recevoir
« ladite pension..., et aussi les cens et rentes de leurs mai-
« sons et habitations chascun an, lesquels ils seront tenus de
« payer aux seigneurs, si comme font les autres gens de
« nosd. pays...

« Item, qu'ils ne puissent estre contraincts et forcés de
« demourer en aultres rues à part, que ainsi qu'en la ma-
« nière qu'ils sont accoustumés demourer.

« Item, qu'ils ne puissent estre prins, incarcérés pour
« quelconques aultres choses que ce soient, si ce n'estoit
« pour cas criminel, en bailhant toutefois pour ladite cause
« bonne et souffizante caution.

« Item, qu'ils puissent... marchander... prester et bailher
« leurs deniers sur toutes obligations ou autrement et sur
« quelconques gaiges, excepté saintes reliques, calices, sanc-

« tuaires, livres, adornements ou aultres biens d'Esglises de
 « Dieu, excepté aussi socs, coutres et ferrements de charrues
 « et fers de molins, et ne prendront de ceulx à qui ils pres-
 « teront leur argent, comme dit est, pour chascun florin
 « valant douze gros de ceste monnaie, oultre deux deniers
 « tournoys ou ung patas seulement pour chascune septmaine.

« Item, voulons qu'ils soient creus par leur foy, loy et ser-
 « rement...

« ... Item, voulons qu'ils soient exempts, francs et quietes
 « de toutes impositions, subsides, maltotes, gabelles et aydes
 « d'ost et de chevauchées, de gardes de villes, de portes et
 « forteresses, de guet de villes et servitudes et de redevances
 « quelconques... (1). »

L'argent que les juifs versèrent au trésor en échange de
 cette chartre de liberté, fut employé à couvrir en partie les

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f^o 107 v^o-122. — Quelques-unes de ces concessions ayant donné lieu à des difficultés, Moïse d'Avisan et Azariel de Bâle, syndics des communautés juives, vinrent trouver le dauphin à Valence et lui exposèrent leurs plaintes. Louis les accueillit favorablement et par un acte du 6 mars 1452 confirma de nouveau tous leurs privilèges et voulut même les étendre. « ...Voulons et leur octroyons que doresnavant quelconques respitez à cinq ans ou aultres delay contre eulx impetrez ou a impétrer de nous ou nostre chancelerie par leurs debtors présent ou a venir ne leur puisse donner aucun empeschement ou délai en leurs dites debtes, et que a ceste cause leur paiement n'en soit aucunement retardé, ja soit ce que la plus grant partie des créanciers s'y accordent.... Item, leur donnons et octroyons, pour les grans charges et censes qu'il leur a convenu et convient paier de jour en jour, tant à nostre amé et féal conseiller, l'evêque de Valence, que aultrement en plusieurs manières, que certaine cense nouvellement par nous sur eulx imposée de quatre gros pour chascune teste d'iceulx juifs et juives, leur soit rabbatue et récindée a deux gros de monnaie courante pour chascune teste desdits juifs et juives pour chacun an.... » PRUDHOMME, *Les Juifs en Dauphiné*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 3^e série, t. XVII (1883), p. 233-6. Les Juifs étaient alors nombreux à Montélimar, où ils avaient leur quartier, leur synagogue, leur cimetière, leur école. Voir DE COSTON, *Hist. de Montélimar*, t. I, p. 516-20.

frais d'une expédition militaire en Italie, que le dauphin, de concert avec le duc de Savoie, préparait contre François Sforza, devenu depuis peu maître de Milan. Un corps de troupes devait être rassemblé à la date du 15 août, et le bâtard d'Armagnac était désigné pour en prendre le commandement. Le 17 septembre, le dauphin passait en revue ses gens de guerre ; mais la peste qui sévissait alors en Italie fit abandonner ce projet (1). Le roi, dont Florence et Milan sollicitaient l'intervention, ne pouvait voir avec plaisir les agissements de son fils et du duc de Savoie. L'affaire du mariage l'avait profondément irrité contre l'un et l'autre, et un messenger était naguère venu de sa part à la cour de Savoie en faire de vifs reproches (2). Les choses semblaient prendre une tournure fâcheuse. Louis voulut, en témoignant son zèle pour les intérêts du royaume, tenter de calmer son père ; il s'offrit d'envoyer contre les Anglais les troupes qu'il avait réunies en vue de sa campagne projetée en Italie. Cette circonstance fut encore par lui mise habilement à profit pour réclamer aux diverses communautés de ses pays du Dauphinois et du Valentinois, le don gratuit ou les impôts qu'elles n'avaient pu voter cette année, la peste ayant empêché la tenue des Etats (3). Charles VII marqua une fois de plus son

(1) DE BEAUCOURT, *Hist. de Charles VII*, t. V, p. 152.

(2) DE BEAUCOURT, t. V, p. 168-9.

(3) Archives de l'Isère, B, 3508. Ludovicus de Valle, dominus Castillonis, gubernator Delphinatus, nobili viro domino de Condilliac, salutem. Quia d. noster Dalphinus suam armatam in obsidione ville de Calaix, que sola villa in regno per Anglos possessa et quam villam rex in brevi obsidere disponit, mittere et dirigere proposuit, quod facere sine magnis expensis et juvamine suorum subditorum facere non potest, et quia obstante pestilentia, nunc quasi in hac patria per omnia bona loca vigente, dictos suos subditos seu gentes trium statuum congregare non potuit, confidens de dictis suis subditis qui in suis arduis negociis semper succursum et juvamen presterunt, ipse d. noster voluerit et ordinaverit levare et imponi per modum subsidii, citra derogationem

mécontentement en refusant les avances qui lui étaient faites. Du reste, les rapports du fils et du père devenaient de jour en jour plus tendus. De nouvelles plaintes contre le dauphin arrivaient sans cesse à la cour de France, où elles étaient grossies, commentées par ses nombreux ennemis.

Le 9 novembre 1451, s'éteignait à Valence, à l'âge de 83 ans, après une vie que tourmenta jusqu'à la dernière heure la soif de l'ambition, ce Jean de Poitiers, dont le nom est revenu si souvent dans le cours de cette histoire, qui demeura cinquante-trois ans à la tête des Eglises de Valence et de Die et qui sur la fin de ses jours voulut encore se charger du gouvernement de la métropole viennoise. Son neveu, l'évêque Louis de Poitiers, lui fit élever un tombeau dans la cathédrale, et une inscription en vers français, rappela les diverses phases de son existence mouvementée (1). Sur la recommandation de Charles VII le pape pourvut à la vacance du siège de Vienne et y nomma Jean du Chastel (2). Mais le dauphin, revendiquant les droits du souverain en Dauphiné, refusa de le reconnaître et enjoignit aux chanoines de Vienne et à ses officiers de s'opposer de toute manière à sa prise de possession. Son candidat à lui était Antoine de Poisieu, abbé de Saint-Pierre de Vienne, que le chapitre de Grenoble avait écarté du siège épiscopal de cette ville (3).

libertatum delphinalium, talem summam qualem anno proxime preterito eidem per dictas gentes trium statuum fuit concessa, solvendam similibus terminis... Datum Coste, die XII mensis decembris M^o.CCCC^o.L^o primo. ».

(1) Voir notre *Essai hist. sur Die*, t. II, p.

(2) Jean du Chastel fut transféré à Nîmes le 21 novembre 1453 ; il devint évêque de Carcassonne le 7 juillet 1456 et mourut le 15 septembre 1475. GAMS, p. 587 et 529. *Hist. du Languedoc*, t. IV, p. 282.

(3) CHARAVAY, p. 51. Antoine de Poisieu était frère d'Aimar de Poisieu, dit Capdorat, qui jouissait alors de la confiance du dauphin. Les chanoines de Vienne l'élurent pour leur archevêque le 22 janvier 1464 (n. s.).

LES IMPRIMEURS ET LES JOURNAUX A VALENCE

(SUITE. — Voir la 133^e et 134^e livraisons)

IMPRIMERIE VIRET (SUITE)

Commune de Montélimar. Procès-verbal de la fête civique du 14 juillet 1790. In-4°, 8 p. — La nation, la loi, le roi. Procès-verbal de la prestation du serment fédératif et de la fête civique du 14 juillet 1790. Bibl. de M. Cyprien Perrossier.

Commune de Crest. Prestation du serment civique du 14 juillet 1790. In-4°, 7 p. — Discours de M. Mottet, maire de Crest.

Discours prononcé par le président de l'Assemblée du canton de Valence (Saint-Germain), à l'ouverture de ladite Assemblée. Ce discours a été imprimé, d'après le vœu de l'Assemblée, aux frais du bureau. Signé : SAINT-GERMAIN, président ; VIRET, SIBEUD, PLAN DE SIEYES, ODOUARD, scrutateurs ; OLLIVIER, secrétaire.

Nomination des candidats aux places d'administration et de magistrature du canton de Valence.

Procès-verbal de la session préliminaire de l'Assemblée administrative du département de la Drôme (mercredi 4 août 1790, à huit heures du matin, jusqu'au 5 août), 8 p., in-8°.

Proclamation de l'Assemblée administrative du district de Montélimar, 22 septembre 1790, signée : RIVIÈRE DE LA MURE, président ; AYMÉ, secrétaire. In-folio, placard sur deux colonnes.

25 septembre 1790, proclamation de l'Assemblée administrative de Montélimar. Troubles à Taulignan, à propos de la libre circulation des grains. In-folio, placard.

Procès-verbal de la session administrative du département de la Drôme, tenue à Romans, du 3 novembre au 5 décembre 1790. In-4° de 83 pages.

Paiement des contributions publiques. Proclamation de l'Assemblée administrative du département de la Drôme. (Romans, 4 novembre 1790.)

Discours de M. Sibeud à l'Assemblée du département de la Drôme. In-4°, 10 p.

Opinion de Jean-Baptiste Dochier, administrateur du département de la Drôme, sur la question de savoir s'il existe des considérations d'utilité publique pour réduire en l'état les districts et les tribunaux établis dans le département, et, en dernière analyse, quel doit être le nombre et l'époque de cette réduction. In-4°, 11 pages.

Rapport des commissaires du département de la Drôme sur la réduction d'une partie des districts du département, signée : Antoine-Hyacinthe FLEURI. In-4° de 8 p.

Assemblée administrative du département de la Drôme. Libre circulation des grains et farines, proclamation signée : PAYAN, président. In-folio, placard sur deux colonnes.

Extrait du registre des délibérations du département de la Drôme, 31 décembre 1790. Tous les membres des comités administratifs seront, comme tous les autres, assujétis au logement des gens de guerre. In-folio, placard sur deux colonnes.

Discours de M. Aymé, procureur général, syndic du Directoire du département de la Drôme, à l'occasion des troubles du Comtat.

Registre des délibérations du département de la Drôme, district de Valence, 8 juillet 1791. Renouvellement par moitié des administrateurs. Tirage au sort, jeudi 14 juillet.

Compte de gestion du Directoire du district de Valence au conseil, article XXIV de la section II des lettres patentes du roi, du 11 janvier 1790. In-folio, 2 p.

Compte-rendu des membres du Directoire au conseil administratif du district de Crest, 24 octobre 1791. In-folio, 7 pages.

Compte de gestion du Directoire du département de la Drôme, du 7 août au 1^{er} novembre 1791. In-4°, 35 p.

Extrait du procès-verbal des séances du conseil d'administration de la Drôme, session ouverte le 15 novembre et close le 16 décembre suivant. In-4°, 137 p.
— Formation du juré d'accusation et de jugement. Sollicite un décret qui forme une liste au lieu de l'inscription volontaire des citoyens. Adresse au peuple français du chevalier Corbeau St-Albin, capitaine d'artillerie. In-8°, 11 pages.

Formation d'un bataillon de gardes nationaux, district de l'Ouvèze, 24 juillet 1792.

Vente de la maison des religieuses de Sainte-Ursule, de Die.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de la Drôme, signé : FREYCINET, président.

Procès-verbal des séances de l'assemblée électorale du département de la Drôme pour l'élection des députés à la Convention nationale, du 2 au 14 septembre 1792.

Furent élus députés : Marc-Antoine JULLIEN ; Jean-Pierre-Barthélemy SAUTAYRA, du canton de Sauzet ; Joseph-Fiacre OLLIVIER, du canton de Pernes ; Michel-Louis RIGAUD, du canton de Crest ; François MARBOS, de Valence ; Jean-Bernard DU COLLAUD, de Die ; Joseph BOISSET, J.-J.-H. JACOMIN.

Suppléants : MARTINEL, JOURDAN, QUIOT.

Compte de gestion du Directoire du département de la Drôme, 1^{er} novembre 1791 au 25 septembre 1792. In-4°, 44 pages.

Adresse des administrateurs du département de la Drôme aux citoyens du même département. In-folio, placard sur deux colonnes, au sujet de la déchéance de la royauté et de la proclamation de la République, 29 septembre 1792. — 14 septembre 1792, nouvelle élection des membres composant le tribunal de Valence.

Arrêté de Faujas de St-Fond, pour se procurer le moyen d'envoyer à la défense de la patrie la gendarmerie nationale du département.

Extrait du registre permanent de la délibération du conseil d'administration du district de Valence, de la séance du 10 octobre 1792, l'an I de la République française. Présents les citoyens : BARJAC, président ;

QUIOT, CHABERT, CHANCEL, ROLLAND, ROLLET, VIGNON, ALLIÉ, BONNET, CHARLON et JEANNET, administrateurs. In-folio, placard.

Tableau nominatif des émigrés portant confiscation de leurs biens, meubles et effets au profit de la nation, en compensation des pertes incalculables que lui a fait éprouver l'obstination de ces mauvais citoyens dans leur coupable désertion.

Il comprend les noms de 66 personnes parmi lesquelles on trouve MESSEY, ex-évêque; DEBEAUX-PLOVIER, DAUPHIN; MONICAULT, ex-chanoine de St-Ruf; PLANTA, DE VAUX, LA CROIX-PISANÇON, DE VESC, MOREL, etc.

17 novembre 1792, répartition d'assignats, coupures.

Copie de la lettre écrite par le ministre de l'intérieur, ROLLAND, au procureur général, syndic du département de la Drôme, 4 décembre 1792. Il approuve l'arrêté du conseil du département de la Drôme qui a suspendu, pendant un mois de leurs fonctions municipales, le maire et trois officiers municipaux et le procureur de la commune d'Etoile.

Fournitures de souliers pour les défenseurs de la patrie; adresse des administrateurs du département de la Drôme aux fonctionnaires publics et aux citoyens du même département.

Extrait du registre des délibérations du conseil du district de Valence, 15 avril 1793, nouvelle levée de compagnies volontaires. Valence, 28 mai, l'an II de la République française, les autorités constituées, civiles, judiciaires et militaires et les citoyens libres de la ville de Valence, aux représentants du peuple français.

Extrait du procès-verbal des séances du conseil du département de la Drôme en permanence. 5 juin 1793, exécution de la loi sur les émigrés.

Fixation du prix des grains dans toutes les communes du ressort.

Rapport des citoyens Jean-Baptiste LASSERRE et Clément CHABERT, envoyés des assemblées primaires de la ville de Valence et du canton du Bourg, district de Valence, département de la Drôme, pour porter à la Convention nationale le vœu sur l'acceptation de l'acte constitutionnel.

Fête pour l'inauguration de deux pierres provenant de la Bastille.

« Citoyens : le patriote PALLOY, dont les sacrifices
« pour la Révolution sont très connus, a fait passer à
« l'administration du département de la Drôme une
« pierre de la Bastille sur laquelle est gravée la table
« de la loi; il en a envoyé une autre à l'administration
« du district de Valence sur laquelle est le plan de l'an-
« cien colosse du despotisme, le fort de la Bastille; le
« département, les autorités constituées de Valence
« ont arrêté l'inauguration de ces deux pierres pré-
« cieuses (1). »

Copie de la lettre adressée à l'administration de la Drôme par le citoyen NOGARET, commandant l'une des deux compagnies levées dans le département, en exécution de l'arrêté du Directoire, du 11 avril 1793, pour marcher au secours de Paris et des départements menacés par l'ennemi.

(1) *Annales Valentinois* de M. M. VILLARD, pp. 175 et suiv.

A Bressuire, 24 décembre 1793, « ces compagnies
« sont réduites à 16 hommes. Les prisonniers ont été
« fusillés, après avoir été obligés de se confesser publi-
« quement aux prêtres dont une grande partie comman-
« dait l'armée se disant catholique. » (Guerres de la
Vendée.)

Département de la Drôme. Biens d'émigrés à vendre.
Dernière affiche. 6 janvier 1794. Vieux style, an II de
la République française. Affiche en deux pièces. Biens
de l'émigré Lacoste, commune de Barbières, canton de
Charpey.

Département de la Drôme. Biens d'émigrés à vendre.
Première affiche, 28 pluviôse, an II (16 février 1794).
Biens des émigrés Louis Marquet, Perron dit Bayard,
Alexandre-Xavier Meyras dit La Roquette, situés à
Valence.

Décret du 18 floréal. Séance publique du 3 prairial,
an II (22 mai 1794).

Les Corps administratifs sont invités à célébrer avec
pompe et solennité l'anniversaire du 31 mai (style
esclave) « et que ce jour doit être le plus beau jour de
« leur vie comme il a été pour les mauvais le jour de la
« justice et des vengeances nationales. »

Extrait du procès-verbal des séances de l'adminis-
tration du département de la Drôme, 16 thermidor, an II
(3 août 1794).

Adresse à la Convention nationale relative aux me-
sures prises par la Convention, les 9 et 10 thermidor,
contre les conspirateurs d'un nouveau genre.

Liberté, Egalité, Fraternité. Les administrateurs du

département de la Drôme à leurs concitoyens, 16 fructidor, an II (2 septembre 1794). Souscription relative à la construction d'un vaisseau à offrir à la République. Ouverture d'un registre de souscription dans toutes les municipalités.

Extrait du registre des délibérations du département de la Drôme aux citoyens de son ressort. In-folio, placard. Comparaison des vertus républicaines et des mœurs corrompues de la royauté.

Statuts et règlements de la Société académique et patriotique de Valence. Liste des membres de la Société.

Jean DEBRY, appel aux armes contre les révoltés de Toulon. 8 prairial, an III.

Discours prononcé par le citoyen GAILLARD, député de la Drôme, aux citoyens de la commune de Crest réunis pour la formation de la garde nationale, 26 vendémiaire, an IV (18 octobre 1795). In-4°, 4 pages.

Adresse d'un grand nombre de citoyens de la commune de Valence aux membres composant le Directoire exécutif. In-4°, 2 pages.

Réponse des membres de l'ancienne administration de la Drôme au libelle intitulé : *Preuves, etc.* In-4°, 11 pages.

Mémoire justificatif des administrateurs du département de la Drôme, sur des inculpations calomnieuses dirigées contre eux et qui ont servi de fondement à l'arrêt de destitution rendu par le Directoire exécutif.

« *Mentita est iniquitas sibi.* »

DUCLOS, président ; BAUDE fils, BOVERON, CHABERT, PINET-LAVOCÉ, administrateurs. Valence, 26 ger-

minal, an IV de l'ère républicaine. In-4°, 25 pages (15 avril 1795).

Extrait *parte in quâ* du registre des délibérations du conseil municipal, 9 prairial, an XII (29 mai 1804). Droit de location sur les places servant à la tenue des marchés.

1804. Préfecture de la Drôme. Avis aux bureaux centraux, aux bureaux auxiliaires et au public, relatif aux accouchements.

De 1805 à 1810, l'imprimerie est dirigée par les demoiselles Viret. Jean-Jacques Viret mourut le 19 juin 1805.

BENISTANT ET GALLET

Avant d'aller plus loin, je crois devoir donner, à leur date, la bibliographie des écrits imprimés chez Bénistant et Gallet qui avaient d'abord exercé leur industrie à Crest. Ils vinrent se fixer à Valence en 1795. Bénistant était un prêtre défroqué et Gallet avait d'abord été cordonnier. C'était Bénistant surtout qui soutenait l'imprimerie et qui était le plus instruit; à sa mort, vers 1802, l'ouvrage manquait, Gallet transporta sa presse à Montélimar. En 1793, Bénistant était président de la société républicaine. Pour ses lettres, il se servait d'un cachet où tenaient une pique surmontée d'un bonnet et une flèche posée en sautoir. Pour devise : « l'une ou l'autre (la liberté » ou la mort.) (Fiche de M. Rochas.) Son imprimerie se trouvait sur la place de la Justice, aujourd'hui place de l'Ancien Tribunal (1).

(1) Plan de 1808, note de M. Villard.

*Bibliographie des écrits imprimés chez Bénistant
et Gallet :*

Preuve des négligences et prévarications et délits commis par les administrateurs destitués du département de la Drôme, en réponse à leur prétendu mémoire justificatif. Décembre 1795. In-4°, 24 pages. Valence, 26 nivôse, 4^e année républicaine (16 mars 1796). L'administration du département de la Drôme aux administrations municipales du ressort. In-4°, 4 pages.

Essai de statistique agricole, industrielle et commerciale du département de la Drôme par Daly.

Lettre du ministre de l'intérieur relative aux dépenses municipales.

Proclamation des administrateurs du département de la Drôme et du commissaire du Directoire exécutif, près cette administration en permanence, à leurs concitoyens. 2 prairial, an IV de la R. F., U. I. (21 mai 1796).

Catéchisme des droits et devoirs d'élection, pour les assemblées primaires et électorales de l'an V, par J. D., citoyen français. In-12, 29 pages (mars 1797).

Département de la Drôme : Assemblée électorale, session du 20 au 30 germinal, an V (9 au 19 avril 1797).

Procès-verbal des séances de l'assemblée électorale. S. d. In-4°, 48 pages.

Procès-verbal de la célébration des fêtes de la paix, qui ont eu lieu dans la commune de Valence, chef-lieu du département de la Drôme, les 29 floréal et 9 prairial, an V de la R. F., U. et I. (18 et 28 mai 1797). In-4°, 42 pages.

Page 7, action héroïque de Martin Vinay ; p. 9, lettre du Directoire au sujet de Martin Vinay ; p. 11, Marseille pacifique.

Discours du citoyen GAILLARD. Discours prononcé à Valence par le citoyen DALY, commissaire par intérim du Directoire exécutif de l'administration centrale du département de la Drôme, pour la célébration de la fête de l'anniversaire du 14 juillet 1789 (14 juillet 1797). In-4°, 8 pages et in-folio, placard sur trois colonnes.

Tiré à 600 exemplaires in-4° et 600 exemplaires en placards.

Extrait des registres de l'administration centrale du département de la Drôme. 18 thermidor, an V de la R. F., U. et I. (15 août 1797). Présents : LERMY, président par intérim ; DALY, MÉSANGÈRE-CLAYRAC, administrateurs ; CURNIER, commissaire ; VEYRE, secrétaire général. In-8°, 8 pages.

Tableau de la dépréciation du papier-monnaie.

Mesures de sûreté. Extrait des registres des arrêtés de l'administration centrale du département de la Drôme, 15 fructidor an V de la R. F. (1^{er} septembre 1797). Délibération sur divers événements arrivés dans le département de la Drôme ; à Dieulefit, entrée d'une foule d'émigrés et de prêtres réfractaires non attendus. Mandement de l'archevêque de Vienne.

Chef de brigands à Nyons mis en liberté ; assassinat d'un vieillard près de Nyons ; mesures de sûreté publique.

Procès-verbal de la cérémonie funèbre qui a eu lieu le 30 vendémiaire an V (21 octobre 1797), en exécution

de l'arrêté du Directoire exécutif, du 10 août du même mois, dans la commune de Valence, en mémoire de Charles-Lazare HOCHÉ, général en chef des armées de la république française, décédé à Wetzlar, le 3^m jour complémentaire de l'an V, dans la 30^m année de son âge. In-4°, 23 pp.

Lettre du général CHAMPIONNET, 5 pluviôse an VII, à Naples, annonçant la prise de cette ville, signée pour copie conforme, MERMILLOD, commandant de place, suivie d'un arrêté de l'administration Centrale du département de la Drôme, présents : LERMY, président ; DALY, DESDIER, administrateurs ; CURNIER, commissaire du Directoire exécutif ; GASTOUD, secrétaire, arrête que cette proclamation sera imprimée en placard, au nombre de 600, pour être publiée et affichée aux locaux accoutumés.

La lettre de CHAMPIONNET était suivie d'une proclamation aux conscrits des départements compris dans l'arrondissement des 7^m, 8^m et 9^m divisions militaires.

28 juin. Célébration de la fête de l'agriculture ; discours de CURNIER, commissaire du Directoire exécutif ; jeux et banquet civique, petit in-4° de 38 pp.

7 septembre 1800. Éloge funèbre de CHAMPIONNET, par MERMILLOD, chef de brigade et commandant de place, lors de la translation de son cœur dans le monument érigé à sa mémoire. 20 fructidor an VIII.

LÉON EMBLARD.

(A continuer.)

UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° à 134° livr.)

VII

DE DIE A SAILLANS. — LE COL DE ROUSSET ET LE VERCORS.
— LA SURE, LA VALLÉE DE QUINT ET LE BUT-SAINT-GENIS. —
SAINTE-CROIX ET PONTAIX. — AUREL ET VERCHENY. — LA
ROANNE ET SAINT-NAZAIRE, CAPITALE DU DÉSERT. — LE
BOURG DE SAILLANS SOUS LES ROMAINS, AU MOYEN AGE ET DANS
LES TEMPS MODERNES.

Sous Die, à peine un faubourg. Un commencement de campagne plutôt, ouvert entre des immeubles raffalés et peureux, tout blêmes de la farine du grand chemin. La ville, appelée en bas par la gare, — traditionnelle raccrocheuse des petits endroits, — se fait tirer l'oreille. On le sent, il y a un abîme entre l'aïeule taciturne qui écoute dévotement ses vingt siècles et la gamine fardée qui coquette dans la plaine. Il est visible que le sifflet des locomotives gêne des pensées, déchire quelque chose dans ce fief de montagnes, quelque chose de doux, fait de silence et de mystère. Et l'on ne se retourne pas, de peur d'entendre la ville soupirer.

Quand on a dépassé le cimetière, lieu mi-partie, où, en entrant par des portes différentes, catholiques et protestants semblent se jouer encore un bon, un dernier tour,

on tombe devant cette petite gare. Grâce à elle, à certaines heures, des fouets pètent et de menus omnibus tintamarrent, qui, sans cela, n'eussent jamais vu le jour.

Mais déjà finit la plaine dioise. Devant nous s'empilent les talus méridionaux du Vercors, tous monts sévères aux amples robes quelque peu élimées, d'un velours chaud encore, dont les queues traînent dans la vallée, sans égard pour les pauvres pied-terreux. Entre le But-Sapiau (1,620 m.) et le But de l'Aiglette (1,505 m.) se devine un enfoncement violâtre. C'est le col du Rousset d'où l'on passe du bassin de la Drôme dans celui de l'Isère, du Diois fauve dans le Diois alpestre. Où commence et où finit le Vercors ? Faut-il l'emplacer tout uniment entre Lyonne et Drac dans le sens de la largeur, entre Isère et Drôme dans le sens de la longueur ? Et doit-on se garder de toucher à ce bloc qui forme en réalité une autre Chartreuse et glorifie la craie au delà de toute expression ? N'est-il au contraire que l'étroit bassin d'une rivière fameuse (1) par ses truites et ses goulets ? Les commissaires de 1790, quand il s'agit de tailler trois départements dans la pièce dauphinoise, s'en tirèrent comme des apprentis. Ils craignaient sans doute de faire des jaloux. L'Isère acquit toute la ligne de faite depuis la Grande-Moucherolle jusqu'au Grand-Veymont ; la Drôme se contenta des vingt-deux mille cent quatre-vingt-dix-huit hectares qui sont l'aire du canton actuel de la Chapelle (2) ; c'est le Vercors peuplé, heureux, celui que les touristes traversent pour aller dans le Royanais ou pour

(1) *La Vernaison.*

(2) Le canton de la Chapelle-en-Vercors a cinq communes : La Chapelle, St-Agnan, St-Julien, St-Martin et Vassieux.

en revenir. Royanais et Vercors se touchent, se commandent, se pénètrent profondément. Impossible de les séparer dans la pensée, de visiter l'un sans l'autre.

Le Vercors, dit son explorateur ému, M. Mellier, a des beautés en si grand nombre que « réparties, elles feraient la fortune de cinquante pays. » Il y a de tout, en effet, dans cette harmonie verte, si longtemps défendue par ses pics, ses rochers, par l'effroi de ses abîmes et peut-être par l'ingénuité de ses habitants contre la profanation cosmopolite. On peut y venir chaque année et s'y trouver perméable à une sensation neuve. C'est la contrée sans rivale pour les pacages d'émeraude, pour les fantaisies épileptiques du grès vert, pour le vertige non pareil des routes encorbellées, pour le rire intermittent et convulsif des sources « ensorcelées. » Mais ce qu'on ignore généralement, c'est que le Vercors n'est pas moins curieux dans ses dessous que dans ses dessus. MM. E. Martel et Décombaz ont fait là dans maint scialet des découvertes remarquables. Aucun sol de France n'est fissuré, crevassé, perforé comme ce calcaire. Aucun ne cache plus de mystères, n'escamote plus de fontaines, au nez et à la barbe du passant. Aussi les sorciers et les sourciers vercorsiens, voire les ours, sont-ils durs à mourir. Depuis l'époque un peu lointaine où deux bûcherons, Bouillane et Richaud, sauvèrent, de certaines griffes trop entreprenantes, un Dauphin du Viennois et dépouillèrent de la sorte la roture (1), l'ours, ici comme à Berne, fournit ses traits à l'imagination du populaire. A la veillée, devant l'âtre aux flammes dansantes, — fées qui chassent le fris-

(1) L'événement eut lieu au XII^e ou au XIII^e siècle. Ce n'est donc pas Louis XI, comme beaucoup le pensent, le héros de l'aventure.

son, — alors que brame le vent d'Alpe ou que la neige sournoise ouate l'étendue, on raconte ses promenades silencieuses et redoutables. Les mères-grand brodent des histoires vraies à force d'être dites, cependant que les enfants, contents d'avoir peur, négligent de s'endormir. Les parents, graves eux, en profitent pour dauber sur l'administration forestière : — Pardi, c'est trop clair, elle garde les ours qui gardent ses forêts ! — Tout juste. Et allez faire du bois, paître porcs, moutons ou chèvres, quand on sait dans les environs l'animal pelu !

Si seulement cela pouvait être ! si cette façon de mettre pour ainsi dire le bon ermite dans ses meubles devait prévenir enfin le rapt de la montagne ! Les forestiers s'y emploient de leur mieux.

Il faut le reconnaître, Martin ou mieux Antoine, comme l'appellent nos paysans, — et ce nom chrétien positivement l'honore, — ne dédaigne pas les promenades instructives. Encore qu'il ne l'encourage guère, l'homme l'inquiète, l'attire comme je l'ai déjà dit. Il voudrait voir un peu ce qui se passe chez ce voisin fait quasiment à son image. N'est-ce pas un ours d'esprit, celui qui dégrisa soudain cet ivrogne attardé sur quelque route, en lui posant familièrement la patte sur l'épaule ? On dit que l'homme, à demi-mort de peur, ne se mit plus jamais en ribote et que son bien décupla. Par exemple, une autre fois, Antoine, planté à la sortie du tunnel du col de Rousset, précipite, rien qu'en montrant le mourre, tout un attelage dans l'abîme. Le conducteur trompé par ce cache-cache, croit la bête lâchée exprès par son propriétaire, et manque d'étrangler le gardien du refuge...

Le Vercors, partagé au point de vue féodal entre trois mandements : La Bâtie, Ravel et Rousset, eut, selon

toutes probabilités, les comtes de Diois pour premiers seigneurs. Il passa ensuite aux Dauphins qui le cédèrent en 1253 aux évêques de Die. Ces derniers avaient, dans le pays, érigé par eux en archiprêtré, un martinet à fabriquer le fer et des scieries à bois. Mais le district était si peu accessible que ces exploitations n'eurent qu'une fortune éphémère. Il faut arriver presque au milieu du XIX^e siècle pour voir le Vercors, grâce à l'admirable route qui le relie d'une part avec le Royanais et Grenoble, de l'autre avec le Diois, tirer parti de ses richesses naturelles. A l'heure où nous écrivons, on y débite et travaille le bois, on y cuit la brique et la tuile, on y traite le phosphate de chaux et surtout on y prépare un beurre exquis et le fromage de Sassenage. La race des bœufs et des vaches, connue sous le nom de Villard-de-Lans, est la plus belle du Dauphiné. Plusieurs villages de moins de cent feux se paient le luxe américain de la lumière électrique et du téléphone. Enfin, la Chapelle, Vassieux, St-Agnan, St-Martin, Rousset, qui pourraient être de charmantes stations estivales, ont sur leur territoire ou dans les environs des merveilles qui s'appellent : Combede-Laval, Grands et Petits Goulets, Forêt de Lente, Goule-Noire, sans compter maint pic aux resplendissants belvédères.

Le col de Rousset s'élève à plus de mille mètres au dessus du niveau de la Drôme, à Die, soit à 1,411 m., mais pour éviter ce passage, qui appelle la neige une grande partie de l'année, les ingénieurs ont percé un tunnel de 600 mètres (1). La route, avant de s'y perdre,

(1) M. Joseph Reynaud songe à faire éclairer ce souterrain d'une façon permanente.

trompe comme une femme. Dix fois, elle tend vers le But-Sapiau, à droite; dix fois, elle s'en détourne pour courir au But de l'Aiglette, à gauche. Finalement, les deux montagnes tentatrices sont lâchées et cet abandon soulage, car, au col de Rousset, on voit où l'on est et on sait où l'on va. Regardez les lacets sur une carte d'état-major ou des chemins vicinaux. Ne dirait-on pas le ruban fatigué d'un feutre napolitain? En réalité, c'est un long, un lâche serpentement, une rayure dans la paroi intérieure d'un entonnoir vu en coupe et au cône tourné en l'air. Le refuge, qui remplace l'auberge emportée avec ses hôtes par une avalanche en 1888, est là comme un phare. Qui le reconnaît ne craint plus l'embûche des monts? Du haut de sa terrasse sise à 1,345 mètres, l'humble fonctionnaire départemental, préposé à ce service de bienfaisance, surveillance, dès la prime aube, son troupeau de pics et plaisante ou fougne (1), suivant qu'ils ont bien ou mal passé la nuit. Il a le Diois comme sous la main, et s'il franchit le tunnel, le Vercors. Deux panoramas également superbes par la grandeur et le contraste.

A peu près à hauteur pareille, sur les versants opposés du col, *Comane* et *Vernaison* prennent leur source. Celle-ci infiniment moins célèbre que celle-là, sinon moins pure. *Comane*, dans ses neuf kilomètres de cours, voit Chamaloc, dont le château ruiné dressa, pour plusieurs événements importants, l'étendard rouge des évêques de Die, à l'image de la Vierge; elle tient longtemps compagnie à la route du Vercors qu'elle quitte pour se jeter dans la Drôme sur le territoire du domaine de Chamarges, par 389 m. d'altitude. Un autre ruisseau, les

(1) Fait la fouine, la moue.

Peyrouses, qui sert d'escalier au rude vallon de Marignac, finit également à quelques centaines de pas en aval. Après un vallon plus court encore, — celui de Ponet, — on arrive en face de la *Sure*, torrent qui saute près de douze cents mètres en quatre lieues de cours. A le suivre, on ferait connaissance avec cet étrange et âpre pays de Quint, dont le nom lui-même est une énigme, et l'on pourrait atteindre par d'effrayants sentiers, les rebords vertigineux d'Ambel, de la Forêt de Lente, puis le Royanais. La *Sure* qui joue devant maint village, entre autres St-Julien-en-Quint, Saint-Etienne, Saint-Andéol et le pittoresque Ste-Croix, exprime les eaux de quelques-unes de nos plus fières montagnes. En effet, le val s'abîme entre des murailles qui s'appellent la Tête de la Dame et Ambel (1,509 m.), le Pas de l'Infernay (1,703 m.), la Porte d'Urle (1,523 m.), le Puy de la Gagère (1,658 m.) et le But-St-Genis (1,646 m.), — celui-ci, vaste croupe habillée de pelouses, que découvrit un jour M. Etienne Mellier en balconnant entre Royans et Vercors.

« De St-Genis, dit le vaillant touriste, le regard embrasse un immense horizon, presque sans limites, du nord au sud, de l'est à l'ouest.

« Tout d'abord la vallée de la Drôme..., montagnes en un extravagant désordre et qui semblent vouloir se mutuellement escalader...

« A l'ouest, la tour de Crest..., la vallée du Rhône, verdoyante, rayée par le fleuve, la plaine de Valence, Crussol, Soyons, le Teil, Rochemaure et derrière cette première barrière la ligne des Cévennes, le Gerbier des Joncs, le Mézenc, St-Romain de Lerps, la Louvesc, la chaîne du Pilat, les monts du Lyonnais.

« Au sud, le Ventoux et les montagnes qui lui font
 « escorte, le Roc Couspeau, la curieuse masse isolée de
 « Rochecourbe, semblable par les *trois becs* de sa crête
 « frontale et par l'allongement de sa forme, à un tigre
 « gigantesque, tapi, prêt à bondir sur les Alpes, dont les
 « chaînes, étagées précisément en face, barrent son
 « chemin.

« Enfin, au dernier plan plus merveilleux encore, très
 « hautes dans le ciel qu'elles paraissent soutenir, les cîmes
 « étincelantes des Grandes-Alpes, royalement diadémées
 « de glaces éternelles et dominées par leur seigneur et
 « maître, l'incomparable Mont-Blanc. »

Certes, voilà un nom à inscrire désormais en lettres grasses sur les Guides.

A Ste-Croix, la *Sure* ne se donne pas tout de suite à la Drôme. Elle préfère contourner un grand tertre rocheux haut de 614 mètres. Sur cette espèce de presqu'île, utilisée au moyen âge pour la double défense du Diois et de la vallée de Quint, se dressent les ruines d'un château appelé jadis *Turres de Quinto* et dont le mandement comprenait sept paroisses. Ste-Croix était en outre le chef-lieu d'une commanderie d'Antonins.

Tous les cours d'eau que nous venons de rencontrer sont des affluents de droite. En effet, la rive gauche, abrupte, au moins depuis le bas-fond jardiné du Périer où meurt le ruisseau de *Cocause*, n'a ni veines, ni veinules, à peine des ravins d'occasion. La Drôme double ici un vaste promontoire, dernier éperon de la chaîne des monts maigres et tourmentés prenant racine vers la Motte-Chalancon. C'est son bec de l'Echaillon à elle, et

sur la carte, grâce à cette sinuosité inscrite assez exactement dans celle de l'Isère, elle paraît singer la brusque fille de la Savoie. Pressée à Pontaix entre deux roches, elle se ramasse en un seul chenal sous une vieille arche, pique la tête en bas une rangée de maisons caduques dont les pieds trempent dans ses eaux depuis plusieurs siècles, puis court droit au sud durant deux lieues sans se meurtrir à d'autres piles que celles d'un grand pont biais du chemin de fer. Rien que pour ce site de Pontaix, on devrait descendre du train. Des maisons-fortresses bousculées du haut d'une colline dans la Drôme; une rue en escaliers, voûtée, sombre, orientale, angoissante, finissant dans l'ortie; un faubourg amphibie dans la rivière étranglée; une citadelle démantelée, et pour couronner le tout, un donjon inquiétant qui fait la révérence. En présence de ce tableau, l'esprit est frappé de la simplicité des façons féodales, de son art d'accommoder la nature à ses mœurs remuantes et héroïques. Les trois cents habitants de Pontaix ont maintenant auberge et gentils cafetons dans leurs thermopyles; c'est leur manière d'arrêter les gens au passage, elle est un peu moins vive qu'au temps des guerres épiscopales et surtout qu'en ce seizième siècle où les catholiques et les protestants s'y occirent avec une fureur toute religieuse.

Par une sorte de compensation naturelle, après Pontaix et jusqu'à Saillans, les affluents se pressent à gauche et non à droite. Ce sont : les ruisseaux de *Barsac*, d'*Aurel*, de *Siare*, la rivière de *Roanne*, les torrenticules d'*Espenel* et du *Contècle*. Le paysage gris s'est amplifié, aéré. Maint hameau, maint village remue dans la poche de quelque vallon. Barsac a du bon vin, et si Aurel plaisante lui-

même sur son terroir zébré d'or ou lapidé de gemmes, comme le veut Chorier, il a — trésor plus sûr — une eau minérale apéritive comme un vin de messe. Au sein des montagnes pesantes de la rive droite, parfois curieusement bombées en casques, tel le roc de Barry (1,115 mètres), et favorables à la clairette, se cachent les hameaux formant la commune de Vercheny : le Serre, le Temple, Peyrache. Au Temple, qui s'honore d'avoir vu naître le père du grand Barnave, un sarcophage, comme à Luc, sert naïvement de bassin à la fontaine publique. Vercheny (*Verachaene* et *Vieilchenet* au moyen âge, c'est-à-dire vieux chêne ou vert chêne, ce qui indique quelle détérioration a subi le lieu, aujourd'hui déboisé), ne se voit ni de la grande route, ni de la gare qui porte son nom. Des tombes, tâches blêmes parmi la vigne, l'esparcet ou la luzerne, sollicitent de loin en loin le regard. Touchante est cette coutume de notre vallée et que je salue, parce qu'elle s'en va. L'ancêtre attachait ainsi sa descendance à la terre. En s'arrêtant de biner ou de faucher, quelle douceur pour le rural simple et bon de se sentir protégé par la survivance mystérieuse d'un être cher ! Quel Millet, dans quel « Angelus », rendra jamais semblable poésie ?

Vient une crau. C'est la *Roanne* à son confluent. Ivre d'espace après le manque d'air dans des gorges tortionnaires, elle s'étale sans gêne en un delta de plusieurs hectares, cailloux blancs, éblouissants, qu'elle n'entrechoque que dans les crues. La *Roanne* est l'affluent le plus considérable de la Drôme. Elle n'a, il est vrai, ni le débit constant du *Bez*, ni ses eaux de cristal, mais elle a trente kilomètres de longueur, et des déluges de 500 mètres cubes à la seconde. Partie de Haut-Gumiane, sur l'un

des revers d'Angèle (1,608 m.), elle court à travers le pays à la fois le plus froissé et le moins connu du département, le Désert pour mieux dire, ainsi que l'appelaient jadis les évêques de Die, peu enthousiastes de ce maigre archiprêtré. Rien n'égale la sauvagerie de cette Drôme centrale. Pour s'en faire une idée, il faut l'avoir parcourue comme je l'ai fait, s'y être laissé ballotter au gré des hommes et des choses. Un jour, je suis à Brette, à la suite d'une équipe de la C^{ie} Asturienne venue pour essayer le pouvoir de la calamine ; un autre, j'erre parmi les solitudes de la *Cervelle* (1,614 mètres) sans plus de souci du monde que les quatorze mille bêtes qui pâturent sur ces sommets ; puis, Couspeau me tente, et j'y monte par Petit-Paris — un Paris combien petit ! — trois fermes et pour église le dôme d'un grand noyer ; enfin, j'ai la nostalgie de la foule, du bruit, et ne vous moquez pas, je redescends à St-Nazaire — une capitale, un monde dans ce désert ! — St-Nazaire a des foires plus importantes que Die et tous ces dimanches sont des jours de fête. Tout ce qui peine dans la montagne *espère* le dimanche avec plus de joie dans le cœur que l'amoureux sa promesse, que le touriste un beau site ; dès le matin, le village à peine éveillé se trouve pris d'assaut par une armée que l'on dirait cuirassée, tant les blouses roides l'amplifient, la métallisent de leur bleu dur. La messe dite, ces gens cognent aux portes : « Avè dè biôu (1), » et, sur la réponse affirmative, s'engouffrent, s'étouffent autour de grandes tables dans des salles basses. Pour eux, c'est la fête, le régal, ce bœuf bouilli, cette viande nourrissante dont la grange les sèvre toute l'année. Et on l'arrose de

(1) Avez-vous du bœuf ?

vin, on la célèbre de chansons jusqu'au soir, jusqu'à la ribote.

St-Nazaire n'agglomère pas cinq cents âmes, mais économiquement parlant, il a plus d'importance que telle cité orgueilleuse. Il renferme en soi la caractéristique des mœurs du pays. Il est le centre, la *tombée* du Désert. Aussi bien, son commerce qui s'appuie sur les caravanes foraines, a-t-il plus d'un trait de ressemblance avec le trafic oriental.

Les échanges, il n'y a pas bien longtemps, s'y faisaient en nature. L'homme apportait ses noix, son gibier, son bétail, la femme ses tomes, sa lavande, son miel, et on leur donnait à la place des épices, de la poterie, des instruments agricoles, du vin. Le mulet ou l'âne bâtés étaient le moyen de transport. Alors, c'était toute une affaire pour se rendre de Nyons à Saillans, par ce vallon fuyant vers le nord en un chapelet d'encaissements, de cluses, de petits bassins, de cagnons, de clapiers. Il fallait atteindre les villages environnants par le calvaire d'affreux sentiers, sinon par le frayé naturel des torrents, et ainsi, l'un des quatre malheureux facteurs de St-Nazaire arrivait à ses cinquante-six kilomètres en une seule tournée ! Maintenant on va de cette capitale à Saillans en trois heures et demie au trot d'un petit courrier. Tantôt la route s'ôte son soleil dans des gorges où joue la truite comme à l'*Echaras*, tantôt elle gambade à une grande hauteur le long de croupes sinistres que le moindre orage met en poudre ou bombarde en avalanches. Son culmen est au col de *Tavard*. On traverse Pradelles, St-Benoît curieusement allongé sur une crête rocheuse qu'entourent les eaux de la *Roanne* et du *Betton*. Les autres villages sont souvent à des heures de chemin : Brette, Roche-

fourchat, Gleyzolles, la Chaudière, Pennes, Rimon, Aucelon, tous ou presque tous invisibles. Des fermes proches ou lointaines s'appellent plaisamment le *Loquet*, la *Ribaude*, *Barbereyche*, la *Gamelle*; des ruisseaux *Brame-Vache*; des montagnes la *Pâte* et la *Cervelle*.

Il y a deux choses à voir dans les environs de St-Nazaire : la *grotte de Reichas* et le *Pertus-Arnaud*. La première de ces curiosités naturelles, assez semblable aux grottes des Sadons (1) et de Salaure (2), s'ouvre au sein d'un avant-mont de Couspeau, à environ mille mètres d'altitude. La seconde, excavation profonde, bée non loin de la route de Volvent, le pays du miel amer et des buis. Quand souffle le vent du midi, ce cratère gronde tout à coup et vomit des torrents d'eau. Le ruisseau de Volvent prend alors les proportions d'une rivière.

St-Nazaire avait à peine des rapports avec son canton la Motte-Chalancon. La nouvelle route de la Roanne l'en éloigne encore davantage. Il connaît surtout Nyons et Saillans, joignant ainsi à travers une région qui nargue la sauvagerie classique des Causses, de la Lozère ou de l'Ardèche, les vallées de l'Aygue et de la Drôme. Il est à peu près à égale distance de l'une et de l'autre. Aussi, la réorganisation de l'an VIII agit fort mal à propos en lui enlevant le titre de chef-lieu cantonal que 1790 lui avait donné. Tout plaidait en faveur du Désert circonscription administrative.

Reprenons la Drôme où nous l'avons laissée, en danger de crau, c'est-à-dire en danger de mort. Une gorge frai-

(1) Les Sadons, près de la Chaudière.

(2) Salaure, commune d'Aix en Diois.

che et plus longue que toutes les précédentes vient heureusement à son secours. Avec l'appoint de la *Roanne*, grossie in extremis de la *Colombe* qui égoutte l'aurifère Aurel, elle pourra continuer l'étape jusqu'à la *Gervanne*.

O la frêle, la pauvre, la jolie arche, un peu en amont d'Espenel ! Comme on aimerait, dites, la mettre sous son bras, l'emporter à domicile !

*Deux belettes à peine auraient passé de front
Sur ce pont,*

il relie pourtant la grande route avec notre chemin de St-Nazaire. L'ouvrage fut construit au XVIII^e siècle. Alors, on ne soupçonnait pas qu'il aurait un jour l'honneur de trembler sous une diligence. Avec le menu village d'Espenel couronnant son mamelon vert, il est à l'unisson parfaite en ce site agreste et restreint.

Saillans marque la fin de la gorge sans annoncer toutefois le commencement de la plaine. Il s'allonge sur la rive droite en partie dans ce pas redoutable de l'*Echarène*, témoin de tant de disputes sanglantes au moyen âge, et que la route, autant par ennui du détour que par crainte d'éboulements de la colline très friable, franchit par un tunnel de plusieurs centaines de mètres.

Entre Crest et Die, il y a une place honorable pour Saillans dans notre histoire politique et sociale. Oppidum gallo-romain dont le nom, *Darentiaca* (1), se retrouve dans celui de *Darese*, qui désigne l'une des places publiques du bourg, le lieu eut de bonne heure son importance commandée par la topographie. A quelle époque et pour-

(1) Nom d'une divinité topique, d'après Delacroix.

quoi devint-il Saillans ou plutôt Saliens, comme on l'appelait déjà aux alentours de l'an mil ? Mystère. Rappelons seulement que St-Géraud d'Aurillac, allant pour la première fois porter au pape les dix sous d'or promis annuellement par son abbaye, passa par Saillans. Reçu par les syndics de la cité avec tous les honneurs dus à son rang (il était comte et abbé), l'adroit pèlerin profita de son séjour pour doter son ordre d'un nouveau prieuré. Puis, il gagna les montagnes. C'est ainsi que les bénédictins d'Aurillac jouirent, avec des fortunes diverses, de cet important bénéfice jusqu'à la Révolution, c'est-à-dire pendant près de huit siècles.

A partir de 1201, les évêques de Die, devenus suzerains de la ville, lui font épouser leurs querelles. Série longue de combats, de prises et de reprises, de procès devant le pape ou le roi de France, et marquée pourtant par l'affirmation solennelle et consolante des libertés communales. Saillans, parmi l'arbitraire féodal, donne un bel exemple de dignité et de foi civiques. Son érection en communauté, dit l'abbé Vincent, est antérieure à celle de beaucoup de villes. Dans les provinces méridionales, la communauté, inspirée du municipe romain, avait l'apparence d'un petit Etat, indépendant sous la réserve de certaines conventions avec le seigneur. Derrière ses remparts percés de deux ou trois portes, et surveillés par une tour *magne*, Saillans abritait une sorte de république administrée par deux consuls et un conseil composé de nobles, de religieux et surtout de roturiers. La commune, dans des assemblées publiques, élisait les magistrats chargés de sa justice, de ses finances et de sa milice. Les évêques, qui avaient besoin de ces bourgeois, loin de considérer comme séditeuses ces aspirations libérales, eurent le

bon esprit et l'on peut dire l'honneur de les encourager. A diverses reprises, ils octroyèrent à la ville des chartes d'affranchissement. Beaucoup de ces libertés curieuses, affirmant l'indépendance locale, furent confisquées par les successeurs de Louis XI, les autres furent emportées dans le tourbillon centralisateur, auquel ne devait pas résister la Révolution elle-même. Il est fâcheux que ces coutumes se soient totalement perdues et que rien n'en donne l'idée dans l'organisation municipale présente.

Saillans, convoité également par les partis catholique et protestant à cause de sa position stratégique et de ses richesses relatives, souffrit beaucoup des guerres religieuses. Le pieux Jacques Avond, de Die, écrit en 1650 : « On m'a assuré que Saillans s'est vu empourpré du sang des catholiques meurtris de sang-froid comme agneaux innocents dans une de ses églises, lorsqu'il fut surpris par les réformés. » Mais ce poète du « sacré vœu de virginité et de continence » omet de nous dire à la suite de quel exploit des catholiques fut consommé ce forfait, d'ailleurs abominable.

Le pays accueillit la Révolution à bras ouverts. Qui s'en étonnerait ? Les Saillannais de 1788 ne trouvaient-ils pas dans leurs antécédents à travers les vieux âges l'aliment naturel à leur enthousiasme ? Ils adhérèrent tous les premiers à l'assemblée de Vizille et y déléguèrent Michel Barnave et son fils qui, quoique né à Grenoble et établi avocat dans cette ville, regardait Saillans comme sa vraie patrie. Des fêtes patriotiques entretenaient les sentiments généreux du populaire. On vivait dans la rue, on s'exaltait aux nouvelles de Grenoble ou de Paris, et les paysans des environs, d'abord hésitants, finissaient par patoisier les chants d'allégresse. Des orateurs tels que Archinard, de

Crest, député à l'Assemblée législative, et Mathieu, curé de St-Moirans, entretenaient le zèle d'une société populaire, cependant que le capitaine Deneyrol, un enfant du pays, tombait héroïquement au champ d'honneur.

Ce rôle de Saillans précédant en quelque sorte la Revolution, un monument modeste, dû à l'initiative de Maurice Faure, le consacre depuis plusieurs années. Sur un piédestal exécuté par l'architecte Poitou, de Valence, c'est un buste de République fort honorable, signé Osbach. Le regard de la Vierge de bronze, tourné vers Rochecourbe, symbolise l'admiration populaire pour cette montagne justement célèbre, dont l'attitude imposante et noble « exhorte aux pensées viriles et aux aspirations idéales. »

L'homme séduisant, qui nous a restitué Orange et en qui s'incarne avec une demi-douzaine de beaux-esprits le culte des traditions et des idiomes provinciaux, pouvait laisser ses compatriotes jouir ingénument du vent *solore* (1) et du bel horizon de leurs montagnes.

Mais il a pensé que le village aussi a droit à la beauté et que les préoccupations artistiques ne sont pas indignes d'un maire. Pourquoi les petits centres agrestes n'auraient-ils pas dans la mesure de leurs moyens leur musée, leur salle d'art, un endroit condensant en quelques souvenirs bien choisis, en quelques œuvres d'artistes locaux, les mœurs, les traditions, l'histoire de la contrée ? Maurice Faure a fait cela pour sa ville natale, et il en est plus fier que d'aucune de ses œuvres. « Je fais mon Léon X, » aime-t-il à dire gaiement en montrant sa mairie neuve, blanche, propre. Dans la salle principale, ornée de panneaux décoratifs peints dans cette manière sobre et

(1) C'est le vent topique de Saillans.

chaude à la fois qui caractérise le jeune talent du peintre Cornillon, deux médaillons s'enlèvent sur un fond gris tendre. Ils représentent Archinard et Barnave. Un beau tableau de L. Eymieu donne une sensation émouvante de Rochecourbe. La chaumine, le rieu d'argent, le feu d'herbes, tout concourt à exalter le mont prodigieux et solennel. Sur une cheminée repose un très beau Barnave, copie de celui de Houdon que possède Grenoble. Des fenêtres de cette mairie, la vue s'intéresse d'abord aux riens aimables d'une rue en pente douce, large et bordée de boutiques d'un autre âge : elle s'émeut au passage d'un vieux pont souvent fatal aux jeunes mulets et de là grimpe vers le rêve de l'éternelle montagne bleue où Bonaparte, (1) simple lieutenant, croyait voir déjà l'Europe à ses pieds. Alors, Saillans, désespérément long et maigre, n'étonne plus. Il semble que toutes ses maisons se disputent à contempler Rochecourbe.

Saillans n'a pas de monuments anciens dignes de remarque. Une pauvre église à portail roman, une place qui fut claustrale : c'est à peine de quoi se souvenir du bon S. Géraud dont le prieuré fameux s'espaçait là, entre la grand'route et la Drôme. Ça et là, des ruelles voûtées, des débris de remparts rappellent seulement la vie agitée de cette bourgade si placide aujourd'hui.

Est-ce à dire que les Saillannais aient consommé toute activité, toute énergie ? Point. Le pays ne fut jamais si prospère. Il a même — la chose mérite d'être retenue, car elle est fort rare dans nos montagnes — gagné en popula-

(1) On raconte que Bonaparte, lieutenant d'artillerie à Valence, fit un jour l'ascension de Rochecourbe, et que grisé par l'admirable panorama contemplé de haut de la montagne, il se serait écrié : « D'ici, je vois l'Europe à mes pieds ! »

tion depuis le dernier recensement. Deux moulinages de soie, une fabrique de foulards, une fabrique de chaux et de ciment et une fabrique de pâtes alimentaires, tels sont ses établissements industriels. Au point de vue agricole, la culture intense du pêcher qui donne dans ce chaux calcaire des produits d'un parfum et d'une saveur incomparables, lui fait une place à part dans la contrée.

Enfin, ce vieux sol n'est pas non plus incapable d'hommes les plus diversement doués. Comme Maurice Faure, le peintre L. Eymieu, son fils, le compositeur Henry Eymieu, le peintre Cornillon, l'orateur populaire Chastet, etc., sont enfants de Saillans.

Deux torrents, qui finissent presque en face l'un de l'autre, frôlent la cité des alberges ; en amont, le *Contècle* qui vient des environs de St-Moirans et boit le joli ru des *Gerles* ou des cuves ; en aval, le *Rieusec* ou *Riousset* qui, né au dessous de l'église de Véronne, ne ment pas à son nom, car il *coule le plus souvent à sec*. Son lit s'embarasse dans un des plus curieux clapiers de la Drôme. Quant au Contècle, qui a roulé une fois jusqu'à 500 mètres cubes à la seconde (deux fois la Seine à Paris en belles eaux moyennes), son val a le charme et le pittoresque de nos paysages les plus vantés.

FÉLIX GRÉGOIRE.

(A continuer.)





HISTOIRE D'UN RUISSEAU

Les sources abondent autour de la ville de Valence.

Ces sources limpides inspiraient il y a trois cents ans, de beaux vers latins au célèbre Michel de l'Hôpital.

Disons de suite que de magnifiques prairies, de beaux jardins émaillés de fleurs ou couverts de légumes variés, sont perpétuellement arrosés par les sources du Valentin, du Treuil, du Charran, de César, Grande et Petite Marquises, des Mal-Contents, sans omettre les eaux que l'on voit sourdre au-dessous des jardins de la Préfecture, sortir des fondations mêmes du clocher de la Cathédrale, celles de la Robine, au-dessous de la place Championnet, et enfin les nombreuses rigoles des Baulives.

On dirait que les glaciers des Alpes ont formé, sous la vaste couche de cailloux roulés qui s'étend au levant de Valence, une abondante nappe d'eau retenue dans un imperméable bassin de marne, dont les bords relevés forment les côteaux de Châteauneuf-d'Isère au nord, de Montélgier et d'Etoile au sud, bassin s'épanchant vers le Rhône au lieu sur lequel on a bâti la ville de Valence (1).

(1) D'après le savant Bullet, le nom latinisé *Valentia* aurait pour étymologie les mots celtiques : *Bal* ou *Val* eau, *len* plein, *ty* habitation ? Bien avant les Romains, les Celtes ont pu choisir une résidence si favorisée par l'abondance et la beauté des eaux, au bord d'un fleuve dont un détour formait, au Bourg-lès-Valence, un port naturel et commode.

Les ruisseaux alimentés par ces sources ont-ils une histoire ?

La plus abondante de toutes, la dernière que l'on rencontre en allant vers le Midi, était désignée, par nos pères, sous le nom de Contents. A la suite, dit-on, d'un procès entre des usufruitiers, au siècle passé, le peuple l'a dénommée *Les Mal-Contents*.

Le nom primitif, que l'on trouve dans les vieilles chartes, est *Aqua Sancti Victoris*, eau de St-Victor.

Aujourd'hui, et comme nous le verrons, depuis sept siècles, cette source se partage en deux branches. L'une, entraînée par la pente naturelle du sol, est le ruisseau primitif allant se perdre dans le Rhône, presque en face du village de Soyons. L'autre branche est nommée le *Canal*. Il est facile, en effet, de reconnaître que le travail de l'homme a dirigé ces eaux sur une inclinaison très faible, rectifiant, à certains endroits, les vallonements qui auraient pu en arrêter le cours. Ce canal se rapproche de la ville, et va tout proche de la terrasse du Champ-de-Mars précipiter ses eaux en une cascade fort belle et capable d'actionner plusieurs roues industrielles. C'est de cette seconde branche ou canal des Mal-Contents-nord, dont nous voulons retrouver l'histoire ou mieux l'origine primitive.

« Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme* » a publié en l'année 1891, mois d'octobre, 33^e livraison, une série de chartes relatives à l'ancien monastère de St-Ruf, collationnées par le savant chanoine Ulysse Chevalier. L'avant-dernière charte de cette série, ayant pour titre *Carta de aquâ sancti Victoris*, nous donne, au sujet de ce canal des détails intéressants.

Cette pièce est datée du 5 février 1211. M. Delacroix, dans sa *Statistique de la Drôme* désigne cette époque de notre histoire locale sous le titre : *Anarchie féodale*.

La convention passée entre les religieux de St-Victor et ceux de St-Ruf, qui forme l'objet de cette charte, nous indique que, même en ce temps d'anarchie féodale, il y avait, dans les monastères, des hommes sachant utiliser et multiplier les avantages que présentaient ces sources, s'en servir non seulement pour l'arrosage, mais aussi comme force industrielle, et cela en déterminant et réservant d'une manière très juridique les droits de chacun.

De plus ce document apporte un rayon de lumière sur une époque demeurée presque inconnue à tous nos historiens.

L'auteur des « *Antiquités de l'Eglise de Valence* » Mgr de Catellan, dit, à propos d'une lettre du pape Léon IX à un abbé de St-Victor : « Voilà une découverte qui a été
« nouvelle pour moi (1). Quoique nous connaissions
« tous, aux portes de Valence, une maison et des fonds
« qui portent encore aujourd'hui le nom de St-Victor,
« sans doute, comme nous avons lieu d'en juger à présent, parce qu'ils appartenaient autrefois à cette
« abbaye, il était peu connu cependant jusqu'à présent,
« qu'il y eût eu autrefois une abbaye en cet endroit. »

Il est donc important de profiter des rares documents qui nous restent sur cette partie de notre histoire locale, toujours très obscure, pour y projeter un peu de lumière.

(1) Mgr Jean de Catellan fut évêque de Valence de 1705 à 1725. Son livre « *Les Antiquités de l'Eglise de Valence* » parut chez Jean Gilibert, imprimeur à Valence en 1724. —

D'autant plus que les anciennes eaux de St-Victor sont encore, de nos jours, un des principaux éléments de la fortune territoriale de la commune de Valence.

Chose singulière, les règlements qui président à la distribution et à l'emploi de ces eaux portent encore la trace de la Convention passée, en 1211, entre les deux monastères de St-Victor et de St-Ruf.

De même qu'au treizième siècle, deux propriétaires se partageaient tout ce cours d'eau : l'un pour l'employer uniquement à l'arrosage de ses prairies et jardins, l'autre, pour l'utiliser comme force motrice grâce à une cascade qu'il a su se ménager ; de même, aujourd'hui, les règlements concernant la distribution des eaux dans le cours supérieur ne reconnaissent aux usufruitiers que le seul droit d'arrosage, tandis que les titres de propriété des riverains inférieurs mentionnent leurs droits à une utilisation industrielle. Bien plus, un Syndicat est chargé de veiller aux intérêts des usufruitiers arrosants, mais sa juridiction ne dépasse pas la limite des possessions de l'antique abbaye de St-Victor. Elle s'arrête au lieu que la vieille charte appelait *Campus Capionetus* (1) nommé depuis terre *Championnet*, soit jusqu'à la route de Valence à Montélimar.

La pièce publiée par M. le chanoine Chevalier dans

(1) On sait qu'au XVIII^e siècle, le sieur Etienne Grand, ancien Maître de postes, possédait cette terre alors complantée en vignes. Il en donna le nom à son fils naturel qui devint le célèbre général Championnet. Ce clos, le premier que l'on rencontre au midi de la promenade du Champ-de-Mars s'étendait jusqu'au fossé pour l'écoulement des eaux des Contents autrement appelé la Cascade, il était limité au levant par la route de Montélimar et au couchant par le chemin des Balives. L'abbé de St-Ruf avait conservé des droits sur cette terre : « elle était de la directe de St-Ruf. »

le *Bulletin de la Société départementale d'Archéologie et de Statistique* étant la charte primitive du partage des eaux de la plus abondante des sources valentinoises, il est donc utile de l'étudier, ou au moins d'en donner une analyse. Mais avant, pour plus de clarté, faisons connaître les premiers contractants, les Monastères de St-Victor et de St-Ruf.

ABBAYE DE ST-VICTOR. — Nous venons de voir par les paroles de Mgr de Catellan, que les annales de l'Eglise de Valence ne nous apprennent presque rien sur cette ancienne abbaye.

Dans la lettre de S. Léon IX, qui régna de 1048 à 1054, et dont la publication, au xvii^e siècle, émut si fort Mgr de Catellan, ce monastère valentinois est appelé une petite abbaye (*abbatiolam quamdam S. Victoris nomine apud Valentiam civitatem sitam*).

Cependant si nous en jugeons par l'étendue des terres, qui jusqu'au siècle dernier, sont désignées dans les actes publics sous l'appellation de *terroir de St-Victor*, nous pouvons conjecturer l'importance, à une époque reculée, de cette maison si largement établie aux portes et au midi de Valence. Ce terroir comprenait tous les emplacements aujourd'hui situés au levant de la route de Montélimar, toute la gare actuelle et tous les terrains encore maintenant arrosés par les eaux provenant de la source des Contents, peut-être appelés de ce nom parce que ses eaux étaient contenues (*contentæ*) dans les limites des possessions de ce monastère.

Comment cette abbaye de St-Victor a-t-elle pu disparaître de notre pays sans laisser presque aucune trace ?

S. Léon IX, pape, avait rattaché la petite abbaye valentinoise à St-Victor de Marseille.

L'abbaye de St-Theofrede, plus connue sous le nom de St-Chaffre, l'aurait d'abord retenue, sans droit certain, sous sa tutelle. Mais cette irrégularité eut un terme.

Mgr de Catellan nous apprend que les chanoines réguliers de St-Victor de Marseille et de Paris, renonçant à la règle de St-Benoit, se rangèrent sous la règle de l'abbaye de St-Ruf de Valence.

St-Victor devint donc une dépendance de St-Ruf.

Une bulle de Clément VII (septembre 1383) unit à St-Ruf, le prieuré de St-Victor de Valence, ainsi que ses dépendances *Finzeo*, Fiancey et la paroisse de La Vache, aujourd'hui Beauvallon.

Nous voyons dans un registre des chartes et papiers de St-Ruf, que les albergements des champs du terroir de St-Victor sont signés par le prieur de ce monastère jusqu'en 1413. A partir de l'an 1415 c'est au nom de l'abbé de St-Ruf que ces contrats sont passés avec divers particuliers. Saint-Victor d'abord simple prieuré dépendant de l'abbaye de Marseille est donc, au xv^e siècle, absorbé par l'abbaye valentinoise de St-Ruf.

SAINT-RUF. — Malgré ses tribulations, cet Ordre, fondé à Avignon vers 1038, possède des chroniques mieux connues.

Chassé d'Avignon, en 1158, par les fureurs des hérétiques Albigeois, il reçut de l'évêque et du chapitre canonial une généreuse hospitalité. L'évêque Odon céda, en toute propriété, à l'abbaye de St-Ruf l'*Ile de l'Eparvière*. Ce nom désignait alors tous les terrains qui s'étendent depuis la côte sur laquelle se trouve le chemin des *Balives* jusqu'au Rhône. Probablement, à cette époque,

un bras du fleuve côtoyait-il le bas de ces terrasses sur lesquelles s'étalent, de nos jours, la promenade du Champ-de-Mars et les villas qui suivent, d'où le nom d'île donné aux terres comprises entre ce bras du Rhône et le fleuve.

Au seizième siècle, les protestants ayant ruiné leur monastère situé dans l'île, les religieux se réfugièrent dans le très ancien prieuré de St-Jacques qui leur appartenait et qui comprenait l'hôtel actuel de la Préfecture, le temple protestant, qui était la chapelle abbatiale, et toutes les maisons adjacentes.

Cet Ordre a donné à l'Eglise : trois papes, des cardinaux, des évêques. Il paraît s'être étendu fort au loin. Il avait, d'après M. de Tardivon, dernier abbé, des établissements en Norvège, à Tunis, à Alger, à Patras en Achaïe.

Au commencement du XVIII^e siècle, Mgr de Catellan disait de la communauté de St-Ruf qu'elle était « un des principaux ornements de la ville de Valence » et il en énumère avec amour toutes les gloires.

Hélas ! quelques années après, même avant la Révolution, cette maison, minée par diverses influences, disparaissait, ses biens étaient partagés !

Nous pourrions citer plusieurs améliorations apportées par ces religieux à l'agriculture en nos pays. Présentement, analysons une pièce qui montre qu'au commencement du treizième siècle, leur initiative courageuse créa, malgré les troubles de cette époque, un canal d'arrosage et une puissante chute d'eau encore aujourd'hui causes de prospérité pour de nombreux champs et plusieurs industries.

CHARTRE CONCERNANT LA SOURCE DE ST-VICTOR. — Qu'il soit connu de tous qu'entre l'église de St-Ruf, le monastère de St-Théofrède et la maison de St-Victor, une convention a été acceptée.

§ 1. La maison de St-Ruf possèdera un canal, partant de la source, longeant le chemin qui conduit à St-Victor, ou par les vignes et terres adjacentes, jusqu'au lieu qui est dit *Campus Capionetus* (Championnet). Toutefois, les terres et vignes par lesquelles passera le canal seront achetées à leurs propriétaires. La maison de St-Victor ne pourra rien exiger, soit pour le plait (autorisation), soit pour la diminution du cens proportionnel à la quantité des terres (1); quant aux vignes et terres qu'elle possède immédiatement, elle en fait don pour l'établissement du cours d'eau projeté.

Le cours ancien restera libre de toutes redevances à St-Victor, à moins qu'il ne faille, d'après l'arbitrage d'un homme de bien, concéder quelques compensations à ceux dont les terres et les vignes auront été traversées par le cours d'eau nouveau.

Les religieux de St-Ruf transporteront leurs moulins à la terre de Championnet ou dans le lieu qui leur conviendra le mieux; tout l'espace, depuis la vigne d'André de Villeneuve jusqu'à la vigne de Reynald du Pinet, appartiendra sans discussion à la maison de St-Ruf, qui pourra acheter, quand bon lui semblera, sans besoin d'un plait, cette dernière vigne, dans laquelle nul autre

(1) Il apparaît, dans ces mots et dans tout ce texte, que les religieux de St-Victor possédaient une suzeraineté féodale sur toutes ces terres environnantes. On indemniserà, disent-ils, les propriétaires, les religieux font l'abandon, pour l'établissement de ce canal, des droits qu'ils pourraient percevoir au sujet du *plait* et de la diminution du *cens*.

ne pourra prendre des pierres ou du sable, si ce n'est pour y établir des moulins et industries, avec permission d'y employer tous les matériaux des anciens moulins qui s'y trouvent (1).

§ II. Pour l'établissement de ces moulins et autres avantages, St-Ruf fera porter au moulin Blanc 50 sétiers de blé commun mesuré à la Pierre de Valence (mesure publique établie sur la place encore dénommée de la *Pierre*), 50 autres sétiers de seigles ou grains similaires.

St-Victor se réserve de faire moudre le grain de sa mense, autant que cela sera nécessaire; ses meuniers feront le travail avec l'aide de ceux de St-Ruf; toutefois, on choisira un moment opportun.

§ III. Pour l'espace qui séparera les moulins de l'île, St-Ruf payera à St-Victor annuellement 40 sous viennois, et pourra y établir des moulins, fôulons et autres industries; mais pour vendre ces fonds, il faudra obtenir l'agrément de St-Victor..... Toutes ces réserves faites, la maison de St-Victor garantira et protégera tout ce canal; si un procès s'élevait, elle le soutiendrait en justice; s'il arrivait, ce qui a coutume d'arriver qu'elle ne pût pas faire valoir ses droits, l'église de St-Ruf ne serait pas tenue d'acquitter le cens.

St-Ruf conserve la liberté de prendre de l'eau où il voudra et autant qu'il voudra pour l'introduire dans l'île et son monastère. Mais, pour le canal qu'il aura creusé, nul ne pourra en retenir l'eau depuis la source jusqu'à l'embouchure, sauf pour l'arrosage des jardins de St-Victor et encore sans préjudice pour les moulins. Les

(1) Les restes d'anciens moulins, probablement des moulins à vent établis sur la hauteur, en la terre de Championnet.

autres riverains en jouiront, suivant la coutume toujours observée pour l'ancien ruisseau.

S'il arrivait, comme on le craint, que l'eau ne pût s'écouler par le nouveau lit que vont lui creuser les religieux de St-Ruf, ceux-ci ne seraient tenus à aucun des engagements mentionnés plus haut. Mais si, lorsque le monastère de St-Ruf aura reçu l'eau, la quantité nécessaire faisait défaut à St-Victor, comme on le craint, l'arbitrage d'un homme de bien serait appelé à compenser tous les intérêts.

Les paiements se feront à la St-Jean et à Noël.

Il faut remarquer encore qu'en cas d'insuccès de l'entreprise du canal, St-Ruf sera libre de revendre les terres achetées en vue de ce travail. St-Victor conserverait ses droits sur le cens et aurait le privilège de tout racheter. Si, à propos de ce canal et des moulins, on attaque les droits des deux monastères, St-Victor prendra un avocat. St-Ruf en ajoutera d'autres, mais ce dernier monastère ne pourra pas se dispenser de payer le tribut du cens, tant que St-Victor sera disposé à le défendre devant les juges.

Suivent les signatures d'abord des deux abbés : l'un de St-Théofrède, Pierre Gastinus, l'autre de St-Ruf, Arnaud. Ils affirment le consentement de leurs communautés. Plus de soixante témoins ou autres religieux joignent leurs signatures.

Enfin, Humbert, par la grâce de Dieu, évêque de Valence, « pour obtempérer aux prières des deux parties, confirme par l'apposition de son sceau tout cet écrit. »

NÉCROLOGIES

M. ORIOL (MARIE-JEAN-BAPTISTE), *prêtre retiré*

Notre confrère, né à Vanosc, le 17 mai 1831, après avoir été vicaire à Andance, à Bonlieu et Sarras, et curé de Thorrenc et de St-Laurent-sous-Coiron, avait été contraint, pour des raisons de santé, de quitter le service paroissial et s'était retiré à Annonay, où il est décédé, à 69 ans, le 28 août dernier.

Dans sa retraite, il s'occupait de recherches sur l'histoire locale, qui étaient dans ses goûts et il faisait partie de la Société d'Archéologie de la Drôme depuis plusieurs années.

M. KLÉBER (ALPHONSE)

Cet ancien confrère, l'un des chefs vénérés de la grande manufacture de papiers de Rives, connue dans le monde entier, sous la raison sociale Blanchet frères et Kléber, s'était acquis une grande renommée par son amabilité, son intelligence et ses travaux. Il était âgé de 85 ans et a survécu peu de temps à M. Paul Blanchet, archéologue distingué.

Les journaux ont aussi annoncé la mort à Bordeaux de M. LÉON ROCHES, le 23 juin dernier, âgé de 91 ans. Cet ancien ministre plénipotentiaire était né à Tain et a joué en Afrique un grand rôle. Il y fût le bras droit du maréchal Bugeaud et a raconté lui-même dans son livre intitulé : *Trente-deux ans à travers l'Islam*, toutes les péripéties de sa vie glorieuse.

Mentionnons encore la, mort à Montpellier, de M. CHARLES-JULES REVILLOUT, né le 30 janvier 1821, littérateur et historien du plus grand mérite.

A. LACROIX.

SÉANCE DU 6 AOUT 1900

PRÉSIDENTENCE DE M. VALLENTIN

La séance est consacrée à diverses communications.

Le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, 1^{re} livraisons de 1899 et de 1900, renferme un travail fort intéressant sur la tour de Chamaret, par notre érudit collègue, M. le chanoine Fillet, et un autre de M. Giraud, sur les industries du fer en Dauphiné, plein de recherches.

Dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* se trouve un catalogue des inscriptions antiques du Musée Calvet, d'Avignon, par M. le capitaine Espérandieu. Parmi elles figurent : une inscription du Pègue, une de Rochegude, une des environs de Nyons, une de Noveysan, une de Rousset, un talisman de Bouchet, l'épithaphe d'Ampelius et de Singenia, d'Aousté et la marque d'un tuyau de plomb, de St-Paul-Trois-Châteaux.

Le Journal de Grenoble, le *Dauphiné*, a récemment publié de nouveau une comédie en langage populaire de la Drôme, jouée, en 1576, à Montélimar, par deux paysans (numéros du 1^{er} juillet 1900 et suivants).

M. le chanoine Jules Chevalier communique à la Société les épreuves de la première feuille du troisième volume de son *Essai historique sur l'église et la ville de Die*. Nul mieux que lui pouvait mener à bonne fin un travail si bien fait au point de vue de l'érudition et de l'impartialité.

M. de Terrebasse recommande aux recherches des bibliophiles dauphinois une *Relation* de ce qui a été fait dans la ville de Grenoble pour la réception de *Messeigneurs les princes*, imprimée par Fremon, en six feuillets in-4°, de petites lettres de cicéro, à 250 exemplaires, différente de celle de Guy Allard, qui a cinq feuillets seulement.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

Sur la proposition de M. le maire de Crest le conseil municipal de cette ville a décidé de souscrire à dix exemplaires du *Dictionnaire biographique de la Drôme*, en se déclarant « heureux de rendre un juste hommage à l'auteur qui, par ses patientes recherches, laissera aux générations futures, un ouvrage qui leur apprendra l'histoire des hommes illustres de notre département. »

Le fait mérite d'autant plus d'être signalé, qu'il n'honore pas moins M. le maire de Crest et son conseil municipal, que leur compatriote, notre érudit collègue, M. Brun-Durand.

Le *Journal des Savants*, d'août 1900, déclare que cet ouvrage rendra de véritables services par l'exactitude et la précision des renseignements fournis. L'époque moderne y est traitée avec soin, sans esprit de parti et souvent de première main.

OUVRAGES REÇUS

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

— *Le journal des Savants*, juillet et août.

— *Romania*, (juillet 1900), contenant une très flatteuse appréciation sur les *Ordinaires de l'église cathédrale de Laon (XII et XIII^e siècles) suivis de deux mystères liturgiques*, publiés par M. le Chanoine Ulysse Chevalier.

OUVRAGES REÇUS DES AUTEURS :

— J. Brun-Durand, *Monier de Le Sizeranne (Paul-Jean-Ange-Henri)*. Biographie de l'un de nos compatriotes les plus distingués. Grenoble, librairie dauphinoise, 1900, broch. in-16, de 16 pages.

— Maurice Champavier, *Le Dauphiné et les artistes dauphinois à l'Exposition universelle. — Beaux arts et arts appliqués*. Même librairie, br. in-16 de 47 pages.

L'auteur s'y montre aussi bon littérateur que critique expert et judicieux.

— *Etude critique sur l'origine du S. Suaire de Lirey-Chambéry-Turin*, par le chanoine Ulysse Chevalier, correspondant de l'Institut, Paris, A. Picard, 1900, 1 vol. in-8° de 58 p. de texte et 60 de document. Les *Annales Dauphinoises* (septembre 1900) louent à juste titre ce travail tout à l'honneur de la vérité et de la justice.

— *L'ex-libris dauphinois du président Denis du Pré*, par P. de Faucher, Mâcon, Protat frères, 1900, in-4°.

Très intéressante brochure avec gravures.

— *Quinze ans d'action syndicale*, par H. de Gailhard-Bancel, député, président de syndicats agricoles, Paris, Lamule et Poisson, 1900, 1 vol. in-8°, 387 pp. Un compte-rendu en sera publié dans la prochaine livraison.

— Cyprien Perrossier, chanoine honoraire de l'évêché, archiviste diocésain, *L'abbé Nadal, chanoine de Valence*, Grenoble, librairie dauphinoise, 1900, broch. in-4°, 45 p., très complète biographie d'un homme de bien, qui fut aussi un historien de valeur.

— *Les Annales du Midi*, (avril 1900), font l'éloge du *Catalogue des actes du Dauphin Louis II*, par M. Pilot de Thorey (et juillet 1900) du livre de M. Prudhomme sur les *Archives de l'Isère* et de celui de M. Mazon, sur l'abbé Dubois, missionnaires aux Indes.

A. LACROIX.

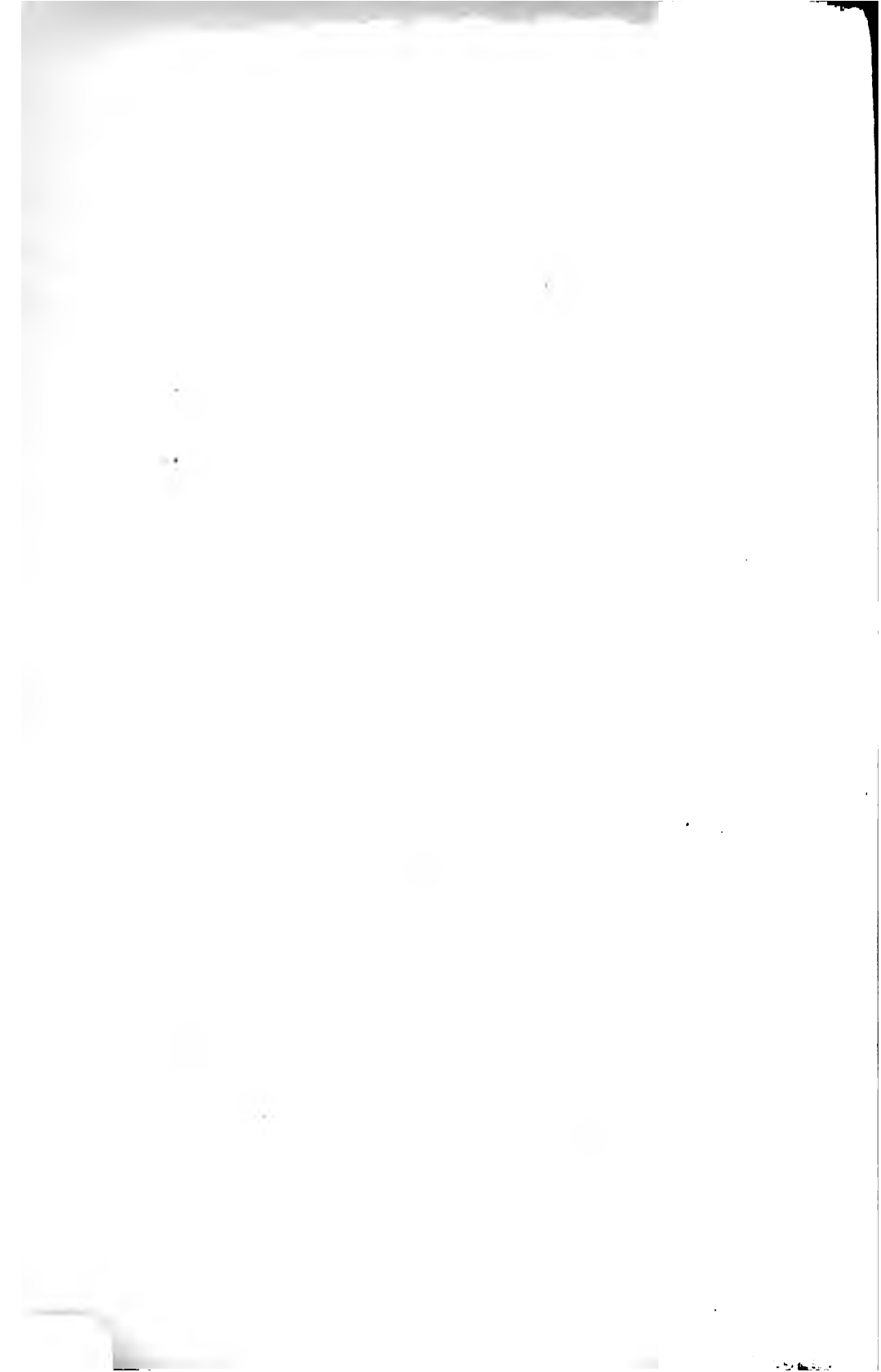


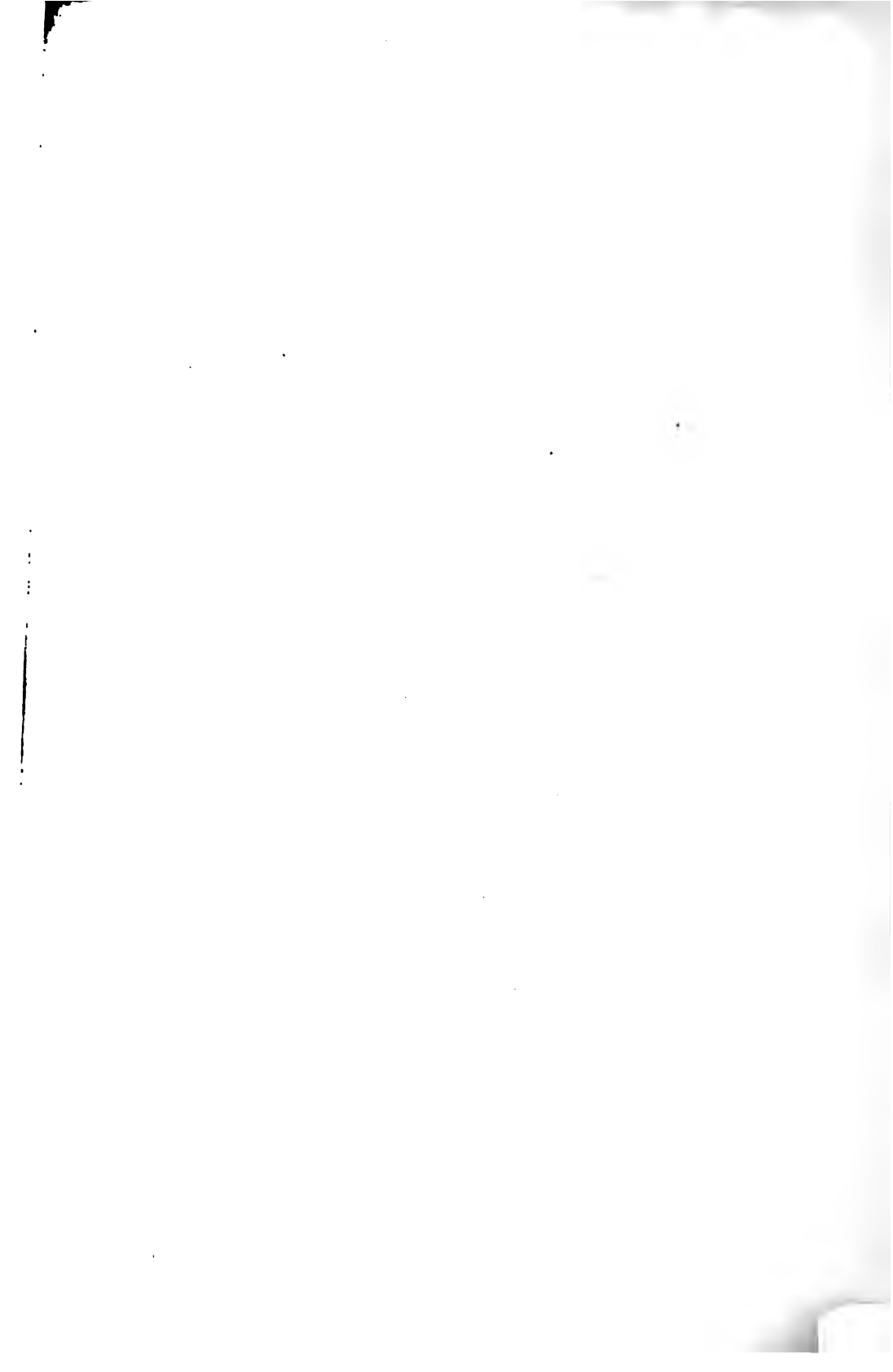
TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XXXIV

(ANNÉE 1900)

ARCHIVES (LES) DE LA DRÔME, par M. A. LACROIX . . .	310
BIBLIOGRAPHIE, par M. l'abbé Louis ROBERT . . .	86
BIBLIOGRAPHIE, par M. BRUN-DURAND.	179
BORNE INDIQUANT LA DISTANCE D'ALBA A NÉMAUSUS, par M. Ludovic VALENTIN, président de la Société. . .	193
BOURG (LE) ET L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE PENDANT LES GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE, par D. Hip- polyte DIJON	5
CHRONIQUE, par M. LACROIX 95, 191, 276,	382
EMPLACEMENT D'AERIA, par M. A. AURIC.	84
ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE, par M. le chanoine PERROSSIER 53,	270
GÉRY EST-IL L'OPPIDUM D'ACUNUM, par M. l'abbé L. MOUTIER.	175
HISTOIRE D'UN RUISSEAU, par M. le chanoine MAZET . .	370
IMPRIMEURS (LES) ET LES JOURNAUX A VALENCE, par M. LÉON EMBLARD 149, 229,	339
LETTRE DE J.-B. VEYRENC, NOTAIRE A GRIGNAN, A M. BI- GNAN DE COYROL, DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. le chan. Cyprien PERROSSIER	97
MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DES COMTÉS DE VA- LENTINOIS ET DE DIOIS, par M. le chanoine Jules CHEVALIER 68, 116, 205,	317
MOSAÏQUE DE ST-PAUL-LÈS-ROMANS, par M. A. NUGUES.	177
NÉCROLOGIES, par M. A. LACROIX 92, 182, 276,	380
NOTAIRES (LES) PIÉMONT, DE ST-ANTOINE, par Don Ger- main MAILLET-GUY 242,	289
NOTES HISTORIQUES SUR BARNAVE, par M. L. EMBLARD.	63
NOTE SUR LA MARCHÉ D'ANNIBAL D'ESPAGNE EN ITALIE, par M. A. AURIC. 28,	135
SEANCES : { du 7 novembre 1899	96
{ du 5 février 1900	192
{ du 7 mai 1900.	278
{ du 6 août 1900	381
TABEAU DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ	198
TORRENT (UN), LA DRÔME, par M. Félix GRÉGOIRE, 41, 161. 263,	351
L'ARRONDISSEMENT DE NYONS (pagination spéciale), par M. A. LACROIX. 377, 393, 409,	425











3 2044 025 678 244

